



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

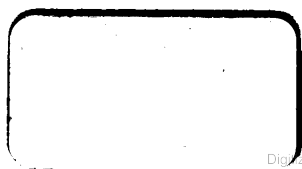
### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

NYPL RESEARCH LIBRARIES



3 3433 07590710 9



DAF  
Gendane









# HISTOIRE DE FRANCE.

6304

---

PARIS. — IMPRIMERIE DE SAPIA,  
RUE DU DOYENNÉ, 12.

# HISTOIRE DE FRANCE

PAR

M. DE GENOUDE.

L'histoire d'un peuple c'est sa constitution  
en action.

3<sup>e</sup> série.

---

RÉVOLUTION FRANÇAISE.

TOME SIXIÈME.

PARIS

CHEZ L'AUTEUR, RUE DU DOYENNÉ, 12.

---

1848.





## AVANT-PROPOS.

---

Jugement de M. Nèttement sur l'*Histoire de France* de M. de Genoude.

Voici cet important ouvrage arrivé à sa fin. Dans peu de jours auront paru les six derniers volumes qui complètent les vingt-trois volumes dont il se compose, et qui présentent le tableau si attachant de notre histoire, depuis ses époques les plus éloignées jusqu'à nos jours, l'historien ayant résumé à grands traits, dans une conclusion étendue, la Restauration et la révolution de 1830, de sorte qu'on peut embrasser, dans son ouvrage, l'ensemble de nos destinées nationales, et suivre, sans solution de continuité, le mouvement des faits et des idées depuis Clovis jusqu'à nos jours. Semblable à un grand fleuve qui coule entre ses rives en parcourant des sites divers, et qui, toujours le même, quoiqu'en changeant d'horizons et de perspectives, prolonge son cours tantôt plus lent, tantôt plus vif, avec une majestueuse unité, l'histoire de notre pays se développe dans cet ouvrage depuis sa source

même, avec ses souvenirs, ses enseignements, ses grandeurs et ses épreuves.

Si, comme l'a dit Pascal, l'humanité est, à un certain point de vue, un homme dont les générations humaines sont les années, on peut dire que la France aussi est une personne dont les différentes phases historiques de nos annales sont les âges, tant il y a d'unité et de suite dans le développement de nos doctrines nationales ! A mesure que les volumes de l'histoire de M. de Genoude se succédaient, nous avons essayé d'apprécier ses travaux, comme ces amis qui accompagnent un ami jusqu'au rivage où il doit s'embarquer, et lui envoient des signes de bon espoir et des vœux de bon voyage, jusqu'à ce que le navire qui le porte, semblable à un point noir, ait disparu à l'horizon. Aujourd'hui que son grand voyage à travers nos annales est fini, nous croyons utile de résumer et de présenter en bloc l'ensemble de nos réflexions sur cette œuvre.

D'abord, et nous croyons ici ne pas parler en ami, mais en homme impartial et juste, c'est déjà une chose merveilleuse que M. de Genoude, avec cette multiplicité d'occupations dont son dévouement à ses idées et à ses convictions l'a surchargé, ait conçu et exécuté ce grand et difficile dessin d'écrire une histoire de France. Lorsque nous vîmes pour la première fois à Londres le tunnel de la Tamise, nous nous souvenons que la pensée qui nous saisit d'étonnement ne fut pas tant encore l'exécution que la conception de cette œuvre gigantesque. Qu'un homme, se plaçant sur l'une des rives de ce vaste fleuve, et voyant couler ses grandes eaux, ait dit : « Je percerai un pont sous cette Tamise semblable à une mer, » voilà ce qui étonne l'imagination et confond l'esprit, dans l'œuvre de notre compatriote Brunel. On éprouve une émotion

qui a quelque chose de semblable lorsqu'on songe à la tâche que s'est imposée M. de Genoude, avec ce poids immense d'un journal bientôt augmenté des travaux de la tribune, et la difficile initiation à une mission parlementaire d'autant plus laborieuse, que M. de Genoude, assistant avec un principe hostile à la chambre actuelle, est obligé, au rebours de l'orateur antique, de se rendre l'auditeur antipathique à chaque discours. Certes, il faut une fermeté d'esprit peu commune pour avoir conçu, dans des conditions semblables, le projet d'écrire un aussi grand et aussi important ouvrage, et le dévouement à une idée pouvait seul donner à l'auteur la force de le conduire si rapidement au but.

En réfléchissant bien, on voit que M. de Genoude ne pouvait guère échapper à la tentation d'écrire l'histoire de son pays. Il y a en ce moment quatre députés à la chambre qui ont consacré leurs veilles à une œuvre analogue. M. Guizot tient le pouvoir; M. Thiers et M. de Lamartine, avec des facultés différentes et des idées qui les séparent profondément, aspirent, nous croyons pouvoir l'affirmer sans témérité, à exercer une haute influence sur les affaires pendant les temps qui suivront la fin du règne de Louis-Philippe.

Il y a donc pour les hommes que leur intelligence et leur position jettent dans la politique active, un attrait irrésistible qui les porte à étudier, avec une sollicitude particulière, l'histoire de leur nation, et même à l'écrire, afin de se faire des idées précises sur la suite de ses destinées, sur sa nature et sur son caractère. Rien de plus facile à comprendre. Comme l'a très-bien dit Burke, le présent a toujours sa racine dans le passé. Les événements qui s'épanouissent à la surface ne sont que la végétation des causes qu'on trouve en creusant dans

l'histoire. Vouloir se mêler aux affaires de son pays, sans connaître le point de départ des questions dans lesquelles on va se trouver engagé, les précédents de la nation sur laquelle on veut exercer une influence, les différentes phases qu'elle a traversées, les principes fondamentaux de son existence, c'est imiter un homme qui se proposerait pour guide dans un pays qui lui serait inconnu, sans avoir pris la peine d'étudier la topographie des montagnes, des vallées, des cours d'eaux, des forêts et des prairies, de sorte qu'il serait exposé à se perdre, dès le premier pas, et à perdre avec lui ceux qu'il se serait chargé de guider. Cette considération devait agir sur l'esprit de M. de Genoude, comme sur celui des hommes d'intelligence que nous venons de nommer.

Pour être un véritable homme politique, il importe d'être profondément versé dans l'histoire. Sans doute il ne faut pas pousser cette maxime jusqu'à l'absolu, et il est juste de reconnaître que des hommes, peu initiés à l'histoire, ont, dans tous les temps et dans tous les pays, saisi avec un tact remarquable l'à-propos des circonstances, et lutté habilement contre les difficultés de la situation. Mais il faut ajouter que les politiques qui n'ont pas approfondi l'histoire de leur nation, sont exposées à commettre des erreurs dangereuses, à se méprendre sur l'origine et sur la nature d'un mouvement d'idées, à dévier de la ligne des intérêts fondamentaux de leur pays pour obéir à des intérêts de circonstance, à abandonner le principal pour l'accessoire, et à compromettre ainsi leur patrie au lieu de la servir.

Il est donc intéressant de dire ce qu'a vu M. de Genoude dans l'histoire de France, et d'apprécier à un point de vue général, son ouvrage. Dernièrement un journal a dit que c'était

un pamphlet en vingt-deux volumes. Qu'y a-t-il de vrai dans cette assertion ? Sans doute, si l'on voulait examiner l'histoire de M. de Genoude dans ses détails, elle ne serait pas à l'abri de toute critique, aucune œuvre humaine n'atteint ce degré de perfection ; mais on peut affirmer que le reproche le plus injuste, le plus étrange et le plus contraire au bon sens, qu'on pût lui adresser, c'est précisément celui auquel nous venons de faire allusion. Qu'est-ce qu'un pamphlet ? C'est un écrit dans lequel les faits ou les personnes sont attaqués d'une manière exclusive, partielle, où la vérité est défigurée, où les questions ne sont envisagées qu'avec des réticences ; où l'on ôte la parole à ses adversaires afin de s'en réserver le privilège exclusif et de présenter à sa manière les hommes et les faits. Eh bien ! nous ne disons pas seulement que l'histoire de M. de Genoude n'a aucun de ces caractères, mais qu'il est impossible qu'elle les ait, en raison de la méthode qu'il a adoptée. Singulier pamphlétaire qu'un écrivain qui cite, à chaque instant, tous les historiens remarquables de la France, à commencer par M. Guizot, qu'il fait aussi concourir à son œuvre, avec MM. Thierry, Michelet, Thiers, Sismondi, Mignet, Louis Blanc, comme avec Voltaire, Mezerey, Velly, Anquetil et tous les écrivains qui ont précédé notre époque !

M. de Genoude, en effet, n'a pas cru devoir refaire ce qu'il trouvait bien fait, ni défigurer les colonnades et les supports qu'il empruntait à d'autres édifices pour les transporter dans le sien. Partout où il a trouvé une vérité historique, il l'a prise telle qu'il l'a trouvée. Quand un historien, quelle que fût d'ailleurs son opinion, a bien jugé une époque, il a cité *in extenso* son jugement. Il a aspiré à former un foyer de lumières, et, pour y réussir, il a réuni les rayons épars dans toutes les

histoires de France. Nous le demandons à toutes les personnes de sens : est-ce là la manière d'agir d'un pamphlétaire ? Est-ce en donnant ainsi la parole à tout le monde, qu'on étouffe la vérité, et que l'on fait prévaloir la calomnie ? N'est-ce pas au contraire la conduite d'un homme impartial, qui cherche, avec sollicitude, la vérité historique et qui la met en lumière dès qu'il la rencontre, sans se préoccuper des calculs de la vanité littéraire qui veut tout mettre à sa marque, et qui jette en fonte les idées mêmes qu'elle emprunte, afin de déguiser le larcin ? M. de Genoude conduit son histoire, à peu près comme on fait une enquête, et il amène les historiens qui l'ont précédé, comme des témoins qui viennent déposer sur les faits qu'ils ont bien vus, et sur les époques qu'ils ont bien jugées.

Ceci nous conduit naturellement à indiquer le caractère dominant de l'histoire de M. de Genoude. Ce n'est pas une histoire avant tout érudite, c'est surtout une histoire rationnelle et politique : rationnelle, en ce qu'elle cherche la raison des choses ; politique, en ce qu'elle ne perd jamais de vue les principes constitutifs du gouvernement du pays. On ne court point avec M. de Genoude, le même risque qu'avec la plupart des autres historiens qui vont, de siècle en siècle, de règne en règne, comme un voyageur, de site en site, sans se donner la peine de chercher quelle est la loi d'ensemble qui régit le développement de nos destinées nationales. et même souvent sans soupçonner l'existence de cette loi. Le nouvel historien de la France est principalement guidé, dans l'étude qu'il fait de nos annales par le désir de trouver cette loi générale, cette puissance motrice de nos destinées. Il rencontre aux bouts de la chaîne historique, les mêmes phénomènes : l'unité et l'hérédité monarchique, la liberté politique représentée par les

grandes assemblées nationales, la fraternité et l'égalité humaines représentées par le catholicisme. Pour un esprit logique, il y a là quelque chose de profondément satisfaisant. Quand, en effet, ce qui est dans les prémisses, se retrouve dans la conclusion, on peut dire, d'une manière certaine, qu'on est en possession du syllogisme tout entier. On reconnaît également la graine à l'arbre, et l'arbre à la graine, mais quand on peut rapprocher l'effet de la cause, lorsqu'après avoir étudié une histoire dans ses principes, on retrouve ces principes dans les conséquences les plus lointaines, toute incertitude disparaît.

C'est précisément là ce qui est arrivé à M. de Genoude, quand il a appliqué la logique de son intelligence à l'histoire. Après avoir trouvé sous la première race l'unité monarchique, l'hérédité du pouvoir, la liberté politique assurée par ces assemblées générales des Francs qui délibèrent sur les grandes affaires (*de majoribus omnes*) et la fraternité dans le catholicisme, il retrouve toutes ces grandes tendances aboutissant à leur réalisation dans les cahiers des Etats-Généraux de 1789, et dans le mouvement de cette époque. Seulement ce qui, à l'origine de la monarchie était restreint aux conquérants du sol, c'est-à-dire aux Francs, est, en 1789, commun à la nation tout entière. Le temps et l'esprit de fraternité inhérent au catholicisme, ont rempli leur tâche. Le grain de sénévé a grandi et est devenu un arbre à l'ombre duquel les oiseaux du ciel peuvent se reposer. Le bienfait de l'unité, de l'hérédité monarchique, et de la liberté politique est étendu à tous par l'esprit de fraternité et d'égalité qui est le fond même du catholicisme. C'est donc là toute l'histoire de France, puisque c'est là ce qu'on trouve à la racine et au faite de l'arbre. La royauté héré-



ditaire, la liberté politique, l'égalité, et la fraternité catholique : la France est dans ces quatre mots.

Voilà la haute vue que donne toute l'histoire de M. de Genoude, et cette vue le conduit à une très-ingénieuse explication de la révolution française. C'est la querelle des trois ordres qui amène cette révolution. Louis XVI croit que le vote séparé des ordres est un des principes constitutifs de la France. Après avoir accordé le doublement du tiers, il annule cette décision en voulant faire prévaloir le vote par ordre. Que sert, en effet, d'être plus nombreux, si l'on ne vote point ensemble? Le tiers n'est plus que le triste analogue de cette dernière tribu de Rome, où l'on entassait tous les prolétaires qui, semblables à des décimales politiques, étaient obligés de s'additionner ensemble pour produire une unité électorale, ce qui réduisait leur influence à néant. Alors les esprits s'animent, les passions s'enflamment, et la passion de la liberté et de l'égalité, poussée jusqu'à la démence, enfante la révolution.

D'où vient cela? M. de Genoude répond que cela vient de ce que deux éléments étrangers à la constitution primitive de la France s'étaient introduits dans notre société : une sorte de théocratie représentée par la corporation politique du clergé, et une sorte de féodalité nobiliaire représentée par l'ordre politique de la noblesse. Quand on remonte aux origines, rien de pareil. Sans doute il y a une illustration, une notoriété en faveur de certaines familles, mais elles ne jouissent, pour cela, d'aucun privilège. A mérite égal, celui qui porte un nom honoré par des services rendus au pays, obtient la préférence. Est-il inférieur? On le laisse de côté. La noblesse est une distinction, une illustration, ce qu'elle sera toujours, quoi qu'on fasse, mais elle n'est pas un droit politique particulier, elle ne

donne aucun privilège hors du droit commun. Le clergé à une influence de confiance et d'estime qui s'attache à son ministère et à ses vertus. Les évêques viennent dans les assemblées comme les plus doctes, comme les plus éclairés, les plus habiles, les plus dévoués aux intérêts généraux, les notables de la nation; mais on ne voit point qu'ils arrivent comme les représentants des intérêts d'une corporation ecclésiastique.

Voilà comment les choses apparaissent à M. de Genoude, sous la première race, et il tire de cet état de choses ces importantes déductions. Les distinctions d'ordre ne sont pas dans les prémisses nationales, et l'on aperçoit dans les conclusions du syllogisme de notre histoire, un effort manifeste pour rejeter ces distinctions et pour arriver à l'égalité politique. Les distinctions d'ordre sont donc des éléments étrangers introduits dans notre société par une situation politique transitoire. Quelle est cette situation? La féodalité. La force de la révolution vient donc de ce qu'il y avait en elle, une partie vraie: sa lutte contre des institutions politiques qui avaient pu avoir leur raison d'être dans une situation transitoire de la monarchie française, mais qui ne pouvaient résister à l'action du temps, parce qu'elles ne résultaient pas des principes fondamentaux de notre constitution, et qu'elles étaient au contraire en contradiction avec ces principes. La faiblesse de la révolution vient de ce qu'excessive et extrême comme la passion politique, elle voulut envelopper, sous les ruines de l'ancien régime, des institutions fondamentales qui ne peuvent périr qu'avec la France, parce qu'elles étaient à l'origine, et que si on peut émonder un arbre de ses branches luxuriantes sans lui causer la mort, on ne peut s'attaquer à ses racines sans le frapper d'un coup mortel.

Voilà toute la théorie historique de M. de Genoude, et,

chose remarquable, c'est là aussi toute sa politique. Ses convictions historiques sont la base de ses convictions politiques. Comme l'historien, il voit l'unité et l'hérédité du pouvoir dans le principe monarchique, la liberté politique dans le principe des grandes assemblées, l'égalité et la fraternité dans le principe catholique, germer sur notre terre de France dès l'origine de nos annales, et surmonter par un vigoureux effort tous les obstacles que les difficultés du sol, les passions égoïstes et les phases diverses de la civilisation leur opposent. Il les voit, en 1789, se développer d'une manière admirable dans les cahiers des Etats-Généraux, et aspirer à réaliser l'idéal de la France en triomphant des éléments hétérogènes qui s'étaient introduits dans notre organisation sociale. Comme politique, il revendique l'unité et l'hérédité du pouvoir garanties par le principe monarchique, la liberté politique garantie par le principe des assemblées générales, l'égalité et la fraternité garanties par le vote de tous.

Il y a, on ne peut le dissimuler, quelque chose de beau dans cette harmonie entre les principes historiques et les principes politiques d'un homme, et sa position comme politique emprunte une grande force à la démonstration logique de ses opinions qu'il donne comme historien. D'autant plus que les adversaires politiques de M. de Genoude sont obligés de convenir que, jusqu'ici du moins, l'expérience, cette grande maîtresse des hommes et des choses, a donné raison à sa théorie sur un point essentiel. Autant de fois qu'on a voulu étouffer un des principes qu'il présente comme constitutifs : l'unité et l'hérédité monarchique représentées par la royauté ; la liberté politique représentée par les assemblées ; l'égalité et la fraternité représentées par le catholicisme, les principes comme des arbres vi-

goureux , ont jeté de nouvelles pousses et ont reverdi sous la cognée ; tandis que le privilège une fois abattu , l'a été sans retour.

Telles sont les observations générales que nous avons à présenter sur l'histoire de M. de Genoude. On voit que ce livre offre à la fois un intérêt de tous les temps et un intérêt actuel, puisqu'on y trouve la solution des difficultés et des problèmes au milieu desquels nous vivons. Cette histoire de France , écrite par un homme politique , est une excellente introduction à l'étude de la situation politique de ce temps. Pour bien connaître la France du dix-neuvième siècle , il faut connaître la France de tous les siècles , et suivre le développement de ses destinées à travers tant de vicissitudes et d'épreuves si diverses , avec une pensée d'ensemble et un principe d'unité , On trouve cette pensée et ce principe dans l'*Histoire de France* de M. de Genoude.





## PRÉFACE.



Me voici arrivé presque à la fin de la tâche que je me suis proposée, et les faits historiques de nos jours sont venus, comme des preuves vivantes, confirmer, à quatorze siècles d'intervalle, tout ce que j'ai dit des principes et de l'origine de la France. La nécessité que la France soit rendue à ses limites naturelles, que son gouvernement soit héréditaire de mâle en mâle par ordre de primogéniture, qu'il soit appuyé sur une représentation nationale réelle et fondée sur l'égalité des droits, le catholicisme comme religion nationale, la prépondérance de la France dans le monde : ces principes ont été confirmés sous l'Empire, sous la Restauration et sous la Révolution de 1830. Il est évident aujourd'hui que ces principes doivent être unis, afin que la France vive de sa véritable vie ; comme dans le corps humain il est indispensable, pour l'existence, que les grands organes, le cœur, la tête, l'estomac ne soient pas altérés.

Un grand mouvement s'accomplit depuis 89. La liberté, qui semble expirer à la fin du siècle dernier devant le despotisme, c'est-à-dire au 18 brumaire, comme la royauté sur l'échafaud, devant l'Assemblée le 21 janvier, renaissent toutes les deux. Elles achèvent en ce moment cette grande évolution commencée à Clovis, et qui bientôt reportera la France au premier rang parmi les nations. Nouvelle preuve que l'alliance de la royauté et de la liberté est l'essence même de la France, et que la gloire militaire, la liberté, le catholicisme, l'hérédité et la perpétuité du pouvoir sont les parties d'un grand tout : l'unité française ! C'est l'histoire de ces phases diverses, que j'ai voulu écrire ; c'est l'histoire de la vie politique de la France que je donne aujourd'hui au public, sous le titre d'*Histoire de France*.

A l'origine du genre humain, la difficulté pour l'histoire était de distinguer les faits vrais des faits faux. On sait toutes les absurdités répétées sur les commencements du genre humain : les Egyptiens, gouvernés d'abord par les dieux, l'avaient été ; après beaucoup de siècles, par des demi-dieux ; ils avaient été ensuite sous des rois pendant onze mille trois cents quarante ans, et le soleil, dans cet espace de temps, avait changé quatre fois d'orient et d'occident (1).

Les Phéniciens, au temps d'Alexandre, se prétendaient

(1) Presque tout ce qu'on raconte de l'ancienne Egypte a été écrit apparemment avec une plume tirée de l'aile du phénix qui venait se brûler tous les cinq cents ans dans le temple d'Hiéropolis pour y renaître. (VOLTAIRE.)



établis depuis trente mille ans dans leur pays, et leur histoire était remplie d'inventions. Je n'ai pas besoin de parler des Grecs et des Romains : tout le monde connaît leurs fables.

Aujourd'hui, grâce à l'imprimerie, le temps, au lieu de nuire à la vérité, ajoute à tout ce qui peut la confirmer. Mais le sens des événements, leur portée, leurs causes, leurs conséquences, voilà ce qui amène les différences entre les historiens. Il n'y a pas d'histoire en ce moment plus controversée et plus débattue que l'histoire de la révolution française.

« Si les hommes étaient raisonnables, dit Voltaire, ils ne voudraient d'histoires que celles qui mettraient les droits des peuples sous leurs yeux, les événements qui intéressent toute une nation, les progrès des arts utiles, les abus qui exposent continuellement le grand nombre à la tyrannie du petit. Mais cette manière d'écrire l'histoire est aussi difficile que dangereuse. Ce serait une étude pour le lecteur, et non un délassement. Le public aime mieux des romans, on lui en donne.

« Daniel se crut un historien, parce qu'il transcrivait des dates et des récits de bataille où l'on n'entend rien. Il devait nous apprendre les droits de la nation, les droits des principaux corps de cette nation, ses lois, ses usages, ses mœurs, et comment ils ont changé. La nation est en droit de lui dire : « Je vous demande mon histoire encore plus que celle de Louis-le-Gros et de Louis-le-Hutin. »

« L'histoire des nations, dit encore Voltaire, n'est inté-

ressante que par les rapports qu'elles ont avec nous ou par les grandes choses qu'elles ont faites. »

L'époque actuelle, après toutes les expériences de ce demi-siècle, est l'époque d'une histoire nationale de la France (1). Je crois l'avoir écrite. Les Français ont été peints de profil ou

(1) « Longtemps, dit Chénier, nous n'avons eu que des chroniques, la plupart rédigées en latin, et presque toutes par des moines. Entre les vieux auteurs qui ont adopté notre langue, et qui n'appartenait point au cloître, Joinville, et Froissard après lui, nous plaisent par des narrations naïves. Plus tard, Philippe de Comines, nourri dans les intrigues des cours, peignait, avec quelque profondeur, le sombre et dissimulé Louis XI. Seissel, historien de Louis XII, est peu digne de son héros. Brantôme n'a droit d'obtenir place que parmi les compilateurs d'anecdotes. Sully, Péréfixe, graves et dignes de confiance, se soutiennent par leur sagesse et par l'intérêt qu'inspire Henri IV... En racontant la conquête de la Franche-Comté, Pélisson fut moins historien que panégyriste... Aucun des grands talents, immortel honneur de la France, ne s'occupa d'écrire notre histoire, si ce n'est Bossuet, qui en fit à la hâte des espèces de thèmes pour le dauphin, fils de Louis XIV : ce n'est pas là qu'il faut chercher le génie de cet illustre orateur. On sent combien de motifs commandaient aux auteurs ou les génuflexions continuelles devant le pouvoir, ou les réticences fréquentes : les plus sages et les plus habiles ont dû préférer le silence absolu. De là, ce préjugé longtemps établi sur le peu d'intérêt de notre histoire générale, préjugé qui tombera dès qu'elle sera dignement traitée. Mais ce n'est pas à des écrivains vulgaires qu'est réservé le succès d'une si haute entreprise. Rien de plus difficile que de fondre en entier ce grand ouvrage, rien de plus aisé que de mettre à contribution des auteurs médiocres pour faire aussi mal et plus mal qu'eux. Ici, la gloire nationale nous interdit toute indulgence. Assez de compilations surchargent nos bibliothèques, sans nous enrichir d'une idée. Nous succédons au dix-huitième siècle ; il a ouvert des routes nouvelles, il faut savoir les parcourir ; et comme les anciennes entraves n'existent plus que pour ceux qui les ont dans l'esprit, comme en ces matières du moins la borne où l'écrivain s'arrête n'est désormais autre chose que la borne de son talent même, il est temps que notre histoire générale soit écrite par des historiens. »

de trois quarts. Je crois qu'on les voit en face dans l'histoire que je donne au public.

« Des facultés diverses ont été départies à divers historiens, disait Sismondi, je connais celles qui me manquent et qui sont échues en partage à quelques-uns de mes contemporains. Mais il est un témoignage que j'ose me rendre à moi-même, et j'ai la ferme confiance que la postérité le confirmera : l'ouvrage que je termine et que je présente au public est un ouvrage consciencieux. J'ai toujours cherché la vérité et je n'ai rien épargné pour la découvrir. Je ne puis point me vanter d'avoir puisé dans des sources inconnues, d'avoir atteint des manuscrits qu'aucun autre n'a pu voir. Non, je m'en suis tenu aux livres imprimés; mais peu de gens se figurent quelle est leur masse effrayante lorsqu'il s'agit de l'histoire, pendant quatorze siècles, d'une des plus puissantes et des plus actives nations de la terre. Ne cherchant que la vérité, je ne me suis jamais proposé ou d'exalter un peuple aux dépens d'un autre peuple, ou d'orner mon histoire de ce qui avait de l'éclat et du mouvement dramatique, lorsque j'ai eu lieu de croire que cette parure n'était qu'un faux clinquant.

« Il est à mes yeux, pour un historien, une mission plus haute que celle de travailler à étendre la renommée d'un peuple : c'est celle de lui faire juger sans cesse les événements d'après la grande pierre de touche de l'histoire, d'après le sentiment profond des lois de la morale; c'est celle de flétrir sans ménagement la cruauté, la cupidité, la perfidie, d

quelque côté qu'elles apparaissent ; celle d'arracher le masque dont trop souvent des écrivains officieux ont couvert des actions honteuses , s'efforçant de faire aux autres une illusion qu'ils ne se faisaient point à eux-mêmes. La justice , la vérité , la moralité , sont les bases de la philosophie de l'histoire ; plus on la regarde de haut , plus on voit que les fautes amènent les souffrances , que les crimes amènent les châtimens. Les peuples paient bien assez cher les conséquences de leurs erreurs pour que ce soit le devoir de leurs instructeurs de ne point leur permettre de fermer les yeux sur les leçons qu'elles laissent après elles. Je l'espère , jamais dans mes écrits , on ne trouvera le vice indiqué autrement qu'avec le dégoût qu'il mérite ; jamais on ne le verra entouré de tableaux séduisants.

« J'ai démasqué , j'ai combattu sans relâche , sans ménagement , l'esprit d'intolérance et de persécution , et , en le faisant , j'ai cru servir la religion , dont l'esprit est tout d'amour et de charité.

« J'ai tâché de ne point laisser perdre les leçons que donne l'expérience sur ce qui contribue à créer , à maintenir la prospérité des nations. Mais surtout j'ai toujours considéré la richesse comme un moyen , non comme un but ; je lui ai toujours demandé si elle contribuait réellement à répandre l'aïssance dans toutes les classes , et j'espère qu'on reconnaîtra , à ma constante sollicitude pour le cultivateur , pour l'artisan , pour le pauvre qui gagne son pain à la sueur de son front ,

que toutes mes sympathies sont pour les classes pauvres et souffrantes.

« En livrant au public cet ouvrage, je me repose dans le sentiment que j'ai rendu service à la nation française. Je lui ai donné ce qu'elle n'avait point, un tableau complet de son existence, un tableau consciencieux dans lequel l'amour ou la haine, la crainte ou la flatterie, ne m'ont jamais porté à déguiser aucune vérité; un tableau moral où elle pourra toujours reconnaître quels fruits amers a portés le vice, quels fruits excellents a portés la vertu, et où, sans s'enfler d'une vaine gloire, elle apprendra et pourra enseigner à ses enfants à s'estimer et à se respecter. »

Tout ce que vient de dire Sismondi je crois l'avoir fait, et j'ai de plus que lui connu les principes vrais de la France. J'ai donc pu donner à mon pays une histoire politique, et je ne crains pas de dire qu'il n'en avait pas (1). La France, dans l'histoire que je finis, est comme elle est en réalité, une nation qui est née, qui a grandi, qui s'est développée, sans cesser d'avancer en raison, en influence et en grandeur. La vie de la France est un long progrès politique. Chaque événement parmi nous, semblable à une pierre jetée dans un lac, a produit, comme je l'ai déjà dit, des ondes qui de proche en proche ont été en s'élargissant.

(1) Comme nous avons déjà vingt mille ouvrages, disait Voltaire, la plupart en plusieurs volumes, sur l'histoire de France, et qu'un lecteur qui vivrait cent ans n'aurait pas le temps d'en lire la moitié, je crois qu'il est temps de savoir se borner.

J'ai expliqué plusieurs fois mon point de départ , ma marche et mon but. C'est la vie politique de la France se développant sous l'empire de ses principes constitutifs que je retracerai, en montrant ces principes existant à l'origine de notre histoire, plus tard opprimés par des faits violents et tyranniques, et travaillant à se dégager de la tyrannie de ces faits, de manière à ce que la royauté héréditaire, la liberté, l'égalité et le catholicisme, qui se trouvent dans les prémisses de ce magnifique syllogisme, se retrouvent dans la conclusion.

Je réponds ainsi et d'une manière péremptoire à l'accusation portée contre moi d'avoir fait une histoire de parti et un pamphlet.

Ainsi, la glorification de notre France, la preuve que cette nation n'a cessé de se développer et de grandir, à l'aide des principes déposés dans son sein depuis quatorze cents ans, tout cela, c'est une satire de la France aux yeux des conservateurs, c'est un pamphlet. Ce qu'il y a, au contraire, d'admirable dans notre histoire, c'est que tout ce qui s'est fait de bon dans notre France, est, non pas un changement d'un état à un autre, mais le développement d'un germe antérieur. Réformer, en France, qu'on se le persuade bien, ce n'est pas innover; c'est, ainsi que le dit le *Dictionnaire de l'Académie*, revenir à l'ancienne forme et rétablir toutes choses dans l'ordre.

Le progrès, c'est la perfection du commencement, c'est la création achevée par la Providence; ce n'est pas une innovation

violente, une expérience hasardeuse, c'est le développement régulier du passé de la France en son avenir; c'est l'épanouissement définitif des germes semés sur notre vieille terre par les Francs, les Romains et les Gaulois, fécondés par la religion catholique, par la monarchie nationale, et l'intelligence française.

Heureux le peuple dont l'histoire n'est qu'une logique en action, en travail; il a le merveilleux privilège de se rajeunir en vieillissant. Le peuple français a été, dans l'ordre politique, la vivante manifestation du progrès tel qu'il existe, et s'accomplit dans l'univers.

C'est quelque chose d'admirable de penser qu'après 14 siècles, ce peuple, livré à la république, à l'irrégion, à l'anarchie, à une égalité subsersive, à tous les désordres enfin, est revenu, par la force de ses principes et par un retour sur lui-même, au point d'où il est parti.

C'est ce progrès, c'est ce retour à l'ordre que j'ai constaté. Etudier l'histoire à ce point de vue, c'est dominer les événements et ne plus voir dans les hommes que des instruments de la logique et de la justice, qui sont les deux forces auxquelles Dieu a livré l'empire de la terre. C'est préparer à sa patrie des jours brillants et prospères.

Ce qui domine dans mon histoire, c'est l'action de la politique, c'est l'étude des ressorts qui font mouvoir les peuples et les empires. Là on trouve la connaissance des affaires publiques et de gouvernement des Etats, et cette union éton-

nante de la liberté humaine et de l'action providentielle, sans lesquelles on ne peut rien expliquer dans le problème des affaires humaines :

« Défaire n'est pas faire. Il faut trouver le progrès dans l'immutabilité, et la stabilité dans le mouvement. Il faut que le progrès ne soit pas le changement, car par le progrès toute chose s'agrandit en restant elle-même; par le changement, elle se transforme en une autre. »

Dès leur arrivée dans les Gaules, les Francs étaient libres et égaux en droits. Tacite dit des Germains : *Reges nobilitate, duces ex virtute sumunt*. Le mérite faisait leurs généraux, la naissance leurs rois. Les Gaulois libres eurent les mêmes droits, et supportèrent, dans une égale portion, les charges de l'Etat. L'égalité politique et civile, fut donc la base des institutions françaises depuis l'entrée de Clovis dans les Gaules.

La France n'était point une propriété entre les mains de la famille de Clovis. Au cinquième siècle, le partage que fit Clovis de ses provinces s'opéra du consentement de la nation. Le consentement du peuple et l'autorité du roi; *de minoribus principes consultant, de majoribus omnes, ce que le peuple a advisé, soit du monarque autorisé*, voilà ce que nous trouvons parfaitement établi pour toutes les choses importantes dans la première race. Ce n'est que sous la seconde qu'on trouve l'anarchie militaire, et le pouvoir aristocratique et théocratique.



Il n'est donc pas vrai que la France ait été un gouvernement démocratique à son origine. La monarchie représentative et la souveraineté nationale née de l'accord du roi et du peuple, ont été les commencements de la France. L'aristocratie, la théocratie et l'absolutisme furent des maladies du corps social, mais non les principes constitutifs de la société française. Saint Remi ne consacra pas Clovis, et aucun roi de la première race ne reçut l'huile sainte. Il n'y eut point d'inauguration religieuse pour eux, mais une inauguration politique. Pepin fut le premier qui se fit sacrer, et ce fut dans l'intérêt de son usurpation.

Clovis n'avait autour de lui que des militaires et des Lendes ou conseillers : c'étaient des hommes que recommandaient leur valeur, leurs talents et leurs lumières. Ces dignités étaient personnelles, et ne se transmettaient point aux enfants. Il n'y avait ni privilèges ni distinctions héréditaires parmi les Lendes. Les officiers militaires et les officiers civils présidaient le tribunal, où siégeaient des jurés élus par le peuple. Chaque citoyen pouvait être juré (1).

Plus on remonte le cours de notre histoire, dit un écrivain célèbre, plus on trouve de liberté, de privilèges et de droits dans le corps de la nation. Lorsqu'il s'agit de rechercher nos véritables institutions, il ne faut donc pas s'arrêter au moyen-âge. En France, c'est la liberté qui est ancienne, c'est le despotisme qui est nouveau.

(1) Ces principes ont été reconnus par plusieurs historiens.

C'est parce que le pouvoir absolu craint que l'étude de l'histoire n'amène une réaction contre lui, qu'au lieu de parler aux jeunes gens de nos grands hommes, on met sans cesse sous leurs yeux les actions des Léonidas, des Mucius Scévola, des Décius et des Clélie; on remplissait leurs imaginations des exploits de César et d'Alexandre, au lieu de leur rappeler Philippe-Auguste, Charlemagne, Duguesclin et Jeanne d'Arc.

« Nos écoles, retentissaient des oraisons du consul romain contre Catalina, contre Verrès, pour Milon, des harangues imaginées par Tite-Live, des fictions de Quinte-Curce, tandis que les discours du vertueux L'Hôpital, les combats, les vertus, les malheurs de nos pères ne semblaient pas dignes de nous instruire. On eût rougi de jeter un regard sur nos annales, et les plus beaux modèles de l'héroïsme national restaient ensevelis dans les archives poudreuses des cités ou dans les bibliothèques des monastères. Prétendait-on former des sujets à la monarchie en ne leur parlant que d'Athènes et de Rome (1)? »

« Tel était l'aveuglement des princes et des grands, dit M. de Ségur; ils avaient favorisé le républicanisme, et ils voulaient une obéissance complète, passive, qui ne peut exister qu'avec les ténèbres. Ils prétendaient jouir de tout le luxe des arts et de la civilisation sans permettre aux savants, aux artistes, à tous les plébéiens éclairés, de sortir d'une condition presque servile. Enfin ils pensaient, chose impossible, que les

(1) M. de MontgaiHard.

lumières de la raison pouvaient briller et s'étendre sans dissiper les nuages des préjugés nés dans les siècles de la barbarie.

« Vers le milieu du dix-huitième siècle, la nation, humiliée de ses revers, honteuse des égarements de Louis XV, inquiète sur l'avenir, se replie sur le passé : Henri IV d'abord, puis Tancrède, Duguesclin, Bayard, sortent de la tombe comme pour nous demander compte de l'héritage qu'ils nous transmettent. A leur aspect, les savants interrogent, avec un zèle plus judicieux, les antiquités nationales; les jurisconsultes recherchent les origines de nos lois, les publicistes sondent les fondements de nos institutions; on fouille avec avidité les vestiges de nos anciennes libertés. Ce ne sont plus des faits stériles, ce sont d'utiles renseignements qu'on demande à l'histoire; on veut savoir d'où l'on est parti et connaître le but vers lequel on se dirige (1). »

Le temps est venu de faire connaître à la France la généalogie de ses libertés; mais il faut, pour que le jugement de l'historien soit impartial qu'il n'ait ni *haine* ni *envie* contre les personnes et contre les choses, ne cherchant ni le pouvoir, ni la fortune, ni même les éloges des partis.

La devise de l'historien doit être : *Ne quid falsi audeat*,

(1) Ce qui arriva à Mézeray, sous Louis XIV, est curieux à rappeler dans ce temps; il établit, dans son histoire, le droit des citoyens à voter les impôts; les ministres lui retirèrent sa pension et brisèrent sa plume. Était-il possible d'écrire l'histoire sous le pouvoir absolu?

*ne quid veri dicere non audeat.* Je crois y avoir été fidèle : jamais je n'ai altéré ni aggravé les faits. Le point de vue où je me suis placé ne me permet l'injustice envers personne, je vois le bien partout où il est ; chaque parti me paraît avoir travaillé à maintenir une portion des principes dont la réunion peut seule refaire l'unité nationale dans ma patrie. Je crois avoir rendu un service véritable à la France en rétablissant ses titres historiques à l'égalité et à la liberté. En effet, quand tous les Français auront les mêmes idées sur leurs lois fondamentales, ils n'auront plus qu'à s'occuper d'élever leur pays au rang qu'il doit avoir.

Pourquoi les Anglais ont-ils joué, dans ces derniers temps, un si grand rôle dans le monde ? On l'a dit depuis longtemps :

La nation britannique doit la puissance et la prospérité dont elle jouit à l'esprit de liberté dont les Anglais de toutes les conditions, de toutes les fortunes, sont pénétrés ; elle les doit à cette confiance, toujours justifiée par les tribunaux, avec laquelle le dernier homme du peuple voit la loi placée entre lui et l'homme puissant, afin de préserver le faible de l'oppression du fort. Ce sentiment de liberté, agrandi par les institutions politiques, civiles et judiciaires, a créé dans la Grande-Bretagne un esprit national, devant lequel disparaissent tous les obstacles et s'effacent tous les dangers. Ce caractère national a engendré l'industrie en même temps qu'il a inspiré à chaque individu une telle sécurité pour les biens dont il jouit, une si grande fierté de conduite et de langage, et

une si noble énergie pour défendre l'honneur, l'indépendance et les droits commerciaux de son pays, qu'il n'est pas un Anglais qui ne se croie fort au-dessus d'un Russe, d'un Autrichien et même d'un Français, patriotiquement parlant.

A quoi tient ce sentiment national? A ce que les Anglais ont tous la même conviction sur leur constitution et leurs lois. Il n'y a pas de doute parmi eux sur la généalogie de leur libertés : sur la Grande Charte. Sir Edward, Coke et Blakstone, *les grands oracles des lois de l'Angleterre*, selon l'expression de Burke, ont prouvé que la Grande Charte du roi Jean était fille d'une autre Charte de Henri I<sup>er</sup>, et que l'une et l'autre étaient la confirmation d'une autre loi du royaume encore plus ancienne (1).

« Depuis la déclaration des droits, dit Burke, telle a été la politique constante de notre constitution, de réclamer et d'affirmer nos libertés comme un bien appartenant spécialement au peuple de ce royaume, sans aucune espèce de rapport avec un droit plus général ou plus ancien. Par ce moyen, notre constitution conserve de l'unité, malgré la diversité de ses parties. Nous avons une couronne héréditaire, une pairie hé-

(1) Dans la fameuse loi de la troisième année du règne de Charles I<sup>er</sup>, appelée la *Pétition des droits*, le parlement dit au roi : « Vos sujets ont hérité de cette liberté; ils ne fondent pas cette réclamation sur des principes abstraits, mais sur les droits des Anglais, et ils réclament le patrimoine de leurs ancêtres. » Dans le fameux statut de la première année de Guillaume et de Marie, appelé la *déclaration des droits*, les deux chambres prient le roi et la reine qu'il soit déclaré et ordonné que tous et chacun des droits et libertés du peuple de ce royaume...

rédaire et une chambre des communes, et un peuple qui tiennent, par l'héritage d'une longue suite d'années, leurs privilèges, leurs franchises et leur liberté. »

Edmond Burke dit encore : « Notre constitution est composée de parties opposées entre elles, et néanmoins compactes et cohérentes; elles ont été ajustées par des hommes qu'on peut nommer d'un talent supérieur et cimentées par une patriotique probité dont les événements, pierre de touche des corps politiques, ont démontré la pureté du titre. C'est l'ouvrage qui honore le plus, à mes yeux, l'esprit humain, et il nous rend forts, heureux, indépendants et dévoués au prince. »

Il est certain qu'on a eu raison de dire que c'est la liberté politique et le respect pour cette liberté professée par toutes les classes de l'Etat, qui ont rendu l'Angleterre le pays le plus prospère de l'univers, puisqu'il possède la plus grande et la meilleure partie du mobilier de l'univers, en vaisseaux, marchandises, billets de crédit et signes de toute nature représentatifs de l'or et de l'argent. Les Etats-Unis, qui ont naturalisé chez eux la liberté anglaise, marchent aussi de prospérité en prospérité.

Le plus grand service à rendre à la France, est donc de montrer que l'égalité et la liberté ont chez elle une origine aussi ancienne que la royauté; et heureusement rien n'est plus clair dans son histoire que cette vérité obscurcie par tous les partis. Quand six millions de Français se réunirent en 1789,

pour déclarer quels étaient les droits, les libertés, les institutions de la France, ils furent tous d'accord sur les points vraiment fondamentaux. La confusion ne se fit qu'à Paris. Lorsque les Français auront les mêmes idées sur leur liberté et leur droit public, ils auront l'esprit national à un plus haut degré encore que les Anglais, parce que les Français ont toujours cherché à rétablir parmi eux l'égalité qui est la réalisation complète de la liberté.

En Angleterre, la nation a formé un ensemble, un corps qui se perpétue et se perfectionne sous l'empire des mêmes traditions, c'est ainsi qu'est né l'esprit public. En France, on avait trois ou quatre histoires, trois ou quatre esprits. Il en résultait une confusion perpétuelle, et l'impossibilité de réunir les intelligences dans une même pensée d'avenir, parce qu'on différait sur le passé. On a vu en 90 ce tiraillement des volontés produit par des idées différentes, et il a fallu un demi-siècle de leçons, de discussions et de recherches pour retrouver l'unité nationale et l'explication véritable de tous les faits de la politique, et la liaison de l'histoire contemporaine et de l'histoire des siècles écoulés.

Les Français pouvaient-ils avoir un esprit national, quand, la nation ne connaissait jamais sa situation, quand ses destinées étaient livrées à la disposition de quatre ou cinq ministres et d'une trentaine d'intendants qui exerçaient en sous-ordre le despotisme ministériel? Les Français ne connaissaient ni leurs affaires ni leur histoire.

Il y a une loi d'ensemble qui régit le développement des destinées d'une nation. Il faut trouver d'abord cette loi générale, cette puissance motrice, sans quoi on ne pourra pas écrire une histoire rationnelle et politique. Comment expliquer, sans cette loi d'ensemble, les rapports étonnants qui existent entre les origines de la France et le temps où nous sommes? Comment comprendre, sans cette loi, que la royauté héréditaire, la liberté politique, la grandeur prépondérante de la France, la fraternité et l'égalité, représentées par le catholicisme, se trouvent dans la conclusion de cette histoire comme dans son commencement (1).

(1) « La politique, dit l'abbé Fleury, consiste surtout en raisonnement, et doit remonter très-haut dans la recherche des principes. Elle ne regarde pas seulement comment la France ou l'Allemagne doivent être gouvernés, suivant la forme particulière de leur état, et les lois qui s'y trouvent établies; elle considère en général ce que c'est que la société civile, quelle forme d'état est la meilleure, quelles sont les meilleures lois et les meilleurs moyens de maintenir le repos et l'union entre les hommes. Ces considérations générales sont fort utiles pour donner à l'esprit de l'élevation et de l'étendue, pourvu que l'on n'en fasse pas l'application sur les exemples particuliers d'Athènes ou de Lacédémone; mais que l'on en prenne de modernes qui nous touchent et nous instruisent mieux. L'avis qui me paraît le plus important, en cette matière, est de faire connaître de bonne heure à un jeune prince, ou à quelque enfant que ce soit, la différence de la vraie et de la fausse politique. Qu'il ait horreur de celle qui n'a pour but que de rendre puissant le prince ou le corps qui gouverne aux dépens de tout le reste du peuple; qui met toute la vertu du souverain à maintenir et à augmenter sa puissance, laissant aux particuliers la justice, la fidélité et l'humanité; qui ne fasse pas grand cas des artifices par lesquels on affaiblit ses voisins, en leur suscitant des ennemis, ou en excitant chez eux de la division, ni de l'adresse à tromper ses propres sujets, en leur faisant croire l'état plus puissant qu'il n'est. Pour éviter tous ces inconvénients, il faut laisser la plupart des politiques modernes, et



Je crois avoir dit la vérité sur le grand mouvement de 89. Pourquoi ? parce que j'ai profité des leçons du passé, du présent, et de ce que l'on peut déjà entrevoir de l'avenir. J'ai pu expliquer le dix-huitième et le dix-neuvième siècle de la France, parce que j'ai compris le cinquième et le huitième.

Un historien, témoin de la révolution française, dit, dans son introduction :

« Nous nous trouvons, comme au sortir d'une grande représentation pyrotechnique où nous avons vu des flammes de couleurs diverses, d'immenses gerbes de feu, mille jeux bizarres d'optique, de terribles embrasements, des éruptions volcaniques et d'épais tourbillons de fumée, se succéder pres-

squ'ont l'Italien Machiavel et l'Anglais Hobbes. Revenons à Platon et à Aristote, dont la politique est fondée sur des principes sobres de morale et de vertu. Elle a pour but, non pas d'élever un certain genre de personnes au-dessus des autres, mais de faire vivre les hommes en société le plus heureusement qu'il est possible ; de procurer à tous les particuliers la sûreté, la possession paisible de leurs biens, la santé du corps, la liberté d'esprit, la droiture du cœur, la justice. Pour donner de si grands biens à toute une société, ces philosophes ont cru qu'il était juste que quelques-uns eussent la peine de veiller continuellement sur elle, de pourvoir à tous les besoins, de la défendre des attaques du dehors, de maintenir la tranquillité au dedans. Voilà, si je ne me trompe, les principes de la véritable politique. Mais pour la voir dans sa pureté, il faut remonter plus haut que Platon et Aristote, il faut l'apprendre de Moïse, de David, de Salomon, des prophètes et des Apôtres, ou plutôt même de Dieu, dont ils n'ont été que les interprètes. Ils nous diront que tous les hommes sont frères ; que les Etats n'ont été que de grandes familles ; que chacun doit aimer la terre où Dieu l'a fait naître, et la société où il l'a mise ; qu'il est juste qu'un particulier donne sa vie pour le saint public, que c'est Dieu qui a établi des hommes pour gouverner les autres, que la personne du prince est sacrée ; qu'il est établi pour défendre le peuple et lui rendre la justice. »

que sans relâche; puis tout-à-coup, jetés dans les ténèbres, nous avons dans les yeux mille lumières scintillantes et dans la tête vingt mille détonations. »

Cette image prouve que les hommes qui ont vécu au milieu des troubles de la révolution n'ont pas pu juger les événements de cette époque. Quant aux Français de trente à quarante ans, ils sont encore sous les impressions de l'enfance et du jeune âge, et ils jugent, non avec leur raison, mais avec des passions et de l'enthousiasme. D'ailleurs les événements de ces époques sont si extraordinaires, ils ont quelque chose de si merveilleux, la Convention et l'Empire ont tellement ébranlé les imaginations que l'anarchie et le despotisme en ont été parés pour ainsi dire aux yeux de certaines personnes. Quatorze armées sorties de terre en 92, la coalition repoussée, et de 1792 à 1815, soixante-dix grandes batailles, que de raisons pour que les esprits soient encore sous le joug des impressions de ces temps terribles, héroïques et fabuleux ! Aussi suis-je persuadé que la situation la plus favorable pour parler de la révolution est celle où je me trouve. Né dans la dernière année de Louis XVI, j'étais encore enfant pendant la Terreur et le Directoire ; je n'ai vu l'Empire que depuis le second mariage de Napoléon, mais j'ai pu apprécier les luttes de la Restauration et juger, dans toute la maturité de l'âge, la révolution de 1830. A un plus grand éloignement, l'histoire est difficile à écrire. Les acteurs ont péri, les témoins ont disparu. Mais si l'on peut être trompé sur quelques faits, on

ne peut pas être trompé sur les conséquences des principes.

On avait dépassé le but en 89 et en 92, en détruisant les conditions de la monarchie et en proclamant la république, Qu'arriva-t-il? la force des choses ramena l'unité de pouvoir dans le consulat, et bientôt on proclama la monarchie héréditaire. Tous les efforts des Girondins et des Montagnards furent perdus.

Les événements n'ont pas moins été remarquables en ce qui touche la religion, la représentation nationale et les limites naturelles de la France.

*L'Histoire du Consulat et de l'Empire* de M. Thiers, qui vient de paraître, met toutes ces vérités en relief.

M. Thiers peint très-bien, dans son chapitre sur l'Empire, le retour général de la France aux idées monarchiques :

« Le retour vers les opinions monarchiques, dit-il, avait été rapide depuis quelques années. De cinq directeurs nommés pour cinq ans, on avait passé à l'idée de trois consuls nommés pour dix ans ; puis de l'idée de trois consuls à celle d'un seul consul de fait, ayant le pouvoir à vie. Dans une telle voie, on ne pouvait s'arrêter qu'après avoir franchi ce dernier pas, c'est-à-dire après être revenu au pouvoir héréditaire.

« En un instant, soit au Sénat, soit au Corps-Législatif, soit au Tribunat, non-seulement à Paris, mais dans les chefs-lieux de département, où les collèges électoraux étaient assemblés, dans les camps répandus sur les côtes, on entendit presque

spontanément préconiser les idées de monarchie et d'hérédité.

« Sans être dicté , le langage fut uniforme partout. Il fallait , disait-on , mettre un terme aux hésitations , aux faux scrupules , et en venir à la seule institution qui fût stable , c'est-à-dire à la monarchie héréditaire. Les agitations cesseraient quand les ennemis verriai ent à côté du premier consul des enfants ou des frères prêts à lui succéder. On protégerait ainsi tous les intérêts nés de la révolution. D'ailleurs , tout le monde , ajoutait-on , était revenu à de saines idées. Tout le monde avait peine à comprendre comment on s'était laissé entraîner , par des théoriciens insensés , à faire de cette vaste et vieille France une république comme celles de Sparte et d'Athènes. Tout le monde reconnaissait qu'en détruisant la monarchie pour la république , on avait dépassé les premiers et légitimes vœux de 89 , qui ne voulait que la réforme des abus , l'abolition du régime féodal , la modification de l'autorité royale , et non pas son renversement ; qu'après tout on ne ferait ainsi qu'ajouter le droit au fait , car en réalité le général Bonaparte était roi , mais roi absolu , tandis qu'en lui décernant la royauté sous sa véritable forme , on traiterait avec lui , on limiterait cette même royauté , on donnerait d'un même coup de la durée au gouvernement et des garanties à la liberté. Tel était le langage général !

« Quel spectacle , que celui de cette nation qui , après avoir essayé de la république sanglante sous la Convention , de la république modérée , mais inerte , sous le Directoire , dégoûtée

de ce gouvernement collectif et civil , demandait à grands cris la main d'un militaire pour la gouverner; se montrait si pressée d'en avoir un , qu'elle allait prendre l'infortuné Joubert en l'absence du général Bonaparte ; courait au-devant de celui-ci à son retour d'Egypte , le suppliait d'accepter un pouvoir qu'il n'était que trop impatient de saisir; le faisait consul pour dix ans ; puis consul à vie , et enfin monarque héréditaire , pourvu qu'elle fût garantie , par le bras vigoureux d'un homme de guerre , de cette anarchie dont le spectre effrayant la poursuivait sans cesse ! Quel enseignement pour les sectaires , qui avaient cru , dans le délire de leur orgueil , faire de la France une république , parce que le temps en avait fait une démocratie (1). Qu'avait-il fallu pour ce changement d'idées ? Quatre années seulement et une conspiration avortée. Et admirez encore la profondeur de cet enseignement ! Cet homme venait de commettre un acte sanguinaire , et , dans ce moment même , on ne craignait pas de l'élever sur le pavois , tant on le sentait nécessaire (2) ! On le prenait avec son génie , on l'aurait pris sans ce génie , on l'aurait pris quelque'il fût , pourvu qu'il fût puissant , tant on souhaitait la force au lendemain de si grands désordres !

« A Romé, vieille république, il avait fallu le besoin, long-

(1) La France n'est pas plus une démocratie qu'une aristocratie ou une théocratie ; elle est une monarchie fondée sur l'égalité des droits. Il faudra bien que tout le monde , bon gré , mal gré , reconnaisse cette vérité.

(2) Nécessaire parce qu'on ne voulait alors ni la république ni les Bourbons !

temps senti, d'un chef unique, l'inconvénient, souvent répété, de la transmission élective du pouvoir; il avait fallu plusieurs générations : César d'abord, puis Auguste après César, et même Tibère après Auguste, pour habituer les Romains à l'idée d'un pouvoir monarchique et héréditaire. Il ne fallait pas tant de précautions en France pour un peuple façonné, depuis douze siècles, à la monarchie, et depuis dix ans seulement à la république. Il fallait un simple accident pour revenir, du rêve de quelques esprits généreux, mais égarés, aux vivants et indestructibles souvenirs de la nation entière.

« En tout pays déchiré par les factions, menacé par des ennemis extérieurs, le besoin d'être gouverné et défendu amènera tôt ou tard le triomphe d'un personnage puissant guerrier comme César à Rome, riche comme les Médicis à Florence. Si ce pays a longtemps vécu en république, il faudra plusieurs générations pour le façonner à la monarchie; mais si ce pays a toujours vécu en monarchie, et que la folie des factions l'ait, pour un instant, arraché à *son état naturel* pour en faire une république éphémère, il faudra quelques années de troubles pour inspirer l'horreur de l'anarchie, moins d'années encore pour trouver le soldat capable d'y mettre un terme, et un vœu de ce soldat ou un coup de poignard de ses ennemis pour le faire roi ou empereur, ramener ainsi le pays à ses habitudes et dissiper le songe de ceux qui avaient cru changer la nature humaine avec de vains décrets, avec des

serments plus vains encore. Rome et Florence , longtemps républiques , aboutirent l'une à César, l'autre aux Médicis, et mirent plus d'un demi-siècle à se donner à eux. L'Angleterre , la France , républiques de dix années , aboutirent , en trois à quatre ans , à Cromwell et à Napoléon.

« Ainsi , la révolution , dans ce retour rapide sur elle-même , devait venir , à la face du ciel , confesser ses erreurs l'une après l'autre , et se donner d'éclatants démentis. Distinguons cependant : lorsqu'elle avait voulu l'abolition du régime féodal, l'égalité devant la loi , l'uniformité de la justice, de l'administration et de l'impôt, l'intervention régulière de la nation dans le gouvernement de l'Etat , elle ne s'était point trompée ; elle n'avait aucun démenti à se donner et elle ne s'en est donné aucun. Lorsqu'elle avait au contraire voulu une égalité barbare et chimérique , l'absence de toute hiérarchie sociale , la présence continuelle et tumultueuse de la multitude dans le gouvernement , la république dans une monarchie de douze siècles , l'abolition de tout culte , elle avait été folle et coupable et elle devait venir faire , en présence de l'univers , la confession de ses égarements. Toutefois si , dans ce retour à la monarchie , la France obéissait aux lois immuables de la société humaine , elle allait vite , trop vite peut-être , comme il est d'usage dans les révolutions. La dictature , sous la forme de consulat perpétuel , aurait dû suffire au général Bonaparte pour accomplir tout le bien qu'il méditait , pour reconstruire cette ancienne société détruite .

pour la transmettre après l'avoir réorganisé, ou à ses héritiers, s'il devait en avoir, ou à ceux qui, plus heureux, étaient destinés à profiter un jour de ses œuvres. Il était en effet arrêté dans les desseins de la providence que la révolution, poursuivant son retour sur elle-même, irait plus loin que le rétablissement de la forme monarchique et irait jusqu'au rétablissement de l'ancienne dynastie elle-même. Pour accomplir sa noble tâche, la dictature à notre avis, sous la forme de consulat à vie, suffisait donc au général Bonaparte; et, en le créant monarque héréditaire, on tentait quelque chose qui n'était ni le meilleur pour sa grandeur morale ni le plus sûr pour la grandeur de la France.

« Si donc, à notre avis du moins, l'institution du consulat à vie avait été un acte sage et politique, le complément indispensable d'une dictature devenue nécessaire, le rétablissement de la monarchie sur la tête de Napoléon Bonaparte était un acte de vanité de la part de celui qui s'y prêtait avec trop d'ardeur et d'imprudente avidité de la part des nouveaux convertis pressés de dévorer ce règne d'un moment. Cependant, s'il ne s'agissait que de donner une leçon aux hommes, nous en convenons, la leçon était plus instructive et plus profonde, plus digne de celles que la providence adresse aux nations, quand elle était donnée par ce soldat héroïque, par ces républicains récemment convertis à la monarchie, pressés les uns et les autres de se vêtir de pourpre sur les débris d'une république de dix années à laquelle ils avaient prêté mille



serments. Malheureusement, la France, qui avait payé de son sang leur délire républicain, était exposée à payer de sa grandeur le nouveau zèle monarchique; car c'est pour qu'il y eût des rois français en Westphalie, à Naples, en Espagne, que la France a perdu le Rhin et les Alpes. Ainsi, en toutes choses, la France était destinée à servir d'enseignement à l'univers; grand malheur et grande gloire pour une nation ! »

Que d'erreurs dans ce brillant morceau ! Mais il y en a surtout une fondamentale. On ne crée pas plus un monarque héréditaire qu'on ne fait un cercle carré. Qui dit héréditaire dit *ce qui vient par succession* et non par élection. Un monarque élu n'est pas héritier. Les hommes ne peuvent pas changer la nature des choses. Aussi les Bourbons étaient-ils rappelés *virtuellement* le jour où l'on proclamait la nécessité de l'hérédité, et ce même Sénat, qui avait donné l'empire héréditaire à Napoléon, rappela Louis XVIII l'héritier véritable de la monarchie. Voyons maintenant les avantages de la monarchie héréditaire tracés d'une main ferme par un des plus grands esprits de la France, et les raisons pour lesquelles la France y sera toujours ramenée. Je n'écris pas une histoire pour les circonstances; on me permettra donc de citer ici Bossuet. Il a prédit à l'avance tout ce que vient de dire M. Thiers d'après les événements.

« La monarchie, dit Bossuet, est la forme du gouvernement la plus commune, la plus ancienne et aussi la plus na-

turelle. Au reste ce gouvernement était tellement le plus naturel qu'on le voit d'abord chez tous les peuples. Ce qui a été en république a vécu premièrement sous des rois. Rome a commencé par là, et y est enfin revenu, comme à son état naturel. Ce n'est que tard et peu à peu que les villes grecques ont formé leurs républiques. L'opinion ancienne de la Grèce était celle qu'exprime Homère par cette sentence célèbre dans l'*Iliade* : « Plusieurs rois n'est pas une bonne chose; qu'il n'y ait qu'un prince et un roi. A présent il n'y a point de république qui n'ait été autrefois soumise à des monarques. Les Suisses étaient sujets des princes de la maison d'Autriche. Les Provinces-Unies ne font que sortir de la domination d'Espagne et de celle de la maison de Bourgogne. Les villes libres d'Allemagne avaient leurs seigneurs particuliers, outre l'empereur, qui était le chef commun de tout le corps germanique. Les villes d'Italie, qui se sont mises en république du temps de l'empereur Rodolphe, ont acheté de lui leur liberté. Venise même, qui se vante d'être république dès son origine, était encore sujette aux empereurs sous le règne de Charlemagne, et longtemps après; elle se forma depuis en Etat populaire, d'où elle est venue assez tard à l'état où nous la voyons. Tout le monde commence par des monarchies, et presque tout le monde s'y est conservé comme dans l'état le plus naturel. Aussi nous avons vu que cet état a son fondement et son mobile dans l'empire paternel, c'est-à-dire dans la nature même. Les hommes naissent tous sujets, et l'empire paternel qui les

accoutume à obéir, les accoutume en même temps à n'avoir qu'un chef. Le gouvernement monarchique est le meilleur. S'il est le plus naturel, il est par conséquent le plus durable, et dès là aussi le plus fort. C'est aussi le plus opposé à la division, qui est le mal le plus essentiel des Etats, et la cause la plus certaine de leur ruine, conformément à cette parole déjà rapportée : « Tout royaume divisé en lui-même sera désolé; toute ville ou toute famille divisée en elle-même ne subsistera pas. » Il est naturel que quand les familles auront à s'unir pour former un corps d'Etat, elles se rangent comme d'elles-mêmes au gouvernement qui leur est propre. Quand on forme les Etats, on cherche à s'unir, et jamais on n'est plus uni que sous un seul chef. Jamais aussi on n'est plus fort, parce que tout va en concours. Les armées où paraît le mieux la puissance humaine veulent naturellement un seul chef. Tout est en péril quand le commandement est partagé. Le gouvernement militaire demandant naturellement d'être exercé par un seul, il s'ensuit que cette forme de gouvernement est la plus propre à tous les Etats qui sont faibles, et en proie au premier venu, s'ils ne sont formés à la guerre. Et cette forme de gouvernement à la fin doit prévaloir, parce que le gouvernement militaire qui a la force en main, entraîne naturellement tout l'Etat après soi. Cela surtout doit arriver aux Etats guerriers, qui se réduisent aisément en monarchie; comme a fait la république romaine, et plusieurs autres de même nature. Il vaut donc mieux qu'il soit établi d'abord, et avec dou-

ceur, parce qu'il est trop violent, quand il gagne le dessus par la force ouverte (1).

Voilà comment s'exprimait Bossuet au temps de Louis XIV sur la monarchie héréditaire ! Après toutes les révolutions de ce demi-siècle, nous retrouvons les mêmes idées dans les écrivains qui ont parlé de la légitimité en 1814, quand Napoléon tomba d'une chute irrémédiable et fut remplacé par

(1) Bossuet ajoute : « De toutes les monarchies, la meilleure est la successive ou héréditaire, surtout quand elle va de mâle en mâle, et d'aîné en aîné. La monarchie héréditaire a trois principaux avantages. Trois raisons font voir que ce gouvernement est le meilleur. La première, c'est qu'il est le plus naturel, et qu'il se perpétue de lui-même. Rien n'est plus durable qu'un Etat qui dure et se perpétue par les mêmes causes qui font durer l'univers et qui perpétuent le genre humain. Point de brigues, point de cabales dans un Etat, pour se faire un roi, la nature en a fait un : la mort, disons-nous, saisit le vif, et le roi ne meurt jamais. Le gouvernement est le meilleur, qui est le plus éloigné de l'anarchie. A une chose aussi nécessaire que le gouvernement parmi les hommes, il faut donner les principes les plus aisés, et l'ordre qui roule le mieux tout seul. La seconde raison qui favorise ce gouvernement, c'est que c'est celui qui intéresse le plus à la conservation de l'Etat les puissances qui le conduisent. Le prince qui travaille pour son Etat travaille pour ses enfants, et l'amour qu'il a pour son royaume, confondu avec celui qu'il a pour sa famille, lui devient naturel. Il est naturel et doux de ne montrer au prince d'autre successeur que son fils, c'est-à-dire un autre lui-même ou ce qu'il a de plus proche. Alors il voit sans envie passer son royaume en d'autres mains. La troisième raison est tirée de la dignité des maisons où les royaumes sont héréditaires. Il n'y a rien de plus fort pour éteindre les partialités, et tenir dans le devoir les égaux que l'ambition et la jalousie rendent incompatibles entre eux. C'est un nouvel avantage d'exclure les femmes de la succession. Où les filles succèdent, les royaumes ne sortent pas seulement des maisons régnantes, mais de toute la nation ; or il est bien plus convenable que le chef d'un Etat ne lui soit pas étranger. Ainsi la France, où la succession est réglée selon ces maximes, peut se glorifier en cela d'avoir la meilleure constitution d'Etat qui soit possible. »

Louis XVIII, car la proclamation de l'hérédité amena l'héritier. Quand on eut reconnu la nécessité de l'hérédité par ordre de primogéniture dans la famille de Bonaparte, on revint forcément à celui qui était le successeur des rois héréditaires par ordre de primogéniture. Admirable puissance de la logique qui domine souverainement les faits !

« L'hérédité des trônes, dit M. Guizot, n'a d'autre objet que de mettre le droit sur le trône, afin qu'il soit partout. J'ignore ce que recèle l'avenir ; mais jusqu'à présent, dans les sociétés qui ont duré longtemps, et où la légitimité a poussé de profondes racines, elle n'a pu être abolie. Les temps qui avaient vu sa ruine ont vu sa résurrection. Des hommes qui l'avaient renversée l'ont rétablie. Elle donne à la vie sociale, dans le passé, dans l'avenir, cette perpétuité qui est l'un des profonds besoins de notre nature ; mais les institutions, quelles qu'elles soient, ne s'improvisent pas. On ne fait pas plus un roi légitime qu'un peuple libre. »

« En considérant la royauté comme toutes les institutions doivent être jugées, dit M<sup>re</sup> de Staël, sous le rapport du bonheur et de la dignité des nations, je dirai d'une manière générale que les princes des anciennes familles conviennent beaucoup mieux au bien de l'Etat que les princes parvenus. Ils ont d'ordinaire des talents moins remarquables, mais leur disposition est plus pacifique ; ils ont plus de préjugés, mais moins d'ambition ; ils sont moins étonnés du pouvoir, puisque dès leur enfance on leur a dit qu'ils y étaient destinés, et ils ne craignent

pas autant de le perdre, ce qui les rend moins soupçonneux et moins inquiets. Leur manière d'être est plus simple, parce qu'ils n'ont pas besoin de recourir à des moyens factices, pour imposer, et qu'ils n'ont rien à conquérir de nouveau en fait de respect : les habitudes et les traditions leur servent de guides. Enfin l'éclat extérieur, attribut nécessaire de la royauté, paraît convenable, quand il s'agit de princes dont les aïeux, depuis des siècles, ont été placés à la même hauteur de rang. Lorsqu'un homme, le premier de sa famille, est élevé tout-à-coup à la dignité suprême, il lui faut le prestige de la gloire pour faire disparaître le contraste entre la pompe et son état précédent de simple particulier. Or, la gloire propre à inspirer le respect que les hommes accordent volontairement à une ancienne prééminence ne saurait être acquise que par des exploits militaires ; et l'on sait quel caractère les grands capitaines, les conquérants portent presque toujours dans les affaires civiles.

« D'ailleurs, l'hérédité dans les monarchies est indispensable au repos, je dirai même à la morale et aux progrès de l'espèce humaine. La royauté élective ouvre un vaste champ à l'ambition : les factions qui en résultent infailliblement finissent par corrompre les cœurs et détournent la pensée de toute occupation qui n'a pas l'intérêt du lendemain pour objet. Mais les prérogatives accordées à la naissance, soit pour fonder la noblesse, soit pour fixer la succession au trône dans une seule famille, ont besoin d'être confirmées par le temps ; elles

diffèrent à cet égard des droits naturels, indépendants de toute sanction conventionnelle. Le principe de l'hérédité est donc mieux établi dans les anciennes dynasties. Mais afin que ce principe ne devienne pas contraire à la raison et au bien général, en faveur duquel il a été admis, il doit être indissolublement lié à l'empire des lois (1); car s'il fallait que des millions d'hommes fussent dominés par un seul, au gré de ses volontés et de ses caprices, encore vaudrait-il mieux que cet homme eût du génie, ce qui est plus probable lorsqu'on a recours au choix que lorsqu'on s'attache au hasard de la naissance. »

B. Constant a fait un livre pour prouver les avantages des monarchies héréditaires sur les usurpations (2).

(1) Le droit divin réfuté en Angleterre par Locke et lord Bolingbroke s'est soutenu en France par un équivoque. On objectait la formule : *Par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre*. Ces paroles si souvent répétées que les rois tiennent leur couronne de Dieu et de leur épée, avaient pour but de s'affranchir des prétentions que formaient les papes au droit de destituer ou de couronner les rois. Les empereurs d'Allemagne, qui étaient incontestablement élus, s'intitulaient également *empereur par la grâce de Dieu*. Les princes et les évêques s'intitulaient *prélats et seigneurs par la grâce de Dieu*. Le roi d'Angleterre emploie la même formule, et une loi positive de l'Angleterre déclare coupable de haute trahison quiconque soutiendrait le droit divin.

(2) « Tant que les Etats sont peu considérables, dit un écrivain anglais, le pouvoir de choisir un magistrat suprême après la mort de son prédécesseur peut s'exercer sans beaucoup d'inconvénient; mais lorsque les Etats deviennent plus étendus et que leurs constitutions sont définies et circonscrites par des lois qui laissent moins de latitude, et par conséquent moins d'ambition dans l'exercice des fonctions suprêmes; les hommes échangent sans peine le privilège illimité d'une diète polonoise, contre le principe de la légitimité, parce qu'il y a au moins autant de chances pour qu'un successeur héréditaire soit en état d'accomplir les devoirs de sa position qu'il y en a pour

Tous les arguments employés pour établir la monarchie héréditaire à la place du consulat, arguments rappelés par M. Thiers, sont, comme on le voit, ceux qui ont servi à

que le choix du peuple tombe sur un digne candidat; enfin, parce que, dans le premier cas, on épargne à la nation les convulsions qu'occasionnent les brigues, les intrigues qui précèdent toute élection, et cette suite d'animosités, de dérisions, de guerres civiles, de ruines, que finit toujours par entraîner une constitution élective.

« Le principe de l'hérédité indépendante est surtout important dans une monarchie limitée, parce qu'il lui donne un degré de stabilité qu'elle ne peut atteindre autrement. Le principe de l'hérédité, joint à celui qui déclare que le roi ne peut faillir, assure la permanence du pouvoir exécutif, et réprime l'ambition qui enflammerait tant de cœurs, s'ils avaient la perspective d'une vacance du pouvoir suprême ou d'une élection de temps à autre.

« Les ministres du roi, d'un autre côté, étant responsables de ses actes, opposent, dans leur propre intérêt, une digue à l'exercice de son pouvoir; et ainsi on pourvoit à la répression de toutes les fautes ordinaires du gouvernement, puisque, pour se servir d'une comparaison connue, mais expressive, il vaut mieux, pour corriger quelque déviation accidentelle de la course régulière, changer le conducteur que renverser le char. Il ne faut pas confondre ce principe avec cette doctrine servile que le droit dont on est ainsi revêtu a reçu d'une origine divine une sanction irrévocable (1). »

« On doit chercher, dit M. Botta (*Histoire d'Italie*), une des causes principales des troubles et des malheurs qui ont ensanglanté le moyen-âge, dans une législation incertaine et vacillante sur la succession des princes. Il n'y avait pas d'ordre de successibilité bien arrêté et sanctionné par l'opinion publique. Les fils eux-mêmes n'étaient pas sûrs de succéder à leurs pères, et l'opinion publique ne se révoltait point si un oncle ou un cousin leur enlevait ce que le droit de la nature devait leur assurer. Mais peu à peu le sentiment de la justice et la nécessité de prévenir des malheurs prévus fit adopter des règles fixes suivant l'ordre de la loi salique ou suivant le droit de représentation. Cet ordre, établi dans la succession des trônes, est un des traits les plus caractéristiques qui distinguent l'époque actuelle de l'épouvantable moyen-âge, et c'est en même temps l'un des plus grands bienfaits de la civilisation moderne. »

(1) Walter Scott



ramener la royauté des Bourbons en 1814 et en 1815.

Cette restauration que personne ne voulait, ni les étrangers, ni M. de Talleyrand, ni le Sénat conservateur, elle se fit.

Montesquieu disait que lorsqu'une bataille perdue perdait un empire, il fallait en chercher la cause plus haut.

Lorsqu'on songe que des hommes aussi divisés d'opinions que MM. de Talleyrand, Fouché, Carnot et Benjamin-Constant, travaillèrent à ce retour ou le saluèrent avec joie, et que ce fut le Sénat conservateur établi par Bonaparte et rempli de révolutionnaires qui rappela les Bourbons, il faut bien en conclure qu'il y avait dans le retour de l'hérédité réelle, des avantages et un caractère de nécessité politique qui l'emportaient même sur les considérations personnelles toujours si puissantes (1).

(1) Les réflexions suivantes feront mieux comprendre ma pensée.

« Pour que les institutions d'un peuple soient stables, elles doivent être au niveau de ses idées. Alors il n'y a jamais de révolutions proprement dites.

« Lorsque l'accord entre les institutions et les idées se trouve détruit, les révolutions sont inévitables. Elles tendent à rétablir cet accord. Ce n'est pas toujours le but des révolutionnaires, mais c'est la tendance des révolutions.

« Lorsqu'une révolution remplit cet objet du premier coup, et s'arrête à ce terme sans aller au-delà, elle ne produit point de réaction, parce qu'elle n'est qu'un passage, et que le moment de l'arrivée est aussi celui du repos. Ainsi, les révolutions de Suisse, de Hollande, d'Amérique, n'ont été suivies d'aucune réaction.

« Mais lorsqu'une révolution dépasse ce terme, c'est-à-dire lorsqu'elle établit des institutions qui sont par delà les idées régnantes, et qu'elle en détruit qui leur sont conformes, elle produit inévitablement des réactions, parce que le niveau n'étant plus, les institutions ne se soutiennent que par une succession d'efforts, et que le moment où ces efforts cessent, tout se relâche et rétrograde. »

Toutes les expériences étaient faites en 1813. On avait eu successivement la république et l'empire ; il n'y avait que la monarchie représentative qui n'avait pas été essayée. C'est ce qui fit dire à M. de Talleyrand : « Louis XVIII est une solution , tout le reste est une intrigue. »

Napoléon dit lui-même , dans le *Manuscrit de Sainte-Hélène* : « Les puissances , à l'exception de l'Autriche , ne sauraient consentir à la régence tant que je vivrai. Elles auraient trop peur que j'arrachasse le timon de l'Etat des mains de ma femme. Ce ne serait , d'ailleurs , qu'une régence autrichienne , et l'on verrait M. de Schwartzemberg vice-empereur des Français. Tout bien examiné , c'est aussi contraire aux intérêts des alliés qu'à ceux de la France. »

« Voici , dit Las Cases , dans le *Mémorial de Sainte-Hélène* , une circonstance peu connue , mais bien précieuse et certaine , qui prouve combien les Bourbons , dans le fort de la crise , occupaient les pensées de Napoléon. Après l'échec de Brienne , l'évacuation de Troyes , sa retraite forcée sur la Seine , et les humiliantes conditions envoyées de Châtillon , qu'il repoussa généreusement , l'empereur , enfermé avec quelqu'un , et succombant à la vue du déluge de maux qui allait fondre sur la France , demeurait absorbé dans de tristes méditations , quand tout à coup il s'élance de son siège , s'écriant avec chaleur : « Je possède peut-être encore un moyen de sauver la France... Et si je rappelais moi-même les Bourbons ! il faudrait bien que les alliés s'arrêtassent devant eux , sous peine de honte et

de duplicité avouée, sous peine d'attester qu'ils en veulent encore plus à notre territoire qu'à ma personne. Je sacrifierais tout à la patrie, je deviendrais le médiateur entre le peuple français et eux; je les contraindrais d'accéder aux lois nationales; je leur ferais jurer le pacte existant : ma gloire et mon nom serviraient de garantie aux Français. Quant à moi, j'ai assez régné; ma carrière regorge de hauts faits et de lustre, et ce dernier ne serait pas le moindre; ce serait m'élever encore, que de descendre de la sorte..... » Et après quelques moments d'un silence profond, il reprit douloureusement : « Mais une dynastie déjà expulsée pardonne-t-elle jamais?... S'en fierait-on à eux-mêmes?... Et Fox aurait-il donc eu raison dans sa fameuse maxime sur les Restaurations?... » Et, abîmé sur un lit, on le réveilla précisément pour lui apprendre la marche de l'armée de Blücher, qu'il épiait en secret depuis quelque temps. » M. de Las Cases parle ensuite de la défection de Murat et de plusieurs autres circonstances, comme ayant amené la chute de Napoléon, M. de Las Cases n'a pas vu la véritable cause politique de ces événements. Elle est plus haut qu'il ne l'a cherché. L'abdication du général Bonaparte avait été signée le jour où il voulut se faire monarque héréditaire.

Napoléon manqua donc à sa destinée. Jamais plus belle mission n'aurait été donnée à un homme si, en 1804, il eût accompli l'idée qui se présenta à lui en 1814. Il aurait alors abdiqué le pouvoir avec gloire. Il n'aurait pas été obligé d'abdiquer for-

cément depuis , une première fois devant les étrangers, maîtres de Paris , et une seconde fois devant une chambre maîtresse du pouvoir. La France aurait encore ses limites au Rhin et aux Alpes ; la royauté rappelée aurait pu l'être par une assemblée nationale , et la légitimité se serait appuyée sur l'épée du grand capitaine ; la famille de Napoléon serait heureuse et respectée parmi nous. Ah ! qu'il avait mieux compris la gloire, ce Washington dont l'abdication volontaire a fondé la liberté américaine !

Mais si la France est monarchique , comme on vient de le voir, elle est aussi catholique, et le mouvement de réaction qui s'opéra en 1804 contre ceux qui avaient fermé les églises ne prouve pas moins cette vérité que la réaction en faveur de la monarchie qui eut lieu en même temps.

Je me servirai encore pour montrer la force des principes qui ont fait la France et son organisation passée et future , des aveux d'un homme qui n'est pas plus suspect d'entraînement pour le catholicisme que pour la monarchie , M. Thiers :

« Napoléon s'était flatté un moment d'offrir à la France et à l'Europe un spectacle extraordinaire, en traversant le détroit de Calais avec cent cinquante mille hommes , et en revenant à Paris , maître du monde. La Providence qui lui avait donné tant de gloire , ne lui avait pas permis de donner un tel éclat à son couronnement. Il lui restait un autre moyen d'éblouir les esprits , c'était de faire descendre un instant le pape du trône pontifical, pour qu'il vint à Paris même bénir son scept-

tra et sa couronne. Tout se préparait pour son couronnement, auquel il avait invité les principales autorités de l'empire, de nombreuses députations des armées de terre et de mer et une foule de princes étrangers. Des milliers d'ouvriers travaillaient aux apprêts de la cérémonie, dans la basilique de Notre-Dame. Le bruit de la venue du pape ayant transpiré, l'opinion en avait été saisie et émerveillée.

« La question avait été traitée là où se traitaient toutes les affaires, c'est-à-dire au conseil d'état. Dans ce corps, où la plus complète liberté avait été laissée aux opinions, les objections, suscitées par le concordat, s'étaient reproduites bien plus fortement encore à l'idée de soumettre en quelque sorte le couronnement du nouveau monarque au chef de l'Eglise. Ces répugnances, si anciennes en France, même chez les hommes religieux, contre la domination ultramontaine, s'étaient toutes réveillées à la fois. On disait que c'était relever toutes les prétentions du clergé, proclamer une religion dominante, faire supposer que l'empereur, récemment élu, tenait sa couronne, non du vœu de la nation, mais du souverain pontife, supposition dangereuse, car celui qui donnait la couronne pouvait la retirer aussi.

« Napoléon prit lui-même la parole; il exposa tous les avantages de la présence du pape dans une telle solennité, l'effet qu'elle produirait sur les populations religieuses et sur le monde entier, la force qu'elle apporterait au nouvel ordre de choses à la conservation duquel tous les hommes de la révolu-

tion étaient également intéressés ; il soutint que les prétentions d'un Grégoire VII n'étaient plus de notre temps, que la cérémonie, dont il s'agissait, n'était qu'une invocation de la protection céleste faite dans les formes ordinaires *du culte le plus ancien, le plus général, le plus populaire en France.* »

S'il y a un fait éclatant qui prouve combien nous avons eu raison de dire que cette société est dominée par les principes qui ont présidé à son organisation, c'est certainement l'établissement de l'Empire en 1804, après une révolution qui avait tué le roi, aboli le culte catholique, frappé la représentation au 18 fructidor, et mis le territoire en péril, puisque les Prussiens s'étaient avancés jusqu'à Châlons.

La monarchie héréditaire et le catholicisme furent proclamés nécessaires par Napoléon ; et si sa sagesse avait égalé son génie, il n'aurait voulu pour la France que ses limites du Rhin et des Alpes, et lui aurait rendu sa représentation nationale. La France aurait rappelé les Bourbons, et tous ses principes auraient reflourir avec l'égalité et le progrès. Il ne le voulut pas, et il tomba après avoir dit au maréchal Ney, dans un des moments les plus terribles de la déroute de Moscou : *les Bourbons s'en tireraient* (1). Il y a donc dans notre histoire un combat perpétuel entre le travail des principes et le travail des hommes.

(1) Je le crus fou, dit Ney, quand prenant congé de l'armée à Smorgoni, il me dit : *Les Bourbons s'en tireraient.*

La France a toujours fait les plus grands efforts pour détruire les obstacles qui s'opposaient au développement et à la réalisation simultanée de ses principes. Elle a donné successivement le pouvoir aux hommes qui semblaient se dévouer à cette œuvre ; mais ces hommes ont mis leurs passions à la place des vœux de leur pays ; ils ont exagéré le mouvement qui les portait, ils l'ont fait dévier, suspendant ainsi pendant des années le travail des idées nationales ; mais ils ont succombé dans cette tâche parce qu'ils avaient voulu se substituer à la nation.

C'est là un magnifique sujet d'études, et l'on doit en conclure que tous les efforts de l'opinion doivent tendre à réaliser les progrès sans le secours de ces dictateurs improvisés qui faussent le travail des siècles et trahissent les vœux des peuples.

En 1813, après la campagne de Moscou et les victoires de Lutzen, de Bautzen et de Dresde, avant la bataille de Leipzig, tout le monde cherchait à lire dans l'avenir, parce qu'on sentait que Napoléon ne suffisait plus à son œuvre, et que sa mort ouvrait pour tous des chances qu'il était impossible de prévoir. On disait alors : ses lieutenants comme ceux d'Alexandrie se partageront l'empire, ils se battront ensuite pour la prééminence, et l'Europe sera jetée dans des luttes interminables.

Rien de tout cela n'est arrivé. L'hérédité monarchique a succédé à l'empire, et les luttes parlementaires ont ranimé

les questions de progrès social et de liberté que l'empire avait suspendues, et si la royauté, au lieu d'octroyer la liberté française, l'avait reconnue, il n'y aurait pas eu de révolution en 1830. Ainsi en France on ne peut s'arrêter ni dans le mal ni dans une situation arbitraire. Les Français, a dit un grand écrivain, épuisent l'erreur pour revenir plus vite à la vérité.

Dans l'histoire de Napoléon se reproduit encore un autre phénomène, c'est la prépondérance de l'esprit militaire de la France, esprit qui, exagéré au lieu d'être réglé, a fait craindre souvent aux autres nations la monarchie universelle.

Charlemagne régnait depuis Bénévent jusqu'à Bayonne, et de Bayonne jusqu'en Bavière. Il possédait toute la Gaule, une province d'Espagne, le continent de l'Italie jusqu'à Bénévent, toute l'Allemagne, les Pays-Bas et une partie de la Hongrie. Les bornes de ses Etats étaient, à l'orient, le Naab et les montagnes de la Bohême; au couchant, l'Océan; au midi, la Méditerranée; au nord, l'Océan et l'Oder. Il avait formé le projet de joindre le Rhin au Danube par un canal, pour la jonction de l'Océan et du Pont-Euxin.

Charlemagne avait dépassé toutes les limites de la France; mais ses conquêtes étaient presque toutes alors des conquêtes de la civilisation sur la barbarie.

Clovis, sorti de Cologne, qui étendit son empire jusqu'aux Pyrénées, et dont les fils régnèrent jusqu'aux Alpes, avait tracé la véritable carte de France et ces limites dont il faut dire : ni en deçà ni au-delà. Napoléon n'imita pas Clo-



vis, mais Charlemagne, et il ne put priver les Français de la liberté politique qu'à l'aide du sentiment de gloire qu'il remua puissamment dans leurs cœurs.

On va voir, d'après M. Thiers, à quel degré de puissance, grâce à la valeur française, Napoléon était parvenu à Tilsitt :

« Du détroit de Gibraltar à la Vistule, des montagnes de la Bohême à la mer du Nord, des Alpes à la mer Adriatique, Napoléon dominait ou directement ou indirectement, ou par lui-même ou par des princes qui étaient, les uns ses créatures, les autres ses dépendants. Au-delà se trouvaient des alliés, ou des ennemis subjugués, l'Angleterre seule exceptée. Ainsi le continent presque entier relevait de lui, car la Russie, après lui avoir résisté un moment, venait d'accepter ses desseins avec chaleur, et l'Autriche se voyait contrainte de les laisser accomplir, menacée même d'y concourir. L'Angleterre enfin, garantie de cette vaste domination par l'Océan, allait être placée entre l'acceptation de la paix ou une guerre avec l'univers.

« L'armée française du camp de Boulogne, qui, portée du détroit de Calais aux sources du Danube avec une promptitude incroyable, enveloppa les Autrichiens à Ulm, refoula les Russes sur Vienne, acheva d'écraser les uns et les autres à Austerlitz, reposée ensuite quelques mois en Franconie, recommença bientôt sa marche victorieuse, entra en Saxe, surprit l'armée prussienne en retraite, la brisa d'un seul coup à Iéna, la suivit sans relâche, la déborda, la prit jus-

qu'au dernier homme aux bords de la Baltique ; cette armée , qui , détournée du nord à l'est , courut au-devant des Russes , les rejeta sur le Prégel , ne s'arrêta que parce que des boues impraticables la retinrent , donna alors le spectacle inouï d'une armée française qui , campée tranquillement sur la Vistule , puis troublée tout-à-coup au milieu de ses quartiers , en sortit pour punir les Russes , les atteignit à Eylau , leur livra , quoique mourante de froid et de faim , une bataille dans ses quartiers , et là , campée de nouveau sur la neige , de manière que son repos seul couvrait un grand siège , nourrie , recrutée pendant un long hiver à des distances où toute administration succombe , reprit les armes au printemps ; et cette fois , la nature , aidant le génie , se plaça entre les Russes et leur base d'opération , les réduisit , pour regagner Kœnigsberg , à passer une rivière devant elle , les y précipita à Friedland , termina ainsi par une victoire immortelle , et aux bords même du Niémen , la course la plus longue , la plus audacieuse , non à travers la Perse ou l'Inde sans défense , comme l'armée d'Alexandre , mais à travers l'Europe couverte de soldats aussi disciplinés que braves. Voilà ce qui est sans exemple dans l'histoire des siècles ; voilà ce qui est digne de l'éternelle admiration des hommes ; voilà ce qui réunit toutes les qualités , la promptitude et la lenteur , l'audace et la sagesse , l'art des combats et l'art des marches , le génie de la guerre et celui de l'administration ; et ces choses si diverses , si rarement unies , toujours à propos , toujours au moment où

il les faut pour assurer le succès ! Chacun se demandera comment on pouvait déployer tant de prudence dans la guerre, si peu dans la politique ? Et la réponse sera facile, c'est que Napoléon fit la guerre avec son génie, la politique avec ses passions.


« Nous ajouterons toutefois, en finissant, ajoute M. Thiers, que l'édifice colossal élevé à Tilsitt aurait duré peut-être, si de nouveaux poids accumulés bientôt sur ses fondements, déjà si chargés, n'étaient venus précipiter sa ruine. La fortune de la France, quoique compromise à Tilsitt, n'était donc point inévitablement perdue, et sa gloire était immense. »

N'est-il pas évident que si Napoléon, au lieu de casser le Tribunat et d'imposer silence au Corps - Législatif, avait réuni autour de lui une représentation nationale ; si ses soldats seulement *avaient pu consentir, en remuant leurs épées, à ses expéditions, comme les Francs à celles de leurs rois*, jamais une représentation nationale ne lui aurait laissé entreprendre des guerres pour établir des rois français en Westphalie, à Naples et en Espagne ? Et c'est ainsi seulement que nous avons perdu le Rhin et les Alpes.

Il a donc manqué à Napoléon, pour le bien de son pays, deux choses : d'abord, de ne pas réaliser ce qu'il a voulu un moment en 1814, le rappel des Bourbons, ensuite de ne pas convoquer la nation et consacrer ainsi la liberté politique et l'égalité des droits, qui sont les principes mêmes de l'existence de la France, Il a cru pouvoir être tout par lui-même,

et il est tombé non devant les étrangers, mais à cause de l'abandon de la France.

Qu'est-ce donc qui a conduit les événements dans ce cercle invincible où le génie de Napoléon s'est trouvé dominé ? Il faut reconnaître ici, comme dans toute notre histoire, la marche logique des événements et des faits dans le sens des principes. Cette marche qu'on appelle la force des choses l'emporte toujours sur les volontés, sur les passions, sur les talents. Il y a eu toujours dans notre nation un travail de perfectionnement, en rapport avec ses conditions d'existence. Ce travail est pénible, parce que la liberté humaine en retarde les effets. Si la liberté humaine marchait selon la loi de la Providence, le monde moral serait aussi régulier dans ses évolutions que le monde physique.



## **LE CONSULAT.**



# LE CONSULAT.

## CHAPITRE PREMIER.

### Considérations préliminaires.

« La journée du 18 brumaire, dit M. Thiers, venait de mettre fin à l'existence du Directoire. Les hommes qui, après les orages de la Convention, avaient imaginé cette espèce de république n'étaient pas bien convaincus de l'excellence et de la solidité de leur ouvrage; mais au sortir du régime sanglant qu'ils avaient traversé, il leur était difficile de faire mieux ou autrement. Il leur était impossible, en effet, de songer aux Bourbons (1); il était également impossible de se jeter dans les bras

(1) Voici ce qu'écrivait M. de La Fayette en 99, à propos des Bourbons et d'une transaction possible :

« Persuadé par expérience qu'il n'y a rien à faire avec Mittau (où était Louis XVIII), je crois de plus que si les princes renaissent en France, avec la meilleure volonté du monde, ils seraient entraînés malgré eux au complément de la contre-révolution. Le seul moyen bien douteux encore de les brider, eût été de transiger à l'aide d'une force très-imposante, et de construire l'édifice constitutionnel avant qu'ils y exerçassent la suprême fonction. Mais il y a tel arrangement auquel on pourrait souscrire au nom du peuple, et que je serais bien fâché de souscrire au nom d'un prétendant. La différence est grande entre une capitulation du dedans où l'on fait pour sa ville le meilleur marché qu'on peut, et une proposition du dehors qui ne serait pas tenu. Il ne me convient pas davantage de pactiser avec un prince d'Orléans, et s'il était possible que j'eusse un rôle utile à la liberté, ce ne pourrait être que dans le cas où, plusieurs partis étant en guerre civile, j'adopterais celui qui me paraîtrait le moins défavorable à la cause de l'humanité et au bien être de mon pays. C'est le seul moyen d'arriver du dehors; mais, à la suite d'un manifeste étranger, moi, le prophète de la déclaration des droits.... Jamais! Il nous faut d'abord des victoires de Moreau et de

d'un général illustre, car à cette époque aucun de nos hommes de guerre n'avait acquis assez de gloire pour subjuguier les esprits. D'ailleurs, toutes les illusions n'étaient pas encore dissipées par l'expérience. On venait d'échapper aux mains du comité de salut public ; on n'avait essayé que la république sanglante de 93, consistant dans une assemblée unique qui exerçait tous les pouvoirs à la fois ; il restait un dernier essai à faire, celui d'une république modérée, dans laquelle les pouvoirs seraient sagement divisés, et dont l'administration serait confiée à des hommes nouveaux, étrangers à tous les excès, qui avaient épouvanté la France : on imagina donc le Directoire (1).

« Ce nouvel essai de république dura quatre années, depuis le 48 brumaire an IV jusqu'au 48 brumaire an VIII. Il fut entrepris avec bonne foi et bonne volonté par des hommes dont la plupart étaient honnêtes et animés d'excellentes intentions. Quelques personnages d'un caractère violent ou d'une probité suspecte, comme le directeur Barras, avaient pu se mêler à la liste des gouvernants qui pendant ces quatre années se transmirent la pouvoir ; mais Rewbell, Laréveillère-Lepeaux, Letourneur, Carnot, Barthélemy, Roger-Ducos, Siéyès étaient des citoyens probes, quelques-uns très-capables, et le dernier un esprit très-supérieur. Et cependant la république dictatoriale n'avait bientôt présenté qu'une désolante confusion ; moins de cruauté, mais plus d'anarchie, tel avait été le caractère du nouveau gouvernement. On ne guillotina pas, on

Joubert. C'est une autre manière de voir que celle de cet homme qui, l'autre jour étant à la messe de Saint-Roch à côté de notre cher Grammont, disait avec ferveur : « Mon Dieu ! ayez pitié de nous, et exterminiez la nation. » Il est vrai que cela signifiait seulement : « Mon Dieu ! délivrez-nous du système conventionnel. »

(1) M. Thiers oublie qu'on choisit alors les directeurs parmi les régicides.



déportait ; on n'obligeait point à recevoir les assignats sous peine de mort , mais on ne payait personne. Nos soldats , sans armes et sans pain , étaient vaincus au lieu d'être victorieux. A la Terreur avait succédé un malaise intolérable ; et comme la faiblesse a aussi ses empiétements , cette République , modérée d'intention , avait fini par deux mesures tout-à-fait tyranniques , l'emprunt forcé progressif et la loi des otages. Cette dernière mesure surtout , quoiqu'elle n'eût rien de sanginaire , était l'une des vexations les plus odieuses inventées par la cruelle et féconde imagination des partis.

« Est-il étonnant que la France se jetât dans les bras de ce jeune général , vainqueur de l'Italie et de l'Egypte , étranger à tous les partis , affectant de les dédaigner tous , doué d'une volonté énergique , montrant pour les affaires militaires et civiles une aptitude égale , et laissant deviner une ambition qui , loin d'effrayer les esprits , était alors accueillie comme une espérance ? Il aurait suffi de moins de gloire qu'il n'en avait pour s'emparer du gouvernement , car quelque temps auparavant on avait envoyé le général Joubert à Novi , afin qu'il pût y acquérir les titres qui lui manquaient encore pour faire la révolution appelée depuis , dans nos annales , le 18 brumaire. L'infortuné Joubert avait été vaincu et tué à Novi ; mais le jeune Bonaparte , toujours heureux et victorieux , du moins alors , échappant aux dangers de la mer comme aux dangers des batailles , était revenu d'Egypte en France d'une manière presque miraculeuse , et , à sa première apparition , le Directoire avait succombé. Tous les partis étaient accourus à sa rencontre , lui demandant l'ordre , la victoire et la paix.

« Cependant , ce n'était pas en un jour que l'autorité d'un seul pouvait remplacer cette démagogie où tout le monde ,

alternativement opprimé ou oppresseur, avait joui un instant de la toute puissance. Il fallait ménager les apparences, et, pour amener au pouvoir absolu la France fatiguée, la faire passer par la transition d'un gouvernement glorieux, réparateur et demi-républicain. Il fallait, en un mot, le Consulat pour aboutir à l'Empire. »

Voilà donc l'oscillation entre l'anarchie et le despotisme bien caractérisée. L'histoire est comme la mer, où l'on ne découvre les écueils qu'à la faveur des naufrages. L'anarchie et le despotisme communiquent ensemble, ainsi qu'on l'a dit, par des passages souterrains; de sorte que le despotisme mène presque infailliblement à l'anarchie, et l'anarchie au despotisme.

Le Consulat n'est donc qu'une transition de l'anarchie au despotisme. C'est la fin de la République. Toutes les années qui suivront vont être le dégagement des idées d'ordre, de liberté, de stabilité et de progrès, des maximes d'anarchie et de despotisme, de souveraineté du peuple et de pouvoir de nécessité.

## CHAPITRE II.

Mouvement de l'opinion. — La constitution consulaire.

Siéyès, Roger-Ducos et Bonaparte, consuls provisoires, tinrent, le 14 novembre, leur première séance au petit palais du Luxembourg.

La place de secrétaire des consuls fut donnée à Maret; le général Berthier eut le département de la guerre; Gaudin les finances; Laplace l'intérieur; Forfait la marine; Fouché la police; Cambacérès la justice; Reinard les relations extérieu-

res, mais il fut bientôt remplacé par M. de Talleyrand Périgord.

Les généraux des armées adressèrent des proclamations à leurs soldats, dans lesquelles ils se félicitaient du nouvel ordre de choses introduit en France.

Siéyès devait préparer la nouvelle constitution. « On était encore un peu imbu à cette époque, dit M. Thiers, des idées du dix-huitième siècle; on croyait moins, mais on croyait trop encore que les institutions humaines pouvaient être un pur ouvrage de l'esprit, et que la constitution d'un peuple pouvait sortir toute faite de la tête d'un législateur. Il n'y a qu'un véritable législateur dans les temps modernes, c'est l'expérience. On ne pensait pas cela autant que nous le pensons aujourd'hui, et il était universellement admis que Siéyès devait être l'auteur de la nouvelle constitution; on l'espérait, on le disait. On prétendait qu'il en possédait une longuement méditée; que c'était une œuvre profonde, admirable, et que, débarrassé aujourd'hui des obstacles que la passion révolutionnaire lui avait opposés, il pourrait la produire; qu'il serait le législateur, et Bonaparte l'administrateur du nouveau gouvernement. Il fut donc convenu, d'un commun accord, que Siéyès s'occuperait de la constitution et que le général Bonaparte gouvernerait. Il était urgent, en effet, de gouverner; car la situation, sous tous les rapports, était déplorable; le désordre moral et matériel était alors comble. »

On voit déjà le progrès des idées : M. Thiers n'est pas loin de reconnaître ce que j'ai établi dans tout cet ouvrage, que les constitutions sont l'œuvre du temps et de la sagesse, et non pas le résultat des combinaisons et des calculs humains.

La victoire remportée sur le directoire et les démocrates

des 18 et 19 brumaire, fut généralement agréable à la nation française. Cette fièvre de liberté qui s'était emparée de toutes les classes, en 1792, avait été calmée par les torrents de sang répandus pendant la terreur : les saines et justes idées libérales étaient même tombées dans un vrai discrédit; on s'en défiait, on les redoutait même à cause de leur ressemblance avec ces faux principes qui avaient servi de prétexte à tant d'horribles cruautés; la majorité de la nation, fatiguée de tant de violences, désirait le repos, et se montrait disposée à se soumettre à toute espèce de gouvernement qui lui promettait les bienfaits ordinaires de la civilisation.

Les illusions furent grandes au 18 brumaire. On peut en juger par le passage suivant des *Dix années d'épreuve* de M. Lacretelle :

« Ma vie était partagée entre de douces et cruelles impressions (1); et d'ailleurs je ne me croyais pas assuré de ma tête, si les Jacobins venaient à réussir. Le retour de Bonaparte à Paris, et sa traversée miraculeuse, firent bientôt prédominer l'espoir. Le dictateur m'apparaissait sous son faisceau de gloire, et je ne voyais qu'un dictateur qui pût étouffer tant d'anarchie. Je guettais de loin ses démarches, j'épiais ses paroles. Qu'avec plaisir je le voyais escorté de trois hommes habiles, Talleyrand, ministre disgracié du Directoire, Fouché, ministre peu sûr de cette même autorité, et enfin son frère, Lucien Bonaparte, le plus brillant orateur du conseil des Cinq-Cents, sans être un orateur fort distingué !

« Enfin la catastrophe éclate, et la plus glorieuse épée de l'Europe s'est levée. En apprenant son succès, ma joie ne fut

(1) M. Lacretelle était dans une jolie maison de campagne qu'occupait un de ses amis, à deux lieues d'Auxerre, et sur les bords de l'Yonne.

pas aussi enivrante que celle que je ressentis au 9 thermidor. Je déplorais avec un trop juste pressentiment la perte de mes rêves de liberté; mais *l'ordre allait renaître et l'humanité allait respirer*. Paris et la France sortaient du chaos. Maintenant on voulait de l'ordre comme on avait voulu de la liberté à tout prix. C'était une douceur nouvelle pour chacun de se coucher un peu sûr de sa tête, un peu maître d'arranger sa fortune. Le crédit renaissait de ses cendres, et la cupidité même contribuait à cette résurrection. L'agiotage prenait une face patriotique. Comme le *tiers-consolidé*, avant le 18 brumaire, était tombé à 7 p. 0/0, ce qui était presque un équivalent de zéro, il était aisé, en profitant de la confiance, ou plutôt de l'enthousiasme général, de quadrupler ou de quintupler soit les capitaux que l'on possédait, soit ceux pour lesquels on s'engageait. Un jour, l'empereur demandait à M. de Talleyrand comment il était devenu si riche : « J'ai joué à la hausse au 18 brumaire, » répondit M. de Talleyrand. Je ne me doutais pas alors que je voyais dans les conspirateurs du 18 brumaire une pépinière de nouveaux comtes, de nouveaux ducs, de grands dignitaires futurs, de princes et même de rois. Jamais dictature ne fut plus judicieuse ni plus ferme que celle du général Bonaparte; j'en excepte la dernière année, souillée par le meurtre du duc d'Enghien. Le malheur des républiques est de rendre trop souvent une dictature nécessaire; mais il convient de lui imposer des conditions, des limites, un terme enfin, sans quoi elle glisse facilement au despotisme. Pour un homme tel que Bonaparte, c'était déroger, que de devenir empereur; de créateur qu'il était il devenait parodiste. Ce fut sans doute un beau rôle, que celui de Louis XIV; eh bien! cette imitation rapetissait le conquérant de l'Italie et de l'E-

gypte, et notre grand pacificateur, parce qu'il n'était plus l'homme de son siècle. Sous le bienheureux Consulat, chacun gardait encore un nom qu'il avait pu rendre illustre et honorable, et d'autres étaient invités à réparer les fatales erreurs de leur conduite.

« Le modeste parc de la Malmaison, où avaient été conçus tant de projets libérateurs riait plus à mes yeux que le parc de Versailles, où avait été signée la révocation de l'édit de Nantes.

« Si le premier consul se trouvait un peu à l'étroit dans cette jolie maison, Louis XIV se trouvait trop au large dans un palais qui semblait avoir été créé pour un maître du monde. Les modestes fêtes de la Malmaison ou des Tuileries se répétaient dans chaque famille, lorsqu'on apprenait la victoire de Marengo, qui nous rendait en un seul jour l'Italie; perdue après dix-huit mois de combats valeureux; et celle de Hohenlinden, que le général Moreau gagna par un coup de génie égal à ceux du puissant général dont il se montrait encore le serviteur. L'allégresse éclatait encore plus après la paix de Lunéville, qui terminait glorieusement la guerre continentale, et surtout après la paix d'Amiens, qui déclarait la lassitude de l'Angleterre, mais qui n'était peut-être qu'une trêve entre deux hommes également possédés du génie dominateur, quoique avec des armes différentes, le ministre Pitt et le premier consul; ajoutez à cela la soumission entière de la Vendée.

« Une joie non moins profonde remplissait les cœurs lorsqu'on apprenait les deux actes les plus hardis de la puissance consulaire, la rentrée des émigrés et le rétablissement solennel de l'Eglise catholique.

« Le Code civil était une œuvre qui embrassait plus de durée et d'espace : je suis loin de pencher pour l'autorité abso-

lue; mais il faut convenir qu'à *cette époque elle seule* (1) pouvait élever ce monument dans un terme aussi court et avec tant de précision et de haute sagesse. Bonaparte fournit un précieux contingent de lumières au travail des jurisconsultes que ce travail immortalisa; il le sanctionna par le rétablissement des Cours royales, dont l'autorité n'était plus aussi mal définie que celle des parlements, mais qui rappelait, et non en vain, l'un des plus grands titres de notre gloire nationale à l'honneur de notre magistrature.

• Le premier consul réparait en même temps une grande faute de l'Assemblée constituante, celle d'avoir séparé à peu près trois conseils administratifs de département, de district et de municipalité, du pouvoir exécutif, auquel ils ne tenaient plus que par un faible lien. L'action s'arrêtait à chaque instant et devenait discordante; il établit des préfectures, et tout se centralisa, même avec excès.

« Tous ces bienfaits ne nous étaient pas accordés à titre gratuit. Ils nous coûtaient la perte de tant de rêves, de tant de combinaisons, de tant de combats, de tant de martyres, par lesquels nous avions cru marcher à la conquête de la liberté! *Toute la vie politique se trouvait absorbée dans ce seul homme.* Le Corps-Législatif était muet par sa constitution même. Le Tribunat rivalisait de zèle avec le Conseil d'Etat, pour la cause du pouvoir. Dès qu'une légère lueur d'opposition s'y fit sentir sous les auspices de Benjamin Constant, le premier consul cassa, de sa pleine autorité, une minorité qui avait osé proposer quelques amendements à ses volontés, et supprima bientôt ce rouage inutile. Le silence était mieux soldé que ne l'aurait été l'éloquence dans la plus florissante

(1) *L'autorité absolue* pouvant seule faire un Code! Quelle singulière appréciation!

des républiques. Le Sénat conservateur délibérait à huis-clos, ou plutôt ne délibérait pas. C'était une machine à sénatus-consultes, et le premier consul devenu empereur, ne cessa plus de la faire fonctionner. Cinq ou six voix, ou plutôt cinq ou six boules, obtenaient discrètement les honneurs de l'opposition.

« La presse périodique n'avait pas tardé à fléchir sous les coups d'une autorité moins cruelle, mais plus absolue que celle du Directoire. En supprimant d'un seul coup et presque à son avènement au pouvoir le tiers ou le quart des journaux, le premier consul avait assez fait comprendre aux autres qu'ils étaient maintenus sous la loi d'une discrétion sévère. On pouvait défendre ou attaquer les philosophes du dix-huitième siècle. On pouvait se partager entre deux actrices, mesdemoiselles Duchesnois et Georges. On pouvait admirer ou critiquer Talma, etc. »

### CHAPITRE III.

Des listes de proscription. — Premier décret (1).

Bonaparte et Siéyès, car on peut encore les considérer comme collègues pendant un court espace de temps, surent profiter, sur beaucoup de points importants, de l'assentiment général; ils purent se dispenser de la nécessité de poursuivre et d'écraser leurs antagonistes vaincus : les Français virent une révolution nouvelle effectuée, par la force militaire, sans qu'on versât une goutte de sang : toutefois, car c'est ainsi que se sont terminées la plupart des révolutions récentes, toutefois des listes de proscription furent dressées,

(1) *Vie de Napoléon.*



et sans qu'aucun acte d'accusation ni aucune sentence légale eût été prononcée contre eux, cinquante-neuf individus, de ceux qui s'étaient le plus prononcés contre le nouveau consulat des 18 et 19 brumaire, furent condamnés à la déportation, par la seule volonté des consuls. Ce fut Siéyès, dit-on, qui suggéra cette mesure arbitraire et injuste, on ne peut plus impopulaire, en ce qu'elle indiquait un esprit de haine et de vengeance; mais elle ne fut pas mise à exécution. On fit d'abord quelques exceptions en faveur de ceux qui se montrèrent disposés à se soumettre, et enfin tous eurent leur grâce, et les démocrates les plus rebelles furent seulement mis sous la surveillance de la police.

D'autres décrets plus importants furent adoptés par les consuls, tendant à alléger les fardeaux que leurs prédécesseurs avaient imposés à la nation, et qui avaient beaucoup déconsidéré leur système. Deux des mesures les plus oppressives du directoire furent rapportées sans délai.

La première avait rapport aux finances, qu'on trouva épuisées, et n'étant plus entretenues que par un système d'emprunts arbitraires que les directeurs s'étaient permis d'imposer en raison de la fortune de chaque citoyen. Le nouveau ministre des finances, Gaudin, ne voulut ni se coucher ni se reposer une seule nuit avant d'avoir trouvé un moyen de remédier à un tel abus : il mit sur toutes les contributions directes et indirectes, une taxe additionnelle de vingt-cinq pour cent; ce qui produisit une forte somme. L'ordre et la régularité furent introduits dans toutes les branches de son ministère; il améliora le mode de perception des revenus de la république et inspira une telle confiance par la modération et le succès de ses mesures, que le crédit public commença à re-

naître, et que l'Etat put contracter des emprunts à un taux modéré.

La seconde de ces lois était celle des ôtages : cette loi impopulaire avait rempli les prisons de femmes, de vieillards et d'enfants ; on envoya des courriers dans toute la France pour rendre à la liberté ces malheureuses victimes d'un gouvernement soupçonneux.

On prit aussi des mesures importantes pour apaiser les discordes religieuses qui avaient si longtemps agité la France. Les momeries toutes païennes de Laréveillère-Lepeaux furent généralement abandonnées ; les églises furent rendues au culte ; des pensions furent accordées aux ecclésiastiques qui prêtèrent serment au nouveau gouvernement ; et plus de vingt mille prêtres que des lois d'intolérance avaient fait jeter en prison furent mis en liberté après avoir rempli cette formalité. Tous les cultes furent d'ailleurs tolérés et protégés, et la loi des décades, ou fêtes théophilanthropiques, fut abrogée ; même les restes mortels du pape Pie VI, qui était mort dans son exil à Valence, furent ensevelis avec toute la pompe due au chef de l'Eglise, par l'ordre exprès de Bonaparte, qui avait lui-même ébranlé le premier le Saint-Siège, et qui, par cet acte dont il s'était vanté dans sa proclamation en Egypte, avait détruit le pALLADIUM du culte catholique.

Pie VI était mort à Valence le 29 août 1799, à l'âge de quatre-vingt-un ans, huit mois et deux jours. C'était au moment où un arrêté du Directoire ordonnait de le transférer à Dijon, mais à ses dépens et avec ordre de ne pas s'arrêter en passant par Lyon. Il avait régné vingt-quatre ans, six mois et quatorze jours.

Le premier décembre s'ouvrit un conclave à Venise. Per-

sonne ne croyait possible alors de procéder à l'élection d'un pape. « La Providence, a dit un historien, avait appelé jadis les barbares du nord pour châtier Rome païenne. Aujourd'hui elle rassemble, pour délivrer Rome chrétienne, vingt peuples étonnés de marcher ensemble. Elle les fait arriver en Italie au moment de la mort de Pie VI. Le 14 mars 1800, le cardinal Chiaramonte fut élu pape et prit le nom de Pie VII. Le 5 juin, Pie VII partit de Venise par Rome. Il y fut reçu avec des transports de joie. Il y avait deux ans et plus de quatre mois que Pie VI avait été chassé de ses états.

Dans le temps où Pie VII rentrait à Rome, Bonaparte gagnait la bataille de Marengo. Mais n'anticipons pas sur les événements.

#### CHAPITRE IV.

Mesures de modération. — Pacification de la Vendée.

La part qu'avait prise Cambacérès, alors ministre de la justice, à la révolution du 18 brumaire, avait été très-agréable à Bonaparte, et sa modération lui devenait très-utile dans les mesures de conciliation qu'il était résolu d'adopter. Cambacérès était un savant jurisconsulte, un homme d'un grand sens ; et, sous son administration, les lois si sévères contre les émigrés furent beaucoup relâchées. Neuf émigrés, presque tous appartenant aux plus anciennes familles de France, ayant fait naufrage sur les côtes près de Calais, furent arrêtés ; le Directoire avait voulu faire mettre en jugement ceux qu'avaient épargnés les vagues et les vents, parce qu'ils appartenaient à la classe d'émigrés proscrits par la loi, et qu'ils étaient, disait-on, rentrés en France sans permission. Bona-

parte , plus généreux , considérant qu'ils n'avaient pas touché le sol de la France par leur propre volonté , mais par une nécessité impérieuse , les fit mettre en liberté.

Le même esprit fit rentrer en France Lafayette , Latour-Maubourg , Lameth , qui , quoique partisans de la révolution , avaient été forcés de s'expatrier pour n'avoir pas porté assez loin leurs principes de liberté.

On pense bien que tout ce qui dépendait de l'état militaire subit , sous l'autorité de Bonaparte , une réforme complète. Dubois de Crancé , ministre de la guerre sous le Directoire , fut remplacé par Berthier : Bonaparte a fait un étrange portrait du premier de ces fonctionnaires et de son incapacité. Il lui fut impossible de rendre compte de la situation de l'armée ; il n'avait pu obtenir aucun rapport sur l'effectif des régiments ; plusieurs corps de troupes avaient été formés sans que le ministre en eût connaissance ; et enfin , interrogé sur l'état de la solde , des subsistances et de l'habillement , Dubois de Crancé avait répondu que le département de la guerre n'était chargé ni de la paie , ni des vivres , ni de l'habillement.

Ce département acquit encore plus de vigueur , lorsque les consuls y appelèrent le célèbre Carnot , revenu de son exil après la chute du Directoire. Mais il n'occupa ce poste que fort peu de temps , parce que , démocrate par principes , il désapprouvait l'élévation de Bonaparte. Ses services furent cependant d'une grande importance pour le rétablissement de l'ordre , comme aussi pour la part qu'il eut à la combinaison des plans de campagne , de concert avec Moreau et Bonaparte.

Bonaparte montra beaucoup de talent en fermant les plaies de la guerre intérieure.

Cette paix fut d'autant plus facile à négocier , que les

chefs étaient persuadés que l'intention du premier consul était d'amener par degrés, et selon l'opportunité du moment, la restauration des Bourbons. Plusieurs de ces chouans, après s'être soumis à Bonaparte, furent, dans la suite, de fidèles appuis de son gouvernement. Châtillon, Suzannet, d'Antichamp, tous chefs de l'armée royaliste, déposèrent les armes à Montluçon ; le gouvernement leur accorda des conditions honorables. Bernier, curé de Saint-Lô, et qui avait une grande influence sur l'esprit des Vendéens, fit aussi sa paix ; il fut bientôt après nommé par Bonaparte à l'évêché d'Orléans, et envoyé auprès du pape lors des négociations pour le concordat.

Le comte Louis de Frotté, jeune homme plein de courage et d'audace, refusa longtemps de faire sa soumission. Georges Cadoudal, paysan du Morbihan qui s'était élevé au commandement de ses compatriotes par sa bravoure, son caractère entreprenant et son mérite, persista, comme Frotté, dans son refus. Celui-ci fut trahi et fait prisonnier dans la maison de Guidal, commandant d'Alençon, qui l'avait accueilli, et lui avait promis de négocier un traité particulier en sa faveur. Frotté et huit ou neuf de ses officiers furent traduits devant une commission militaire, et condamnés à être fusillés. Ils marchèrent tous au supplice se tenant par la main, et reçurent la mort sans s'être séparés : énergique expression de leur fidélité à la cause qu'ils avaient défendue. Georges Cadoudal, resté seul, ne put prolonger la guerre civile, et posa les armes pour quelque temps. Bonaparte, dont la politique cherchait à associer au nouvel ordre de choses autant de caractères divers qu'il était possible, sans faire attention au rôle qu'ils avaient joué dans les précédentes époques de la révolution, pourvu qu'ils s'attachassent à sa personne, tenta tous les moyens de

gagner cet audacieux Breton. Il eut avec lui une entrevue que Georges Cadoudal avait, dit-on, sollicitée, quoiqu'il soit difficile de le croire, à moins que Georges n'eût l'intention de s'assurer, dans cette entrevue, si les intentions ultérieures de Bonaparte étaient de servir les Bourbons. Il ne demanda certainement pas cette audience pour faire son marché personnel, puisque Bonaparte convient lui-même que ses arguments et ses promesses ne purent faire aucune impression sur Cadoudal, et que celui-ci le quitta en protestant qu'il conserverait l'opinion pour laquelle il avait combattu si souvent et de tous ses efforts.

## CHAPITRE V.

Conférences sur les conditions du gouvernement consulaire. — Etablissement de ce gouvernement (1).

Dès la première réunion des consuls, la défection de Roger-Ducos, qui passa du côté de Bonaparte, convainquit Siéyès qu'il ne pouvait soutenir ses prétentions à la première place du gouvernement à laquelle ses amis espéraient le voir élevé. Il avait compté sur le vote de Ducos pour être premier consul ; mais Ducos devina où reposeraient la force réelle et le talent du consulat. « Général, dit-il à Bonaparte dans cette première réunion consulaire, la présidence vous appartient de droit ; § et alors Bonaparte s'empara du fauteuil comme si c'eût été une chose convenue. Siéyès avait espéré que, dans le cours des délibérations, les opinions du général et son intervention se seraient bornées aux affaires militaires, tandis qu'au contraire il l'entendit s'exprimer avec clarté, et soutenir avec fermeté

(1) *Vie de Napoléon.*

ses vues sur la politique, les finances, la religion et la jurisprudence. Il montra enfin qu'il avait si peu besoin d'un coopérateur indépendant, que, dès cette première conférence, Siéyès renonça à l'espoir de séparer son rôle et ses intérêts de ceux du général. De retour chez lui, il dit aux hommes d'état avec lesquels il s'était concerté et avait agi le 18 brumaire, tels que Talleyrand, Boulay, Roederer, Cabanis et quelques autres : « Messieurs, vous avez un maître : ne vous donnez plus aucun soin pour les affaires de l'Etat ; Bonaparte peut et veut les conduire selon son bon plaisir. »

Il devenait urgent d'établir, dans le plus court délai possible, une forme de gouvernement, ne fût-ce que pour prévenir la réunion des deux conseils, qui pouvaient reprendre leur première autorité si une nouvelle constitution n'était adoptée avant le 19 février 1800, époque jusqu'à laquelle ils avaient été prorogés. Comme mesure préalable, dans le serment exigé de tous les fonctionnaires publics, on substitua à une reconnaissance directe de l'an III, une profession plus générale d'assentiment à la cause de la nation française.

Les trois consuls et les comités législatifs se formèrent en comité général pour organiser une constitution. Siéyès fut invité à soumettre à ce comité son fameux projet dont il tirait tant de gloire, et sur lequel il était accoutumé de recevoir les flatteries de ses amis.

D'après ce plan de représentation hiérarchique, selon lequel l'autorité devait émaner du choix du peuple et d'un Sénat conservateur, le Sénat devait à la fois protéger les lois de la république, et *absorber* les esprits ardents et ambitieux qui se signaleraient par des abus de pouvoir. Siéyès fit ensuite connaître son idée d'un corps législatif qui devait voter et dé-

cider sans débats, et d'un Tribunat destiné à soutenir ou à repousser les mesures du gouvernement. L'idée de placer le pouvoir exécutif entre les mains d'un grand électeur, qui eût été un roi imaginaire, fut ce qui compromit le succès du plan de Siéyès. Ce fut en vain que, dans l'espoir de déterminer Bonaparte à se charger de cet emploi, il y avait attaché, en le privant de tout pouvoir réel, des gardes, des honneurs et un re venu considérable. Il accumulait toutes ces distinctions sur la tête d'un fonctionnaire, avec la mission de nommer deux consuls qui, sans le concours de cette autorité supérieure, devaient diriger l'un les affaires civiles, l'autre les affaires militaires.

Bonaparte se récria contre cette invention : « Qui pourrait donc accepter, dit-il, un emploi dont les seuls devoirs seraient de s'engraisser, comme un porc, de plusieurs millions ? ou, quel homme de courage consentirait à nommer des ministres sur lesquels il n'aurait plus à exercer aucun pouvoir ? Et vos deux consuls de la paix ou de la guerre, l'un entouré de juges, de prêtres et d'hommes civils, et l'autre de militaires et de diplomates, sur quel pied réglerez-vous leurs communications et leurs rapports respectifs ? l'un demandant de l'argent et des levées d'hommes, et l'autre les refusant. Un gouvernement qui admettrait la séparation de ces emplois, dont la connexion est si nécessaire, serait un composé de parties hétérogènes ; ce serait l'ombre d'un gouvernement, mais sans l'autorité effective qui doit lui appartenir. »

Pendant le système qui fut alors adopté eut quelque faible ressemblance avec le modèle de constitution de Siéyès. Il fut décidé qu'il y aurait trois consuls. Au premier seul appartenait le pouvoir de nommer aux emplois, et le droit de déter-



miner toutes les mesures publiques : les deux autres devaient être ses conseillers indispensables. Le rang du premier consul était destiné à ramener la constitution française vers le système monarchique , pendant que le second et le troisième consuls lui étaient adjoints uniquement pour se concilier le parti républicain , qui n'était pas encore préparé à un mouvement rétrograde.

Le titre d'un de ces deux consuls supplémentaires fut offert à Siéyès ; mais il refusa de l'accepter, et exprima le désir de quitter les affaires publiques. Bonaparte lui céda la plus grande partie du trésor amassé par les ex-directeurs : on dit que la somme s'élevait à six cent mille francs ; ce que Siéyès appela *une poire pour la soif*. Il obtint aussi la belle terre de Crosne , une place de sénateur , et le traitement de vingt-quatre mille francs , qui y était attaché.

Le premier consul avait seul le droit de nommer les conseillers d'état , les ministres , les ambassadeurs , les fonctionnaires publics. L'avancement de l'armée était aussi compris dans ses attributions. Il devait proposer les lois nouvelles , et prendre toutes les mesures pour la défense intérieure et extérieure du pays. Il commandait les troupes de toutes les armes ; il dirigeait la politique dans les rapports de la France avec les pays étrangers. Les monnaies étaient frappées à son effigie. Dans ses hautes fonctions , il s'aidait des avis de ses collègues , les deux autres consuls , et de ceux du conseil d'état ; mais il était bien entendu que ses décisions seraient indépendantes et des uns et des autres. Les consuls furent élus pour dix ans ; ils pouvaient être réélus après ce terme écoulé.

Le projet de Siéyès de diviser le peuple en trois classes , dont chacune présenterait un certain nombre de personnes

pour remplir tel ou tel emploi, fut ostensiblement adopté (1). Les listes des individus éligibles devaient être adressées, par les diverses classes électorales, au sénat conservateur. Les membres de ce corps, le plus élevé en dignité, occupaient leurs places à vie, et jouissaient d'un traitement considérable. Le nombre des sénateurs était fixé à quatre-vingts; ils avaient le privilège de remplir les places vacantes, en choisissant entre trois candidats présentés, un par le premier consul, un autre par le Corps-Législatif, et un troisième par le Tribunal. Ces sénateurs devenaient pour jamais incapables de remplir aucun autre emploi public : leurs fonctions se bornaient à recevoir les listes des personnes parmi lesquelles on devait choisir et nommer les fonctionnaires de l'état, et à annuler les lois et les dispositions qui leur étaient dénoncées comme inconstitutionnelles ou impolitiques, soit par le gouvernement, soit par le Tribunal. Les séances du sénat n'étaient pas publiques.

On avait aussi admis, dans la nouvelle constitution, le Corps-Législatif et le Tribunal proposés par Siéyès. Les fonctions du Corps-Législatif consistaient à adopter ou à rejeter les

(1) Tout Français âgé de vingt-un ans était obligé, afin de jouir de ses droits, de se faire inscrire sur le registre des citoyens, appelé le *registre civique*. Six millions de citoyens étaient ainsi admis à exercer leurs droits politiques. Ils devaient désigner à l'arrondissement le dixième d'entre eux, à peu près cinq à six cent mille individus, qui, se réunissant au département, formaient, en choisissant le dixième d'entre eux, soixante mille citoyens qui à leur tour, prenant un dixième parmi eux, faisaient une liste de six mille candidats. C'était là ce qu'on appelait les trois listes de notabilité. La première, de la *notabilité communale* : on y prenait les membres des administrations municipales, ceux des conseils d'arrondissement, les maires, les juges de première instance, etc. ; la seconde, de la *notabilité départementale* : il fallait y choisir les membres des conseils de département, les juges d'appel, etc. ; la troisième liste, de la *notabilité nationale* : on devait y prendre tous les membres du Corps-Législatif, tous les conseillers d'état, ministres, juges du tribunal de cassation.

lois approuvées par le Tribunal ; mais l'acceptation ou le refus n'étaient motivés par aucune opinion , et ne s'exprimaient que par les votes d'un scrutin secret.

Le Tribunal, au contraire , était un corps délibérant auquel le premier consul et le conseil d'état , qui seuls avaient l'initiative , adressaient les projets de loi qui leur paraissaient convenables. Quand ces lois avaient été discutées dans le Tribunal et ensuite approuvées par l'assentiment silencieux du Corps-Législatif , elles devenaient lois de l'état. Le Corps-Législatif entendait le rapport du Tribunal fait par une députation de ce corps , et refusait ou confirmait , par le vote seul , tout ce qui lui était ainsi soumis. Quelques-uns des actes les plus importants du gouvernement , tels , par exemple , que la déclaration de la paix ou de la guerre , pouvaient seulement avoir lieu sur la proposition du premier consul au Tribunal , après la recommandation des mesures proposées faite par celui-ci au Corps-Législatif , et finalement sur le rapport d'une commission de ce dernier corps , qui confirmait la proposition. Mais , au reste , le pouvoir du premier consul n'était guère limité par cette restriction , puisque la discussion sur de tels sujets ne devait avoir lieu que sur sa proposition , et toujours en comité secret ; de manière que le plus grand obstacle qu'on puisse opposer au despotisme , le poids de l'opinion publique formée par la publicité des débats était entièrement écarté.

Un simple coup d'œil sur cette forme de gouvernement consulaire suffit pour faire apercevoir que Bonaparte avait pris de l'ingénieuse constitution de Siéyès tout ce qui favorisait son dessein de s'emparer de l'autorité suprême et de l'exercer despotiquement , pendant qu'il se débarrassait de tout ce qui

pouvait directement ou indirectement servir de contre-poids au pouvoir exécutif, à l'exception du Tribunal.

Toutes les autres combinaisons de balances et de contre-poids que Siéyès avait indiquées pour remplacer celles que garantit une élection populaire furent rejetées; mais les débris du plan primitif furent habilement rapportés de manière à servir de degrés à Bonaparte pour arriver jusqu'au trône. Siéyès aurait voulu que son grand-électeur fût un souverain sans pouvoir, un *roi fainéant* aidé de deux consuls faisant les fonctions de *maires du palais*. Bonaparte, au contraire, plaçait dans le chef de l'état tout le pouvoir exécutif et le droit exclusif de proposer les lois; les autres consuls n'étaient que de vains appendices, et pouvaient être facilement écartés.

Les attributions des autres autorités constitutionnelles étaient aussi réglées de façon à n'apporter aucune résistance effective au pouvoir illimité du premier consul. Les trois corps-législatifs étaient, à proprement parler, des pensionnaires de l'état. Le Sénat, dont les délibérations étaient secrètes, le Corps-Législatif, dont la bouche était comme baillonnée, n'étaient nullement influencés par l'opinion publique et ne la dirigeaient pas d'avance. Le Tribunal conservait en quelque sorte la liberté des débats parlementaires, puisque ses séances étaient publiques; mais les cent individus qui composaient ce dernier corps étaient choisis par le Sénat et non par le peuple. « Ainsi, tout bien considéré, dit un écrivain, le Sénat, le Corps-Législatif et le Tribunal, n'étaient que trois tuyaux d'orgue qui, séparément ou ensemble, rendaient les sons qu'il plaisait au maître de leur faire exprimer. »

Pendant les discussions du comité législatif présidé par Bonaparte, madame de Staël exprimait à un conventionnel ses

alarmes sur la liberté. « Oh , madame , répondit-il , nous en sommes arrivés au point de ne plus songer à sauver les principes de la révolution , mais seulement les hommes qui l'ont faite. »

Chénier voulut parler en faveur de la doctrine de l'*absorption* , mais il fut à l'instant interrompu. « Je ne veux pas d'une telle momerie , dit Bonaparte ; plutôt du sang jusqu'aux genoux. » Cette expression peut avoir été exagérée ; mais il est certain qu'à la moindre tentative de contrarier ses désirs ou de restreindre son pouvoir , son mécontentement et sa menace de ne plus se mêler de rien suffisaient pour réduire les opposants au silence. Le comité était dans cette difficile alternative ou de se soumettre à ce chef inflexible , ou de plonger la patrie dans les horreurs d'une sanglante guerre civile. « Le résultat de dix années signalées par tant de vertus et de crimes , dit l'écrivain étranger que nous avons cité , le fruit de tant de sang répandu et de tant de trésors dissipés , tout fut perdu en un jour : ainsi , après avoir sacrifié ce que les hommes ont de plus précieux , en y comprenant les droits sacrés de l'humanité , pour obtenir la liberté de la nation , les Français , sans avoir joui pendant un seul jour d'une liberté raisonnable et des avantages qu'elle assure , redevenaient les sujets d'un gouvernement exercé par un chef qui n'avait d'autre droit que celui de son épée.

« Il reste désormais gravé dans l'histoire , comme erreur aussi bien que comme crime de Napoléon , qu'en abusant du pouvoir que la révolution du 18 brumaire jeta dans ses mains , il détruisit entièrement la liberté de la France , ou , pour parler plus exactement , les chances qu'avait ce pays pour parvenir à un gouvernement constitutionnel. Napoléon pouvait être

un prince patriote ; il aima mieux être un despote usurpateur : il pouvait jouer le rôle de Washington , il préféra celui de Cromwell. »

Napoléon dit à Siéyès , qui lui reprochait la nomination de Fouché : « Nous créons une ère nouvelle. De tout ce qui s'est passé , nous ne devons nous souvenir que de ce qui fut bon , et oublier ce qui fut mal. Le temps , l'habitude des affaires , l'expérience , ont rendu quelques hommes fort habiles , et ont modifié le caractère d'un plus grand nombre. » Ces paroles peuvent être regardées comme la clé de son système. Il oubliait ce qu'on avait pu être , pourvu qu'on fût ce qui convenait à son intérêt ; et c'était ce qu'il se montrait porté à récompenser avec libéralité. Quelle qu'eût été la conduite politique ou privée d'un homme de talent , peu importait , il était sûr de parvenir à de hauts emplois , s'il donnait des gages d'une entière soumission. Cette amnistie du passé , cette perspective des récompenses , étaient singulièrement propres à agir vivement sur l'esprit public , qui ne désirait rien tant que le repos , et sur les individus que la révolution avait agités de tant de craintes et de tant d'espérances.

Le gouvernement consulaire parut un refuge assuré à toutes les opinions et à tous les partis.

Ce système , qui cachait une profonde politique sous des apparences de générosité et d'idées libérales , fut favorablement accueilli par les Français , lorsqu'il fut soumis à un vain simulacre de vote populaire. L'esprit de nationalité s'était épuisé par les changements , les souffrances , les guerres , les crimes , qui avaient rempli les années précédentes ; et , en France , comme dans tous les pays , les partis , fatigués par les secousses et les vicissitudes des guerres civiles , étaient

dans cette situation où la tyrannie militaire devient une crise nécessaire et prochaine. La constitution de l'an VIII, ou le gouvernement consulaire, fut approuvée par les suffrages de près de quatre millions de citoyens : aucun des systèmes précédents n'avait obtenu un assentiment aussi général. Ce vote, en lui-même, fut dérisoire, si l'on considère combien de constitutions avaient été de même acceptées et jurées en un court espace de temps. Ce nombre de suffrages, double de celui qu'obtinent les constitutions de 1793 et de l'an III, montra la supériorité populaire du système de Bonaparte.

Il faut ajouter aux quatre millions de citoyens qui exprimèrent leur adhésion à la constitution consulaire, les milliers et les millions d'individus qui étaient ou totalement indifférents à telle ou telle forme de gouvernement, pourvu qu'ils y trouvassent paix et protection, ou bien qui étaient disposés, par habitude, à se soumettre au parti qui possédait le pouvoir, quoiqu'ils eussent préféré, dans leurs idées, d'autres chefs.

Telles étaient la nature et l'étendue des principes d'après lesquels Bonaparte choisit les membres de son gouvernement.

Ni les crimes ni les erreurs précédentes ne furent à ses yeux des motifs d'exclusion ; et, dans plusieurs cas, l'alliance entre le premier consul et ses ministres aurait pu être comparée aux mariages contractés par les colons espagnols avec les malheureuses créatures, le rebut des cités, envoyées pour repeupler les colonies. « Je ne te demande pas, disait un boucanier à l'épouse qu'il avait choisie dans ces cargaisons du vice, qu'elle a été jusqu'ici ta conduite : mais dorénavant songe à m'être fidèle, ou ceci (lui montrant son mousquet) punira ton infidélité. »

## CHAPITRE VI.

Consuls définitifs. — Ministres du consolat.

Bonaparte choisit pour second et troisième consuls Cambacérès, légiste du parti des modérés, et Lebrun, l'un des anciens collaborateurs du chancelier Maupeou. Cambacérès fut employé par le premier consul à lui servir d'organe dans ses communications avec les révolutionnaires, pendant que Lebrun lui rendait de semblables services auprès des royalistes ; et quoique, ainsi que l'observe M<sup>me</sup> de Staël, ils prêchassent, chacun de leur côté, des sermons très-différents sur le même texte, tous les deux réussirent à détacher plusieurs individus de leurs factions respectives et à les réunir au parti du gouvernement, qui se trouva ainsi composé de déserteurs des partis extrêmes. Ce tiers-parti devint bientôt si nombreux, que Bonaparte n'eut plus besoin du système de *bascule*, seul moyen par lequel les directeurs avaient pu se maintenir au pouvoir.

Dans la composition du ministère, Bonaparte agit de la même manière, choisissant et s'appropriant les hommes les plus distingués par leurs talents, sans s'informer de leur conduite précédente. Deux d'entre eux, Talleyrand et Fouché, étaient particulièrement remarquables par leur habileté et leur expérience. Le premier, homme d'une grande naissance, et autrefois évêque d'Autun, malgré le haut rang qu'il tenait dans l'Etat et dans l'Eglise, avait été fortement engagé dans la révolution. Inscrit sur la liste des émigrés, il en fut rayé à l'époque de l'établissement du gouvernement directorial, sous lequel il fut nommé ministre des affaires étrangères. Il donna



sa démission quelques mois avant le 18 brumaire, et Bonaparte, le trouvant brouillé avec les directeurs, passa volontiers sur quelques griefs qu'il avait contre lui, et ne manqua pas d'attacher à son service un politique souple et adroit, et un ministre plein d'expérience. Aimant, dit-on, beaucoup les plaisirs, nullement indifférent à ses intérêts personnels, point trop gêné par ses principes, mais peut-être sans égal du côté de l'esprit, Talleyrand reprit sa place aux affaires étrangères après un court intervalle, nécessaire pour laisser oublier au public la part qu'il avait eue au scandaleux traité négocié avec les commissaires américains; et pendant longtemps il fut l'un des plus intimes conseillers de Bonaparte.

Si le caractère de Talleyrand ne portait guère le cachet des vertus publiques et d'une inflexible moralité, celui de Fouché offrait de bien plus sombres couleurs encore. Il avait trempé dans quelques-uns des actes les plus horribles du règne de la terreur. On trouve son nom parmi ceux des agents des crimes les plus atroces de cette malheureuse époque. On assure que, pendant le règne du Directoire, il avait profité du pécuniaire alors universel, et amassé aussi beaucoup d'argent par l'agiotage dans les fonds publics. Pour compenser le mauvais effet que devait produire le choix d'un ministre entaché de perfidie, de vénalité et de froide insensibilité, Fouché apportait au service de Bonaparte un dévouement absolu, et qui ne devait changer qu'au jour où sa fortune changerait. Il apportait aussi la plus parfaite expérience de toutes les armes révolutionnaires, et la connaissance personnelle des agents propres à les manier. Il avait conduit le département de la police sous l'administration de Barras, ce qui lui avait fourni l'occasion de savoir, mieux qu'aucun homme de France, la situation des

divers partis, le but qu'ils se proposaient, les moyens par lesquels ils espéraient y parvenir, le caractère des chefs, et comment on pouvait les gagner ou les intimider. Formidable par sa grande habitude des ressorts révolutionnaires, et par l'adresse avec laquelle il savait les mettre en mouvement ou les retenir, Fouché, dans la dernière période de sa vie, montra une sorte de sagesse qui suppléa à son manque de moralité et de bonté naturelle.

Aimant la richesse et le pouvoir, ce n'était pas un homme de passions ardentes ou d'un esprit vindicatif; et, quoiqu'il n'y eût dans sa nature aucune disposition qui l'empêchât de prendre part aux grands crimes que la politique de l'Etat peut souvent exiger sous un gouvernement arbitraire, il avait cependant une prudente aversion du mal inutile; il caractérisait lui-même son principe d'action, en disant qu'il faisait le moins de mal qu'il pouvait. Dans son mystérieux et terrible emploi de chef de la police, il eut souvent l'occasion et les moyens d'accorder des faveurs, ou de traiter avec douceur des individus dont il se concilia la confiance, tandis qu'on attribuait à la nécessité les mesures rigoureuses dont il était l'instrument. En suivant ces principes de modération, il parvint à la fin à se faire une réputation opposée à celle d'un membre du comité révolutionnaire; il avait l'air d'être plutôt un serviteur timide, et d'ailleurs bienveillant, qui, en exécutant les ordres de son maître, désirait atténuer, autant que possible, leur effet sur les individus. D'après cela, il n'est pas étonnant que, quoique Siéyès fût opposé à Fouché, à cause de son manque de principes, et Talleyrand, par jalousie et par un sentiment d'inimitié personnelle, Napoléon ait conservé au ministère de la police celui qui, le premier, l'avait si bien organisé.

Il n'est pas nécessaire d'entrer dans autant de détails sur les autres ministres. Cambacérès resta à la justice, et ce poste convenait à ses talents. Le célèbre mathématicien Laplace fut nommé au ministère de l'intérieur, pour lequel, suivant le dire de Bonaparte, il n'était nullement propre. Berthier, ainsi que nous l'avons déjà vu, occupa le département de la guerre, et fut, peu de temps après, remplacé par Carnot. Gaudin administrait les finances avec talent. Forfait, savant ingénieur maritime, remplaça Bourdon à la marine, département en bien mauvais état, sinon tout-à-fait désespéré. La nouvelle constitution ayant été adoptée par la nation, et les diverses branches du pouvoir réparties avec discernement parmi les individus les plus capables, on s'occupa des changements qui paraissaient être encore nécessaires pour mieux fixer l'ère nouvelle qui allait commencer, et dans laquelle on ne devait plus retrouver de trace des anciens préjugés, ni des fautes passées.

Trois mois s'étaient à peine écoulés depuis que le président du Directoire avait dit au peuple, le jour de l'anniversaire de la prise de la Bastille : « La royauté est à jamais anéantie ; elle ne peut plus renaître parmi nous : nous ne verrons plus des hommes se vanter de tenir leur droit de Dieu même, afin d'opprimer la terre en toute liberté, et considérer la France comme leur patrimoine, les Français comme leurs esclaves, et les lois comme l'expression de leur volonté et de leur bon plaisir. » Mais, déjà en contradiction avec cette déclamation, on annulait le serment qui exprimait la haine de la royauté, sous prétexte que la république étant généralement reconnue, la nation n'avait plus besoin de conserver, dans ses actes, la garantie de cette protestation.

Ce fut dans le même temps que la fête instituée pour la commémoration du supplice de Louis XVI fut formellement abolie. Bonaparte, en évitant de prononcer son opinion sur cet acte, sous le rapport de la justice, de la politique et de l'utilité publique, déclara que, dans tous les cas, il ne pouvait être considéré que comme une calamité nationale, et que, par conséquent, dans le sens moral et politique, ce n'était point un anniversaire qu'on dût célébrer par des fêtes.

M<sup>me</sup> de Staël fut témoin de l'entrée de Bonaparte aux Tuileries. « Il était déjà entouré, dit un historien contemporain, d'une foule de vassaux empressés à lui présenter l'hommage que les habitants de ce magnifique palais avaient si longtemps réclamé comme un devoir, qu'il semblait inhérent aux lieux mêmes, et appartenir de droit au nouvel hôte. Le fracas avec lequel les portes lui furent ouvertes semblait exprimer l'importance de l'événement; mais le héros de la scène, en montant le grand escalier, suivi d'un groupe de courtisans, parut regarder avec indifférence ce qui était autour de lui; ses traits n'exprimaient qu'une froide distraction et le mépris des hommes. »

## CHAPITRE VII.

Ouvertures pour la paix. — Continuation de la guerre.

Bonaparte écrivit directement au roi d'Angleterre. Cette lettre, comme celle qu'il avait adressée à l'archiduc Charles pendant la campagne de 1797, prouvait que Bonaparte dédaignait les formes ordinaires de la diplomatie.

La réponse, transmise par lord Grenville, dans les formes diplomatiques, au ministre des affaires étrangères, appuyait

sur les agressions de la France, et déclarait que la restauration des Bourbons aurait été la meilleure garantie de la sincérité du désir de la paix ; mais l'Angleterre déclinait tout droit d'intervention dans l'arrangement des affaires intérieures de la France. Quelques avances furent faites pour parvenir à une pacification ; et il est probable que l'Angleterre aurait obtenu, à cette époque, les mêmes conditions ou de plus favorables encore que celles qu'elle obtint par le traité d'Amiens.

Mais la possession de l'Égypte, sur laquelle Bonaparte devait naturellement insister, ne fût-ce que pour sa propre renommée, devait être une difficulté insurmontable. La conjoncture paraissait aux ministres anglais très-favorable pour continuer leurs opérations de guerre. L'Italie était reconquise, et l'armée autrichienne, forte de cent quarante mille hommes, menaçait la Savoie, et faisait des démonstrations hostiles sur le Rhin. L'échec éprouvé par Bonaparte devant Saint-Jean-d'Acre prouvait qu'il n'était pas invincible. Les exploits de Suwarow et ses succès sur les Français étaient récents et décisifs. La situation intérieure de la France était parfaitement connue ; et, bien que l'heureux général se fût assis sur le trône qu'il avait trouvé vacant, et qu'il tint entre ses mains le pouvoir suprême, cependant les objections que les royalistes et les républicains opposaient, les uns à sa personne et à son titre et les autres à sa forme de gouvernement, ne pouvaient manquer de paralyser ses moyens et de nuire à son influence.

La négociation fut définitivement rompue, sous prétexte qu'il y avait de fortes raisons pour suspecter la bonne foi de Bonaparte, et que même, en supposant qu'il fût sincère, il y avait lieu de douter de la stabilité d'un pouvoir si précipi-

amment reconnu , et qui paraissait renfermer en lui-même le principe de sa destruction.

La situation extérieure de la France s'était beaucoup améliorée par les conséquences de la bataille de Zurich et par les victoires de Moreau. La rupture qui survint entre les empereurs d'Autriche et de Russie fut , pour la République , un avantage plus grand encore. Paul , d'un caractère naturellement indécis , s'était offensé que les Autrichiens n'eussent pas soutenu les mouvements des généraux Korsakow et Suwarow , et les eussent ainsi exposés à être battus. Il rappela son armée , si remarquable par sa bravoure et l'habileté de son général. Le courage et la fermeté des Autrichiens ne furent point ébranlés par cette défection : les derniers succès du général autrichien Mélas les encouragèrent à redoubler d'efforts pour balancer la perte d'un si puissant allié.

C'était en Italie qu'ils avaient envoyé leurs principales forces , et c'était sur la frontière italienne surtout qu'ils faisaient les plus grands préparatifs. Ils avaient résolu d'attaquer Gênes , de réduire cette place à l'aide d'une escadre anglaise qui devait bloquer le port , et de là de traverser le Var pour entrer en Provence , où ils savaient devoir rencontrer un fort parti de royalistes prêts à prendre les armes sous les ordres du général Willot , officier émigré. On disait que Pichegru , qui était parvenu à s'échapper de la Guyane , et réfugié en Angleterre , devait être le chef de cette insurrection.

Afin de mettre ce plan à exécution , cent quarante mille hommes furent confiés au commandement de Mélas. Cette armée devait prendre ses quartiers d'hiver dans les plaines du Piémont , et n'attendait que l'approche du printemps pour commencer ses opérations.

Quarante mille hommes de troupes françaises, seuls restes de l'armée qui avait été battue, à plusieurs reprises, par Suwarow, occupaient le pays entre le Var et Gènes. Ce territoire n'offrait point de ressources, et la croisière anglaise ne permettait pas qu'aucun bâtiment chargé de vivres s'approchât de la côte. La détresse était grande, et le découragement se répandit dans l'armée; des corps presque entiers abandonnaient leurs positions et rentraient en France, tambour battant et enseignes déployées. Une proclamation de Bonaparte suffit presque seule pour arrêter ces désordres. Il rappelait aux soldats, et particulièrement aux divers corps qui s'étaient distingués sous ses ordres pendant les premières campagnes d'Italie, la confiance qu'il avait mise en eux : les soldats débandés revinrent à leur poste, ainsi que l'on dit que les chevaux de bataille se rallient et forment leurs rangs au premier son de la trompette. Masséna, l'un des meilleurs généraux français, et surtout très-habile à conduire la guerre de montagnes, avait le commandement de l'armée d'Italie, et Bonaparte résolut de le soutenir et de s'y rendre avec une nouvelle armée, qu'il forma sous la dénomination d'*armée de réserve*.

Les Français avaient, sur le Rhin, le même avantage que Mélas avait eu en Italie sur Masséna. Moreau y commandait une armée considérable, à laquelle s'étaient réunis un fort détachement de l'armée du général Brune, qui n'était plus nécessaire pour protéger la Hollande, et l'armée d'Helvétie, devenue inutile pour la défense de la Suisse, après la défaite de Korsakow.

Les forces confiées à Moreau étaient bien supérieures en nombre à celles de Kray, général autrichien qui commandait sur le Rhin : Moreau avait reçu l'ordre de reprendre l'offen-

sive. Excellent officier, mais prudent dans sa tactique, Moreau s'étonna du plan de campagne tracé par Bonaparte. Ce plan lui ordonnait de passer le Rhin à Schaffhausen, de marcher sur Ulm avec toutes ses troupes, et de se placer ainsi sur les derrières de l'armée autrichienne. C'était une de ces manœuvres qui conduisent à de grandes victoires ou à de grands revers.

Moreau suivit un plan tout différent de celui qui lui avait été tracé pour l'invasion du territoire autrichien : il y eut des marches, des contre-marches, des combats disputés, dans lesquels, malgré la force supérieure des Français, le général Kray, vaillamment secondé par l'archiduc Ferdinand, se défendit avec la plus grande bravoure.

Bonaparte a blâmé Moreau de son hésitation et de sa timidité à poursuivre les avantages qu'il avait obtenus. Cependant devant un juge moins sévère et peut-être moins partial, les succès de Moreau devaient paraître satisfaisants; puisque, ayant passé le Rhin à la fin du mois d'avril, il avait, dès le 15 juillet, porté son quartier-général à Augsbourg, et se trouvait en état, soit de coopérer avec l'armée d'Italie, soit de pénétrer plus avant dans les états autrichiens. On ne doit pas oublier que Moreau eut toujours en vue, pendant cette campagne, de protéger les opérations de Bonaparte en Italie, et de prévenir le danger qui eût menacé ce général dans sa téméraire invasion du Milanais, si le général Kray se fût ouvert une communication avec l'armée autrichienne qui agissait en Italie, et lui eût envoyé des renforts.

On doit aussi remarquer, en rapprochant ces deux généraux, que le trait distinctif de Bonaparte était l'audace, comme celui de Moreau était la prudence; et il est assez or-



dinaire , lors même qu'il n'y a pas d'autres motifs entre deux rivaux pour se rabaisser, de voir le plus hardi traiter le plus prudent de timide , et le plus prudent traiter l'autre de téméraire.

Moreau , à Augsbourg , traita d'un armistice avec le général Kray , par suite de celui que Bonaparte conclut après la bataille de Marengo.

## CHAPITRE VIII.

Seconde campagne de Bonaparte en Italie.

En confiant à Moreau le commandement de l'armée du Rhin, le premier consul s'était réservé de ramener la victoire sous les drapeaux français, sur le même théâtre où il avait cueilli ses premiers lauriers. Son plan de campagne commençait, comme en 1795, par un passage des Alpes aussi audacieux qu'inattendu. Il savait que les Autrichiens voulaient prendre Gênes et entrer en Provence; il résolut de faire passer son armée de réserve à travers les Alpes, sur le point le plus difficile, de descendre en Italie, et de se porter sur les derrières de l'armée autrichienne, afin de couper ses communications, de se rendre maître de ses magasins, de son artillerie, de ses hôpitaux; de renfermer les Autrichiens entre l'armée de réserve qu'il commandait et celle de Masséna, et de les forcer ainsi à recevoir le combat dans une position telle, que la défaite était pour eux une entière destruction. Pour exécuter ce mouvement hardi, il fallait faire passer toute une armée par des chemins dangereux, même pour des voyageurs ordinaires, par des sentiers étroits et presque à pic, et où un seul homme pourrait plutôt tenir pied que dix à la fois se frayer un chemin;

il fallait démonter pièce à pièce l'artillerie. Les munitions et les bagages occasionnèrent des difficultés incroyables pour être transportés sur ces rochers bordés de profonds précipices , et où l'on ne pouvait se servir de chevaux. On fut forcé aussi de faire suivre l'armée par les provisions qui lui étaient nécessaires : le pays dans lequel elle allait entrer était pauvre , habité d'ailleurs par un peuple qui avait tout lieu de se montrer hostile envers la France , et que l'on devait s'attendre à trouver prêt à se prévaloir des circonstances pour se venger de ses agresseurs.

Le plus grand secret pouvait seul assurer la réussite de cette démarche hardie : Bonaparte eut recours à un singulier moyen pour tromper l'ennemi et lui faire prendre le change sur ses projets. Des ordres, des décrets, des proclamations, servirent à donner autant de publicité que possible au dessein qu'il voulait qu'on lui supposât de prendre le commandement d'une armée de réserve qui devait se former et se réunir à Dijon. On fit beaucoup d'étalage des troupes qu'on envoya dans cette ville, quoique leur nombre ne s'élevât pas à plus de six ou sept mille hommes. Ces troupes, ainsi que le rapportèrent des espions payés par l'Autriche, étaient composées de conscrits ou de vétérans hors d'état de servir. On fit en Allemagne des caricatures qui représentaient le premier consul passant en revue un corps de jeunes enfants et d'invalides qu'on nommait ironiquement *son armée de réserve*. Lorsque ce corps d'armée fut passé en revue par le premier consul avec beaucoup de pompe et de cérémonie, on crut que Bonaparte voulait, par cette vaine démonstration, empêcher les Autrichiens d'attaquer Gènes : ainsi, sa véritable pensée ne fut point devinée.

La pacification des provinces de l'Ouest avait mis à la disposition du premier consul un grand nombre d'excellents soldats qui avaient été envoyés contre les Chouans : la tranquillité qui régnait dans Paris avait permis de faire partir de cette capitale plusieurs régiments. De nouvelles levées furent faites avec la plus grande célérité : les divisions de l'armée de réserve s'organisèrent chacune de son côté ; enfin, on indiqua plusieurs points de rendez-vous d'où les différents corps pouvaient facilement se réunir au premier signal qu'ils recevraient pour commencer les opérations.

## CHAPITRE IX.

Bonaparte quitte Paris. — Passage du Saint-Bernard.

Le premier consul quitta Paris, le 6 mai de l'année 1800, pour se rendre à Dijon, où il devait passer en revue un corps de réserve : il y arriva le 7, et le 8 il était à Genève. Il eut, dans cette dernière ville, une entrevue avec M. Necker. Napoléon eut une conversation très-intéressante avec le général Marescot, qui avait été chargé de reconnaître le Saint-Bernard, et qui l'avait gravi jusqu'au couvent des Chartreux. « Le chemin est-il praticable ? dit Bonaparte. — Il est très-difficile, mais on y peut passer, répliqua Marescot. — Eh bien ! partons, » dit Bonaparte ; et tout fut disposé pour cette marche extraordinaire.

Bonaparte arriva le 13 à Lausanne, où il joignit l'avant-garde de sa véritable armée de réserve : ce corps était composé de six régiments sous les ordres du célèbre Lannes. Ces régiments, ainsi que les autres corps destinés à cette expédition, avaient fait des marches forcées pour venir de leurs

cantonnements se réunir sur ce point. Carnot , ministre de la guerre , attendait Bonaparte à Lausanne pour lui annoncer que quinze ou vingt mille hommes détachés de l'armée de Moreau , descendaient en Italie par le Saint-Gothard pour former l'aile gauche de l'armée de réserve. Toutes ces troupes étaient nominalemeut sous le commandement de Berthier , mais le premier consul en était le véritable général en chef. Bonaparte n'en avait pas pris le titre , par égard pour la constitution , qui défendait que le premier consul commandât en personne. Il commençait déjà à éluder cette défense , et il la mit bientôt tout-à-fait de côté. L'armée pouvait s'élever à soixante mille hommes , mais un tiers de conscrits.

Du 15 au 18 mai toutes les colonnes de l'armée française se mirent en mouvement pour traverser les Alpes. Le général Thureau , à la tête d'un corps de cinq mille hommes , dirigea sa marche par le Mont-Cenis sur Exilles et Suze. Une autre division égale en nombre , commandée par le général Chabran , prit la route du petit Saint-Bernard. Bonaparte quitta Lausanne le 15 , et se porta de sa personne , avec le gros de son armée , au petit village de Saint-Pierre , où finit ce qui peut ressembler à un chemin praticable. Une montagne immense couverte de glaces s'élève en cet endroit. On n'aperçoit plus que des précipices , des glaciers , des ravins et une étendue considérable de neige que le moindre vent convertit en avalanches capables d'ensevelir des armées entières par leur chute. L'accès de ces lieux paraît impossible à tout être vivant , si ce n'est peut-être aux chamois et au chasseur. Cependant pas à pas , et homme à homme , les soldats français parvinrent à franchir cette barrière formidable que la nature a vainement placée pour arrêter l'ambition humaine. L'aspect de la vallée

appelée la *Vallée de la Désolation*, où l'on n'aperçoit que le ciel et une vaste étendue de neige, n'inspira aucune terreur au premier consul et à son armée. Les Français passèrent par des chemins où jusqu'alors les chasseurs seuls et quelques voyageurs hardis étaient se risquer. L'infanterie, chargée de ses armes et de ses bagages, avançait difficilement, et les cavaliers conduisaient plus péniblement encore leurs chevaux. La musique était, comme à l'ordinaire, en tête des régiments, et jouait par intervalles; lorsque le passage devenait plus difficile, les tambours battaient la charge comme pour encourager les soldats à braver la nature elle-même. L'artillerie, sans laquelle on ne pouvait rien entreprendre, avait été démontée et introduite dans des arbres creusés exprès. Chaque pièce était traînée par cent hommes, et les troupes se faisant un point d'honneur d'emmener leurs canons, remplirent cette tâche pénible, non-seulement avec gaité, mais avec enthousiasme. Les affûts, les équipages furent démontés et portés à dos de mulet, ou confiés aux soldats, qui les faisaient avancer avec des leviers, et se relevaient l'un l'autre; les munitions furent transportées de la même manière. Pendant qu'une moitié des soldats étaient occupés ainsi, les autres marchaient avec les fusils, les cartouches, les havresacs et les provisions de leurs camarades, outre leur propre bagage. On évalua que chaque homme, ainsi chargé, portait un poids de soixante à soixante-dix livres, et c'est avec un tel fardeau que les soldats gravirent et redescendirent des rochers escarpés qui n'offraient qu'un immense désert de neige, où un homme sans aucun fardeau n'aurait pu marcher que très-lentement.

Bonaparte se mit en route longtemps après que l'armée eut commencé à défiler par le Saint-Bernard, un seul guide était

avec lui. Suivant le paysan suisse qui l'accompagna en cette qualité, il avait un chapeau à trois cornes et sa redingote grise d'habitude. Il marchait en silence, et il n'adressa la parole à son guide que de temps en temps pour lui faire quelques brièves questions sur la nature du pays. Il retombait dans le même silence aussitôt que le guide avait répondu. Lorsque sa marche était arrêtée par quelque halte faite par l'artillerie ou les bagages, il ordonnait qu'on surmontât tout obstacle et qu'on se remit en marche. Ses ordres étaient exécutés sur-le-champ.

Ces intrépides soldats arrivèrent enfin au couvent des moines du Saint-Bernard. Jusque-là les soldats n'avaient pu recevoir aucun rafraîchissement et n'avaient eu que quelques morceaux de biscuit trempés dans la neige. Les bons pères, qui ont coutume de faire un magasin considérable de provisions, distribuèrent aux soldats, à mesure qu'ils défilaient devant le couvent, du pain, du fromage et du vin.

La descente sur le revers de la montagne fut plus difficile et plus périlleuse encore pour la cavalerie, que ne l'avait été la montée. L'armée n'y fit cependant que des pertes peu considérables; elle ne se reposa à l'entrée de la nuit qu'après avoir franchi un espace de quatorze lieues de France. Le lendemain matin, 16 mai, l'avant-garde prit possession d'Aoste, village du Piémont, et où commence la vallée du même nom, qui est arrosée par la Doria.

Ainsi fut exécuté le célèbre passage du mont Saint-Bernard.

Un parti autrichien fut d'abord rencontré et défait par Lannes à Châtillon, mais le fort de Bard arrêta la marche de l'armée. Cette petite citadelle, située sur un rocher à pic, occupe, ainsi que la petite ville de Bard qu'elle domine,

la rive gauche de la Doria, au point où la vallée se rétrécit tellement par le rapprochement des montagnes, que le fort et la ville en ferment l'entrée entièrement. Cette barrière formidable menaçait de renfermer les Français dans une vallée où leurs moyens de subsistance eussent été promptement épuisés. Le général Lannes fit un effort désespéré pour enlever ce fort ; mais les premières troupes qui s'avancèrent furent foudroyées par le feu de l'ennemi. On abandonna l'attaque.

Bonaparte voulut reconnaître lui-même les lieux ; il fut obligé de gravir un rocher énorme, appelé l'Albarédo, dominant le fort et la ville de Bard, et formant un précipice du côté de l'une des montagnes qui ferment le val d'Aoste. Il jugea qu'on pouvait prendre la ville d'assaut, mais que le fort ne pouvait être enlevé par un coup de main. En conséquence, la ville fut prise à l'escalade ; mais les Français n'y trouvèrent qu'un faible refuge contre l'artillerie du fort, dans les maisons que les Autrichiens n'avaient pas voulu raser par égard pour les habitants. Bonaparte profita de cette diversion pour faire passer une grande partie de son armée par un sentier étroit que les pionniers taillaient dans le roc ; la cavalerie et l'infanterie sur une seule file gravirent et redescendirent le rocher d'Albarédo, et parvinrent ainsi à se soustraire au canon du fort de Bard.

Une difficulté plus grande restait encore à vaincre. Il était impossible, du moins sans perdre un temps précieux, que l'artillerie passât par l'Albaredo ; et cependant si on l'abandonnait, on ne pouvait plus agir contre les Autrichiens et tout l'espoir de la campagne était détruit.

Pendant ce temps, le commandant du fort ; auquel l'apparition de cette nombreuse armée semblait l'effet d'un en-

chamment, envoyait message sur message pour prévenir Mélas , alors devant Gênes , que plus de trente mille Français avaient franchi les Alpes , et débouchaient par des chemins que jusqu'alors on avait dû croire impraticables à la marche d'une armée ; qu'ils occupaient la vallée d'Aoste , et cherchaient à se frayer un passage à travers le rocher d'Albaredo. Mais il jura à son général en chef qu'il ne laisserait passer dans la ville ni un seul canon , ni une seule caisse de munitions , et que par conséquent , comme il était de toute impossibilité que l'artillerie fût transportée au-delà de l'Albarédo , Bonaparte ne se hasarderait pas sans elle à descendre dans la plaine.

Quelque vraisemblable que fût l'assurance donnée à Mélas , par le gouverneur du château de Bard , cependant elle se trouva démentie. L'artillerie française avait déjà traversé la ville sous le feu du fort , sans que la garnison s'en fût aperçue. On était parvenu à exécuter cette manœuvre importante en couvrant les rues de terre et de fumier , en enveloppant de paille et de branchages les canons et les roues des caissons , et en les faisant trainer par des soldats avec le plus grand silence. Quoique la garnison ne soupçonnât rien de ce qui avait lieu , elle faisait feu parfois , et elle tua ou blessa un assez grand nombre d'artilleurs ; ce qui prouve que si le feu des Autrichiens eût été vivement soutenu , les Français n'auraient jamais pu passer.

La division du général Chabran , presque toute composée de conscrits , resta pour réduire le fort de Bard , qui continua à tenir jusqu'à ce que les Français fussent parvenus , à force de travaux , à établir une batterie sur le sommet du rocher , et une grosse pièce de canon dans le clocher de l'église. Il n'est pas inutile de faire observer que la résistance de cette petite



place, dont on ne s'était nullement occupé dans le plan de campagne, faillit rendre inutile la marche pénible de l'armée à travers le Saint-Bernard, et aurait pu même occasionner son entière destruction; nouvelle preuve que les plus habiles généraux ne peuvent calculer avec certitude toutes les chances de la guerre.

Sortie enfin de ce pas dangereux, l'avant-garde de Bonaparte s'avança dans la vallée jusqu'à Ivrée. Le général Lanzen enleva la ville d'assaut : plus loin, à Romano, il combattit et défit une seconde fois la division autrichienne qui avait défendue Ivrée. Les routes de Turin et de Milan furent alors ouvertes à Bonaparte; il n'avait plus qu'à choisir celle qui convenait le mieux à ses desseins. Il fit rafraîchir ses troupes à Ivrée pendant quatre jours, pour les préparer à de nouvelles entreprises.

Pendant ce temps, les autres colonnes s'avançaient pour opérer leur jonction avec le principal corps d'armée, comme il avait été réglé par le plan de campagne. Thureau qui avait franchi les Alpes par la route du mont Cénis, s'était emparé des forts de Suze et de la Brunette. Les quinze ou vingt mille hommes que le ministre de la guerre Carnot avait détachés de l'armée de Moreau, débouchaient par le Saint-Gothard et le Simplon, pour soutenir les opérations du premier consul, et former l'aile gauche de son armée.

## CHAPITRE X.

Situation de Mélas.

Nous avons déjà dit que, dès l'ouverture de la campagne de

1800, les Autrichiens s'étaient flattés que leur armée d'Italie après avoir pris Gênes et Nice, pénétrerait en Provence par la frontière du Var, et parviendrait peut-être à s'emparer de Toulon et de Marseille. Afin de réaliser cette espérance, Mélas avait laissé en Piémont des forces qu'il croyait suffisantes, et s'était avancé vers Gênes que Masséna se préparait à couvrir et à défendre. Plusieurs combats meurtriers avaient eu lieu entre ces deux généraux.

Au mois de mars, la flotte anglaise commandée par lord Keith parut devant Gênes, et bloqua le port si étroitement, qu'il ne fut pas possible de faire parvenir aucun secours ni aucune provision aux assiégés.

Le 6 avril, Mélas avait coupé, par une adroite manœuvre, la ligne des Français, et pris Vado. Suchet, qui commandait l'aile gauche de Masséna, fut tout-à-fait séparé de son général, et repoussé vers la France. Des marches, des manœuvres, des combats sanglants se succédèrent avec rapidité; et les Français, malgré l'avantage qu'ils obtinrent en plusieurs occasions, ne purent cependant rétablir la ligne de communication entre Suchet et Masséna. Suchet, contraint d'opérer sa retraite, ne cédait que pas à pas; il prit position à Borghetto, tandis que Masséna se renfermait dans Gênes, ou du moins prenait position sous ses remparts. Mélas se rapprochait toujours de plus en plus, lorsque Masséna, par une attaque très-vive, chassa les Autrichiens de leurs postes avancés, les força à la retraite, fit douze cents prisonniers, et prit quelques drapeaux. Mais les Français étaient épuisés, même par leurs succès, et ils ne purent poursuivre l'ennemi; ils restèrent sous les murs de la ville où la famine commençait se faire sentir. Les assiégés étaient déjà réduits à manger

les chevaux, les chiens, et d'autres animaux plus dégoûtants encore; il était évident que la place serait bientôt forcée de se rendre.

Persuadé de la chute prochaine de Gênes, Mélas, au commencement de mai, abandonna la conduite du siège au général Ott, et se porta en personne contre le corps d'armée du général Suchet, qu'il fit reculer devant lui en désordre; Suchet accablé par le nombre, fit sa retraite jusqu'au delà de la frontière. Le 14 mai, Mélas entra à Nice, et commença ainsi l'invasion projetée. Le 14, les Autrichiens attaquèrent de nouveau Suchet qui avait concentré toutes ses forces sur le Var, dans l'espoir de protéger le territoire français. Trouvant sur ce point une plus forte résistance qu'il ne l'avait prévu, Mélas résolut de passer le Var beaucoup plus haut, et de tourner ainsi la position occupée par Suchet.

Les nouvelles que ce général reçut le 24 arrêterent toutes ses opérations contre Suchet, et le rappelèrent en Italie pour faire face à un plus redoutable antagoniste. On l'informait que le premier consul, après avoir franchi le Saint-Bernard, et traversé la ville d'Aoste malgré l'opposition du fort de Bard, menaçait à la fois le Piémont et le Milanais. Ces nouvelles étaient aussi inattendues qu'embarrassantes. Mélas voyait ainsi son artillerie et ses magasins à la merci de Bonaparte. Les communications du général autrichien avec l'Italie étaient interrompues par cette subite invasion; il pouvait craindre avec raison que les troupes chargées du soin de défendre la frontière et qui, par conséquent, étaient répandues sur plusieurs points ne fussent entièrement détournées par l'armée française, dont on ignorait encore la force numérique; cependant si Mélas revenait en Piémont, il devait abandonner son attaque contre Su-

chet, et lever le siège de Gênes au moment où cette ville importante était près de se rendre.

Mélas persistait à croire que l'armée de réserve des Français ne pouvait guère excéder vingt mille hommes ; et il supposa que le principal objet de cette irruption hardie du premier consul, si ce n'était pas le seul, était de faire lever le siège de Gênes, et d'empêcher l'invasion de la Provence. Il résolut de marcher contre Bonaparte, et de ne conduire avec lui que les troupes qui, jointes à celles qu'il avait laissées en Italie, lui suffiraient pour s'opposer avec avantage aux projets des Français. Il pouvait ainsi conserver devant Gênes une armée assez forte pour continuer le siège, assurer la prise de cette ville, et placer un corps d'observation sur le point occupé par Suchet, afin de reprendre l'offensive aussitôt que le premier consul serait battu ou repoussé.

Ce corps d'observation était confié au général Ellenitz qui, avait pris à Roye une forte position, et s'y était retranché ; il avait l'ordre de surveiller Suchet, de couvrir Gênes et d'empêcher qu'on ne vint du côté des frontières françaises faire lever le siège de cette ville.

Aussitôt que Masséna vit l'armée autrichienne affaiblie par le départ de Mélas, il fit attaquer vigoureusement les troupes du général Ott, mais cette tentative ne fut pas heureuse ; les Français furent battus, et Soult, qui s'était joint à Masséna, fut grièvement blessé, et fait prisonnier. Cependant Gênes tenait encore. Un officier était parvenu à pénétrer dans la place, et y avait porté la nouvelle de l'entrée de Bonaparte en Piémont. Le courage s'était ranimé un moment ; mais les habitants étaient en proie à la famine et avaient peu d'espoir d'être promptement secourus.

Les soldats recevaient de très-petites rations de vivres, les habitants encore moins, et les prisonniers autrichiens, qui étaient au nombre de huit mille, n'obtenaient presque rien. A la fin, la situation des affaires parut désespérée. La nombreuse population de Gênes, poussée par le désespoir, demanda à grands cris qu'on se rendît. Bonaparte, disait-on, n'avait pas coutume de marcher si lentement; il eût déjà secouru la ville s'il avait pu le faire, mais il fallait qu'il eût été défait et repoussé par les forces supérieures de Mélas. La reddition de la ville fut demandée par les habitants avec de violentes menaces, et Masséna n'était pas dans une situation à s'y opposer plus longtemps.

Cependant si ce brave général eût suspendu de quelques heures la reddition de Gênes, il n'y aurait eu aucune nécessité de la remettre aux Autrichiens. Le général Ott venait de recevoir l'ordre de lever le siège en toute hâte, et de se porter sur le Pô, afin d'arrêter Bonaparte, qui marchait sur Milan avec des forces considérables. L'officier qui avait apporté cet ordre venait d'être admis auprès du général Ott, lorsque le général Andrieux, se présentant de la part de Masséna, annonça au général autrichien que la place lui serait rendue à condition que les troupes en sortiraient avec armes et bagages. Il ne restait pas assez de temps aux généraux autrichiens pour discuter les termes de la capitulation, et celle que Mélas accorda à Masséna était si favorable, qu'elle aurait dû lui faire soupçonner dans quel état fâcheux se trouvait l'armée assiégeante. La convention, conclue le 5 juin 1800, permit aux Français d'évacuer Gênes sans déposer les armes.

## CHAPITRE XI.

Prise de Milan. — Bataille de Marengo.

Mélas avait abandonné ses opérations sur le territoire génois, et se portant avec la moitié de son armée sur Turin, il avait fixé son quartier-général à Coni, s'imaginant toujours que Bonaparte s'avancerait de ce côté, soit pour s'emparer de la capitale du Piémont, soit pour chercher à sauver Gênes. Dans la première de ces suppositions, Mélas se croyait assez fort pour recevoir le premier consul; dans la seconde, il pouvait le poursuivre; et enfin, dans toutes deux, il rassemblerait promptement des forces suffisantes pour embarrasser sa marche ou sa retraite. Mais le plan de campagne de Bonaparte était bien différent de celui que Mélas croyait avoir deviné. Il voulait passer les rivières de Sesia et de Tesino, laisser Turin et Mélas derrière lui, marcher directement sur Milan, et opérer sa jonction avec les vingt mille hommes détachés de l'aile droite de l'armée de Moreau, qui, sous le commandement de Moncey, avaient franchi le Saint-Gothard, et étaient près de s'unir à lui.

Après qu'Ivrée eût été si vaillamment enlevée par le général Lannes, qui commandait l'avant-garde, Bonaparte lui ordonna de pousser plus avant sur la route de Turin. Victorieux à Romaro, Lannes marcha sur Chiavasso, comme s'il voulait poursuivre les avantages qu'il venait d'obtenir, et s'empara de tous les bateaux et de toutes les barques qu'il put trouver, montrant par là qu'il allait faire construire à cet endroit un pont sur le Pô. Cette manœuvre attira l'attention de Mélas : elle pouvait avoir pour but d'attaquer Turin ou de faire

déboucher des troupes sur Gènes. Mais comme le général autrichien était en même temps alarmé de la marche du général Thureau, qui venait de franchir le Mont-Cenis, et avait pris Suse et la Brunette, ce qui ne laissait plus douter que l'intention du premier consul ne fût de se rendre maître de Turin, Mélas en fut persuadé, et agit d'après cette idée. Il envoya un fort détachement pour empêcher la construction du pont; et pendant que toute son attention était fixée de ce côté, Bonaparte prit la route de Milan, que les Autrichiens laissaient libre. Verceil fut occupé par la cavalerie de Murat, et l'armée passa la Sesia sans obstacle. Mais sur le Tesin, rivière large et rapide, elle rencontra une véritable opposition; cependant les Français trouvèrent quatre ou cinq petits bateaux qui servirent à faire passer quelques détachements sous les ordres du général Gérard, pour protéger l'établissement d'un pont. Presque toutes les forces des Autrichiens consistaient en cavalerie, qui fut inutile sur les rives escarpées et boisées du Tesin. Les Français effectuèrent le passage, et le 2 juin Bonaparte entra dans Milan, où il fut reçu avec des acclamations de joie par tous ceux qui désiraient le rétablissement de la république cisalpine. Les Autrichiens n'étaient nullement préparés à ce mouvement. Pavie tomba au pouvoir des Français; ils occupèrent Lodi et Crémone, et investirent Pizzighetone.

Bonaparte choisit le palais ducal pour sa résidence, et y reçut les députations des divers corps de l'état. Il s'occupa de l'organisation du gouvernement cisalpin, pendant qu'il attendait avec impatience Moncey et sa division. Ils arrivèrent enfin; mais leur marche avait été plus lente que ne l'aurait voulu le premier consul, qui brûlait d'envoyer au secours de Gènes.

Mélas, quoique excellent officier, montra dans cette campagne un peu de cette lenteur attribuée à ses compatriotes, ou de l'irrésolution naturelle à son grand âge, car il avait alors quatre-vingts ans; et c'était un tel adversaire qu'on opposait à Bonaparte.

La situation de Mélas devenait de plus en plus critique. Ses communications avec la rive gauche du Pô étaient entièrement coupées, et les Français tenant toute la ligne depuis le fort de Bard jusqu'à Plaisance, occupaient la plus belle partie de l'Italie septentrionale, tandis que Mélas se trouvait confiné dans le Piémont. De plus, l'armée autrichienne était divisée en deux parties; celle que commandait le général Ott était encore près de Gênes, qui venait de se rendre; l'autre était à Turin avec Mélas. Ces deux positions étaient loin d'être bonnes. Le corps d'armée d'Ott était observé sur sa droite par Suchet, dont l'armée venait d'être renforcée de toute la garnison de Gênes, qui avait évacué la ville sans déposer les armes; et il était présumable que de ce côté les Français ne tarderaient pas à reprendre l'offensive. Il était à craindre aussi que Bonaparte, portant au-delà du Pô des forces considérables, attaqué et détruisit la division du général Ott, ou même celle de Mélas, avant que ces deux généraux eussent pu opérer leur jonction. Afin de prévenir ce qui eût ainsi entraîné leur ruine, Ott reçut l'ordre de se diriger sur le Tesin, pendant que Mélas marchait sur Alexandrie pour rétablir ses communications avec son lieutenant.

Bonaparte, de son côté, empressé de secourir Gênes, dont il ignorait encore la reddition, résolut de forcer le passage du Pô, et de chasser les Autrichiens, qui occupaient les villages de Casteggio et de Montebello. C'étaient ces mêmes troupes



que Bonaparte croyait trouver devant Gênes, et qui, ayant marché vers l'occident, avaient pris ces positions conformément aux ordres de Mélas.

Le général Lannes, qui commandait l'avant-garde de l'armée française, comme de coutume, fut attaqué de grand matin, et eut beaucoup de peine à se maintenir. La nature du terrain favorisait la cavalerie autrichienne; elle chargea vigoureusement les Français, qui commençaient à plier, lorsque la division de Victor vint au secours de celle du général Lannes. Alors la victoire ne fut pas longtemps douteuse, quoique les Autrichiens combattissent avec le plus grand courage. La hauteur des blés, et surtout des seigles, qui, couvrant le terrain, masquaient les différents corps, ne leur permettait de s'attaquer qu'à la baïonnette et sans avoir pu estimer la force de leurs adversaires, ce qui occasionna un très-grand carnage. A la fin, les Autrichiens se décidèrent à opérer leur retraite, laissant le champ de bataille couvert de leurs morts, et plus de cinq mille prisonniers dans les mains de leurs ennemis.

Le général Ott rallia les débris de son armée sous les murs de Tortone. Ce fut par les prisonniers faits à la bataille de Montebello, ainsi que fut nommé ce dernier combat, que Bonaparte apprit la reddition de Gênes. Voyant l'inutilité de l'entreprise qu'il projetait pour sauver cette ville, il fit faire halte à son armée pendant trois jours à Stradella, ne se souciant pas de s'avancer dans la plaine de Marengo, persuadé comme il l'était que Mélas serait forcé de venir lui livrer bataille, malgré le désavantage qu'il y avait pour la cavalerie autrichienne à l'attaquer dans la position qu'il avait choisie. Il envoya à Suchet l'ordre de traverser les montagnes par le

col de Cadibona , et de marcher vers la Scrivia afin de se porter sur les derrières de l'armée autrichienne.

Ce fut pendant la bataille du 14 que le général Desaix , qui arrivait d'Egypte , rejoignit le premier consul. Débarqué à Fréjus , où une foule d'embarras semblaient le retenir pour le préserver du sort qui l'attendait , il avait reçu des lettres de Bonaparte qui l'invitaient à venir le trouver sans délai. Le ton de ces lettres décelait un esprit mécontent et soucieux. « Il est venu à bout de tout ce qu'il voulait , dit Desaix , qui était sincèrement attaché à Bonaparte , et cependant il n'est pas heureux ! » Peu après , en lisant la relation de sa marche sur le Saint-Bernard , il ajouta : « Il ne nous laissera rien à faire. » Il prit aussitôt la poste pour aller se mettre sous le commandement de son ancien général , et pour voler au-devant de la mort qui l'atteignit si prématurément. Les deux généraux eurent ensemble une conversation intéressante sur l'Egypte ; Bonaparte semblait tenir encore à cette contrée , comme si sa gloire y était inséparablement engagée. Desaix reçut immédiatement le commandement de la division qui avait été jusqu'alors sous les ordres de Boudet.

Sur ces entrefaites , Mélas avait quitté Turin , et fixé depuis deux jours son quartier-général à Alexandrie. Cependant il ne pensait pas , ainsi que Bonaparte s'y était attendu , à marcher sur la position française de Stradella pour s'ouvrir le chemin de Mantoue ; de sorte que le premier consul fut obligé de se porter sur Alexandrie , dans la crainte que les Autrichiens ne lui échappassent. Ils le pouvaient par une marche sur leur flanc gauche , vers le Tesin , pour passer cette rivière , ou par un mouvement à droite , en se repliant sur Gênes pour accabler Suchet , et prendre une position telle , que

leur droite fût couverte par la ville de Gènes, tandis que du côté de la mer ils auraient pu recevoir des renforts et des provisions, étant protégés sur leur flanc par l'escadre anglaise.

Chacun de ces mouvements pouvait avoir des conséquences alarmantes ; et Bonaparte, impatient et craignant que l'ennemi ne lui donnât le change, avança son quartier-général le 12 à Voghera, et le 13 à San-Juliano, au milieu de la plaine de Marengo. Cependant, comme il n'eut point encore de nouvelles de l'ennemi, le premier consul en conclut que probablement Mêlas, plutôt que de hasarder une bataille, malgré l'avantage que lui offrait une plaine très-unie, avait préféré se retirer d'Alexandrie sur Gènes. Il fut d'autant plus confirmé dans cette opinion, qu'en poussant en avant jusqu'à Marengo il trouva ce village occupé par une arrière-garde autrichienne qui, sans s'obstiner à défendre ce poste, l'évacua après une courte résistance. Le premier consul ne douta plus que Mêlas ne lui eût dérobé un mouvement de flanc, et il conjectura que c'était par sa droite. Il donna ordre à Desaix, auquel il avait confié le commandement de la réserve, de marcher sur Rivolta pour observer les communications avec Gènes ; et de cette manière la réserve se trouva éloignée de l'armée d'une demi-journée de marche, ce qui manqua d'influer de la manière la plus funeste sur le sort de la bataille.

Contrairement à ce que Bonaparte avait présumé, le général autrichien, trouvant le premier consul sur son front, et sachant que Suchet était sur ses derrières, s'était décidé, après avoir pris l'avis d'un conseil de guerre, à tenter le sort des armes dans une action générale. C'était une résolution hardie, mais non pas téméraire. Les Autrichiens avaient la

supériorité numérique en infanterie et en artillerie ; ils avaient aussi une cavalerie plus forte et par le nombre et par la discipline ; et la plaine de Marengo était favorable aux manœuvres de cette arme. En conséquence, dans la soirée du 13, **Mélas** concentra ses forces devant Alexandrie, séparé ainsi, par le cours de la **Bormida**, du champ de bataille sur lequel il se proposait de combattre. Détrompé sur les intentions de l'ennemi, **Bonaparte** fit faire en toute hâte les préparatifs nécessaires pour recevoir le combat, et ne manqua pas d'envoyer à **Desaix** l'ordre de revenir joindre l'armée aussi promptement que possible. Ce général avait déjà poussé si loin sur la route de **Rivolta**, quand il reçut ce contre-ordre, que, bien qu'il fit la plus grande diligence, on se battait depuis plusieurs heures lorsqu'il arriva.

**Bonaparte** avait fait les dispositions suivantes : le village de **Marengo** était occupé par les divisions **Gardanne** et **Chambarlhac** ; elles étaient sous les ordres de **Victor**, ainsi que deux autres divisions destinées à soutenir les premières. Il étendit sa gauche jusqu'à **Castel-Ceriolo**, petit village situé presque parallèlement à celui de **Marengo**. Derrière cette première ligne, une brigade de cavalerie, commandée par **Kellermann**, était prête à protéger les flancs de la ligne, ou à déboucher entre ses intervalles, si l'occasion s'en présentait, pour attaquer l'ennemi. En arrière de la première ligne, et à mille toises environ, était une seconde ligne commandée par **Lannes**, et soutenue par la brigade de cavalerie de **Champeaux**. Sur les derrières de **Lannes**, et à une égale distance, était placée une forte réserve, ou troisième ligne, composée de la division de **Carra-Saint-Cyr** et de la garde consulaire à la tête de laquelle était **Bonaparte** en personne. Tel fut l'ordre de bataille :

ainsi les Français, dans ce jour mémorable, furent séparés en trois divisions distinctes, chacune composée d'un corps d'armée. Ces lignes étaient environ à trois quarts de mille l'une de l'autre,

Les forces que les Français déployèrent au commencement de cette journée étaient de plus de vingt mille hommes; mais, la réserve que commandait Desaix, éleva plus tard ce nombre jusqu'à trente mille. Les Autrichiens attaquèrent avec environ quarante mille hommes. Les deux armées étaient également animées, déterminées à vaincre, et pleines de confiance en leur général. Les Autrichiens comptaient sur la bravoure et l'expérience de Mélas; les Français sur le génie et la fortune de Bonaparte. Ce qui est très-certain, c'est que la bataille devait être décisive, et que pour l'un et pour l'autre des deux partis la défaite serait une complète destruction. Si Bonaparte était battu, il ne pouvait que très-difficilement opérer sa retraite sur Milan; et Mélas trouvait Suchet sur ses derrières s'il était repoussé.

De grand matin les Autrichiens, en trois colonnes, passèrent la Bormida sur trois ponts, et s'avancèrent dans le même ordre. Les colonnes de la droite et du centre consistaient en infanterie et étaient commandées par les généraux Haddick et Kaine; la colonne de gauche, composée entièrement de troupes légères et de cavalerie, tourna le village de Castel-Coriolo sur lequel s'appuyait, ainsi que nous l'avons dit, l'extrême droite des Français. Vers sept heures du matin, Haddick attaqua Marengo avec fureur, et la division Gardanne, après avoir vaillamment combattu, se trouva dans l'impossibilité de maintenir ce poste. Victor vint soutenir Gardanne, et chercha à couvrir le village par un mouvement oblique. Mélas, qui commandait

en personne la colonne du centre des Autrichiens , vint renforcer Haddick , et par leurs efforts réunis , le village de Marengo , après avoir été pris et repris plusieurs fois , fut finalement emporté.

Les divisions de Victor et de Gardanne étant rompues et repoussées de Marengo , cherchèrent à se rallier à la seconde ligne commandée par Lannes. Ceci se passait vers neuf heures du matin. Une colonne autrichienne manœuvra pour tourner Lannes , et le prendre en flanc ; elle n'y put réussir , mais en même temps , une autre , plus heureuse , se fit jour à travers le centre de la division de Victor , la mit en désordre , et , découvrant ainsi l'aile gauche de Lannes , le força à la retraite. Ce général se retira en assez bon ordre ; mais les troupes de Victor ayant rompu leurs rangs , fuirent vers l'arrière-garde et dans la plus grande confusion.

La colonne de cavalerie autrichienne qui avait tourné Castell-Cerriolo parut alors sur le champ de bataille , et menaça la droite de Lannes , qui seule n'avait point été ébranlée. Bonaparte détacha de la troisième ligne ou réserve deux bataillons de la garde consulaire , qui se formèrent en carrés derrière l'aile droite de Lannes , l'aidèrent à se maintenir , et attirèrent sur eux l'attention de la cavalerie ennemie. Le premier consul , dont le poste était facile à reconnaître par les bonnets à poil d'une garde de deux cents grenadiers , conduisit lui-même la division Monnier , dont le secours était si nécessaire , et qui venait d'arriver à l'instant même : c'était l'avant-garde de la réserve de Desaix qui revenait de la demi-journée de marche qu'elle avait faite sur Rivolta. Cette division fut , avec la garde , employée à soutenir l'aile droite de Lannes , et une brigade de cette même division en fut détachée et se jeta dans Castel-

**Cerisolo.** Ce village devint le point d'appui de l'extrême droite de Bonaparte. Les Autrichiens avaient commis la faute inconcevable de ne pas occuper en forces ce point important quand leur colonne de gauche le dépassa au commencement de l'action. En même temps, Bonaparte s'efforçait de retarder les progrès de l'ennemi par plusieurs charges de cavalerie. Son aile gauche était complètement mise en fuite; le centre était dans un grand désordre; et son aile droite seule, vivement soutenue, avait pu conserver sa position.

Dans ces circonstances, le sort de la journée parut lui être si contraire, que, pour prévenir la défaite de son aile droite, il fut contraint de se retirer devant un ennemi supérieur en nombre, et particulièrement en cavalerie et en artillerie. Mais ce mouvement fut plutôt un changement de front en arrière qu'une retraite absolue, puisque l'aile droite française, continuant d'occuper Castel-Cerisolo, qui formait le pivot de la manœuvre, reçut l'ordre de se retirer très-lentement, le centre un peu plus vite, et la gauche au simple pas accéléré. De cette manière, toute la ligne de bataille changea de direction; et, au lieu de s'étendre diagonalement à travers la plaine comme au commencement de l'action, les Français occupèrent une position *oblongue*, la gauche s'étant retirée aussi loin que San-Juliano, où elle fut protégée par les troupes de Desaix. La division de ce général, seule réserve qu'il y eût alors était enfin arrivée sur le champ de bataille et avait pris, par l'ordre de Bonaparte, une forte position en avant du village de San-Juliano, sur lequel les Français étaient forcés de se replier, une grande partie de l'aile gauche dans le désordre d'une véritable déroute, l'aile droite en bon ordre, et, par intervalles, faisant face à l'ennemi, et soutenant ses attaques avec fermeté.

Dans ce moment même où la victoire semblait lui appartenir, les forces du général Mélas, qui, âgé de quatre-vingts ans, était à cheval depuis plusieurs heures, lui manquèrent entièrement : il fut obligé de quitter le champ de bataille et de rentrer dans Alexandrie, laissant au général Zach le soin de compléter le succès d'une bataille qui semblait déjà gagnée.

Mais la position que Desaix avait prise à San-Juliano offrait au premier consul un point de ralliement dont il avait alors grand besoin. Son corps de réserve se plaça sur deux lignes en avant du village. Les flancs, soutenus par des bataillons *en potence*, se formèrent en colonnes serrées d'infanterie : une partie de l'artillerie était à la gauche ; Kellermann se plaça à droite, à la tête d'une forte cavalerie, qui après avoir été mise en déroute au commencement de la journée, s'était ralliée sur ce point. Desaix occupait le terrain où le grand chemin forme une sorte de défilé, ayant, d'un côté, un bois, et de l'autre des vignobles.

Les soldats français sont peut-être ceux qui savent le mieux se rallier lorsqu'ils sont dispersés. Les fuyards de la division de Victor, quoique dans un désordre extrême, se jetèrent sur les derrières de la position de Desaix, et, couverts par ses troupes, formèrent de nouveau leurs rangs et reprirent courage. Cependant, lorsque Desaix vit la plaine couverte de fuyards, et Bonaparte lui-même en pleine retraite, il pensa que tout était perdu. Ils se rencontrèrent au milieu de cette grande confusion plus apparente que réelle, et Desaix dit à Bonaparte : « La bataille est perdue, je suppose que je ne puis rien faire de plus pour vous que d'assurer votre retraite. — En aucune façon, répondit le premier consul ; je suis sûr que la bataille est gagnée. Les troupes que vous voyez en désordre



sont mon centre et ma gauche que je rallierai à votre arrière-garde : portez votre colonne en avant. »

A l'instant, Desaix, à la tête de la neuvième brigade légère, chargea vivement les Autrichiens, fatigués d'avoir combattu pendant tout le jour, et que leur poursuite précipitée commençait à mettre en désordre. Au moment même où Desaix avançait sur l'ennemi, ce combat, si critique et si heureux pour Bonaparte, devint fatal à Desaix. Il tomba frappé à la tête d'un coup mortel ; mais ses soldats continuèrent l'attaque avec fureur, et Kellermann, chargeant en même temps la colonne autrichienne, perça ses rangs et sépara six bataillons, qui, surpris et frappés de terreur, mirent bas les armes. Zach, qui, en l'absence de Mélas, commandait l'armée, fut pris avec eux. Les Autrichiens furent alors repoussés à leur tour. Bonaparte, parcourant à cheval la ligne française, criait aux soldats : « C'est assez reculer, marchons en avant ; vous savez que je couche toujours sur le champ de bataille. »

Les Autrichiens avaient poursuivi leurs avantages avec une précipitation imprudente, et sans songer à l'appui qu'un corps doit toujours être à même de prêter à un autre dans la circonstance. En avançant aussi inconsidérément, ils exposèrent leur flanc gauche au feu de la droite de Bonaparte, qui était restée en bon ordre, et se trouvèrent pris tout-à-fait au dépourvu par cette attaque générale si inattendue et si vive. Ils furent forcés sur tous les points, poursuivis à travers la plaine en essayant une perte immense, et ne purent s'arrêter que lorsqu'ils eurent été repoussés au-delà de la Bormida. Au lieu de se former en escadrons pour protéger la retraite, leur belle cavalerie s'enfuit en désordre, au grand galop, et renversant tout ce qui se trouvait devant elle. Au passage de la Bormida,

la confusion fut des plus grandes ; des corps entiers furent abandonnés sur la gauche, et se rendirent aux Français dans la nuit suivante ou le lendemain matin.

En lisant les détails de la bataille de Marengo, il est évident que la victoire fut arrachée des mains des Autrichiens, lorsque, par les fatigues de cette journée, ils furent devenus trop faibles pour la conserver. S'ils avaient été soutenus par des réserves, ils n'auraient point essuyé ce revers. De plus, il paraît certain que le sort de cette journée fut décidé par l'arrivée de Desaix, qui revint juste au moment où il était si nécessaire. En effet, malgré les habiles dispositions du premier consul, qui lui fournirent les moyens de soutenir si longtemps le choc des Autrichiens, il eut été complètement battu si Desaix n'avait pas opéré sa contre-marche avec autant de diligence. Les militaires ont été plus loin dans leur jugement : ils ont pensé que Mélas était coupable d'une grande erreur, en n'ayant pas occupé tout d'abord Castel-Ceriol, et que l'apparence d'une victoire prochaine conduisit les Autrichiens à être trop peu sur leurs gardes lorsqu'ils s'avancèrent jusqu'à San-Juliano.

Les pertes essuyées par les Autrichiens paraissant alors irréparables, le général Mélas résolut de sauver les restes de son armée, en faisant proposer à Bonaparte, le 45 juin 1800, une convention, ou plutôt une capitulation, par laquelle il consentait, s'il lui était permis de se retirer derrière Mantoue, à céder Gênes et toutes les places fortifiées que les Autrichiens possédaient en Piémont, dans la Lombardie et les légations romaines. Bonaparte accéda d'autant plus volontiers à ces propositions, qu'il savait qu'une armée anglaise était sur le point d'arriver sur la côte. Nous avons déjà fait observer que sa pru-

dente politique l'empêchait de pousser au désespoir un ennemi puissant ; il sut se contenter de la gloire d'avoir réparé , par les batailles de Mentebello et de Marengo , toutes les pertes éprouvées par les Français dans la désastreuse campagne de 1799. Bonaparte en avait fait assez pour montrer que si la fortune de la France avait changé et s'était éclipsée après son départ pour l'Egypte , elle brillait d'un nouvel éclat depuis que cet enfant du destin était revenu pour la diriger. Il conclut avec Mélas une armistice assez long pour avoir le temps de faire avec l'Autriche une paix glorieuse. Les armées du Rhin , aussi bien que celles d'Italie , furent comprises dans cet armistice (1).

## CHAPITRE XII,

Bonaparte part de Milan pour revenir à Paris. — Concordat.

Deux jours ayant été employés à régler les arrangements que la convention avec Mélas rendait nécessaires , Bonaparte revint , le 17 juin , à Milan , où il modifia encore une fois la constitution républicaine qu'il avait donnée aux provinces cisalpines. Il fit aussi plusieurs autres actes d'autorité. Quoiqu'il fût mécontent de Masséna pour avoir rendu Gênes aux Autrichiens , il ne l'en nomma pas moins commandant en chef de l'armée d'Italie ; et bien que la journée du 18 brumaire l'eût fait douter de l'attachement de Jourdan , qui avait paru prêt à épouser les intérêts de la république , il n'hésita pas à le nommer ministre de la république française en Piémont : ces fonctions équivalaient à celles d'administrateur de cette province. Ces mesures conciliatrices firent que les hommes des partis les plus

(1) *Vie de Napoléon.*

opposés trouvèrent leur propre intérêt à soutenir le gouvernement du premier consul.

La présence de Bonaparte était désirée par les Parisiens avec le plus vif empressement. Il partit de Milan le 24 juin. En passant à Lyon, il posa la première pierre sur la place Bellecour. Cette place superbe avait été détruite par la vengeance furieuse des Jacobins, lorsqu'ils reprirent Lyon sur le parti insurgé des Girondins et des royalistes. Le premier consul retourna à Paris le 2 juillet : il l'avait quitté le 9 mai ; ainsi, en moins de deux mois, combien d'espérances n'avait-il pas réalisées ! Tout ce que ses plus chauds partisans avaient prédit de ses succès avait été dépassé. Il semblait qu'il avait suffi de sa seule présence en Italie pour effacer jusqu'aux traces d'une campagne malheureuse, et rendre à la France les avantages que lui avaient procurés autrefois les brillantes victoires de son général. Tous les Parisiens abandonnant leurs occupations, coururent en foule aux Tuileries pour entrevoir cet homme étonnant, qui, d'une main tenait les lauriers de la victoire, et de l'autre l'olivier de la paix. Des acclamations de joie et de reconnaissance retentirent dans les jardins, dans les cours, sur les quais : les riches et les pauvres illuminèrent leurs maisons ; et il y eut peu de Français, peut-être, qui ne partageassent pas, pour le moment l'allégresse générale.

Bonaparte conclut alors un concordat avec le pape. Deux grands pas avaient été faits vers ce but important, au moyen du décret qui rouvrait les églises, et par le rétablissement du pape dans ses domaines temporels après la bataille de Marengo. Il restait encore à obtenir, d'un côté, la sanction du gouvernement du premier consul par le pape, de l'autre la restauration des églises en France.

Ce fameux traité fut stipulé par Joseph Bonaparte, qui tint à cet effet, conjointement avec deux collègues, des conférences avec les plénipotentiaires du pape. L'échange des ratifications eut lieu le 18 septembre 1804.

La convention portait en substance : Le gouvernement français reconnaît que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la grande majorité des Français. En conséquence elle sera librement exercée en France. Son culte sera public, en se conformant aux réglemens de police que le gouvernement jugera nécessaires. Il sera fait par le Saint-Siège, de concert avec le gouvernement, une nouvelle circonscription de diocèses. Sa Sainteté déclarera aux évêques titulaires qu'elle attend d'eux le sacrifice de leurs sièges. S'ils se refusaient à ce sacrifice, il sera pourvu, par de nouveaux titulaires au gouvernement des évêchés. Le premier consul nommera aux archevêchés et évêchés de la circonscription nouvelle. Sa Sainteté confèrera l'institution canonique. Les évêques et les autres ecclésiastiques, avant d'entrer en fonctions, prêteront serment de fidélité à la République. Ils réciteront à l'église des prières pour la République et les consuls. Les évêques feront une nouvelle circonscription des paroisses de leurs diocèses. Ils nommeront aux cures ; leur choix ne pourra tomber que sur des personnes agréées par le gouvernement. Le gouvernement assurera un traitement convenable aux évêques et aux curés. Sa Sainteté déclare que ni elle ni ses successeurs ne troubleront en aucune manière les acquéreurs de biens ecclésiastiques aliénés, et qu'en conséquence, la propriété de ces mêmes biens, les droits et revenus y attachés, demeureront incommutables entre leurs mains ou celles de leurs ayant-causes.

Bonaparte se justifiait auprès des philosophes, en com-

parant son concordat à une espèce de vaccination religieuse , qui commençait par affaiblir le système primitif , pour le neutraliser bientôt complètement. La direction des affaires ecclésiastiques fut confiée à Portalis, nommé ministre des cultes. Il avait prononcé un discours remarquable au Corps-Législatif, dans lequel il prouvait aux hommes d'état de la France, ce qui fait rarement le sujet d'un doute ailleurs, que la religion est naturelle à l'homme, et que son culte mérite la protection de l'Etat. Le concordat fut promulgué dans l'église de Notre-Dame, avec la plus grande magnificence. Bonaparte assistait en personne à la cérémonie avec une pompe toute royale, et modelée autant que possible sur celle des anciens rois de France. L'archevêque d'Aix prêcha en cette occasion. Le même prélat avait prononcé le sermon au couronnement de Louis XVI. On usa, dit-on, d'une espèce de subterfuge pour faire assister les vieux généraux de la république à cette solennité. Ils furent invités à déjeuner par Berthier, qui de là les conduisit au lever du premier consul, de sorte qu'ils ne purent refuser de l'accompagner à l'église. Napoléon, au retour de la cérémonie, observa complaisamment, en leur présence, que l'ancien ordre des choses revenait à grands pas. « Oui, répondit hardiment l'un d'eux, tout revient, excepté les deux millions de Français qui ont péri pour détruire ce même ordre de choses qu'on veut rétablir. »

A Sainte-Hélène, Bonaparte convient tout à la fois de l'utilité de sa convention avec le pape, comme mesure politique et de l'indifférence qu'elle lui inspirait sous le rapport religieux. « Je n'ai jamais regretté d'avoir signé le concordat, disait-il; si le pape n'eût pas existé alors, il aurait fallu le créer tout exprès pour la circonstance. »

Le premier consul chercha donc à tirer du concordat tout le parti possible, il fit placer son nom jusque dans le catéchisme. « Honorer Napoléon, y disait-on, c'était servir et honorer Dieu lui-même : résister à sa volonté, c'était encourir la damnation éternelle. »

Un décret propre à fermer les plaies de la France fut rendu alors ; c'était une amnistie générale accordée aux émigrés. Par un décret du sénat daté du 26 avril 1804, ils eurent la permission de revenir en France dans un délai déterminé et en prêtant serment de fidélité au gouvernement. Il y eut néanmoins cinq classes d'exceptions contre ceux que l'on jugeait trop fortement engagés envers la maison de Bourbon, pour se réconcilier jamais avec la domination de Bonaparte. Tels étaient, 1° les chefs de corps armés royalistes ; 2° ceux qui avaient pris du service dans les armées alliées ; 3° ceux qui avaient fait partie de la maison des princes du sang ; 4° ceux qui avaient provoqué la guerre étrangère et domestique ; 5° les généraux, amiraux, représentants du peuple, coupables de trahison envers la république ; y compris les prélats qui refusaient de se démettre aux termes du concordat. Il fut déclaré en même temps que ces exceptions ne s'étendaient qu'à cinq cents personnes en tout. Il fut décidé que les portions non vendues de biens des émigrés leur seraient restituées ; mais eux-mêmes devaient rester sous la surveillance de la police pendant dix ans après leur retour.

L'ordre de la Légion-d'Honneur fut institué le 19 mai ; elle devait être la récompense de tous les services rendus à l'état. dans la carrière civile et militaire ; sa devise était : *Honneur et patrie* (1).

(1) Le 4 mai 1804, il fut, pour la première fois, officiellement question, au con-  
II<sup>e</sup> SÉRIE. T. VI.

« Je serais presque tenté de désigner sous le nom de *consulat préparatoire*, le temps du gouvernement consulaire que Bonaparte passa au Luxembourg. Ce fut là, en effet, qu'il sema les premiers germes des grandes choses qu'il méditait et des institutions dont il voulait marquer sa présence au pouvoir. Il y avait alors deux hommes en lui, le général républicain, qu'il était nécessaire de montrer à tous les yeux, comme un ami de la liberté et des principes proclamés par la révolution, et l'homme ambitieux couvant en secret le renversement de cette liberté et de ses principes, préparant ainsi dans l'ombre la destruction de ce que la nécessité le contraignait de faire au grand jour. Pour moi, qui voyais à la fois les deux hommes dont se composait Bonaparte, malgré une longue habitude, j'étais souvent frappé de surprise en voyant avec quelle inconcevable adresse il savait donner le change à ceux qui auraient pu pénétrer ses projets. Cette haute hypocrisie, que l'on nommera, si l'on veut, politique profonde, était à la vérité indispensable à l'accomplissement de ses desseins; mais parfois, comme pour n'en pas perdre l'habitude, il l'employait dans des

seil d'état, de l'établissement de la légion d'honneur, proclamée loi de l'état le 19 mai suivant. L'opposition fut très-forte, et toute la puissance du premier consul, la force de ses raisonnements, la grande influence de sa position, ne purent obtenir au conseil d'état que quatorze voix sur vingt-quatre. Les mêmes sentiments se manifestèrent au Tribunat, où ce projet ne passa qu'à une majorité de cinquante-six voix contre trente huit, et la balance fut à peu près la même au Corps-Législatif, où les voix furent de cent dix contre cent soixante-six. De sorte que, dans trois corps où il y avait trois cent quatre-vingts quatorze votes, il n'y eut qu'une majorité de soixante-dix-huit voix. Frappé de cette faible majorité, le premier consul me dit le soir : « Ah ! je le vois bien, les préventions sont encore trop fortes, vous aviez raison, j'aurais dû attendre. Ce n'était pas très-urgent; et puis, il faut le dire, les orateurs du projet l'ont mal défendu. La forte minorité m'a mal jugé. — Soyez tranquille, lui dis-je; sans doute il aurait mieux valu attendre, mais vous verrez que le goût de ces distinctions n'est pas près de se passer. » (*Mémoires de Bourienne.*)



circonstances tout-à-fait secondaires : ainsi, par exemple, on sait ce qu'il pensait de l'insatiable avidité de Siéyès; eh bien ! quand il proposa, par un message au conseil des Anciens, de donner à ce collègue, sous le nom de récompense nationale, le prix de son obéissante démission, ce fut, est-il dit dans le message, pour récompenser dignement ses vertus désintéressées.

C'est encore au Luxembourg que Bonaparte témoigna par un acte consulaire combien la liberté de la presse lui était odieuse.

Le 27 nivôse, les consuls rendirent, ou plutôt le premier consul rendit un arrêté dont le but réel était évidemment contraire au but indiqué.

« Les consuls de la république, y est-t-il dit, considérant qu'une partie des journaux qui s'impriment à Paris sont des instruments dans les mains des ennemis de la république; que le gouvernement est chargé spécialement par le peuple français de veiller à sa sureté, arrêtent :

« Le ministère de la police ne laissera, pendant toute la durée de la guerre, imprimer, publier et distribuer que les journaux ci-après désignés.

« Le *Moniteur universel*, le *Journal des Débats*, le *Journal de Paris*, le *Bien-informé*, le *Publiciste*, *L'ami des lois*, la *Clé du Cabinet*, le *Citoyen français*, la *Gazette de France*, le *Journal des hommes libres*, le *Journal du soir*, le *Journal des défenseurs de la patrie*, la *Décade philosophique*, et les journaux s'occupant exclusivement des sciences, arts, littérature, commerce, annonces et avis. »

Certainement cet arrêté peut bien être regardé comme préparatoire, et le fragment que j'en ai cité peut bien servir d'é-

chelle pour mesurer la plupart des actes par lesquels Bonaparte voulait obtenir, en faveur de l'affermissement de sa puissance, ce qu'il avait l'air de demander uniquement dans l'intérêt des amis de la république ; la restriction au temps de la durée de la guerre respirait d'ailleurs un certain air provisoire qui laisse un peu d'espérance pour l'avenir ; mais le provisoire est de sa nature très-élastique, et Bonaparte savait l'étendre à l'infini. L'arrêté portait encore que parmi tous les journaux conservés ceux qui inséreraient des articles contraires à la souveraineté du peuple seraient immédiatement supprimés. A la vérité on fut très-indulgent sur ce point, même après le couronnement !

Bonaparte fut à la hauteur de sa grande destinée, en fondant des établissements d'instruction publique. Ce fut ainsi qu'avec l'assistance de Monge, il créa l'Ecole Polytechnique, d'où sont sortis tant d'hommes éminents. Il donna toute son attention à la réforme des abus, et s'appliqua à réprimer tous ceux qui s'étaient introduits pendant la révolution dans les prisons, et surtout le monopole des vivres, source d'une tyrannie intolérable. En portant remède à ces maux, Bonaparte, quoiqu'il ne fût pas né sur le trône, se montra digne du haut rang où il était parvenu. Il faut déplorer que, toutes les fois qu'il s'agissait de ses vues particulières et de son intérêt personnel, il ait manqué généralement de ce jugement sain, de ce coup-d'œil juste qui le distinguait dans les questions générales.

D'autres projets d'amélioration publique occupaient les pensées du premier consul. A l'exemple d'Auguste, dont la position, sous certains rapports, fut semblable à la sienne, Bonaparte s'efforçait par la magnificence de ses plans, de dé-

tourner l'attention de ses empiétements sur la liberté nationale. La navigation intérieure du Languedoc devait être complétée. Un canal qui aurait joint la rivière d'Yonne à la Saône devait lier le midi de la république avec le nord , de manière à établir une communication par eau entre Marseille et Amsterdam. Des ponts devaient être construits ; des routes percées ou perfectionnées ; des musées fondés dans les principales villes de France ; une foule d'autres travaux publics entrepris , sur une échelle qui devait laisser bien loin en arrière le siècle fameux de Louis XIV. Bonaparte connaissait bien les Français ; il savait qu'il les attacherait à son gouvernement , en cédant à son propre penchant pour les entreprises grandes et hardies, soit pendant la guerre , soit pendant la paix.

Mais en même temps que ces projets fixaient l'attention du peuple et flattaient l'orgueil national en France, le commerce languissait par suite d'un blocus permanent. La cherté des vivres se fit sentir , et le mécontentement contre le consulat remplaça l'enthousiasme qui avait accueilli ses commencemens. Ici le seul remède efficace était la paix générale. Une suite d'événemens sembla préparer graduellement ce résultat.

## CHAPITRE XIII.

### La paix.

Les préliminaires de la paix avec l'Autriche furent signés à Paris dans le mois d'octobre.

Tandis que l'Angleterre repoussait les ouvertures de paix , le czar de Russie, Paul I<sup>er</sup>, se liait d'amitié avec le premier consul ; il fit alliance avec la République française, et entraîna la Suède et le Danemarck. L'Angleterre était donc

sérieusement menacée par cette coalition du nord qui se formait contre elle, quand Paul I<sup>er</sup> fut assassiné dans la nuit du 22 au 23 mars 1804 (1). Ce grand attentat arrêta la coalition et sauva peut-être le gouvernement anglais à cette époque. Le lendemain, Alexandre, son fils et son successeur, publia une proclamation dans laquelle il disait que l'empereur son père était mort d'une attaque d'apoplexie.

La paix entre l'Autriche et la France avait été signée le 9 février 1804, à Lunéville, entre le comte de Cobentzel et Joseph Bonaparte. Le traité ne pouvait être plus avantageux : la France obtenait la Belgique et tous les pays situés sur la rive gauche du Rhin ; l'Empereur reconnaissait les républiques bavarre, helvétique, cisalpine et ligurienne. Paris accueillit avec transport la nouvelle de ce traité de paix. La foule se transporta aux Tuileries ; elle improvisa des danses sous les fenêtres et dans les jardins, en faisant retentir les airs du cri de Vive le premier consul !

De toute la coalition contre la France il ne restait plus que l'Angleterre, le Portugal et la Turquie. Mais l'Angleterre était une puissance redoutable ; elle avait cent trente mille marins et sept cent quatre-vingts bâtiments de guerre qui bloquaient tous les ports de France et ceux de ses alliés.

Le 19 mars, un traité de paix fut signé avec l'Espagne. Cette puissance cédait à la République le duché de Parme et le grand-duché de Toscane au prince de Parme, avec le titre de roi d'Etrurie.

Le 29 du même mois, un autre traité de paix fut conclu avec le roi de Naples : ce prince cédait à la France Porto-Lon-

(1) Les assassins furent quelques-uns des officiers de l'empereur. Les conjurés au nombre de vingt, étaient conduits par un aide-de-camp de l'empereur.

gone, l'île d'Elbe et la principauté de Piombino; il s'engageait en outre à fermer ses ports aux Anglais.

La Bavière, le 24 août, et le Portugal, le 29 septembre, abandonnèrent l'alliance anglaise pour faire leur paix avec la France. Le 9 octobre, les préliminaires de paix furent signés avec la Porte-Ottomane; enfin un traité avec le dey d'Alger compléta la pacification générale.

Dans les premiers jours du mois de décembre eut lieu le départ de l'expédition de Saint-Domingue. Une flotte, composée de trente-cinq vaisseaux de ligne et de vingt et une frégates, sous le commandement de l'amiral Villaret-Joyeuse, appareilla des ports de Brest et de Lorient; elle portait vingt-un mille soldats sous les ordres du général Leclerc.

La *consulta* extraordinaire de la République cisalpine se réunit à Lyon le 31 décembre; elle déféra au premier consul le choix des principales autorités.

Bonaparte arriva à Lyon le 11 janvier. Son entrée fut un triomphe. La *consulta* extraordinaire, dans sa séance du 26 janvier, le nomma président de la République italienne.

La Vendée et la Bretagne ayant été pacifiées, le premier consul ordonna qu'une fête à la Concorde fût célébrée en honneur de cet heureux événement. Elle eut lieu le 14 juillet; il y eut présentation de drapeaux, jeux publics; enfin le premier consul réunit dans un banquet les premières autorités, et porta le toast suivant: « Au 14 juillet et au peuple français, notre souverain! » Ce fut le 15 juillet que le concordat fut signé à Paris.

L'île de Malte fut prise par les Anglais le 3 septembre. Le général Vaubois en était gouverneur; il fut transporté, avec la garnison réduite à deux mille hommes, à Marseille.

Le 30 du même mois, un traité fut signé à Paris entre la France et les États-Unis. Il fut stipulé expressément que le pavillon couvre la marchandise; principe que l'Angleterre ne voulut pas reconnaître.

Dans le courant du mois d'octobre, une conspiration contre la vie du premier consul éclata à Paris : on devait l'assassiner à l'Opéra; plusieurs arrestations eurent lieu. Un procès criminel eut lieu, et les nommés Damerville, Topino Lebrun, Ceracchi et Aréna, déclarés coupables, furent condamnés à mort et exécutés.

A la conspiration de l'Opéra succéda un attentat bien autrement grave. Le 24 décembre, à huit heures du soir, le premier consul se rendait à l'Opéra; comme sa voiture passait dans la rue Saint-Nicaise, un tonneau rempli d'artifices éclata, brisa les glaces de la voiture, tua ou blessa cinquante-six personnes. Bonaparte ne dut la vie qu'à l'ivresse de son cocher, qui ne s'arrêta pas devant l'obstacle et trompa de deux à trois secondes le calcul des assassins. Cent trente individus appartenant pour la plupart aux anciens Jacobins et septembriseurs furent condamnés à être déportés aux îles Séchelles; deux seulement furent condamnés à mort, Carbon et Saint-Régent.

## CHAPITRE XIV.

### Paix d'Amiens.

Enfin la paix fut conclue le 25 mars entre la France et l'Angleterre. C'est le fameux traité d'Amiens (1).

(1) Bonaparte, qui n'était pas encore roi, exigea absolument que le roi d'Angleterre renonçât au titre de roi de France qu'il avait toujours pris précédemment comme pour indiquer qu'il n'avait pas renoncé à ses prétentions; cette clause fut consentie,

Napoléon avait conçu la pensée d'envoyer à Londres quelqu'un qui pût préparer les voies à des négociations. Siéyès lui indiqua Otto, qu'il avait laissé comme chargé d'affaires à Berlin, et qui, par son habitude de la langue et des mœurs anglaises, et son esprit conciliant, était propre à cette mission.

On le fit rencontrer fréquemment à la campagne avec les ministres, et avec le prince de Galles; il ne négligea pas d'encourager les efforts des membres de l'opposition qui désiraient la paix; et six mois après son arrivée, il fut en position de pouvoir demander une autorisation explicite de traiter, et les négociations commencèrent. Plusieurs fois elles furent interrompues. Le premier consul, irrité au-delà de toute expression des injures dont il était l'objet dans les journaux anglais, donna l'ordre à Otto de revenir. Celui-ci ne se hâta pas d'obéir, et s'efforça de calmer le premier consul. Il prévoyait, d'après les discussions du parlement, un changement prochain dans le cabinet et la formation d'un ministère plus favorable à la paix. Ce ministère fut formé en effet, et, peu de temps après, les préliminaires furent signés.

Shéridan montra clairement à l'opposition, dans le discours éloquent qu'il prononça à la paix d'Amiens, le rôle qu'elle devait jouer : « La situation de Bonaparte et l'organisation de son pouvoir sont telles, dit Shéridan, qu'il doit entrer, avec ses sujets, dans un terrible échange; il faut qu'il leur promette de les rendre les maîtres du monde, afin qu'ils consentent à être ses esclaves; et si tel est son but, contre quelle puissance doit-il

et c'est à ce premier consentement que fut due la disparition du titre de roi de France parmi les titres du roi d'Angleterre, lors du traité de Paris, après le retour des Bourbons.

tourner ses regards, si ce n'est contre l'Angleterre? Quelques-uns ont prétendu qu'il ne voulait avoir avec nous d'autre rivalité que celle du commerce. Heureux cet homme si des vues administratives étaient entrées dans sa tête; il suit l'ancienne méthode des taxes exagérées et des prohibitions. Toutefois il voudrait arriver, par un chemin plus court, à notre perte; peut-être se figure-t-il que ce pays une fois subjugué il pourra transporter chez lui notre commerce, nos capitaux et notre crédit, comme il a fait venir les tableaux et les statues d'Italie. Mais ces ambitieuses espérances seraient bientôt trompées, ce crédit disparaîtrait sous la griffe du pouvoir, ces capitaux s'enfonceraient dans la terre, s'ils étaient foulés aux pieds d'un despote, et ces entreprises commerciales seraient sans vigueur en présence d'un gouvernement arbitraire. S'il écrit sur ces tablettes des notes marginales relatives à ce qu'il doit faire des divers pays qu'il a soumis ou qu'il veut soumettre, le texte entier est consacré à la destruction de notre patrie. C'est sa première pensée en s'éveillant, c'est sa prière, à quelque divinité qu'il l'adresse, Jupiter ou Mahomet, le dieu des batailles ou la déesse de la raison. Une importante leçon doit être tirée de l'arrogance de Bonaparte; il se dit l'instrument dont la Providence a fait choix pour nous rattacher davantage, s'il se peut, à notre constitution, et nous faire sentir tout le prix de la liberté qu'elle nous assure; pour anéantir toutes les différences d'opinion en présence de cet intérêt, enfin pour avoir sans cesse présent à l'esprit que tout homme qui arrive en Angleterre en sortant de France croit s'échapper d'un donjon pour respirer l'air et la vie de l'indépendance. »

Mais, malgré de pareils discours, la joie la plus vive éclata



dans les deux pays à la nouvelle de la paix , parce qu'on ne douta pas qu'un traité définitif n'en fût le résultat. On ne vit partout que courriers couronnés de rubans ; leur passage fut marqué par des fêtes et des illuminations.

« Le premier consul, dit Bourienne, secrétaire de Bonaparte, ne crut jamais à une longue prolongation de paix avec l'Angleterre. Il la voulut sans la désirer, parce qu'elle était si ardemment souhaitée dans toute la France, après des années de guerre, qu'il la jugea indispensable pour s'attacher les esprits, et fonder son gouvernement. La paix lui était nécessaire pour conquérir le trône de France, comme la guerre pour en assurer et élargir la base aux dépens des autres trônes de l'Europe. Voilà le secret de la paix d'Amiens et de la prompte rupture qui la suivit, quoique cette rupture ait eu lieu plus tôt que le premier consul ne l'aurait voulu. Du reste Bonaparte avait trop de perspicacité pour se faire un moment d'illusion sur les intentions de l'Angleterre; il savait bien que cette puissance, qui n'avait conclu la paix que parce que, séparée de ses alliés, elle n'avait pas pu faire autrement, ne laisserait jamais à la France le temps de réorganiser sa marine, ce qui aurait exigé quatre ou cinq ans. Sur ces grandes questions de la paix et de la guerre, le premier consul avait des idées de l'ordre le plus élevé; mais, dans les discussions, c'était toujours en faveur de la guerre qu'il se prononçait; et il en faisait résulter la prompte nécessité pour la France de l'impossibilité même d'avoir une paix de longue durée. Si on lui parlait du besoin des peuples, des avantages de la paix, de son influence sur le bon ordre intérieur, sur le commerce, les arts, l'industrie, enfin sur toutes les branches qui constituent le faisceau de la prospérité publique, il ne niait rien de tout cela, il en con-

venait ; mais il disait aussi que tous ces avantages ne seraient que conditionnels tant que l'Angleterre ferait peser le poids de sa marine dans la balance du monde et exercerait l'influence de son or dans tous les cabinets de l'Europe. Puisque bien évidemment l'Angleterre a rompu la paix , pourquoi ne pas la prévenir ? Pourquoi lui laisser prendre des avantages ? Il faut étonner l'Europe ! Il faut donner le champ à la politique du continent ! Il faut frapper un grand coup ! Il faut qu'il soit terrible, inopiné ! Ainsi raisonnait le premier consul , et l'on sait si ses actions ont été d'accord avec ses pensées aussitôt qu'il l'a pu.

« La conduite de l'Angleterre ne justifiait que trop les hautes prévisions de la politique de Napoléon , ou , pour mieux dire , l'Angleterre le servait au gré de ses désirs , quoique trop vite , puisque , pour l'exécution des traités , elle le favorisait dans son amour pour la guerre , et qu'elle en justifiait la prompte déclaration aux yeux de la nation française , à laquelle il ferait bien croire que si la paix était troublée ce serait contre son gré. Déjà, en effet, l'Angleterre préparait de nouveau l'arme puissante des subsides , arme déjà si féconde en succès diplomatiques , et les voiles dont on s'efforçait de couvrir les négociations n'étaient pas assez épais pour qu'ils n'eussent plus assez de transparence pour le regard de lynx du premier consul. C'était en pleine paix que toutes les menées étaient ourdies , et ceux qui n'en soupçonnaient pas encore l'existence jouissaient de la paix avec sécurité. Depuis la révolution, on n'avait rien vu de pareil au spectacle que Paris offrit pendant l'hiver de 1802 à 1803, où il y avait une incroyable affluence d'étrangers : tout y respirait la joie ; et ces signes extérieurs de la prospérité publique, d'une régénération visible de la société française tra-

cassaient vivement le ministère britannique. Les Anglais, accourus sur le continent, y voyaient la France si différente de la fausse physionomie qu'on lui avait donnée dans les journaux anglais, que cela causa de sérieuses alarmes de l'autre côté de la Manche, et par suite de sa politique hardie et fallacieuse, le gouvernement anglais s'efforça de couvrir par des plaintes injustes et officielles les justes sujets de plaintes que donnaient ses manœuvres souterraines.

En effet, le roi d'Angleterre avait adressé à son parlement un message dans lequel il parlait d'armements que l'on faisait, disait-on, dans les ports de France, de précautions à prendre pour s'opposer aux agressions. Cette mauvaise foi irrita le premier consul, qui s'était attaché presque tout le monde, en donnant à la France cette paix si chèrement achetée et si longtemps désirée. Le commerce, les arts, l'industrie s'empressaient de profiter de la stabilité et de la confiance qui fuyent à l'aspect de la guerre. Le premier consul, dans un accès d'humeur, apostropha un jour dans son salon, où se trouvaient tous les ambassadeurs, lord Whitworth, ambassadeur d'Angleterre : « Qu'est-ce que cela signifie ? Est-on las de la paix ? Faut-il encore ensanglanter l'Europe ? Des préparatifs de guerre ? Pense-t-on nous en imposer ? Eh ! bien nous verrons, on pourra vaincre la France, la détruire, peut-être ; mais l'intimider, jamais. » L'ambassadeur anglais fut atterré par cette sortie, à laquelle il ne pouvait s'attendre, et ne répondit rien. Il se contenta d'écrire à son gouvernement les détails de cette entrevue, dans laquelle le premier consul s'était si fort oublié, s'il ne s'était pas oublié exprès.

Dès le premier jour où l'Angleterre montra de l'humeur, on dut penser qu'elle voulait la guerre. Elle occupait l'île de Malte,

il est vrai, mais elle avait promis de la rendre, et elle n'en eut jamais l'intention ; elle devait évacuer l'Égypte , elle y restait ; rendre le cap de Bonne-Espérance , elle le gardait. L'Angleterre avait signé à Amiens la paix qu'elle ne voulait pas observer. Elle avait acquis par ses intrigues , ses subsides et la connaissance qu'elle possédait de la haine des cabinets du continent contre la France, la certitude de les armer lorsque la séduction aurait porté ses fruits. Elle voyait la France puissante , dominant en Europe ; elle voyait les projets ambitieux du premier consul, il ne les dissimulait guère. Né de la guerre, Napoléon obéissait à sa nature ; la guerre a toujours été son penchant, ses délices ; dominer était son but. Point de doute que par ce mélange perpétuel de peuples la civilisation ait avancé. Est-ce une compensation ? Je le crois. Les comices de Lyon avaient éveillé les soupçons de l'Angleterre, et le ministère britannique avait trop de perspicacité pour ne pas voir un roi d'Italie dans le modeste président de la république cisalpine. L'Angleterre, dont la politique est toujours si conséquente à elle-même, si prévoyante et si solide, voyait Saint-Domingue aux mains des français : il fallait que Saint-Domingue fut libre, et la marine française punie des efforts qu'elle avait faits pour se relever un peu. L'Angleterre opposait l'ambition à l'ambition, la ruse à la ruse. Elle disait sans preuves que la France n'avait pas exécuté les clauses du traité. Ces dispositions de l'Angleterre eurent leur inévitable résultat.

L'Angleterre avait certainement pris son parti lorsqu'elle signa à Amiens un traité que l'on avait appelé *paix éternelle*, mais qui n'était aux yeux de tous les hommes sensés qu'une trêve de courte durée. Dès-lors, les communications devinrent réservées, presque hostiles, on se demanda récipro-

quement, avec une grande humeur, des explications, et on en vint rapidement à demander des passeports. La guerre s'en suivit.

L'Angleterre montra dans cette circonstance un acharnement d'autant plus choquant, qu'elle était, de toutes les puissances de l'Europe, la seule qui n'eût point éprouvé de revers et qui fût encore dans toute sa force. Qui ne sait, d'ailleurs, que c'est dans la guerre que le commerce anglais fait les affaires les plus lucratives, et qu'en ruinant le continent par des guerres perpétuelles elle s'enrichit et prospère.

Le premier consul, qui avait compté sur une plus longue durée de la paix d'Amiens, se trouvait, à la rupture du traité, dans une fâcheuse position. Le grand nombre de congés accordés, l'état déplorable dans lequel était la cavalerie, la nullité momentanée de l'artillerie, résultat d'un projet qu'exigeait la refonte de toutes les pièces de campagne, et qu'avait légèrement et de confiance signé le premier consul sur la présentation de Berthier, appelaient toute la sollicitude de Bonaparte. La conscription fut appelée à remplir les cadres de l'armée; le projet sur l'artillerie fut annulé. On quëta auprès des grandes villes, et l'on remonta la cavalerie avec les chevaux du Hanovre que l'on accepta bientôt, et ce pays en fournit une grande quantité.

« Bonaparte, dit un écrivain d'au-delà du détroit, comprenait tout autrement que les Anglais l'exécution du traité d'Amiens. Ce traité, selon lui, contenait tout ce que la Grande-Bretagne pouvait espérer pour elle-même et pour ses alliés. Son acceptation lui interdisait toute intervention ultérieure dans les affaires de l'Europe. Il en faisait une charte obligatoire, restreignant les droits de celui à qui on l'accorde dans des limites

précises, et lui ôtant toute faculté de réclamer ou d'acquérir au-delà de ces limites.

« L'Europe entière devait donc se trouver à la merci de la France; des Etats auraient pu être créés, détruits, changés, et changés encore, si l'Angleterre n'avait pu indiquer, dans le traité d'Amiens, l'article qui s'opposait à cette mesure. « L'Angleterre, disait le *Moniteur*, l'Angleterre aura le traité d'Amiens, tout le traité d'Amiens, rien que le traité d'Amiens. » Au moyen de cette explication, le traité devait décider, par rapport à l'Angleterre, et en faveur de la France, toutes les questions qui auraient pu s'élever par la suite entre les deux pays; mais, d'après les règles de la bonne foi, et même du simple bon sens, il ne pouvait être considéré que comme aplanissant, entre les deux parties, les difficultés existantes au moment de la pacification.

« Bonaparte avait accepté la présidence de la république cisalpine, à laquelle il donnait maintenant le nom de *République italienne*, comme si le nouvel Etat devait comprendre, par la suite, toute la péninsule. Par un traité secret avec le Portugal, il avait acquis de cette puissance tout ce qu'elle possédait de la Guyanne. Par une autre convention avec l'Espagne, le cabinet de Madrid lui avait cédé sa part de la Louisiane, et ce qui pouvait avoir des suites plus sérieuses, la réversion du duché de Parme et de l'île d'Elbe.

« Dans la diète qui se tint en Allemagne pour fixer les indemnités à accorder aux différents princes de l'Empire qui avaient éprouvé des pertes de territoire, par suite des derniers événements, et surtout du traité de Lunéville, l'influence française avait dominé de manière à faire craindre l'anéantissement total de cette confédération antique. Une observation générale trouve

ici sa place : c'est que des villes, des territoires et des provinces passèrent de main en main comme des cartes sur une table de jeu, et que les puissances de l'Europe, une seconde fois après le partage de la Pologne, virent le scandale d'un gouvernement d'hommes libres transféré d'un Etat à un autre, sans plus d'égards à leurs vœux, à leurs intérêts et à leurs habitudes, que s'il s'agissait de bestiaux. Cette funeste imitation d'un précédent funeste engendra de grands maux; elle rompit tout lien d'affection entre les gouvernants et les gouvernés; il n'exista plus entre les princes et les sujets qu'une alliance imposée par la force, acceptée par la nécessité.

« Dans cet échange de territoire et de juridiction, le roi de Prusse obtint une compensation précieuse pour le duché de Clèves, et autres provinces cédées à la France, attendu qu'elles se trouvaient sur la rive gauche du Rhin. La neutralité de ce monarque avait été de la plus grande utilité à la France pendant les terribles campagnes qui venaient d'avoir lieu : il fallait bien l'en récompenser. Les petits princes de l'Empire, principalement ceux qui occupaient la rive droite du Rhin, et qui s'étaient volontairement placés sous la protection de la France, obtinrent aussi des accroissements considérables de territoire. L'Autriche, au contraire, dont on n'oublait point la résistance opiniâtre, fut considérée comme élevant de trop hautes prétentions au pouvoir et à l'indépendance, ses indemnités furent d'autant plus restreintes, que celles des amis de la France furent plus étendues.

« Ces avantages divers, cet accroissement de pouvoir et d'influence, la France les dut surtout à l'adresse de sa diplomatie; mais, peu de temps après la signature du traité d'Amiens,

Bonaparte prouva au monde qu'à défaut de l'intrigue, son épée, comme auparavant, était toujours prête à appuyer son ambition.

« Il existait alors en Angleterre un nombreux parti de royalistes français. Les uns refusaient de rentrer en France, les autres se trouvaient exceptés par l'amnistie ; tous voyaient en Bonaparte leur ennemi personnel, et le principal obstacle au rétablissement des Bourbons. En effet, sans la crainte qu'inspirait Napoléon, la France se serait alors prononcée en faveur de ses princes, avec plus d'empressement qu'à aucune autre époque de la révolution. Les royalistes dont nous parlons trouvaient, pour leur cause, un avocat actif et habile dans M. Peltier, émigré, ardent royaliste lui-même, doué de cette vivacité d'esprit et de cette promptitude de composition qui conviennent surtout dans les écrits périodiques. Au commencement de la révolution, il avait combattu les démocrates dans sa publication intitulée *les actes des apôtres*. Il y vouait au ridicule et à l'exécration, les actes, les prétentions et les principes des chefs républicains ; et il le fit avec tant de succès, que Brissot l'accusa d'avoir fait plus de mal à la cause de la république, que toutes les armées alliées ensemble. Il publiait alors, à Londres, en français, un journal hebdomadaire, appelé l'*Ambigu*. En tête de la feuille, était une vignette représentant le buste de Bonaparte sur un corps de sphinx. Après l'émission de deux ou trois premiers numéros, et sur quelques objections adressées au rédacteur, le sphinx parut sans la tête qui le surmontait auparavant, mais toujours paré des ornements consulaires, et continuant ainsi de faire allusion à l'Égypte et au caractère *ambigu* du premier consul. Les plus vives attaques contre Bonaparte et le gouvernement français rem-



plissaient les colonnes de ce journal, et comme il était très-populaire, à cause des sentiments de la nation anglaise envers la France et son chef, il trouva partout de nombreux lecteurs.

« Bonaparte, naturellement impatient de la censure, devenu plus irritable encore depuis ses victoires, ne supporta pas de sang-froid les attaques violentes que les journaux anglais et l'*Ambigu* de Peltier dirigeaient contre sa personne et son gouvernement.

« Bonaparte répondait sur le même ton, et les colonnes du *Moniteur* contenaient plusieurs articles dirigés contre la Grande-Bretagne. Les attaques et les répliques traversaient incessamment le détroit, enflammant toujours de plus en plus la haine que les deux pays s'étaient vouée l'un à l'autre. Mais Bonaparte avait cet extrême désavantage, qu'il ne pouvait, comme l'Angleterre, rejeter le scandale de cette guerre sur les écarts d'une presse libre : tout le monde savait que les journaux de France étaient soumis à une censure très-sévère, et que rien ne paraissait qu'avec l'aveu du gouvernement. Ainsi, toutes les attaques dirigées contre l'Angleterre, par les journaux français, étaient réputées l'expression des sentiments particuliers du premier consul ; et puisqu'il avait anéanti la liberté de la presse, il s'était rendu personnellement responsable des abus qu'il lui laissait commettre.

« Bonaparte s'aperçut bientôt qu'il ne sortirait point vainqueur d'une lutte où il s'agissait de sa propre cause, et qu'il ne pouvait se maintenir, dans cette guerre de plume, contre des adversaires anonymes. Il s'adressa donc au gouvernement anglais ; et, après quelques représentations assez modérées, il chargea M. Otto d'exposer, dans une note officielle, les griefs

suivants : 1° l'existence d'un plan systématique d'injures contre le premier consul, et tendant à empêcher l'effet de ses mesures publiques, par le moyen de la presse ; 2° la permission accordée à plusieurs princes de la maison de Bourbon, et à leurs adhérents, de résider en Angleterre, afin, disait la note, qu'ils pussent ourdir et encourager des complots contre la vie et le gouvernement du premier consul. C'était pourquoi il demandait, d'une manière formelle : d'abord que le gouvernement britannique fît cesser les publications qu'il lui dénonçait comme injurieuses au chef de la République française ; secondement, que les émigrés qui étaient à Jersey fussent renvoyés des Etats britanniques, aussi bien que les prélats qui avaient refusé de résigner leurs sièges ; que Georges Cadoudal fût déporté au Canada ; que les princes de la maison de Bourbon fussent invités à se retirer à Varsovie, où résidait alors le chef de leur famille ; enfin, que tout émigré qui continuerait de porter les insignes et décorations de l'ancienne cour de France, recût également l'ordre de quitter l'Angleterre. Et de peur que les ministres anglais ne prétextassent que la constitution de leur pays les empêchait de se rendre aux désirs du premier consul, M. Otto leur rappela que l'*Alien Act* leur donnait tout pouvoir d'exclure les étrangers de la Grande-Bretagne.

« A cette demande péremptoire, lord Hawkesbury, alors ministre des affaires étrangères, chargea M. Merry, l'agent britannique, de faire une réponse à la fois ferme et conciliatoire, en évitant le ton d'amertume et de mauvaise humeur qui régnait dans la note française, et en maintenant, toutefois, la dignité de la nation qu'il représentait. Il fut donc répondu que si le gouvernement français était fondé à se plaindre de la licence des

journaux d'Angleterre, le gouvernement britannique, de son côté, pouvait exprimer son mécontentement des sorties virulentes des journaux de Paris ; avec cette différence, que le ministre anglais n'était investi d'aucun contrôle sur la liberté de la presse, qu'il ne pouvait pas, et ne désirait pas en avoir ; tandis que le *Moniteur*, où avaient paru les attaques dirigées contre l'Angleterre, était le journal officiel du gouvernement français ; mais que Sa Majesté britannique ne sacrifierait jamais la liberté de la presse aux prétentions d'une puissance étrangère. Si les journaux, ajoutait le ministre anglais, ont publié des articles diffamatoires et de nature à être déferés à la justice, qu'on accuse les imprimeurs et les auteurs ; toutes facilités seront données pour les poursuivre. Quant aux demandes hautaines relatives aux émigrés, lord Hawkesbury fit une réponse spéciale pour chacune des classes dont ils se composaient ; mais en concluant par cette allégation générale : que Sa Majesté n'encourageait aucun complot contre le gouvernement de la France ; qu'il ne croyait même pas qu'il en existât ; qu'aussi longtemps que ces infortunés princes et leurs adhérens vivaient conformément aux lois de la Grande-Bretagne, et ne donneraient aux nations avec qui elle était en paix aucun sujet réel et suffisant de se plaindre, Sa Majesté jugerait incompatible avec sa dignité, son honneur et les droits de l'hospitalité, de leur retirer une protection dont leur conduite seule pourrait les priver.

« Un ministre anglais ne pouvait faire d'autre réponse aux réclamations de la France. Afin de décider Bonaparte à s'en contenter plus facilement, Peltier fut cité en justice, à la requête de l'attorney-général, pour un libelle contre le premier consul. Il fut défendu par M. Mackintosh, dans un des plus

brillants plaidoyers qu'on ait jamais entendus à la tribune ou au barreau. L'avocat rappelait aux juges que la presse était alors enchaînée partout sur le continent, depuis Palerme jusqu'à Hambourg, et qu'ils avaient à défendre le droit, dont l'Angleterre fut toujours jalouse, de parler des hommes, étrangers ou anglais, sans avoir égard à leur puissance, quand il s'agissait de leurs crimes.

« L'accusé fut déclaré coupable ; mais sa condamnation pouvait être considérée comme un triomphe. Aussi toute la procédure de cette affaire offensa Bonaparte. Il avait demandé à être vengé non par les lois anglaises, mais par une mesure vigoureuse en dehors de la loi. La publicité des débats, l'esprit et l'éloquence de l'avocat, n'étaient point de nature à calmer la colère de Napoléon, qui connaissait trop bien le cœur humain, et l'illégitimité de sa puissance, pour supposer qu'une discussion publique pût lui être avantageuse.

« La première entrevue politique de Bonaparte avec l'ambassadeur d'Angleterre eut lieu aux Tuileries, le 17 février 1803. Bonaparte commença par déclarer que son intention était de faire connaître ses sentiments d'une manière claire et authentique au roi d'Angleterre ; et il se mit à parler, sans interruption, pendant près de deux heures. Ce ne fut pas sans une grande incohérence ; sa colère s'allumant à mesure qu'il énumérait les prétendus sujets de plainte qu'il avait contre l'Angleterre. Il eut la précaution néanmoins de garder le ton ordinaire de la politesse envers l'ambassadeur.

« Il se plaignit des retards apportés par la Grande-Bretagne à l'évacuation d'Alexandrie et de Malte ; et coupa court à toute discussion sur le dernier point, en déclarant qu'il aimerait autant voir l'Angleterre en possession du faubourg Saint-Antoine

que de cette île. Puis, il rappela les outrages à lui prodigués par les journaux anglais, et surtout par les journaux français publiés à Londres. Il affirma que Georges et plusieurs autres chefs de chouans, qu'il accusait d'en vouloir à ses jours, étaient protégés par l'Angleterre, et que deux assassins, envoyés par les émigrés français pour le poignarder, avaient été arrêtés en Normandie. Ce fait, ajouta-t-il, sera bientôt prouvé publiquement devant les tribunaux. De là, il passa brusquement à l'Égypte, assura qu'il pourrait s'en rendre maître quand il le voudrait, mais qu'il attachait trop peu d'importance à cette conquête pour en faire le sujet d'une guerre nouvelle. Ici, néanmoins, il lui échappa d'avouer que son projet de recouvrer cette colonie favorite, était différé, et non pas abandonné. « L'Égypte, ajouta-t-il, appartiendra tôt ou tard à la France, soit par la chute du gouvernement turc, soit par suite d'une convention avec la Porte, » Pour prouver que ses intentions étaient pacifiques, il convint qu'il n'avait rien à gagner à la guerre, puisqu'il était sans moyens d'attaquer la Grande-Bretagne, si ce n'était par une descente dont il reconnut les périls dans les termes les plus formels. Mais, quoique les chances, dit-il, fussent à son désavantage, dans la proportion de cent contre une, il n'hésiterait pas à les tenter si on le forçait à la guerre. Il exalta la puissance des deux pays. L'armée française allait être portée à quatre cent quatre-vingt mille hommes; et la marine anglaise était telle qu'il ne devait pas espérer d'en avoir une pareille avant dix ans au moins; que si les deux pays voulaient réunir leurs forces et leur volonté, ils règneraient sur le reste du monde. Si la Grande-Bretagne lui eût montré la moindre cordialité, elle eût obtenu de lui des indemnités sur le continent, des traités de commerce, tout ce qu'elle aurait désiré; mais

il avouait que la mésintelligence s'accroissait de jour en jour ,  
« parce que le vent qui soufflait d'Angleterre n'apportait rien  
que haine et inimitié contre lui. »

« Se livrant alors à une longue digression , il passa en revue  
les différents Etats d'Europe, et affirma que l'Angleterre ne de-  
vait espérer l'appui d'aucun d'eux dans une guerre avec la  
France. En se résumant , à la fin , il demanda l'exécution  
prompte du traité d'Amiens , et la suppression des injures qu'on  
lui adressait dans les journaux anglais. La guerre était l'alter-  
native.

« Le premier consul déclama ce plaidoyer avec une grande  
rapidité ; et quoique l'entrevue durât depuis deux heures , lord  
Whitworth put à peine glisser quelques mots de réponse ou  
d'explication. Comme il s'efforçait d'établir les nouveaux motifs  
d'inquiétude qui déterminaient le roi d'Angleterre à demander  
des conditions plus avantageuses , et qu'il les appuyait sur l'ac-  
croissement de territoire et d'influence que la France venait  
d'acquérir : « Je suppose , dit Bonaparte en l'interrompant , que  
vous voulez parler du Piémont et de la Suisse : ce sont des ba-  
gatelles qu'on a dû prévoir pendant le cours de la négociation.  
Vous n'êtes point fondé à vous en prévaloir aujourd'hui. »  
Quant aux indemnités que l'Angleterre eût obtenues dans la  
dépouille générale de l'Europe , en cultivant l'amitié de Bona-  
parte, lord Whitworth répondit noblement que l'ambition de sa  
majesté britannique se bornait à conserver ce qui lui apparte-  
nait , et ne lui faisait point désirer le bien d'autrui. L'entrevue  
se termina d'une manière polie ; mais lord Whitworth resta  
convaincu que Bonaparte ne renoncerait jamais à la possession  
de Malte.

« Le ministère anglais partagea cette opinion : la Chambre des

communes reçut du roi un message par lequel sa majesté exposait le besoin qu'elle avait d'un surcroît de forces , pour être en état de défendre ses domaines dans le cas où la France viendrait à les attaquer : cependant le motif allégué par les ministres nuisit à leur propre cause , parce qu'ils s'appuyèrent sur des faits controuvés. Leurs craintes , disaient-ils , venaient des apprêts maritimes qui se faisaient dans les différents ports de France ; mais ils n'avaient élevé aucune réclamation à cet égard , pendant les discussions entre les deux gouvernements ; et , en effet , il n'existait nulle part de préparatifs inquiétants. Sous ce rapport , les ministres anglais donnèrent l'avantage à leurs adversaires , en ne prenant point pour base de leurs mesures l'exacte vérité. Tout le monde , néanmoins , sentait la justice réelle de leur démarche , fondée sur l'ambition démesurée du premier consul , et les sentiments de colère et de haine qu'il semblait avoir voués à la Grande-Bretagne.

« L'accusation de préparatifs maritimes ayant été victorieusement réfutée par la France , M. de Talleyrand fut chargé de faire connaître à lord Whitworth les moyens que Bonaparte possédait de frapper l'Angleterre , non pas directement , il est vrai , mais en attaquant certains Etats d'Europe qu'elle désirait surtout voir , sinon parfaitement libres , au moins à l'abri du despotisme militaire. « Il est *naturel* , disait M. de Talleyrand dans une note , puisque l'Angleterre prend les armes en conséquence du message du roi , il est naturel que la France les prenne aussi ; qu'elle envoie une armée en Hollande ; qu'elle forme un camp sur les frontières du Hanovre , maintienne les troupes en Suisse , dirige des forces vers le midi de l'Italie , et enfin qu'elle établisse une ligne d'observation sur ses côtes. » Toutes ces menaces , excepté la dernière , avaient pour objet des nations éloi-

gnées, des nations neutres, que la France n'accusait d'aucun tort envers elle; mais la Grande-Bretagne voulait leur bonheur et leur indépendance; elle devait voir avec déplaisir leur paix troublée, leur liberté compromise; il n'en fallait pas plus pour les dévouer aux malheurs d'une occupation militaire. C'était une tactique tout-à-fait neuve que d'opprimer des Etats inoffensifs, et de s'en faire un moyen légitime d'agression contre une puissance ennemie qu'il n'était guère possible d'attaquer directement,

« Peu de temps après l'envoi de cette note, Bonaparte, exaspéré par le message du roi au parlement, parut vouloir terminer tout d'un coup cette longue négociation entre l'Angleterre et la France; mais le temps, le lieu et le mode furent également extraordinaires. Dans un cercle tenu aux Tuileries le 13 mars 1803, le premier consul s'avança, d'un air fort agité, vers lord Whitworth, et lui dit assez haut pour être entendu de toutes les personnes présentes : « Vous êtes donc déterminés à la guerre ! » puis, sans écouter les observations de l'ambassadeur britannique, il continua : « Nous avons été en guerre pendant quinze ans; vous voulez la guerre quinze autres années encore : c'est vous qui m'y forcez. » S'adressant ensuite au comte Markow et au chevalier Azzara : « Les Anglais veulent la guerre; mais s'ils tirent les premiers l'épée, je serai le dernier à la remettre dans le fourreau. Couvrons d'un crêpe funèbre les traités, puisqu'ils ne savent pas les respecter ! » Puis revenant à lord Whitworth : « Pourquoi ces armements? Contre qui prenez-vous ces mesures? Je n'ai pas un seul vaisseau de ligne dans les ports de France; mais, si vous prenez les armes, je les prendrai; si vous voulez vous battre, je me battrai : il est plus facile de détruire la France que de l'intimider. »



— « Nous ne voulons ni l'un ni l'autre, répondit aussitôt lord Whitworth ; nous désirons vivre en bonne intelligence avec elle.

— « Respectez donc les traités , répliqua Bonaparte d'un ton sévère. Malheur à ceux qui les auront violés ! ils répondront à l'Europe des conséquences qui vont en résulter.

« Il répéta cette phrase deux fois, et sortit, laissant toutes les personnes présentes étonnées du manque de dignité qui avait fait naître cette scène.

« Cette sortie violente s'expliqua d'elle-même, si nous la rapportons uniquement à l'impatience d'un caractère emporté, devenu plus irritable encore, après une suite de triomphes extraordinaires, quand le moindre obstacle contrariait l'exécution d'un plan favori. L'un des plus grands inconvénients du pouvoir absolu est que celui qui le possède apporte naturellement ses sentiments de colère, de vengeance ou de fierté dans les affaires qui devraient être traitées avec sang-froid, avec impartialité, et dont le but exclusif est l'intérêt général. Mais il est demeuré constant, pour ceux qui ont été le mieux à même de connaître Bonaparte, que ces accès auxquels il se livrait de temps en temps étaient moins les effets naturels d'une irrabilité maladive que des moyens calculés d'avance pour intimider et pour étourdir ceux avec qui il voulait traiter. Il est donc possible que la politique ait eu quelque part dans l'indignation du premier consul, et qu'il se soit rappelé, en présence de lord Whitworth, le succès complet de la scène violente où il brisa le service de porcelaine de Cobentzel, et qui précéda la signature du traité de Campo-Formio ; mais la position de la Grande-Bretagne ne ressemblait en rien à celle de l'Autriche. Ce langage de colère ne servit donc qu'à détruire un reste d'espoir.

pour la paix , en montrant l'obstination invincible de l'homme du caprice ou du jugement duquel le sort de l'Europe dépendait tout entier en ce moment critique. L'entrevue des Tuileries , où la Grande-Bretagne s'estima insultée dans la personne de son ambassadeur , et devant les représentants de toute l'Europe , accrut de beaucoup l'irritation générale en Angleterre.

« M. de Talleyrand , à qui lord Whitworth demanda l'explication de cette scène étrange , se contenta de répondre que le premier consul se voyant publiquement outragé , avait voulu se disculper en présence de tous les ambassadeurs de l'Europe. La question de la guerre ou de la paix revint alors au sujet de Malte. La conservation de cette forteresse , par les Anglais , n'avait rien qui dût alarmer la France. Si la Grande-Bretagne , au contraire , la remettait sans une garantie certaine , l'extrême probabilité que l'île retomberait au pouvoir du premier consul , était un sujet d'inquiétude fort légitime pour l'Angleterre , qui dut toujours regarder l'occupation de Malte comme un premier pas vers une nouvelle conquête de l'Egypte. Il semblait donc que Bonaparte eût agi prudemment en cédant sur ce point. De cette manière , il ménageait à la France les délais dont elle avait besoin pour recouvrer ses colonies , rétablir son commerce , et renouveler sa marine , presque entièrement détruite pendant la guerre. Il la mettait à même enfin de saisir plus tard une occasion favorable d'attaquer l'Angleterre sur l'élément qu'elle nommait plus particulièrement le sien. On attribua donc à M. de Talleyrand cette opinion , que Bonaparte , en cédant à l'Angleterre , au sujet de Malte , aurait dû endormir les soupçons de sa rivale.

« D'un autre côté , outre l'humeur belliqueuse de Bonaparte , il existait de fortes raisons pour faire désirer au premier consul

la rupture des négociations. Sa puissance avait pour base l'opinion générale qu'on s'était formée de l'inflexibilité de son caractère et du bonheur qui s'attachait constamment à ses opérations, soit dans le cabinet, soit sur le champ de bataille. En cédant à l'Angleterre, dans la question qu'elle agitait avec lui en face de l'Europe, il abjurait en quelque sorte ses prétentions à l'autocratie du monde civilisé. Sous ce rapport, il ne pouvait rien accorder. Reconnaître que son invasion en Suisse et en Piémont rendait nécessaire la cession de Malte à la Grande-Bretagne, à titre de compensation, c'était avouer que l'Angleterre avait encore le droit d'intervenir dans les affaires de l'Europe, et la désigner aux nations disposées à secouer le joug de la France comme le seul pouvoir auquel il devait encore quelques égards.

« On fit encore, sans espoir de réussir, quelques faibles tentatives pour renouer les négociations. Le ministère anglais ne demanda plus à retenir Malte à perpétuité, mais seulement pour dix années. De son côté, Bonaparte ne voulut consentir à aucune modification du traité d'Amiens ; mais il offrit, au lieu de troupes napolitaines, dont la garantie ne paraissait pas suffisante, une garnison russe ou autrichienne. L'Angleterre refusa ; lord Whitworth quitta Paris, et le 18 mai 1803 la Grande-Bretagne déclara la guerre à la France. »

## CHAPITRE XV.

### Expédition de Saint-Domingue.

Le traité d'Amiens paraissant avoir rendu la paix à l'Europe, une des premières entreprises de Bonaparte fut de reconquérir la partie française de cette vaste, riche et précieuse

colonie de Saint-Domingue, dont les désastres forment un épisode effroyable dans l'histoire de la guerre.

Abandonnés à eux-mêmes, les nègres se divisèrent en différents partis, sous l'autorité de chefs plus ou moins indépendants les uns des autres, et dont plusieurs firent preuve d'un talent remarquable. Le premier de tous était Toussaint-Louverture. Après avoir fait la guerre à la manière d'un sauvage, il usa du pouvoir que lui donna le succès, avec beaucoup d'habileté politique. Nègre lui-même, il eut cependant assez d'intelligence pour apprécier, dans ses projets de civilisation, l'importance de fournir à ses sujets l'occasion de s'instruire, et de profiter des exemples d'industrie que leur offraient les blancs. Il protégea donc ces derniers; il décida, comme une chose juste et raisonnable, que les noirs, désormais libres, continueraient de cultiver les plantations des colons blancs, et que le produit de l'exploitation serait partagé dans une certaine proportion, entre le propriétaire blanc, et le cultivateur noir.

La plus légère infraction à ses règlements était punie avec une sévérité toute africaine. Un jour, il arriva qu'une femme blanche, propriétaire d'une plantation, fut assassinée par les nègres cultivateurs, qui avaient été autrefois ses esclaves : Toussaint se rendit sur les lieux, à la tête d'une partie de sa garde à cheval, rassembla les nègres appartenant à la plantation, les fit entourer par sa cavalerie noire, qui, après une courte information de l'affaire, reçut ordre de les mettre en pièces.

Au moyen d'une rigueur constante, et d'une sagacité naturelle, Toussaint parvint bientôt au commandement en chef de l'île, et profita de la paix maritime pour affermir sa puissance.

Il établit un gouvernement sur le modèle de la constitution dernièrement promulguée en France , c'est-à-dire celle de l'an VIII , et par conséquent un gouvernement consulaire. On pense bien que Toussaint n'oublia point de retenir pour lui l'autorité suprême, avec le droit de nommer son successeur. C'était en tout une espèce de parodie de la conduite de Bonaparte , qui sans doute n'en fut pas satisfait. La constitution de Saint-Domingue fut mise en vigueur sans délai, encore bien que , par un reste de déférence envers la France , le consentement de cette république eût été formellement réclamé. Il demeurerait évident , néanmoins , que l'Africain , tout disposé qu'il pût être d'ailleurs à reconnaître une certaine souveraineté nominale de la part de la France , n'en était pas moins résolu à retenir le gouvernement effectif de la colonie. Mais Bonaparte ne l'entendait nullement ainsi ; parce qu'il était impatient de rendre à la France les avantages dont la supériorité navale de l'Angleterre l'avait privée depuis si longtemps , c'est-à-dire des colonies , une marine , un commerce.

On dit que Bonaparte eut l'art d'employer une grande partie des troupes de l'armée du Rhin à cette expédition lointaine , sous un climat insalubre ; il ne voulut pas cependant qu'on supposât l'existence du moindre danger , et il exerça sur un membre de sa famille , à cette occasion , un acte d'autorité tendant à prouver que tel était son sentiment à lui-même. Sa sœur, Pauline , depuis mariée au prince de Borghèse , montrait la plus grande répugnance à suivre , dans cette expédition , le général Leclerc , alors son époux , et ne s'embarqua que sur un ordre positif du premier consul. Pauline était cependant sa sœur favorite ; mais il aima mieux l'exposer au danger commun , que de laisser croire , en lui

permettant de rester, que lui-même il augurait mal de l'expédition.

L'expédition appareilla le 14 décembre 1804. Une escadre anglaise d'observation, incertaine du but proposé, la suivit dans sa marche vers les Indes occidentales. La flotte française se présenta devant le cap Français, le 29 janvier 1802.

Sommé de se soumettre, et probablement effrayé à la vue de cette formidable expédition, que les nègres ne pouvaient espérer de combattre avec succès, qu'à la faveur du temps et du climat, Toussaint ne se montra pas d'abord éloigné d'en venir à un accommodement. Une lettre, conçue en termes honorables pour sa personne, lui fut remise de la part du premier consul. Le général Leclerc lui offrit en même temps les conditions les plus avantageuses, et le titre de vice-gouverneur. En définitive, cependant, Toussaint ne put prendre sur lui de se confier aux Français, et se résolut à la guerre, qu'il conduisit avec beaucoup d'habileté. Mais la tactique des Européens et leurs savantes combinaisons militaires, ne tardèrent pas à triompher de l'énergie de Toussaint et de ses partisans. Les chefs se soumirent les uns après les autres au général Leclerc. Toussaint lui-même parut désespérer de pouvoir résister plus longtemps; il céda, et reçut son pardon du général Leclerc, à la condition qu'il se retirerait dans une plantation dont il ne sortirait point sans la permission du commandant en chef.

Peu de temps s'était écoulé depuis la victoire des Français lorsqu'ils découvrirent, ou supposèrent avoir découvert un projet de conspiration parmi les nègres; et Toussaint, sur les plus légers motifs, fut accusé d'encourager la révolte. Sur cette allégation, dont la preuve unique était une lettre sus-

ceptible d'interprétation favorable, l'infortuné chef fut saisi, avec toute sa famille, et embarqué pour la France. Depuis, aucun renseignement officiel ne fut donné sur son sort. On apprit seulement que Toussaint avait été enfermé au château de Joux (1), en Franche-Comté, où le malheureux Africain

(1) A cinquante lieues de la frontière de Suisse, la France est hérissée de citadelles, de maisons d'arrêt, de villes servant de prison, et l'on ne voit partout que des individus contraints par la volonté d'un seul homme, des conscrits du malheur qui sont tous enchaînés loin des lieux où ils voudraient vivre. A Dijon, des prisonniers espagnols, qui avaient refusé de prêter le serment, venaient sur la place de la ville sentir le soleil à midi, parce qu'ils le prenaient alors un peu pour leur compatriote; ils s'enveloppaient d'un manteau, souvent déchiré, mais qu'ils savaient porter avec noblesse, et ils s'enorgueillissaient de leur misère, qui venait de leur sort; ils se complaisaient dans leurs souffrances, qui les associaient aux malheurs de leur intrépide patrie. On les voyait quelquefois entrer dans un café, seulement pour lire le journal, afin de pénétrer le sort de leurs amis à travers les mensonges de leurs ennemis; leur visage était alors immobile, mais non sans expression, et l'on y apercevait la force réprimée par la volonté. Plus loin, à Auxonne, était la demeure des prisonniers anglais, qui, la veille, avaient sauvé de l'incendie une des maisons de la ville où on les tenait enfermés. A Besançon, il y avait encore des Espagnols. Parmi les exilés français qu'on rencontre dans toute la France, une personne habitait la citadelle de Besançon, pour ne pas quitter son père. Depuis longtemps et à travers tous les genres de périls, mademoiselle de Saint-Simon partageait le sort de celui qui lui a donné la vie. A l'entrée de la Suisse, sur le haut des montagnes qui la séparent de la France, on aperçoit le château de Joux, dans lequel sont détenus des prisonniers d'état, dont souvent le nom même ne parvient pas à leurs parents. C'est dans cette prison que Toussaint Louverture est mort de froid. Il méritait son malheur, puisqu'il avait été cruel; mais l'homme qui avait le moins droit de le lui infliger, c'était l'empereur, puisqu'il s'était engagé à lui garantir la liberté et la vie. Je passais au pied de ce château un jour où le temps était horrible; je pensais à ce nègre transporté tout-à-coup dans les Alpes et pour qui ce séjour était l'enfer de glaces; je pensais à de plus nobles êtres qui y avaient été renfermés, à ceux qui y gémissaient encore; et je me disais aussi que si j'étais là je n'en sortirais de ma vie. Rien ne peut donner l'idée au petit nombre des peuples libres qui restent encore sur la terre de cette absence de sécurité, état habituel de toutes les créatures humaines sous l'empire de Napoléon. Dans les autres gouvernements despotiques, il y a des usages, des lois, une religion, que le maître n'enfreint jamais, quelque absolu qu'il soit; mais en France et dans l'Europe France, comme tout est nouveau; le passé ne saurait être une garantie, et l'on peut tout craindre comme tout espérer,

était mort victime d'un climat auquel il n'était pas accoutumé, et des rigueurs d'une étroite prison.

Dans les lettres qu'il écrivait à Bonaparte, il avait l'habitude de mettre pour suscription : *Le premier homme des noirs au premier homme des blancs.*

Cette perfidie de Bonaparte envers Toussaint fut suivie d'un prompt châtement. Le fléau des Européens, la fièvre jaune, éclata parmi les troupes, et enleva, avec une rapidité incroyable, le général Leclerc, plusieurs de ses meilleurs officiers, et un grand nombre des plus braves soldats. Indignés de la conduite du gouverneur à l'égard de Toussaint, encouragés d'ailleurs par l'épidémie qui régnait dans l'armée française, les nègres se soulevèrent de tous côtés. Il en résulta une espèce de guerre dont nous nous estimons heureux de n'avoir point à rappeler les déplorables et affreux détails. Le résultat de cette guerre infernale fut que la cruauté des Français au lieu d'intimider leurs sauvages adversaires, les exaspéra davantage, et que le nombre des premiers, diminuant incessamment par suite de la maladie et des combats journaliers, ne fut plus suffisant pour la défense des villes, bien loin de l'être pour la conquête de l'île. Enfin, le général Rochambeau, qui avait succédé à Leclerc en qualité de commandant en chef, fut obligé, pour sauver quelques débris de cette belle armée, de se rendre à discrétion à une escadre anglaise, le 4<sup>er</sup> décembre 1802. C'est ainsi que la plus riche des colonies dans les Indes occidentales, fut définitivement perdue pour la France (4).

suivant qu'on sert ou non les intérêts de l'homme qui ose se donner lui-même et lui seul pour but à la race humaine entière.

(M<sup>re</sup> DE STAEL.)

(1) *Vie de Napoléon.*



CHAPITRE XV.

Cérémonie à Notre-Dame pour le concordat. — Le Consulat prolongé pour dix ans , puis à vie.

Le concordat fait avec le Saint-Siège le 15 juillet précédent fut proclamé solennellement. Les consuls allèrent le présenter au Corps-Législatif, et de là vinrent remercier Dieu à Notre-Dame du rétablissement de la religion.

Le premier consul fut reçu par l'archevêque de Paris et plusieurs autres princes de l'Eglise, à l'entrée de la nef. Le cardinal légat dit une messe basse. A l'Evangile, les archevêques et les prélats prêtèrent, entre les mains du premier consul, le serment civil prescrit par le Concordat. La messe achevée, le cardinal légat entonna le *Te Deum*, qui fut exécuté à grand orchestre; on chanta ensuite le *Domine salvum fac rempublicam, salvos fac consules* prescrit par le même Concordat.

Le 28 avril 1802, dit un historien ecclésiastique, il y eut dans l'église de Notre-Dame, à Paris, un *Te Deum* chanté pour célébrer le rétablissement du culte catholique. Les consuls s'y rendirent en grande pompe. M. de Boisgelin, archevêque de Tours, dans un discours, montra la Providence dirigeant en secret la marche des événements et les amenant au but marqué dans ses décrets. « Les témoins de ce spectacle, ajoute cet écrivain, pouvaient à peine en croire leurs yeux en voyant une religion, naguère proscrite, revêtue de l'éclat extérieur du culte et reconnue par l'autorité dominante. Ils comparaient avec étonnement à cette pompe tant de décrets de persécutions, de blasphèmes, d'arrêts de mort. Ils se rappelaient cette séance

de la Convention du 7 novembre 1793, où l'impiété, secondée par la lâcheté de quelques mauvais prêtres, insultait à la foi de tant de siècles et abolissait l'exercice de la religion. Ils se rappelaient cette fête impure par laquelle on souilla les autels, par laquelle on profana cette Eglise. La paix ramenait en France ces prêtres longtemps exilés et errants dans des terres étrangères. Les victimes de la déportation directoriale revenaient de leur exil, et les prisons s'ouvraient pour ceux que la tyrannie y avait plongés. Le culte public se rétablissait, les évêques se répandaient dans les différents diocèses qui leur étaient assignés. Beaucoup de ces hommes, que les malheurs de la révolution avaient éloignés de la religion, s'en rapprochaient, et l'Eglise, après tant de scandales, vit revenir à sa voix un grand nombre de ceux dont elle avait pleuré la perte. »

On sait que les dons de Bonaparte étaient des dons empoisonnés, et qu'en même temps qu'il semblait rétablir l'Eglise, il anéantissait sa liberté, en ajoutant au concordat les articles organiques qui empêchaient les conciles provinciaux et nationaux de s'assembler, contrairement à la constitution de l'Eglise.

Un écrivain ami de Bonaparte a dit de cette époque : « En avril 1802, le premier consul dressa toutes ses batteries pour se faire déclarer consul à vie. C'est peut-être l'époque de sa carrière où il a mis le plus en pratique les principes de fausseté et de dissimulation que le vulgaire appelle les maximes de Machiavel ; jamais la ruse, le mensonge, l'astuce, la modération apparente n'ont été employés avec plus de talent et de succès. »

Bonaparte voulait alors une magistrature perpétuelle. Le Tribunal prit l'initiative ; il avait déjà subi des éliminations ;

Bonaparte en avait fait sortir les opposants. Il répondit à la députation : « La mort n'aura pas d'amertume pour moi , si mes derniers regards peuvent voir *le bonheur de la république* aussi assuré que sa gloire. » Quelle comédie ! Mais la gloire et le bonheur du citoyen doivent se taire quand l'esprit de l'état et la bienveillance publique l'appellent. Un sénatus-consulte prolongea pour dix ans , au-delà du temps fixé par la constitution de l'an VIII , la première magistrature dans la personne de Napoléon Bonaparte. Il était dit , dans les considérants , que le magistrat qui a conduit tant de fois les soldats français à la victoire , brisé la foudre révolutionnaire , dissipé les factions , éteint les discordes civiles et les dissensions religieuses , pacifié le continent et les mers , a les plus grands droits à la reconnaissance des Français.

La réponse du premier consul renfermait des paroles qui sont devenues prophétiques : « La fortune a souri à la république , mais *la fortune est inconstante* ; et combien d'hommes qu'elle avait comblés de ses faveurs *ont vécu trop de quelques années* ! L'intérêt de ma gloire et celui de mon bonheur semblerait avoir marqué le terme de ma vie politique au moment où la paix du monde est proclamée (1). »

Tout révélait alors le désir que Bonaparte avait de s'emparer du trône. Dans l'article du traité avec la Russie , il était question des sujets des deux gouvernements. Au Tribunal ,

(1) Il y avait quelque chose de très-curieux dans ce sénatus-consulte. C'était pour témoigner , disait-il , sa reconnaissance aux consuls de la république que l'on prolongeait de dix ans la durée du règne consulaire , seulement du premier consul. A la vérité , une prolongation de pouvoir , votée en faveur de Cambacérès et de Lebrun n'eût été pour eux qu'une amère dérision ; car l'un et l'autre savaient à quoi s'en tenir sur la durée du bail de Bonaparte avec la république.

Chénier se montra un des plus ardents parmi ceux qui réclamaient contre l'introduction de ce mot; il dit que les armées françaises avaient versé leur sang pour que les Français fussent des citoyens et non des sujets. Cette discussion irrita singulièrement le premier consul, qui dit à un de ses confidents : « De quoi se mêlent ces bavards-là, me dit-il, ils veulent être des citoyens ! Pourquoi n'ont-ils pas su l'être ? Il fallait que mon gouvernement traitât d'égal à égal avec la Russie. J'aurais eu l'air d'un mannequin aux yeux des cours étrangères, si j'avais cédé aux sottes précautions du Tribunat. Ces gens-là m'ennuient à un tel point que je suis tenté d'en finir tout de suite avec eux. »

Un arrêté des second et troisième consuls avait posé cette question : *Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à vie ?* « Quelle que soit ma destinée, consul ou citoyen, répondait Bonaparte à M. de Vaublanc, parlant au nom du Corps-Législatif, je n'existerai que pour la grandeur et la félicité de la France. » Bonaparte s'affermissait de plus en plus dans la persuasion de sa fortune et dans l'espèce de culte qu'il rendait à l'audace. Tant que la passion le poussait, il ne voyait que le but; mais, le but atteint, il examinait les obstacles qu'il aurait pu rencontrer.

Le Sénat proclama, le 2 août 1802, le vœu du peuple : sur 3,557,885 votants, 3,368,250 s'étaient prononcés pour l'affirmative; en conséquence, Napoléon Bonaparte fut proclamé premier consul à vie.

Le message du Sénat fut présenté au premier consul par M. Barthélemy, son président. Voici la réponse que fit Bonaparte : « La vie d'un citoyen est à la patrie : le peuple français veut que la mienne tout entière lui soit consacrée ; j'obéis

à sa volonté. *La liberté* (1), l'égalité, la prospérité de la France sont assurées..... *Le meilleur des peuples sera le plus heureux.....* Content alors d'avoir été appelé, par l'ordre de celui de qui tout émane, à ramener sur la terre l'ordre et l'égalité, j'entendrai sonner la dernière heure sans regret. »

Deux jours après (4 août), on publia les modifications faites par des sénatus-consultes, *toujours organiques*, à la constitution.

Le Corps-Législatif fut réduit à deux cent cinquante-huit membres, et le Tribunat à cinquante. Tout le système électoral fut bouleversé : les électeurs étaient nommés à vie ; le Sénat pouvait changer les institutions, dissoudre même le Corps-Législatif et le Tribunat ; enfin le premier consul avait le droit de grâce.

Une brochure de Camille Jordan, qui parut alors, irrita beaucoup le premier consul ; elle demandait la liberté de la presse. « Comment ! disait Bonaparte, je n'en finirai donc pas avec ces boute-feux ? Des bavards qui voient de la politique sur du papier comme le monde sur une carte. Vraiment je n'aurais qu'à les laisser faire, et cela irait bien ! Camille Jordan, que j'ai si bien accueilli à Lyon ; lui aussi, il demande la liberté de la presse ! Non sûrement, ils ne l'auront pas ! il vaudrait autant tout de suite monter en voiture et aller vivre dans une ferme à cent lieues de Paris (2). »

Dans le but de rétablir des relations amicales avec l'Orient, le premier consul y envoya Sébastiani, son compatriote,

(1) Tout ce qui tenait à la publicité, soit à l'aide de la parole, soit par des écrits, était la bête noire de Bonaparte ; de là sa haine profonde pour les avocats, les orateurs et les écrivains.

(2) Bonaparte fit saisir la brochure de Camille Jordan.

alors simple colonel. Celui-ci s'embarqua à Toulon le 29 août; il visita Tripoli, sur la côte d'Afrique, puis Alexandrie, le Caire et Saint-Jean-d'Acre. Le colonel Sébastiani reçut partout le meilleur accueil.

## CHAPITRE XVI.

Discussion au conseil-d'état. — Affaire suisse.

Un des hommes qui ont été le plus dévoués à Napoléon s'exprime ainsi au sujet du Code civil : « Depuis le mois de mars 1802, Bonaparte était d'une grande exactitude à assister aux séances du conseil-d'état. Les hommes les plus versés dans la connaissance du droit coopérèrent à ce travail immense. Pendant tout le temps que dura la discussion, où l'on remarquait Cambacérès, Portalis, Merlin de Douai, Tronchet, etc., au lieu de s'assembler, comme de coutume, trois fois par semaine, le conseil-d'état s'assembla tous les jours, et les séances, dont la durée était ordinairement de deux ou trois heures, furent souvent prolongées pendant cinq et même six heures. C'est dans ces graves conversations que j'ai le plus admiré l'incroyable variété du génie de Bonaparte, ou plutôt cet instinct supérieur qui lui faisait envisager sous leur vrai point de vue les questions législatives auxquelles on devait le croire étranger. Sans l'ambition, ses facultés auraient été admirables. Il est certain que les fumées de la gloire et de l'ambition dérangent par moment les cerveaux les mieux organisés, et que souvent Bonaparte eut dans toute la puissance de son génie des aberrations de jugement; car si son imagination ne lui manqua jamais, son jugement se trouva en défaut. »

A la même époque les unitaires et les fédéralistes étaient aux prises en Helvétie. Le premier consul ordonna au général Ney d'entrer en Suisse avec une armée, pour faire mettre bas les armes aux deux partis. L'affaire fut bientôt *arrangée*, comme on disait alors : cinquante-six députés suisses partirent pour Paris, où se constitua un congrès. Ce fut de ce congrès que sortit la constitution qui a régi la Suisse jusqu'en 1814, et qui déférait au premier consul, et plus tard à l'empereur, le titre de *médiateur de la confédération suisse*.

La session du Corps-Législatif fut marquée par des lois utiles, et qui existent encore : l'école de médecine fut organisée ; il en fut de même pour le notariat ; des chambres consultatives de commerce furent établies ; l'administration forestière fut organisée ; une loi régla la solde des retraites ; la Banque obtint de nouveaux privilèges ; enfin on adopta tout le premier livre du Code civil.

Voici comment l'affaire suisse est présentée par un historien étranger :

« L'invasion des cantons suisses par le directoire avait toujours été regardée comme une violation manifeste et grossière du droit des gens ; Bonaparte lui-même ne la jugeait pas autrement. Il eut soin néanmoins de maintenir l'occupation militaire de la Suisse par les troupes françaises ; et ce peuple, quelle que fût son indignation à la vue de sa renommée déchue et de ses libertés anéanties, ne pouvait opposer de résistance aux Français qu'au prix de son entière destruction.

L'article II du traité de Lunéville semblait offrir aux Suisses l'espérance d'échapper à l'esclavage ; mais cet espoir n'était qu'un vain mot. On déclarait que le traité s'étendait aux républiques batave, helvétique, cisalpine et ligurienne. « Les par-

ties contractantes garantissent l'*indépendance* de ces républiques, dit le traité, et aux peuples qui les composent, le droit d'adopter la forme de gouvernement qui leur plaira. »

Les cantons n'étaient pas d'accord relativement au système politique qu'ils devaient adopter. La question fut solennellement débattue dans une diète tenue à Berne. La majorité se décida pour une ligue fédérative, base antique du gouvernement helvétique. Un projet de constitution, d'après ce principe, fut en conséquence rédigé et approuvé. L'exécution en fut confiée au sage Aloys Reding, également renommé par son courage et son patriotisme. Il sentit la nécessité d'obtenir l'aveu de la France, pour assurer à ses compatriotes la libre jouissance de la constitution qu'ils s'étaient donnée, et se rendit lui-même à Paris, afin de solliciter le consentement de Bonaparte. Ce consentement fut accordé à condition que le gouvernement suisse admettrait à ses délibérations six membres de l'opposition. Soutenus par la France, ces derniers voulaient la constitution une et indivisible, à l'imitation de celle de la république française.

Cette mesure, prise à la requête du premier consul, se termina par un acte de trahison, probablement prévu par Bonaparte. Saisissant le moment où la diète était ajournée à cause des fêtes de Pâques, le parti français convoqua une réunion où les autres membres ne se trouvèrent point, et il décréta une forme de constitution qui renversait entièrement celle sous laquelle les Suisses avaient si longtemps trouvé la liberté, le bonheur et la gloire. Bonaparte les félicita sur la sagesse de leur choix. Le nouveau gouvernement devait avoir pour chefs des hommes redevables de leur élévation au premier consul, et par conséquent soumis à sa volonté. Les ayant donc complimentés



des'être donné une constitution libre et indépendante, il déclara son intention de rappeler les troupes françaises, et les rappela en effet. L'équité apparente de cette mesure fit éclater beaucoup de reconnaissance parmi les Suisses : ils se seraient épargnés ces démonstrations, sans doute, s'ils avaient su que la politique de Bonaparte, plus que sa générosité, lui avait inspiré cette conduite. D'abord, et dans son propre intérêt, Bonaparte devait paraître laisser la Suisse en possession de sa liberté ; ensuite il était bien certain qu'en abandonnant ce pays à lui-même, les événements ultérieurs lui offriraient bientôt un prétexte plausible d'y rentrer les armes à la main.

Les cantons aristocratiques de l'ancienne ligue helvétique approuvaient la constitution dernièrement adoptée par le parti français. Il n'en était pas ainsi des cantons démocratiques ; c'est-à-dire des petits cantons : ils déclarèrent qu'ils ne voulaient point s'y soumettre ; qu'ils se sépareraient de la ligue générale, attendu qu'elle était calquée sur celle de France, et qu'ils formeraient une confédération séparée, en renversant les anciennes lois nationales. C'étaient les cantons de Schwitz, d'Uri et d'Unterwalden, pays de forêts et de montagnes, où les habitants ont moins dégénéré des mœurs simples et agrestes de leurs ancêtres. Une guerre civile éclata aussitôt. Le principal chef des petits cantons était l'intrépide Reding, qui s'efforça, mais en vain, d'affranchir sa malheureuse patrie. Le gouvernement intrus fut d'abord chassé de Berne ; ses troupes battues sur tous les points, et le parti fédéral accueilli avec les démonstrations de la joie la plus vive.

Mais au moment où Reding et ses braves Suisses se complaisaient dans l'idée de rétablir l'ancienne constitution avec tous ses privilèges et ses immunités, la main de fer d'un pou-

voir supérieur était tendue déjà pour comprimer leurs efforts patriotiques.

La fatale nouvelle de l'intervention arbitraire de la France fut répandue par l'arrivée subite de Rapp, adjudant-général de Bonaparte. Il apportait une déclaration adressée aux dix-huit cantons. Ce manifeste était d'une nature fort extraordinaire. Bonaparte reprochait aux Suisses une discorde civile de trois années, oubliant que cette discorde n'eût point existé sans l'invasion opérée par la France. Il leur disait qu'aussitôt après que le gouvernement français eut consenti à retirer ses troupes de leur pays, ils avaient tourné leurs armes les uns contre les autres. Ce raisonnement, adressé par une nation indépendante à une autre nation, est déjà très-singulier par lui-même ; mais ce qui suit l'est bien davantage encore.

« Vous vous êtes disputé trois ans sans vous entendre : si l'on vous abandonne plus longtemps à vous-mêmes, vous vous tuerez trois ans sans vous entendre davantage. Votre histoire prouve d'ailleurs que vos guerres intestines n'ont jamais pu se terminer que par l'intervention efficace de la France.

« Il est vrai que j'avais pris le parti de ne me mêler en rien de vos affaires ; j'avais vu constamment vos différents gouvernements me demander des conseils, et ne pas les suivre, et quelquefois abuser de mon nom, selon leurs intérêts et leurs passions.

« Mais je ne puis ni ne dois rester insensible au malheur auquel vous êtes en proie ; je reviens sur ma résolution, je serai le médiateur de vos différends ; mais ma médiation sera efficace, telle qu'il convient aux grands peuples au nom desquels je parle. »

Ce langage insultant par lequel le premier consul, sans y

avoir été invité, et comme s'il eût accordé une grâce, prenait sur lui d'exercer le pouvoir le plus absolu sur un peuple libre et indépendant, se reproduit d'une manière également remarquable vers la fin du manifeste. Il ordonne au sénat suisse d'envoyer une députation à Paris, afin de se concerter avec le premier consul, qui ajoute : « De mon côté, j'ai le droit d'attendre qu'aucune ville, aucune commune, aucun corps ne voudra rien faire qui contrarie les dispositions que je vous fais connaître. » A l'appui de cette dialectique d'un manifeste que le dernier écolier aurait pu confondre, Ney entra par différents points en Suisse, à la tête de quarante mille hommes.

Dans l'impossibilité de résister à de telles forces, Aloys Reding congédia les siennes. La diète de Schwitz se sépara également, attendu, ainsi qu'elle le déclara, l'intervention des troupes étrangères, auxquelles l'état d'épuisement du pays ne permettait pas de s'opposer.

La Suisse fut donc occupée une seconde fois par les soldats français, on poursuivit et l'on mit en prison les patriotes qui s'étaient fait remarquer dans la revendication des droits du pays. On pressait Aloys Reding de se cacher; il ne voulut pas; et quand l'officier français qui vint l'arrêter lui reprocha de s'être mis à la tête de l'insurrection, il répondit avec dignité : « J'ai obéi à la voix de ma conscience, à celle de ma patrie; pour vous, exécutez les ordres de votre maître. » Il fut envoyé au château d'Arsbourg.

La noble résistance des petits cantons, leur réputation de courage, firent quelque impression sur le premier consul lui-même. Il était prudent d'ailleurs de ne pas les pousser à bout; et, dans l'acte définitif de médiation, au moyen duquel il leur

évitait les embarras de songer à leur constitution, il permit que le fédéralisme fût conservé comme une des bases fondamentales. Par un traité définitif subséquent, les cantons consentirent à refuser le passage, sur leur territoire, aux ennemis de la France, et s'engagèrent à maintenir sur pied un corps de quelques milliers de soldats, pour l'exécution de cette promesse : de plus, la Suisse fournissait à la France une armée auxiliaire de seize mille hommes, dont l'entretien restait à la charge du gouvernement français. Quoi qu'il en soit, ces montagnards déployèrent une si grande énergie dans la discussion de ce traité, qu'ils échappèrent au système de la conscription imposé aux autres Etats tombés sous la domination de la France.

L'Angleterre adressa, au gouvernement français, des remontrances sur cette violation manifeste des libertés d'un pays indépendant ; on ne daigna point y répondre : le *Moniteur* seul s'en chargea pour vouer au ridicule et au mépris les prétentions de la Grande-Bretagne à intervenir dans les affaires du continent. Depuis lors, Bonaparte adopta et continua de porter le titre de grand médiateur de la république helvétique. »

## CHAPITRE XVII.

Rapports entre M. de Lafayette et le premier consul.

Je crois devoir placer ici un chapitre remarquable que je trouve dans les *Mémoires de M. de Lafayette*, sous ce titre : *Mes rapports avec le premier consul*, et je crois devoir en donner ici un extrait. Il servira à faire connaître parfaitement l'époque du Consulat, et puis c'est quelque chose de curieux,

que Bonaparte jugé par Lafayette , le représentant du despotisme par le représentant de l'anarchie :

« Je me trouvais en Hollande , dit M. de Lafayette , lorsque Bonaparte revint d'Egypte. Depuis longtemps , je souhaitais un effort de quelques bons citoyens ; je tâchais de l'exciter par mes lettres. Tout le monde sentit , à son arrivée , qu'il était l'homme de la circonstance. Je lui écrivis un mot , qu'il ne reçut que le 18 brumaire. Je me décidai à partir. Arrivé à Paris , je reçus plusieurs amis et j'écrivis aux consuls provisoires Bonaparte et Siéyès. Bonaparte fut très-irrité , et Siéyès charmé de mon retour.

« Ma femme vit ces deux consuls. On crut superflu de voir Roger Ducos , que M<sup>me</sup> de Staël comparait à un chiffon mis entre deux corps précieux pour empêcher leur choc. J'étais encore sur les listes des émigrés , hors la loi , et ma tête mise à prix , lorsque la constitution s'acheva. Je n'eus donc point à voter contre cette conception de Siéyès où les garanties de la liberté ont été sacrifiées aux garanties de son amour-propre. Les lieux communs américains et anglais , tels que , déclaration des droits , représentation nationale , proposition des lois , discussion publique , balance des pouvoirs , lui ont paru suffisamment remplacés par une espèce d'institut ou jury national que la nation n'élit pas , un sénat bien isolé par son essence , bien dépendant par les premiers choix , qui n'aurait pourtant eu besoin que d'un mouvement d'intrigue ou de jalousie pour absorber un grand électeur , chef de la république , dont le rôle , trop insignifiant pour aucun homme de sens , avait été composé exprès pour l'homme le plus actif et le plus ambitieux de la terre. Aussi Bonaparte , se jouant de son collègue , trouva moyen d'attacher le nom de Siéyès , non-seulement à ces vai-

nes institutions, mais même aux changements et aux nominations qui lui donnèrent la dictature; et, pour mieux briser l'instrument, il lui jeta à la tête un bien de cent mille écus, que Siéyès eut la faiblesse de désirer, en dépit de ses amis, et de recevoir à travers beaucoup de désagréments. « Que voulez-vous? me disait Bonaparte lorsque l'absolvant de la constitution de l'an VIII je ne le taxais que d'avoir fait la part du pouvoir exécutif et de l'avoir faite bonne; vous savez que Siéyès n'avait mis partout que des ombres : ombre de pouvoir législatif, ombre de pouvoir judiciaire, ombre de gouvernement, il fallait bien de la substance quelque part... Ma foi! je l'ai mise là. » Cette plaisanterie me rappelle que Benjamin Constant, racontant un jour comment Siéyès lui avait dit à l'arrivée de Bonaparte : « Il faut que je voie ce jeune homme et ce qu'il a dans l'âme, » ajoutait : « je crois qu'à présent il doit en avoir le cœur net. »

« On m'a dit que Bonaparte avait craint à mon retour que je demandasse une armée. J'avais seulement chargé mon fils, dans le cas où Bonaparte serait battu, de lui demander pour moi la permission de le joindre comme volontaire; il l'a su depuis par hasard et y a paru sensible, mais tout s'arrangea de manière à ne le voir qu'à son retour de Marengo.

« Il est tout simple que Bonaparte ait été là comme ailleurs un grand capitaine; car, en admettant qu'il fût d'abord surpris et battu, rétabli ensuite par des troupes et un chef qui ne devaient pas y être, mieux servi enfin par un billet de M. Mélas que par un avantage indécis, la postérité, qui le verra calquer d'avance le siège de Gênes et franchir le mont Saint-Bernard, n'en admirera pas moins la justesse et la hardiesse de ses vues. Mais, ce qui est surtout admirable et le plus beau

trait de sa vie, c'est ce noble abandon du poste central de Paris, où à peine il s'était placé, pour aller au-delà des Alpes gagner les batailles du peuple français, mouvement de l'âme dont la gloire est à lui seul, et qui m'a toujours tellement ému, que je m'indigne encore ici de penser que le même homme a cru s'agrandir en se plaçant sous un manteau impérial.

« Nous lui fûmes présentés aux Tuileries, Latour Maubourg et moi, par le consul Lebrun. Bonaparte s'avança de l'air le plus aimable; je me rappelai le premier accueil que j'avais autrefois reçu du grand Frédéric. Après les premiers compliments réciproques, il répondit à nos félicitations sur les succès d'Italie. « Les Autrichiens en veulent pourtant encore : c'est Moreau qui fera la paix. Je ne sais ce que diable vous leur avez fait, ajouta-t-il avec grâce, en parlant des puissances, mais ils ont eu bien de la peine à vous lâcher. »

« Peu de temps après, comme j'arrivais chez Talleyrand, je le vis sortir de son cabinet avec un homme ressemblant au premier consul, qu'il me dit être Joseph Bonaparte. Celui-ci se félicita poliment de cette rencontre, et me pria de confirmer l'espoir que j'accepterais son invitation à une fête qu'il allait donner à Mortefontaine : c'était pour la signature du traité de réconciliation avec les Etats-Unis. Joseph Bonaparte en fit parfaitement les honneurs. Cette fête m'intéressait à plus d'un titre : tout y rappelait des époques et des succès de ma jeunesse. J'y voyais réunis les ministres américains, d'anciens collègues français, plusieurs généraux, la famille Bonaparte, et le premier consul, avec qui, pendant deux jours, j'eus l'occasion de causer beaucoup. Un des premiers mots qu'il me dit fut que « j'avais dû trouver les Français bien refroidis sur la liberté. » « Oui, répondis-je, mais ils sont en état de la

recevoir. » « Ils sont bien dégoûtés ; reprit-il. Vos parisiens , par exemple ! oh ! ces boutiquiers n'en veulent plus. » Je répétai ma phrase et j'ajoutai : « Ce n'est pas légèrement, général , que j'avais employé cette expression ; je n'ignore pas l'effet des crimes et des folies qui ont profané le nom de liberté , mais les Français sont plus que jamais peut-être en état de la recevoir, c'est à vous à la donner, c'est de vous qu'on l'attend. » J'avais voulu , dès le début , me placer sur mon terrain. Il me parla sans affectation des intérêts militaires et politiques de la France , de la coopération des partis extrêmes. Je trouvai en général dans sa conversation la simplicité du génie , la profondeur de l'esprit , la sagacité du regard ; je m'aperçus une fois que ses questions tendaient à me faire étaler mes campagnes d'Amérique. « Ce furent, dis-je, les plus grands intérêts de l'univers décidés par des rencontres de patrouilles. » Je lui parlai à mon tour de l'idée qu'avaient eue quelques membres de la Convention fédérale de faire en Amérique une *présidence à vie*. Je vis ses yeux s'animer, j'ajoutai qu'avec une représentation nationale et des barrières convenables, cette idée pouvait être bonne en France... Il me fixa d'un air attentif. Je donnai quelques détails sur la présidence américaine sans faste et sans gardes. Il me dit vivement : « Vous conviendrez qu'en France ceci ne pourrait pas aller. »

M. de Lafayette raconte ensuite tous les efforts qui furent faits auprès de lui pour qu'il acceptât une place de sénateur.

« Mathieu Dumas , dit M. de Lafayette, me demanda une conférence , et convint qu'il avait été chargé par le premier consul de s'expliquer avec moi sur mon attitude improbable, si ce n'est hostile : « Personne n'aime à passer pour un tyran,



lui avait-il dit, le général Lafayette semble me désigner comme tel. — Je répondis que le silence de ma retraite était le maximum de ma déférence; que si Bonaparte avait voulu servir la liberté, je lui aurais été dévoué, mais que je ne pouvais ni approuver un gouvernement arbitraire ni m'y associer.

« Jusqu'au Consulat à vie j'eus néanmoins des rapports avec Bonaparte. L'explosion infernale du 3 nivôse fut une occasion d'aller le voir. Il me dit un jour que Louis XVIII lui avait écrit pour désavouer ce crime : « Sa lettre est bien, ajouta-t-il, ma réponse aussi; mais il finit par demander une chose que je ne puis faire : c'est de le mettre sur le trône. » Alors il me conta très-gaîment les propositions dont on chargeait sa femme et qu'il s'amusait à lui faire répéter tous les soirs. « Ils me promettent une statue, dit-il, où je serai représenté tendant la couronne au roi. J'ai répondu que je craindrais d'être enfermé dans le piédestal. » Et comme je disais qu'ils l'en tireraient pour lui faire pis... « Vous savez, reprit-il, que pour nous ce danger n'est rien; mais leur rendre le pouvoir serait de ma part une lâcheté! Vous pouvez désapprouver le gouvernement, me trouver despote, on verra; vous verrez un jour si je travaille pour moi ou pour la postérité... Mais enfin je suis maître du mouvement, moi, que la révolution, que vous, que tous les patriotes ont porté où je suis; et si j'appelais les Bourbons, ce serait vous livrer tous à la vengeance. » Ces sentiments furent si noblement exprimés, il parla si bien de la gloire de la France, que je lui pris la main en témoignant le plaisir qu'il m'avait fait (1).

« Je le voyais de temps en temps chez M<sup>me</sup> Bonaparte. Il me

(1) On voit que M. de Lafayette a été complètement dupe de Bonaparte comme des d'autres.

demandait un jour des nouvelles de mon fils ; je répondis qu'il était aux avant-postes de l'armée d'Italie. « Diable , s'écria-t-il d'un ton expressif , un fils unique ! » Et , après le passage du Mincio , où George avait reçu deux blessures , il me dit affectueusement : « C'est bien , voilà un charmant début pour ce jeune homme , je m'en réjouis avec vous. » Je le trouvai un jour discutant sur l'artillerie à cheval , avec des officiers de cette arme , et j'éprouvai un vrai plaisir à rappeler , devant ceux qui s'en étaient si bien servis , la part que j'avais eue à son introduction en France. Mais la visite du soir , la plus remarquable pour moi , fut celle où , voyant qu'au lieu de s'approcher , il continuait à causer avec un officier en redingotte , j'appris , par M<sup>me</sup> Bonaparte , que c'était le général Moreau. « Votre salon , lui répondis-je , est comme un volume de Plutarque. » C'est là que , pour la première fois , je remerciai Moreau de l'intérêt qu'il m'avait témoigné pendant ma captivité.

« Quant aux conversations de son cabinet , je me bornerai à quelques traits sur divers objets. Il m'égalait un jour ses projets de concordat : « Vous ne vous plaindrez pas , disait-il , je replace les prêtres au-dessous de ce que vous les avez laissés ; un évêque se croira très-honoré de dîner chez le préfet. » Je l'interrompis pour dire en riant : « Avouez que cela n'a d'autre objet que de casser la petite fiole. » « Pour vous... de la petite fiole , répondit-il , et moi aussi , mais croyez qu'il nous importe au-dehors et au-dedans de faire déclarer le pape et tous ces gens-là contre la légitimité des Bourbons. Je trouve tous les jours cette sottise dans les négociations. Les diocèses de France sont encore régis par des évêques à la solde des ennemis ; d'ailleurs ne venez-vous pas de me reprocher un

acte de tyrannie contre un prêtre? J'en conviens, c'est un acte de tyrannie, mais quel autre moyen de les contenir, tant qu'ils ne seront pas soumis à une discipline? » J'avouerai que Bonaparte a bien connu ses intérêts et ses moyens religieux. Depuis le pape, qui est venu le sacrer, jusqu'à ce même Fournier, qui est devenu son serviteur, on a vu beaucoup de membres du clergé bénir les nouveaux oints du Seigneur, aux dépens des anciens, pour qui, de mon temps, ils avaient opéré le schisme et provoqué la guerre. Enfin l'empereur put dire en plein conseil : « Avec mes préfets, mes gendarmes et mes prêtres, je ferai toujours ce que je voudrai. »

« Le hasard d'un rendez-vous antérieur m'avait conduit chez lui au moment où M<sup>me</sup> \*\*\*, pour échapper à la déportation annoncée dans un article injurieux du *Moniteur*, était, ce qu'il aura su depuis, sur la route de Lagrange avec ma femme. Je fis naître l'occasion de lui reprocher cette diffamation officielle d'une mère de famille respectable. « Que ne se défendent-ils? » répliqua-t-il; le *Moniteur* dit moins de sottises qu'un autre, mais il en dit encore beaucoup. » — Je le priai de nommer le journal où l'on pouvait repousser une insulte officielle. « Eh bien, dit-il, dans un livre. » Je lui demandai quel imprimeur oserait contredire le gouvernement? Il se jeta dans des récriminations sur l'aristocratie, me disant : « que j'étais trop bon; qu'il n'y en avait pas un seul qui n'eût été charmé de me voir pendre. » Il se plaignit, avec colère, de la conduite des salons de Paris. — « Je ne suis qu'indifférent, lui dis-je; ils n'ont d'importance que celle qu'on leur donne; je m'étonne que des généraux qui ont vaincu l'Europe daignent s'occuper des grimaces du faubourg Saint-Germain. Soyez juste envers tous : cette faction ruinée et battue vous reviendra de reste. » —

« Je crois que vous avez raison , reprit-il , mais on me pousse. Ce ne sont pas seulement les généraux ; vos constituants sont les plus enragés de tous. » Il y avait déjà , dans son courroux , un fond d'inclination pour ce parti , et dans son despotisme de quoi la rendre réciproque ; mais ses premières avances furent celles d'un général , les secondes celles d'un monarque. Aussi disait-il : « Quand je leur ai ouvert la porte de l'armée , personne n'est venu ; à peine ai-je ouvert celle de l'antichambre qu'ils s'y précipitent. » Il a voulu depuis accélérer encore le mouvement , ce qui a donné à quelques personnes l'avantage d'être forcées , et à d'autres le dépit d'être oubliées. C'est alors que , dans son enthousiasme de la prestesse des chambellans et de la grâce des dames du palais , il s'est écrié : « Il n'y a que les gens de cette classe qui sachent servir. » Eloge dont l'aristocratie a été singulièrement flattée.

« J'étais à Chavaniac lorsque le roi et la reine d'Etrurie vinrent lui faire leur cour , et parurent à une fête sur le sol même de l'échafaud de leurs malheureux parents. Au premier mot que je lui en dis à mon retour : « Vous avez craint , me répondit-il , que la vue de ce petit roi ne les en ragoutât , » et , reprenant un ton sérieux : « Général Lafayette , me dit-il , vous avez renversé la plus forte monarchie qu'il y ait eu ; voyez toutes celles de l'Europe : la nôtre , malgré ses défauts , était la mieux constituée. C'est une belle et hardie entreprise , mais vous fîtes une grande faute de vouloir conserver , dans une telle révolution , l'ancienne dynastie ; car , en lui refusant tout pouvoir , le gouvernement n'allait pas , et en le lui donnant , elle s'en servait contre vous. Le problème était insoluble. » Je lui répondis : « qu'il était consolant , pour l'amour propre , de voir Bonaparte lui-même regarder comme insoluble le

problème où nous avions échoué ; mais que la volonté publique, dans laquelle nous trouvions à la fois et nos moyens et nos devoirs, était également prononcée pour tous les éléments d'une république démocratique et pour la conservation d'un roi qui fût Bourbon et Louis XVI ; que cette double donnée avait produit l'amalgame constitutionnel de 91., défectueux sans doute, mais regardé par la nation comme excellent, ce qui est le premier ressort d'une institution politique. Ces réflexions nous conduisirent à reconnaître ensemble une vérité dont il est aussi persuadé que moi, et toutes les personnes qui ont connu la disposition des autres pays, c'est que, si la proscription des premiers chefs et des premiers principes n'avait pas, dès 92, arrêté le mouvement général que la coalition des émigrés et des rois n'avait fait qu'accroître, l'Europe eût été, avant dix ans, complètement acquise à la doctrine de la déclaration des droits. Je fus surpris d'entendre Bonaparte regretter que l'assemblée constituante n'eût pas remplacé les trois ordres par trois chambres de propriétaires, de négociants et de lettrés ; idée informe qu'il a réalisée en Italie. Je le fus moins de l'entendre dire en faveur d'un gouvernement unique et durable que, puisqu'il était naturel que chaque chef fût pour lui et sa famille la plus grande fortune possible, il valait mieux n'en avoir qu'un à satisfaire. « On ne peut faire un bon sénat, ajouta-t-il ; les propriétaires de l'ancien régime détestent le nouveau ; les nouvelles fortunes sont honteusement acquises. » Ce n'est pas des généraux qu'il parlait. On se rappellera que, tandis que le gouvernement terroriste s'enrichissait par l'assassinat et le pillage, les chefs militaires sont restés dans une honorable pauvreté.

« Bonaparte m'avait, dès le premier moment, témoigné ses

craintes pour Malte. Quand les affaires d'Egypte allèrent mal, il me dit : « Notre ami Menou a fait bien des sottises. » Je lui demandai pourquoi il n'était pas tombé sur le débarquement anglais : « Parce qu'il ne se fiait pas à ses généraux, répondit-il; » et il n'a su ni les renvoyer, ni feindre avec eux, sauf à les retrouver ensuite. Il me parla de l'ignorance et du découragement de notre marine. Je dois reconnaître ici que je l'ai toujours trouvé prêt à se livrer, avec la plus aimable confiance, sur tout ce qui tenait à nos intérêts politiques ou à la gloire de la France, dont il parlait à charmer. Il n'avait avec moi d'autre réserve que celle de l'ambition ou du despotisme, dont il laissait percer le sentiment, sans en dévoiler les projets.

« Nous étions dans un moment d'épanchement, lorsqu'il me dit en riant : « Vous vous sentez encore trop d'activité pour vouloir être sénateur? » « Ce n'est pas cela, répondis-je, mais je crois que la retraite est ce qui me convient le mieux. » Adieu, général Lafayette, reprit-il avec un dépit concentré, fort aise d'avoir passé ce moment avec vous. » Et déjà il était à la porte de son arrière-cabinet. Mon adieu fut simple, et j'y joignais un remerciement de l'intérêt qu'il avait pris à une radiation qui m'intéressait. Il saisit ce mot pour revenir à moi, et nous causâmes encore amicalement de divers objets; mais, avant de partir : « Permettez-moi, lui dis je, de reparler d'un point sur lequel je ne veux pas vous laisser d'injustes impressions; j'ai besoin de vous répéter que, d'après les circonstances de ma vie orageuse, mon naufrage et tout ce que vous connaissez de moi, vous devez trouver naturel et convenable que je vive en simple citoyen au sein de ma famille. » « Votre retraite militaire aussi, répondit-il d'un air obligeant,

mais, si vous y êtes décidé, il ne faut pas que la considération de vos compagnons vous arrête ; au contraire, cet exemple me met à portée, croyez-moi, d'avancer leurs affaires. Parlez à Berthier pour qu'il présente votre demande. » J'écrivis au ministre :

« Citoyen ministre,

« Il y a plus de trente ans que j'entrai dans la seconde compagnie des mousquetaires ; mes campagnes de la révolution américaine ont commencé avec l'année 1777 et fini à la paix de 1789. Le temps de service, depuis la formation de la garde nationale jusqu'en août 1794, a été, par une loi de cette date, compté double ; ma nomination au commandement en chef, ma proscription et ses suites vous sont connues.

« Associé dès l'origine aux institutions qui ont triomphé de l'Europe, uni de cœur à la gloire des généraux de la république, je n'ai jamais cessé d'être leur camarade. Je vous prie donc, si vous pensez que je doive obtenir ma retraite, de vouloir bien la demander au premier consul. »

« Mon affaire fut terminée sur-le-champ, et j'eus la pension de retraite, au maximum de mon grade. Depuis ce jour, je continuai mes instances générales et particulières. La plus grande partie des officiers faits prisonniers avec moi, et quelques autres compagnons de proscription, ont été replacés, quoiqu'ils eussent des grades inférieurs.

« A l'époque du traité d'Amiens, j'avais fait une visite à lord Cornwallis, et je venais d'être invité à dîner, avec lui, chez Joseph Bonaparte. Napoléon me dit en ricanant, la première fois que je le revis : « Je vous avertis que lord Cornwallis pré-

tend que vous n'êtes pas encore corrigé. » « De quoi ? repris-je assez vivement ; est-ce d'aimer la liberté ? Qui m'en aurait dégoûté ? Les extravagances et les crimes de la tyrannie terroriste. Je n'ai pu qu'en haïr davantage tout régime arbitraire et m'attacher de plus en plus à mes principes. » « Voilà pourtant, continua-t-il, ce que prétend lord Cornwallis ; vous lui avez parlé de nos affaires, et voilà ce qu'il dit. » « Je ne me rappelle rien de précis, répondis-je, personne n'est plus loin que moi d'aller chercher un ambassadeur anglais pour dénigrer ce qui se passe dans mon pays. Mais, s'il m'a demandé si j'appelais cela de la liberté, je lui aurai dit que non, quoique plutôt à tout autre qu'à lui. » Bonaparte reprit d'un air sérieux : « Je dois vous dire, général Lafayette, et je vois avec peine que, par votre manière de vous exprimer sur les actes du gouvernement, vous donnez à ses ennemis le poids de votre nom. » « Que puis-je faire de mieux ? répondis-je, je vis dans la retraite, j'évite les occasions de parler ; mais, toutes les fois qu'on viendra me demander si votre régime est conforme à mes idées de liberté, je répondrai que non ; car enfin, général, je veux bien être prudent, mais je ne veux pas être renégat. » « Qu'entendez-vous, dit-il, avec votre régime arbitraire ? Le vôtre ne l'était pas, j'en conviens, mais vous aviez contre vos adversaires la ressource des émeutes. Je n'étais encore qu'au parterre lorsque vous étiez sur le théâtre ; mais je regardais bien. Oui, pour mettre à la raison ces messieurs, vous aviez besoin de faire des émeutes. » « Si vous appelez émeute, répondis-je, l'insurrection nationale de 89, je réclame celle-là, mais passé cette époque, je n'en ai plus voulu. J'en ai réprimé beaucoup : la plupart se faisaient contre moi ; et puisque vous en appelez à mon expérience, je vous dirai que je



n'ai vu dans la révolution aucune injustice, aucune déviation de la liberté qui n'ait pui à la révolution elle-même, et finalement aux auteurs de ces mesures. » « Mais, ne conviendrez-vous pas vous-même que, dans l'état où j'ai trouvé la France, j'étais forcé à des mesures irrégulières ? » « Ce n'est pas la question, lui dis-je, je ne parle ni du moment, ni de tel ou tel acte, c'est la direction, oui, général, c'est la direction dont je me plains et m'afflige. » « Au reste, reprit-il alors, je vous ai parlé comme chef du gouvernement : en cette qualité, j'ai à me plaindre de vous, mais comme particulier, je dois être content ; car, dans tout ce qui m'est revenu de vous, j'ai reconnu que, malgré toute votre sévérité sur les actes du gouvernement, il y a toujours eu, de votre part, de la bienveillance personnelle pour moi. »

« Il avait raison. « Un gouvernement libre et vous à la tête, lui disais-je, voilà ce qu'il me faut. » En effet, c'est de toutes les combinaisons celle qui m'aurait le mieux convenu ; je l'ai déclaré dans tous les temps à ses amis, à ceux qui aspiraient à le remplacer. Je dinais un jour chez M<sup>me</sup> de Staël, avec Joseph Bonaparte et quelques membres de cette opposition éphémère que Napoléon n'eût pas éliminée, s'il avait supporté la moindre contradiction, car outre qu'elle était fort modérée, il avait plus de popularité qu'elle, ce qui est la meilleure situation d'un gouvernement.

« Longtemps après, et lorsqu'on commençait à craindre la royauté, j'allai voir Joseph, et entre autres choses je lui dis : « On fait graduellement la contre-révolution ; il n'y aura de différence que dans la dynastie ; les royalistes vous encouragent, et ils ont raison, car jusqu'à présent l'alternative a été entre la République et les Bourbons ; elle était avantageuse

au premier consul. Y a-t-il avantage pour votre frère à la placer entre la famille Bourbon et la famille Bonaparte? »

« A cette époque, je n'avais déjà plus de rapports avec lui. Le Consulat à vie, au lieu d'être entouré de barrières constitutionnelles, avait été demandé et donné comme une sanction expresse du despotisme qui, jusqu'alors, pouvait passer pour provisoire. Le scrutin individuel mal recueilli, souvent remplacé par des listes de contribuables, eut un air de presque unanimité; il aurait produit régulièrement, tant on était fatigué, une majorité considérable. Il y eut, dans les troupes qu'on imagina de consulter, un assez grand nombre de refus. Les royalistes adhérèrent en foule; le peu de noms opposants étaient presque tous jacobins. Je crus devoir me prononcer et j'écrivis :

« Je ne puis voter pour une telle magistrature, jusqu'à ce que la liberté publique soit suffisamment garantie; alors je donnerai ma voix à Napoléon Bonaparte.

« Et, pour ne laisser rien d'incertain sur cette question, je fis remettre en main propre au premier consul la lettre suivante :

« Général,

« Lorsqu'un homme pénétré de la reconnaissance qu'il vous doit, et trop sensible à la gloire pour ne pas aimer la vôtre, a mis des restrictions à son suffrage, elles sont d'autant moins suspectes que personne ne jouira plus que lui de vous voir premier magistrat à vie d'une république libre.

« Le 18 brumaire sauva la France, et je me sentis rappelé par les professions libérales auxquelles vous avez attaché

vos honneurs. On vit depuis, dans le pouvoir consulaire, cette dictature réparatrice qui, sous les auspices de votre génie, a fait de si grandes choses, moins grandes cependant que ne le sera la restauration de la liberté.

« Il est impossible que vous, général, le premier dans cet ordre d'hommes qui, pour se comparer et se placer, embrassent tous les siècles, vouliez qu'une telle révolution, tant de victoires et de sang, de douleurs et de prodiges, n'aient pour le monde et pour vous d'autre résultat qu'un régime arbitraire. Le peuple français a trop connu ses droits pour les avoir oubliés sans retour; mais peut-être est-il plus en état aujourd'hui que dans son effervescence de les recouvrer utilement, et vous, par la force de votre caractère et de la confiance publique, par la supériorité de vos talents, de votre existence, de votre fortune, vous pouvez, en rétablissant la liberté, maîtriser tous les dangers, rassurer toutes les inquiétudes. Je n'ai donc que des motifs patriotiques et personnels pour vous souhaiter, dans ce complément de votre gloire, une magistrature permanente; mais il convient aux principes, aux engagements, aux actions de ma vie entière, d'attendre, pour lui donner ma voix, qu'elle ait été fondée sur des bases dignes de la nation et de vous.

« J'espère que vous reconnaîtrez ici, général, comme vous l'avez déjà fait, qu'à la persévérance de mes opinions politiques se joignent des vœux sincères pour votre personne. »

« Cette lettre ne comportait pas de réponse. Je n'ai depuis ni fait de visite ni demandé de rendez-vous. On a souvent blâmé cette rupture entière de ma part; mais sa résolution et son caractère ne me laissaient aucun espoir d'être utile. Plus il avançait dans sa funeste direction, plus la rupture était iné-

visible, et d'ailleurs je ne pouvais voir et prévoir le fatal *ruere in servitium* de Tacite, sans éprouver le besoin impérieux qu'il restât un point où le culte de la liberté fut préservé sans équivoque et sans condescendance.

« La paix d'Amiens amena un grand nombre d'Anglais; « Ils s'en iront tous mécontents, m'observa l'ambassadeur Livingston; les uns avaient cru trouver la France inculte, ils la voient florissante; les autres espéraient y voir des traces de liberté, tous ont été désappointés.

« A l'époque de la création des gardes nationales, Moreau commandait celle de Rennes; il rejoignit l'armée à la tête d'un bataillon de volontaires. Chapellier me l'avait recommandé, et vraisemblablement il eût été mon aide-de-camp; on le persécuta au 40 août comme fayétiste. Bientôt après il manifesta, pour la guerre, ce génie qui lui assigne un des premiers rangs. Le reste de sa vie est tracé partout en traits glorieux. Lorsque j'étais en Hollande, ma femme tenta vainement de le voir à Paris, chez Petiot, que j'avais autrefois appelé de Bretagne au commissariat de l'armée, et qui fut impatienté de la circonspection de son compatriote; il ne montra, depuis son retour, aucun empressement à se lier avec moi. Je savais cependant, et nommément par des amies anglaises, qu'en même temps qu'il parlait trop lestement de Bonaparte, il s'exprimait en termes très-différents sur moi; et mon fils, qu'il rencontra deux fois, reçut de lui un accueil distingué.

« Le seul tête-à-tête que nous ayons eu commença par une observation de sa part sur l'inconvenance de vendre arbitrairement un pays qu'on avait déclaré appartenir à la France. J'en convins, mais en disant que c'était un heureux tort, utile à mes deux patries, qui me préservait du malheur de les voir

en hostilités mutuelles ; « et d'ailleurs, ajoutai-je, mon cher général, la Louisiane est bien loin pour que nous nous montrions si rigides dans un temps où ni vous ni moi ni personne n'est sûr de coucher chez soi. » Ce fut moi qui introduisit les questions de l'avenir. J'observai que, dans une crise inattendue, la mort de Bonaparte, par exemple, les royalistes et les jacobins se trouveraient plus préparés que nous. « Je le crois des royalistes, répondit-il, mais, dans tous les cas et sans aucun préalable, nous sommes bien sûrs vous et moi de nous trouver et d'agir ensemble ; car j'ai toujours pensé et j'ai voulu les mêmes choses que vous. » Nous parlâmes des chances des Bourbons. « Ils ne sont pas à craindre, dit-il. Le jeune d'Orléans pourtant s'est bien battu sous nos drapeaux. » Et comme je rappelais sa réconciliation avec les autres : « Oui, répliqua-t-il, ceux-là sont aussi perdus. » Il prévoyait, après Bonaparte, la chance d'une guerre civile. « Nous serions du moins assurés, lui dis-je, de l'avantage d'avoir, avec nous, le premier général de l'Europe. » Il fut sensible à cette expression, et me déclara de nouveau que je trouverais toujours ses dispositions et ses vues conformes aux miennes. Nous n'entrâmes pas dans les détails, mais son penchant me parut être pour une représentation républicaine de propriétaires. Il tenait à la conscription en convenant néanmoins qu'elle pouvait être adoucie. Nous parlâmes de l'embarras où serait avec lui le premier consul en cas de guerre en Allemagne. J'appris comment, en passant à Lunéville et choqué des airs que se donnait M. de Cobentzel, il lui avait dit : « Monsieur le comte, je vous conseille de terminer votre négociation, je connais l'armée française, la vôtre et vos généraux ; je vous promets que vous allez être complètement battus. » Il me parut avoir

de l'humeur contre Bonaparte et peu d'estime pour son caractère, mais sans jalousie de sa place, et plus loin encore d'aucune disposition conspiratrice. Notre conversation fut longue, parce qu'il renvoya un arrivant, et me pressa de rester, en me donnant le bras pour me soutenir jusqu'à sa voiture; il me promit de chasser du côté de Lagrange, pour nous y venir voir. Je ne pensais pas que nous nous disions un long adieu.

## CHAPITRE XVIII.

Rapports de Bonaparte avec Louis XVIII. — Récit de Bourienne.

La valeur des choses varie souvent avec le temps. Il est tel événement que l'on remarque à peine au jour de son accomplissement, et qui attend son importance d'autres événements qui doivent lui succéder. Cette réflexion se présente tout naturellement à mon esprit, dit Bourienne (1), au moment où je vais m'occuper des relations que Louis XVIII chercha à établir avec le premier consul. Ce n'est certes pas une des pages les moins intéressantes de la vie de Bonaparte. Tant que l'empire parut avoir des racines profondes et durables, ce n'était qu'une anecdote curieuse; depuis la restauration de la monarchie des Bourbons, la question de leur rétablissement au trône par Bonaparte a pris un caractère plus élevé : cette question appartient à l'histoire; il est donc nécessaire de poser les faits avec une scrupuleuse exactitude. Qu'on me permette d'abord une nouvelle observation sur le *Mémorial de Sainte-Hélène*; le lecteur conçoit sûrement que cet ouvrage a eu pour moi plus

(1) Longtemps secrétaire de Bonaparte.

d'intérêt que pour qui que ce soit ; il m'a rappelé sans doute de nombreux souvenirs , mais je n'y ai pas toujours trouvé l'exacte vérité.

« J'ai donc vu, ajoute M. de Bourienne dans le *Mémorial*, ce que Bonaparte a dit des négociations de Louis XVIII avec lui ; et je suis dans la nécessité d'en citer quelques lignes, relatives à cette circonstance, afin de pouvoir faire remarquer les différences qu'elles offrent avec les autographes que j'ai conservés.

« Napoléon dit , à Sainte-Hélène , qu'il ne songeait pas aux princes de la maison de Bourbon ; cela est vrai jusqu'à un certain point , il ne songeait pas aux princes de la maison de Bourbon pour les rétablir sur le trône, mais on a vu , dans plusieurs endroits de mes Mémoires , qu'il y pensait souvent, et que leur nom seul l'effraya plus d'une fois. Le *Mémorial* ajoute : « Une lettre fut remise au premier consul par Lebrun , qui la tenait de l'abbé de Montesquiou , agent secret des Bourbons à Paris ; cette lettre, extrêmement soignée, dit-il encore, contenait : « Vous tardez beaucoup à me rendre mon trône. Il est à craindre que vous ne laissiez écouler des moments favorables. Vous ne pouvez point faire le bonheur de la France sans moi, et moi je ne puis rien pour la France sans vous. Hâtez-vous donc , et désignez vous-même toutes les places qui vous conviendront pour vos amis. »

« Napoléon dit avoir répondu :

« J'ai reçu la lettre de Votre Altesse royale ; j'ai toujours pris un vif intérêt à ses malheurs et à ceux de sa famille. Elle ne doit pas songer à se présenter en France ; elle n'y parviendrait que sur cent mille cadavres. Du reste , je m'empresserai toujours de faire tout ce qui pourrait adoucir ses destinées et lui faire oublier ses malheurs. »

« Le sens de ces deux lettres est exact ; on y retrouve à peu près les mêmes idées que dans les lettres originales, et après tout il n'est pas étonnant qu'au bout d'un aussi long temps , Napoléon ait manqué de mémoire ; mais j'ai pensé que dans une affaire de cette nature entre deux hommes placés si haut , l'un par sa naissance et son esprit , l'autre par son génie , il n'était pas sans importance de faire connaître le texte de cette correspondance et les circonstances curieuses qui si rattachent. Voici comment s'exprime Louis XVIII :

20 février, 1800.

« Quelle que soit leur conduite apparente , des hommes tels que vous n'inspirent jamais d'inquiétude. Vous avez accepté une place éminente, et je vous en sais gré. Mieux que personne vous savez ce qu'il faut de force et de puissance pour faire le bonheur d'une grande nation. Sauvez la France de ses propres fureurs , vous aurez rempli le premier vœu de mon cœur ; rendez-lui son roi , et les générations futures béniront votre mémoire ; vous serez toujours trop nécessaire à l'état pour que je puisse acquitter par des places importantes la dette de mon aïeul et la mienne.

« LOUIS. »

« Le premier consul fut très-agité à la réception de cette lettre, quoiqu'il manifestât tous les jours sa résolution de n'avoir pas affaire aux princes. Il réfléchissait s'il fallait oui ou non répondre à cette ouverture.

« Les affaires nombreuses qui l'occupaient alors furent d'accord avec son incertitude , et il ne s'empressa pas de répondre. Je dois dire que Joséphine et Hortense le conjurèrent de don-



ner de l'espoir au roi ; que cela nel'engageait à rien , et lui laisserait le temps de voir s'il ne pourrait pas , par la suite , jouer un rôle bien autrement grand que celui de Monck. Les instances étaient si fortes , qu'il me disait : « Ces diables de femmes sont folles , c'est le faubourg Saint-Germain qui leur tourne la tête. Ils ont fait de ma femme l'ange tutélaire des royalistes , mais cela ne me fait rien , je ne leur en veux pas. » Madame Bonaparte me dit qu'elle le poussait à cette démarche pour que lui-même ne songeât pas à se faire roi , ce qui réveillait toujours pour elle un pressentiment de malheur qu'il lui était impossible d'écarter de son esprit.

« Son imagination avait été frappée pendant notre absence en Egypte ; elle se plaisait à nous raconter la prédiction que lui avait faite une pythonnisse célèbre dans son temps , une dame Villeneuve , qui demeurait rue de Lancry. Beaucoup de parisiennes allaient la consulter. Joséphine fut aussi la voir. La Villeneuve lui dit : « Vous êtes la femme d'un grand général qui deviendra plus grand encore , il traversera les mers , qui le tiendront éloigné , et vous , vous occuperez un jour la première place de France ; mais ce sera pour peu de temps. »

« Dans les nombreuses conversations du premier consul avec moi , il discutait avec une admirable sagacité la proposition de Louis XVIII et ses conséquences ; mais il disait cependant : « Les partisans des Bourbons se trompent beaucoup , s'ils s'imaginent que je sois homme à jouer le rôle de Monck. » La chose demeura là d'abord , et la lettre du roi resta sur la table. Dans ce intervalle , Louis XVIII lui écrivit une seconde lettre sans date , que voici :

« Depuis longtemps , général , vous devez savoir que mon estime vous est acquise ; si vous doutiez que je sois suscepti-

ble de reconnaissance , marquez votre place , fixez le sort de vos amis. Quant à mes principes , je suis Français , clément par caractère , je le serai encore par raison.

« Non , le vainqueur de Lodi , de Castiglione , d'Arcole , le conquérant de l'Italie et de l'Egypte , ne peut pas préférer à la gloire une vaine célébrité. Cependant vous perdez un temps précieux. Nous pouvons assurer le bonheur de la France ; je dis nous , parce que j'ai besoin de Bonaparte pour cela , et qu'il ne le pourrait sans moi.

« Général , l'Europe vous observe , la gloire vous attend , et je suis impatient de rendre la paix à mon peuple.

« *Signé* LOUIS. »

« Le premier consul laissa pendant quelque temps cette lettre si pleine de noblesse et de dignité sans réponse. Enfin il voulut en dicter une. Je me permis de lui faire observer que les lettres du roi étaient autographes , et qu'il me paraissait plus convenable que ce fût lui qui écrivit.

« Il écrivit alors de sa main la lettre suivante :

« J'ai reçu , Monsieur , votre lettre ; je vous remercie des choses honnêtes que vous m'y dites ; vous ne devez pas souhaiter votre retour en France , il vous faudrait marcher sur cent mille cadavres.

« Sacrifiez votre intérêt au repos et au bonheur de la France ; l'histoire vous en tiendra compte.

« Je ne suis pas insensible aux malheurs de votre famille. J'apprendrai avec plaisir et contribuerai volontiers à assurer la tranquillité de votre retraite.

« BONAPARTE. »

« Il me montra sa lettre, et me demanda : « Comment la trouvez-vous ? N'est-elle pas bien ? » Il ne se fâchait jamais quand je lui faisais une observation grammaticale. Je lui répondis : Quant au fond , puisque vous avez pris votre résolution , je n'ai plus rien à vous dire ; mais je vous ferai une observation sur le style : je lui fis remarquer qu'on n'apprend pas avec plaisir à assurer, etc. » Lui-même , en relisant , crut avoir été trop loin , et s'être trop engagé en disant qu'il contribuerait volontiers à... Il biffa donc la première phrase , et écrivit au-dessus : « *Je contribuerai avec plaisir à la douceur et à la tranquillité de votre retraite.* » Cette lettre ainsi griffonnée et biffée ne pouvait plus être envoyée ; il la laissa sur sa table avec sa signature.

« Quelque temps après , il écrivit une nouvelle lettre entièrement semblable à celle qu'on vient de lire , quant aux trois premiers paragraphes. Il changea encore le dernier , et mit : « Je ne suis point insensible aux malheurs de votre famille , et j'apprendrai avec plaisir que vous êtes environné de tout ce qui peut contribuer à la tranquillité de votre retraite. » Chaque jour qui augmentait sa puissance et le consolidait dans sa position , diminuait , selon lui , les chances des Bourbons , et l'on remarquera qu'il se passa neuf mois entre la première lettre du roi et la réponse définitive du premier consul. Cette lettre est du 2 vendémiaire an IX ( septembre 1800 ) , au moment même où s'ouvrait le congrès de Lunéville.

« Quelques jours après la réception de la lettre de Louis XVIII , nous nous promenions à la Malmaison dans son allée favorite , qui n'était séparée de son cabinet que par un petit pont ; il était de bonne humeur , les affaires allaient bien. « Ma femme vous a-t-elle encore parlé des Bourbons ? me dit-il. » « Non ,

général. » « Mais lorsque vous vous entretenez avec elle, vous abondez un peu dans son sens, dites-moi donc pourquoi les désirez-vous ? vous n'avez aucun intérêt à leur retour, rien à attendre d'eux ? Vous n'êtes pas d'une assez haute naissance pour obtenir jamais de grandes places. Vous ne serez jamais rien avec eux. Avez-vous jamais vu des hommes s'élever auprès des trônes par leur mérite. Tout dans ce pays-là est à la naissance, aux grandes alliances, à la fortune et à l'intrigue. Voyez mieux les choses ; envisagez l'avenir avec plus de réflexion. » « Général, lui répondis-je, je suis bien de votre avis sur un point : je n'ai jamais rien reçu des Bourbons, ni dons, ni places, ni faveurs ; je n'ai pas assez de vanité pour croire que je fusse parvenu à aucun grand emploi ; mais vous n'oubliez pas que ma nomination précède de peu de jours le renversement du trône, et je ne puis en conscience rien conclure de ce qui n'a pas eu lieu par des causes malheureusement trop positives, sur ce qui, dans le cas contraire, aurait pu arriver. Au reste, je vous assure que c'est un tout autre sentiment qu'un sentiment personnel qui m'anime, et qui m'engage à vous parler avec la franchise que vous avez exigée de moi. Ce n'est pas moi que je considère, mais la France entière. Je veux croire que vous garderez le pouvoir autant que vous vivrez, mais vous n'aurez pas d'enfants, et il est presque certain que vous n'en aurez pas de Joséphine. Que ferons-nous après vous ? que deviendrons-nous ? Vous me parlez de l'avenir ! voyez celui de cette belle France qui vous a appelé à assurer son repos. Vous m'avez souvent dit que vos frères n'étaient... » Il m'interrompit vivement. « Oh ! quant à cela, vous avez raison, si je ne vis pas trente ans pour achever mon ouvrage, vous aurez après moi de longues guerres civiles, car

mes frères ne conviendraient pas à la France ; vous savez ce qu'ils sont. Vous aurez alors une lutte violente entre les généraux les plus marquants , dont chacun se croira le droit de prendre ma place. » — « Eh bien ! général pourquoi ne remédieriez-vous pas à ces maux que vous prévoyez ?

« Un jour où nous arrivâmes à la Malmaison, vers la mi-mai, comme les jours commençaient à être longs, dès que nous fûmes sortis de table, Bonaparte me dit : « Bourienne, allons faire un tour. » Je sortis avec lui, et nous allâmes nous promener dans le parc. Il était très-sérieux, et nous marchâmes pendant deux ou trois minutes sans qu'il proférât un seul mot. Ignorant l'objet de sa préoccupation, et voulant rompre le silence, d'une manière qui lui fût agréable, je lui parlai de la facilité avec laquelle il avait rendu nul le dernier sénatus-consulte. A peine eut-il l'air de m'écouter, tant sa propre pensée le dominait; puis, s'arrêtant tout-à-coup : « Bourienne, me dit-il, croyez-vous que le prétendant à la couronne de France renoncerait à ses droits si je lui faisais offrir une large indemnité ou même une province en Italie ? » Surpris de cette brusque interrogation sur un sujet auquel j'étais loin de m'attendre, je lui répondis que je ne le croyais pas; qu'à la vérité il était peu probable que les Bourbons revinssent en France tant qu'il serait le chef du gouvernement, mais que eux, ils devaient regarder leur retour comme probable. « Comment cela ? » « Général, par une raison toute simple. Ne voyez-vous pas que chaque jour vos agents, vos préfets, vous taisent la vérité et vous flattent dans vos désirs pour se faire valoir auprès de vous ? n'en êtes-vous pas indigné, quand enfin la vérité vous arrive ? » « Eh bien ? » « Eh bien ! général, il en doit être de même des agents de Louis XVIII en France; il est dans l'ordre des choses, dans

la nature de l'homme , qu'ils entretiennent les Bourbons dans l'idée d'un retour possible , ne fut-ce que pour faire croire à leur habileté , à leur utilité. » « C'est juste , vous avez raison , votre idée est bonne. Mais soyez tranquille , je ne les crains pas. Pourtant il y aurait peut-être quelque chose à faire. J'y penserai ; nous verrons ! »

« Telles étaient les dispositions de Bonaparte, et tel était l'état de la société pendant le cours de l'année 1802. Il fallait en effet que le nom des Bourbons fût bien puissant sur lui pour qu'il se soit laissé entraîner à la démarche la plus inconsidérée qu'il ait faite de sa vie. Après avoir laissé sept mois sans réponse la première lettre de Louis XVIII. que nous avons vue ; après avoir enfin répondu à sa seconde lettre comme un roi à un sujet, Bonaparte se fit illusion au point de vouloir à son tour écrire à Louis XVIII pour lui proposer de renoncer en sa faveur au trône de ses ancêtres, lui offrant, pour prix de cette renonciation, une principauté en Italie ou un revenu considérable pour lui et sa famille. On n'a pas, je l'espère, oublié la première ouverture que le premier consul me fit à ce sujet en nous promenant dans le parc de Malmaison, et la réponse que je lui fis dans mon extrême surprise. C'est à cette réponse que je dois attribuer le mystère qu'il me fit de sa démarche inconsidérée ; et je suis bien tenté de regarder sa lettre comme le résultat d'une de ses conférences particulières avec Lucien ; cependant, ne sachant rien de positif sur cette lettre que le fait même de la lettre, je ne présente mon opinion que comme une conjecture probable. Mais, ce que j'ai su d'une manière certaine, ce sont les détails curieux de ce qui se passa à Mittau quand la lettre de Bonaparte fut remise à Louis XVIII.

« Ce prince était déjà fort irrité contre Bonaparte du retard qu'il avait mis à répondre à sa première lettre, et de la teneur de sa tardive réponse; mais à la lecture de la seconde lettre, dans laquelle Bonaparte lui demandait la renonciation de ses droits, le roi détrôné fut saisi d'une si vive indignation, qu'il traça aussitôt quelques lignes qui peignaient violemment tout ce que l'âme d'un roi peut ressentir de colère à une pareille proposition. Le billet que traça rapidement Louis XVIII, dans le premier moment de son émotion, ne ressemblait pas à la lettre noble et fière que reçut Bonaparte, et qu'on va lire tout à l'heure. Celle-ci finit par le souvenir heureusement rappelé de la belle devise de François I<sup>er</sup>. Mais le premier billet était empreint d'un courroux plus chevaleresque encore. Ce n'était pas seulement la devise de François I<sup>er</sup>, c'était sa manière de vider sa querelle avec Charles-Quint. Le roi, dans sa vive indignation, avait écrit la main appuyée sur la garde de son épée; mais ce premier billet ayant été vu par l'abbé André, dans lequel Louis XVIII avait beaucoup de confiance, et que lui avait recommandé M. de Damas; ce fut l'abbé André qui parvint, non sans peine, à calmer le roi, qui écrivit la lettre suivante :

« Je ne confonds pas M. Bonaparte avec ceux qui l'ont précédé; j'estime sa valeur, ses talents militaires, je lui sais gré de quelques actes d'administration; car le bien que l'on fera à mon peuple me sera toujours cher. Mais il se trompe, s'il croit m'engager à renoncer à mes droits; loin de là, il les établirait lui-même, s'ils pouvaient être litigieux, par la démarche qu'il fait en ce moment. J'ignore les desseins de Dieu sur moi et sur mon peuple; mais je connais les obligations qu'il m'a imposées. Chrétien, j'en remplirai les devoirs jusqu'à mon

dernier soupir ; fils de Saint-Louis , je saurai comme lui me respecter jusque dans les fers ; successeur de François I<sup>er</sup>, je veux toujours pouvoir dire avec lui : « Tout est perdu , fors l'honneur.

« Mittau , 1802. » (1).

« Dès que Louis XVIII eut appris la mort du duc d'Enghien, mort qui remplit de deuil ceux qui l'entouraient , il renvoya au roi d'Espagne les insignes de l'ordre de la Toison-d'Or, et s'exprima ainsi dans sa lettre de renvoi :

Monsieur et cher cousin ,

« C'est avec regret que je vous renvoie *les insignes de l'ordre de la Toison-d'Or*, que Sa Majesté votre père de glorieuse mémoire m'avait confiés. Il ne peut y avoir rien de commun entre moi et le grand criminel que l'audace et la fortune ont placé sur mon trône , qu'il a eu la barbarie de teindre du sang d'un Bourbon , le duc d'Enghien.

(1) Cette singulière négociation fut conduite sous la médiation du roi de Prusse, qui se prêta, dans cette occasion, avec une grande complaisance, aux désirs du premier consul. Sa Majesté prussienne chargea M. Mayer, président de la ville de Varsovie, d'appuyer dans cette mission l'agent de Bonaparte. La réponse de Louis XVIII ne satisfait pas le premier consul, qui voulut essayer une nouvelle tentative par la menace. M. de Mayer et l'agent de Bonaparte se présentèrent de nouveau devant Sa Majesté, et M. de Mayer lui fit comprendre que son refus pouvait avoir de grands inconvénients pour sa position. Louis XVIII répondit avec indignation : « De quels dangers me menacet-on ? Exigera-t-on du roi de Prusse de me renvoyer ? Dans ce cas je plaindrais ce prince , et je sortirais de ses états. Je ne crains pas la misère ; s'il le faut , je mangerai du pain noir avec mes enfants et mes fidèles serviteurs ; mais ne vous y trompez pas, je n'en serai jamais réduit là : je ne tendrai jamais la main au gouvernement de l'usurpateur ; je m'adresserai à mes fidèles sujets , et je serai bientôt plus riche que je ne le suis. » Louis XVIII chargea l'agent de Bonaparte de lui rapporter cette réponse verbale comme l'expression de son inébranlable résolution.



« La religion peut m'engager à pardonner à un assassin, mais le tyran de mon peuple doit toujours être mon ennemi.

« Dans le siècle présent, il est plus glorieux de mériter un sceptre que de le porter.

« La Providence, par des motifs incompréhensibles, peut me condamner à finir mes jours en exil ; mais, jamais ni mes contemporains ni la postérité ne pourront dire que dans le temps de l'adversité je me suis montré indigne d'occuper jusqu'au dernier soupir le trône de mes ancêtres.

« LOUIS. »

« Le premier consul connaissait l'existence à Paris d'un comité royaliste chargé de correspondre avec Louis XVIII ; ce comité était composé d'hommes qu'il ne faut pas confondre avec d'autres agents subalternes, qui ne pouvaient être bons à rien, et qui ne s'occupaient que du soin de se faire valoir. Parmi ceux-ci se trouvaient bon nombre d'intrigants à double face, qui ne tenaient que d'eux-mêmes leurs missions, et ne servaient en réalité que Bonaparte, à peu près comme l'avait fait le fameux espion de Mélas à Marengo. Ils se disaient agents de Louis XVIII parce qu'ils entretenaient quelques correspondances avec les chevaliers d'industrie de l'émigration, et parvenaient quelquefois à se faire payer de toutes mains. Le comité royaliste proprement dit était tout autre chose ; il était composé d'hommes dont l'esprit était nourri des principes d'une liberté sage, et dont le dévouement à la maison de Bourbon était le résultat d'un patriotisme éclairé. C'étaient le marquis de Clermont-Gallerande, l'abbé de Montesquieu, M. Bacquay et M. Royer-Collard. L'existence de ce comité re-

montait à une époque antérieure. Les hommes honorables dont je viens de citer les noms avaient un système arrêté et conçu dans ce qu'ils regardaient comme l'intérêt de la France; ennemis du despotisme de Bonaparte, connaissant la haute sagesse de Louis XVIII, les opinions qu'il avait émises et soutenues hors de l'assemblée des notables, ils voulaient séparer ce prince de l'émigration, et le montrer alors à la nation comme pouvant être le chef d'un gouvernement constitutionnel raisonnable.

« Bonaparte, à qui j'en ai souvent entendu parler, ne redoutait rien autant que ces idées de liberté conciliées avec une monarchie; il les traitait de rêveries, appelait songe-creux les membres du comité, et n'en redoutait pas moins le triomphe de leurs idées. Ce fut même, il me l'a avoué, pour prévenir l'influence que le comité royaliste aurait pu acquérir, qu'il se montra si facile avec ceux des émigrés dont il savait que les préjugés monarchiques étaient incompatibles avec des idées pareilles. Par la présence des émigrés, qui ne connaissaient de pouvoir que le pouvoir absolu, esprit qu'ils devaient naturellement rapporter de l'émigration, il jugea qu'il paralyserait l'influence qu'avaient exercée les royalistes de l'intérieur, et il les fit tous rentrer.

« Voici ce qu'écrivit le comité royaliste au roi après ces lettres de Bonaparte :

Sire,

Votre conseil a reçu la communication qui lui a été faite, par ses ordres, des ouvertures du premier consul, et il éprouve le besoin de vous exprimer l'admiration dont le pénètre une ré-

ponse si digne du petit-fils de saint Louis et de Henri IV. Si d'un côté les serviteurs de Votre Majesté déplorent cette fatalité qui la poursuit jusque dans les derniers retranchements de l'honneur , et qui semble la menacer jusque dans l'isolement de la vie privée , d'un autre côté leur courage et leurs espérances s'exaltent lorsqu'ils voient Votre Majesté fidèle à la mémoire de tant de rois ses aïeux , fidèle à la France , qui redemandera un jour à son auguste maison le repos et le bonheur. Triomphez de la séduction et de la force par l'ascendant de cette magnanimité dont la Providence a doué les cœurs des princes qui sont son ouvrage. C'est cette Providence qui , dans un contraste de situations telles que l'histoire n'en offre pas de semblable , s'est plu à abaisser la toute puissance devant la vraie grandeur dénuée d'appui ; et elle annonce par là que les destinées de Votre Majesté et de sa race ne sont pas encore ébranlées ; que le vent qui a courbé ce chêne antique n'est pas ébranlé ses racines ; que le fer qui a mutilé ses rameaux n'a fait qu'ajouter à la vigueur de sa tige. Ce n'est pas nous qui offrirons à Votre Majesté de vaines espérances , fondées sur les troubles du dedans ou du dehors , et sur les moyens de les exciter. Votre Majesté sait assez , puisque c'est notre premier titre à sa confiance , que nos vœux ne s'unissent pas à l'intervention de la politique étrangère , et que notre caractère , nos principes et les devoirs , qu'elle-même nous impose nous éloignent également de l'esprit de conspiration et de faction. Mais nous dirons à Votre Majesté que les conseils de la raison s'accordent avec les inspirations de l'honneur ; que la prévoyance commandait la résolution qu'elles lui ont dictée , et que le salut de la France sera le prix de la fermeté avec lequel Votre Majesté y persévérera. De quels motifs , en effet , a-t-on pu colorer la proposition adressée à Votre

**Majesté ? A-t-on voulu intéresser sa générosité et l'amour qu'elle porte à son peuple. Mais, Sire, où sont les armées qui ravagent notre territoire ? Ou sont les partis qui invoquent le nom de Votre Majesté ? Où sont les intrigues qui sourdissent à l'ombre de ce nom sacré ? Le sang coule-t-il encore, et s'agit-il de l'arrêter ? Non, la France repose dans une paix profonde puisqu'un homme aussi extraordinaire que sa fortune a saisi les rênes du gouvernement. Les uns jouissent sans souvenir et sans prévoyance, les autres, qui gardent à Votre Majesté leur foi dans les tribunaux, dans les camps, dans les conseils, croient lui obéir en se soumettant à cette autorité provisoire, dont ils reconnaissent la nécessité, et que la main de Dieu paraît avoir élevée pour confondre et les principes et les exemples de la révolution. C'est donc à l'avenir qu'appartiennent toutes les sollicitudes. Quel mot à prononcer ! quelle autorité à alléguer à la vue de cette succession inouïe d'hommes et d'événements ! et lorsque déjà les débris de la république appelée impérissable gisent épars avec ceux de la monarchie ! Quel est-il, cet avenir dont les félicités ne se réaliseront que par la renonciation expresse de Votre Majesté et des princes de sa maison ? Nous ne pouvons le chercher que dans ce qui est ; car on n'exigera pas de Sa Majesté qu'elle le compose d'éléments inconnus. A partir de l'époque du 18 brumaire, sur ce même sol qui jusque-là avait dévoré les ouvriers, deux constitutions se sont élevées en moins de trois ans. C'est la dernière sans doute qui est douée du privilège de contenir l'avenir ; et puisque le premier consul y a déposé sans contradiction toutes ses pensées, nous devons croire qu'on offre à Votre Majesté, comme un gage de tranquillité et de bonheur, les règles sur lesquelles elle établit la transmission du pouvoir, c'est-à-dire qu'on propose à Votre Majesté d'assurer à la France,**

autant qu'il est en elle, à la place du gouvernement monarchique héréditaire, tempéré par les lois fondamentales, le gouvernement militaire électif sans limites et sans barrière. Avoir réduit la question à ces termes, c'est l'avoir résolue. Il s'agit en effet, de prononcer entre le plus parfait et le pire des gouvernements; entre celui qui a fait la gloire de la France, et celui qui a fait le fléau de Rome; entre celui qui a donné à l'une quatre-vingt-dix monarques en treize siècles et celui qui a donné à l'autre le même nombre de despotes en un siècle et demi; entre celui qui confond les intérêts de l'Etat et de son chef et celui qui les sépare; entre celui qui éteint les ambitions criminelles, et celui qui les allume dans le cœur des plus indignes; entre celui pour qui la guerre est presque toujours une calamité et celui pour qui elle est presque toujours une nécessité! Et que serait-ce, si nous appliquions ce parallèle à l'état de l'Europe, et si nous montrions tous les trônes affermis par le rétablissement de la monarchie en France, et continuellement avilis et menacés, quand ils ne seraient pas attaqués par la spécialité du gouvernement électif, établi sur ses ruines! Non, Sire, il ne serait pas de la bonté de Votre Majesté ni de l'attachement qu'elle nous conserve, de sanctionner un ordre de choses si funeste à son peuple, et s'il ne devait rencontrer d'obstacles que dans les droits de Votre Majesté et de son auguste race, y renoncer serait un acte de ressentiment et de vengeance contre la nation française. Mais, Sire, l'avenir sur lequel nous venons de fixer nos regards n'existe heureusement que dans une constitution aussi fragile et plus vaine que celles qui l'ont précédée; et si nous nous sommes arrêtés à cette hypothèse illusoire, c'est parce qu'elle est la seule avouée, la seule au nom de laquelle on puisse s'adresser au patriotisme et à la raison de Vo-

tre Majesté. L'examen attentif des résultats de la révolution conduit à d'autres probabilités ; nous allons les mettre sous les yeux de Votre Majesté. Comme la révolution n'avait pour but que de détruire l'édifice social , et qu'elle l'a détruit , en effet , dans toutes ses parties , on peut dire que la révolution a été consommée. Mais puisque la France n'a pas péri , il n'y a pas d'époque où l'on ait pu dire que la révolution fût consolidée. Loin de là , chaque jour , depuis qu'elle a été consommée , a été marqué par la ruine de quelques-uns de ces principes. Vaincue et désarmée au 18 brumaire , elle n'est plus , puisqu'on a cessé d'y croire. Les opinions qu'elle avait mises en honneur sont reléguées parmi les doctrines séditeuses ; les institutions auxquelles elle avait le plus insulté reparaissent avec éclat. Elle ramène donc la monarchie héréditaire , qui est le complément , la garantie et le lien de toutes les autres. Dira-t-on que la France l'a proscrite ? mais elle avait proscrit l'unité du pouvoir et dévoué aux poignards républicains quiconque oserait ce que le général Bonaparte a exécuté. Cependant elle obéit , sans murmurer , à une autorité mille fois plus absolue que ne le fut jamais celle de ses rois. Le besoin de l'hérédité se fait sentir ; ce mot est dans presque toutes les bouches. Le pas qui reste à faire pour la chercher dans la seule famille qui en possède les vrais attributs est-il donc aussi difficile , aussi prodigieux que ceux dont nous avons été les témoins ? et les obstacles sont-ils à l'épreuve du temps , de ce temps qui ne se repose jamais ? Déjà il a consumé les opinions , chaque jour il consume les intérêts , les préjugés , les craintes qui éloignent encore les Bourbons. La dictature même , qui est sortie de la révolution , sous quelque titre qu'elle s'exerce , loin d'être une barrière entre le trône de leurs pères , leur en fraie la route. Par elle , le peuple rentre

dans les habitudes de la soumission, l'armée reprend le joug de la discipline; les partis, réduits à l'impuissance, oublient jusqu'à leurs noms, et ont peine à se reconnaître. Si, après avoir vaincu toutes les résistances, elle va se déposer elle-même entre les mains du roi légitime, elle aura tout fait pour le bonheur de la France et pour sa propre gloire. Que si la Providence a marqué son terme avant qu'elle ait atteint ce but, pour lequel elle existe, l'ambition voudra en vain la relever; ses efforts méprisés attesteront seulement qu'il n'y a pas un autre Bonaparte, et qu'un semblable pouvoir ne survit pas aux besoins et aux circonstances dont il fut l'ouvrage. A cette époque décisive, la France aura un roi ou sera dissoute, et toutes les monarchies de l'Europe après elle. C'est là qu'il faut se placer pour évaluer toutes les considérations du moment. Qui se portera roi de France? Quelle famille viendra disputer à la race de Hugues-Capet le respect et l'obéissance héréditaire de la nation? Quelle qu'elle soit comme famille, elle n'aura pas les droits de sa naissance, et c'est aux droits des descendants de quatre-vingts monarques qu'il lui faudrait les opposer. Laissons la France peser, quand il en sera temps, les uns et les autres, il nous suffit d'observer que dès aujourd'hui la démarche du premier consul, et la réponse de Votre Majesté sont un poids de plus dans la balance.

« Que Votre Majesté daigne recevoir avec bonté nos félicitations et nos hommages. Nous aimons à croire que la démarche dont il s'agit en présage de plus importants. Quel que soit l'intervalle qui les sépare, continuez, Sire, à régner par les lois jusqu'à ce que les lois et la force réunissent leur empire; et après avoir donné aux chefs des nations de si nobles leçons, puisse Votre Majesté être appelée à leur donner d'illustres exemples! »

## CHAPITRE XIX.

*Suite de la rupture de la paix d'Amiens.*

Les Anglais avaient mis un embargo sur tous les navires français qui se trouvaient dans leurs ports. La France y fit une perte considérable. Bonaparte imagina un singulier mode de représailles ; ce fut d'arrêter tous les Anglais sans distinction , alors à Paris , ou voyageant en France. Plusieurs de ces hommes , disait le gouvernement français , pouvaient être employés dans l'armée anglaise , et devaient , en conséquence , être considérés comme prisonniers de guerre.

Bonaparte fit occuper le Hanovre.

Mortier , qui avait déjà réuni une armée en Hollande et sur la frontière germanique , se dirigea sur le Hanovre. Une force considérable fut rassemblée contre lui , sous le commandement du duc de Cambridge et du général Walmoden ; mais il fut bientôt démontré que réduit à ses propres ressources , et ne recevant aucun secours ni de l'Angleterre ni de l'Empire , l'électorat ne pouvait opposer de résistance efficace , et que de vains efforts pour le défendre ne feraient qu'aggraver le malheur du pays , en exposant les habitants à toutes les calamités de la guerre. Le duc de Cambridge résolut de quitter les états héréditaires de sa famille , et le général Walmoden eut la mortification de souscrire , à une convention portant que la capitale de l'électorat , ainsi que toutes ses places fortes , seraient remises aux Français , et que l'armée hanovrienne se retirerait de l'autre côté de l'Elbe , en promettant de ne point servir contre la France et ses alliés avant l'échange.

Le gouvernement anglais ayant refusé de ratifier la con-



vention de Suhligen , ainsi qu'on l'appelait , l'armée hanovrienne fut sommée de se rendre prisonnière de guerre , condition dure , que Walmoden ne voulut pas recevoir , et à laquelle Mortier ne renonça néanmoins qu'autant que ces troupes fidèles se débarrassaient , et remettraient leurs armes , artillerie , chevaux et bagages militaires. Dans une lettre au premier consul , Mortier déclare qu'il a ainsi modifié ses premières prétentions , par égard pour un ennemi brave et malheureux. Indépendamment de l'occupation du Hanovre , les Français profitèrent de leur victoire en imposant des emprunts et autres réquisitions aux villes anseatiques.

Le prince royal de Danemarck assembla dans le Holstein une armée de trente mille hommes ; mais aucune autre puissance ne venant à son aide , il quitta bientôt l'attitude hostile qu'il avait prise.

L'Autriche accepta , comme raison valable , cette déclaration de la France , qu'elle n'occupait point le Hanovre à titre de conquête , mais qu'elle retiendrait l'électorat comme un gage pour l'île de Malte que l'Angleterre , disait-on , gardait contre la foi des traités. Quant à la Prusse , encore bien qu'elle vit de mauvais œil ces excursions des Français dans son voisinage , elle dut se contenter de la même protestation.

Le premier consul ne se borna point à l'occupation du Hanovre. Il se saisit de Tarente , et de plusieurs autres ports de mer du royaume de Naples , toujours à titre de garanties pour la restitution de Malte. L'avantage réel qu'y trouvait Bonaparte , c'était de distribuer ses troupes sur des territoires neutres , qui étaient obligés de les payer et de les vêtir ; il trouvait ainsi dans la guerre les ressources dont il avait besoin pour la conduire , et il épargnait à la France , en grande par-

tie , l'entretien de son immense armée. D'énormes réquisitions non-seulement sur les villes anséatiques , mais sur l'Espagne , le Portugal , Naples , et autres pays neutres , venaient , sous le nom d'emprunts , remplir son trésor , et le mettaient à même d'exécuter ses projets dispendieux.

Chacune de ces manœuvres aurait paru devoir être l'objet d'un longue campagne , mais Bonaparte n'y voyait que des coups indirects portés à la Grande-Bretagne , soit en occupant le patrimoine héréditaire du monarque anglais , soit en gênant le commerce du royaume , soit en détruisant ce qui restait d'indépendance aux états du continent. Restait maintenant à jouer le coup décisif qui devait terminer la partie , ce plan d'invasion sur lequel il avait si fortement appuyé dans sa conversation animée avec lord Whitworth.

## CHAPITRE XX.

Projet de descente en Angleterre. Réflexions d'un écrivain anglais.

« Les contemporains se rappelleront sans doute que jamais peut-être la Grande-Bretagne ne fut moins préparée contre une invasion qu'au commencement de cette seconde guerre. Une expédition qui serait partie des ports de la Hollande , immédiatement après la déclaration , eût probablement échappé à nos escadres de blocus , et l'on aurait vu , au moins , de quoi eût été capable une armée française sur la terre britannique dans un moment d'alarme générale , et quand le pays était surpris à l'improviste. Mais il est probable que Bonaparte n'était pas mieux préparé que l'Angleterre à cette brusque rupture du traité d'Amiens ; car l'événement fut le résultat de

la passion bien plus qu'une combinaison de la politique ; de sorte que ni Bonaparte ni l'Angleterre n'avaient pu en calculer d'avance les effets. D'ailleurs le premier consul ne s'était pas dissimulé les dangers d'une entreprise désespérée où il eût joué tout ensemble, sa gloire militaire, cette puissance, qu'il devait surtout à ses succès, et sa vie peut-être ; mais, quoiqu'il eût déjà décidé deux fois la partie, il n'avait point encore osé la tenter.

Il semblait s'y déterminer à la fin, et prétendait employer à cette grande entreprise toute la puissance de son génie et toute la force de son empire. Dans le cours des premières hostilités, ses chaloupes canonnières avaient causé des dommages considérables aux vaisseaux de guerre anglais dans la baie de Gibraltar, où les calmes sont fréquents, et la manœuvre à la voile impossible. On supposa donc que ces petits bâtiments pourraient favoriser la descente projetée : on en construisit dans différents ports ; ils se réunirent ensuite en longeant les côtes de France, sous la protection des batteries de terre. Point de promontoire, en effet, qui n'eût la sienne. Les côtes de France, dans le détroit, ressemblaient pour ainsi dire aux retranchements d'une ville assiégée, dont il eût été imprudent de laisser un seul point dégarni de canon. Le rendez-vous général fut à Boulogne, d'où l'expédition devait mettre à la voile. Après d'incroyables efforts, Bonaparte était parvenu à mettre ce port et sa rade en état de recevoir deux mille vaisseaux de toute espèce. Les ports moins considérables de Vimereux, d'Ambleteuse, d'Etaples, de Dieppe, du Havre, de Saint-Valerie, de Caen, de Gravelines et de Dunkerque étaient également remplis de navires. Une flottille séparée occupait ceux de Flessingue et d'Ostende. Tout ce que la France pos-

sédait de gros vaisseaux attendait dans les ports de Brest, de Rochefort et de Toulon.

Une armée de terre fut réunie ; armée formidable , soit par la valeur des soldats , soit par leur nombre et leur immense matériel. Elle couvrait toute la côte française, depuis l'embouchure de la Seine jusqu'au Texel. Soult , Ney , Davoust , Victor, noms qui étaient alors l'honneur et l'effroi des batailles , devaient commander l'armée d'Angleterre ( car elle avait repris cette désignation menaçante ) et mettre à exécution les plans tracés par Bonaparte , dont le but était de rayer la Grande-Bretagne du tableau des nations indépendantes.

Loin de s'alarmer de toutes ces démonstrations , l'Angleterre se prépara pour la résistance avec une énergie digne de son ancienne renommée, et surpassant de beaucoup tout ce que ses annales militaires peuvent rappeler à cet égard. A environ cent mille hommes de troupes réglées qu'elle possédait , elle en ajouta plus de quatre-vingt mille de milices , qui ne le cédaient guère aux premiers sous le rapport de la discipline. Tout citoyen eut la faculté et reçut même l'invitation de contribuer personnellement à la défense commune ; et cette force volontaire fut beaucoup plus nombreuse , mieux dirigée , plus efficace que pendant les dernières hostilités. Elle montait à trois cent cinquante mille hommes , qui , eu égard au peu de temps et à la nature du service , maniaient déjà leurs armes avec une dextérité remarquable. D'autres classes d'individus furent incorporées comme pionniers , charretiers et autres emplois de cette nature. Le pays sembla tout-à-coup transformé en un camp immense , la nation entière en armée , et le bon vieux roi lui-même en général en chef. Toutes les occupations de la paix semblèrent momentanément oubliées. La voix qui

appelait le peuple à la défense de ses plus chers intérêts se faisait entendre non-seulement dans le parlement et dans les assemblées convoquées pour seconder les mesures de résistance, elle éclatait encore dans les théâtres, elle tonnait du haut des chaires.

Des signaux furent élevés sur des éminences correspondantes, tout autour et à l'intérieur de l'île. Matin et soir, pour ainsi dire, les regards de la population entière y épiaient le terrible signal. Quelques fausses alertes eurent lieu sur différents points, car les méprises sont inévitables dans ces circonstances; mais l'empressement et l'énergie que montrèrent alors les troupes de toutes armes, firent concevoir les plus heureuses espérances, et donnèrent la certitude que chaque individu portait sa patrie dans son cœur.

Indépendamment de ces apprêts sur terre, la Grande-Bretagne prit aussi ses mesures sur l'élément qu'elle appelle le sien. Cinq cent soixante-dix vaisseaux de guerre de toute espèce couvrirent l'Océan. Des escadres bloquèrent tous les ports de France dans le détroit; et l'armée destinée à envahir nos rivages put voir le pavillon britannique flotter dans toutes les directions à l'horizon, épiant la sortie de l'expédition comme les oiseaux de proie planent dans les airs au-dessus de l'ennemi sur lequel ils vont s'élancer. De temps en temps les frégates anglaises et les sloops de guerre se rapprochaient des côtes et jetaient des boulets ou des bombes dans le Havre, Dieppe, Granville et Boulogne même. De temps en temps aussi les marins anglais débarquaient sur le rivage, maltrai-taient aussi les vaisseaux ennemis, détruisaient leurs signaux et démontraient leurs batteries. Ces événements étaient peu importants par eux-mêmes, et il faut regretter qu'ils aient

coûté la vie à tant de braves gens ; mais s'ils ne produisirent point de grands résultats , ils ne furent pas non plus sans utilité. Ils augmentèrent la confiance des marins anglais , et diminuèrent celle de l'ennemi , qui devait désormais concevoir plus d'inquiétude que d'espérance de ses projets de descente sur les côtes d'Angleterre , puisque malgré la plus exacte surveillance , il se voyait lui-même insulté sur ses rivages.

Pendant tous ces apprêts d'attaque et de défense , Bonaparte vint à Boulogne , où il se donna beaucoup de mouvement pour exciter l'ardeur de ses troupes. Il passait des revues extraordinaires , accoutumait les soldats aux manœuvres de nuit ; on les exerçait à s'embarquer sur des bateaux plats , à s'y placer d'une manière facile et à en sortir sans confusion. On eut recours aux présages pour entretenir l'enthousiasme naturel qu'inspirait la présence du premier consul. Une hache d'arme romaine fut trouvée , dit-on , en creusant le terrain où devait être élevée la tente de Bonaparte ; des médailles de Guillaume-le-Conquérant furent aussi découvertes dans ce terrain consacré. Pendant une revue que le premier consul faisait des fortifications , des frégates anglaises osèrent s'approcher du rivage , et dirigèrent leurs boulets sur le général et sa suite , comme on vise à un but déterminé.

Durant la dernière guerre , Nelson avait déclaré qu'une expédition hostile , partant de Boulogne , était une entreprise d'insensé , à cause du croisement des marées , sans parler d'autres obstacles encore , et de la perte assurée de la flotte , pour peu que le vent soufflât ouest-nord-ouest. « Quand à la rame , ajoutait ce juge excellent des affaires maritimes , l'emploi en est impossible. Il est très-bien de se mettre en garde contre un gouvernement insensé ; mais avec la force qui m'a été donnée ;

je puis déclarer que son invasion est à peu près impraticable. »

Bonaparte affirma jusqu'à la fin qu'il songeait sérieusement à envahir l'Angleterre, et que son projet était exécutable. Plus tard cependant il ne parlait pas de se frayer un passage au moyen de ses chaloupes canonnières et de ses petites embarcations armées, quand les forces respectives des deux pays rivaux étaient en présence : cette bravade qu'il avait proférée devant lord Whitworth, était d'une exécution trop incertaine pour qu'il tentât de la réaliser. Dans ces derniers temps, s'entretenant avec ses compagnons d'exil, il attribuait à de faibles obstacles la non réussite de ses projets d'invasion ; mais quand il en parle sérieusement et avec détail, on voit qu'il n'espérait arriver à son but qu'en réunissant une flotte assez forte pour assurer momentanément la liberté du détroit. Cette flotte devait se composer de cinquante vaisseaux, qui seraient sortis de différents ports de France et d'Espagne. Leur rendez-vous général était à la Martinique, d'où ils auraient cinglé pour la Manche, afin de protéger la flottille où devaient être embarqués cent cinquante mille hommes. L'effet trompa les calculs de Napoléon ; car lord Cornwallis se tint en station devant Brest ; Pellew observa les ports d'Espagne ; Nelson surveilla ceux de Toulon et de Gènes ; de sorte que les vaisseaux français et espagnols auraient été obligés de se frayer un passage à travers ces escadres, pour effectuer leur jonction à la Martinique.

C'est une chose bien étonnante que cette facilité avec laquelle les génies les plus élevés se font illusion sur les causes qui ont fait avorter leurs plans favoris, quand il y va de leur intérêt personnel et de leur vanité ! Napoléon disait gravement à Las-Cases, en lui parlant de sa mésaventure : « Les obsta-

cles qui m'ont fait échouer ne sont point venus des hommes ; ils sont tous venus des éléments. Dans le midi , c'est la mer qui m'a perdu ; et c'est l'incendie de Moscou , les glaces de l'hiver qui m'ont perdu dans le nord. Ainsi l'eau , l'air et le feu , toute la nature , et rien que la nature ; voilà quels ont été les ennemis d'une régénération universelle , commandée par la nature même. Les problèmes de la Providence sont insolubles. »

Nous reconnaissons , dit l'historien anglais auquel nous empruntons ces pages , toute la grandeur du péril. Bonaparte , avec son génie et ses légions , aurait pu faire beaucoup de mal à un pays accoutumé depuis si longtemps aux bienfaits de la paix intérieure. Mais aussi la nation était unanime dans la volonté de se défendre , et sa force se composait d'éléments que Bonaparte apprécia quand il les connut mieux. Des trois peuples britanniques , les Anglais ont prouvé , depuis , qu'ils étaient toujours animés de cette fermeté et de cette valeur qui remporta les victoires de Crécy , d'Azincourt , de Blenheim et de Minden ; les Irlandais n'ont rien perdu de cette exaltation qui les a constamment distingués parmi les nations de l'Europe ; et les Ecossais n'ont point dégénéré de ce courage indomptable avec lequel leur aïeux résistèrent , pendant deux mille ans , à un ennemi bien supérieur en forces. En supposant même la prise de Londres , ce malheur ne nous eût point fait désespérer de la liberté du pays ; car la guerre , alors , eût pris , à n'en pas douter , ce caractère populaire et national qui finit toujours par l'expulsion de l'armée envahissante. La persuasion où était Bonaparte qu'il gagnerait la première bataille , ne reposait pas non plus sur des fondements bien solides. Nous pouvons af-



firmer du moins que l'Angleterre était décidée à soutenir vigoureusement cette épreuve.

## CHAPITRE XXII.

Mouvement à l'intérieur et à l'extérieur contre le premier consul.

La paix d'Amiens étant rompue, Pichegru, échappé des déserts de Cayenne, où il avait été exilé, trouva dans Londres un asile et des amis; il professa ouvertement ses principes royalistes, d'après lesquels il avait longtemps agi en secret.

Pichegru, Georges Cadoudal, et environ trente autres royalistes déterminés, débarquèrent secrètement en France et se dirigèrent vers la capitale.

Pichegru parvint à voir Moreau, qui passait alors pour le chef des mécontents de l'armée, et l'ennemi déclaré de Bonaparte. Ils se virent deux fois; et il est certain que, dans l'une de ces conférences Pichegru se fit accompagner de Georges Cadoudal.

Georges cependant, poursuivait l'exécution de ses projets contre le premier consul. Toutes les barrières furent fermées; une division de la garde veilla strictement à ce que personne ne pût sortir de la ville. Le gouvernement recueillit bientôt assez de notions positives pour faire au public une communication sur l'existence et le but du complot; ce qui devenait particulièrement nécessaire quand l'arrestation de Moreau lui-même eut été résolue. Cet événement eut lieu le 15 février 1804. Le général fut arrêté sans difficulté, et sans résistance de sa part, dans sa maison de campagne. Le lendemain, un ordre du jour signé Murat, alors gouverneur de Paris, en informa la capitale, en déclarant que Moreau était engagé dans

une conspiration avec Pichegru , Georges et autres , vivement poursuivis par la police.

La nouvelle de l'arrestation de Moreau , produisit la plus profonde sensation dans Paris ; et les bruits qui circulaient à cette occasion n'étaient nullement favorables à Bonaparte. Les uns ne croyaient nullement à l'existence du complot ; d'autres , moins incrédules , voyaient , dans le projet avorté de Pichegru , le prétexte dont se servait le premier consul pour perdre Moreau , son rival en réputation militaire , et l'ennemi avoué de son gouvernement. On alla jusqu'à prétendre que des agents secrets de Bonaparte avaient fortement encouragé les premiers desseins des conspirateurs , à Londres , dans le but de compromettre un homme que le premier consul haïssait et craignait tout ensemble.

Le 17 février , le grand-juge ministre de la justice , dans un rapport communiqué au sénat , au corps législatif et au tribunal , dénonça Pichegru , Georges , et d'autres individus , comme étant revenus de leur exil , en France , dans le dessein de renverser le gouvernement , et d'assassiner le premier consul. Il accusait aussi Moreau de complicité avec eux. Après la lecture du rapport , dans le tribunal , le frère de Moreau prit la parole , rappela les talents et les services du général , se plaignit de la cruauté d'une accusation dénuée de preuves , et réclama pour l'accusé la faveur d'un jugement public.

« Voilà un beau mouvement de sensibilité ! » dit le tribun Curée , qui voulut tourner en ridicule une démarche si naturelle en ce moment pénible.

« C'est un mouvement d'indignation , » répliqua le frère de Moreau ; et il sortit aussitôt.

Un faux ami , possesseur de tous les secrets de Pichegru ,

trahit sa confiance moyennant une grosse somme, et introduisit les gendarmes dans la chambre du général, alors au lit. Ils s'emparèrent d'abord des armes qu'il avait à côté de lui, et ensuite de sa personne, malgré sa vigoureuse résistance. Une capture plus importante encore peut-être, fut celle de Georges Cadoudal, qui tomba lui-même bientôt après dans les mains de la police. Il était suivi de si près qu'il finit par ne plus oser entrer dans aucune maison, et il passait une grande partie du jour et de la nuit en cabriolet, dans les rues de Paris. Il tua d'un coup de pistolet l'un des gendarmes qui l'arrêtèrent, en blessa mortellement un second, et fut sur le point d'échapper aux autres. Le reste des conjurés, y compris ceux qu'on accusait de favoriser le complot, fut arrêté, au nombre de quarante individus de toute condition.

Quelques-uns étaient les affidés de Georges, d'autres appartenaient à l'ancienne noblesse. Parmi ces derniers se trouvaient M M. Armand et Jules de Polignac, Charles de Rivière, et plusieurs royalistes de distinction. Le hasard fit encore tomber au pouvoir de Bonaparte une autre victime. Le capitaine Wriht, commandant un brick de guerre anglais, s'était chargé de débarquer, sur les côtes du Morbihan, Pichegru et quelques-uns de ses compagnons. Peu de temps après, son brick fut pris par un vaisseau français supérieur en force. Sous le prétexte que sa confrontation était nécessaire pour convaincre les conjurés, il fut amené à Paris, enfermé au Temple, et traité avec une rigueur que devait bientôt suivre une sanglante catastrophe.

## CHAPITRE XXIII.

Mort du duc d'Enghien. Récit d'un officier du prince.

Avant ces terribles procès, dans la nuit du 15 mars 1804, un escadron de gendarmerie, sous les ordres du général Ordener, passa le Rhin; deux compagnies d'infanterie l'avaient déjà précédé, et les deux détachements arrivèrent en même temps à Ettenheim, vers les cinq heures du matin. C'est là qu'habitait le duc d'Enghien. Le prince avait passé la journée à la chasse, et venait de se coucher. Il dormait déjà d'un profond sommeil, lorsqu'un de ses valets de pied, nommé Joseph, entre précipitamment dans sa chambre et lui annonce qu'on voit errer des gendarmes autour de sa demeure. Le baron de Grunstein, son premier gentilhomme, vient en même temps lui certifier cette triste nouvelle, ajoutant que la maison est déjà cernée de toutes parts. Le prince saute à l'instant du lit, et saisit un fusil de chasse; son fidèle Joseph en prend un autre; on ouvre la fenêtre : le prince crie : « Qui va là ? » et il allait faire feu, lorsque le baron de Grunstein, son premier gentilhomme, lui arrache son arme en lui représentant que toute défense est inutile, et qu'elle pourrait même devenir dangereuse. Une vive altercation s'éleva entre le prince et son premier gentilhomme. Ce dernier s'était couché tout habillé. Il déclara que, si on demandait le duc d'Enghien, il répondrait que c'était lui.

Près d'une heure se passe dans l'attente. Les armes sont déposées sur une table. Le prince passe à la hâte un pantalon et une veste de chasse; il n'a pas le temps de mettre ses bottes. On monte l'escalier, on entre, le pistolet au poing, et

l'on demande : « Qui de vous est le duc d'Enghien ? » Le baron garde le silence. On renouvelle l'interpellation, même silence.

Cependant M. le baron de Saint-Jacques apprend le péril qui menace les jours de son maître. Il sort à moitié vêtu et donne l'ordre à un de ses domestiques de courir à l'Eglise sonner le tocsin. Un piquet de gendarmerie occupait déjà le clocher. Ils maltraitèrent ce fidèle serviteur, et l'empêchèrent de s'acquitter de sa mission. Le baron se présente lui-même vainement à la maison du prince : on le repousse, on l'insulte. Alors il explique qui il est, et demande à partager la destinée de son maître. « Laissez entrer, crie un officier, c'est toujours un de plus. »

Le détachement se mit aussitôt en marche, afin de traverser le Rhin le plus tôt possible. Au bord du fleuve, le général Ordener commanda de faire halte dans un moulin, en attendant l'arrivée du bourgmestre d'Ettenheim, que devait amener un de ses aides-de-camp. Dans cet intervalle, le fidèle Joseph découvrit une porte qui donnait sur la chaussée ; il en avertit le prince : tous deux essayèrent vainement de l'ouvrir. Hélas ! dans cette nuit cruelle, la fidélité devait se trouver impuissante : les efforts du prince et de Joseph furent inutiles. Le meunier, effrayé à l'aspect de tant de gens armés, s'était réfugié avec sa famille de l'autre côté, et, pour plus de sûreté, il avait fermé le verrou au-dehors.

Le bourgmestre étant arrivé, le général lui ordonna de dire le nom des personnes qui se trouvaient arrêtées, et le duc fut le troisième qu'il nomma. Dès que monseigneur se vit reconnu, il demanda d'envoyer chercher du linge et de l'argent, ce qui lui fut accordé. En attendant le retour du valet

de pied, M. le baron de Saint-Jacques s'entretint avec le capitaine qui commandait le détachement d'infanterie. Cet officier avait reçu l'ordre de partir pour Ettenheim sans connaître le motif de sa destination. Il avait été indigné d'avoir participé à cet horrible guet-à-pens. Il ne se rappelait pas sans attendrissement qu'à la défense du pont de Munich, blessé grièvement par un éclat d'obus, M. le duc d'Enghien l'avait fait transporter à son quartier-général, et, après les soins les plus affectueux, l'avait fait conduire aux avant-postes républicains. Bientôt des signes d'intelligence s'établirent entre cet officier et M. le duc d'Enghien. Il fut décidé que le prince tâcherait de ne passer que dans le troisième bac, et se laisserait ensuite diriger par son généreux libérateur. Une triste fatalité dérangerait tous ces calculs. Le général Ordener fit passer l'infanterie la première, et, pour ne pas se dessaisir de sa victime, il la fit mettre à ses côtés. Arrivés à Rheinau, les voitures destinées aux prisonniers n'étant pas arrivées, le prince fit une partie du chemin à pied. Ce ne fut qu'à Plaffenhein qu'on rencontra le mauvais chariot sur lequel il devait être transporté. Le baron de Grunstein fut placé à ses côtés. On n'arriva à Strasbourg que sur les cinq heures du soir. Comme on n'avait point d'ordre pour recevoir les prisonniers à la citadelle, on ne savait où les déposer. Le prince descendit provisoirement chez un nommé Char, colonel de gendarmerie. Il lui eût été facile d'échapper à ses bourreaux, si une main amie avait voulu favoriser son évasion. Le chariot du prince avait de beaucoup devancé celui où se trouvaient entassés les autres prisonniers. Les deux compagnies d'infanterie, dont on avait lieu de suspecter la fidélité, avaient pris le chemin de leur caserne, et le général Ordener courait de tous côtés pour ob-

tenir l'ordre de déposer sa proie dans la citadelle. En attendant, M. le duc d'Enghien chercha à inspirer quelque intérêt au colonel de la gendarmerie, mais cet homme reçut toutes les propositions qui lui furent faites avec hauteur, même lorsque le commissaire de police Popp, qui dans cette circonstance pénible chercha à adoucir le sort du prince, vint faire la visite des papiers. Cet honnête homme ayant voulu brûler une lettre dans laquelle se trouvaient quelques plaisanteries sur le premier consul, le colonel l'emporta, et se fit sans doute, dans la suite, un mérite auprès de l'assassin de l'inhumanité qu'il avait montrée.

Le 15, à cinq heures et demie, une dépêche télégraphique ordonna que le prince fût transporté à la citadelle. Il y arriva en même temps que les autres prisonniers. Ils passèrent la nuit dans le salon du commandant, sur des matelas par terre. Des gendarmes à pied étaient dans la pièce de devant, deux sentinelles dans la chambre, une à la porte. Le prince dormit peu. Le lendemain 16, le général Leval, commandant la division militaire, vint lui rendre visite. Ignorant les motifs de cet enlèvement extraordinaire et l'attribuant à quelque imprudence du prince, il lui dit que sans doute il n'était destiné qu'à servir d'otage, ajoutant que dans ce cas il pourrait cultiver un des jardins de la citadelle. Ces paroles du général donnèrent quelque consolation aux serviteurs du prince. Mais le 18, à une heure et demie du matin, les portes de sa prison s'ouvrent, des gendarmes entourent son lit, et le forcent de s'habiller à la hâte. Ses serviteurs accourent : le prince demande d'emmener au moins son fidèle Joseph. On lui répond qu'il lui sera inutile. Le prince distribue alors à ses compagnons d'infortune l'argent qu'il a sur lui ; il les em-

brasse et leur dit un éternel adieu. Les portes se referment , et ils purent entendre retentir les chaînes dont les mains de ce jeune héros furent garottées. Le colonel Char... lui avait annoncé qu'on allait le conduire chez le général de la division , qui avait reçu des ordres de Paris. Au lieu de cela, le prince trouva sur la place de l'église une voiture à six chevaux. On le força à y monter ; le lieutenant Pétersmann se place à ses côtés , un maréchal-des-logis, nommé Bliterdoff , sur le siège. Ils arrivèrent à Paris le 20 mars , à quatre heures et demie du soir , du côté de la barrière de Pantin. Là se trouvait un officier qui attendait la victime et qui donna l'ordre de la mener à Vincennes. Cette forteresse, où l'aïeul des Bourbons venait se *soulacier* et s'ébattre, et rendait la justice au pied d'un chêne, était déjà devenue, sous le gouvernement consulaire, une prison d'état où l'on précipitait tous ceux qui portaient ombrage au premier consul. De nombreuses victimes y étaient déjà renfermées, et celui qui avait si bien servi Bonaparte à la journée de Saint-Cloud en était le gardien.

Tout Paris ignorait l'horrible complot qui se tramait. Cependant les assassins étaient dans la plus vive frayeur ; ils craignaient que le bruit de cet enlèvement extraordinaire, venant à se répandre avant que le forfait fût consommé, ne soulevât d'indignation les troupes qui formaient la garnison de la capitale. Savary avait reçu l'ordre de surveiller la légion qui était à l'arsenal, et de se rendre à Vincennes avec une partie de la gendarmerie d'élite.

Ce détachement se mit en bataille sur l'esplanade, en face du bois ; des gardes furent placées à toutes les avenues , et rien ne fut négligé pour ne pas laisser échapper la victime. Au moment où le prince entra dans le château, le commandant ,



étonné de tous ces préparatifs, dit à un de ses officiers : « Voilà sans doute un prisonnier d'importance qu'on nous amène. » Sa femme, qui était à ses côtés, reconnut aussitôt monseigneur : elle avait été sa sœur de lait. Elle jeta un cri et s'évanouit.

Le prince, exténué de fatigue et de besoin, fut amené dans une chambre où l'on avait préparé à la hâte un mauvais lit. Deux carreaux manquaient à la croisée; on y suppléa par une serviette que l'on attacha avec quelques clous. Le prince, après un léger repas, se jeta sur son lit et ne tarda pas à s'endormir profondément.

A minuit, il fallut le réveiller pour le conduire devant la commission militaire.

Le jour même où devait arriver le prince, le premier consul convoqua un conseil privé pour aviser aux moyens de pallier aux yeux de l'Europe le crime qu'on allait commettre. Faire assassiner M. le duc d'Enghien par des gens dévoués paraissait trop barbare et pouvait avoir de fâcheux résultats; le traduire devant le tribunal militaire, qui devait juger Moreau et Pichegru, ne paraissait pas moins imprudent : on n'avait aucune preuve. Une dépêche avait déjà annoncé que les papiers saisis à Ettenheim ne prouvaient que trop l'innocence du duc d'Enghien, et l'opinion publique, favorable à la maison de Bourbon, aurait pu contraindre les juges à rendre une sentence conforme à l'équité et contraire au but que l'on se proposait. Qui sait même le résultat que pouvait avoir une longue détention du duc d'Enghien. On était incertain de la fidélité d'une partie des troupes. L'arrestation de Moreau et de Pichegru avait excité de violents murmures dans l'armée : tout était à craindre au milieu de cette

agitation. Il fallait donc étouffer la victime dans l'ombre et pallier seulement le crime par un fantôme de jugement. La loi du 15 fructidor offrait un moyen bien simple : elle autorisait le gouvernement à créer des commissions militaires. En conséquence, Savary porta lui-même l'arrêté du premier consul à Murat et les chefs d'accusation sur lesquels le conseil avait jugé convenable d'asseoir le jugement. Ils étaient au nombre de six : M. le duc d'Enghien était accusé d'avoir porté les armes contre la république ; d'avoir été et d'être encore à la solde de l'Angleterre ; de faire partie des complots tramés par cette dernière puissance contre la sûreté intérieure et extérieure de l'état.

Bonaparte avait manifesté le désir de voir à la tête de cette commission un homme sur lequel on pût compter. Hullin, général de brigade, commandant des grenadiers à pied de la garde des consuls, fut désigné par Murat et agréé. On lui adjoignit les cinq colonels des différents régiments en garnison à Paris, tous anciens officiers de l'armée d'Italie, et dévoués au consul.

Cette commission se rendit à onze heures du soir au château de Vincennes et s'assembla dans le logement du commandant de la place, au pavillon de la partie du bois. Murat était présent, ainsi que Savary, Harel, un aide-de-camp du commandant de la première division et quelques officiers du château. Le jeune prince fut amené à minuit devant cette espèce de tribunal.

Un des juges représenta, avant l'ouverture des débats, que l'on ne remplissait aucune des formalités voulues par la loi, en privant le prince de défenseur, en se passant de témoins et en se contentant de deux pièces (c'étaient les rapports d'un

agent de police et d'un officier de gendarmerie ), qui ne seraient bonnes , dit-il , dans toute autre circonstance , qu'à faire pendre ceux qui les ont signées. On passa outre à ces représentations ; le greffier lut l'acte d'accusation , et l'interrogatoire commença.

Le jeune prince prit vivement la parole. Il lui était facile de prévoir le sort qu'on lui réservait , et dans quel but ce fantôme de tribunal avait été érigé ; il commença par en faire l'observation , et récusait la commission militaire , créée par le commandant de la division , ajoutant que puisqu'on l'impliquait dans la conspiration de Moreau et de Pichegru , la loi voulait qu'il eût les mêmes juges que ces messieurs , et qu'on le confrontât du moins avec ceux qu'on prétendait être ses complices. Sur un signe de Murat , le président passa outre.

*Le président.* N'avez-vous jamais servi contre la république française ?

Le prince répondit que sorti de Paris par ordre du roi en 1789 , avec son père et son aïeul , il n'avait jamais reconnu les gouvernements usurpateurs qui s'étaient succédés en France ; qu'aucun des officiers présents n'ignorait sans doute les malheurs de la famille royale , les services que les Condé avaient rendus à leur patrie et à leur roi. Eh bien ! ajouta-t-il , j'ai cherché à marcher sur leurs traces , j'ai combattu avec ma famille pour recouvrer l'héritage de mes ancêtres , et depuis que la paix est faite , j'ai reconnu qu'il n'y a plus de rois en Europe.

Le président observa à monseigneur qu'il s'avouait lui-même coupable.

*Le prince.* Dans ce cas , monsieur , je n'ai plus rien à vous

dire : ma fosse est prête. Puisque tout ici n'est qu'une vaine formalité, faites-moi conduire à la mort ; je pourrais du moins, comme l'un de mes aïeux, dire jusqu'à mon dernier soupir : Tout est perdu fors l'honneur !

*Le président.* N'avez-vous pas offert vos services au gouvernement anglais ?

Le prince répondit que l'examen de ses papiers avait prouvé le contraire.

Murat observa que le fait d'offre de services était de notoriété publique. Monseigneur ne répondit point.

*Le président.* N'avez-vous pas cherché à pratiquer des intelligences en France ?

*Le prince.* Même réponse que la précédente.

*Le président.* Comment viviez-vous à Ettenheim ?

*Le prince.* Ma vie était publique. Je passais une partie de mes journées à la chasse ; le soir je recevais à ma table quelques Français émigrés dont je cherchais par tous les moyens possibles à soulager l'infortune.

*Le président.* Le gouvernement anglais ne vous faisait-il pas un traitement ?

*Le prince.* C'est vrai.

*Le président.* N'avez-vous pas reçu des agents dudit gouvernement des sommes considérables pour exciter des soulèvements en France ?

*Le prince.* Je n'ai jamais reçu que les secours que le ministère britannique envoyait régulièrement aux émigrés réunis à Offenbourg.

*Le président.* Est-il vrai que vous ayez vous-même engagé plusieurs de ces émigrés à rentrer en France ?

*Le prince.* Vous savez aussi bien que moi le contraire.

*Le président.* Un rapport que j'ai sous les yeux prouve que vous aviez des intelligences en France?

*Le prince.* Je n'ai rien à répondre à ce rapport. Que l'on me confronte avec ceux que l'on prétend être mes agents.

*Le président.* Pourquoi avez-vous conspiré contre la sûreté extérieure et intérieure de l'Etat?

*Le prince.* Je ne regarde pas comme chefs de l'Etat ceux qui se sont emparé trahitricement de l'héritage de mes ancêtres; du reste, je m'en réfère à ma réponse précédente.

*Le président.* Un de vos domestiques a déclaré que vous aviez fait un voyage à Paris?

*Le prince.* Qu'on amène ce domestique, qu'il dise le jour où je suis parti.

*Le président.* Il y a longtemps, c'était sous le Directoire.

*Le prince vivement.* Le fait est faux.

*Le président.* Pourquoi avez-vous rassemblé des émigrés autour de vous?

*Le prince.* Quelques Français malheureux, la plupart infirmes, s'étaient établis à Offenbourg, et ce n'était pas avec une centaine de vieillards que j'aurais pu espérer rendre le trône au roi mon maître.

*Le président.* Connaissez-vous Georges Cadoudal?

*Le prince.* Non, monsieur.

*Le président.* N'étiez-vous pas en correspondance avec Pichegru?

*Le prince.* Non, mes papiers ne l'ont que trop prouvé.

*Le président.* Étiez-vous instruit de la conspiration tramée contre le premier consul?

*Le prince.* Non, monsieur.

*Le président.* Vous nous ferez croire difficilement que vous ignoriez un événement dont vous désiriez profiter.

*Le prince.* Si j'avais été prévenu, je me serais mis sur mes gardes.

*Le président.* Vous vous attendiez à un autre résultat.

Le prince, à ces mots, se leva vivement, ses traits respiraient l'indignation dont il était animé. « Jamais, s'écria-t-il, un Condé n'a été un assassin : mes ancêtres m'ont transmis une gloire sans tache, j'ai cherché à me rendre digne de ce noble héritage. Faites-moi assassiner, puisque telle est l'intention de celui qui vous a envoyés ici. Je n'ai plus rien à vous dire. »

La commission se déclara alors suffisamment éclairée ; elle se retira pour délibérer : Murat était présent à la délibération. La sentence fut rendue à deux heures du matin : à quatre heures le prince n'était plus.

L'officier de gendarmerie préposé à sa garde avait servi dans le régiment Royal-Infanterie. Il avait connu le prince encore fort jeune, et le souvenir des bienfaits qu'il avait reçus de la maison de Condé n'était pas sorti de sa mémoire. Ne pouvant plus contenir sa douleur, il se jette aux pieds du prince et lui rappelle quelques circonstances de son enfance. A ces mots le jeune héros sentit son noble cœur faillir, mais c'était de joie. Une main amie allait donc transmettre à ses parents, à l'infortunée qui devait être son épouse, les derniers gages de sa tendresse. Il coupa ses cheveux et les remit avec une bague à son gardien. « Vous leur direz, ajouta-t-il, que je suis mort digne d'eux. » L'officier baisse la tête et ne sait que pleurer. Tranquille désormais sur ses dernières volontés, la victime attendit avec résignation le moment qui allait le délivrer de ses assassins. Cependant ceux-ci n'étaient pas sans inquiétude. Le

commandant de la place courait de côté et d'autre, donnant des ordres. Les postes des gendarmes d'élite étaient doublés. Le capitaine commandé pour l'exécution vint lui demander où devait périr la victime : Dans les fossés, répondit-il. A quatre heures du matin, ce capitaine entre dans la chambre du prince et lui dit qu'il a ordre de le conduire ailleurs. On sort, on descend par un escalier tournant, monseigneur, se tournant vers un de ses bourreaux : « Suis-je destiné, lui dit-il, à mourir par les oubliettes, ou a-t-on l'intention de me plonger vivant dans un cachot ? » Enfin le prince arrive à la place fatale. A la vue de l'appareil militaire, un mouvement de joie s'éleva dans son cœur. « Grâce à Dieu je mourrai de la mort d'un soldat ! » Murat l'avait déjà devancé, il sourit en voyant la victime. Monseigneur, se tournant vers les gendarmes : « Mes braves, leur dit-il, je meurs pour la France et pour mon roi. » Un homme placé sur le parapet crie de ne pas laisser parler et de commencer le feu. Une lanterne est placée sur la poitrine du prince. Le héros tombe, les assassins se précipitent sur lui, le traînent à trois pas de là jusqu'à la fosse, et de peur qu'il n'eût échappé à leurs coups, ils lui jetèrent une pierre sur la tête.

Ainsi périt, à l'âge de trente ans, sept mois dix-neuf jours, le dernier rejeton du noble et illustre sang des Condé. Le lendemain, le président de la commission militaire, se trouvant chez Cambacérès, après avoir avoué que le prince s'était conduit avec courage, ajouta : « Il a bien fait de nous dire son nom, car nous aurions été fort embarrassés. »

L'effet que la nouvelle de ce crime produisit dans la capitale fut terrible. L'assassin trembla au milieu de ses satellites; la France fut dans le désespoir.

Paris apprit, avec autant d'effroi que de surprise, la catastrophe qui venait d'avoir lieu si près de son enceinte. Jamais événement n'excita une indignation plus universelle, soit en France, soit à l'étranger ; jamais action de Bonaparte n'imprima sur sa mémoire une tache plus ineffaçable.

## CHAPITRE XXIV.

Effet de la mort du duc d'Enghien. — Récit de M<sup>me</sup> de Staël.

« Je demeurais à Berlin sur le quai de la Sprée, et mon appartement était au rez-de-chaussée. Un matin on m'éveilla pour me dire que le prince Louis-Ferdinand était à cheval sous mes fenêtres et me demandait de venir lui parler. Très-étonnée de cette visite, je me hâtai de me lever pour aller vers lui. Il avait singulièrement bonne grâce à cheval, et son émotion ajoutait encore à la noblesse de sa figure. « Savez-vous, me dit-il, que le duc d'Enghien a été enlevé sur le territoire de Baden, livré à une commission militaire, et fusillé quatre heures après son arrivée à Paris ?—Quelle folie ! lui répondis-je, ne voyez-vous pas que ce sont les ennemis de la France qui ont fait circuler ce bruit. » En effet, j'avoue que ma haine, quelque forte qu'elle fût contre Bonaparte, n'allait pas jusqu'à me faire croire à la possibilité d'un tel forfait. « Puisque vous doutez de ce que je vous dis, me répondit le prince Louis, je vais vous envoyer le *Moniteur*, dans lequel vous lirez le jugement. » Il partit à ces mots, et l'expression de sa physionomie présageait la vengeance ou la mort. Un quart-d'heure après j'eus entre les mains ce *Moniteur* du 24 mars, qui contenait un arrêt de mort contre le nommé Louis d'Enghien. C'est ainsi que des Français désignaient le petit-fils des héros



qui ont fait la gloire de leur patrie ! Quand on abjurerait tous les préjugés d'illustre naissance, que le retour des formes monarchiques devait nécessairement rappeler, pourrait-on blasphémer ainsi les souvenirs de la bataille de Lens, et de celle de Rocroi ? Ce Bonaparte, qui en a gagné, des batailles, ne sait pas même les respecter ; il n'y a ni passé ni avenir pour lui, son âme impérienne et méprisante ne veut rien reconnaître de sacré pour l'opinion, il n'admet le respect que pour la force existante. Le prince Louis m'écrivait en commençant son billet par ces mots : « Le nommé Louis de Prusse fait demander à M<sup>me</sup> de Staël... » Il sentait l'injure faite au sang royal dont il sortait, au souvenir des héros parmi lesquels il brûlait de se placer. Comment après cette horrible action, un seul roi de l'Europe a-t-il pu se lier avec un tel homme ? La nécessité, dira-t-on. Il y a un sanctuaire de l'âme où jamais son empire ne doit pénétrer ; s'il n'en était pas ainsi, que serait la vertu sur la terre ? Un amusement libéral qui ne viendrait qu'aux paisibles loisirs des hommes privés.

Une personne de ma connaissance m'a raconté que peu de jours après la mort du duc d'Enghien, elle alla se promener autour du donjon de Vincennes, la terre encore fraîche marquait la place où il avait été enseveli ; des enfants jouaient aux petits palets sur ce tertre de gazon, seul monument pour de telles cendres. Un vieux invalide assis non loin de là, était resté quelque temps à contempler les enfants, enfin, il leur dit en versant quelques pleurs : « Ne jouez pas là, mes enfants, je vous prie. » Ces larmes furent tous les honneurs qu'on rendit au descendant du grand Condé, et la terre n'en porta pas longtemps l'empreinte.

Pour un moment du moins l'opinion parût se réveiller parmi

les Français, et l'indignation fut générale. Mais lorsque ces flammes généreuses s'éteignirent, le despotisme s'établit d'autant mieux qu'on avait essayé vainement d'y résister. Le premier consul fut pendant quelque temps assez inquiet de la disposition des esprits. Fouché lui même blâmait cette action , il avait dit ce mot si caractéristique du régime actuel : « C'est presque un crime, c'est une faute. » Il y a bien des pensées renfermées dans cette phrase ; mais heureusement qu'on peut la retourner avec vérité, en affirmant que la plus grande des fautes , c'est le crime. Bonaparte demanda à un sénateur honnête homme : « Que pense-t-on de la mort du duc d'Enghien ? » « Général , lui répondit-il , on en est fort affligé. » « Cela ne m'étonne pas , dit Bonaparte , une maison qui a longtemps régné dans un pays intéresse toujours, » voulant ainsi rattacher à des intérêts de parti le sentiment le plus naturel que le cœur humain puisse éprouver. Une autre fois, il fit la même question à un tribun , qui plein d'envie de lui plaire , lui répondit : « Eh bien ! général , si nos ennemis prennent des mesures atroces contre nous, nous avons raison de faire de même ; » ne s'apercevant pas que c'était dire que la mesure était atroce. Le premier consul affectait de considérer cet acte comme inspiré par la raison d'Etat. Un jour, vers ce temps, il discutait avec un homme d'esprit sur les pièces de Corneille. « Voyez , lui dit-il, le salut public , ou pour mieux dire , la raison d'Etat , a pris chez les modernes la place de la fatalité chez les anciens ; il y a tel homme qui par sa nature serait incapable d'un forfait , mais les circonstances politiques lui en font une loi. Corneille est le seul homme qui ait montré dans ses tragédies qu'il connaissait la raison d'Etat, aussi je l'aurais fait mon premier ministre, s'il avait vécu de mon temps. » Toute cette

apparente bonhomie dans la discussion avait pour but de prouver qu'il n'y avait point de passion dans la mort du duc d'Enghien, et que les circonstances, c'est-à-dire ce dont un chef de l'Etat est juge exclusivement, motivaient et justifiaient tout. Qu'il n'y ait pas eu de passion dans sa résolution relativement au duc d'Enghien, cela est parfaitement vrai; on a voulu que la fureur ait inspiré ce forfait; il n'en est rien. Par quoi cette fureur aurait-elle été provoquée? Le duc d'Enghien n'avait en rien provoqué le premier consul; Bonaparte espérait d'abord prendre M. le duc de Berry, qui, dit-on, devait débarquer en Normandie, si Pichegru lui avait fait donner avis qu'il en était temps. Ce prince est plus près du trône que le duc d'Enghien, et d'ailleurs il aurait enfreint les lois existantes, s'il était venu en France. Ainsi de toutes les manières, il convenait mieux à Bonaparte de faire périr celui-là que le duc d'Enghien; mais à défaut du premier, il choisit le second, en discutant la chose froidement. Entre l'ordre de l'enlever et celui de le faire périr, plus de huit jours s'étaient écoulés, et Bonaparte commanda le supplice du duc d'Enghien longtemps d'avance, aussi tranquillement qu'il a depuis sacrifié des millions d'hommes à ses ambitieux caprices.

On se demande maintenant quels ont été les motifs de cette terrible action, et je crois facile de les démêler. D'abord Bonaparte voulait rassurer le parti révolutionnaire, en contractant avec lui l'alliance du sang. Un ancien jacobin s'écria en apprenant cette nouvelle: « Tant mieux, le général Bonaparte fait de la Convention. »

Pendant longtemps les jacobins voulaient qu'un homme eût voté la mort du roi pour être magistrat de la république: c'était ce qu'ils appelaient avoir donné des gages à la révolution.

Bonaparte remplissait cette condition du crime mise à la place de la condition de propriété exigée dans d'autres pays ; il donnait la certitude que jamais il ne servirait les Bourbons , ainsi ceux de leur parti qui s'attachaient au sien brûlaient leurs vaisseaux sans retour.

A la veille de se faire couronner par les mêmes hommes qui avaient proscrit la royauté, de rétablir une noblesse par les fauteurs de l'égalité, il crut nécessaire de les rassurer par l'affreuse garantie de l'assassinat d'un Bourbon. Dans la conspiration de Pichegru et de Moreau , Bonaparte savait que les républicains et les royalistes s'étaient réunis contre lui ; cette étrange coalition , dont la haine qu'il inspirait était le nœud , l'avait étonné. Plusieurs hommes qui tenaient des places de lui , étaient désignés pour servir la révolution qui devait briser son pouvoir, et il lui importait que désormais tous ses agents se crussent perdus sans ressource si leur maître était renversé. Il viola tout dans une seule action , le droit des gens européen , la constitution telle qu'elle existait encore , la pudeur publique , l'humanité , la religion. Il n'y avait rien au-delà de cette action ; donc on pouvait tout craindre de celui qui l'avait commise. On crut pendant quelque temps en France que le meurtre du duc d'Enghien était le signal d'un nouveau système révolutionnaire , et que les échafauds allaient être relevés. Mais Bonaparte ne voulait qu'apprendre une chose aux Français , c'est qu'il pouvait tout , afin qu'ils lui fussent gré du mal qu'il ne faisait pas , comme à d'autres d'un bienfait. On le trouvait clément quand il laissait vivre ; on avait si bien vu comme il lui était facile de faire mourir ! La Russie , la Suède , et surtout l'Angleterre , se plaignirent de la violation de l'empire germanique : les princes allemands eux-mêmes se

tarent, et le débile souverain sur le territoire duquel cet attentat avait été commis, demanda, dans une note diplomatique, qu'on ne parlât plus de l'événement qui était arrivé. Cette phrase bénigne et voilée, pour désigner un tel acte, ne caractérise-t-elle pas la bassesse de ces princes qui ne faisaient plus consister leur souveraineté que dans leurs revenus, et traitaient un état comme un capital dont il faut se laisser payer les intérêts le plus tranquillement que l'on peut? »

Voici comment M. Thiers parle de ce crime :

« Le bruit se répandit bientôt dans Paris qu'un prince avait été saisi, transféré à Vincennes et fusillé ( 20 mars 1804 ). L'effet fut grand et déplorable. Depuis l'arrestation de Pichegru et de Georges, le premier consul était devenu l'objet de toutes les sollicitudes. Sa sanglante exécution de Vincennes, opéra une réaction subite. Les royalistes furent prodigieusement irrités et plus effrayés encore ; mais les gens honnêtes furent désolés de voir le gouvernement tremper les mains dans le sang, et en un jour se mettre au niveau de ceux qui avaient fait mourir Louis XVI, et il faut le reconnaître, sans l'excuse des passions révolutionnaires qui, en 1793, avaient troublé les têtes les plus fermes et les cœurs les meilleurs.

Il n'y avait de satisfaits que les révolutionnaires ardents, ceux dont le premier consul était venu terminer le règne insensé. Ils le trouvaient en un jour devenu presque leur égal. Aucun d'eux ne craignait plus que le général Bonaparte travaillât désormais pour les Bourbons !

Singulière misère de l'esprit humain ! Cet homme extraordinaire était naguère encore plein de sévérité pour les révolutionnaires et pour leurs excès. Il jugeait leurs égarements sans aucune indulgence. Il leur reprochait amèrement d'avoir

versé le sang de Louis XVI, déshonoré la révolution, rendu la France inconciliable avec l'Europe ! Il jugeait ainsi dans le calme de la raison , et tout-à-coup, quand ses passions avaient été excitées , il avait égalé en un instant l'acte commis sur la personne de Louis XVI, qu'il reprochait si amèrement à ses devanciers , et s'était placé à l'égard de l'Europe dans un état d'opposition morale qui rendit bientôt la guerre générale inévitable, et l'obligea d'aller chercher la paix aux extrémités de l'Europe, à Tilsit !

Combien de tels spectacles sont propres à confondre l'orgueil de la raison humaine et à enseigner que le plus transcendant génie ne sauve pas des fautes les plus vulgaires , quand on abandonne aux passions, même pour un seul instant, le gouvernement de soi-même.

Au moment où ce terrible sacrifice approchait, dit M. Thiers, le premier consul voulut être seul. Il partit le 48 mars, dimanche des Rameaux, pour la Malmaison, retraite où il était plus assuré de trouver l'isolement et le repos. Excepté les consuls, les ministres et ses frères, il n'y reçut personne. Il s'y promenait seul des heures entières, affectant sur son visage un calme qui n'était pas dans son cœur. La preuve de ces agitations est dans son oisiveté même, car il ne dicta presque pas une lettre, pendant les huit jours de son séjour à la Malmaison, exemple d'oisiveté unique dans sa vie ; et cependant Brest, Boulogne, le Texel, occupaient, quelques jours avant, toute l'activité de sa pensée ! Sa femme, fondant en larmes, lui parla plusieurs fois du prince. Le premier consul repoussait ces larmes. Il répondait à madame Bonaparte : « Tu es une femme, tu n'entends rien à ma politique ; ton rôle est de te taire. » Murat dit avec désespoir à un

deses amis, en montrant les basques de son uniforme, que le premier consul voulait y imprimer une tache de sang.

Le soir du meurtre, quelques personnes de la famille de Bonaparte dinaient à la Malmaison. Les visages étaient graves et tristes, dit M. Thiers, on n'osait point parler, on ne parla point. Le premier consul était silencieux comme tout le monde; il s'était enfermé avant le diner dans un pièce de la bibliothèque pendant plusieurs heures.

Le premier consul, parlant presque toujours, et cherchant à remplir le vide laissé par le silence des assistants, discourut sur les princes de tous les temps, sur les empereurs romains, sur les rois de France, sur Tacite, sur les jugements de cet historien; enfin, arrivant par de longs détours, au tragique sujet de la journée, il prononça ces paroles : « On veut détruire la révolution en s'attaquant à ma personne; je la défendrai, car je suis la révolution, moi, moi.... On y regardera à partir d'aujourd'hui, car on saura de quoi nous sommes capables. »

## CHAPITRE XXV.

### Mort de Pichegru.

L'exécution du duc d'Enghein eut lieu le 24 mars; le 7 avril suivant, le général Pichegru fut trouvé mort dans sa prison. Une cravate noire était fortement serrée autour du cou, à l'aide d'un tourniquet passé dans l'un des bouts. On trouva des chirurgiens, hommes de peu de réputation, a-t-on dit, qui examinèrent l'état du cadavre, et affirmèrent dans leur procès-verbal que Pichegru s'était suicidé. Mais, comme il avait dû perdre connaissance au moment de la strangulation,

on s'étonne qu'il n'ait pas lâché le fatal tourniquet , dont il se servit pour se détruire. Par conséquent , la pression devait cesser, et l'étranglement ne pas avoir lieu. Le suicide de Pichegru trouva grand nombre d'incrédules. On disait que le premier consul n'avait point osé traduire devant un tribunal public , ni soumettre à un interrogatoire, un homme de la hardiesse et de la présence d'esprit de Pichegru ; que sa comparution aux débats eût été décisive en faveur de Moreau ; qu'un grand nombre de Parisiens étaient personnellement attachés à Pichegru ; que l'armée n'avait point oublié sa réputation militaire : on se disait , enfin , qu'attendu ces circonstances , on avait pensé qu'il valait mieux se défaire de lui en prison.

Un autre événement tragique , à peu près du même genre , vint ajouter aux soupçons funestes qu'avait fait naître la mort de Pichegru.

Le capitaine Wright, qui avait débarqué Pichegru et ses compagnons sur la côte de France, se trouvait prisonnier de guerre, ainsi que nous l'avons dit, son vaisseau ayant été capturé par un navire français beaucoup plus fort, et après une résistance désespérée. Sous prétexte que sa présence était nécessaire pour convaincre Georges et Pichegru, il fut amené à Paris et déposé dans une étroite prison, au Temple. Le capitaine Wright avait servi, en qualité d'officier, sous sir Sidney-Smith, et Bonaparte ne pardonnait pas à quiconque avait contrarié ses plans favoris, ou porté atteinte à sa réputation militaire, qu'il mettait au-dessus de tout. Il y aurait eu de la sévérité employée dans le traitement réservé au capitaine Wright, même si l'on s'était borné à le retenir en prison ; mais le bruit se répandit que la torture avait



été mise en usage pour obtenir de ce brave marin des aveux favorables aux desseins du gouvernement français. Cette opinion devint générale , quand on apprit que le capitaine , aussi bien que Pichegru , avait été trouvé mort dans sa prison , et la gorge coupée d'une oreille à l'autre , résultat , selon le rapport du gouvernement , d'un acte de désespoir. La nouvelle officielle du second suicide , qui ressemblait si fort au premier , confirma l'opinion qu'on s'était faite de la mort de Pichegru. On supposa que l'infortuné capitaine Wright avait été sacrifié par Bonaparte , peut-être à un sentiment de basse vengeance , mais particulièrement à la nécessité d'ensevelir dans les murs du Temple les preuves irrécusables qu'il portait sur sa personne , des moyens atroces et ténébreux employés pour extorquer des aveux à sa victime.

Bonaparte affirma constamment que Wright et Pichegru , autant qu'il pouvait le savoir , avaient péri par leurs propres mains , et non sous les coups d'un assassin. Il n'existe point de preuve qui détruise cette assertion : de violents soupçons peuvent donc seuls trouver place ici contre lui. Il est bien singulier que cette fureur de suicide se soit emparée des prisonniers d'Etat , à Paris , et que deux hommes , ennemis jurés de Napoléon , aient pris la résolution de se tuer , précisément quand il était si avantageux à leur oppresseur qu'ils mourussent.

Le gouvernement de Bonaparte n'avait plus devant lui que Georges avec ses amis , et le général Moreau. Quant au premier , la tâche était facile , car ce chef intrépide conserva devant ses juges le ton d'audace qu'il avait pris depuis son arrestation. Il avoua qu'il était venu à Paris avec des projets personnellement hostiles à Napoléon ; et

s'il paraissait regretter son arrestation, c'était parce qu'elle déjouait ses desseins. Il traita ses juges avec un froid mépris, s'amusant aussi à donner à l'ancien jacobin Thuriot, qui présidait le tribunal, le nom de *Tue-roi*. La peine de mort fut donc prononcée sans difficulté contre Georges et dix-neuf de ses co-accusés. Parmi eux se trouvait Armand de Polignac, dont le frère Jules offrit généreusement de racheter la vie par la sienne. Mais Armand de Polignac et sept autres, furent amnistiés par Bonaparte, c'est-à-dire que le bannissement pour ceux-ci, la prison pour ceux-là, furent substitués à la peine capitale. Georges et les autres furent exécutés; ils moururent avec la plus grande fermeté.

## CHAPITRE XXVI.

Procès de Moreau. — Récit d'un témoin oculaire.

Le procès de Moreau se continuait toujours, et bien que les journaux gardassent le plus profond silence sur ce sujet, il suffisait de la publicité du plaidoyer pour réveiller les âmes, et jamais l'opinion de Paris ne s'est montrée contre Bonaparte avec tant de force qu'à cette époque. Les Français ont plus besoin qu'aucun autre peuple d'un certain degré de liberté de la presse; il faut qu'ils pensent et qu'ils sentent en commun. L'électricité de l'émotion de leurs voisins leur est nécessaire pour en éprouver à leur tour, et leur enthousiasme ne se développe point d'une manière isolée. C'est donc très-bien fait à celui qui veut être leur tyran, de ne permettre à l'opinion publique aucun genre de manifestation, et Bonaparte joignait à cette idée, commune à tous les despotes, une ruse particu-

lière, c'était l'art de proclamer une opinion factice par des journaux qui ont l'air d'être libres.

La réunion de Moreau et de Pichegru à la barre d'un tribunal aurait pu enflammer l'opinion. Déjà la foule était immense dans la tribune; plusieurs officiers, à la tête desquels était un homme loyal, le général Lecourbe, témoignèrent l'intérêt le plus vif et le plus courageux pour le général Moreau. Quand il se rendait au tribunal, les gendarmes chargés de le garder lui présentaient les armes avec respect. Déjà l'on commençait à sentir que l'honneur était du côté de la persécution; mais Bonaparte, en se faisant tout-à-coup déclarer empereur au plus fort de cette fermentation, détourna les esprits par une nouvelle perspective, et déroba mieux sa marche au milieu de l'orage dont il était environné, qu'il n'aurait pu le faire dans le calme.

Le général Moreau prononça devant le tribunal un des discours les mieux faits que l'histoire puisse offrir; il rappela, quoique avec modestie, les batailles qu'il avait gagnées depuis que Bonaparte gouvernait la France, il s'excusa de s'être exprimé souvent peut-être avec un peu trop de franchise, et compara le caractère d'un Breton avec celui d'un Corse; enfin il montra tout à-la-fois et beaucoup d'esprit, et la plus parfaite présence de cet esprit dans un moment si dangereux. Regnier réunissait alors le ministère de la police à celui de la justice, en l'absence de Fouché, disgracié. Il se rendit à Saint-Cloud en sortant du tribunal. L'empereur lui demanda comment était le discours de Moreau: « pitoyable, répondit-il. En ce cas, dit l'empereur, faites-le imprimer et publier dans tout Paris. » Quand ensuite Bonaparte vit combien son ministre s'était trompé, il revint enfin à Fouché, le seul homme qui pût

vraiment le seconder, en portant, malheureusement pour le monde, une sorte de modération adroite dans un système sans bornes.

Un ancien jacobin, âme damnée de Bonaparte, fut chargé de parler aux juges pour les engager à condamner Moreau à mort : « Cela est nécessaire, leur dit-il, à la considération de l'empereur, qui l'a fait arrêter; mais vous devez d'autant moins vous faire scrupule d'y consentir, que l'empereur est résolu de lui faire grâce. » — « Et qui nous fera grâce à nous-même si nous nous couvrons d'une telle infamie, répondit l'un des juges, dont il n'est pas encore permis de prononcer le nom, de peur de l'exposer. » Le général Moreau fut condamné à deux ans de prison, Georges et plusieurs autres de ses amis à mort, un des MM. de Polignac à deux ans, l'autre à quatre ans de prison, et tous les deux y sont encore, ainsi que plusieurs autres, dont la police s'est saisie quand la peine ordonnée par la justice a été subie. Moreau désira que sa prison fût changée en un bannissement perpétuel, perpétuel dans ce cas veut dire viager, car le malheur du monde est placé sur la tête d'un homme.

Bonaparte consentit à ce bannissement, qui lui convenait à tous les égards. Souvent sur la route de Moreau les maires de ville, chargés de viser son passeport d'exil, lui montrèrent la considération la plus respectueuse. « Messieurs, dit l'un d'eux à son audience, faites place au général Moreau, » et il se courba devant lui comme devant l'empereur. Il y avait encore une France dans le cœur de ces hommes, mais déjà l'on n'avait plus l'idée d'agir dans le sens de son opinion, et maintenant qui sait si même il en reste une, tant on l'a longtemps étouffée? Arrivé à Cadix, ces Espagnols qui devaient peu d'an-

nées après donner un si grand exemple, rendirent tous les hommages possibles à une victime de la tyrannie. Quand Moreau passa devant la flotte anglaise, les vaisseaux le saluèrent comme s'il eût été le commandant d'une armée alliée. Ainsi, les prétendus ennemis de la France se chargèrent d'acquitter sa dette envers l'un de ses plus illustres défenseurs. Lorsque Bonaparte fit arrêter Moreau, il dit : « J'aurais pu le faire venir chez moi et lui dire : Ecoute, toi et moi nous ne pouvons pas rester sur le même sol, ainsi va-t-en puisque je suis le plus fort, et je crois qu'il serait parti. Mais ces manières chevaleresques sont puériles en affaires publiques. »

Bonaparte croyait, et il a eu l'art de persuader à plusieurs des apprentis machiavélistes de la génération nouvelle, que tout sentiment généreux est de l'enfantillage. Il a appris depuis que la vertu a aussi quelque chose de mâle, et de plus mâle que le crime avec toute son audace.

Le procès de Moreau présentait bien plus de difficultés que celui de Cadoudal. Il fut impossible de se procurer la moindre preuve contre lui, excepté l'aveu qu'il fit d'avoir vu deux fois Pichegru, mais en repoussant fortement l'accusation d'avoir pris part à ses projets. La majorité des juges paraissait pencher pour un acquittement absolu, lorsque le président Hémar leur fit entendre qu'ils forceraient ainsi le gouvernement à des mesures violentes. Ils comprirent ce langage, et adoptèrent un terme moyen. Moreau fut déclaré coupable, mais pas assez pour que la peine capitale s'ensuivit. Il fut condamné à deux années de prison. L'armée, néanmoins, continuant de manifester l'intérêt qu'elle prenait au sort du général, Fouché, alors ministre de la police, intercédâ vivement, en sa faveur, et appuya la requête de Madame Moreau

pour une commutation de la sentence prononcée contre son mari. L'exil fut donc substitué à la prison, genre de punition moins dangereux pour Moreau, attendu ce qui venait se passer au Temple; plus avantageux aussi à Bonaparte qui enlevait ainsi aux républicains et aux soldats un chef dont la réputation militaire faisait ombrage à la sienne, et qui eût fixé l'attention du peuple, et si quelque cause de mécontentement politique l'eût engagé à porter ses regards d'un autre côté. Ce fut ainsi que Bonaparte échappa aux conséquences de cette alarmante conspiration; ce fut comme une crise qui vient rendre au corps les forces de la santé en révélant l'existence d'un mal qui réclamait la main sévère du chirurgien.

## CHAPITRE XXVII.

Bonaparte marche ouvertement à l'Empire.

Bonaparte jugea que le temps était venu de précipiter le dénouement. La mort du duc d'Enghien épouvantait les royalistes; et les républicains n'avaient plus de chefs depuis l'exil de Moreau.

Le titre de roi semblait s'offrir de lui-même; mais il rappelait trop les Bourbons. Celui d'empereur donnait une idée de souveraineté plus étendue, et n'était réclamé par personne (1).

Les corps constitutionnels, dont les membres, choisis et payés par Bonaparte, qui pouvait les révoquer à son gré,

(1) La fin de la république faisait revenir tout le monde aux idées de royauté. M. Lemerrier, dans une conversation qui précéda de peu de jours la fondation de l'Empire, dit à Napoléon : « Si vous refaites le lit des Bourbons, général, vous n'y coucherez pas dans dix ans. »

avaient tout à espérer en favorisant ses projets, tout à craindre en s'opposant à ses vues, et le moins était une destitution.

Le Tribunat était alors présidé par M. Fabre de l'Aude, personnage dévoué à la famille Bonaparte. On convint avec lui du choix d'un tribun dont les opinions antérieures eussent été franchement républicaines, pour le charger de prendre l'initiative : le tribun Curée, compatriote et ami personnel de M. Cambacérès, fut choisi pour jouer ce rôle. Autrefois républicain ardent, et, comme beaucoup d'autres, revenu complètement aux idées monarchiques, il rédigea une motion dans laquelle il proposait le rétablissement de l'hérédité au profit de la famille Bonaparte. M. Fabre de l'Aude porta cette motion à Saint-Cloud, pour la soumettre à l'approbation du premier consul. Celui-ci fit remanier le texte qu'on lui avait soumis, et le renvoya immédiatement à M. Fabre de l'Aude (1).

Le samedi 8 floréal (28 avril 1804), la motion de M. Curée fut déposée au Tribunat, et la discussion dont elle devait être l'objet remise au lundi 10 floréal. Une foule d'orateurs se pressait à la tribune pour l'appuyer.

« La révolution de 1789, dit un historien moderne, avait voulu l'abolition de la féodalité, la réforme de notre état social, la suppression des abus introduits sous un régime arbi-

(1) Ce texte avait subi à Saint-Cloud un changement singulier, car au lieu des mots, *hérédité dans les descendants de Napoléon Bonaparte*, il y avait dans la famille Bonaparte. M. Fabre de l'Aude était ami particulier de Joseph, et l'un des membres de la société intime. Evidemment, le premier consul, mécontent de ses frères, ne voulait prendre aucun engagement constitutionnel avec eux. Les complaisants de Joseph s'agitaient autour de M. Fabre de l'Aude, et on reporta le projet de motion à Saint-Cloud pour y faire replacer les mots de *famille Bonaparte*, au lieu des mots de *descendants de Napoléon Bonaparte*. Le projet revint avec le mot *descendants* maintenu sans aucune explication.

traire et la réduction du pouvoir absolu de la royauté, par l'intervention de la nation dans le gouvernement. C'étaient là ses vœux véritables : tout ce qui avait excédé cette limite, avait dépassé le but et n'avait entraîné que des malheurs. Les plus cruelles expériences l'avaient appris à la France.

Les plus zélés des orateurs du Tribunal ajoutaient à leurs harangues des invectives contre les Bourbons, et la déclaration solennelle que ces princes étaient à jamais impossibles en France; que tout Français devait, au prix de son sang, s'opposer à leur retour. Il semble que le démenti qu'on se donnait en ce moment à soi-même; en proclamant la monarchie, après avoir prêté tant de serments à la république; indélébile et impérissable, aurait dû être une leçon pour ces orateurs, et leur apprendre à parler moins affirmativement de l'avenir.

Un seul personnage, au milieu de ce déchaînement de basses adulations, montra de la dignité. Ce fut Carnot.

Il parla d'abord des services rendus à la république par le premier consul. Si pour assurer l'ordre en France et un usage raisonnable de la liberté, il fallait un chef héréditaire; il serait insensé, disait-il, d'en choisir un autre que Napoléon Bonaparte; aucun n'avait porté des coups plus terribles aux ennemis du pays, aucun n'avait fait autant pour son organisation civile; n'aurait-il donné à la nation que le code civil, son nom mériterait de passer à la postérité. Il n'était donc pas douteux que, s'il fallait relever le trône, c'était lui qu'on y devait placer, et non cette race aveugle et vindicative, qui ne rentrerait sur le sol que pour verser le sang des meilleurs citoyens, et rétablir le règne des plus étroits préjugés.



Mais enfin si Napoléon Bonaparte avait rendu tant de services, n'y avait-il d'autre récompense à lui offrir que le sacrifice de la liberté de la France. Le tribun Carnot, sans se jeter dans des dissertations à perte de vue, sur les avantages ou les inconvénients attachés aux différentes formes de gouvernement, s'efforça de prouver qu'à Rome les temps de l'empire avaient été aussi agités que ceux de la république, et qu'il n'y avait eu de moins que les vertus mâles et l'héroïsme; que les dix siècles de la monarchie française n'avaient pas été moins orageux que ceux de toutes les républiques connues; que sous la monarchie les peuples s'attachaient à des familles, s'identifiaient à leurs passions, à leurs rivalités, à leurs haines, s'agitaient autant pour ces causes que pour d'autres; que si la république française avait eu des journées sanglantes, c'étaient là des troubles inséparables de son origine; que cela prouvant tout au plus le besoin d'une dictature, on l'avait déferée à Napoléon Bonaparte; que personne ne la lui contestait, qu'il dépendait de lui d'en faire le plus noble, le plus glorieux usage, en la conservant le temps nécessaire pour préparer la France à la liberté, mais que s'il voulait la convertir en un pouvoir héréditaire et perpétuel; il renonçait à une gloire unique et immortelle; que le nouvel état fondé depuis vingt ans sur l'autre rive de l'Atlantique, était la preuve qu'on pouvait trouver le repos et le bonheur sous les institutions républicaines, et que, quand à lui, il regretterait à jamais que le premier consul ne voulût pas employer sa puissance à procurer une telle félicité à son pays. Examinant cet argument, souvent employé, qu'on aurait plus de chances d'une paix durable, en se rapprochant des formes de gouvernement, les plus généralement reçues en Europe, il de-

mandait si la reconnaissance du nouvel empereur serait aussi facile qu'on l'imaginait, si on prendrait les armes dans le cas où elle serait refusée, si la France, convertie en empire, ne tendrait pas autant que la France maintenue en république, à blesser l'Europe, à exciter ses jalousies, enfin à provoquer la guerre.

Jetant un dernier regard en arrière, et adressant au passé un noble adieu, Carnot s'écria :

« La liberté fut-elle donc montrée à l'homme pour qu'il ne pût jamais en jouir? Fut-elle sans cesse offerte à ses vœux comme un fruit auquel il ne peut porter la main sans être frappé de mort?.... Non, je ne puis consentir à regarder ce bien si universellement préférable à tous les autres, sans lequel les autres ne sont rien, comme une simple illusion; mon cœur me dit que la liberté est possible, que le régime en est facile, et plus stable qu'aucun gouvernement arbitraire ou oligarchique. »

Il terminait par ces paroles : « Toujours prêt à sacrifier mes plus chères affections aux intérêts de la commune patrie, je me contenterai d'avoir fait entendre encore cette fois l'accent d'une âme libre, et mon respect pour la loi sera d'autant plus assuré qu'il est le fruit de longs malheurs et de cette raison qui nous commande impérieusement aujourd'hui de nous réunir en faisceau contre l'ennemi commun, de cet ennemi toujours prêt à fomentier des discordes, et pour qui tous les moyens sont légitimes, pourvu qu'il parvienne à son but d'oppression universelle, et de domination des mers. »

« Le tribun Carnot, dit M. Thiers, confondait évidemment la liberté avec la république, et c'est là l'erreur de tous ceux

qui raisonnent comme lui. La république n'est pas nécessairement la liberté, comme la monarchie n'est pas nécessairement l'ordre. On rencontre l'oppression sous la république comme on rencontre le désordre sous la monarchie. Sous de bonnes lois, on doit trouver l'une et l'autre sous tous les gouvernements.

« Mais il s'agissait de savoir si, avec des lois sages, la monarchie ne donnait pas à un plus haut degré que tout autre forme de gouvernement, la somme de liberté possible, et de plus la force d'action nécessaire aux grands Etats militaires, et surtout si des habitudes de douze siècles ne la rendaient pas inévitable, dès-lors désirable, dans un pays comme le nôtre. S'il en était ainsi, ne valait-il pas mieux l'admettre et l'organiser sagement, que de se débattre dans une situation fausse qui ne convenait ni aux anciennes mœurs de la France, ni au besoin qu'on éprouvait alors dans un état stable et rassurant. L'illustre tribun n'avait raison, à notre avis, que sur un point : peut-être ne fallait-il à Napoléon qu'une dictature temporaire, pour aboutir plus tard, suivant M. Carnot, à la république, suivant nous, à la monarchie représentative. Napoléon était merveilleusement choisi par la Providence pour préparer la France à un nouveau régime, et la livrer agrandie et régénérée à ceux, quels qu'ils fussent, qui devaient la gouverner après lui. »

Le tribun Carion de Nisas se chargea de répondre à Carnot, et s'acquitta de ce soin, à la grande satisfaction des nouveaux monarchistes, mais avec une médiocrité de langage qui égalait la médiocrité des idées. Au surplus, ce n'était là qu'une discussion d'apparat; la fatigue et le sentiment de sa profonde inutilité y mirent un terme assez prompt. On forma

une commission de treize membres, pour examiner la motion du tribun Carée et la convertir en une résolution définitive.

## CHAPITRE XXVIII.

Bonaparte déclaré empereur et couronné.

Dans la séance du 13 floréal (3 mai), c'est-à-dire le jeudi, M. Jard-Panvillier, rapporteur de cette commission, proposa au Tribunal d'émettre un vœu, qui, d'après les règles constitutionnelles en vigueur, devait être adressé au Sénat et porté à ce corps par une députation.

Ce vœu était le suivant :

1°. Que Napoléon Bonaparte, actuellement consul à vie, fût nommé empereur, et, en cette qualité, chargé du gouvernement de la république française;

2°. Que le titre d'empereur et le pouvoir impérial fussent héréditaires dans sa famille, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture;

3°. Enfin, qu'en apportant, à l'organisation des autorités constituées, les modifications que commandait l'établissement du pouvoir héréditaire, l'égalité, la liberté, les droits du peuple fussent conservés dans leur intégrité.

Ce vœu, adopté à une immense majorité, fut porté au Sénat le lendemain, 14 floréal (4 mai 1804). C'est M. François de Neufchâteau qui, dans cette séance, occupait le fauteuil en qualité de vice-président. Après avoir entendu la députation du Tribunal, et lui avoir donné acte du vœu qu'elle apportait, il dit aux tribuns : « Je ne puis déchirer le voile qui couvre momentanément les travaux du Sénat. Je dois vous dire cependant que, depuis le 6 germinal, nous avons fixé sur

le même sujet que vous la pensée attentive du premier magistrat.

« Les développements heureux que vous avez donnés à une grande idée procurent au Sénat, qui vous a ouvert la tribune, la satisfaction de se complaire dans ses choix et d'applaudir à son ouvrage. Dans vos discours publics, nous avons retrouvé le fond de toutes nos pensées. Comme vous, citoyens tribuns, nous ne voulons pas des Bourbons, parce que nous ne voulons pas de la contre-révolution, seul présent que pussent nous faire ces malheureux transfuges qui ont emporté avec eux le despotisme, la noblesse, la féodalité, la servitude et l'ignorance. Comme vous, citoyens tribuns, nous voulons élever une nouvelle dynastie, parce que nous voulons garantir au peuple français tous les droits qu'il a reconquis. Comme vous, nous voulons que la liberté, l'égalité, les lumières, ne puissent plus rétrograder; je ne parle pas du grand homme, appelé par sa gloire à donner son nom à son siècle... Ce n'est pas pour lui; c'est pour nous qu'il doit se dévouer. Ce que vous proposez avec enthousiasme, le Sénat le pèse avec calme »

On avait imaginé le mode d'un mémoire adressé au premier consul, mémoire dans lequel le Sénat exprimerait ses pensées et proposerait les bases d'un nouveau sénatus-consulte organique. Ce mémoire était tout prêt en effet au moment où la députation du Tribunat avait été introduite. La rédaction en fut approuvée et la présentation au premier consul immédiatement résolue. On voulut que cette présentation eût lieu le même jour (14 floréal). En conséquence, une députation, composée du bureau et des membres de la commission qui avait préparé le travail se rendit auprès du premier consul, et

lui remit le message du Sénat, avec le mémoire qui contenait ses idées sur la nouvelle organisation monarchique de la France. Il fallait enfin donner à ces idées la forme d'articles constitutionnels. On nomma une commission composée de plusieurs sénateurs, des ministres et des trois consuls, laquelle fut chargée de rédiger le nouveau sénatus-consulte. N'ayant plus aucune précaution à prendre, quant à la publicité, on inséra le lendemain au *Moniteur* tous les actes du Sénat, les communications qu'il avait faite au premier consul, celles qu'il en avait reçues et toutes les adresses qui, depuis quelque temps, demandaient le rétablissement de la monarchie.

La commission nommée se mit sur-le-champ à l'ouvrage : elle se réunissait à Saint-Cloud, en présence du premier consul et de ses deux collègues ; elle examina et résolut successivement toutes les questions que faisait naître l'établissement du pouvoir héréditaire. La première qui se présenta fut relative au titre même du nouveau monarque. Serait-il appelé roi ou empereur?... La même raison qui, dans l'ancienne Rome, avait porté les Césars à ne pas ressusciter le titre de roi et à prendre le titre tout militaire d'*imperator*, la même raison décida les auteurs de la nouvelle constitution à préférer la qualification d'empereur. Ce titre fut choisi sans contestation. En conséquence, on décida que le premier consul serait proclamé empereur des Français. L'hérédité, but de la nouvelle révolution, fut naturellement établie d'après les principes de la loi salique, c'est-à-dire de mâle en mâle, par ordre de primogéniture. Napoléon n'ayant pas d'enfants et ne paraissant pas destiné à en avoir, on imagina de lui donner la faculté d'adoption telle qu'on la voit dans les insti-

tations romaines, avec ses conditions et ses formes solennelles. A défaut de descendance adoptive, on permit la transmission de la couronne en ligne collatérale, non pas à tous les frères de l'empereur, mais à deux seulement, Joseph et Louis.



# L'EMPIRE.

---

## CHAPITRE PREMIER.

### Le couronnement.

Bonaparte se fit proclamer empereur avec la plus grande solennité, sans attendre que le peuple eût manifesté ses sentiments, favorables ou contraires. La proclamation fut froidement reçue, la multitude même montra peu d'empressement.

L'empereur, accompagné de l'impératrice, visita Aix-la-Chapelle et les frontières d'Allemagne; ils reçurent les félicitations de toutes les puissances d'Europe, excepté de l'Angleterre, de la Russie et de la Suède. Les princes allemands, qui avaient tout à espérer et tout à craindre d'un voisin si redoutable, se hâtèrent de venir en personne saluer Napoléon, ce que les souverains trop éloignés firent par l'organe de leurs ambassadeurs.

Bonaparte se souvint que le pape Léon avait placé une couronne d'or sur la tête de Charlemagne et qu'il avait proclamé ce monarque empereur des Romains; il voulut que Pie VII en agît de même à son égard.

Le pape, lorsqu'on lui parla d'un voyage à Paris pour sacrer Napoléon, communiqua ses inquiétudes au cardinal Consalvi, son ministre et son conseiller favori. « Tous deux, dit



M. Thiers, craignaient ce que dirait le monde de cette consécration d'un prince illégitime, d'un usurpateur, comme on appelait Napoléon dans un *certain* parti; ils craignaient le mécontentement des cours, et dans le *parti de l'ancien régime*, un déchaînement bien plus grand que celui qui avait éclaté à l'époque du concordat, car ici l'intérêt de la religion était moins évident que celui d'un homme. Le pape voulut consulter le sacré collège, il choisit d'abord dix membres des plus influents; ils furent divisés. On leur en adjoignit dix autres. La consultation, demeurée secrète, donna les résultats suivants : cinq cardinaux furent absolument opposés à la demande de Napoléon, quinze furent favorables; mais en élevant des objections et en demandant des conditions, Sur les cinq refusants, deux seulement avaient donné pour motif de leur refus l'illégitimité du souverain qu'il s'agissait de couronner. Les cinq avaient dit que c'était consacrer et ratifier tout ce que le nouveau monarque avait souffert ou opéré de dommageable à la religion; car s'il avait fait le concordat, il avait fait aussi les articles organiques, et soustrait, quand il était général, les Légations au Saint-Siège.

« Dans l'intervalle était arrivée à Rome la formule du serment de l'empereur contenant ces mots : « Je jure de faire respecter les lois du concordat, les articles organiques par conséquent. » Ce serment devint une raison de refus absolu. On consulta encore les vingt cardinaux, et cette fois cinq seulement pensèrent que le serment n'était pas un obstacle insurmontable; quinze répondirent qu'il rendait impossible au pape de sacrer le nouveau monarque.

« Napoléon y mit tant d'instances que la cour de Rome céda. L'impératrice Joséphine tenait plus que Napoléon lui-

même au sacre , qui lui semblait le pardon du ciel pour un usurpateur. »

Napoléon écrivit la lettre suivante au pape :

« Très-Saint-Père ,

« L'heureux effet qu'éprouvent la morale et le caractère de  
« mon peuple par le rétablissement de la religion chrétienne,  
« me porte à prier votre Sainteté de me donner une nouvelle  
« preuve de l'intérêt qu'elle prend à ma destinée , et à celle  
« de cette grande nation , dans une des circonstances les plus  
« importantes qu'offrent les annales du monde. Je le prie de  
« venir donner , au plus éminent degré , le caractère de la  
« religion à la cérémonie du sacre et du couronnement du  
« premier empereur des Français. Cette cérémonie acquerra  
« un nouveau lustre , lorsqu'elle sera faite par votre Sainteté  
« elle-même. Elle attirera sur nous et sur nos peuples la bé-  
« nédiction de Dieu , dont les décrets règlent à sa volonté le  
« sort des empires et des familles.

« Votre Sainteté connaît les sentiments affectueux que je  
« lui porte depuis longtemps , et par là elle doit juger du  
« plaisir que m'offrira cette circonstance de lui en donner de  
« nouvelles preuves.

« Sur ce , nous prions Dieu qu'il vous conserve , Très-  
« Saint-Père , longues années au régime et gouvernement de  
« notre mère la sainte Eglise.

« Votre dévot fils ,

« NAPOLÉON. »

Pie VII partit le 5 novembre. Les précipices des Alpes

avaient été garnis de parapets. Le 25 Novembre , il rencontra Napoléon à Fontainebleau.

Le pape fut reçu en France avec des transports inexprimables. On ne se fait pas d'idée de l'empressement que le peuple des villes et des campagnes mettait en France à accourir au-devant du Saint-Père. « En voyant à genoux , dit M. Thiers , une nation qu'on lui avait dépeinte comme toujours en révolte contre les autorités de la terre et du ciel , cette nation qui avait renversé des trônes , tenu un pontife en captivité , Pie VII reconnut que le cardinal Caprara disait vrai , lorsqu'il lui affirmait que ce voyage lui procurerait des satisfactions infinies. »

A son arrivée à Paris, le pape fut logé au pavillon de Flore , et tous les corps lui furent présentés. Voici la harangue de M. de Fontanes , président du Corps-Législatif :

« Très-Saint-Père ,

« Quand le vainqueur de Marengo conçut au milieu du champ de bataille , le dessein de rétablir l'unité religieuse et de rendre aux Français leur culte antique , il préserva d'une ruine entière les principes de la civilisation. Cette grande pensée , survenue dans un jour de victoire , enfanta le concordat , et le Corps-Législatif , dont j'ai l'honneur d'être l'organe auprès de votre Sainteté , convertit le concordat en loi nationale.

« Jour mémorable , également cher à la sagesse de l'homme d'état et à la foi du chrétien ! C'est alors que la France , abjurant de trop graves erreurs , donna les plus utiles leçons au genre humain.

« Elle sembla reconnaître devant lui que toutes les pensées irréligieuses sont des pensées impolitiques, et que tout attentat contre le christianisme est un attentat contre la société.

« Le retour de l'ancien culte prépara bientôt celui d'un gouvernement plus naturel aux grands états et plus conforme aux habitudes de la France. Tout le système social, ébranlé par les opinions inconstantes de l'homme, s'appuya de nouveau sur une doctrine immuable comme Dieu même. C'est la religion qui poliait autrefois les sociétés sauvages; mais il était plus difficile aujourd'hui de réparer leurs ruines que de fonder leur berceau.

« La religion vient consacrer les nouvelles destinées de l'empire français, et prend le même appareil qu'au siècle des Clovis et des Pepins.

« Tout a changé autour d'elle; seule elle n'a pas changé.

« Elle voit finir les familles des rois comme celles des sujets; mais sur les débris des trônes qui s'écroulent, et sur les degrés des trônes qui s'élèvent, elle admire toujours la manifestation successive des desseins éternels, et leur obéit avec confiance.

« Jamais l'univers n'eut un plus imposant spectacle; jamais les peuples n'ont reçu de plus grandes instructions.

« Ce n'est plus le temps où l'empire et le sacerdoce étaient rivaux. Tous les deux se donnent la main pour repousser les doctrines funestes, qui ont menacé l'Europe d'une subversion totale. Puissent-elles céder pour jamais à la double influence de la religion et de la politique réunies. Ce vœu sans doute ne sera point trompé; jamais en France la politique n'eut tant de génie, et jamais le trône pontifical n'offrit au

monde chrétien un modèle plus respectable et plus touchant. »

Pie VII parut plusieurs fois au balcon des Tuileries, toujours accompagné de Napoléon ; il fut salué des plus vives acclamations , et vit le peuple de Paris, le peuple qui avait fait le 40 août et adoré la déesse Raison , à genoux , attendant sa bénédiction pontificale. « Singulière inconstance, dit M. Thiers, des hommes et des nations , qui prouve qu'il faut s'attacher aux grandes vérités sur lesquelles repose la société humaine, et s'y fixer ; car il n'y a ni dignité ni repos dans ces caprices d'un jour, qu'on embrasse, qu'on quitte avec une précipitation déshonorante !

« Quelques évêques constitutionnels, après leur réconciliation avec l'Eglise s'étaient mis à dogmatiser sur le sens de cette réconciliation. Ils étaient quatre, MM. Lecoq, archevêque de Besançon, Lacombe, évêque d'Angoulême, Saurine, évêque de Strasbourg, et Rémond, évêque de Dijon. M. Portalis les avait appelés auprès de lui, et par ordre de l'empereur, leur avait enjoint, s'ils avaient le désir d'être présentés au pape, d'écrire une lettre de réconciliation, minutée d'accord avec l'évêque Bernier et les cardinaux qui composaient le cortège pontifical. Restèrent les questions du cérémonial. Le pape avait admis les principales modifications, fondées sur l'état des mœurs ; mais la question du couronnement l'affectait singulièrement. Il tenait à conserver le droit de ses prédécesseurs, de poser la couronne sur le front de l'empereur. Napoléon ordonna de ne pas insister, et dit qu'il se chargeait de tout arranger sur les lieux mêmes.

« On touchait à la veille de cette grande solennité, c'est-à-dire au 4<sup>e</sup> décembre. Joséphine, qui avait plu au Saint-Père par une espèce de dévotion toute semblable à celle des

femmes italiennes , Joséphine avait pénétré auprès de lui, pour faire un aven dont elle espérait tirer grand parti. Elle lui avait déclaré qu'elle n'était mariée que civilement à Napoléon , car à l'époque de son mariage , les cérémonies religieuses étaient interdites. C'était sur le trône même un étrange témoignage des mœurs du temps. Napoléon avait fait cesser cet état pour sa sœur, la princesse Murat, en priant le cardinal Caprara de lui donner la bénédiction nuptiale; il n'avait pas voulu le faire cesser pour lui-même. Le pape, scandalisé d'une situation qui, aux yeux de l'Eglise , était un concubinage, demanda sur-le-champ à entretenir Napoléon, et déclara dans cet entretien qu'il pouvait bien le sacrer lui, car l'état de conscience des empereurs n'avait jamais été recherché par l'Eglise , quand il s'agissait de les couronner, mais qu'il ne pouvait, en couronnant Joséphine, donner la consécration divine à un état de concubinage. Napoléon, irrité contre Joséphine de cette indiscretion intéressée, craignant de violenter le pape, qu'il savait invincible sur les affaires de foi, ne voulant pas d'ailleurs changer une cérémonie dont le programme était déjà publié, consentit à recevoir la bénédiction nuptiale. Joséphine, vivement réprimandée par son époux, mais charmée de ce qu'elle avait obtenu, reçut, la nuit même qui précéda le couronnement, le sacrement du mariage dans la chapelle des Tuileries. Ce fut le cardinal Fesch, ayant pour témoins M. de Talleyrand et le maréchal Berthier, qui, dans le plus profond secret, maria l'empereur et l'impératrice. Ce secret fut fidèlement gardé jusqu'au divorce. Le matin, on apercevait encore sur les yeux rougis de Joséphine, les traces des larmes que lui avaient coûté ces agitations intérieures (1).»

(1) M. Thiers.

La cérémonie du sacre eut lieu le 2 décembre , à Paris , dans l'antique église de Notre-Dame, avec tout l'appareil dont il fut possible d'accompagner cette solennité.

L'empereur , suivant l'usage , prononça le serment du sacre la main posée sur les Saintes-Ecritures, et selon la formule dont le pape donna lecture. La couronne ayant été bénie par le pape, Napoléon la prit sur l'autel et la plaça lui-même sur son front ; puis il ceignit le diadème à l'impératrice, comme s'il eût voulu montrer que son autorité n'avait sa source qu'en lui-même. Le *Te Deum* fut chanté ; les hérauts crièrent que le très-glorieux et très-auguste Napoléon , empereur des Français , était couronné et intronisé.

Voici le récit de M. Thiers :

« Le dimanche, 2 décembre, par une journée d'hiver froide mais sereine, le pape partit le premier, dès dix heures du matin, et bien avant l'empereur, afin que les deux cortèges ne se fissent pas obstacle l'un à l'autre. Il était accompagné d'un clergé nombreux, vêtu des plus somptueux ornements, et escorté par des détachements de la garde impériale. Un portique richement décoré avait été construit tout autour de la place Notre-Dame pour y recevoir, à la descente de leurs voitures, les souverains et les princes qui allaient se rendre à la vieille basilique. L'archevêché, orné avec un luxe digne des hôtes qu'il devait contenir, était disposé pour que le pape et l'empereur s'y reposassent un instant. Après une courte station, le pape entra dans l'église, où déjà depuis plusieurs heures s'étaient réunis les députés des villes, les représentants de la magistrature et de l'armée, les soixante évêques avec leur clergé, le Sénat, le Corps-Législatif, le Tribunat, le conseil-d'état, les princes de Nassau, de Hesse,

de Baden, l'archichancelier de l'empire germanique, enfin les ministres de toutes les puissances. La grande porte de Notre-Dame avait été fermée, parce qu'on y avait adossé le trône impérial. On entrait par les portes latérales, situées aux deux extrémités de la nef transversale. Quand le pape, précédé de la croix et des insignes du successeur de saint Pierre, parut dans cette vieille basilique de saint Louis, tous les assistants se levèrent, et cinq cents musiciens entonnèrent sur un air solennel le chant consacré : *Tu es Petrus*. L'effet en fut subit et profond. Le pape, marchant à pas lents, alla s'agenouiller d'abord à l'autel, et prendre place ensuite sur un trône préparé à droite de l'autel. Les soixante prélats de l'Eglise française vinrent le saluer l'un après l'autre. Il eut pour chacun d'eux, constitutionnel ou non, la même bienveillance de regard. Puis on attendit l'arrivée de la famille impériale.

« L'église de Notre-Dame était décorée avec une magnificence sans égale. Des tentures de velours, semées d'abeilles d'or, descendaient de la voûte jusqu'au sol. Au pied de l'autel se trouvaient de simples fauteuils, que l'empereur et l'impératrice devaient occuper avant leur couronnement. Au fond de l'église, dans l'extrémité opposée à l'autel, un trône immense, élevé sur vingt-quatre marches, placé entre des colonnes qui supportaient un fronton, espèce de monument dans un monument, était destiné à l'empereur couronné et à son épouse. C'était l'usage dans les deux rits romains et français. Le monarque n'allait s'asseoir sur le trône qu'après avoir été couronné par le pontife.

« On attendait l'empereur, et on l'attendit longtemps. Ce fut la seule circonstance fâcheuse dans cette grande solennité.



L'attitude du pape pendant cette longue attente fut pénible. La crainte que l'ordonnateur de ces fêtes avait éprouvée d'exposer les deux cortèges à une rencontre, était cause de ce retard. L'empereur était parti des Tuileries dans une voiture tout entourée de glaces, surmontée par des génies d'or tenant une couronne. Il était vêtu d'un habit dessiné par le plus grand peintre du temps, et assez semblable aux costumes du seizième siècle; il portait une toque à plumes et un manteau court. Il ne devait prendre le costume impérial qu'à l'archevêché même, et au moment d'entrer dans l'église. Escorté par ses maréchaux à cheval, précédé des grands dignitaires en voiture, il s'achemina lentement, le long de la rue Saint-Honoré, du quai de la Seine et de la place Notre-Dame; au milieu des acclamations d'un peuple immense. Napoléon, arrivé devant le portique, déjà décrit, mit pied à terre, se rendit à l'archevêché, y prit la couronne, le sceptre, le manteau impérial, et se dirigea vers la basilique. A côté de lui on portait la grande couronne, en forme de tiare, modelée sur celle de Charlemagne. Dans ce premier instant il avait ceint la couronne des Césars, c'est-à-dire un simple laurier d'or. On admirait sa tête, belle sous ce laurier d'or, comme une médaille antique. Entré dans l'église, au son d'une musique retentissante, il s'agenouilla, et se rendit ensuite au fauteuil qu'il devait occuper avant de se mettre en possession du trône. Alors commença la cérémonie. On avait déposé sur l'autel la couronne, le sceptre, l'épée, le manteau. Le pape fit sur le front de l'empereur, sur ses bras, sur ses mains, les onctions d'usage, puis bénit l'épée qu'il lui ceignit, le sceptre qu'il remit en sa main, et s'approcha pour prendre la couronne. Napoléon, observant ses mouvements, et comme il l'avait

annoncé, terminant la difficulté sur les lieux mêmes, saisit la couronne des mains du pontife, sans brusquerie, mais avec décision, et la plaça lui-même sur sa tête. L'acte fut compris de tous les assistants. Napoléon, prenant ensuite la couronne de l'impératrice, et, s'approchant de Joséphine, prosternée devant lui, la posa avec une tendresse visible sur la tête de cette compagne de sa fortune, qui en ce moment fondait en larmes. Cela fait, il s'achemina vers le grand trône. Il y monta suivi de ses frères, qui soutenaient les pans du manteau impérial. Alors le pape se rendit, suivant l'usage, au pied du trône pour bénir le nouveau souverain, et chanter ces paroles qui avaient retenti aux oreilles de Charlemagne dans la basilique de Saint-Pierre, quand le clergé romain l'avait soudainement proclamé empereur d'occident : *Vivat in æternum semper Augustus*. A ce chant, les cris de vive l'empereur ! mille fois répétés, se firent entendre sous les voûtes de Notre-Dame ; le canon y joignit ses éclats, et apprit à tout Paris l'instant solennel où Napoléon était définitivement consacré, d'après toutes les formes convenues chez les hommes.

« L'archichancelier Cambacérès lui apporta ensuite le texte du serment ; un évêque lui apporta l'Evangile, et, la main sur le livre des chrétiens, il prêta ce serment ; puis fut chantée une grande messe pontificale, et la journée était fort avancée, lorsque les deux cortèges regagnèrent les Tuileries, à travers un concours immense de peuple.

« Telle fut, ajoute M. Thiers, cette auguste cérémonie, par laquelle se consommait le retour de la France aux principes monarchiques.

« Il y avait quinze ans que la révolution avait commencé. Monarchie pendant trois ans, république pendant douze, elle

devenait maintenant monarchie militaire, fondée toutefois sur l'égalité civile, sur le concours de la nation à la loi, et sur la libre admission de tous les citoyens à ces grandeurs sociales rétablies.

« Ainsi avait marché en quinze ans la société française, successivement défaite et refaite, avec la promptitude ordinaire aux passions populaires. »

## CHAPITRE II.

Fin de la république cisalpine.

La veille même du couronnement, c'est-à-dire le 4<sup>er</sup> décembre, le sénat remit à l'empereur le résultat des votes recueillis dans les départements, résultat qu'on n'avait point attendu pour agir. Plus de trois millions cinq cent mille citoyens avaient voté, et sur ce nombre, trois mille cinq cents seulement s'étaient prononcés pour la négative. Le vice-président, M. François de Neufchâteau déclara, en conséquence, « que le sénat et le peuple s'accordaient unanimement, et qu'aucun gouvernement ne pouvait être fondé sur un titre plus authentique. »

Les autorités de la république italienne (la veille encore cisalpine) eurent un pressentiment de ce qui les attendait. Une députation se rendit à Paris, et démontra la nécessité de donner aux Italiens un gouvernement monarchique et héréditaire. Le 47 mars les députés obtinrent audience de l'empereur, et lui firent connaître le vœu unanime de leurs compatriotes, c'est-à-dire que Napoléon, fondateur de la république italienne, prit le titre de roi d'Italie. Cependant, par une affectation d'indépendance et de patriotisme, les auteurs de cette humble requête demandèrent que la couronne d'Italie ne pût être réunie à

celle de France que sur la tête de Napoléon à l'exclusion de tous ses successeurs. Napoléon pouvait seul déléguer la souveraineté de l'Italie à l'un de ses héritiers, soit direct, soit adoptif ; mais on eut grand soin de stipuler que cette délégation ne pourrait avoir lieu tant que les armées françaises occuperaient le royaume de Naples, l'armée russe, Corfou, et les forces britanniques, Malte.

Bonaparte se rendit au vœu des peuples d'Italie, et voulut bien acquiescer à leurs scrupules. Il convint avec eux que la séparation des couronnes de France et d'Italie, qui pouvait être avantageuse à leurs descendants, serait fort dangereuse pour eux-mêmes. « Vous me déférez la couronne, ajouta-t-il, je l'accepte, mais seulement tout le temps que vos intérêts l'exigeront ; et je verrai avec plaisir arriver le moment où je pourrai la placer sur une plus jeune tête, qui, animée de mon esprit, soit toujours prête à se sacrifier pour la sûreté et le bonheur du peuple italien. » En annonçant cette nouvelle acquisition au sénat français, Bonaparte se servit d'une expression si singulièrement audacieuse, qu'il lui fallut sans doute pour la prononcer autant de courage que pour l'expédition militaire la plus hardie. « La force et la puissance de l'empire français, dit-il, sont surpassées par la modération qui préside à toutes nos transactions politiques. »

Le 44 avril, Napoléon, accompagné de l'impératrice, partit pour la cérémonie de son couronnement comme roi d'Italie. Cette solennité ressembla, presque en tout, à celle de son sacre comme empereur. Le ministère du pape, néanmoins, ne fut point requis en cette seconde occasion, encore bien que Pie VII, qui retournait alors à Rome, ne se fût sans doute pas refusé à passer par Milan si Bonaparte l'en eût prié. Peut-être

parut-il trop dur d'exiger du pontife la consécration d'un roi d'Italie, dont le titre seul donnait à entendre que ses états pourraient comprendre quelque jour le patrimoine de Saint-Pierre; peut-être aussi, et c'est ce qui nous paraît plus probable, quelque méintelligence existait-elle déjà entre Pie VII et Napoléon. Quoi qu'il en soit, le ministère de l'archevêque de Milan parut suffisant, et ce fut lui qui bénit la fameuse couronne de fer, qu'on dit avoir été portée par les rois lombards. Comme à Paris, Bonaparte prit cet emblème de la royauté, le posa sur sa tête, et prononça tout haut l'orgueilleuse devise des anciens possesseurs : *Dieu me la donne, gare à qui la touche !*

Le nouveau royaume, sous tous les rapports, fut organisé sur le plan de l'empire français. Un ordre appelé *l'ordre de la couronne de Fer*, fut institué à l'instar de celui de la Légion d'Honneur. De nombreuses troupes françaises restèrent à la charge de l'Italie; Eugène Beauharnais, fils de Joséphine par son premier mariage, qui possédait et méritait la confiance de son beau-père, fut chargé de représenter, en qualité de viceroi, la majesté de Napoléon.

« Bonaparte, dit un de ses historiens, ne quitta point l'Italie sans ajouter encore à son empire. Gènes, autrefois la Superbe, fit le sacrifice de son indépendance, et son doge supplia l'empereur de la considérer comme faisant partie de la France. Peu de temps auparavant, Bonaparte déclarait au sénat que les limites de l'empire étaient définitivement fixées, et qu'elles ne s'étendraient plus au moyen de nouvelles conquêtes. Par un traité avec la France, Gènes avait mis ses arsenaux et ses ports à la disposition du gouvernement français; elle s'était obligée à fournir à son puissant allié, six mille marins et dix vaisseaux de ligne, et son indépendance, ou du

moins ce qui pouvait lui en rester de nom après son alliance avec cet empire formidable, avait été garantie par la France. Mais, ni la crainte de donner un démenti à ses déclarations publiques, ni le traité solennel qui reconnaissait la république ligurienne, n'empêchèrent Bonaparte de se prévaloir de la supplique du doge ; il parut convenable d'accorder à la ville et au gouvernement de Gênes la faveur de devenir partie intégrante de la grande nation. Bonaparte n'ignorait pas qu'il ajoutait ainsi au mécontentement de la Russie et de l'Autriche, qui commençaient à prendre une attitude menaçante envers lui ; mais pendant qu'il visitait la splendide cité des Doria, qu'il admirait ses ports magnifiques et le majestueux amphithéâtre de ses palais de marbre, on l'entendit s'écrier que la possession d'un tel domaine valait bien que l'on courût, pour l'obtenir, les hasards de la guerre.

### CHAPITRE III.

Réflexions de M. de Lafayette.

« L'établissement du trône impérial fut, dit M. de Lafayette, de toutes nos vicissitudes politiques, non la plus désastreuse, mais la moins honorable. En effet, dans une longue série d'atrocités, de folies, de complots, on avait pu reconnaître ou supposer de l'indépendance nationale, de l'enthousiasme républicain, de l'exaltation religieuse ou royaliste, quelque chose enfin qui motivât l'état de la France et des factions ; le terrorisme lui-même présentait la frénésie du parti démocratique soutenu par une portion fanatisée du peuple. Ici la république avait triomphé des ennemis et des bourreaux. Ce fut sans ivresse, sans terreur, sans motif, qu'on les vit tous s'empres-

ser à passer le cou dans les anneaux d'une même chaîne, et les ministres de la religion, et les hommes de la vieille monarchie, qui avaient sacrifié à leurs illusions tant de devoirs, et ces hommes de la république, qui avaient surmonté pour elle tant de remords, et ces armées dont la gloire était liée à la cause populaire, et ce peuple, qui n'a pas même l'excuse de l'engouement pour le chef, puisqu'il donne dans l'excès contraire et répugne à l'admiration de ce qu'il a de grand. Quant à moi, dispensé par mon vote précédent de voter sur l'empire, et ne trouvant nulle part ce qu'il eût fallu pour s'y opposer, je me bornai à persévérer dans la bizarrerie d'être conséquent. Sans me refuser à ce que tout gouvernement exige de l'habitant d'un pays, je menai prudemment une vie plus retirée que jamais, j'évitai même des assemblées électorales où il devait être question d'adresses.

Mais ces égards ne suffisaient pas au besoin qu'avait Bonaparte de tout subjuguier. Je savais qu'autrefois son frère Lucien m'avait désigné à lui comme l'homme le plus irréconciliable avec ses projets; un ministre principal m'avait cité comme le seul général dont le caractère pût être contre une conspiration une suffisante garantie; l'empereur lui-même avait répété plusieurs fois que j'étais son ennemi. Alexandre Lameth lui disant un jour, à propos d'autre chose: « J'aime à penser que mes ennemis sont ceux de Votre Majesté..... » « Vous parlez de Lafayette, répondit-il vivement. »

Je me disposais à revenir de Chavaniac, en septembre 1804, lorsque mon ami Ségur m'écrivit que Joseph Bonaparte l'avait chargé d'un message pour moi. « Le prince Joseph, me dit-il à Paris, quelque temps après, aime à n'attribuer votre retraite qu'à un sentiment de philosophie, mais il

voit avec peine et inquiétude que son frère la regarde comme un état d'hostilité. » Je commençais à répondre : Ségur me pria de réfléchir, et voici ce que je répétais le lendemain : « Je suis vivement touché de la bienveillance du prince Joseph, qu'il me permette de lui observer que, dans ma position singulière, ce grand cordon, car je vois bien que vous allez en avoir, me semblerait ridicule; passe encore si c'était l'accompagnement d'un emploi, mais il me convient de n'être plus rien. Cela me convient d'autant moins que ce n'est plus alors que la chevalerie d'un ordre de choses contraire à mes principes. Je ne l'accepterai donc pas. La qualification donnée à ma retraite est étrange, surtout lorsqu'on compare la puissance impériale à mon peu de moyens; mais, s'il devenait indispensable d'être quelque chose, je répugnerais au Sénat, où cependant mes opinions m'obligeraient d'encourir, dès le lendemain, à plus juste titre, le reproche que l'empereur me fait. Je demande donc, à l'amitié de son frère, d'éloigner de moi toutes ces propositions. » Ma réponse fut bien rapportée. « A présent, dit le prince Joseph, que je connais les intentions de M. de Lafayette, je profiterai des occasions pour ne le servir que dans ce sens-là. »

Les sénateurs républicains firent une dernière tentative pour m'attirer dans leur corps. On supposait que Bonaparte aimerait mieux l'inconvénient de ma présence au Sénat, que la notoriété de ma résistance à la volonté qu'il avait eu de m'y mettre. Je répétais que, si on avait voulu dès le commencement défendre le terrain de la liberté, j'aurais paru volontiers au poste avancé, que, même encore sous les constitutions de l'empire, j'étais prêt à m'y dévouer; mais que je ne pouvais ni comprendre ni adopter un plan d'opposition sénatoriale



fondé sur le silence et l'assentiment. » Depuis ce moment, je n'ai plus eu à me défendre des honorables instances dont je septais tout le prix.

Je n'ai rien dit encore de mes rapports avec les États-Unis. Dès qu'on y eut appris que je restais éloigné du gouvernement de France, mes amis, dans les deux partis, s'occupèrent de me fixer en Amérique, et d'y créer une nouvelle fortune pour moi et mes enfants. Ce sentiment national s'accrut, et par l'idée des services que je rendrais à la Louisiane, et par la crainte des dangers que je courais en Europe. Le congrès, se rappelant qu'après la révolution je m'étais abstenue de prendre ma part des terres militaires, me releva de la prescription et m'assigna, sur les bords de l'Ohio, les onze mille cinq cent quarante acres qui revenaient à mon grade. Mais l'année suivante, après l'acquisition de la Louisiane, le président fut autorisé à transférer partout où il voudrait ma concession de terres, ce qui en augmentait incomparablement la valeur. Le décret fut rendu à cette unanimité qui, depuis la division des partis, s'est toujours réunie pour moi et pour moi seul. Jefferson, en m'annonçant des bienfaits dont il était le principal moteur, me pressa de quitter une terre tremblante sous mes pas, pour jouir en Louisiane d'un bonheur tranquille, et y fonder une fortune immense. Les ambassadeurs m'informèrent que le gouvernement de la Louisiane n'avait été donné que provisoirement, et qu'il m'était destiné. Ils ne me cachèrent pas qu'ils étaient chargés de faire tous leurs efforts pour me déterminer, et ils s'en acquittèrent avec tout le zèle du patriotisme et celui d'une amitié très-alarmée sur mon sort. Les premiers amis à qui j'en parlai crurent y voir un avis providentiel et une occasion inespérée

de salut. Quant à moi, je me sentais invinciblement arrêté par cet intérêt prédominant qui fut, dans tous les temps, le principe vital de mon existence. La liberté américaine n'avait plus besoin de moi; mon poste européen pouvait devenir utile, le danger qu'on y trouvait le rendait décent, j'étais plus que personne, par mon caractère, appelé à n'en pas désespérer. Quelle que fût donc ma reconnaissance pour les Etats-Unis, mon ardeur à les servir et mon dégoût de vivre entouré de despotisme, je sentis plus fortement encore que je ne pouvais ni me soustraire aux chances françaises de la liberté, ni décourager ceux qui, n'y ayant pas renoncé, ne devaient pas m'appeler en vain. Mes lettres furent destinées à remplir cet objet. Je répondis aux républicains du nouveau monde comme à ceux de l'ancien : « que je me sentais de plus en plus éloigné du gouvernement impérial, et qu'en attendant la liberté publique, je persistais à conserver mon indépendance. »

Cet éloignement devint si absolu, qu'au retour de la prodigieuse campagne d'Ulm et d'Austerlitz, ne me trouvant aucun rapport avec qui que ce fût de la cour, je n'étais plus à portée de féliciter le vainqueur. J'avais cependant joui de la gloire de nos armes, non-seulement par un mouvement d'orgueil national, plus fort que les calculs, mais parce que, dans les quinze années de cette grande lutte, notre supériorité sur les puissances coalisées m'a paru être toujours l'alternative la moins défavorable à la cause de l'humanité. J'étais par hasard à Paris lorsque le canon annonça la capitulation d'Ulm; je priai Jaucourt de dire au prince Joseph que je me serais présenté chez lui, si j'avais eu l'habit d'étiquette. »

Singulier enchaînement des choses humaines ! En 1845, M. de Lafayette, dans la chambre des représentants, fut

la cause de la chute de Bonaparte. « Vous avez vu, écrit-il à M<sup>me</sup> d'Hénin, la séance du 22 dans le *Moniteur*. C'est moi qui chargeai un ministre d'état d'aller dire à l'empereur que nous lui donnions une heure pour abdiquer, et qu'au bout de cette heure sa déchéance serait prononcée. Le bureau fut chargé de présenter à l'empereur l'acte de l'acceptation de son abdication par le peuple français. Je faisais partie de cette députation. »

Mais n'anticipons pas.

#### CHAPITRE IV.

Coalition. — Récit d'un témoin des événements.

Le 40 janvier 1805, le roi de Suède signa avec l'empereur Alexandre un traité d'alliance, et le 31 octobre suivant il publia contre la France une déclaration de guerre conçue en termes personnellement injurieux à Napoléon.

De leur côté, l'Angleterre et la Russie s'étaient concertées dans le but d'organiser une ligue continentale pour forcer le gouvernement français à consentir au rétablissement de l'équilibre politique en Europe. L'objet qu'on se proposait était l'indépendance de la Hollande et de la Suisse; l'évacuation du Hanovre et du nord de l'Allemagne par les troupes françaises; la restitution du Piémont au roi de Sardaigne, et l'évacuation complète de l'Italie.

La Grande-Bretagne et la Russie étaient les deux grands moteurs de cette nouvelle ligue contre la France, mais il était impossible d'espérer, attendu la situation isolée de l'Angleterre et l'éloignement de la Russie, qu'elles pussent attaquer la France avec quelque succès décisif sans la coopération de l'em-

pereur d'Autriche et du roi de Prusse. On chercha donc, par tous les moyens possibles, à faire comprendre à ces deux puissances l'extrême danger où les plaçaient l'ambition de Bonaparte et l'accroissement journalier de son empire.

« Depuis la campagne désastreuse de 1792, la Prusse, dit un historien étranger, avait gardé une neutralité prudente ; elle avait vu, peut-être avec un secret plaisir, l'abaissement de l'Autriche, sa rivale naturelle en Allemagne : souvent même, et par suite des divers changements opérés sur le continent, elle avait saisi l'occasion d'acquérir certains territoires de peu de valeur, de sorte que son intérêt était en quelque sorte lié aux succès de la France. Les avis furent partagés dans le cabinet de Berlin ; mais si les partisans de la France réussirent à empêcher la Prusse d'entrer dans la coalition, elle augmenta néanmoins son armée, la mit sur le pied de guerre, dirigea des corps considérables vers le théâtre probable des hostilités, et démontra ainsi clairement que la continuation de sa neutralité dépendrait de l'issue de la campagne.

Pour donner plus d'énergie, s'il était possible, aux décisions de la Prusse, l'empereur Alexandre se rendit à Berlin. Il y fut reçu avec tout le respect dû à son rang. Le roi, et avec lui la reine, si belle et si intéressante, lui donna des gages non douteux des vœux qu'il faisait pour la coalition. Les deux souverains, dit-on, jurèrent, sur le tombeau du grand Frédéric, d'employer tous leurs efforts à délivrer l'Allemagne ; et ce serment ils l'accomplirent, mais à une époque plus reculée : cependant, quelles que pussent être les opinions personnelles du roi de Prusse, les avis d'Haugwitz continuèrent de prévaloir dans le conseil. L'empereur quitta Berlin pour aller se mettre à la tête de ses troupes ; et le monarque prussien, rassemblant une

armée d'observation, prit l'attitude menaçante d'un neutre qui se sent assez fort pour faire pencher la balance en faveur de l'un ou de l'autre des pouvoirs belligérants. Ce n'était pas le moment, pour Bonaparte, de paraître offensé de ces démonstrations, car il eût fait un ennemi déclaré d'un ami douteux; mais il n'oublia point cette politique équivoque de la Prusse; il en prit note dans sa mémoire pour en demander plus tard un compte sévère : en attendant, il profitait des hésitations de cette puissance, et de sa neutralité ambiguë.

L'Autriche se montra plus accessible aux propositions des alliés. Malgré les malheurs des deux guerres précédentes, la perte d'une grande partie de l'Italie, les désastres de Bellegarde et d'Alvinzi, les échecs terribles reçus à Marengo et à Hohenlinden, elle trouvait dans sa population nombreuse et martiale les moyens de réparer promptement les pertes de la guerre la plus sanglante. Mais si l'Autriche entra dans la coalition, ce fut surtout par l'opiniâtreté remarquable de ce gouvernement à ne point se départir des principes qu'il a une fois adoptés; elle n'avait pas oublié les succès remportés par ses généraux et ses armées, sous le commandement de Suwarow, et pouvait espérer de renouveler les victoires de la Trébia et de Novi; elle augmenta donc ses forces sur tous les points. L'archiduc Charles se mit à la tête de quatre-vingt mille hommes en Italie, dont l'Autriche regrettait toujours la perte, et quatre-vingt mille autres, destinées à opérer sur le Lech, peut-être même sur le Rhin (on l'espérait du moins), furent placés sous les ordres du général Mack, dont la réputation factice et usurpée s'était maintenue, pour le malheur de l'Autriche, malgré la funeste campagne de 1799 dans le royaume de Naples; l'archiduc Ferdinand, prince brave et de grande espérance, commandait de

nom cette armée , mais l'autorité réelle était confiée à ce vieux tacticien sans mérite : enfin l'archiduc Jean conduisit une armée dans le Tyrol.

L'Autriche, après l'échange de quelques notes plus vives, commença son audacieuse entreprise en dirigeant une puissante armée sur la Bavière. Sans doute il eût été plus sage à l'empereur François de suspendre cette grande mesure, et de prolonger, s'il était possible, les négociations jusqu'à l'arrivée des deux armées russes, fortes chacune de cinquante mille hommes, ou jusqu'à ce que le roi de Prusse, certain que la crise approchait, se fût enfin décidé à entrer dans la coalition. Elle fit entrer de nombreuses forces en Bavière, et somma l'électeur de se réunir à la coalition. Maximilien n'était pas éloigné d'épouser la cause des défenseurs de l'Allemagne; mais il représenta que son fils, qui voyageait alors en France, pourrait porter la peine de cette démarche, « Je vous demande à genoux, disait-il en écrivant à l'empereur la permission de rester neutre. » Cette supplique raisonnable fut rejetée, on somma Maximilien une seconde fois de se joindre à la coalition, en termes aussi impérieux qu'ils étaient injustes et impolitiques : on lui donna même à entendre que ses troupes ne formeraient pas un corps d'armée séparé, mais qu'elles seraient mêlées à celles de l'empire. Ces conditions rigoureuses rendaient l'alliance précaire de la France, préférable à la soumission exigée par l'Autriche. L'électeur se retira de Munich, sa capitale, à Wurtzbourg, replia son armée sur la Franco-nie, et tenta encore de négocier pour la neutralité. Sa demande fut de nouveau rejetée avec hauteur; et pendant que le cabinet de Vienne réclamait la coopération de Maximilien avec toutes les forces bava-roises, on permettait aux troupes autri-

chiennes de traiter la Bavière en pays conquis ; des réquisitions répétées et d'autres procédés encore prouvaient que les envahisseurs n'avaient point oublié les anciens et longs démêlés de l'Autriche avec la Bavière. Indigné de cette conduite Maximilien regarda naturellement les alliés comme ses ennemis , et attendit les Français comme ses libérateurs.

Il ne fallait pas un grand génie pour comprendre qu'après deux guerres extrêmement malheureuses , on ne devait conduire les troupes autrichiennes à l'ennemi qu'en leur ménageant une supériorité numérique et des avantages de position tels , qu'ils pussent balancer le découragement assez naturel aux plus braves soldats , à la suite de défaites et de revers si constants , qui semblaient un effet de la fatalité. Par ces considérations , les armées autrichiennes auraient dû s'arrêter sur leur territoire , à la rivière d'Inn , qui leur offrait une excellente ligne de défense , du Tyrol au Danube , où cette rivière se jette à Passau. Au lieu de cela , Mack laissa la Bavière derrière lui ; et s'approchant des frontières de France , il établit ses troupes dans Ulm , Memmigen , sur l'Iller et le Danube , où il se fortifia soigneusement , comme pour observer les défilés de la forêt Noire. Bonaparte alors mit en mouvement le camp de Boulogne. Cette armée quitta le titre d'armée d'Angleterre pour celui de grande armée. Les différents corps répartis en Hollande et dans le nord de l'Allemagne se mirent aussitôt en mouvement.

Le 22 septembre , Bonaparte informa le Sénat des approches de la guerre. En lui faisant connaître la cause de ses démêlés avec la coalition , il demanda deux sénatus-consultes : l'un , pour la levée de quatre-vingt mille hommes ; l'autre pour l'organisation de la garde nationale. Il partit lui-même pour

aller prendre le commandement de son armée, pour anéantir celle de Mack.

Pendant que Mack attendait les Français en face, Napoléon prenait l'audacieuse résolution de tourner le flanc du général autrichien, afin de couper ses communications, lui enlever toutes ses ressources, et de le réduire ainsi à la nécessité, ou de se rendre, ou de livrer bataille sans la moindre chance de succès. Pour l'accomplissement de ce grand dessein, l'armée française fut partagée en six divisions principales. Le corps de Bernadotte quitta le Hanovre qu'il avait occupé jusqu'alors, et traversa la Hesse, comme s'il eût cherché à rejoindre la grande armée, qui avait déjà passé le Rhin sur tous les points. Mais sa destination réelle fut bientôt connue, lorsque Bernadotte, faisant un mouvement sur sa gauche, remonta la rivière du Mein, et opéra sa jonction, dans Wurtzbourg, avec l'électeur de Bavière, qui se déclara aussitôt pour la France.

L'électeur de Wurtemberg et le duc de Bade prirent le même parti. Les cinq divisions, aux ordres de Ney, de Soult, de Davoust, de Vandamme et de Marmont, passèrent le Rhin sur divers points, et entrèrent en Allemagne, au nord de la position de Mack. Pendant ce temps, Murat opérait son passage à Kehl, s'approchait de la forêt Noire, et manœuvrait de manière à confirmer le général autrichien dans la supposition que l'attaque principale devait avoir lieu de ce côté. Mais la direction des autres corps ne pouvait laisser de doute sur le plan de Napoléon, qui était de tourner l'aile droite des Autrichiens en longeant le Danube au nord, sur la rive gauche, puis de passer ce fleuve, de se jeter sur les derrières de l'ennemi, et de le séparer de Vienne. Dans ce but, Soult, qui avait traversé le Rhin à Spire, se dirigea sur



Augsbourg ; en même temps , et pour intercepter les communications entre cette ville et Ulm, quartier-général de l'armée autrichienne, Murat et Lannes s'étaient avancés jusqu'à Wertingen , où un vif engagement avait eu lieu. Les Autrichiens y perdirent tous leurs canons, et de plus , dit-on , quatre mille hommes ; mais telle était l'immensité des forces respectives , qu'on ne vit là qu'une escarmouche.

Toujours dans le but d'inquiéter Mack dans son quartier-général , et afin de détourner son attention de ce qui se passait sur sa gauche et derrière lui , Ney , qui venait de Stuttgart , attaqua les ponts du Danube à Guntzburg. L'archiduc Ferdinand était sorti d'Ulm pour aller à sa rencontre et défendit ces ponts avec courage , mais sans succès. Le prince y perdit beaucoup d'artillerie et près de trois mille hommes.

Pour parvenir à séparer Mack des secours et des renforts soit autrichiens , soit russes , qui étaient en marche pour le rejoindre , il fallait que toutes les divisions françaises se portassent sur Nordlingen ; il fallait surtout que le corps de Bernadotte , grossi de toute l'armée bavaroise , manœuvrât simultanément dans cette direction ; mais le temps manquait à ce général pour atteindre le rendez-vous indiqué , à moins qu'il ne violât la neutralité de la Prusse , et qu'il ne prit la route droite sur les territoires d'Anspach et de Bareuth qui appartenaient à cette puissance. Un général moins audacieux , un politique plus timide que Bonaparte , eût hésité à commettre cette agression dans un moment si critique.

Mais Bonaparte savait que ce n'étaient pas les motifs de la déclaration de guerre qui manquaient à la Prusse , et que si elle ne tirait point l'épée , c'était par la crainte que la coalition ne pût résister aux armes et à la fortune de la France. Si donc,

en violant le territoire de la Prusse , il pouvait porter un coup soudain et terrible aux alliés , il se persuadait avec raison que la cour de Berlin serait plus étourdie de sa victoire qu'irritée des moyens qu'il aurait employés pour l'obtenir. En conséquence Bernadotte reçut de l'empereur l'ordre de passer sur les territoires d'Anspach et de Bareuth , qui ne furent défendus que par de vaines réclamations du droit des neutres. Cependant la cour de Berlin vit une grave insulte dans cette agression. Un cri de guerre presque général retentit dans le royaume ; la guerre , disait-on , pouvait seule venger l'injure faite à la nation. Bonaparte avait prévu cette irritation des esprits ; mais il remportait en même temps sur les Autrichiens des victoires qui servirent à refroidir la Prusse.

## CHAPITRE V.

### Prise d'Ulm et de Vienne.

Les hostilités étaient à peine commencées , que Mack , naguère si entreprenant , avait déjà oublié son premier élan de courage. Selon l'habitude des généraux autrichiens , il avait donné trop de développement à ses lignes , et embrassé trop de points de défense à la fois , rendant par là ses communications difficiles , et favorisant la tactique ordinaire de Bonaparte , qui consistait à détruire , les uns après les autres , les divers corps de l'armée ennemi. L'échec reçu à Guntzburg détermina enfin Mack à concentrer ses forces dans les environs d'Ulm ; mais alors la Bavière et la Souabe étaient au pouvoir des Français et des Bavares , et le général autrichien Spangenberg , cerné dans Memmigen , venait d'être obligé de mettre bas les armes avec cinq mille hommes. Les Français avaient

franchi le Rhin vers le 26 septembre; on l'était au 13 octobre; la campagne ne faisait donc que de s'ouvrir, et déjà, sur différents points, ils avaient fait vingt mille prisonniers. Cependant Bonaparte attendait, du désespoir de Mack, une résistance qu'aucun autre motif n'avait encore pu décider ce général à lui opposer.

Malgré tout, il n'y eut pas d'action générale, mais seulement des combats sanglants entre les corps particuliers, et qui se terminèrent tous au désavantage des Autrichiens. La division se mit entre leurs généraux. L'archiduc Ferdinand, de Schwartzemberg, destiné par la suite à jouer un grand rôle dans cette histoire si féconde en événements, Kollowrath, et d'autres encore, se voyant comme enfermés dans un réseau chaque jour plus étroit, résolurent de quitter Mack et son armée, et de se frayer un chemin vers la Bohême, à la tête de la cavalerie. L'archiduc exécuta ce mouvement avec beaucoup d'intrépidité; mais aussi avec de grandes pertes; on eût dit véritablement que, par la noble conduite des princes autrichiens dans ces sanglants démêlés, la fortune voulait adoucir les revers de la maison impériale, en faisant éclater les talents et la valeur de cette race antique, et en prouvant qu'au défaut du succès, l'honneur du moins lui était resté fidèle. Après plusieurs engagements, quelquefois vainqueur, quelquefois vaincu, Ferdinand parvint à ramener six mille hommes de cavalerie à Egra, en Bohême.

Mack se trouva bientôt bloqué dans Ulm. Il manifesta, dans un ordre du jour, l'intention d'imiter l'héroïque résistance de Wurmser, défendit à qui que ce fût de parler de se rendre, annonça l'arrivée de deux puissantes armées, l'une de Russes, l'autre d'Autrichiens, qui allaient bientôt faire lever le blocus,

et déclara qu'il se pourrait de viande de cheval plutôt que de capituler. Cette fanfaronnade parut le 16 octobre; le lendemain, Mack souscrivait une capitulation dont il rédigeait probablement les termes au moment même où il faisait de si belles protestations de résistance.

Napoléon marcha sur Vienne, souvent menacée dans les guerres précédentes, mais dont le sort paraissait décidé, après la capitulation d'Ulm. A la vérité, une armée, mi-partie russe et autrichienne, s'était avancée à grands pas pour prévenir ce funeste événement; mais ayant appris la reddition de la place, elle se repliait devant l'armée française. Le nombre de ces troupes n'excédait pas d'ailleurs quarante-cinq mille hommes, et ne pouvait opposer aucune résistance efficace sur l'Inn, la Traun, l'Enns, ni dans aucune position en avant de Vienne. Ce corps d'armée fit souvent volte-face, et livra de vifs engagements partiels, mais il n'en continua pas moins son mouvement de retraite, se dirigeant alors sur la Moravie, où la grande armée russe était déjà rassemblée sous l'empereur Alexandre, qui attendait le général Buxhowden avec de nouveaux renforts.

On prit quelques mesures pour la défense de Vienne, et la levée en masse des habitants fut décrétée à cet effet. Mais les fortifications étaient vieilles, en mauvais état; une tentative de résistance n'eût rien produit que la destruction de la ville. L'empereur François fut donc obligé de pourvoir au salut de sa capitale, par la voie des négociations, et à la sûreté de sa personne, par la fuite. Il partit le 7 novembre pour Brünn, en Moravie.

Napoléon était aux portes de Vienne, mais l'archiduc Maximilien, renfermé dans la ville, voulut la défendre, quoique

l'armée française en occupât déjà les principaux faubourgs. En vain on envoya parlementaire sur parlementaire à l'archiduc, les envoyés français non seulement ne furent pas accueillis, mais ils furent maltraités, et l'un d'eux fut presque égorgé par la populace, alors on bombardait la ville, qui bientôt fut en proie à l'incendie, quand l'empereur, sachant qu'une archiduchesse était restée à Vienne par raison de santé, fit cesser le feu. Bizarrerie de la destinée de Napoléon ! Cette archiduchesse était Marie-Louise ! Vienne enfin ouvrit ses portes à Napoléon, qui depuis quelques jours habitait le palais de Schœnbrunn.

## CHAPITRE VI.

### Bataille d'Austerlitz.

Le comte Giulay se présenta au quartier-général de Napoléon, alors établi à Linz, et proposa un armistice en attendant les négociations de paix. Napoléon refusa de l'écouter, à moins qu'on ne remit en ses mains Venise et le Tyrol. Ces conditions étaient trop dures pour être acceptées. Vienne fut donc abandonnée à son sort, et cette superbe capitale de la superbe maison d'Autriche devint la proie des vainqueurs.

Les Français en prirent possession le 13 novembre. Ils y trouvèrent une immense quantité de bagages, d'armes et d'habillements. Une partie de ce butin fut donnée par Napoléon à son allié, l'électeur de Bavière, qui voyait alors humiliée cette maison impériale, dont la conduite avait été si hautaine envers lui. Le général Clarke fut nommé gouverneur de Vienne ; et, par un changement aussi rapide que ceux qu'on observe au

théâtre, l'empereur français occupait Schoenbrunn, palais splendide des antiques aïeux de l'empereur d'Autriche. De grands succès avaient donc signalé l'ouverture de la campagne ; mais l'objet de la guerre ne pouvait être rempli que par la défaite de cette puissante armée russe, sur le secours de laquelle le monarque allemand comptait encore. Les débris épars des corps autrichiens s'étaient ralliés de différents points à l'armée toujours intacte d'Alexandre ; car ce prince, en se repliant de Braunau sur Olmutz, n'avait pour but que de se réunir à Buxhowden avant de hasarder une bataille générale.

Au premier mouvement que firent les Austro-Russes pour se porter à sa rencontre, il retira ses troupes de la position qu'elles avaient occupée jusqu'alors.

Ce fut le 4<sup>or</sup> décembre, à midi, que les Russes s'ébranlèrent. Dans l'espoir du succès, ils abandonnèrent une position élevée d'où ils auraient pu repousser avantageusement une attaque, descendirent dans la plaine, plus favorable à l'ennemi, et enfin placèrent leur aile gauche trop loin de leur centre. Le général français ne vit pas plus tôt cette manœuvre, qu'il s'écria : « Avant demain soir cette armée est à moi ! » En même temps il fit replier ses grandes gardes, concentra ses forces, et fit croire de plus en plus à une infériorité qui était loin d'exister.

Les deux armées étaient, à très-peu de chose près, de la même force. L'armée française était commandée par Napoléon, et les Russes par Kutusoff, vieux militaire, à la vérité, plein de bravoure et de patriotisme, accoutumé à la guerre contre les Turcs ; mais Kutusoff manquait de connaissances générales, et de ce coup-d'œil nécessaire pour pénétrer et faire échouer les projets de l'ennemi ; de plus, ce qui arrive assez ordinaire-

ment , son obstination répondait à son peu d'intelligence et aux préjugés de son éducation.

Maître du plan de son ennemi , par suite des démonstrations de la veille , Bonaparte passa la nuit à faire ses préparatifs. Il visita les postes en personne , paraissant vouloir garder un incognito qui fut bientôt decouvert. Aussitôt que l'empereur fut reconnu , les soldats se souvinrent que le lendemain , 2 décembre , était l'anniversaire de son couronnement. Des fanaux de paille furent mis en un instant au bout de milliers de perches , et quatre-vingt mille hommes se présentèrent au-devant de l'empereur , en le saluant par des acclamations , et promettant que l'armée lui donnerait le lendemain son bouquet. Un des plus vieux grenadiers s'approcha de lui , et lui dit : « Sire , tu n'auras pas besoin de t'exposer ; je te promets , au nom des grenadiers de l'armée , que tu n'auras à combattre que des yeux , et que nous t'amènerons demain les drapeaux et l'artillerie de l'armée russe pour célébrer l'anniversaire de ton couronnement. »

La bataille d'Austerlitz , livrée à un ennemi brave , sans doute , mais peu expérimenté , n'exigea point de grandes manœuvres : nous avons déjà dit que les Russes , dans l'intention de déborder l'armée française , avaient considérablement étendu leur ligne de bataille. Le maréchal Davoust se rendit en toute hâte au couvent de Raygern. Il devait , avec une de ses divisions , et une division de dragons , y contenir l'aile gauche de l'ennemi , afin qu'au moment donné elle se trouvât toute enveloppée. Le maréchal Soult eut le commandement de la droite , le maréchal Lannes celui de la gauche , qui était appuyée au Santon , position superbe que Bonaparte avait fait fortifier , et où il avait fait placer vingt pièces de canon. Le maréchal Ber-

napodotte gardait le centre. Toute la cavalerie, réunie sur un seul point, obéissait à Murat. Bonaparte se trouvait en réserve avec les dix bataillons de sa garde, et les dix bataillons des grenadiers du général Oudinot. C'était avec cette réserve et quarante pièces de canon, que Napoléon avait le projet de se porter partout où il eût été nécessaire. Tel était le plan de cette bataille décisive, où trois empereurs, chacun à la tête de son armée, allaient se disputer les destinées de l'Europe. Le soleil se leva radieux ; ce soleil d'Austerlitz que Napoléon, par la suite, rappela tant de fois au souvenir de ses soldats (1). Entouré de tous ses maréchaux, il attendait, pour donner ses derniers ordres, que l'horizon fût éclairci ; il les donna enfin, et chaque maréchal rejoignit son corps au galop (2).

La colonne détachée de l'aile gauche des Austro-Russes s'engagea dans une fausse manœuvre qu'elle exécuta mal. Les régiments qui la composaient étaient séparés par des espaces irréguliers, et les communications entre cette colonne et le gros de l'armée ne furent pas suffisamment rassurées. Les Russes croyaient avoir tourné le flanc droit des Français, lorsqu'ils se trouvèrent tout-à-coup aux prises avec la division Davoust, dont ils ignoraient la position derrière le couvent de Raygern. Le maréchal Soult s'ébranlait au même instant ; il se jeta entre le centre des Russes et leur aile gauche, qu'il coupa entièrement du corps de bataille.

L'empereur de Russie vit le danger, et fit avancer sa garde

(1) Au moment de l'attaque, Napoléon dit à ses troupes :

« Soldats, souvenez-vous que cette bataille doit être un combat de géants. Il faut finir cette campagne par un coup de tonnerre qui confonde l'orgueil de nos ennemis, et apprenne enfin au monde que nous n'avons point de rivaux. »

(2) Nous empruntons ce récit à un historien de Napoléon.



pour tâcher de rétablir la communication du centre avec la gauche. L'infanterie française plia sous le coup, et un bataillon fut culbuté ; mais c'était dans ces moments de crise que triomphait le génie de Bonaparte. Le maréchal Bessières eut ordre de se porter au secours de la droite avec la garde impériale, et bientôt les deux gardes furent aux mains : le choc fut terrible. Déjà rompus par leur propre succès, les Russes firent preuve d'une grande valeur avant de céder à la discipline et à l'opiniâtreté des vétérans de Bonaparte. Leur artillerie et leurs étendards furent enlevés ; le prince Constantin lui-même, frère de l'empereur, qui combattit vaillamment à leur tête, ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval.

Au même moment, le centre de l'armée française s'avança ; la cavalerie de Murat chargea plusieurs fois, et avec tant de succès, que le corps de bataille des Russes, aussi-bien que leur gauche, furent mis en déroute complète. Les empereurs de Russie et d'Autriche virent ces désastres des hauteurs d'Austerlitz. Le sort de la droite ne pouvait rester longtemps douteux ; ses malheurs surpassèrent même les conséquences ordinaires d'une défaite : elle avait été vivement pressée pendant le combat par le maréchal Lannes ; mais, après la déroute de la gauche, elle se vit entourée de tous côtés, acculée à un lac dans un bas-fond, et exposée au feu de vingt pièces de canon, sans pouvoir opposer de résistance. Le lac se trouvant gelé en quelques endroits, les soldats y cherchèrent une voie de salut ; mais la glace se rompait sous leur poids ou sous celui des boulets ennemis, et l'on vit, dit la relation de Bonaparte, un spectacle horrible, tel qu'on l'avait vu à Aboukir, vingt mille hommes se jetant dans l'eau et se noyant dans les lacs. Ce fut avec la plus grande difficulté que les deux empe-

reurs parvinrent à rallier autour d'eux les débris épars de leurs armées, et à effectuer leur retraite personnelle. Sans le dévouement des Russes et la loyauté de la cavalerie autrichienne, qui chargea plusieurs fois pour protéger ce mouvement rétrograde, la retraite eût été impossible, l'unique chemin à prendre pour se replier étant une longue chaussée entre deux lacs. Elle s'opéra néanmoins, et les empereurs n'éprouvèrent pas, dans leur fuite, toute la perte qu'ils pouvaient redouter; mais la bataille leur coûta au moins vingt mille hommes tués, blessés ou pris. Quarante drapeaux, une grande partie de l'artillerie ennemie, tels furent les trophées de Napoléon, dont les soldats venaient d'acquitter amplement leur parole. La perte de l'armée française peut être évaluée à cinq mille hommes, quoique le bulletin la réduise à deux mille cinq cents.

L'empereur d'Autriche comprit qu'il ne pouvait plus résister à Bonaparte, et que ce qu'il avait de mieux à faire était de se mettre à la discrétion du vainqueur. Quelques-uns l'accusèrent de faiblesse. On alléguait que les levées du prince Charles, en Hongrie, et celles du prince Ferdinand, en Bohême, s'avançaient à grands pas; que les deux empereurs disposaient encore d'une armée considérable; enfin que la Prusse, déjà disposée à la guerre, n'aurait certainement pas souffert l'anéantissement total de l'Autriche; mais on aurait dû considérer aussi que des recrues, dont la coopération pouvait être utile dans une guerre de partisans n'auraient sans doute point réparé la perte d'une bataille comme celle d'Austerlitz; que ces jeunes soldats étaient surveillés par des troupes françaises, inférieures en nombre, à la vérité, mais infiniment supérieures en discipline, et qu'on ne pouvait raison-

nablement espérer que la Prusse s'armât pour des monarques vaincus , quand elle ne l'avait point fait au moment où sa participation aux hostilités eût été pour eux un gage presque assuré de la victoire.

L'empereur d'Autriche se rendit au camp de Napoléon. Son attitude ressemblait à celle d'un suppliant. On dit que ce prince jeta le blâme de la guerre sur le gouvernement anglais. « Ce sont des marchands , ajouta-t-il , qui mettent en feu le continent pour s'assurer le commerce du monde. » On assure que Napoléon dit à l'empereur d'Allemagne , en le faisant approcher du feu de son bivouac : « Je vous reçois dans le seul palais que j'habite depuis deux mois. » L'empereur d'Allemagne répondit en riant : « Vous tirez si bon parti de cette habitation , qu'elle doit vous plaire. »

Certain d'être admis à traiter à des conditions plus ou moins sévères , l'empereur d'Autriche réclama pour l'empereur Alexandre , ce que ce prince n'avait pas voulu demander : la faculté pour l'armée russe de se retirer sans être inquiétée. Napoléon lui fit observer que l'armée russe était cernée , que pas un homme ne pouvait s'échapper : « Mais , ajouta-t-il , je désire faire une chose agréable à l'empereur Alexandre , Je laisserai passer l'armée russe , j'arrêterai la marche de mes colonnes ; que votre majesté me promette que l'armée russe retournera en Russie , et évacuera l'Allemagne et la Pologne autrichienne et prussienne.

— « C'est l'intention de l'empereur , » répondit François.

Cet accord fut communiqué par Savary à l'empereur Alexandre , qui consentit à reconduire son armée en Russie par journée d'étapes. On n'exigea de lui d'autre garantie que

sa parole. Les éloges qu'on lui témoignait dans les bulletins prouvent le désir qu'avait Napoléon de se maintenir en bonne intelligence avec ce jeune, brave et puissant monarque. De son côté, Napoléon ne manqua pas de publier les compliments suivants qu'Alexandre lui fit faire par Savary : « Dites à votre maître qu'il a fait hier des miracles ; que cette journée a augmenté mon admiration pour lui ; que c'est un prédestiné du ciel ; qu'il faut à mon armée cent ans pour égaler la sienne. » Le général Savary, ajoute-t-on, avait trouvé l'empereur Alexandre tel que doit être un homme de cœur et de sens, quelques revers d'ailleurs qu'il ait éprouvés. Ce monarque lui demanda des détails sur la journée.

« Vous étiez inférieurs en nombre, lui dit-il, et cependant vous étiez supérieurs sur tous les points d'attaque. — Sire, lui répondit le général Savary, c'est l'art de la guerre et le fruit de seize ans de gloire. C'est la quarantième bataille que donne l'empereur.

— « C'est un grand homme de guerre, dit Alexandre ; pour moi, c'est la première fois que je vois le feu. Je n'ai jamais eu la prétention de me mesurer avec lui. Je retourne dans ma capitale : j'étais venu au secours de l'empereur d'Allemagne ; il m'a fait dire qu'il est content ; je le suis aussi. »

Il se mit donc en marche pour la Russie, ainsi qu'il avait été dit.

## CHAPITRE VII.

Traité de Presbourg. — Naples. — Confédération du Rhin.

Les traités de Campo-Formio et de Lunéville, quoique accordés à l'Autriche par Napoléon, après des victoires,

étaient fort avantageux, comparés à celui de Presbourg, signé le 26 décembre 1805 ; c'est-à-dire quinze jours après la bataille d'Austerlitz. Par ce dernier, François céda à la Bavière les plus anciennes possessions de la maison d'Autriche, le comté de Tyrol et le Vorarlberg, peuplés de ses sujets les plus braves et les plus dévoués, et qui, par leur position géographique, permettaient à l'Autriche d'exercer son influence à la fois sur l'Allemagne et sur l'Italie. Venise, acquisition récente de l'Autriche, mais obtenue d'une manière peu honorable, en fut aussi séparée et réunie au royaume d'Italie. François se trouva de nouveau réduit au seul port de Trieste, dans l'Adriatique.

Le même traité stipulait des avantages pour les alliés de Bonaparte en Allemagne. Le Wurtemberg reçut, aussi bien que la Bavière, de grands accroissements aux dépens de l'Autriche et des autres princes de l'empire ; et François consentit à ce que ces deux électeurs prissent le titre de roi, comme récompense de leur coopération avec les Français. Il y eut d'autres conditions également destructives des immunités du corps germanique, pour lequel une ombre de respect fut à peine conservée, si ce n'est une clause illusoire, ou espèce de protestation, par laquelle l'Autriche déclarait qu'elle consentait à toutes ces clauses, sauf les droits de l'empire. On assure que, par le traité de Presbourg, l'Autriche perdit plus d'un million de mille carrés de territoire, deux millions et demi de sujets, et un revenu de dix millions et demi de florins. Cette perte énorme fut le résultat d'une campagne malheureuse, qui n'avait duré que trois mois, et dans laquelle il n'y avait eu qu'une seule action générale.

Une puissante armée française, sous le commandement de

Joseph Bonaparte , mit à exécution l'arrêt de déchéance prononcé contre la famille de Naples. Le roi et la reine s'enfuirent devant l'orage qu'ils avaient appelé sur leurs têtes. Le prince royal , leur fils , en faveur duquel ils avaient résilié leur titre , n'usa du pouvoir temporaire à lui confié que pour rendre au général français , Gaëte, Pescara , et même Naples avec ses châteaux. En Calabre cependant, où le joug de la France était insupportable aux sauvages habitants de ce pays, le comte Roger de Damas et le duc de Calabre tentèrent quelque résistance ; mais ces soldats improvisés , sans discipline , ne tinrent pas longtemps contre les Français , sous le général Reynier ; et tout le royaume napolitain tomba , au moins de nom , au pouvoir de Joseph Bonaparte.

La confédération du Rhin fut encore un des résultats de la bataille d'Austerlitz , et c'était un grand pas vers la dissolution de la ligue germanique qui subsistait depuis l'année (1) où Charlemagne reçut la couronne impériale des mains de Léon III. Napoléon accepta le titre de protecteur de la confédération du Rhin ; et soixante mille hommes durent former le contingent de la confédération.

François renonça à la couronne impériale d'Allemagne.

## CHAPITRE VIII.

### Mort de Pitt.

C'est à cette époque qu'arriva la mort de William Pitt. Voici comment un de ses compatriotes parle de Pitt et de son successeur Fox.

Quelle que fût la profondeur de ses vues politiques et l'ar-

(1) 800.

deur de son patriotisme, ce grand homme d'état, Pitt, se trompait en espérant toujours rétablir l'équilibre des pouvoirs sur le continent par les efforts des anciens gouvernements d'Europe. Mais leur zèle s'affaiblit graduellement aussi-bien que leur courage, lorsqu'ils se trouvèrent en face de Bonaparte. Pitt compta donc trop sur la coalition et les armes étrangères. Il ne réfléchit pas assez peut-être que l'Angleterre pouvait atteindre seule le but proposé en déployant des forces proportionnées à ce grand objet ; mais rien ne put lui faire abandonner ce principe fondamental, qu'il fallait résister obstinément à la France.

William Pitt fut remplacé par l'homme d'état qui n'avait cessé de le combattre dans le parlement. Charles Fox, qui se vit à la tête du gouvernement britannique, avait toujours cru à la possibilité de conclure une paix solide et durable avec la France. Dans la chaleur des discussions, il avait souvent accusé son grand adversaire de n'avoir pas su obtenir cet heureux résultat. Devenu chef de l'administration, il désira naturellement réaliser ses prédictions, pour peu que Napoléon consentit à traiter d'égal à égal. A l'époque de la paix d'Amiens, M. Fox se trouvant à Paris, avait été reçu avec beaucoup de distinction par Napoléon. Leurs relations particulières étaient donc de nature amicale ; elle facilitèrent des ouvertures de paix.

Le moment paraissait d'ailleurs favorable pour la négociation. Quelques avantages que la France eût retirés de ses récentes victoires sur le continent, ils étaient, relativement à la Grande-Bretagne, neutralisés et balancés par la destruction des flottes combinées. Tous ses projets, toutes ses espérances s'étaient engloutis dans le naufrage de Trafalgar.

Lors de la conclusion de la paix d'Amiens, dit M. Bourlègne, une des choses les plus propres à prouver d'avance son peu de durée était la retraite de M. Pitt du ministère ; j'en fis l'observation à Bonaparte, mais je n'insistai pas, car je vis bien vite à la manière brusquée dont il me dit : « Qu'est-ce que vous dites ? » quoiqu'il eût parfaitement entendu, que mon observation avait déçu. Il ne fallait pas cependant être doué d'une perspicacité bien extraordinaire pour voir le vrai motif de la retraite de M. Pitt : cet illustre ministre crut qu'une trêve, à laquelle on donnerait le nom de paix, était indispensable à l'Angleterre ; mais disposé en même temps à recommencer la guerre contre la France avec plus d'acharnement que jamais, il déposa momentanément le pouvoir, laissa à des ministres subalternes le soin de traiter de la paix, afin que son retour au ministère marquât le renouvellement de la haine implacable qu'il avait vouée à la France. Quoi qu'il en soit, j'ai toujours regardé comme une faute du cabinet de Londres la conclusion de la paix, quelle qu'en ait été la nécessité pour l'Angleterre. Seul, le gouvernement anglais n'avait encore reconnu en aucun circonstance aucun des gouvernements qui s'étaient succédés en France depuis la révolution ; et comme rien n'efface le passé, aucune guerre à venir, quelque énergique qu'elle fût, ne pouvait pas ôter au gouvernement de Bonaparte le poids immense qu'un moment de paix lui avait donné. D'ailleurs, par le seul fait de la conclusion d'un traité, l'Angleterre prouvait à l'Europe que le rétablissement des Bourbons n'avait été pour elle qu'un prétexte, et elle déchirait ainsi la page de son histoire où l'on aurait pu lire qu'elle était animée de sentiments plus nobles, plus généreux que ceux de sa seule haine contre la France. Il est bien certain que la condescendance de



l'Angleterre à traiter avec le premier consul avait rallié à celui-ci un grand nombre de partisans des Bourbons qui n'avaient d'espoir que dans la tenacité de la Grande-Bretagne à rester en guerre avec la France: Cela ouvrait les yeux du plus grand nombre; car, ceux qui y voyaient assez clair pour pénétrer le fond des choses, n'ignorèrent jamais que les démonstrations d'intérêt prodiguées aux Bourbons par les cabinets de l'Europe, et notamment le cabinet anglais, ne furent jamais que de vaines simagrées pour cacher, sous l'apparence de motifs honorables, le désir de déchirer la France et de s'opposer aux progrès immenses de sa puissance, depuis que Bonaparte avait saisi les rênes de l'Etat. Lorsque les cartes commencèrent à se brouiller, la France et l'Angleterre avaient des reproches mutuels à se faire; mais, comme je crois l'avoir déjà dit, le bon droit appartenait en apparence à la France; il était évident, positif, que l'Angleterre, en refusant d'évacuer Malte, faisait une infraction palpable au traité d'Amiens, tandis que; si je puis ainsi m'exprimer, l'Angleterre ne pouvait intenter à la France qu'un procès de tendance; mais je dois l'avouer, cette tendance à augmenter son territoire était évidente, car les armées consulaires firent des conquêtes plus promptes que celles que l'on obtint par la voix des armes. La réunion du Piémont à la France avait changé l'état des Alpes.

Cette réunion, il est vrai, était antérieure au traité d'Amiens; mais il n'en fut pas de même des états de Parme et de Plaisance, Bonaparte s'étant, de sa seule autorité, constitué l'héritier du grand-duc qui venait de mourir. On conçoit donc très-bien l'inquiétude que la prospérité envahissante de son chef ambitieux durent causer à l'Angleterre; mais il n'est pas moins vrai que sur le fait de l'évacuation de Malte elle agit

avec une insigne mauvaise foi , et cette mauvaise foi parut dans tout son jour dans la circonstance que voici : il avait été stipulé que l'Angleterre retirerait ses troupes de Malte, trois mois après la signature du traité, et plus d'un an s'était écoulé sans que ces troupes fussent retirées. L'ordre de Malte devait être rétabli et redevenir, comme par le passé, ordre souverain et indépendant sous la protection du Saint-Siège. Les cabinets de Vienne, de Berlin et de Saint-Pétersbourg s'étaient, d'ailleurs, portés garants de l'exécution du traité d'Amiens ; mais l'ambassadeur d'Angleterre, pour appuyer ses continuelles illusions, prétendait que son gouvernement était d'accord avec la Russie sur ces retards à remplir les conditions du traité, quand au moment même où il émettait cette prétention, un courrier du cabinet de Saint-Pétersbourg arriva au ministère des relations extérieures, porteur de dépêches où la Russie s'exprimait d'une manière toute contraire aux assertions de lord Withworth.

## CHAPITRE IX.

Bataille de Trafalgar racontée par un Anglais.

Nelson avait été mis à la tête des forces navales britanniques dans la Méditerranée : elles furent complétées avec une promptitude et un secret qui firent le plus grand honneur à l'amirauté. Il paraît que Villeneuve avait aussi reçu de l'empereur l'ordre exprès de mettre à la mer ; et comme il avait été accusé d'avoir manqué d'énergie dans l'action du cap Finistère avec sir Calder, on s'attendait, brave comme il était d'ailleurs, à le voir tenter quelque entreprise périlleuse pour démontrer l'injustice des reproches de Napoléon. D'un autr

côté, Cadix étant rigoureusement bloqué par les Anglais, les flottes de France et d'Espagne commençaient à manquer du nécessaire ; mais, ce qui déterminait surtout l'amiral français à sortir, ce fut l'ignorance où il était des renforts reçus par son adversaire, renforts qui laissaient pourtant la flotte de Nelson inférieure à celle de Villeneuve, mais qui la rapprochaient assez d'un nombre égal pour que Villeneuve, s'il en avait eu connaissance, n'eût pas dû autant désirer la rencontre. Ce qui l'encourageait encore particulièrement, c'est qu'il ne croyait pas devoir ajouter foi au rapport qu'on lui fit que Nelson commandait la flotte anglaise. Par tous ces motifs, et plein de confiance dans le plan qu'il avait imaginé pour déjouer l'attaque favorite des Anglais, Villeneuve sortit de Cadix le 19 octobre 1805.

Les flottes ennemies ne tardèrent pas à se joindre ; c'étaient les plus belles que l'Océan eût jamais portées. L'avantage du nombre était du côté de Villeneuve. Il avait trente-trois vaisseaux de ligne et sept grandes frégates ; Nelson vingt-sept vaisseaux de ligne seulement, et trois frégates. L'infériorité des Anglais, en hommes et en canons, était encore plus considérable. Les flottes combinées comptaient quatre mille soldats, parmi lesquels se trouvaient d'excellents tireurs placés dans les hunes ; mais tous ces avantages étaient compensés par la supériorité des marins anglais et les talents de Nelson.

Villeneuve se montra prêt à livrer cette bataille terrible. La disposition de sa flotte était à la fois singulière et ingénieuse ; elle formait un double rang, chacun des vaisseaux du premier se trouvant à une encablure environ au vent de l'autre, et de manière à représenter les carrés d'un échiquier. Il semblait donc que les Anglais ne pouvaient plus pratiquer leur manœuvre

vre habituelle ; mais le plan d'attaque de Nelson était aussi neuf que le système de défense de Villeneuve. Il s'avancait sur deux rangs , et devait engager ainsi la bataille : une avant-garde de huit vaisseaux à deux ponts , et des plus fins voiliers , avait ordre de couper les trois ou quatre premiers vaisseaux de la ligne ennemie ; le commandant en second , l'amiral Collingwood , devait attaquer la flotte française à la hauteur du douzième vaisseau de l'arrière ; Nelson lui-même s'était réservé de fondre sur l'arrière. Ces manœuvres déterminaient nécessairement une action générale , et , pour ainsi dire , à l'abordage. Du reste , Nelson savait qu'il pouvait compter sur la résolution de ses officiers et de ses marins. Il leur déclara que son but était de livrer une bataille décisive , et que , s'il arrivait qu'au milieu de la confusion et de la fumée , ils n'aperçussent point les signaux , les capitaines agiraient toujours bien , en plaçant leurs vaisseaux par le travers d'un vaisseau ennemi.

Ces dispositions prises de chaque côté , les deux braves adversaires se joignirent dans la journée mémorable du 21 octobre. L'amiral Collingwood , qui conduisait l'avant-garde , arriva sur l'ennemi toutes voiles dehors , et , dédaignant de les forcer , selon l'usage , il fit couper leurs écouteurs , et les laissa flotter au gré des vents , comme si elles lui fussent devenues inutiles , une fois entré dans la mêlée. Nelson , avec son vaisseau *la Victoire* , s'attacha au vaisseau français *le Redoutable* , que *le Téméraire* , autre vaisseau anglais , attaqua du côté opposé. Un autre vaisseau ennemi attaqua *le Téméraire* , et le combat se soutint vaillamment entre ces quatre bâtiments , aussi près l'un de l'autre que s'ils eussent été amarrés ensemble dans une rade amie. En même temps que *la Victoire*

se battait à tribord contre le *Redoutable*, elle entretenait à bas-bord un feu continu sur le *Bucentaure* et sur le gigantesque la *Sainte-Trinité*, vaisseau à quatre ponts. L'exemple de l'amiral anglais fut imité par tous ses capitaines; ils pénétrèrent de tous côtés dans la ligne ennemie, occupèrent deux ou trois vaisseaux à la fois, et combattirent à bout portant du canon. La supériorité que nous avons réclamée pour nos compatriotes ne tarda pas à se manifester. Dix-neuf vaisseaux de ligne furent pris, parmi lesquels il s'en trouvait deux de premier rang; aucun n'était au-dessous de soixante-quatorze canons: quatre autres vaisseaux de ligne furent encore pris dans une action subséquente, par sir Richard Strachan. Parmi ceux qui parvinrent à rentrer dans Cadix, sept étaient hors de service; en un mot, les flottes combinées furent presque entièrement détruites.

Vingt ans et plus se sont écoulés depuis cette glorieuse journée; mais les sentiments de douleur profonde qui se mêlèrent à nos acclamations, quand nous apprîmes le résultat de la bataille de Trafalgar, pèsent encore douloureusement sur nos âmes, en nous rappelant que Nelson, l'amour de l'Angleterre, paya de sa vie cette dernière et décisive victoire sur les ennemis de son pays. Anglais dans toutes ses paroles et dans toutes ses pensées, il croyait qu'un marin, en embrassant cet état, contractait l'obligation de déployer la plus grande bravoure et d'affronter les plus grands périls. Le mot auquel il attachait une idée si vaste était souvent dans sa bouche; il ne fut jamais, nous en sommes persuadé, absent de son cœur. Son dernier signal informa la flotte que l'Angleterre s'attendait à ce que chacun fît son *devoir*. « Je remercie l'Etre Suprême, dit-il en engageant la bataille, de cette

grande occasion qu'il m'offre de faire mon *devoir*. » Et quand il était près d'expirer, on l'entendit encore distinctement exprimer ce sentiment religieux et patriotique : « Dieu merci , j'ai fait mon *devoir*. » Ce *devoir* fut en effet rempli dans le sens le plus étendu de l'expression. Ce fidèle serviteur ne s'endormit point que sa tâche ne fût terminée : cette victoire , qui lui donna la mort , anéantit d'un seul coup les forces maritimes de l'ennemi , et fit taire pour jamais toute menace d'invasion.

Il est assez remarquable que la reddition de Mack ayant eu lieu le 20 octobre , Napoléon faisait probablement son entrée triomphale dans Ulm le jour de cette bataille. Le malheureux Villeneuve n'osa point compter sur le pardon de son maître. « Il devait vaincre , dit Bonaparte , et il a été vaincu. » En conséquence , et quoique le résultat d'une bataille doive être nécessairement la défaite de l'une des parties , Villeneuve comprit qu'il n'avait point de grâce à espérer , pas même d'excuse à offrir , et ce brave , mais infortuné marin , se donna la mort.

Toute possibilité de cette invasion qui , avant cet échec , occupait exclusivement l'imagination de Napoléon , semblait pour toujours évanouie. Le canon du 24 octobre avait dissipé l'illusion qui lui faisait voir cinquante vaisseaux de ligne traversant le détroit en triomphe , et favorisant la descente d'une armée imposante sur la plage d'Angleterre.

Un individu qui se prétendait partisan des Bourbons , mais qui fut reconnu depuis pour un de ces vils espions que l'empereur entretenait en France et au-dehors , obtint audience de M. Fox. Il voulait , disait-il , proposer au ministère anglais d'assassiner Bonaparte. Précisément , dans un entretien qu'il

avait eu avec ce dernier pendant son séjour à Paris ; M. Fox avait repoussé avec chaleur une accusation de cette espèce portée par Napoléon contre un des membres de notre ministère. « Ne croyez pas à cette absurdité , » répondit M. Fox avec plus de brusquerie anglaise que de politesse française. Peut-être Napoléon voulut-il voir si les effets répondraient aux paroles , et pour y parvenir , il avait détaché cet espion. Fox , comme on peut s'y attendre , non-seulement reçut avec horreur la proposition de l'agent français , mais se hâta de la faire connaître à Napoléon lui-même. Voilà ce qui donna lieu à des communications amicales , et enfin à des négociations pour la paix. Lord Yarmouth , d'abord , et ensuite lord Lauderdale , stipulèrent pour le gouvernement britannique , Champagny et le général Clarke pour l'empereur français. Comme la plupart des étrangers , Napoléon avait une fausse idée de l'intérieur de l'Angleterre : il avait compté sur un parti français au sein même de la Grande-Bretagne ; mais il fut surpris de trouver qu'il n'y avait d'accessibles à l'influence étrangère que le petit nombre de misérables qu'il était parvenu à séduire , et que le parti qui s'était constamment opposé à la guerre avec la France , n'en était pas moins incapable de désirer la paix à des conditions déshonorantes pour le pays.

Les plénipotentiaires français firent plusieurs concessions ; ils déclarèrent même , dans la conversation , qu'ils traiteraient volontiers , d'après le principe *uti possidetis* ; c'est-à-dire que chaque peuple garderait ce qu'il avait acquis pendant la guerre. Mais plus tard , les négociateurs français rejetèrent cette base , et parurent même disposés à nier qu'ils l'eussent jamais adoptée.

Ils abandonnaient cependant un point longtemps contesté ;

ils consentaient à ce que l'île de Malte, le cap de Bonne-Espérance et d'autres possessions dans les deux Indes, demeurassent au pouvoir de la Grande-Bretagne; mais ils exigeaient la cession de la Sicile, proposant d'indemniser Ferdinand IV aux dépens de l'Espagne, et en lui donnant les îles Baléares. Le plénipotentiaire anglais rejeta un ultimatum où l'on faisait de la cession de la Sicile une clause indispensable; en même temps, lord Lauderdale demanda ses passeports, qu'il ne reçut néanmoins qu'au bout de plusieurs jours, comme si l'on eût conservé quelque espérance de renouer la négociation.

L'adresse et la fermeté du plénipotentiaire anglais donnèrent beaucoup d'embarras à Napoléon; et il s'en souvint en 1815, à bord du *Bellerophon*, commandé par un parent du noble comte. Si Fox eût vécu, les négociations auraient pu être reprises: ce ministre, alors à son lit de mort, avait en vue deux grands objets, la paix avec la France et l'abolition du commerce des esclaves. L'estime que Napoléon avait pour Fox aurait pu, sans doute, déterminer l'empereur à céder sur quelques points en litige; le désir que le ministre britannique avait de conclure la paix l'eût engagé probablement lui-même à se relâcher sur quelques prétentions; mais les deux gouvernements devant garder leur puissance et leur positions respectives, tout porte à croire que la profonde jalousie et l'animosité qui eût survécu à la paix l'auraient bornée à une simple suspension d'armes, à une trêve sans consistance comme sans bonne foi, qu'on eût rompue sous le plus léger prétexte. L'Angleterre n'eût jamais vu d'un œil indifférent Napoléon s'avancer chaque jour davantage vers la domination universelle; et Napoléon n'aurait pas longtemps supporté avec pa-



tience le voisinage d'une presse libre et d'institutions libérales; celles-ci eussent rappelé continuellement aux Français leur liberté perdue, et la presse aurait exercé sans relâche sur Napoléon, sur son gouvernement et ses actes, une critique sévère et sans pitié. La guerre où se trouva bientôt après engagé Napoléon, avec la Prusse et la Russie, eût suffi pour renouveler les hostilités entre la France et l'Angleterre, en supposant qu'elles eussent été suspendues par une paix de quelques instants. Napoléon, néanmoins, plaça toujours la mort de Fox au nombre des fatalités qui déconcertèrent ses grands desseins; mais il faut s'étonner alors qu'il n'ait pas renouvelé ses offres à l'administration formée sous les auspices de ce ministre, administration qu'il devait supposer animée des principes de Fox, même après sa mort : de ce qu'il ne le fit pas, nous pouvons raisonnablement conclure qu'il ne voulait la paix qu'autant qu'il en eût dicté les conditions.

## CHAPITRE X.

### La Prusse.

Justici'ici les victoires de Napoléon avaient eu pour conséquences principales l'abaissement de la maison d'Autriche, rivale antique et naturelle de la maison de Brandebourg (1). L'Autriche, refoulée à l'est, avait perdu toute autorité sur le sud-ouest de l'Allemagne. Ce qui effrayait la Prusse; c'était la confédération du Rhin, qui plaçait sous la direction de la France une si grande partie de l'ancien empire germanique : la dissolution de cet empire lui-même causait beaucoup

(1) *Vie de Napoléon.*

d'inquiétude à la Prusse ; en effet, sans parler de la position embarrassante où elle se trouvait par suite de l'anéantissement de cette confédération antique, elle y perdait encore l'espoir, plus lointain, de voir son souverain porter la couronne impériale, comme le membre le plus puissant du corps germanique, après la chute de la maison d'Autriche.

Quelque répugnance que le cabinet de Berlin eut montrée à prendre les armes contre la France, il ne paraît pas que la cour ni la nation aient jamais partagé ce sentiment. La cour était sous l'influence de la jeune reine, dont le courage égalait la beauté, et sous celle du prince Louis, qui voyait impatiemment la décadence d'un royaume élevé à tant de gloire naguère par les victoires du grand Frédéric. Autour de la reine et du prince s'empressaient un grand nombre de jeunes gens, brûlant d'imiter leurs ancêtres, et appelant la guerre à grands cris ; ils ignoraient combien il était difficile, même à cette puissante armée formée à la discipline par Frédéric, mais que son génie ne dirigeait plus, de triompher de soldats égaux en nombre, et guidés par un général qui, depuis si longtemps, semblait avoir enchaîné la victoire à son char. Ces jeunes gens faisaient assez voir de quel esprit ils étaient animés, en allant aiguïser leurs épées à la porte de M. de La Forest, ambassadeur de Napoléon, et surtout en brisant les vitres des ministres réputés favorables à la France. La reine se montrait fréquemment sous l'uniforme du régiment qui portait son nom, et quelquefois galoppait à sa tête pour stimuler l'enthousiasme des soldats. Il fut bientôt excité au plus haut point ; et si l'habileté des généraux eût répondu à l'ardeur des troupes, la campagne aurait pu se terminer bien différemment. Les attaques dirigées contre le roi, la reine et le prince

Louis, dans le *Moniteur*, tendaient encore à envenimer la querelle; car le soin que prenait Napoléon de soumettre à son autorisation ces articles politiques, le rendait nécessairement responsable de tout ce que publiaient les journaux.

Un cri de guerre général était donc poussé en Prusse. Le peuple n'ignorait pas que la conduite versatile du ministère avait exposé la nation aux reproches et même au mépris de l'Europe. Il voyait que Napoléon, sorti vainqueur d'une crise pendant laquelle une décision énergique de la Prusse aurait pu maintenir l'équilibre en Europe, ne gardait plus de mesures avec ceux dont il avait fait ses dupes, et se moquait de remontrances qu'il eût écoutées avec respect, avant les journées d'Ulm et d'Austerlitz.

Une autre circonstance, bien faite pour exaspérer les esprits, eut lieu à cette époque. Un libraire de Nuremberg, nommé Palm, avait mis en vente un pamphlet où Napoléon et sa politique étaient traités avec une grande sévérité. Ce libraire fut arrêté par des gendarmes français, transféré à Braunau, traduit devant une commission militaire, jugé pour la publication d'un libelle contre l'empereur des Français, déclaré coupable, et fusillé. Cet assassinat, car c'en fut un réellement, qu'il ait été le résultat d'un ordre émané de Napoléon lui-même, ou l'effet d'un zèle outré de la part de ses agents, excita une indignation profonde, universelle.

Mille publications parurent en Allemagne à l'occasion de la mort de Palm. Six ou sept ans après, ce fut encore une des principales causes qui soulevèrent l'opinion publique contre Napoléon. On peut croire qu'il ne produisit pas moins d'effet au moment où le crime fut commis. Tous les regards de l'Allemagne se tournèrent vers la Prusse, comme le seul membre

du saint empire qui pût arrêter l'ennemi public de la liberté européenne. Pendant cette fermentation générale, l'empereur Alexandre parut une seconde fois à Berlin. Plus heureux alors, il décida enfin le roi de Prusse à tirer l'épée : il promit le secours de ses puissantes armées. Déçu, à la funeste journée d'Austerlitz, dans ses efforts pour préserver le sud-est de l'Allemagne de l'influence française, il se présentait maintenant comme le champion du nord en faveur de la Prusse. D'Oubril, envoyé russe à Paris, avait bien cherché à traiter d'une paix continentale, concurremment avec celle dont lord Lauderdale stipulait les conditions pour la Grande-Bretagne; mais les négociations manquèrent entièrement leur objet.

La Prusse s'étant mise en hostilité avec la France, il était naturel que l'Angleterre lui rendit son amitié. En effet, cette dernière puissance révoqua aussitôt les ordres qui déclaraient en état de blocus les ports de la Prusse et ruinaient son commerce.

Ce fut vers le milieu d'août que la Prusse commença ses dispositions. On trouverait difficilement un second exemple de guerre déclarée avec un consentement plus unanime de la part d'une grande et belliqueuse nation, mais terminée d'une manière si prompte et si funeste.

Le roi de Prusse plaça encore à la tête de ses troupes le duc de Brunawick : ce général, dans sa jeunesse, s'était distingué sous son oncle, le prince Ferdinand; mais il avait perdu sa réputation dans la retraite de Champagne, en 1792, où il s'était laissé battre par Dumouriez et son armée de conscrits. Il était âgé de soixante-douze ans, réunissant, disait-on, l'entêtement de la vieillesse aux autres infirmités qui l'accompagnent ordinairement; il ne communiquait avec aucun de ses géné-

raux, excepté Mellendorff; il en résulta la désunion dans le conseil de guerre et la haine de l'armée pour celui qui la commandait.

L'armée prussienne, avec tous ses auxiliaires, s'élevait à cent cinquante mille hommes, pleins de confiance dans leur courage, fiers de leur discipline et des souvenirs de gloire légués à la nation par le grand Frédéric: l'armée comptait plusieurs généraux et beaucoup de soldats qui avaient combattu sous lui; mais, parmi tous les vétérans de cette école, Blücher seul était destiné à faire honneur au nom du maître.

Pendant que Napoléon rassemblait en Franconie une armée de beaucoup supérieure en nombre à celle des Prussiens, ceux-ci occupaient le pays voisin de la Saale, et paraissaient ainsi renoncer à l'avantage d'attaquer l'ennemi avant qu'il eût réuni toutes ses forces. Cette attaque était néanmoins, et devait être le principal motif de leur empressement à entrer en campagne, surtout lorsqu'ils eurent atteint leur premier but, la coopération de la Saxe: à la vérité, le duc de Brunswick avait pris une position très-forte comme position défensive; mais il était difficile de faire subsister une armée si nombreuse dans les stériles contrées des environs de Weimar, et ses magasins de toute espèce avaient été imprudemment placés, non pas immédiatement sur les derrières, mais à l'extrême gauche, où ils se trouvaient exposés à être coupés par l'ennemi. C'est peut-être à la difficulté de se procurer des fourrages et des vivres qu'il faut attribuer le parti adopté par les Prussiens d'étendre l'armée sur une ligne si prolongée; mais les différents corps se trouvaient ainsi dans l'impossibilité de se prêter un mutuel secours: on pourrait dire qu'ils avaient pris des cantonnements plutôt qu'une position mili-

taire; et comme ils se tinrent strictement sur la défensive, ils offrirent gratuitement à Napoléon l'occasion de les attaquer en détail, ce qu'il ne manqua pas de faire avec son talent accoutumé. Le quartier-général des Prussiens, où se trouvaient le roi et le duc de Brunswick, était à Weimar; la gauche, commandée par le prince de Hohenlohe, occupait Schleitz; leur droite s'étendait jusqu'à Mulhausen : les deux extrémités de l'armée étaient donc séparées par un espace de quatre-vingt-dix milles.

De son côté, Napoléon commença ses opérations, selon son usage, par une suite de combats partiels livrés sur différents points, et dans lesquels ses combinaisons habituelles lui firent obtenir les mêmes avantages. Toutes ses manœuvres tendaient à forcer les Prussiens dans leur position, à couper leurs communications, à les séparer de leurs magasins, à les contraindre, malgré eux, à une bataille décisive, où des troupes découragées, commandées par des généraux inhabiles, allaient rencontrer des soldats déjà victorieux, conduits par des capitaines renommés, et combattant sous les inspirations du plus grand génie militaire de l'époque.

L'armée française marcha par trois débouchés sur les positions isolées, et par conséquent mal choisies de l'ennemi. La première faute du duc de Brunswick, faute irréparable, c'était d'avoir établi ses magasins, le dépôt de son artillerie et de ses munitions, à Naumbourg, au lieu de les placer derrière son armée, sous la protection de son corps principal. Cette imprudente disposition permettait aux Français de se porter entre les Prussiens et leurs ressources, s'ils parvenaient à balayer les rives de la Saale (1).

(1) *Vie de Napoléon.*

Dans cette vue , l'aile droite française , aux ordres de Soult et de Ney , se dirigea sur Hoff ; le centre , composé de la réserve du grand duc de Berg , du corps du maréchal prince de Ponte-Corvo et du maréchal Davoust et de la garde impériale , se portait sur Saalbourg et Schleitz. Le but de ce grand mouvement était d'écraser l'aile droite des Prussiens , qui se prolongeait sur une ligne beaucoup trop étendue , puis de tourner la position et de s'emparer des magasins. Après quelques escarmouches , un engagement sérieux eut lieu à Saalfeld , où le prince Louis de Prusse commandait l'avant-garde de l'aile gauche des Prussiens.

Jeune , ardent et inexpérimenté , le prince Louis , au lieu de défendre le pont de la Saale , quitta cette position avantageuse pour se porter à la rencontre de Lannes , qui s'avancait de Graffenthal contre lui. Si la valeur avait pu suppléer à la prudence , le combat de Saalfeld n'eût pas été perdu. Le prince Louis déploya le plus grand courage , soit en chargeant à la tête de ses troupes , soit en les ralliant quand elles pliaient : il combattit corps à corps avec un maréchal-des-logis , qui lui dit : « Rendez-vous , colonel , ou vous êtes mort. » Le prince lui répondit par un coup de sabre ; le maréchal-des-logis lui plongea son sabre dans le corps , et le prince tomba sans vie : deux de ses aides-de-camp furent tués à ses côtés.

La victoire de Saalfeld rendit Napoléon maître du cours de la Saale ; il marcha incontinent sur Naumbourg. Napoléon était à une demi-journée de cette ville , c'est-à-dire à Géra , quand il écrivit au roi de Prusse.

Napoléon ne reçut aucune réponse. Naumbourg et ses magasins furent livrés aux flammes : ce fut le premier événement qui apprit aux Prussiens que l'armée française les avait

tournée complètement ; qu'elle se trouvait entr'eux et la Saxe, et qu'ils n'avaient plus d'autre alternative qu'une bataille générale.

Voulant enfin, mais trop tard, rétablir leurs communications sur les derrières de l'armée, le prince de Brunswick et le roi de Prusse en personne marchèrent avec la plus grande partie de leurs troupes pour reprendre Naumbourg, dont Davoust s'était emparé. Ce général s'y trouvait avec un corps de trente-six mille hommes, c'est-à-dire la moitié des forces qu'il avait à combattre. La marche du duc de Brunswick fut si lente qu'il perdit l'avantage de sa supériorité numérique : il fit halte le soir du 12 octobre, sur les hauteurs d'Auers-taedt, et laissa ainsi à Davoust le temps de renforcer les troupes qui gardaient les défilés de Koesen : le lendemain, Davoust, toujours inférieur sous le rapport du nombre, s'avança sur l'ennemi, dont les colonnes commençaient à s'ébranler ; telle était l'épaisseur du brouillard, que les deux avant-gardes se touchaient, pour ainsi dire, sans savoir qu'elles fussent si voisines l'une de l'autre.

Le village de Hassen-Hausen, près duquel les deux armées se rencontrèrent, devint aussitôt le théâtre d'un vif engagement ; il fut pris et repris plusieurs fois. Plus nombreuse, depuis longtemps renommée pour sa discipline et sa tenue, la cavalerie prussienne chargea souvent, mais en échouant toujours, contre les carrés d'infanterie française, qu'elle ne put jamais entamer. Les Français attaquèrent un bois, qu'ils enlevèrent à la baïonnette, aussi bien que le village de Spilberg, et restèrent en possession de celui de Hassen-Hausen. La bataille devint alors générale ; les Prussiens se maintinrent depuis huit heures du matin jusqu'à onze, mais en souffrant



beaucoup. Le général en chef duc de Brunswick fut blessé à la figure d'un coup de mitraille, et emporté hors du lieu de l'action ; il en fut de même du général Schmettau et de plusieurs officiers de distinction. L'absence d'un chef expérimenté commençait à se faire sentir, lorsque, pour comble de malheur, le roi de Prusse apprit que le général Mollendorf, qui commandait l'aile droite à Iéna, était sur le point d'être mis en déroute par Napoléon en personne. Le roi prit alors la résolution généreuse, mais hasardée peut-être, de chercher à ressaisir l'avantage et à rompre la division française qu'il avait en face : il ordonna une charge simultanée sur tous les points à la fois, et son commandement fut exécuté avec assez de bravoure pour sauver l'honneur du soldat, mais non pour déterminer le succès. Les Prussiens furent repoussés ; les Français prirent à leur tour l'offensive.

Frédéric, qui ne cherchait plus de conseil qu'en lui-même, s'efforça de suppléer à l'inexpérience par le courage ; il fit avancer sa réserve, et voulut que ses troupes, déjà rompues, fissent un dernier effort pour la victoire ; ce fut en vain. Attaqués sur toute l'étendue de leur front, les Prussiens furent enfoncés sur tous les points à la baïonnette ; le centre et les ailes se débandèrent. Après tant d'efforts inutiles, où pas une division n'était restée inactive, la retraite ne pouvait s'effectuer que fort irrégulièrement ; mais le désordre devint dix fois plus grand lorsque les troupes vaincues, arrivant à Weimar, rencontrèrent leur aile droite fuyant comme elles et dans la même direction. De ce choc des deux armées en déroute résulta une confusion effroyable. Les chemins étaient encombrés d'artillerie, de fourgons, de bagages : la retraite devint une fuite précipitée ; le roi lui-même, qui avait fait

preuve de la plus grande valeur à la bataille d'Auerstaedt , se vit enfin obligé de quitter la grande route , et de s'échapper à travers les champs , suivi d'un faible détachement de cavalerie.

Pendant que la gauche de l'armée prussienne combattait Davoust à Auerstaedt , la droite , ainsi que nous l'avons déjà dit , n'était pas plus heureuse à Iéna : la moins importante des deux , cette seconde action n'en a pas moins donné le nom à la bataille , parce que Napoléon s'y trouvait en personne (1).

## CHAPITRE XI.

### Bataille d'Iéna.

Iéna est situé sur la Saale. L'empereur Napoléon y était arrivé le 13 octobre , et avait sur-le-champ transmis à ses maréchaux les ordres qui donnèrent lieu aux démonstrations de Davoust et à la victoire d'Auerstaedt : il ne négligea pas non plus la position qu'il occupait lui-même , et dans laquelle il espérait livrer bataille le lendemain à l'aile droite des Prussiens , commandée par Mollendorff. Toujours actif , il employa la nuit à pratiquer ou à élargir les chemins pour le passage de son artillerie , et à faire tailler dans le roc un sentier qui lui permit d'établir des batteries sur le plateau en face d'Iéna , où était son centre. L'armée prussienne s'étendait , devant lui , sur une ligne de six lieues , tandis que celle de Napoléon , extrêmement concentrée , ne présentait qu'un front assez étroit , mais était fortement appuyée sur ses flancs et sur ses

(1) *Vie de Napoléon.*

derrières. Napoléon, selon sa coutume, passa la nuit au bivouac, entouré de ses soldats; le lendemain matin, il harangua ses troupes, et leur recommanda de se tenir en garde contre cette cavalerie prussienne qu'on peignait comme si redoutable : de même que devant Ulm il avait promis à ses soldats une seconde journée de Marengo, il leur annonçait alors que les Prussiens, séparés de leurs magasins et coupés de leur pays, se trouvaient dans la situation des Autrichiens à Ulm. A ce discours animé les soldats répondirent par des cris, et en demandant d'être conduits sans retard au combat. Napoléon ordonna aux colonnes d'attaque de déboucher dans la plaine; la garde impériale, avec deux divisions de Lannes, était au centre; Augereau commandait la droite, qui s'appuyait sur un village et des bois; la division de Soult formait la gauche avec une partie de celle de Ney.

De son côté, le général Mollendorff se posta en avant : comme à Auerstaedt, le brouillard couvrait les deux armées; le soleil parut enfin, et elles s'aperçurent à une demi-portée de canon. La bataille s'engagea sans délai par l'aile droite des Français, que les Prussiens attaquèrent dans le dessein de déposter Augereau du village qu'il occupait. Lannes reçut ordre d'aller soutenir ce village, et la position fut conservée. L'action devint bientôt générale; les Prussiens firent preuve d'une grande habileté dans leurs manœuvres, et il fut longtemps impossible d'obtenir des résultats sur des hommes qui avançaient et reculaient tour-à-tour sur chaque flanc avec une régularité de machines; enfin, et après des efforts désespérés, Soult réussit à s'emparer du bois d'où les Prussiens avaient inquiété la gauche des Français; en même temps la division de Ney et la cavalerie de réserve parurent sur le

champ de bataille : avec ces renforts , Napoléon fit avancer le centre , qui se composait en grande partie de la garde impériale , troupe fraîche et pleine d'ardeur , qui contraignit les Prussiens à la retraite : ils la firent d'abord en bon ordre ; mais c'était la tactique de Napoléon de diriger des attaques successives contre un ennemi commençant à plier , comme les flots d'une mer agitée qui se succèdent sans interruption jusqu'à ce que le dernier ait dispersé les débris de la digue ébranlée par les autres. Murat chargea à la tête des dragons et des cuirassiers comme un homme qui voulait mériter , autant que le peut le courage , les destinées brillantes qui paraissaient s'offrir à lui : l'infanterie prussienne ne put soutenir le choc ; et il fut impossible à la cavalerie de la protéger. La déroute devint générale ; une grande partie de l'artillerie fut prise ; les troupes rompues s'enfuirent dans la direction de Weimar , où la confusion , comme nous l'avons dit , devint épouvantable , par la rencontre de l'aile gauche qui fuyait aussi sur ce point : il n'y avait plus , pour ainsi dire ni commandement ni obéissance dans cette armée , qui tout à l'heure encore était si fière de sa force et de sa discipline ; à peine restait-il un général pour donner des ordres et un soldat qui fût disposé à les écouter. Ce fut en quelque sorte par une espèce d'instinct plutôt que par un effet de leur volonté , que quelques régiments furent dirigés , ou se dirigèrent eux-mêmes sur Magdebourg , où le prince de Hohenlohe essaya de les rallier ;

Les suites de la défaite surpassèrent en désastres tout ce qu'on aurait pu imaginer ; car le mode de retraite n'ayant point été fixé , et aucun rendez-vous n'étant indiqué , l'armée , débandée , fut exposée à tous les coups de l'armée française.

Le lendemain de la bataille , une division prussienne , qui s'était retirée sur Erfurt avec le général Mollendorff , fut obligée de se rendre aux vainqueurs. Le maréchal et le prince d'Orange Fulda restèrent prisonniers de guerre ; d'autres débris de l'armée prussienne éprouvèrent le même sort : le général Kalkreuth fut surpris et mis en déroute au moment où il cherchait à franchir les montagnes du Hartz , à la tête d'un corps considérable. Le prince Eugène de Wurtemberg était demeuré à Memmingen avec seize mille hommes ; le général en chef prussien n'avait pas même songé à employer ce corps le jour de la bataille ; au lieu de se retirer, en apprenant la déroute des siens , le prince eut la témérité de faire un mouvement en avant sur Halle , comme pour livrer à des forces supérieures et victorieuses le seul corps prussien qui fût demeuré intact. Bernadotte l'attaqua et le défit.

Le plus grand nombre des fuyards se dirigea sur Magdebourg , ville forte , sous laquelle le prince de Hohenlohe parvint à rallier cinquante mille hommes , mais manquant de tout , et dans la dernière confusion : il ne pouvait donc pas s'y maintenir. A la suite de plusieurs engagements partiels dans lesquels il perdait toujours des hommes , il se trouva , avec l'avant-garde et le centre de son armée , sur les hauteurs de Prentzlow , sans provisions , sans fourrages , sans munitions d'aucune espèce ; il fallut bien se rendre. A Prentzlow et à Passewalck près de vingt mille hommes mirent bas les armes.

Blücher se jeta avec ses troupes affaiblies et découragées , dans Lubeck. Les Français l'y attaquèrent. On se battit avec fureur dans les rues de la ville. Accablés par le nombre , les Prussiens perdirent beaucoup d'hommes tués et quatre mille prisonniers. Blücher parvint à s'échapper et à gagner Schwer-

ta. Mais alors il se trouvait sur les limites du territoire prussien ; et, en violant la neutralité du Danemark, il n'eût fait que susciter un ennemi de plus à son malheureux maître.

En conséquence, le 7 novembre, il déposa son épée, et se rendit, avec quelques milliers d'hommes qui restaient sous son commandement.

L'anéantissement total de l'armée prussienne, car on peut sans doute l'appeler ainsi, fut peut-être moins étonnant encore que la facilité avec laquelle les places fortes du pays, dont quelques-unes étaient au premier rang parmi celles de l'Europe, furent rendues.

La chute de la Prusse fut si rapide et si complète, qu'elle excita l'étonnement général de l'Europe (4).

## CHAPITRE XII.

### La Pologne.

Le partage arbitraire de la Pologne entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, dit l'historien étranger auquel nous avons emprunté plusieurs pages, fut la première violation ouverte du droit des nations, qui déshonora les annales de l'Europe civilisée. Trois états redoutables se réunirent à cet effet contre un autre, trop malheureux par la nature même de sa constitution, et trop divisé par les factions pour opposer une résistance efficace. La Pologne en appela vainement au code des nations contre un outrage qu'elle fut néanmoins obligée de subir, après une défense nécessairement mal combinée, et par conséquent inutile. Frustrés dans leurs efforts pour recouvrer

(4) *Vie de Napoléon.*

l'indépendance, en 1791, les Polonais gardaient un souvenir amer de la violence exercée à leur égard par les armées de la Russie. Ils attendaient avec impatience l'arrivée des Français.

Ce sentiment était général parmi la moyenne classe de l'aristocratie polonaise. Elle se rappelait avec tristesse la réduction de ses privilèges, l'abolition de ses diètes, et l'anéantissement du *liberum veto*, au moyen duquel un seul noble rendait nulle la décision d'une assemblée entière, à moins qu'elle ne regagnât l'unanimité, en frappant sur-le-champ de mort le membre dissident (1).

(1) La plupart des lecteurs connaissent assez les formes des anciennes diètes polonaises pour savoir que leurs résolutions étaient invalidées par une seule voix contraire, et qu'en beaucoup de circonstances les plus violents moyens furent employés pour obtenir l'unanimité. Une diète provinciale avait été convoquée, dans le but de prendre une résolution qui paraissait devoir être généralement adoptée, mais pour laquelle cependant on craignait le *veto* d'un noble du pays. Pour éviter cet obstacle, on convint de se réunir, et l'on se réunit en effet, à l'heure précise de la convocation. Les portes de la chambre furent aussitôt fermées aux verroux. Quelques moments après, arrive le dissident; on lui refuse l'entrée, attendu que la diète est définitivement constituée. C'était en été, il monte sur le toit et redescend par le tuyau du poêle qui servait à chauffer la salle en hiver; il y demeura tapi jusqu'au moment d'aller aux voix. Tout-à-coup, et quand l'adoption de la mesure allait être proclamée unanime, le voilà qui passe sa tête hors du poêle comme le ferait une tortue hors de son écaille, et qui prononce le fatal *veto*. Malheureusement pour lui, au lieu de retirer soudainement sa tête, il promena un instant ses regards triomphants sur l'assemblée, pour jouir de l'étonnement que son apparition subite venait d'y causer. Un des nobles qui se trouvaient près de là tira son sabre et coupa d'un seul coup la tête du dissident. L'illustre personnage dont nous tenons cette histoire, exprimant quelque doute sur sa réalité, fut renvoyé, pour plus de certitude, au prince Sobieski, depuis roi de Pologne. Non-seulement le prince affirma l'authenticité de ce fait étrange comme en ayant été le témoin, mais ajouta que la tête du dissident avait roulé à ses pieds presque aussitôt après que le mot de *veto* eut été proféré. Une constitution de cette nature demandait des modifications, sans doute; mais les états voisins n'avaient pas pour cela le droit de démembrer et de se partager un royaume indépendant. Les défauts ou les avantages de la constitution polonaise leur étaient absolument étrangers, et rien n'autorisait leur intervention.

Pendant que la Russie pressait la marche de ses armées, pour soutenir ou plutôt relever son malheureux allié le roi de Prusse, et pour prévenir aussi toute effervescence populaire en Pologne, Napoléon recevait de ce pays des adresses où les habitants le suppliaient de les aider à ressaisir leur indépendance. Leur demande était de nature à l'embarrasser singulièrement. Napoléon craignait de provoquer l'Autriche à des actes d'hostilité au moment où il se trouvait, avec une grande partie de ses forces, engagé dans le nord de l'Europe. Cette détermination eût d'ailleurs donné un caractère tout autre à la guerre où la Russie ne figurait alors que comme auxiliaire de la Prusse. L'intégrité des provinces russes, au midi du Volga, dépend presque entièrement de la conservation des territoires qu'elle a obtenus en Pologne. Si l'empereur Alexandre fût devenu partie principale dans la guerre, Napoléon n'était plus en mesure de lutter avec ce formidable antagoniste, qui aurait combattu sur sa frontière, et aussi près de ses ressources que Napoléon était éloigné des siennes. D'un autre côté, Napoléon eût difficilement trouvé de bonnes raisons pour condamner le partage de la Pologne, lui qui avait tracé tant de nouveaux Etats, en Europe, avec la pointe de son épée. Par ces motifs, le *faiseur* et le *défaiseur* de rois s'abstint, dit un historien étranger, de rétablir la seule monarchie européenne qu'il aurait pu réorganiser à sa volonté, non comme conquérant, mais comme libérateur.

Mais, en évitant une réponse catégorique, en se refusant à une stipulation précise qui l'eût engagé avec les députés polonais, Napoléon leur parla de manière à entretenir leur zèle et à stimuler leurs efforts. Dombrowski, exilé polonais au service de France, fut chargé de lever des soldats



pour l'armée de Napoléon. L'enthousiasme des recrues et des Polonais en général était excité par certaines phrases obscures à la manière des augures, telles que celles-ci, qui parurent dans le trente-sixième bulletin. « Le trône de Pologne se rétablira-t-il ? Cette grande nation reprendra-t-elle son existence et son indépendance ? Du fond du tombeau renaitra-t-elle à la vie ? Dieu seul, qui tient dans ses mains les combinaisons de tous les événements, est l'arbitre de ce grand problème politique ! »

La continuation des hostilités fut résolue. Murat entra, le 28 novembre, à la tête de l'avant-garde française, dans la capitale de la Pologne, évacuée par Bennigsen.

Napoléon partit de Berlin vers le 25 novembre, et alla s'établir à Posen. Déjà la Pologne manifestait une grande agitation. Les Polonais reprirent, en beaucoup d'endroits, le costume national et leurs anciennes habitudes : ils envoyèrent des députés à Napoléon, pour le presser de se décider en leur faveur. Leur langage, en cette occasion, rappela celui de l'idolâtrie orientale. « Le peuple polonais, dit le comte de Radyminski, palatin de Gnesna, encore gémissant sous le joug des nations germaniques, se présente devant Votre Majesté. C'est avec le sentiment de la joie la plus pure qu'il salue en vous le régénérateur de sa chère patrie, le législateur de l'univers. Plein de soumission à vos volontés, il vous adore, et vous confie toutes ses espérances, comme à celui qui peut créer des Etats, les détruire, et humilier les orgueilleux. » Le président du conseil d'Etat de la régence ne fut pas moins énergique : « Déjà, dit-il, nous voyons notre cher pays sauvé, car nous admirons en vous le plus juste, le plus sage des Solons. Nous remettons en vos mains notre sort et nos espérances, nous

implorons la puissante protection du plus auguste des Césars. » A ces hyperboles orientales, Napoléon ne répondit encore que par des phrases obscures, comme celles que nous avons déjà rapportées.

Varsovie fut mise en état de défense; les troupes auxiliaires saxonnes et celles des nouveaux confédérés du Rhin approchaient rapidement, et la France envoyait des renforts considérables pour réparer les pertes éprouvées au commencement de la campagne.

Enfin, l'armée française s'avança en masse, et franchit successivement la Vistule et le Bug, forçant le passage partout où il lui était disputé. Mais le but de Bennigsen n'était pas de livrer bataille à un ennemi supérieur. Il se retira, en conséquence, derrière l'Wkra, où le rejoignirent les grands corps d'armée des généraux Buxhowden et Kaminskoy. Ce dernier prit le commandement en chef. Il était contemporain de Suwarow, et réputé excellent officier, mais en théorie plutôt qu'en pratique. « Kaminskoy connaît la guerre, disait Suwarow; mais la guerre ne le connaît pas. Pour moi, je ne connais pas la guerre, mais la guerre me connaît. » Il paraît aussi que Kaminskoy, pendant cette campagne, donna des signes d'aliénation mentale.

Le 23 décembre, Napoléon était de sa personne sur l'Wkra, et faisait avancer son armée sur trois colonnes. Voyant le passage de cette rivière forcé, Kaminskoy prit le parti de se retirer derrière le Niémen, et donna des ordres en conséquence.

Après les combats de Pultusk et de Golymin, Napoléon ramena sa garde jusqu'à Varsovie. Les autres divisions furent cantonnées dans les villes plus à l'est, mais sans rien entre-

prendre pour réaliser les prophéties des bulletins concernant la destruction prochaine de l'armée russe. Ce fut alors que Kaminskoy commença évidemment à donner des signes d'aliénation mentale. Le commandement suprême lui fut retiré, et conféré, à la satisfaction de l'armée entière, à Bennigsen. Ce général, se voyant appelé au commandement en chef de quatre-vingt-dix mille hommes, résolut, non pas d'attendre une attaque de Napoléon, mais de prévenir ses mouvements. Il pensait que le désir de suspendre les opérations actives manifesté par Napoléon, en distribuant ses troupes dans leurs quartiers d'hiver, devait être pour les Russes le signal de rentrer en campagne.

Napoléon fut forcé d'entreprendre une campagne d'hiver. Il ordonna un mouvement général en avant, dans le dessein de réunir ses forces à Willenberg, sur les derrières de l'armée russe (alors à Mohringen), c'est-à-dire entre les Russes et leur pays. Il se proposait de déborder l'ennemi à l'est, vers la Vistule; de même qu'à Iéna il avait obligé les Prussiens de combattre le dos tourné au Rhin. Bernadotte eut ordre d'attirer l'attention de Bennigsen sur la droite pour le retenir dans sa position actuelle, ou plutôt, s'il était possible, de l'attirer à l'est, vers Thorn, pour mieux assurer le succès du mouvement projeté.

Le général russe connut l'intention de Napoléon par une dépêche interceptée, et renonça dès-lors à marcher sur Ney et Bernadotte. Des marches et contre-marches eurent lieu à travers une contrée de tout temps difficile et alors couverte de neige.

L'intérêt de la Russie aurait voulu que la campagne se continuât sur ce point, et Bennigsen ne l'ignorait pas. Il était près

de ses renforts ; Napoléon était loin des siens. Un échec était proportionnellement plus sensible à celui-ci qu'à celui-là. D'un autre côté , l'armée russe supportait avec impatience la prolongation des hostilités , et demandait la bataille à grands cris. Sa position était en effet si pénible , qu'elle désirait , à tout prix , amener la guerre à sa crise. Dans ces latitudes septentrionales , et au mois de février , les soldats ne pouvaient subsister qu'au moyen de la maraude et du pillage. Cette occupation , jointe à leurs devoirs militaires de chaque jour , leur laissait à peine quelques instants de repos ; et alors même ils n'avaient de lit que la neige , d'abri qu'un ciel de glace , de couverture que des habits en lambeaux. Telle était donc la détresse de l'armée , que Bennigsen se détermina , contre sa propre volonté , à livrer une bataille générale. Dans ce but , il concentra ses forces à Preuss-Eylau , où il était résolu d'attendre Napoléon.

### CHAPITRE XIII.

Eylau. — Attitude de l'Autriche. — Prise de Dantziak.

En traversant Landsberg pour arriver au lieu désigné , l'arrière-garde russe , attaquée vivement par les Français , perdit trois mille hommes en cette occasion. Le 7 février , le prince Bagration remporta avec l'arrière-garde russe , sur l'avant-garde française , des avantages qui donnèrent à l'armée tout entière le temps de traverser la ville de Preuss-Eylau et de prendre position derrière cette ville. Que faisait l'Autriche ?

« L'Autriche joua , dit Bourienne , lors de la campagne de Prusse , précisément le rôle que la Prusse avait joué pendant la campagne d'Autriche. Indécision d'une part , indécision de

l'autre. Comme la Prusse avait attendu le succès ou la défaite des armées françaises, avant Austerlitz, pour rester neutre ou pour se déclarer contre la France, l'Autriche, supposant sans doute que la Russie serait plus heureuse alliée à la Prusse que quand elle était sa propre alliée, rassembla, en Bohême, un corps de quarante mille hommes. Ce corps fut appelé du nom d'armée d'observation; mais on sait à quoi s'en tenir sur ces sortes d'observations; elles sont dans les catégories des neutralités armées et dans celles de l'ingénieuse invention des cordons sanitaires. Le fait est que les quarante mille Autrichiens réunis en Bohême étaient destinés, en cas de succès des Russes, à leur prêter aide et assistance; et quel est l'homme raisonnable qui oserait blâmer le gouvernement autrichien d'avoir espéré une vengeance légitime qui l'aurait lavé de la honte du traité de Presbourg?

« Dans cet état de choses, avec cette complication de sentiments hostiles qui n'étaient pas douteux, quoique les gouvernements qui y étaient intéressés tâchassent de les faire paraître tels, il n'y avait donc pas un seul moment à perdre pour Napoléon; et ce n'était pas à l'impatience de son génie qu'il fallait donner des conseils d'activité. Comme il avait hâté le succès d'Austerlitz pour prévenir la Prusse, il dut prévenir la Russie pour maintenir l'Autriche dans son indécision.

« L'empereur partit donc de Varsovie vers la fin de janvier, et alla aussitôt donner des ordres pour que l'on pût joindre l'armée russe dans les premiers jours de février. Mais, malgré son désir d'attaquer, l'empereur fut prévenu. L'armée russe l'attaqua le 8 février, à sept heures du matin, par un temps affreux. Malgré l'abondance de la neige qui tombait à gros flocons, les Russes avançaient toujours. Ils approchaient de

Prussich-Eylau, où était l'empereur. Ce fut la garde impériale qui arrêta la colonne russe. Presque toute l'armée française fut engagée dans cette bataille, l'une des plus meurtrières qui, jusque-là, avaient été livrées en Europe. Le corps commandé par Bernadotte ne donna pas, parce qu'il avait été placé sur la gauche, d'où il menaçait Dantzick. L'issue de la bataille eût été bien différent, si les quatre divisions d'infanterie et les deux divisions de cavalerie, dont se composait le corps d'armée de Bernadotte, eussent pu arriver à temps, mais malheureusement l'officier chargé de lui transmettre l'ordre de se diriger en toute hâte sur Eylau fut pris par un gros de cosaques, de sorte que Bernadotte n'arriva pas. Bonaparte, qui voulait toujours s'en prendre à quelqu'un de ce que les choses ne se passaient pas comme il le voulait, attribua le non succès de cette journée, au moins douteuse, à l'absence de Bernadotte, ce qui était vrai, mais en même temps il en fit un objet de reproche pour le maréchal, ce qui était une horrible injustice. On l'accusa de n'avoir pas voulu marcher sur Preuss-Eylau, quoiqu'assure-t-on, le général d'Hautpoul l'avait averti du besoin que l'on avait de lui. Mais comment constater ce fait, puisque ce jour-là le général d'Hautpoul fut tué? Qui pouvait assurer que ce général eût pu communiquer personnellement et directement avec le général Bernadotte? Quiconque a bien connu Bonaparte, ses ruses et le parti qu'il savait tirer de ses paroles placées par lui dans la bouche des morts, ne verra point là une énigme difficile à deviner. Quoi qu'il en soit, la journée d'Eylau fut terrible; on gagna la nuit comme l'on put, en attendant, mais toujours en vain, le corps de Bernadotte; et après une perte considérable, l'armée française eut le triste honneur de cou-

cher sur le champ de bataille. Bernadotte arriva trop tard et rencontra l'ennemi qui battait en retraite et se dirigeait sans crainte d'être inquiété dans la direction de Kœnigsberg, la seule capitale qui restât encore à la Prusse. Le roi de Prusse était encore à Memel, petit port sur la Baltique, à trente lieues de Kœnigsberg. »

Cinquante mille hommes périrent dans cette bataille terrible.

Cependant l'armée russe se trouvait dans une position très-critique; les généraux tinrent conseil de guerre sur le champ de bataille, et sans descendre de cheval. Le plus grand nombre manifestaient le désir de recommencer le combat le lendemain, à tous risques. Tolstoy se chargeait d'aborder le premier les Français; Lestocq appuyait fortement cet avis. Ils répondaient sur leur vie que si Bennigsen avançait, il y aurait nécessité pour Napoléon de reculer; ils faisaient particulièrement valoir l'effet moral que produirait, non-seulement sur les troupes, mais en Allemagne et en Europe, un pareil aveu d'impuissance de la part de celui qui n'avait jamais marché qu'à la victoire. Mais Bennigsen craignit de se voir coupé de Kœnigsberg, et d'exposer la personne du roi de Prusse; il ne crut pas devoir risquer une seconde bataille générale avec une armée affaiblie de vingt mille hommes au moins, presque sans munitions, et entièrement dépourvue de vivres. Les Russes commencèrent donc leur retraite sur Kœnigsberg, cette nuit même.

Napoléon pensa que Dantzick étant toujours occupé par les Prussiens, il pouvait arriver, de ce côté, quelque grand désastre sur les derrières de son armée, dans le cas où il se porterait de nouveau en avant. Le siège de Dantzick fut

donc formé sans délai. La place fut défendue jusqu'à l'extrémité par Kalkreuth; mais plusieurs efforts ayant été faits inutilement pour la ravitailler, elle se rendit à la fin de mai 1807, après cinquante-deux jours de tranchée ouverte.

« Napoléon, dit M. Lacretelle dans son *Histoire de l'Empire*, avait reçu de la nature deux étonnantes facultés, l'une physique et l'autre morale. On sait qu'il pouvait à son gré appeler et régler le sommeil aux heures de la plus grande activité; d'un autre côté, il pouvait suspendre en lui les mouvements de la sensibilité dès qu'ils auraient troublé ses devoirs et ses pensées de général. C'est ce qui explique quelques mots des bulletins de la grande armée, et entre autres celui-ci en parlant des horreurs de la bataille d'Eylau, des morts, des blessés et du sang : « *Tout cela avait plus de relief sur un fond de neige.* »

« J'assistai à la lecture qui fut faite de ce bulletin à l'Opéra; l'assemblée était presque entièrement composée de spectateurs et de spectatrices voués à la fortune de Napoléon. Le canon des Invalides nous avait réveillés pleins de joie : on rêvait encore mieux qu'une nouvelle journée d'Iéna, on rêvait une paix dont chacun était affamé. Tout prit un aspect lugubre dès les premiers mots du bulletin; on y sentait tout l'incomplet de la victoire. Plus la lecture avançait, plus on craignait voir une bataille indécise et horriblement meurtrière. L'effet du dernier tableau et de cette phrase : « *Tout cela avait plus de relief sur un fond de neige.* » causa un frémissement universel. Chacun crut avoir sous les yeux l'horrible image de flots de sang ruisselant sur la neige. Une incrédulité douloureuse et naissante se manifesta involontairement à ces mots : « Notre perte est évaluée à dix-neuf cents



tués et cinq mille blessés. » Rien n'était plus décrié que ces sortes d'évaluations, et l'on eût dû s'abstenir ; mais les loges offraient surtout un aspect fait pour déchirer le cœur. Les femmes ne pouvaient plus cacher leurs larmes, et quelques-unes, dans le pressentiment de leur malheur, laissaient échapper des sanglots. Elles tâchaient de sortir sans bruit pour ne pas troubler l'effet d'une victoire ; en descendant les degrés, elles s'appuyaient sur les bras de leurs fils, et couraient éperdues aux informations. »

## CHAPITRE XIV.

### Nouveaux préparatifs des deux côtés.

Napoléon mit tous ses soins à réparer les pertes éprouvées par ses armées pendant cette lutte opiniâtre. Quel que dût être le résultat de cette guerre sanglante, il demeura évident, pour l'Europe entière, que Napoléon se trouvait en présence d'un général et de soldats sur lesquels il lui était impossible de remporter ces avantages immenses et décisifs qui avaient signalé ses campagnes d'Italie et d'Allemagne.

Les Russes avaient reçu des renforts, mais peu considérables, qui ne portèrent leur effectif tout au plus qu'à quatre-vingt-dix mille hommes, c'est-à-dire à ce qu'il était primitivement.

Quelque éloigné qu'il fût de ses ressources, Napoléon, par des efforts sans exemple dans l'histoire, avait réuni deux cent quatre-vingt mille hommes, y compris la garnison de Dantzick, entre la Vistule et Memel. Ce fut avec ces forces supérieures qu'il recommença les hostilités.

Les Russes prirent l'offensive, et combinèrent un mouve-

ment sur le corps de Ney, établi à Gustadt et dans le voisinage. Ils le poursuivirent jusqu'à Deppen, où l'on se battit encore; mais, le 8 juin, Napoléon vint en personne au secours du maréchal, et Bennigsen dut reculer à son tour, vivement pressé sur ses derrières. En ce moment critique, Platoff et ses cosaques firent un hourra sur l'armée française avec tant de succès, que non-seulement ils dispersèrent les tirailleurs de l'avant-garde et les troupes destinées à les soutenir, mais obligèrent l'infanterie à se former en carrés, compromirent la sûreté personnelle de Napoléon, et attirèrent l'attention de toute la cavalerie française, qui fondit sur eux à bride abattue. La mousquetterie et l'artillerie firent sur eux un feu continu, mais avec peu ou point d'effet; car ayant réussi à ralentir la poursuite, unique but du hourra, le nuage de cosaques se dissipa dans la campagne comme le brouillard devant le soleil, pour se réunir derrière les troupes qu'ils venaient de garantir par leur manœuvre.

De cette manière, Platoff et les siens devancèrent le corps de Bagration, qu'ils devaient protéger dans sa retraite, et arrivèrent les premiers à un pont de l'Aller.

L'armée d'Alexandre se replia sur Heilsberg, y concentra ses forces, et y soutint un combat désespéré. Accablés par le nombre et chassés de la plaine, les Russes continuèrent de se défendre avec furie sur les hauteurs, que les Français attaquèrent eux-mêmes avec une grande impétuosité. La cavalerie, l'infanterie, l'artillerie, rivalisèrent d'efforts, mais sans que la fougueuse valeur des assaillants pût ébranler d'une manière sensible les rangs de feu de leurs ennemis. La bataille se soutint de cette manière jusqu'à minuit environ. Au point du jour, l'espace entre les deux armées se trouva non pas

seulement jonché , mais littéralement couvert de morts et de blessés. Après le combat de Heilsberg , l'armée russe traversa l'Aller sans obstacles , et mit ce fleuve comme une barrière entre elle et Napoléon.

## CHAPITRE XV.

### Bataille de Friedland.

Les Russes atteignirent Friedland , ville considérable sur la rive occidentale de l'Aller , et communiquant à la rive opposée par un grand pont de bois. Le but de Napoléon était d'amener l'ennemi à passer , par ce pont étroit , sur la rive gauche , et de le forcer ainsi à une action générale , dans une position où la retraite lui eût été presque impossible , attendu la difficulté de défiler à travers la ville et sur le pont. Dans ce dessein , il ne montra de son armée que ce qu'il fallait pour faire croire au général russe que la rive occidentale n'était occupée que par les troupes d'Oudinot. Ce corps avait considérablement souffert au combat de Heilsberg , et Bennigsen espérait alors le détruire complètement. Partant de cette supposition erronée , il donna ordre à une division de passer le pont , de traverser la ville , et d'attaquer l'ennemi. Les Français résistèrent faiblement , pour ne pas découvrir leur force réelle , Bennigsen fit passer de nouvelles troupes ; le combat devint sérieux , et le général russe transporta enfin toute son armée , un seul corps excepté , sur la rive gauche du fleuve , au moyen du pont de bois et de trois pontons. Il se mit en bataille en avant de Friedland , pour écraser , comme il le croyait , cette division déjà maltraitée , qu'il s'imaginait avoir seule devant lui.

Mais à peine eut-il fait cette démarche irréparable, que la scène changea; les tirailleurs français parurent en grand nombre; d'épaisses colonnes d'infanterie se montrèrent; des batteries furent placées; tout concourait, avec le rapport des prisonniers, à convaincre Bennigsen qu'il se trouvait, avec des troupes affaiblies, en présence de la grande armée française. Sa position, espèce de plaine entourée de bois et de monticules, était difficile à défendre. Derrière lui, la ville et un large fleuve rendaient une retraite périlleuse, et l'inégalité de ses forces ne lui permettait pas de se porter en avant. Bennigsen sentit la nécessité de conserver ses communications avec Wehlau, ville située sur la Prégel, primitivement indiquée comme le point de retraite, et où il espérait se réunir aux Prussiens du général Lestocq. Il ne le pouvait cependant, si l'ennemi s'emparait du pont d'Allerberg, sur l'Aller, à quelques milles au-dessous de Friedland. Il se trouva donc obligé de s'affaiblir encore en détachant six mille hommes pour la défense de ce pont, et résolut de se maintenir lui-même dans sa position jusqu'à la nuit.

Les Français commencèrent l'attaque vers dix heures. Le terrain inégal et boisé qu'ils occupaient leur permit de renouveler et de calculer leurs manœuvres, tandis que les Russes ne pouvaient faire le moindre mouvement sans que l'ennemi en eût connaissance. Ils combattirent néanmoins avec tant de valeur et d'opiniâtreté, que vers midi les Français parurent se lasser, et disposés à se retirer. C'était une feinte pour laisser reposer les troupes qui avaient été engagées, et en faire avancer de nouvelles. La canonnade continua environ pendant quatre heures et demie : alors Napoléon parut en personne avec toute son armée, pour frapper un de ces coups

irrésistibles, qu'il réservait ordinairement pour décider le gain d'une bataille. D'immenses et profondes colonnes débouchaient par les issues du bois. De Friedland, on eût dit que la malheureuse armée russe était à demi entourée d'une brillante ceinture d'acier. L'attaque fut générale et simultanée sur toute la ligne; et la cavalerie, l'infanterie et l'artillerie y concoururent. Les Français chargeaient, certains d'avance de la victoire; au lieu que les Russes, affaiblis de douze mille hommes au moins, tués ou blessés, étaient obligés de tenter la plus décourageante et la plus dangereuse de toutes les manœuvres; une retraite par d'étroits passages devant un ennemi supérieur. L'attaque principale eut lieu sur l'aile gauche, où la position russe finit par être forcée. Les troupes qui la composaient se répandirent d'abord dans la ville, puis se précipitèrent en foule sur le pont et sur les pontons. L'ennemi les poursuivait comme la foudre; et, sans la valeur de la garde impériale d'Alexandre, l'armée russe était entièrement détruite.

Sur ces entrefaites, on mit le feu au pont, ainsi qu'aux pontons, afin qu'ils ne tombassent pas au pouvoir des Français, qui avaient déjà pénétré dans la ville. Les flots de fumée qui enveloppaient les combattants ajoutaient à l'horreur et à la confusion du tableau. Néanmoins, une partie considérable de l'infanterie russe put s'échapper par un gué tout près de la ville, découvert à l'instant même de la défaite. Le centre et la droite, qui étaient restés sur la rive occidentale de l'Aller, effectuèrent leur retraite par des routes détournées, laissant à droite la ville de Friedland avec ses ponts en feu, désormais impraticables aux deux partis, et passant l'Aller par un gué, à une grande distance de la ville : celui-ci fut

également trouvé à la dernière extrémité. Il était profond, dangereux, l'infanterie avait de l'eau jusqu'à la poitrine : toutes les munitions restées dans les caissons furent perdues (1).

Cette victoire fut suivie des plus grands résultats. Koenigsberg, depuis si longtemps l'asile du roi de Prusse, fut évacué par ses troupes, dès qu'il demeura constant que ses alliés russes ne pouvaient plus soutenir la guerre en Pologne. Bennigsen continua sa retraite jusqu'à Tilsitt, vers les frontières de Russie. Mais la conséquence morale de la défaite fut bien autrement imposante que ne l'eût été la prise de canons, de soldats, ou l'invasion du territoire ; elle produisit cet effet, évidemment désiré par Napoléon, de disposer Alexandre à la paix.

## CHAPITRE XVI.

Tilsitt. — Entrevue.

Le 24 juin, Bennigsen demanda un armistice. L'armistice fut réglé, une suspension d'armes fut accordée aux Prussiens, et alors eut lieu la fameuse entrevue de Tilsitt le 25 juin. Des préparatifs furent faits pour cette entrevue des deux empereurs sur un radeau au milieu du Niémen. Elle eut lieu le 25 juin 1807, à neuf heures et demie.

« Véritablement, dit un historien, le bonheur et la gloire de Bonaparte étaient de nature à inspirer au plus haut degré cette admiration qu'inspirent le génie et la victoire. Toute espèce d'opposition semblait s'évanouir devant lui ; et si sa fortune avait paru un moment douteuse pendant la dernière

(1) *Vie de Napoléon.*

campagne, c'était pour relever encore l'éclat de la perspective brillante qu'elle ouvrait à ses regards. Un grand nombre de ses ennemis avoués, qui, par un effet de leur attachement aux Bourbons, avaient secrètement méconnu l'autorité de Bonaparte et douté de la continuation de ses succès, voyant la Prusse terrassée à ses pieds et la Russie lui tendre une main amie, se persuadèrent enfin qu'ils iraient contre les volontés de la Providence même en résistant davantage. Austerlitz avait ébranlé leur constance, Tilsitt en triompha tout-à-fait; et si l'on excepte un petit nombre d'oppositions silencieuses, toutes les espérances, tous les vœux de la nation française paraissaient tournés vers Napoléon comme sur le monarque du destin. Bonaparte seul peut-être pouvait à la fin tromper cette attente. Mais il ressemblait à ce voyageur aventureux des Alpes qui franchit les précipices les plus dangereux, gravit les sommets les plus escarpés, et ne découvre de ces hauteurs que les pics, plus élevés encore, qui l'appellent à leur cime (1). »

(1) L'armistice réglé, des préparatifs furent faits pour une entrevue des deux empereurs; elle eut lieu sur un radeau fixé au milieu du Niémen, et sur lequel avait été placé un immense pavillon. Le 25 juin 1807, à neuf heures et demie, les deux empereurs s'embarquèrent au même moment sur la rive opposée, à la vue d'une foule innombrable de spectateurs. Bonaparte était accompagné de Murat, Berthier, Bessières, Duroc et Caulaincourt; Alexandre, de son frère l'archiduc Constantin, des généraux Bennigsen et Ouwarow, du comte de Lieven et d'un aide-de-camp. Arrivés sur le radeau, ils s'embrassèrent au milieu des acclamations bruyantes des deux armées, et ils entrèrent dans le pavillon, où ils eurent une conférence de deux heures. Pendant ce temps, leurs officiers s'étaient tenus à l'écart : ils furent ensuite introduits. La meilleure intelligence paraissait établie entre les deux souverains, maîtres, entre eux, d'une si grande partie du monde. Nul doute qu'en cette occasion Bonaparte, personnage si remarquable d'ailleurs, n'ait mis en jeu toute cette puissance d'attraction qui manquait rarement son effet sur ceux qui se trouvaient en rapport avec lui. Il possédait aussi, à un très-haut degré, cette sorte d'éloquence qui donne au faux l'apparence du vrai, tourne en ridicule les arguments tirés de ces

**« Tous étaient les dehors de cette puissance gigantesque, dit M. Thiers; ils avaient de quoi éblouir la terre, et en effet ils l'éblouirent ! Mais la réalité était moins solide qu'elle n'était**

principes généraux de morale ou de délicatesse que Bonaparte avait coutume d'appeler idéologie, et fait ainsi reposer tout le raisonnement sur la nécessité des circonstances. Ainsi les maximes de bonne foi et d'honneur pouvaient être facilement éludées par des considérations de convenance immédiate; l'intérêt direct, ou ce qui semblait l'intérêt direct de celui qu'il voulait persuader, étant mis par Bonaparte en opposition avec les préceptes de la justice et la magnanimité. De cette manière, il put représenter à l'empereur Alexandre que ce prince, pour le bien de son empire, avait le droit d'écarter certains maximes de délicatesse et d'équité, et de faire un petit mal pour obtenir un grand avantage.

La ville de Tilsitt fut alors déclarée neutre; des fêtes de toute espèce se succédèrent sans interruption : Français, Russes, Prussiens même paraissaient enchantés de leur société mutuelle, au point qu'on se demandait avec étonnement comment des hommes si polis, si aimables, avaient bravé, depuis tant de mois, la fatigue à travers les neiges ou dans des routes presque impraticables, pour s'égorger les uns les autres. Les deux empereurs étaient inséparables, en public et en particulier; leur liaison ressemblait à celle de deux jeunes hommes de qualité, compagnons de plaisir et de folie, mais également associés pour les affaires, et quelquefois pour les plus importantes. On sait que Bonaparte et Alexandre eurent des réunions privées dont la gaieté et même la galanterie paraissaient l'unique objet, mais où la politique n'était pas entièrement négligée. Dans leurs réunions publiques, il se trouva des hôtes pour qui la fête devait avoir bien peu d'attraits. Le 28, l'infortuné roi de Prusse arriva aussi à Tilsitt, et fut présenté à son terrible vainqueur. Bonaparte ne traita point avec lui d'égal à égal, comme avec l'empereur Alexandre; et lui déclara que son désir d'obliger son frère du Nord pouvait seul l'engager à se dessaisir de la Prusse. Les domaines particuliers du roi furent réduits au territoire de Memel, avec les forteresses de Gölberg et de Graudentz; il fut bientôt évident que Frédéric-Guillaume ne rentrerait dans une partie de ses états qu'en cédant presque toutes les acquisitions faites par la Prusse sous le règne et par les talents du grand Frédéric; et que ce royaume, tout à l'heure encore puissante européenne du premier ordre, allait tomber au rang de monarchie de seconde classe.

La belle et malheureuse reine de Prusse, dont le courage avait hâté la guerre, voulut essayer du moins si l'influence de son sexe pourrait diminuer les calamités de la paix. Il n'y avait pas longtemps encore, c'était le premier avril précédent, que l'empereur de Russie et le roi de Prusse s'étaient rencontrés à Königsberg. Qu'il y avait loin de cette entrevue à celle de Berlin, avant le commencement des hostilités ! Pleins de ces souvenirs déchirants, Alexandre et Frédéric-Guillaume se tinrent longtemps embrassés, pleurant, l'un de compassion, l'autre de douleur. En cette dernière circonstance, la reine, saluant l'empereur et baignée de larmes, ne put profé-



brillante. Il aurait suffi d'un instant de froide réflexion pour s'en convaincre. Napoléon, détourné de sa lutte avec l'Angleterre par la troisième coalition, attiré des bords de l'Océan à ceux

reux que ces mots : « Cher cousin ! » exprimant à la fois la profondeur de leur détresse et leur confiance dans la magnanimité de leur allié. La scène de Königsberg était douloureuse ; celle de Tilsitt le fut davantage encore parce qu'il y entra de l'humiliation. La reine, qui arriva quelques jours après son époux, se trouvait désormais obligée, non-seulement de supporter les regards de Napoléon qui l'avait personnellement outragée dans ses bulletins, et qui était l'auteur de tous les désastres qui accablaient son pays ; mais il lui fallait, de plus, chercher à exciter sa compassion, et briguer sa faveur, si elle voulait réparer en partie ces revers. « Pardonnez-nous cette fatale guerre, lui dit-elle ; la mémoire du grand Frédéric nous a fait commettre une erreur : nous nous sommes crus ses égaux parce que nous étions ses descendants. Hélas ! l'effet n'a pas répondu à notre attente ! » Par un excès de patriotisme qui dut coûter infiniment à son cœur, elle usa, auprès de Napoléon, de ces arts d'insinuation au moyen desquels les femmes d'un haut rang, d'une grande beauté, douées de beaucoup de grâce et d'esprit, exercent souvent une puissante influence. Jaloux aussi de faire sa cour, Napoléon offrit un jour à la reine une rose superbe : la princesse parut d'abord hésiter à la prendre ; elle l'accepta enfin, ajoutant : « Au moins, avec Magdebourg. » Ces artifices féminins, ainsi que Bonaparte le dit depuis à Joséphine, tombèrent sur lui comme la pluie sur du taffetas ciré. « Votre Majesté, répondit-il, voudra bien se souvenir que c'est à moi d'offrir, et qu'elle peut seulement accepter. »

On doute que la reine de Prusse ait réussi à modifier beaucoup les conditions imposées à son mari ; mais il est certain qu'elle fut si profondément affligée du malheur de son pays qu'elle en mourut. La perte de cette belle et intéressante princesse affecta vivement le roi son époux et la nation prussienne tout entière. Persuadé qu'elle avait succombé à ses douleurs patriotiques, le peuple mit sa mort au nombre des outrages dont il devait un jour demander un compte sévère à la France et à Napoléon.

Voici en substance les conditions imposées à la Prusse par le traité de Tilsit :

La portion de la Pologne, échue à la Prusse dans le partage de 1772 était détachée de ce royaume, et devait former un territoire particulier sous la dénomination de grand-duché de Varsovie. La domination en était attribuée au roi de Saxe, qui prenait le titre de grand-duc. Le monarque, était-il stipulé, communiquerait avec ses nouveaux domaines, au moyen d'une route militaire qui devait traverser la Silésie, privilège de nature à entretenir, entre les cours de Varsovie et de Berlin, des motifs de jalousie permanente. Ainsi fut trompé l'espoir des Polonais de redevenir nation indépendante. Ils ne firent que changer un maître allemand pour un autre. Ce n'était plus la Prusse, mais la Saxe ; ce n'était plus Frédéric-Guillaume, mais Auguste ; avec cette seule différence, que ce dernier descendait des anciens rois de Pologne. Disons cependant que le nouveau joug fut moins pesant que l'ancien. Il ne paraît pas

du Danube, avait puni la maison d'Autriche en lui enlevant à la suite de la campagne d'Austerlitz, les Etats-Vénitiens, le Tyrol, la Souabe, et avait ainsi complété le territoire de l'I-

d'ailleurs que le grand-duché de Varsovie ait rien ajouté à la puissance réelle du roi de Saxe. Il semble plutôt que l'érection de cette souveraineté fut l'effet d'une transaction particulière entre les deux empereurs : Napoléon, renonçant au profit d'affranchir la Pologne parce qu'il ne pouvait y persister sans rester en guerre avec la Russie, peut-être même sans s'y mettre avec l'Autriche; Alexandre, consentant à ce que la Prusse perdît ses provinces polonaises, à la condition qu'elles passeraient à la Saxe, dont le voisinage ne lui inspirait pas d'inquiétude.

La constitution du grand-duché de Varsovie était rédigée de manière à ne point compromettre la tranquillité des provinces polonaises réunies à l'Autriche et à la Russie. L'esclavage fut aboli; tous les citoyens devenaient égaux devant la loi; le grand-duc exerçait le pouvoir exécutif : une première chambre, ou chambre du Sénat, composée de dix-huit membres, une seconde chambre, ou chambre des nonces, composée de cent députés, convertissaient en lois, ou rejetaient à volonté les projets présentés par le grand-duc. Quant aux diètes, à la *pospolite*, au *liberum veto* et à tous les autres privilèges turbulents de la noblesse polonaise, ils restèrent abolis comme ils l'avaient été sous le gouvernement prussien.

Bonaparte se vanta d'avoir donné le territoire de la Prusse, non pas à la maison de Brandebourg, mais à l'empereur de Russie. De sorte, disait-il, que si Frédéric-Guillaume régnait encore, il en était redevable à l'amitié d'Alexandre : « Expression, ajouta-t-il, que lui, Napoléon, ne reconnaissait pas dans le vocabulaire des rois, en fait de matières politiques. »

La ville de Dantzick, avec un territoire de deux lieues de rayon autour de son enceinte, était rétablie dans son indépendance par le traité de Tilsitt, sous la protection du roi de Prusse et du roi de Saxe. Un article subsequent, stipulant l'occupation de la ville par les Français jusqu'à la paix maritime, avait sans doute pour but de conserver à Napoléon cette importante place d'armes dans le cas d'une nouvelle rupture entre lui et la Russie.

Bien entendu l'empereur Alexandre et le roi de Prusse ratifièrent tous les changements opérés par Bonaparte en Europe, reconnurent les souverains qu'il avait créés, les confédérations qu'il avait organisées. De son côté, par déférence pour l'empereur de Russie, Bonaparte consentait au rétablissement des ducs de Saxe-Cobourg, d'Oldenbourg et de Mecklenbourg-Schwerin, princes allemands, parents d'Alexandre, dans la possession paisible de leurs états, mais à condition que les ports des duchés d'Oldenbourg et de Mecklenbourg continueraient d'être occupés par des garnisons françaises jusqu'à la paix définitive entre la France et l'Angleterre.

Pendant le cours de ces importantes négociations, un changement complet s'opéra dans le ministère britannique. Les membres de l'administration dite de Fox et de Grenville furent remplacés par un nouveau ministère, sous les auspices du duc de

talie, agrandi nos alliés de l'Allemagne méridionale, éloigné les frontières autrichiennes des nôtres. Jusque-là tout était bien, car achever l'affranchissement territorial de l'Italie, nous

Portland. Il se composait des lords Liverpool et de Castlereagh, de M. Canning et d'autres hommes d'état professant les principes de William Pitt. Un de leurs premiers soins fut de ramener l'empereur de Russie à l'alliance de la Grande-Bretagne, et de lui faire oublier le manque d'égards pour sa personne, qu'il reprochait à leurs prédécesseurs. Lord Levison Gower, aujourd'hui lord vicomte Granville, fut donc envoyé à Tilsitt avec pouvoir de faire des propositions de nature à conserver ou à rétablir la bonne intelligence entre l'Angleterre et la Russie; mais l'empereur avait pris son parti, du moins pour le moment. Déterminé alors à suivre le système proposé par son nouvel allié, il refusa de recevoir l'ambassadeur anglais, et prit ses mesures à Tilsitt sans vouloir écouter les offres d'accommodement que lord Gower était chargé de lui proposer.

Par le traité de Tilsitt, tel qu'il fut rendu public, l'empereur de Russie offrait sa médiation entre la France et l'Angleterre, et il fallait que cette médiation fût acceptée par la Grande-Bretagne dans le délai d'un mois. En cela, le czar paraissait prendre quelque soin des intérêts de son ancien allié; mais on sait positivement aujourd'hui que, parmi des articles secrets de ce mémorable traité, il en existait un par lequel Alexandre s'obligeait, si sa médiation était refusée, à reconnaître, à soutenir ce que Bonaparte appelait le système continental, en fermant ses ports aux vaisseaux britanniques et en engageant les cours du Nord dans une nouvelle coalition, dans le but d'ancrer la supériorité maritime de l'Angleterre; en un mot, la neutralité armée du Nord formée sous les auspices de l'impératrice Catherine, et que l'infortuné Paul avait eu le malheur d'adopter, devait être rétablie sous l'autorité d'Alexandre. Frémissant encore au souvenir de la bataille de Copenhague, le Danemark, pensait-on, n'attendait qu'un signal pour entrer dans la coalition, et lui prêter les secours de sa marine, toujours puissante. Quant à la Suède, elle paraissait trop faible, trop désorganisée pour résister à la double volonté de la France et de la Russie, soit sous le rapport d'une guerre avec l'Angleterre, soit à l'égard de tout autre condition qu'on voudrait lui imposer; et comme il n'est point d'état en Europe à qui le commerce de l'Angleterre soit plus utile qu'à la Russie, dont elle achète presque exclusivement les immenses produits, le secret le plus absolu devenait ici indispensable. L'offre de médiation fut donc ostensiblement faite, peut-être moins dans l'espérance de réconcilier la France et la Grande-Bretagne que pour se ménager un prétexte qui justifiait, aux yeux du peuple russe, une rupture avec cette dernière puissance; mais, en dépit de toutes les précautions qui purent être prises, l'ambassadeur britannique parvint à pénétrer ce mystère, que la France et la Russie jugeaient si important de ne pas révéler. Lord Gower fit donc pleinement connaître à sa cour cet article secret. Il l'informa particulièrement de la résolution prise par les deux empereurs d'employer la flotte danoise à détruire les privilèges maritimes de l'Angleterre, privilèges tou-

ménager des amis en Allemagne, placer de nouveaux espaces entre l'Autriche et la France, était conforme assurément à la saine politique. Mais dans l'enivrement produit par la prodi-

réemment régies d'après des bases qui avaient paru généralement satisfaisantes, du moins à l'empereur Alexandre, avant ses liaisons d'amitié avec Bonaparte.

Nul doute que le traité de Tilsitt ne fût accompagné d'autres articles secrets, indiquant le projet de ces deux grands empereurs du Nord et du Midi, ainsi qu'ils aimaient à se nommer, de partager entre eux le monde civilisé. Que Bonaparte ait informé Alexandre des moyens coupables qu'il se proposait d'employer à l'égard de l'Espagne, et qu'il ait obtenu son assentiment pour cette audacieuse usurpation, c'est ce qu'on peut regarder comme certain. On affirme encore qu'il s'était ménagé le secours de la Russie pour prendre Gibraltar, recouvrer Malte et l'Égypte, et fermer la Méditerranée au pavillon britannique. Toutes ces entreprises tendaient plus ou moins directement à l'abaissement, ou plutôt à l'anéantissement de l'Angleterre, seul ennemi considérable qui soutint la lutte avec la France.

Le pouvoir croissant de la Russie était autrefois un sujet d'inquiétude naturelle pour le gouvernement français, qui prit, en conséquence, sous sa protection, deux états voisins de la Russie, et plus faibles qu'elle, c'est-à-dire la Suède et la Porte; non-seulement ce patronage était honorable pour la France, mais avantageux à l'Europe. Bonaparte, au contraire, dans le traité de Tilsitt et dans sa conduite ultérieure avec ces gouvernements, négligea cette ancienne politique européenne, ou plutôt en fit un sacrifice à ses desseins particuliers.

Il paraît qu'un des articles secrets les plus importants de Tilsitt stipulait que la Suède pourrait être dépouillée de ses provinces de Finlande au profit du czar; de sorte que Bonaparte lui-même consentait à ce que ce royaume perdît tout moyen réel de nuire à la Russie. Il suffit de jeter les yeux sur la carte pour voir à quelle courte distance une armée suédoise ou une armée de Français alliée de la Suède, se trouverait de Saint-Petersbourg par la Finlande, et à quel immense avantage Napoléon renonçait, dans le cas où il aurait encore eu à combattre les Russes chez eux, en permettant que cette province fût détachée de la Suède. On ne saurait douter, néanmoins, que, pendant les conférences de Tilsitt, Bonaparte n'ait conseillé la guerre que la Russie fit bientôt après à la Suède, et dont le résultat fut la conquête de la Finlande, rempart inappréciable qu'Alexandre plaçait ainsi au-devant de sa capitale.

La Porte elle-même fut immolée à cet empressement que mettait Bonaparte à obtenir la coopération de la Russie dans son désir extravagant d'anéantir la puissance britannique. A la vérité, le traité de Tilsitt stipulait certaines conditions ostensibles en faveur de la Turquie. Il y était dit que cet état jouirait du bienfait de la paix sous la médiation de la France, et que l'armée russe évacuerait la Moldavie et la Valachie, pour la possession desquelles la Russie faisait une guerre sans motif. Mais, par un accord secret entre les deux empereurs, il était bien entendu que la Turquie d'Eu-

gieuse campagne de 1805, changer arbitrairement la face de l'Europe, et, au lieu de se borner à modifier le passé, ce qui est le plus grand triomphe accordé à la main de l'homme,

rope serait abandonnée à la merci d'Alexandre, comme formant naturellement partie de l'empire russe; de même que l'Espagne, le Portugal, peut-être bien l'Angleterre, étaient destinées, d'après leur position géographique, à devenir provinces françaises. Dans la suite, les deux empereurs adoptèrent à Erfurt, contre la Porte, des mesures plus décisives.

Il peut sembler étrange que le méfiant et rusé Napoléon ait en quelque sorte permis qu'Alexandre dictât les conditions du traité de Tilsitt. En effet, les avantages stipulés en faveur de la France offraient beaucoup de vague et d'incertitude. C'étaient des espérances plutôt que des garanties. La destruction de la marine anglaise présentait de graves difficultés; il n'est pas au monde de forteresses plus redoutables que Malte et Gibraltar; enfin la soumission de l'Espagne était au moins douteuse, si l'on réfléchit sérieusement à la dernière guerre de la succession. Les avantages offerts à la Russie étaient au contraire tout près d'elle, et pour ainsi dire sous sa main. L'occupation de la Finlande se fit sans beaucoup de peine; la conquête de Constantinople même présentait peu d'obstacles à une armée russe, si elle ne rencontrait d'opposition que dans les troupes indisciplinées de la Porte. Il est donc évident que Bonaparte échangeait, pour un espoir éventuel et incertain, l'appui qu'il prêtait aux intérêts de la Russie, intérêts matériels et immédiats. Nous verrons plus tard le résultat de cette politique. En attendant, les deux plus anciens alliés de la France, ceux qu'il lui importait le plus de conserver dans le cas d'une seconde guerre avec la Russie, furent imprudemment abandonnés à la merci d'une puissance qui n'oublia point d'enlever la Finlande à la Suède, et qui, sans les événements ultérieurs, se fût probablement emparée de Constantinople avec la même facilité.

Dès cette époque, Napoléon caressait l'idée de fixer le sort de sa famille ou de sa dynastie, en s'alliant, par mariage, à l'une des anciennes monarchies d'Europe. Il espérait alors pouvoir obtenir la main d'une archiduchesse de Russie, et l'empereur Alexandre ne mettait aucun obstacle à ce projet. On sait aujourd'hui que son plan fut déjoué par l'impératrice-mère, qui objecta la différence de religion; mais, au moment du traité de Tilsitt, Napoléon fut réellement encouragé, il se le persuada du moins, dans ses idées d'alliance de famille avec la Russie.

Le traité entre la Russie et la France avait été signé le 7; celui de la France et de la Prusse le 9 juillet. Le 24 du même mois, Frédéric-Guillaume publia un manifeste, l'un des plus nobles et des plus touchants à la fois qui aient jamais exprimé les douleurs d'un monarque :

« Chers et fidèles habitants des provinces, des districts et des villes, disait cet intéressant document, mes armes ont été malheureuses. Les débris de mon armée ont fait de vains efforts. Repoussé à l'extrémité des frontières de mes états, voyant que mon puissant allié signait un armistice et concluait la paix, je n'avais plus qu'à

vouloir le détruire ; au lieu de continuer à notre profit la vieille rivalité de la Prusse et de l'Autriche, par des avantages accordés à l'une sur l'autre, arracher le sceptre germanique à

suivre son exemple. La paix a été nécessairement achetée à des conditions en rapport avec le malheur des temps. Elle m'a imposé, à moi et à ma maison, elle a imposé au pays tout entier les plus durs sacrifices. La foi des traités, des liens d'amour et de devoir réciproques, l'ouvrage des siècles, tout a été rompu malgré moi. Le destin l'ordonne, un père va se séparer de ses enfants. Je vous dégage complètement de vos serments de fidélité envers moi et ma maison. Mes vœux les plus ardents pour votre bonheur vous accompagneront dans vos relations avec votre nouveau souverain. Soyez pour lui ce que vous fûtes toujours pour moi-même. Aucune force, aucune puissance n'effacera jamais votre souvenir de mon cœur. »

La marche triomphale du vainqueur, à son retour, établit un contraste frappant avec ces affections douloureuses du monarque vaincu. Le traité de Tilsitt semblait mettre le continent à la disposition de la France. Envoyée trop tard en Poméranie, l'expédition anglaise se rembarqua ; et le roi de Suède ayant évacué Stralsund, se retira dans son royaume qu'il ne pourrait bientôt plus appeler le sien. Après vingt jours passés ensemble, pendant lesquels ils se donnèrent mille témoignages d'amitié, et se réunirent dans de longues et secrètes conférences, les deux empereurs se séparèrent enfin avec les démonstrations de la plus haute estime, rivalisant entre eux à qui rendrait le plus d'honneurs à l'autre. Tout fut terminé le 9 juillet. En revenant en France, Napoléon visita la Saxe. Il fut rencontré par le roi Auguste à Bautzen, lieu qui devait un jour avoir une célébrité historique d'un autre genre. Auguste l'accueillit avec tous les honneurs dus à l'homme qui, en apparence du moins, avait accru le pouvoir qu'il aurait pu renverser.

Napoléon obtint à Tilsitt l'assentiment de l'empereur Alexandre pour l'occupation de l'Espagne et du Portugal ; cette concession a été l'objet de ce qu'on a appelé depuis le traité secret de Tilsitt. L'empereur Napoléon abandonna en revanche à la Russie la Finlande et la Moldavie, longtemps regardées par lui comme dignes de toute son attention.

L'appareil donné à cette entrevue rappelle les dispositions prises pour la conférence de Jean-sans-Peur et du dauphin Charles VII sur le pont de Montereau, en 1419. La réunion des deux empereurs eut une issue plus pacifique : un traité de paix entre la France et la Russie en fut le résultat. Il est signé le 7 juillet à Tilsitt, et ratifié le 9. Le même jour, le roi de Prusse fait également la paix avec Napoléon : les ratifications sont également échangées le 12 à Kœnigsberg.

Par le premier de ces traités, la Russie obtient la partie de la Prusse orientale située entre le Bug, la Hossosna, la Bobra et la Narteck. Joseph Napoléon est reconnu comme roi de Naples. Louis Napoléon, comme roi de Hollande, et Jérôme Napoléon comme roi de Westphalie. La seigneurie de Jever est cédée à la Hollande. Par le second traité, la Prusse cède toutes ses possessions en-deçà de l'Elbe,

**l'Autriche sans le donner à la Prusse; convertir leur antagonisme en une haine commune contre la France; créer, sous le titre de confédération du Rhin, une prétendue Allemagne**

et une partie de la Pologne prussienne, qui est érigée en grand-duché de Varsovie et donnée au roi de Saxe. La ville de Dantzick est rétablie dans son indépendance; la navigation de la Vistule et de la Netze est déclarée parfaitement libre.

Napoléon a tracé le portrait suivant des deux monarques avec lesquels il venait de régler le sort de tant d'états européens. « Le roi de Prusse, dit-il, comme caractère privé, est un loyal, bon et honnête homme; mais, dans sa capacité politique, c'est un homme naturellement plié à la nécessité; avec lui, on est le maître tant qu'on a la force, et que la main est levée. Alexandre est un homme infiniment supérieur au roi de Prusse et à l'empereur d'Autriche: il a de l'esprit, de la grâce, de l'instruction, est facilement séduisant, mais... C'est un vrai grec du Bas-Empire.

Le traité secret signé à Tilsitt, entre Napoléon et Alexandre, qui décida du sort de l'Espagne, et fut la cause de la guerre d'indépendance dans la Péninsule, resta longtemps ignoré de toute l'Europe. La première fois que Napoléon en parla, ce fut au mois d'avril 1808, à Bayonne, dans son entrevue avec le chanoine Escofigiz. Voici ses paroles: « L'empereur de Russie, à qui j'ai fait part, à Tilsitt, de mes projets sur l'Espagne, qui remontent à cette époque, les approuva, et j'ai reçu sa parole d'honneur qu'il ne s'y opposerait pas. » L'abbé de Pradt avait aussi connaissance de ce traité; il en fait mention dans ses *Mémoires historiques sur la révolution d'Espagne*, ainsi que Stanislas Girardin; mais le premier qui ait publié ce document est Lévis Goldsmith, qui se trouvait à Tilsitt avec Napoléon, et qui s'en procura une copie; il parut dans son *Histoire secrète du cabinet de Saint-Cloud*, en 1810. En voici la substance:

Art. 1<sup>er</sup>. La Russie prendra possession de la Turquie d'Europe, et étendra ses conquêtes en Asie aussi loin qu'elle le jugera convenable.

Art. 2. La dynastie des Bourbons, en Espagne, et celle de la maison de Bragance, en Portugal, cesseront de régner. Un prince du sang de la famille de l'empereur Napoléon sera investi de ces deux royaumes.

Art. 3. L'autorité temporelle du pape cessera à Rome, et ses états seront réunis au royaume d'Italie.

Art. 4. La Russie s'engage à fournir à la France le concours de sa marine pour s'emparer de Gibraltar.

Art. 5. Les villes du littoral de l'Afrique, telles que Tunis, Alger, Bône et Oran, seront occupées par les Français; et, à la paix générale, elles seront données en indemnité aux rois de Naples et de Sardaigne.

Art. 6. Les Français occuperont Malte et la paix avec l'Angleterre, ne pourra être faite sans que cette île ne soit cédée à la France.

Art. 7. Les Français occuperont l'Egypte.

française, composée de princes français antipathiques à leurs sujets, de princes allemands peu reconnaissants de nos bienfaits, et après avoir rendu, par cet injuste déplacement de la limite du Rhin, la guerre avec la Prusse inévitable, guerre aussi impolitique qu'elle fut glorieuse, se laisser entraîner par le torrent de la victoire, jusqu'aux bords de la Vistule; arrivé là, essayer la restauration de la Pologne, en ayant sur ses derrières la Prusse vaincue, mais frémissante, l'Autriche secrètement implacable, tout cela, admirable comme œuvre militaire, était, comme œuvre politique, imprudent, excessif, chimérique.

« Après avoir ajouté, par ce traité de Tilsitt, aux profonds déplaisirs de l'Allemagne, en créant chez elle une royauté française, qui devait nous coûter, en dépenses d'hommes et d'argent, en haine à surmonter, en vains conseils, tout ce que nous coûtaient déjà celles de Naples et de Hollande; après avoir reconstitué la Prusse à moitié, au lieu de la restaurer ou de la détruire entièrement; après avoir de même reconstitué la Pologne à moitié, et tout fait d'une manière incomplète, parce qu'à ces distances le temps pressait, les forces commençaient à défaillir, Napoléon s'acquit des ennemis irrécconciliables, des amis impuissants ou douteux, éleva en un

Art. 8. La libre navigation de la Méditerranée ne sera accordée qu'aux Russes, aux Français, aux Autrichiens, aux Espagnols et aux Italiens.

Art. 9. Le Danemark recevra des indemnités, au moyen des villes anseatiques, dans le cas où sa flotte serait cédée à la France.

Art. 10. Les puissances contractantes s'entendront pour les arrangements d'un traité maritime qui exigera l'entretien d'un certain nombre de vaisseaux de guerre des états qui voudront jouir des avantages d'une marine marchande. Cet inconcevable traité, que nous donnons comme renseignement plutôt que comme pièce historique, fut signé, dit-on, le 11 juillet 1807, à Tilsitt, entre M. de Talleyrand et le prince Nurakine.



mot un édifice immense, édifice où tout était nouveau, de la base au sommet, édifice construit si vite que les fondements n'avaient pas eu le temps de s'asseoir, le ciment de durcir. »

## CHAPITRE XVII.

Retour de Napoléon à Paris.

Napoléon revint à Paris vers la fin de juillet, après une absence de dix mois, la plus longue qu'il eût encore faite depuis qu'il était à la tête du gouvernement français, soit comme consul, soit comme empereur. L'entrevue de Tilsitt, l'amitié de l'empereur Alexandre, dont on parlait partout avec beaucoup d'exagération, la paix conclue sur le continent, lui donnèrent dans l'opinion une force morale qu'il n'avait pas encore eue depuis son couronnement.

Cependant la guerre continuait dans toute son intensité avec l'Angleterre.

« De retour à Paris et toujours fidèle à sa haine pour les assemblées délibérantes, dit Bourienne, pour ce qu'il appela si souvent devant moi des bavards, des idéologues, des phrasiers et des avocats, Napoléon supprima enfin ce Tribunat qui l'offusquait depuis le jour de sa création. L'empereur habile entre tous les hommes à spéculer sur les dispositions favorables de l'opinion, profita, en cette circonstance, de l'espèce d'enthousiasme produit par son entrevue sur le Niémen. Il fallait qu'il ne lui restât plus qu'un Sénat pour voter des hommes, un Corps-Législatif muet pour voter de l'argent : point d'opposition dans l'un, point de réflexions dans l'autre, voilà ce que voulait Napoléon. Il l'obtint; mais le mois de mars 1814 résolut la question du pouvoir absolu.

« Dans la singulière complication où se trouvaient les affaires de l'Europe, après la paix de Tilsitt, ce ne fut pas une chose peu surprenanté que de voir l'influence de l'empereur sur le Grand-Seigneur, après avoir si bien réussi à faire armer la Turquie contre les Russes, échouer dans ses efforts pour rétablir la bonne intelligence qu'elle avait détruite. Toutes les tentatives auprès de Mustapha Baractar, pendant son règne éphémère, furent inutiles ; Guilleminot ne put racommoder ce qu'avait brouillé Sébastiani, et les Turcs s'obstinèrent à rester en état de guerre avec la Russie. On conçoit en effet qu'il ne fallait pas à l'Angleterre une grande puissance de raisonnement pour faire comprendre à Mustapha combien il était extraordinaire que l'empereur Alexandre, qui venait de succomber dans sa dernière lutte contre la France, persistât à exiger la cession des deux hospodorats qu'arrose le Danube. D'après cette exigence de la Russie vaincue, le divan réfléchit sur ce que cette exigence aurait été si la Russie avait triomphé. Le Grand-Seigneur se montra lui-même presque exigeant, et, de son côté, Alexandre ne voulait souscrire à aucun arrangement qui ne fût tout à son avantage. L'empereur avait promis à Alexandre d'intervenir de tout son pouvoir pour rétablir la paix. Pour donner une preuve de sa bonne foi, il fit donner à Guilleminot des ordres en conséquence, mais tout fut inutile. Mustapha se montra inflexible ; la guerre continua, et bientôt, comme on le verra, elle devint plus compliquée, quand la mauvaise étoile de l'empereur lui fit entreprendre la fatale affaire de l'Espagne.

« Pendant que l'on agitait ces grandes affaires et que Napoléon rêvait une monarchie universelle, je voyais, ajoute Bouterne, dans une sphère moins étendue, les inévitables ré-

sultats de l'ambition d'un seul homme. On pillait, on volait de toutes parts dans les malheureux pays où s'étendait ma juridiction diplomatique.

« L'empereur fit saisir à Hambourg, à Brême et à Lubeck toutes les marchandises anglaises, de quelque nature que fût leur origine. Le prince de Neuchâtel m'écrivit, de la part de l'empereur, qu'il fallait que j'obtinsse, des trois villes anseatiques, dix millions de francs. De son côté, M. Daru, intendant-général de l'armée et chargé du recouvrement de ces sortes d'avances, dont Napoléon avait contracté l'usage en Egypte, m'écrivait pour me presser d'obtenir une décision prompte et favorable. Les malheureuses villes qu'on m'enjoignait de pressurer de la sorte l'avaient cependant été bien assez. J'avais obtenu, par voie de négociation, plus qu'on ne demandait pour le rachat des marchandises anglaises dont la saisie avait été ordonnée. Avant les lettres du prince de Neuchâtel et de M. Daru, j'avais obtenu de Hambourg seize millions au lieu de dix et en outre près de trois millions de Brême et de Lubeck; ainsi je faisais trouver au gouvernement neuf millions de plus que ceux sur lesquels il comptait, et je m'y étais pris de manière à ce que ces énormes sacrifices ne fussent point onéreux à ceux qui les firent. Je m'étais pressé de stipuler le prix des marchandises anglaises, parce que je savais que le haut prix de ces marchandises sur le continent, non-seulement couvrirait le rachat que l'on exigeait, mais que, de plus, elles procureraient encore un bénéfice convenable. Tel était le singulier effet du système continental, que, lorsque l'on confisquait la marchandise et que l'on vendait ensuite la permission de la revendre librement, le prix de la vente était si cher, que la perte était cou-

verte et qu'il en résultait même encore de grands avantages.

« Blücher était alors prisonnier à Hambourg, dit Bourienne, qui le vit beaucoup; il avait une telle confiance dans la délivrance de l'Allemagne, que les désastres mêmes de l'armée prussienne ne l'ébranlèrent en rien. Monsieur, me disait souvent Blücher, j'oserais me porter garant d'une chose dont j'ai la certitude, et vous pouvez me croire; aucune des puissances alliées n'a conçu dans la guerre actuelle des projets d'envahissement. Tout ce qu'elles veulent d'un commun accord, c'est de parvenir à mettre un terme au système d'envahissement que votre empereur a adopté et qu'il a suivi avec une effrayante rapidité. Dans nos premières guerres contre la France, au commencement de votre révolution, nous nous battions pour des questions de droits de souverains, dont, pour ma part, je vous assure que je ne me soucie guère; mais aujourd'hui ce n'est plus la même chose : la population entière de la Prusse fait cause commune avec son gouvernement; il s'agit de défendre nos foyers, et des revers détruisent des armées sans changer l'esprit d'une nation. Je me repose avec tranquillité sur l'avenir, parce que je sais que la fortune ne favorisera pas toujours votre empereur. Il est impossible qu'il ne vienne pas un temps où l'Europe entière, humiliée par ses exigences, fatiguée par ses déprédations, se lèvera contre lui. Plus il enchaînera de peuples et plus l'explosion des peuples brisant leurs fers sera terrible. Qui oserait nier cet insatiable besoin de dévorer de nouvelles provinces dont il est sans cesse tourmenté? A la guerre de 1805 contre l'Autriche et la Russie a presque immédiatement suivi la guerre actuelle. Nous avons succombé : la Prusse est envahie, mais il reste encore la Russie à com-

battre. Il ne m'est pas donné de prévoir quel sera le terme de la guerre ; toutefois , en admettant même que l'issue en soit favorable pour vous , elle aura une fin , mais pour voir bientôt recommencer de nouvelles guerres ; si nous tenons bon , la France , épuisée par ses conquêtes , finira par succomber ; n'en doutez pas. Vous désirez la paix ? Conseillez-là , vous donnerez une grande preuve d'amour pour votre patrie.

« Ainsi me parlait sans cesse Blücher ; et , comme je n'ajamais admis que l'on dût faire son office d'homme public dans son salon , je répondais à ce qu'il me disait avec franchise , mais cependant avec cette réserve qui était un devoir dans ma position. Je ne lui disais pas , je ne pouvais pas lui dire , à quel point mes prévisions se trouvaient souvent d'accord avec les siennes ; seulement je ne craignis jamais de lui manifester combien j'aurais désiré voir conclure une paix raisonnable , c'est-à-dire une paix dans laquelle la puissance vaincue n'aurait pas été frappée par le droit du plus fort et courbée sous le joug de conditions humiliantes. Certes , si j'y avais pu quelque chose , et je ne le taisais pas à Blücher , il y aurait eu longtemps que l'empereur aurait renoncé à ces guerres d'invasion , guerres épouvantables. »

## CHAPITRE XVIII.

Affaires d'Espagne. — Récit de M. de Bourienne.

Dès la fin de 1809 commencèrent les affaires d'Espagne , qui se compliquèrent bientôt d'une manière si prodigieuse. Notre ambassadeur était alors M. de Beauharnais. Un fait assez important que je puis certifier , c'est que Bonaparte ne s'était jamais occupé de l'Espagne , tant que sa grandeur ne

fut qu'en projet; dans tout ce qu'il me disait de son avenir, de ses destinées, de son étoile, c'était toujours de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Orient et de la destruction de la puissance anglaise, qu'il était question, et non jamais de l'Espagne; aussi, quand il apprit les premiers symptômes de désordre, n'y fit-il pas beaucoup d'attention et laissa-t-il passer quelque temps avant de prendre une part active aux événements qui devaient avoir une si grande influence sur sa fortune.

Quel était l'état de choses? Godoi régnait en Espagne sous le nom du faible Charles IV. Ce favori était l'objet de l'exécration de tous ceux qui n'étaient pas ses créatures, et ceux mêmes qui s'étaient attachés à sa fortune nourrissaient pour lui le plus profond mépris. La haine des peuples est presque toujours le juste salaire des favoris, parce qu'un tel rôle annonce quelque chose d'abject dans l'âme et des sentiments vils et bas, Godoi fut un homme fatal; son ascendant était sans bornes sur la famille royale; son pouvoir était celui d'un maître absolu; les trésors de l'Amérique étaient à sa disposition, et il les employait à des séductions infâmes; enfin il avait fait de la cour de Madrid un de ces lieux où la muse indignée de Juvénal a conduit la mère de Britannicus. Nul doute que Godoi ait été une des principales causes de tous les malheurs qui depuis n'ont pas cessé d'accabler l'Espagne sous des formes diverses.

La haine des Espagnols contre le prince de la Paix était générale. Le prince des Asturies la partageait et se déclara ouvertement l'ennemi de Godoi; celui-ci s'unit à la France, dont il espérait une puissante protection contre ses nombreux ennemis. Cette alliance déplut en Espagne, et fit regarder la France de mauvais œil.

De son côté, Charles IV regardait comme dirigé contre lui

tout ce qu'on faisait contre le prince de la Paix ; et dès le mois de novembre 1807 , il accusait son fils de vouloir le détrôner.

M. de Beauharnais , parent du premier mari de Joséphine , était un homme fort circonspect. Ce fut lui qui informa d'abord le gouvernement des mésintelligences qui existaient entre le prince des Asturies et le roi d'Espagne. Pouvait-il laisser ignorer à l'empereur que , dans l'excès de son irritation contre son fils , Charles IV avait manifesté hautement le désir de voir révoquer la loi qui appelait le prince des Asturies à la succession de l'un des trônes de Charles-Quint ? Charles IV ne s'en tint pas à des plaintes et à des manifestations verbales , il agit , ou plutôt le prince de la Paix agit en son nom ; il fit arrêter les plus chauds partisans du prince des Asturies : celui-ci , bien instruit des sentiments de son père , écrivit à Napoléon pour lui demander son appui. On vit alors le père et le fils , en guerre ouverte , réclamer l'un contre l'autre l'appui de celui qui ne demandait qu'à se défaire de tous les deux pour mettre un de ses frères à leur place , et avoir un cadet de plus dans le collège des rois de l'Europe.

Quoi qu'il en soit , l'empereur avait promis à Charles IV de le soutenir contre son fils , ne voulant pas se compromettre dans ces affaires de famille. Il est certain qu'il ne répondit pas aux premières lettres du prince des Asturies ; mais voyant que les intrigues de Madrid prenaient un caractère sérieux , il commença provisoirement par envoyer des troupes en Espagne.

Dans ces circonstances menaçantes encore pour l'avenir , Godoi proposa à Charles IV de le conduire à Séville , où il serait plus à portée de déployer toute sa sévérité contre les factieux. Une proposition de Godoi à son maître était moins un conseil

qu'un ordre. Charles IV résolut donc de partir ; mais dès-lors le peuple regarda Godoi comme un traître. Le peuple se souleva , investit le palais , et le prince de la Paix fut sur le point d'être massacré dans un grenier où il s'était réfugié. Un de ces furieux eut la présence d'esprit d'invoquer en sa faveur le nom du prince des Asturies , et c'est ce qui l'arracha à une mort certaine.

Cependant , Charles IV ne conserva pas son trône : facile à intimider , on profita d'un moment d'effroi pour lui demander une abdication qu'il n'avait ni le courage ni la force de refuser. Il céda ses droits à son fils , et dès-lors disparut le crédit insolent du prince de la Paix. On le constitua prisonnier ; le peuple espagnol , facile à remuer comme toutes les populations ignorantes , manifesta sa joie avec un enthousiasme barbare. Pendant ce temps-là , le malheureux roi , soustrait par sa faiblesse aux violences et aux dangers plus apparents que réels qu'il avait eourus , et satisfait d'avoir gagné le droit de vivre en échange de sa couronne , changea d'idée aussitôt qu'il se vit en sûreté. Il lui revint alors des velléités royales , et écrivit à l'empereur pour protester contre son abdication. Il le prenait pour arbitre.

Pendant le cours de ces dissensions intestines , l'armée française suivait sa marche vers les Pyrénées ; bientôt ces montagnes furent franchies , et Murat fit son entrée dans Madrid vers le commencement d'avril 1808.

Il est de toute vérité que Murat ne croyait pas faire pour un autre que pour lui la conquête de l'Espagne , et il n'est pas étonnant que les habitants de Madrid aient été informés de ses projets , car son indiscretion était telle qu'il manifestait tout haut son désir de devenir roi d'Espagne.



L'empereur, en ayant été instruit, lui fit entendre en termes très-significatifs que ce n'était pas à lui que le trône d'Espagne et des Indes était destiné, mais qu'il penserait à lui. Aussi Murat, grand-duc de Berg, de Cleves et de Junien, n'était pas content.

Quoi qu'il en soit, les remontrances de Napoléon ne furent pas assez efficaces pour retenir Murat dans sa conduite inconsidérée; et s'il ne gagna pas la couronne d'Espagne, il contribua puissamment à la faire perdre à Charles IV. Ce monarque, qu'une vieille habitude attachait au Prince de la Paix, demanda à l'empereur de faire rendre son favori à la liberté; et l'on vit un descendant de Louis XIV, l'arrière successeur de Charles d'Anjou, solliciter comme une grâce d'aller vivre avec sa famille dans un lieu sûr, pourvu que Godoi fût avec lui.

Le roi et la reine sollicitèrent de Murat, avec les plus vives instances, la liberté de Godoi. Murat prit le Prince de la Paix sous sa protection; mais il déclara en même temps que, quant à l'abdication de Charles IV, il ne reconnaîtrait le prince des Asturies comme roi d'Espagne que jusqu'à ce qu'il eût reçu de l'empereur des ordres contraires. Cette déclaration mit Murat en opposition formelle avec la nation espagnole, qui haïssait mortellement le prince de la Paix, et qui, par l'effet de ce sentiment, embrassait le parti de l'héritier de la couronne en faveur duquel Charles IV avait abdiqué.

Ferdinand était bien roi; mais le roi disait que c'était contre sa volonté, et il se rétractait. Il fallait la reconnaissance de l'empereur; il était maître de la donner ou de la refuser. Il ne lui restait qu'à s'emparer des deux rois, leur dire qu'aucun d'eux ne le serait, et envoyer à Madrid

celui qu'il voulait mettre sur le trône. C'était là qu'il voulait en venir. La révolution d'Aranjuez avait l'assentiment général.

Dans cette situation des choses, Napoléon était arrivé à Bayonne. On détermina Ferdinand à s'y rendre pour arranger, avec l'empereur, les différends qui le divisaient avec son père. Il fut quelque temps à prendre sa résolution ; mais enfin des amis trompés le déterminèrent , et il partit pour Bayonne. Arrivé à Vittoria , la réflexion lui vint ; il se méfia des intentions de l'empereur, et soupçonna quelque piège. On assura au jeune roi que l'empereur voulait s'emparer de sa personne , et mettre la couronne d'Espagne sur la tête d'un membre de sa famille. Ferdinand vit alors la faute qu'il avait commise. Il était déjà presque au milieu des troupes françaises ; sa volonté n'était déjà plus libre. Il hésita ; il voulait rester à Vittoria , tourmenté de l'idée qu'une fois arrivé à Bayonne il ne pourrait plus en sortir. Tous ses amis , et beaucoup de personnes qui étaient accourues pour le voir à Vittoria , l'engageaient à y rester. Il fallut retourner à Bayonne pour demander de nouveaux-ordres et de nouveaux conseils de l'empereur.

Celui qui fut chargé de cette commission retourna à Vittoria. Il remit à Ferdinand une lettre de Napoléon pleine des assurances les plus perfides et des promesses les plus astucieuses , et dans laquelle Napoléon laissait entrevoir que le trône d'Espagne serait ou à Charles ou à Ferdinand , selon qu'il aurait la conviction de la vérité de ce que disait Ferdinand ou de la violence alléguée par Charles IV. On ne comprend pas comment un homme raisonnable a pu se laisser prendre à un pareil piège.

Victime de tant de perfidie , on sait ce qui lui arriva , ainsi qu'à son père , Charles IV, qui arriva après lui à Bayonne avec son inséparable prince de la Paix. Il venait rétracter son abdication , et l'on vit à Bayonne Charles, descendu du trône par sa volonté , qu'il reniait , son fils régnaant par droit de succession , et Napoléon , arbitre entre les deux , donner , pour les mettre d'accord , le trône à Joseph. La révolte du 2 mai à Madrid précipita le sort de Ferdinand , que l'on en accusait ; le scupçon tombait du moins sur ses amis et ses adhérents.

Charles IV , a-t-on dit , ne voulut pas retourner en Espagne , et demanda un asile en France. Il signa une renoncia-tion à ses droits sur l'Espagne.

Les victoires de Ragusa , de Burgos et de Tudéla ouvrirent à Napoléon une route triomphale jusqu'à Madrid. Le premier décembre , son quartier-général était au village de Saint-Augustin , à peu de distance de la capitale , d'où il entendait peut-être le tocsin , présage d'une insurrection générale et d'une résistance désespérée. L'enthousiasme des habitants de Madrid aurait pu sauver la ville s'il eût été soutenu et bien dirigé. Ils se saisirent de l'officier qui apportait la sommation , et ce ne fut qu'avec beaucoup de difficulté qu'on parvint à les empêcher de le mettre en pièces. Le 3 , les Français attaquèrent le palais de Buen-Retiro , qui avait été fortifié à l'instar d'une citadelle. Mille Espagnols périrent à la défense de ce poste. Le 4 , Morla ouvrit des pourparlers avec Napoléon. Morla et Yriarte , autre noble d'Espagne , dont on avait conçu de meilleures espérances , vinrent s'excuser du parti téméraire adopté par eux. Ils convinrent que la ville ne pouvait résister , mais que les dernières classes du peuple et les volontaires étaient résolus à la défendre ; qu'il serait donc convenable.

d'accorder un délai pour donner à leur fureur le temps de se refroidir, et à la crainte celui d'opérer sur eux son effet.

## CHAPITRE XIX.

Départ précipité de Napoléon pour la France. — Guerre avec l'Autriche.

L'empereur revint à Valladolid, d'où il partit précipitamment pour la France. Par un dernier acte, il déclara son frère Joseph généralissime des armées françaises en Espagne contre les Espagnols et les Anglais, qui avaient envoyé une armée dans la Péninsule.

Aussitôt que le temps le permit, il monta à cheval, et fit, dit-on, sans s'arrêter, excepté le temps nécessaire pour changer de chevaux, le trajet de Valladolid à Burgos, c'est-à-dire trente-cinq lieues d'Espagne, ou environ soixante-dix milles anglais, dans l'espace de cinq heures et demie.

L'incroyable rapidité que Napoléon mettait pour revenir en France, même sans visiter Madrid, ni attendre que le sort de l'armée anglaise fût décidé, surprit tous ceux qui l'entouraient. Quelques-uns pensaient qu'une conspiration avait été découverte à Paris; d'autres qu'un plan d'assassinat était organisé contre lui en Espagne; d'autres encore alléguaient des causes différentes; mais on sut bientôt que cet empressement avait pour motif une rupture prochaine avec l'Autriche.

L'Autriche déploya des efforts gigantesques. Ses armées surpassaient en nombre toutes celles qu'elle avait jamais mises sur pied : en y comprenant l'armée de réserve, elles s'élevaient à cinq cent cinquante mille hommes, dont l'archiduc Charles fut encore nommé généralissime.

Six corps d'armée, d'environ trente mille hommes chacun,

sous le commandement immédiat de l'archiduc Charles, devaient soutenir le principal poids de la guerre en Allemagne. Un septième, sous l'archiduc Ferdinand, était stationné en Gallicie. On le jugeait suffisant contre les troupes que l'empereur Alexandre, en raison de ses engagements avec Napoléon, aurait pu se croire obligé de diriger de ce côté. Deux autres divisions, sous l'archiduc Jean, étaient destinées à soulever le nord de l'Italie, où elles devaient pénétrer par les défilés de la Carinthie et de la Carniole.

Napoléon n'avait pas assez de troupes pour en opposer à chacune de ces masses formidables ; mais il eut recours à sa vieille tactique, espérant suppléer à l'infériorité du nombre par une rapidité de mouvement telle, qu'il pût avoir la supériorité sur le point où se viderait la querelle. Il appela les contingents de la confédération du Rhin, ceux du roi de Saxe, et plusieurs divisions en route pour l'Espagne ; par cette dernière mesure, il ajournait, ou plutôt il perdait l'occasion de soumettre ce pays. Il avait déjà, en Allemagne, les corps de Davoust et du général Oudinot. Les garnisons françaises établies en Prusse et dans les environs vinrent grossir les rangs de l'armée ; mais, avec tous ces renforts, Napoléon était encore de beaucoup inférieur en nombre à l'archiduc Charles.

Ce prince passa l'Inn le 9 avril 1809. L'Autriche commençait donc cette nouvelle lutte avec la France par l'invasion de la Bavière. Elle fondait quelque espérance sur le mécontentement universel des Allemands, surtout de ceux de la confédération du Rhin, et sur la haine que leur inspirait un système qui faisait d'eux, en toute occasion, les instruments de la politique française. L'archiduc déclara, dans son manifeste, que la cause de son frère était celle de l'indépendance géné-

rale , que l'empereur d'Autriche n'était mu par aucun désir d'agrandissement personnel ; et il s'adressait particulièrement à ceux de ses compatriotes qui se voyaient forcés de servir dans les rangs ennemis. Quel qu'ait pu être l'effet de cette proclamation, en supposant qu'elle ait eu le temps d'en produire un , le résultat en fut prévenu par cette promptitude qui assurait presque toujours le succès à Bonaparte.

Embarrassée d'un immense attirail militaire, l'armée autrichienne s'avancait pesamment, et faisait des haltes fréquentes. Quant à Napoléon , le télégraphe ne lui eut pas plus tôt appris l'envahissement de la Bavière, qu'il partit à l'instant de Paris pour Francfort, sans garde, sans équipage, sans un seul compagnon , pour ainsi dire, excepté Joséphine, qui le suivit jusqu'à Strasbourg, où elle attendit quelque temps le résultat d'une campagne dont le succès devait lui être si fatal.

L'archiduc se proposait de prendre l'offensive. Ses talents étaient reconnus ; son armée infiniment plus nombreuse que celle des Français , occupait des positions également favorables pour l'attaque ou pour la défense ; et cependant , par une suite de combinaisons les plus belles, les plus étonnantes peut-être que le génie de Bonaparte eût jamais conçues , il parvint, dans le court espace de cinq jours, à mettre en déroute les masses formidables qu'il avait à combattre.

De plus, Napoléon trouva ses troupes dans une position désavantageuse. Elles s'étendaient sur une longue ligne entre Augsbourg et Ratisbonne, présentant, par la faute de Berthier, a-t-on dit, un intervalle immense au centre. En donnant sur ce point, l'ennemi pouvait séparer l'armée française en deux, et la menacer d'une attaque de flanc. Napoléon vit l'er-

reur et les conséquences funestes qu'elle pouvait avoir. Il prit aussitôt l'audacieuse résolution de concentrer ses forces, au moyen d'une marche latérale et simultanée des deux ailes. Masséna reçut ordre de se porter, par un mouvement oblique, d'Augsbourg à Pfaffenhofen; Davoust, de se rapprocher du centre, par une manœuvre semblable, de Ratisbonne à Neustadt. Ces marches ne purent être que des marches forcées: Davoust ayant huit lieues à faire, Masséna douze à treize. Les instructions pour ce dernier partirent dans la nuit du 17. On lui demandait surtout intelligence et promptitude. Le temps jugé nécessaire pour l'exécution de ces mouvements étant écoulé, Bonaparte, avec ses forces du centre, fondit impétueusement sur deux divisions autrichiennes commandées par l'archiduc Louis et le général Hiller. Telle avait été la précision des calculs de Napoléon, que Davoust parut à point nommé pour tenir en échec les autres corps autrichiens qui auraient pu soutenir les divisions attaquées, pendant que Masséna, plus terrible encore, arrivant sur les derrières de l'archiduc Louis, acheva la défaite de l'ennemi. Cette victoire d'Abensberg, remportée le 20 avril, rompit la ligne des Autrichiens et commença leurs désastres. L'empereur les attaqua de nouveau le lendemain à Landshut, où ils perdirent trente pièces de canons, neuf mille prisonniers, beaucoup de munitions et de bagages.

## CHAPITRE XX.

Bataille d'Eckmühl. — Prise de Ratisbonne.

Le 22 avril, après cet heureux début, Bonaparte dirigea

toutes ses forces, habilement distribuées en plusieurs divisions, et s'avancant par des routes différentes, sur la principale armée autrichienne, que l'archiduc Charles, pendant ces premiers revers, avait concentrée à Eckmühl. Cette bataille passe pour une des plus admirables pages de l'histoire de l'art militaire. Plus de cent mille hommes furent chassés de toutes leurs positions, par suite des attaques savamment combinées d'un ennemi dont les troupes arrivaient successivement sur le champ de bataille, et occupaient la place qui leur étaient assignée, avec autant de régularité que les pièces d'un échiquier. Tous les blessés autrichiens, une grande partie de leur artillerie, quinze drapeaux et vingt mille prisonniers tombèrent au pouvoir des Français. La retraite fut marquée par des pertes analogues; et l'Autriche, frustrée encore une fois dans ses espérances de ressaisir son influence en Allemagne, était de nouveau réduite à combattre pour son existence comme nation.

Le jour suivant, les Autrichiens essayèrent de protéger la retraite de leur armée, en défendant Ratisbonne. Une brèche fut sans peine pratiquée dans ses anciens remparts; mais la mousqueterie des assiégés fut longtemps fatale aux Français qui voulurent monter à l'assaut. Il devenait difficile de trouver des hommes de bonne volonté pour renouveler l'attaque, lorsque l'impétueux Lannes saisit une échelle et eutur la dresser contre la muraille : « Je vous ferai voir, s'écria-t-il à ses soldats, que votre général est encore grenadier. » L'exemple les entraîna; la muraille fut emportée, et le combat continua dans les rues de la ville, qui fut bientôt en feu. Un corps français s'avancait au pas de charge contre un corps autrichien qui occupait encore une extrémité de rue la proie des



flammas ; il fut arrêté par quelques fourgons appartenant à l'ennemi : « Ce sont des caissons pleins de poudre , s'écria le commandant autrichien ; si le feu y prend , nous périssons tous ensemble. » Le combat cessa ; les deux partis se réunirent , pour éviter un désastre commun , et parvinrent à sauver les munitions. Enfin , les Autrichiens furent chassés de Ratibonne , laissant plusieurs pièces d'artillerie , des bagages et des prisonniers en grand nombre au pouvoir du vainqueur.

Pendant cette dernière mêlée , Napoléon , qui s'entretenait avec le maréchal du palais Duroc , et observait l'action de quelque distance , fut blessé d'une balle morte , qui lui fit une forte contusion : « Ce ne peut être qu'un Tyrolien qui m'ait ajusté de si loin , dit froidement l'empereur ; ces gens sont fort adroits. » Les personnes présentes lui représentèrent qu'il ne devait pas s'exposer ainsi : « Que voulez-vous que j'y fasse ? » répondit-il ; il faut bien que je voie ce qui se passe. » A la nouvelle de sa blessure , les soldats alarmés se précipitèrent autour de lui ; mais à peine voulut-il permettre qu'on le pensât , tant il brûlait de monter à cheval et de faire cesser l'inquiétude de l'armée en se montrant au milieu des rangs.

Ainsi , dans l'espace de cinq jours , terme pour ainsi dire que Napoléon avait fixé pour terminer les affaires d'Allemagne , l'aspect primitif de la guerre était entièrement changé ; et l'Autriche , qui s'y était engagée dans l'espoir flatteur de rétablir son ancienne prépondérance en Europe , se trouvait déjà réduite à continuer la lutte , dans la chance douteuse de conserver son existence politique. A aucune autre époque de sa carrière agitée , Napoléon ne déploya un génie plus fait pour

triompher de tous les obstacles ; jamais les talents d'un seul individu n'exercèrent une influence plus positive sur les destinées du monde. Non-seulement les forces qu'il avait sur le champ de bataille étaient de beaucoup moins nombreuses que celles de l'ennemi , mais elles se trouvaient d'abord , sous le point de vue militaire , dans des positions défavorables , et dans un état imparfait d'organisation. Napoléon arrive au milieu de tous ces désavantages , et , nous le répétons , sans autre secours , pour ainsi dire , que la force de son génie , il sort , au bout de cinq jours , complètement vainqueur d'une lutte qui s'annonçait sous un aspect si terrible. Il ne faut pas s'étonner que d'autres l'aient regardé , que lui-même se soit considéré comme un instrument choisi par la Providence , qui ne saurait être arrêté dans sa marche , et dont les armes sont invincibles.

Pendant que les débris de l'armée autrichienne se retiraient en hâte sur la Bohême , Napoléon employa les journées des 23 et 24 avril à passer la revue de ses troupes , et leur distribua libéralement des honneurs et des récompenses. C'était alors qu'il paraissait avec tous ses avantages ; s'il tenait trop du soldat avec les souverains , personne , mieux que lui , ne savait être souverain avec les soldats. Ce fut à cette occasion qu'il dit à un soldat , en le frappant familièrement sur la joue : « Je te fais chevalier ; » et il lui demanda son nom.

« Vous devez le savoir , répondit le soldat , car je suis l'homme qui vous a secouru de sa gourde quand vous mouriez de soif dans les déserts de la Syrie. »

Napoléon se rappela aussitôt l'homme et la circonstance. « Je te fais chevalier , reprit-il , avec une dotation de douze cents francs : que feras-tu de tant d'argent ? »

« Je boirai, avec mes camarades, à la santé de celui qui nous est si nécessaire. »

Les généraux eurent leur part dans les libéralités impériales, et particulièrement Davoust, qui exécuta d'une manière si brillante les manœuvres ordonnées par Napoléon, que le gain de la bataille lui fut spécialement attribué. Il fut créé prince d'Eckmühl. Il entra dans la politique de Napoléon de faire porter le nom du champ de bataille aux généraux qui avaient le plus contribué à la victoire, et d'allier le souvenir de leur valeur à celui du bienfait qui en était la récompense; de cette manière, chaque nouveau titre accordé au général anobli devenait un aiguillon de gloire pour tous les autres.

## CHAPITRE XXI.

Marche de Napoléon sur Vienne. — Prise de Vienne.

Après la bataille d'Eckmühl, l'archiduc Charles effectua sa retraite en Bohême, pays montagneux, rempli de défilés favorables à la défense, où il aurait pu réorganiser son armée, recevoir des renforts de toute espèce, et prolonger sa résistance dans le cas où Napoléon se fût mis à sa poursuite; mais les victoires de ces cinq jours mémorables avaient rendu Napoléon maître absolu de la rive droite du Danube, et de la grande route de Vienne, située sur cette même rive du fleuve. Fidèle à son principe de frapper directement au cœur de son adversaire, Napoléon résolut de marcher sur la capitale de l'Autriche, au lieu de poursuivre l'archiduc en Bohême. S'il eût adopté ce dernier parti, la guerre aurait pu traîner en longueur, et c'est ce que Napoléon avait toujours grand

soin d'éviter ; d'un autre côté, alarmées de la prépondérance que la France allait acquérir, la Russie, qui s'avancait lentement, et pour ainsi dire malgré elle, comme alliée de Napoléon, aurait pu s'arroger un droit de médiation ; qu'elle était assez forte pour prendre d'autorité, dans le cas où il lui eût été refusé. Ajoutons que le général autrichien Hiller, défait à Landslutz, et séparé de l'archiduc Charles, s'était mis à la tête d'une réserve considérable, et paraissait vouloir défendre la grande route de Vienne. Napoléon avait donc en tête un ennemi redoutable, pendant que l'archiduc Charles aurait eu la facilité de couper les communications de l'armée française sur ses derrières. Une insurrection générale dans le Tyrol menaçait aussi, non-seulement de chasser les Français et les Bava-rois de ces montagnes, mais d'envahir la Bavière elle-même ; des soulèvements commençaient à éclater dans toute l'Allemagne, et il était évident que si la fortune se fût prononcée contre la France, presque tout le nord de cette contrée eût pris les armes contre elle. Mais l'aspect de ces dangers, qui eussent ébranlé un homme moins déterminé que Napoléon, ne fit que le confirmer dans sa résolution de forcer l'Autriche à la paix, en descendant le Danube, et en occupant une seconde fois la capitale de l'Autriche.

Toutes ses mesures furent bientôt prises à cet effet. Trop faible pour essayer de défendre l'Inn, le général Hiller s'était replié sur Ebersberg, village protégé par un château fort sur la Traun. Cette rivière offre très-peu d'endroits guéables, et coulait entre deux rives naturellement escarpées ; un pont formait le seul point de communication avec le village, et la position, vue de face, paraissait imprenable ; Hiller l'occupait avec plus de trente mille hommes et une formidable artillerie ;

il espérait pouvoir s'y maintenir assez longtemps pour rétablir ses communications avec l'archiduc Charles, et concourir avec ce prince au salut de Vienne, en défendant le cours du Danube.

Le 8 mai, la position d'Ebersberg fut attaquée par Masséna, et emportée malgré une résistance désespérée, qui coûta probablement autant de monde aux vainqueurs qu'aux vaincus.

Le général Hiller se replia sur Saint-Polten, passa le Danube sur le pont de Mantern, qu'il détruisit ensuite, et continua son mouvement pour opérer sa jonction avec l'archiduc Charles, laissant ainsi toute la rive droite du Danube, et par conséquent la grande route de Vienne, ouverte aux Français. Napoléon marcha rapidement, mais en bon ordre, et sans précipitation, calculant ce qu'il lui fallait d'avance pour précéder l'archiduc à Vienne, et prenant d'ailleurs toutes les mesures nécessaires pour assurer ses communications.

La ville de Vienne, proprement dite, est entourée des anciennes fortifications qui soutinrent les assauts des Turcs en 1683. Ses immenses faubourgs sont faiblement protégés par quelques ouvrages, dont une grande armée seule pourrait tirer parti. S'il eût été possible à l'archiduc Charles de se jeter dans Vienne avant que Bonaparte se fût présenté sous ses murs, nul doute que l'empereur des Français n'eût éprouvé une résistance vigoureuse. Les habitants étaient pleins de patriotisme; ils firent feu des remparts sur les premières colonnes françaises, et refusèrent de se rendre à la sommation qu'on leur en fit. L'archiduc Maximilien était gouverneur de la place, où il avait fait venir dix bataillons de troupes de ligne, et dix bataillons de landwehr ou milice; une grêle de

bombes, fondant sur la ville, vint commencer, pour les habitants, les désastres inévitables d'une défense. Le palais de l'empereur d'Autriche se trouvait directement exposé à ce feu terrible. Le projet de défendre Vienne ne tarda pas à être abandonné. L'archiduc Maximilien sortit de la ville avec les troupes de ligne; et le général Oreilly, qui ne commandait plus qu'à quelques bataillons de landwehr, signa, le 12, une capitulation.

Napoléon n'entra point à Vienne; il établit son quartier-général à Schoenbrunn, l'un des palais de l'empereur d'Autriche, dans le voisinage de la capitale.

Cependant l'archiduc Charles, qui n'avait pu empêcher la chute de Vienne, s'avancait pour la venger. Son armée s'était considérablement accrue en Bohême, et les événements du nord de l'Allemagne et du Tyrol étaient tellement de nature à compromettre l'influence des Français, qu'il fallait toute la terreur inspirée par la bataille d'Elckmühl pour contenir les vassaux du conquérant dans un état de soumission dont ils auraient voulu s'affranchir. Avant donc que de raconter les faits mémorables qui allaient avoir lieu sur le Danube, nous priérons le lecteur de jeter avec nous un coup-d'œil sur les hostilités aux frontières de Pologne, en Italie, au nord de l'Allemagne et dans le Tyrol; car, à cette époque mémorable, le théâtre de la guerre s'étendait sur une grande partie du monde civilisé.

En Pologne, l'archiduc Ferdinand pénétra dans le grand-duché de Varsovie, autrefois Pologne prussienne. Il s'empara de la capitale elle-même; et telle fut la rapidité de ses mouvements vers le nord, qu'il se trouvait dans le voisinage de Thorn, et en état de faire un appel à la Prusse, avant, pour

ainsi dire, que le prince Poniatowski eût rassemblé un faible corps d'armée entre la Narew et la Vistule. Nul doute que la Prusse ne se fût levée à sa voix, si l'archiduc Charles eût obtenu le moindre succès au commencement de la campagne; toutes les places fortes de cette puissance étaient occupées par des garnisons françaises.

Néanmoins, les Prussiens éprouvaient un sentiment profond d'indignation contre le joug étranger. La doctrine du Tugend-Bund (1) avait été généralement reçue dans les moyennes et les hautes classes; quant au bas peuple, il ne prenait conseil que de son patriotisme et de son courage.

## CHAPITRE XXII.

L'île de Lobau.

Napoléon était maître de Vienne et de la rive droite du Danube. L'archiduc Charles arrivait sur la rive opposée du fleuve, qui, grossi par les pluies et la fonte des neiges, semblait comme une barrière insurmontable entre les deux armées rivales. En 1805, lorsque Napoléon s'empara de Vienne pour la première fois, les ponts avaient été conservés, de sorte qu'il avait pu marcher sans délai au-devant de Koutousoff et de l'armée russe. Cette fois, Napoléon n'eut pas le même avantage. Il ne restait plus un seul pont au-dessus ni au-dessous de Vienne sur lequel il pût passer le fleuve, et terminer la guerre par une nouvelle victoire sur l'archiduc autrichien. D'un autre côté, chaque instant qui s'écoulait dans l'indécision était préjudiciable à l'empereur français.

(1) *Tugend-bund*, amis de la vertu.

Charles attendait ses frères ; il était dans son pays , il pouvait faire subsister facilement son armée. Napoléon , au contraire , se trouvait en pays ennemi , ne devait pas espérer de renforts , et pouvait rencontrer des obstacles dans l'approvisionnement de ses troupes. Ajoutons que l'Allemagne conservait encore l'espoir tant qu'une armée autrichienne tenait la campagne. La prudence déterminâ donc Napoléon à faire tous ses efforts pour jeter un pont sur le Danube , et à passer le fleuve à la tête de son armée , dans le dessein de livrer bataille à l'archiduc Charles sur la rive gauche.

Ce fut à Nussdorf , à une demi-lieué au-dessus de Vienne , qu'il voulut d'abord tenter cette entreprise hardie : en cet endroit , le principal courant du fleuve roule dans un canal étroit et profond du côté de la rive droite , plus élevée que la rive opposée , et offrant ainsi les moyens de protéger le passage. Mais un corps de cinq cents hommes qui l'avait traversé dans le but de réparer l'ancien pont qui existait à Nussdorf en 1805 , ayant été taillé en pièces par les Autrichiens , le projet de passer sur ce point fut abandonné.

Vis-à-vis d'Ebersdorf , village situé sur la rive droite , le Danube est divisé en cinq bras séparés par plusieurs îles , dont l'une , fort grande , est appelée Lobau. Deux de ces bras sont très-larges : les îles présentent une forme irrégulière , et paraissent formées de terres d'alluvion. Leur surface est inégale , en partie couverte de bois , de marais et d'eau. Ce fut là que Napoléon résolut d'établir un pont. Il réunit à cet effet tous les bateaux , grands et petits , et tous autres matériaux qu'il put rassembler. L'ingénieur Aubry montra beaucoup d'intelligence et d'activité en cette occasion.

Les Français furent obligés d'employer des caissons et des



bateaux de pêcheurs remplis de boulets au lieu d'aneres, et d'avoir recours à d'autres matériaux de cette nature pour l'accomplissement de leur projet.

Les matériaux étant rassemblés, Napoléon visita l'île de Lobau le 19 mai, et donna des ordres pour que le pont fût achevé le plus promptement possible. Il fut si bien obéi que, dès le lendemain, les troupes commencèrent à passer, encore bien que le pont fût loin d'être terminé : elles rencontrèrent, sur la rive gauche, quelques tirailleurs autrichiens ; mais, comme ils se replièrent sans beaucoup de résistance, il devint plus évident encore que l'archiduc n'avait point voulu s'opposer au passage.

### CHAPITRE XXIII.

#### Bataille d'Essling.

En dépassant le dernier pont, car il y en avait un sur chaque bras du fleuve, les troupes françaises entrèrent dans une petite plaine, entre les deux villages d'Aspern et d'Essling. Aspern est sur la gauche, à environ mille toises de l'endroit où était le pont ; Essling, se trouve à l'autre extrémité de la plaine, à quinze cents toises environ du même pont. Bâti en pierre, garni de jardins, de terrasses et de cours, les deux villages formaient chacun une petite forteresse, dont le parvis de l'église d'Aspern, et un vaste magasin à Essling, pouvaient être regardés comme la place d'armes et la citadelle. Le profond fossé qui bordait la grande route existant entre ces deux fortes positions les liait comme une courtine lie deux bastions.

Cette position, si elle eût été occupée, aurait pu être tour-

née des deux côtés; mais la nature du terrain aurait rendu cette opération difficile.

Encore plus sur la droite et plus près d'Aspern que d'Essling, est un autre village nommé Entzersdorf. Il y a mille toises d'Aspern à Essling, et un peu moins d'Essling à Entzersdorf. En avant de ces villages est un coteau à pente-douce, qui s'étend entre les deux hameaux de Raschdorf et de Bisamberg, et termine l'horizon dans cette direction. Napoléon, après avoir fait passer environ trente mille hommes d'infanterie et six mille de cavalerie, fit élever une redoute pour couvrir l'extrémité du pont sur la gauche. En même temps les troupes occupèrent Aspern et Essling et la ligne qui les réunissait.

Pendant la nuit les rapports furent contradictoires, et ce que l'on pouvait observer à l'horizon ne donnait aux généraux aucune indication précise sur le nombre et les projets des Autrichiens. Quelques feux allumés sur les hauteurs éloignées de Bisamberg firent supposer à Lannes que l'ennemi s'y était concentré. Mais plus près des Français, et sur leur front, on distinguait à l'horizon une bande pâle d'environ une lieue de longueur, produite par le reflet de feux nombreux que l'élévation du terrain empêchait les Français de voir.

Lannes en conclut qu'ils n'avaient devant eux qu'une forte arrière-garde, Masséna, plus judicieusement, assura que c'était l'armée entière. Napoléon, voulant décider la chose par lui-même, monta à cheval le 24 au point du jour; mais le terrain était tellement couvert par la cavalerie légère de l'ennemi, qu'il était impossible de reconnaître sa position. Tout d'un coup elle fut démasquée, et l'on vit les Autrichiens s'avancer sur cinq colonnes, commandés par leurs meilleurs

généraux , du double plus nombreux que l'armée française , et ayant deux cent vingt pièces de canon. Le combat commença par une attaque désespérée dirigée contre Aspern , qui fut pris et repris plusieurs fois. Le carnage fut horrible ; toutefois l'opiniâtreté de l'attaque des Autrichiens ne put triompher de la résistance des Français, Essling fut également attaqué par les premiers , mais avec moins d'acharnement , et il y eut une grande perte de part et d'autre.

La bataille avait commencé vers quatre heures de l'après-midi ; la nuit approchait et il n'y avait encore rien de décidé. L'archiduc fit avancer sa réserve et porta ses différents corps sur Aspern , où était le fort du combat. Il n'y avait pas de jardin , de terrasse , de cour de ferme , qui ne fût le théâtre de la lutte la plus opiniâtre. Charriots , charrettes , herses , charrues , tout était transformé en barricades. Les succès étaient variées , et les deux partis confondus. Vers la fin du jour , Masséna resta maître d'une partie de la place , détruite par les bombes et encombrée de morts. Les Autrichiens , de leur côté , s'étant emparés de l'église et du cimetière , s'attribuèrent la victoire sur la gauche.

Pendant cette journée meurtrière, Essling fut l'objet de trois attaques générales , que les Français repoussèrent énergiquement. Lannes , qui le défendait , fut un moment tellement serré , qu'il n'aurait pu tenir , si Napoléon ne fût venu à son secours , et ne lui eût donné le temps de respirer , en faisant exécuter à propos , et avec beaucoup d'audace , une charge de cavalerie : la nuit sépara les combattants.

Le 22 , la canonnade recommença ; les deux armées avaient reçu des renforts , Napoléon , de la rive gauche ; l'archiduc , des réserves de son arrière-garde. Les Français eurent d'abord

l'avantage; ils reprirent l'église d'Aspern, et firent un grand nombre de prisonniers; mais les attaques se renouvelèrent avec la même rage que la veille. Napoléon prit alors une résolution digne de sa renommée. Il s'aperçut que l'ennemi, en serrant Aspern, où s'appuyait la gauche des Français, se tenait en arrière, ou, en langage militaire, refusait sa droite et son centre, il en conclut que l'un et l'autre avaient été affaiblis pour renforcer les corps qui attaquaient Aspern. Il fit en conséquence avancer sa droite et son centre pour attaquer les Autrichiens sur ce point affaibli; le mouvement fut exécuté par échelons, à commencer de la droite; des masses formidables d'infanterie, soutenues par une artillerie nombreuse, s'élancèrent avec impétuosité. Les Autrichiens furent repoussés et sur le point d'être enfoncés; des régiments et des brigades se trouvaient sans communication, et le centre allait être séparé de la droite. L'archiduc Charles arrive dans ce moment critique, il fait avancer des réserves, remplit les vides que l'attaque furieuse des Français avait occasionnés dans ses rangs, et saisissant un drapeau, ramène lui-même ses grenadiers à la charge.

Le pont établi par Napoléon sur le Danube fut emporté, et l'armée française se trouva dans un grand danger.

Napoléon se vit forcé de se retirer pour assurer, ou plutôt pour rétablir la communication avec la rive droite. La retraite des Français donna aux Autrichiens le signal pour se porter en avant; ils reprirent Aspern, et si les Français n'essuyèrent pas des pertes énormes, ils le durent à l'habileté et à la valeur la plus extraordinaire. Lannes, dont la conduite avait fait pendant toute cette journée l'admiration générale, eut les deux jambes fracassées par un boulet. Mas-

séna conserva dans cette crise beaucoup de présence d'esprit et d'activité, et l'armée lui dut en grande partie son salut.

Enfin, la retraite des Français fut couverte par le canon du village d'Essling, que les Autrichiens attaquèrent à plusieurs reprises avec fureur. S'ils eussent réussi également sur ce point; l'armée française aurait eu de la peine à échapper. Heureusement pour Napoléon, la partie du pont qui joignait la grande île de Lobau avec la rive gauche, sur laquelle on combattait, était encore entière, et défendue par des fortifications. Il eut par ce moyen la facilité de faire passer les débris de son armée dans l'île en évacuant entièrement la position qu'il occupait sur la rive droite. La perte de chacune des deux armées fut de plus de vingt mille hommes tués et blessés. Saint-Hilaire, un des meilleurs généraux français, avait été tué sur le champ de bataille; et Lannes, blessé à mort, fut transporté dans l'île. Il fut vivement regretté par Napoléon, qui considérait ses talents comme son propre ouvrage.

Le 23, lendemain de la sanglante bataille d'Aspern, Napoléon était, avec les blessés et le reste de son armée, bloqué dans l'île marécageuse de Lobau et celle d'Entzersdorf, plus près de la rive gauche, appelée ainsi d'après le village de ce nom. Celle-ci, plus petite que l'autre, dont elle était pour ainsi dire un ouvrage avancé, n'est séparée de la rive gauche, occupée par les Autrichiens, que par un canal de vingt-trois toises de largeur. La destruction des ponts avait totalement isolé Bonaparte de la rive droite, où était son arrière-garde commandée par Davoust. La nature du terrain sur la rive gauche, en face de l'île d'Entzersdorf, permettait de placer de l'artillerie pour commander le canal; et l'on assure que

le général Hiller proposa avec instance de forcer ce bras du fleuve, et d'attaquer successivement les îles d'Entzersdorf et de Lobau, répondant du succès sur sa tête. La perte considérable éprouvée par les Autrichiens dans les deux journées précédentes parait avoir été la cause qui fit rejeter ce plan.

Napoléon ayant, avec une prodigieuse célérité, rassemblé ses matériaux, réussit, dès le second jour après la bataille, à rétablir ses communications avec la rive droite. Les Autrichiens voyaient ainsi s'évanouir la possibilité de profiter de son isolement. La même activité convertit en peu de temps l'île de Lobau en un camp immense, protégé par des batteries, et à l'abri de toute surprise de la part des Autrichiens ; ce qui rendait également impraticable le plan de Hiller. Les autres petites îles furent fortifiées de même ; et le premier juillet l'empereur établit définitivement son quartier-général dans l'île de Lobau, qui reçut le nom d'île Napoléon ; ce camp était une immense citadelle où il avait tous les moyens de tomber à volonté sur son ennemi. Avec une inconcevable rapidité, l'on vit paraître des pontons et tout ce qu'il fallait pour construire, sur un meilleur plan, trois ponts de bateaux ; celui qui avait été détruit fut réparé de manière à n'avoir plus rien à redouter des flots du Danube. Il réunit de nouveau les îles occupées par les Français avec la rive gauche ; et les Autrichiens observaient si négligemment l'ennemi, que, quoi qu'ils fussent sur leur propre terrain, et que le sort de leur patrie dépendit de l'issue de la campagne, il parait qu'ils ne supposaient point à Napoléon d'autre moyen de communication que cet ancien pont, qui aboutissait entre Aspern et Essling. Imbus de cette fausse idée, ils perdirent leur temps

à élever des fortifications ; cependant rien n'était plus aisé que de signaler les trois nouvelles constructions.

## CHAPITRE XXIV.

Bataille de Wagram.

Pendant plusieurs semaines les deux armées reçurent des renforts ; les nobles autrichiens et hongrois firent de grands efforts pour mettre sur pied leurs vasseaux. Napoléon , de son côté , ordonnait dans toute l'Allemagne , plus ou moins soumise à son influence , des levées considérables pour consommer l'asservissement de ce pays.

Mais des armées plus nombreuses et plus puissantes s'avancèrent de la frontière nord-est de l'Italie , d'où l'archiduc Jean , comme nous l'avons déjà dit , passait en Hongrie , à l'effet d'opérer sa jonction avec l'archiduc Charles : il effectua sa retraite , mais non sans être inquiété. Le prince Eugène de Beauharnais , à la tête de l'armée destinée à combattre l'archiduc Jean en Italie , ayant réuni les troupes qui étaient en Dalmatie , suivit les Autrichiens , les força plusieurs fois au combat , remporta sur eux plusieurs avantages , et atteignit aussitôt qu'eux les frontières de la Hongrie. On devait s'attendre à voir la ville de Raab prolonger sa résistance , afin de donner à l'archiduc Jean le temps de combiner ses mouvements avec ceux de son second frère l'archiduc Rénier , occupé à organiser l'insurrection hongroise ; mais la fatalité qui dominait cette campagne fit tomber Raab huit jours après la défaite de ce prince sous les murs de cette ville. L'armée d'Italie opéra sa jonction avec l'armée française ; et l'archi-

duc Jean , après avoir passé le Danube à Presbourg , s'avança vers l'est pour se joindre à l'archiduc Charles ; mais Napoléon tenait beaucoup à prévenir cette jonction.

Le 5 juillet , à dix heures du soir , les Français se mirent en mouvement pour passer des îles sur la rive gauche du Danube. Des chaloupes canonnières firent taire quelques-unes des batteries autrichiennes ; on évita les autres en passant le fleuve hors de leur portée , sur les nouveaux ponts.

Le lendemain , au point du jour , l'archiduc fut péniblement surpris en voyant toute l'armée française établie sur la rive gauche , après avoir tourné toutes les fortifications qu'il avait élevées pour l'arrêter. Essling et Entzersdorf avaient été emportés , et l'armée française présentait son front à l'aile gauche de l'archiduc , menaçant à la fois son flanc et son arrière-garde. L'archiduc essaya de corriger sa position en débordant la droite des Français , tandis que les Français se précipitèrent en avant pour enfoncer le centre des Autrichiens , qui s'appuyait sur Wagram ; ce village fut pris et repris , et il n'y restait qu'une maison , qui était occupée par l'archiduc Charles , quand la nuit vint terminer cette affaire meurtrière , mais non décisive. De nombreux courriers étaient expédiés à l'archiduc Jean pour hâter son arrivée.

Le lendemain , 6 juillet , eut lieu la terrible bataille de Wagram , dans laquelle l'archiduc Charles commit , dit-on , la grande faute d'étendre sa ligne en affaiblissant son centre. Son ennemi était trop actif pour ne pas en profiter. Lauriston , avec cent pièces de canon , et Macdonald , à la tête d'une division d'élite , chargèrent le centre des Autrichiens , et l'enfoncèrent. Napoléon déploya tout son courage et tous ses talents : il se montra dans le plus fort de la mêlée , quoique



sa vie se trouvât souvent en danger par la grêle de mitraille que sa suite nombreuse attirait de son côté.

Il paraît que le désordre se mit dans l'armée autrichienne : l'aile gauche se conduisit mal ; des cris d'alarme se firent entendre , et l'exemple d'une fuite précipitée fut donné par ceux qui auraient dû être les derniers à le suivre. Les Français firent vingt mille prisonniers ; en un mot, la déroute fut complète ; et l'archiduc Jean , qui arriva avec une partie de son armée avant que l'affaire fût entièrement terminée , s'estima heureux de pouvoir se retirer sans être aperçu par l'ennemi (1).

L'empereur d'Autriche , se voyant hors d'état de résister, conclut avec Napoléon , à Znaim, un armistice , en vertu duquel il évacuait le Tyrol , livrait les citadelles de Brunn et de Gratz comme gages de la sincérité avec laquelle il désirait la paix.

La défense du Tyrol , qui figurera dans l'histoire à côté des exploits de Guillaume Tell , fut terminée par l'armistice de Znaim. Toutefois le peuple n'abandonna pas les Autrichiens qui l'abandonnaient : dans le mois de juillet , quarante mille Français et Bavares attaquèrent le Tyrol par l'Allemagne , tandis que , du côté de l'Italie , le général Rusca , à la tête de dix-huit mille , pénétrait , par Clagenfurt , dans les

(1) Près de quatre cent mille hommes et douze à quinze cents pièces de canon ont été engagés sur un champ de bataille étudié , médité , fortifié par l'ennemi pendant plusieurs mois. Dix drapeaux , quarante pièces de canon , quatre mille morts , neuf mille blessés et dix-huit mille prisonniers formant les trophées de cette journée. La perte des Français s'éleva à trois mille morts et six mille blessés. Les colonnes les plus rapprochées de Vienne n'en étaient pas à douze cents toises. La nombreuse population de cette capitale couvrait les tours , les clochers , les toits , pour être témoins de ce grand spectacle. L'empereur d'Autriche était monté sur un belvédère d'où il voyait le champ de bataille.

Alpes tyroliennes du midi. Les Tyroliens, sans se laisser épouvanter par le danger de cette double invasion, tombèrent sur les assaillants au moment où ils pénétraient dans leurs défilés, et les anéantirent. Les moyens qui causèrent la destruction d'une division de dix mille Français et Bavaois entrés par la vallée de l'Inn, serviront à expliquer les autres triomphes des Tyroliens.

Les ennemis s'avancèrent en colonne le long de l'Inn, qui, dans cet endroit, forme un torrent profond et rapide, où des rochers énormes sont suspendus sur la rivière et la route. L'avant-garde pénétra jusqu'à Prutz, but de l'expédition, sans rencontrer de résistance. Il n'en fallut pas davantage pour décider le reste du corps à s'enfoncer dans ce terrible défilé où les rochers, se rapprochant de plus en plus, semblaient toujours prêts à se fermer au-dessus d'eux. Il ne parvenait aux oreilles des soldats d'autre son que les cris des aigles chassés de leurs nids, et le mugissement de la rivière; les précipices cachés en partie sous un épais brouillard, ne laissaient voir aucune figure humaine. Enfin, une voix se fit entendre de l'autre côté du ravin : « Faut-il commencer ? — Non, » répondit d'un ton d'autorité une autre voix, qui, ainsi que la première, semblait partir des régions supérieures. Le détachement bavaois fit halte, et envoya demander des ordres au général en chef. Dans ce moment se fit entendre le terrible signal : « Au nom de la Sainte-Trinité, lâchez tout ! » D'énormes rochers et des troncs d'arbres amoncelés depuis longtemps à cet effet, furent précipités dans toutes les directions, et en même temps les Tyroliens, qui ne tirent jamais sans atteindre leur but, commencèrent leur feu meurtrier derrière tous les buissons ou fragments de rocher qui

pouvaient les recéler. Cette terrible attaque faite contre toute la ligne à la fois , anéantit en quelques instants les deux tiers du corps ennemi. Alors les Tyroliens sortant de leurs retraites , armés de sabres , de lances , de haches , de faux , de massues et de tous les instruments de culture , tombèrent sur le reste de ce corps , qu'il leur fut aisé de détruire. L'avant-garde , qui avait atteint Prutz , ayant été forcée de capituler , on calcule qu'un très-petit nombre d'individus seulement purent sortir de ce funeste passage.

Mais tout le courage des Tyroliens , aidé de la force de leurs montagnes , ne pouvait leur donner les moyens de résister à Napoléon , à qui la paix avec l'Autriche permettait d'employer ses immenses ressources à l'envahissement de ce pays. L'Autriche elle-même , pour laquelle ils s'étaient engagés dans cette guerre terrible , au lieu de stipuler pour leur sûreté , les fit exhorter froidement à mettre bas les armes. Ils renoncèrent donc à toute espèce de résistance comme inutile. Hofer se démit de son commandement en chef , et les Bavares se virent de nouveau en possession d'un pays que seuls ils n'eussent jamais pu reconquérir. Hofer et environ trente chefs de ces héroïques patriotes furent indignement mis à mort pour expier les désastres occasionés par leur bravoure ; mais leur renommée aussi-bien que leur intrépidité , étaient hors des atteintes de celui qui se faisait en même temps leur juge et leur bourreau.

Les conditions de la paix avec l'Autriche ne furent arrêtées que le 14 octobre 1809 , quoique l'armistice eût été signé trois mois plus tôt.

## CHAPITRE XXV.

Descente des Anglais à Walcheren. — Enlèvement du Pape.

Le 30 juillet, les Anglais débarquèrent sur les îles de Sub-Beveland et de Walcheren. Le 1<sup>er</sup> août, ils attaquèrent par mer et par terre Flessingue, ville principale du pays, qui se rendit le 15, et sa garnison, forte de quatre à cinq mille hommes, fut envoyée en Angleterre; mais là se bornèrent les succès des Anglais.

Fouché, chargé de la direction de la police, et l'on peut dire du gouvernement, puisqu'il avait en même temps le portefeuille de l'intérieur, mit sur pied, avec une promptitude extrême, quarante mille gardes nationaux pour remplacer les troupes de ligne, dont les Pays-Bas étaient dégarnis. Dans une proclamation qui réussit merveilleusement à exciter l'ardeur guerrière des Français, il fit usage de la phrase suivante; « Montrons à l'Europe que, si le génie de Napoléon donne de la gloire à la France, sa présence n'est point nécessaire pour la mettre en état de chasser ses ennemis de son sol. » Ces expressions annonçaient trop d'indépendance pour plaire à Napoléon. Fouché paraissait se suffire à lui-même : il n'en fallait pas davantage pour contre-balancer ses services.

Après avoir perdu plus de soldats que trois batailles ne leur en auraient coûté, les Anglais firent sauter les fortifications de Flessingue, et retournèrent en Angleterre.

Pendant que l'Angleterre luttait ainsi contre la France, Napoléon, du palais de Schoebrunn, décidait du sort du

continent sur tous les points où les Anglais ne pouvaient le contrarier.

Les Etats du pape excitaient vivement son ambition. On sait qu'ils se composent de l'espace renfermé entre le royaume de Naples, alors gouverné par Murat, et les provinces du nord de l'Italie; celles-ci, en y comprenant la Toscane, nouvellement incorporée à la France, formaient un Etat qui, sous le nom de royaume d'Italie, faisait partie de l'empire de Napoléon. Ainsi le patrimoine de l'Eglise était la seule portion de la péninsule italienne qui ne fût pas directement ou indirectement sous l'empire de la France, et comme il séparait les Etats de Naples de ceux de Napoléon, les Anglais trouvaient des facilités pour y effectuer des descentes de Sicile ou de Sardaigne, et, ce que Napoléon avait tant à cœur de prévenir, pour y importer des marchandises. La guerre d'Autriche, en 1809, et l'armée considérable que l'archiduc Jean commandait alors en Italie, et qui, sans la défaite d'Eckmühl, eût pu opérer des grandes choses, faisaient regarder par Napoléon l'indépendance des Etats-Romains avec d'autant plus de mécontentement et de méfiance.

Son ambassadeur reçut en conséquence l'ordre de représenter au pape la nécessité de fermer ses ports au commerce britannique, et d'entrer dans le système continental; enfin, de déclarer d'une manière plus explicite qu'il accédait à la confédération formée entre les royaumes d'Italie et de Naples, ou, en d'autres termes, de se joindre à la coalition armée contre l'Autriche et l'Angleterre. Pie VII consentit, quoiqu'avec peine, à fermer ses ports aux Anglais; mais il refusa positivement de prendre une part active à la guerre. Il était, disait-il, le père de toutes les nations chrétiennes, et ne pou-

vait, sans manquer à ce titre, se faire l'ennemi d'aucune d'elles.

Napoléon, ayant reçu cette réponse, ne se crut plus tenu à aucun ménagement à l'égard du pape, Et afin, dit-il, de se prémunir contre les inconvénients qui pouvaient résulter pour lui de l'obstination du Saint-Père, il fit occuper les villes d'Ancône et de Civita-Vecchia par les troupes françaises, contre lesquelles il n'y avait aucun moyen de résistance.

Le 17 mai, Napoléon publia un décret dans lequel, parlant comme successeur de Charlemagne, il posait les principes suivants : 1° que son auguste prédécesseur avait donné Rome et quelques autres portions du territoire comme fiefs aux évêques de cette ville, mais sans se départir de son droit de souveraineté; 2° que la réunion des autorités religieuse et civile avait toujours été une source de troubles, dont les pontifes avaient profité pour étendre leur puissance temporelle, sous prétexte de défendre leur puissance spirituelle; 3° que les prétentions temporelles du pape étaient incompatibles avec la tranquillité et la prospérité des nations soumises à Napoléon, et toutes les propositions qu'il avait faites sur ce sujet ayant été rejetées, il déclarait par un décret que les Etats de l'Eglise étaient réunis à l'empire français. Cette déclaration était accompagnée de quelques articles renfermant des mesures pour la conservation des monuments classiques, l'allocation d'un revenu de deux millions de francs assuré au pape, et la déclaration que les biens et le palais appartenant au Saint-Siège étaient exempts de toutes charges et inspections; enfin, le décret qui confiait le gouvernement intérieur de Rome à une consulte ou comité d'administration

auquel était délégué le pouvoir d'adapter à cette ville la constitution d'Italie. En conséquence du rescrit impérial, cette consulte publia, le 10 juin, une proclamation portant que l'autorité temporelle du pape sur la ville de Rome retournait à Napoléon, mais que cette ville continuerait d'être la résidence du chef visible de l'Eglise catholique.

Napoléon s'était sans doute flatté de pouvoir amener le pape à sanctionner l'anéantissement de sa puissance temporelle, avec autant de facilité qu'il avait obtenu des Bourbons d'Espagne la ratification de l'usurpation de la couronne d'Espagne, leur héritage. Mais Pie VII avait une âme d'une trempe plus vigoureuse. Le soir qui suivit la publication de la proclamation des nouveaux fonctionnaires, en vertu de laquelle il était dépouillé de sa puissance temporelle, le chef de l'Eglise déclara que Napoléon, empereur des Français, avait, ainsi que ses partisans et ses conseillers, encouru la sentence solennelle de l'excommunication qu'il lançait contre eux.

L'empereur, violemment irrité de l'obstination du pape et du courage qui l'avait porté à adopter une mesure aussi audacieuse, résolut de l'en punir. En conséquence, dans la nuit du 5 au 6 juillet, le palais Quirinal, résidence de Sa Sainteté, fut forcé par des soldats, et le général Radet, se présentant devant le saint-père, exigea qu'il renonçât sur-le-champ aux biens temporels appartenant au siège de Rome.

« Je ne dois, ni ne veux, ni ne puis faire une pareille cession, répondit Pie VII. J'ai fait serment à Dieu de maintenir dans leur intégrité les possessions de la sainte Eglise; je ne violerai point mon serment. »

Le général alors déclara à Sa Sainteté qu'il fallait qu'elle se préparât à quitter Rome.

« Telle est donc , s'écria le vénérable pontife, la reconnaissance de votre empereur pour mon extrême condescendance à l'égard de l'Eglise de France et envers lui-même ? Peut-être, sous ce rapport, ma conduite est blâmable aux yeux de Dieu, et maintenant il veut m'en punir. Je me sou mets humblement à sa divine volonté. »

A trois heures du matin, le pape fut mis dans une voiture, dans laquelle un cardinal eut seul la permission d'entrer avec lui, et ce fut ainsi qu'on l'arracha violemment à sa capitale. Quand ils furent arrivés à la porte *del Popolo*, le général fit observer à Sa Sainteté qu'il était encore temps pour elle de consentir à la cession de ses domaines temporels ; le pape refusa avec énergie, et la voiture continua sa route.

A Florence, Pie VII fut séparé du cardinal Pacca, et le général Radet remplacé par un officier de gendarmerie. Après un voyage pénible, fait en partie dans une litière, et quelquefois à la lueur des torches, ce vieillard vénérable partit pour Alexandrie, et fut transféré de là à Mondovi, d'où il devait passer les Alpes pour se rendre à Grenoble.

Mais la singulière apparition du chef de la chrétienté, escorté par la gendarmerie et surveillé comme un prisonnier d'Etat, excita l'intérêt de tous les habitants du midi de la France : une population nombreuse se présentait pour implorer la bénédiction du Saint-Père.

Ainsi, à un décret d'envahissement, Pie VII avait opposé un bref d'excommunication. Quand l'empereur reçut à Vienne la nouvelle de l'opposition morale du pape et de l'emploi des



seules armes que le Saint-Père pouvait employer contre lui, il avait montré beaucoup d'inquiétude sur les suites de cette affaire; mais comme il ne voulait jamais reculer, surtout quand il s'était jeté dans un mauvais parti, il s'expliqua avec assez d'ambiguïté, sans donner des ordres précis pour que les plus dévoués des serviteurs fussent interpréter ses intentions et en assumer sur eux la responsabilité. On sait que le malheureux pontife erra de ville en ville; que c'était à qui ne voudrait pas recevoir l'illustre prisonnier; qu'Elisa le renvoya de Florence à Turin; que de Turin le prince de Borghèse l'expédia dans l'intérieur de la France; qu'il eut constamment pour garde d'honneur une escouade de gendarmes, et qu'enfin Napoléon le renvoya à Savone, dans le gouvernement du prince Borghèse, sans doute pour rappeler ingénieusement à son beau-frère qu'avant d'avoir eu l'honneur de lui appartenir par alliance il avait dû son illustration à Paul V (4).

## CHAPITRE XXVI.

Tentative d'assassinat sur Napoléon. — Paix avec l'Autriche.

Tandis que Napoléon, à Schoenbrunn, disposait ainsi de Rome et de son territoire, et discutait en lui-même la grave question de démembrer l'Autriche ou de s'en faire une amie, sa vie fut exposée à une de ces chances qui menacent plus particulièrement les despotes.

Napoléon vivait à Schoenbrunn très-retiré; il n'allait même que très-rarement à Vienne; et, comme aux Tuileries, il

(4) Le jour qui suivit la nuit où le pape fut enlevé éclaira la victoire de Wagram. Le mariage eut encore lieu avant la chute. Dieu élève les orgueilleux au plus haut degré de puissance avant de les précipiter dans l'abîme.

passait son temps avec ses généraux et ceux de ses ministres qui étaient obligés de le suivre dans ses campagnes. Ce n'était guère que dans les revues qu'il paraissait en public. Dans une de ces occasions, pendant qu'un corps de la garde défilait devant lui, un jeune homme bien mis, et paraissant appartenir à la classe moyenne, s'élança tout d'un coup sur lui, et essaya de le frapper d'un long poignard. Berthier se jeta entre son maître et l'assassin, et Rapp arrêta ce dernier. Interrogé, ce jeune homme montra le sang-froid d'un fanatique : il dit être né à Erfurt, d'un ministre luthérien, avoir reçu une bonne éducation, et avoir une existence honorable. Il avoua son dessein de tuer Napoléon, comme y étant appelé par Dieu pour la délivrance de son pays. Ce projet inexcusable ne s'expliquait par aucune intrigue ou correspondance, et ses manières, son poulx même ne donnait aucun signe d'aliénation mentale. Il dit à Napoléon que, pénétré de respect pour son génie, s'il eût pu obtenir de lui une audience, il aurait commencé par l'exhorter à faire la paix, mais que dans le cas où il n'eût point réussi, il était résolu à le tuer.

« Quel mal vous ai-je fait ? » lui demanda Napoléon.

« A moi personnellement, aucun ; mais vous êtes l'oppressur de ma patrie, celui de l'univers, et votre mort eût été l'acte le plus glorieux pour un homme d'honneur. »

Napoléon avait eu d'abord l'intention de démemburer l'Autriche, qu'il avait toujours trouvée si obstinée et si irréconciliable dans son hostilité.

Le ministre favori de Napoléon, Champagny, duc de Cadore, avait passé quelque temps à Presbourg, afin de régler avec le prince de Metternich l'étendue du territoire

dont la perte devait expier cette malheureuse reprise d'hostilités. Enfin le traité de paix parut ; il contenait les articles suivants : 1° L'Autriche céda, en faveur des princes de la confédération du Rhin, le pays de Salzbourg, Berchtolsgrad ; 2° elle céda à la France son seul port de mer, Trieste ; les districts de la Carniole et du Frioul ; le cercle de Villach, et une partie de la Croatie et de la Dalmatie : cette cession augmentait et fortifiait les provinces Illyriennes appartenant à la France, en enlevant à l'Autriche la navigation de l'Adriatique, et la mettait hors de contact avec la Grande-Bretagne ; elle renonçait également à la petite seigneurie de Razos, située dans le pays des Grisons ; 3° l'Autriche céda au roi de Saxe une petite portion de la Bohême, et au même prince, comme duc de Varsovie, la ville de Cracovie et la partie occidentale de la Gallicie ; 4° enfin, la Russie, comme récompense du secours qu'elle avait fourni si tard et avec répugnance, recevait sa part, quoique modique, des dépouilles de l'Autriche ; c'était une portion de la Gallicie orientale, contenant quatre cent mille habitants, à l'exception toutefois de Brodi, ville importante de commerce ; exception qui fit sur l'empereur Alexandre une impression désagréable.

Napoléon, dans sa correspondance avec la cour de Russie, déclara que c'était par déférence pour les désirs d'Alexandre, qu'il avait accordé à l'Autriche une paix plus favorable qu'elle ne devait l'attendre.

Il quitta Schoenbrunn le 16 octobre, deux jours après la signature de la paix définitive, qui prit le nom de ce palais, où elle avait eu lieu.

Le 14 novembre, Napoléon reçut à Paris les félicitations du

Sénat. Il faudra, disent les orateurs, écrire sur le frontispice d'un monument qui sera consacré par la reconnaissance du peuple français : « Au plus grand des héros, qui ne vainquit jamais que pour le bonheur du monde. »

## CHAPITRE XXVII.

### Mariage avec Marie-Louise.

Il est probable que l'idée du mariage de Napoléon avec une archiduchesse d'Autriche fut mise en avant pendant les négociations de Schoenbrunn. Le 3 décembre 1809, Napoléon assista à un *Te Deum* chanté en musique, et de là il se rendit au Corps-Législatif. Il raconta ses victoires, et il dit, par rapport à l'Espagne : « Quand je me montrerai de l'autre côté des Pyrénées, le léopard épouvanté se précipitera dans l'Océan pour éviter sa honte, sa défaite et sa ruine. Le triomphe de mes armes sera celui du génie du bien sur le génie du mal, de la modération, de l'ordre et de la morale sur la guerre civile, l'anarchie et toutes les passions malveillantes. » Langage inouï quand on songe que Napoléon était l'agresseur injuste de la Péninsule et des Espagnols, qui défendaient leurs lois et leur patrie !

Deux jours après, Napoléon annonça à Joséphine qu'il allait se séparer d'elle. Elle tomba dans un long évanouissement, mais les préparatifs pour la séparation furent poursuivis sans délai.

Un sénatus-consulte autorisant la séparation assurait à Joséphine un douaire de deux millions de francs avec le rang d'impératrice durant sa vie.

Voici ce que dit Bourienne de cet événement :

« Joséphine était aimée de tout le monde ; c'était même une croyance devenue populaire , que la bonne fortune de Napoléon tenait à la présence de Joséphine auprès de lui ; et il faut convenir que les événements qui ont suivi son illustre alliance ont été de nature à donner une sorte de réalité à ce préjugé superstitieux. Un sentiment vague, une prévision indéterminée , mais assez générale , voyait une source de malheurs pour la France dans l'alliance de son chef avec la maison d'Autriche ; cette alliance donnait lieu à des rapprochements avec la destinée de Marie-Antoinette ; et , comme il ne faut qu'une circonstance inopinée pour donner du poids aux préjugés reçus , l'incendie survenu au bal donné par le prince de Schwartzenberg , ambassadeur d'Autriche à Paris , sembla une contre-partie des nombreux accidents arrivés sur la place Louis XV lors du mariage du dauphin de France avec la tante de Marie-Louise.

« Je tiens du prince Primat des détails curieux sur le mariage et le divorce. M<sup>me</sup> de Beauharnais fut mariée au général Bonaparte par un prêtre insermenté , mais qui avait négligé , par pur accident , l'autorisation obligée du curé de la paroisse. Le cardinal Fesch , depuis , lors du couronnement , maria les deux époux à huis-clos. Lors du divorce , la séparation civile fut prononcée par le Sénat. Quant à la séparation religieuse , le cardinal Fesch ayant refait le mariage sans témoins , l'officialité de Paris l'annula par ce défaut , et déclara qu'il n'y avait pas eu de mariage.

« Qui aurait dit à Bonaparte , le jour où nous allâmes ensemble déposer sa montre chez mon frère contre quelques pièces d'argent , qu'il épouserait une archiduchesse d'Autriche ? Tout fut bizarre et prodigieux dans son inexplicable destinée !

Au surplus, il me serait impossible de donner une idée de l'effet inconcevable que produisit cet événement dans le nord de l'Allemagne. De toutes parts, les commerçants recevaient l'ordre d'acheter des papiers autrichiens; les billets de la banque montèrent sur-le-champ d'une manière surprenante. La joie que causa cette grande nouvelle fut vive, franche, générale et profondément sentie; l'espoir d'une longue paix y semblait attaché; on se plaisait à croire que le continent allait enfin se reposer, dans une tranquillité durable, des désastres encore saignants enfantés par les rivalités de la France et de l'Autriche; ces sentiments étaient les mêmes partout. J'avoue que moi-même, malgré le pressentiment que j'avais toujours eu du retour en France des princes de la maison de Bourbon, je crus alors au retour problématique ou du moins très-éloigné. »

« Il avait été facile à Napoléon de divorcer, dit M. Thibau-  
deau; le choix d'une épouse était pour lui une affaire plus épi-  
neuse. Son premier dessein fut, dit-on, d'épouser une fran-  
çaise, un des premiers noms de la monarchie. C'était une  
pensée toute nationale; la France était assez grande, son mo-  
narque assez puissant pour se passer d'une alliance étrangère;  
d'ailleurs il était assez reconnu que l'intérêt régit les cours et  
l'emporte sur les lois de famille: c'était le sentiment des hom-  
mes de la révolution, mais on ne les écoutait pas. A la cour,  
on pensa à la fille aînée de Lucien, qui avait été un instant des-  
tinée au prince des Asturies. Dès que le divorce fut décidé, on  
la fit venir à Paris chez Madame Mère; elle aurait été le gage  
d'une réconciliation entre les deux frères. La famille désirait  
cette union. Il est difficile de croire que l'empereur eût pensé  
sérieusement à épouser une française, sa nièce ou toute autre

même de ces familles nobles qu'il appelait de belles races, lui qui avait marié son fils adoptif, Eugène Beauharnais, à une princesse de Bavière, son frère Jérôme à une princesse de Wurtemberg. Il ne lui suffisait pas d'une union qui lui donnât des héritiers directs, il fallait encore qu'il y trouvât ce que le vulgaire et lui-même regardaient comme une illustration personnelle, celle de sa race, et une alliance politique. Les courtisans, les hommes en crédit et en pouvoir favorisaient cette opinion. Ils lui représentaient qu'un mortel, parvenu au plus haut degré de gloire et de puissance, dérogerait en épousant une de ses sujettes; que toutes les familles princières de l'Europe se disputeraient l'honneur de lui donner une femme; qu'il fallait profiter de cette circonstance pour ajouter ce lustre antique à la nouvelle race napoléonienne, et compléter la fusion déjà commencée entre elles et les maisons régnantes.

Le bruit courut que Napoléon, mesurant alors les difficultés que lui présentait la guerre d'Espagne, eut un moment la pensée de faire, au moyen du mariage de sa nièce Charlotte, un arrangement avec Ferdinand, qui lui demandait toujours une femme du sang impérial. Elle retourna subitement en Italie; on en donna pour prétexte des lettres fort peu favorables à la cour de Napoléon, qu'elle écrivait à son père, et qui furent interceptées.

Toutes les dynasties de l'Europe ambitionnaient de placer une princesse sur le trône le plus élevé et dans le lit du plus puissant monarque de l'Europe. Les regards se portèrent sur la Russie, l'Autriche et la Saxe. Une alliance avec la Saxe n'offrait aucun avantage politique; c'est pour cela peut-être qu'elle eût été la plus convenable, car elle n'avait non plus

aucun inconvénient ; elle fut mise de côté ou regardée comme un pis-aller. Il ne restait que l'Autriche et la Russie ; le choix était embarrassant , et pouvait avoir de graves conséquences ; il devait refroidir celle des deux puissances qui ne serait pas préférée. A cause de son voisinage , l'Autriche semblait une alliée plus immédiatement utile ; mais la guerre avait été pour elle une source d'humiliations et de pertes. Il fallait s'attendre à ses exigences , et si on ne les satisfaisait pas , à son inimitié. La Russie était éloignée , mais on n'avait pas non plus les inconvénients du contact ; il n'y avait pas eu avec elle de discussion pour des intérêts directs ; elle avait gagné la Finlande , Byalistock et Turropol ; on lui abandonnait la Moldavie et la Valachie. Napoléon se décida à faire des ouvertures aux deux puissances , sauf à se diriger d'après leur résultat.

On dit qu'il avait déjà été parlé du mariage dans l'entrevue d'Erfurt ; que , pendant son séjour à Paris , Romanzow n'avait pas annoncé , sans une arrière-pensée , l'union alors projetée de la grande-duchesse Catherine avec le prince d'Oldenbourg , que Caulaincourt avait écrit sur la convenance du mariage de cette princesse avec Napoléon ; que cette ouverture était restée sans réponse. Il y avait encore une grande duchesse , Anna Paulowna. Caulaincourt fut chargé de sonder la cour de Saint-Pétersbourg ; Maret , celle d'Autriche.

Maret mit ses affaires en mouvement. Le prince Schwarzenberg , ambassadeur autrichien , accueillit avec empressement l'ouverture , et , ne doutant pas du succès , en écrivit à sa cour. La négociation fut conduite de manière à ce qu'il se trouvât seul engagé , sans que Napoléon le fût , en attendant la réponse de la Russie. Celle de l'Autriche fut telle que son ambassadeur l'avait présumé ; elle agréa l'alliance. On s'as-



sura que, soit qu'il eût ou qu'il n'eût pas reçu de pouvoirs, il y donnerait, en temps convenable, un plein assentiment. Sur ces entrefaites, M. de Narbonne, gouverneur de Trieste, s'étant rendu de cette ville à Vienne, eut occasion, sans avoir de mission à ce sujet, de s'assurer que M. de Metternich et l'empereur François désiraient vivement le mariage d'une archiduchesse avec Napoléon. Croyant avoir fait une grande découverte, il en écrivit au ministre de la police. Fouché s'en fit un mérite auprès de l'empereur, qui s'en amusa, et le laissa dans son erreur.

La réponse de la Russie arriva. Il y avait eu des dissentiments dans la famille impériale; l'empereur Alexandre semblait ne pas hésiter; l'impératrice mère montrait de la répugnance. On demandait un délai de plusieurs mois, pour dissiper ses préventions. On opposait l'extrême jeunesse de la grande-duchesse, on exigeait qu'elle eût un libre exercice de sa religion, ses popes, une chapelle russe aux Tuileries.

« Ajourner, c'est refuser, dit Napoléon. D'ailleurs je ne veux pas dans mon palais, entre moi et ma femme, des prêtres étrangers. » Il se prononça pour l'Autriche; il ordonna à l'instinct la convocation d'un conseil privé, et qu'on s'assurât encore s'il n'y avait rien de changé dans les dispositions du prince de Schwartzemberg. Il était à une partie de chasse; on l'envoya chercher en toute hâte; il accourut et répéta qu'il était prêt à signer la convention du mariage.

Le conseil privé extraordinaire s'assembla le 1<sup>er</sup> février. Il était composé des rois de Hollande et de Naples, des grands dignitaires, des grands officiers, des ministres, des présidents du Sénat et du Corps-Législatif, des ministres d'état, présidents des sections, du Conseil-d'Etat au nombre de vingt-

cinq personnes. Champagny communiqua des dépêches de Caulaincourt, et fit connaître les désirs de la cour de Vienne. L'empereur posa la question du choix, comme si le sien n'avait pas été fixé. Il n'y eut pour la Saxe que le roi de Hollande, l'archi-trésorier, le cardinal Fesch et Clarke. Le roi de Naples, l'archi-chancelier Talleyrand, Fouché, votèrent pour la Russie. « Il n'y a, dit le ministre de la police, en Europe comme en France, que deux partis, celui qui a perdu à la révolution et celui qui y a gagné. L'Autriche est en perte, la Russie est en gain; c'est donc à elle qu'il faut s'allier. » La majorité fut pour l'Autriche. Le roi de Naples attaqua vivement cette puissance; Napoléon la défendit avec cette chaleur qui trahit son sentiment secret.

Suivant les partisans de l'Autriche, on n'avait plus à craindre que la Russie: elle menaçait d'envahir l'Europe; il fallait l'écarter des affaires, lui opposer une digue insurmontable; l'alliance avec l'Autriche lui en donnait les moyens. Cette puissance était la plus portée à la guerre, parce qu'elle était persuadée que la France avait toujours médité son abaissement, et que Napoléon voulait sa ruine et celle de la maison régnante; elle était, par sa position centrale et ses forces, le point sur lequel se formaient toutes les coalitions. Le mariage la rassurerait. Il aurait une heureuse influence sur l'intérieur de la France; la nièce de la reine Marie-Antoinette sur le trône impérial calmerait les inquiétudes des hommes de la révolution, et dissiperait les fausses espérances des Bourbonniens.

Ces considérations l'emportèrent. L'espérance du maintien de la paix générale décida l'alliance avec l'Autriche. Napoléon parut ne se ranger qu'à l'avis de la majorité. Le prince

Eugène alla porter une demande formelle au prince de Schwartzemberg. Champagny reçut le pouvoir de conclure. La convention du mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise fut rédigée en prenant pour modèle celle de Louis XVI avec Marie-Antoinette, et signée le 7 février. Elle fut envoyée à l'ambassadeur de France à Vienne.

L'empereur François en agréa les conditions, mais il montra des scrupules sur la validité du divorce de Napoléon. Il fallut lui prouver que son mariage avec Joséphine n'était pas valable d'après les lois canoniques, et que l'officialité de Paris l'avait annulé.

Le 16 février, la convention du mariage fut signée. Il fut convenu que Napoléon épouserait l'archiduchesse à Vienne, par procuration. Le jour de la célébration fut fixé de concert avec l'archevêque. On fit de grands préparatifs pour célébrer l'union de la race d'Hapsbourg avec la race napoléonienne.

La nouvelle de la signature arriva à Paris par le télégraphe. Napoléon nomma la maison de l'impératrice. On ne fut embarrassé que du choix. Le nombre des chambellans fut porté de dix-neuf à cinquante-neuf.

Berthier fut nommé ambassadeur extraordinaire pour aller épouser l'archiduchesse par procuration.

Berthier partit. L'empereur en prévint le Sénat, et lui fit donner communication des articles de la convention de mariage. « Nous avons voulu, dit-il, contribuer éminemment au bonheur de la présente génération. Les ennemis du continent ont fondé leur prospérité sur ses dissensions et son déchirement. Ils ne pourront plus alimenter la guerre, en nous supposant des projets incompatibles avec les liens et les devoirs de parenté que nous venons de contracter avec la maison

impériale régnaute en Autriche. Les brillantes qualités qui distinguent l'archiduchesse Marie-Louise lui ont acquis l'amour des peuples d'Autriche. Elles ont fixé nos regards. Nos peuples aimeront cette princesse pour l'amour de nous, jusqu'à ce que, témoins de toutes les vertus qui l'ont placée si haut dans notre pensée, ils l'aiment pour elle-même.»

Langage politique ! Napoléon ne connaissait pas Marie-Louise ; elle était, comme on disait à la cour, la fille des Césars, âgée de quinze ans ; c'est tout ce qu'il en savait.

Le Sénat délibéra une adresse, dans laquelle il paraphrasait le message de l'empereur, et le lui apporta en audience solennelle le 4 mars. Napoléon répondit : « Je suis touché des sentiments que vous m'exprimez. Marie-Louise sera, pour les Français, une tendre mère ; elle fera ainsi mon bonheur. Je suis heureux d'avoir été appelé par la Providence à régner sur ce peuple affectueux et sensible que j'ai trouvé, dans toutes les circonstances de ma vie, si fidèle et si bon pour moi. »

Berthier arriva, et fut reçu avec la plus grande pompe. Le 5 mars, il eut son audience de l'empereur. Le lendemain, il fit la demande solennelle de la main de Marie-Louise, et prononça trois discours, auxquels répondirent gracieusement l'empereur, l'impératrice et l'archiduchesse.

Marie-Louise fit, le 9, la remise de l'acte de renonciation par lequel, suivant l'usage, les archiduchesses, avant leur mariage, reconnaissent la pragmatique autrichienne et l'ordre de succession. Le 11, fut célébré le mariage. L'archiduc Charles représenta Napoléon. Huit jours se passèrent en fêtes et en démonstrations d'allégresse publique. A la cour de François, où il était d'usage de maltraiter Napoléon, on chantait la

pafinodie. On n'en parlait plus qu'avec le respect et les éloges dus à un héros, à un grand prince. A Vienne, où rien ne paraît sans autorisation, on vit une caricature représentant l'empereur d'Autriche, l'archiduchesse Marie-Louise et l'empereur Napoléon dans une voiture, et l'empereur Alexandre par-derrière. Le préposé de la barrière demandait le droit de passe; l'archiduchesse dit : « Mon père, je n'ai pas d'argent. » François mettait la main à la poche; Napoléon l'arrêtait en lui disant : « Celui qui est derrière paiera pour tout le monde. »

Le 13 mars, Marie-Louise partit de Vienne avec un nombreux cortège, au bruit des cloches et du canon, à travers des flots de peuple faisant des vœux pour elle. Des drapeaux tricolores étaient suspendus aux fenêtres; la musique militaire exécutait les airs français. L'empereur François partit une heure avant elle, alla l'attendre à Lintz, où il alla l'attendre pour la seconde fois.

A peine Marie-Louise eut elle quitté Vienne, que le peuple parut regretter de l'avoir laissé partir. Des rassemblements se formèrent dans les rues; on y déplorait le sort de la princesse et celui de son père. « Elle est immolée, disait-on, à l'intérêt politique; Dieu sait quels mauvais traitements lui sont réservés. » La seule personne amie qu'il lui a été permis d'emmener va lui être enlevée. Quel fruit son malheureux père recueillera-t-il de tant d'humiliations? N'était-ce pas assez d'avoir sacrifié le malheureux Hofer, qui a payé de sa vie son dévouement à notre cause, et tant d'amis de l'Autriche, dans la Dalmatie et dans l'Illyrie, qu'on a livrés à la France avec ses provinces? L'empereur devait-il aller jusqu'à sacrifier sa fille? Mieux valait continuer la guerre que d'ache-

ter la paix à une condition si humiliante. On se relève de tout, excepté de l'avilissement.

Le peuple s'échauffait par ces discours, et les rassemblements prenaient un caractère sérieux. Averti par la police, Metternich les fit dissiper. On arrêta quelques individus considérés comme chefs. Deux révélations donnèrent lieu à penser qu'ils avaient été mis en mouvement par la cotterie russe et anglaise ; c'était aussi l'effet des sentiments auxquels le gouvernement autrichien avait fait appel contre les Français dans les dernières guerres. Il avait soulevé les peuples avec les mots d'indépendance, de nationalité, de liberté. Maintenant, ils jugeaient de ce point de vue les actes de leur gouvernement.

Le service d'honneur français et la reine de Naples attendaient Marie-Louise à Bracenay, où étaient étalés la corbeille et les présents. A une lieue de cette ville avait été construit un pavillon richement décoré ; c'est là que, le 16, elle fut remise solennellement, par le prince Trauttmandorf, à Berthier, avec tout le cérémonial dicté par Napoléon. A son arrivée, elle quitta ses vêtements étrangers, et fut complètement habillée et coiffée à la française. Napoléon l'avait décidé, et voulait qu'elle parut ainsi à Munich et à Stuttgart, et qu'elle y fût comme une impératrice. Le 17, elle se sépara de son cortège autrichien, et se remit en route.

L'impératrice Joséphine, que l'hiver avait chassée de Malmaison, habitait l'Elysée. Sa présence gênait : elle partit pour le château de Navarre.

Depuis la signature de la convention du mariage, Napoléon était sorti de l'espèce de retraite dans laquelle il s'était renfermé, et avait pris une physionomie riante. Il se conduisait en jeune homme et en amoureux ; il ordonnait tous les prépa-

ratifs des fêtes, les suivait, les pressait, et montrait la plus vive impatience; il s'occupait d'ameublements de toilette pour l'impératrice, et de tout ce qu'il croyait propre à lui plaire. Il était inquiet de savoir si elle était jolie. On vantait beaucoup sa grâce, son esprit, sa douceur, sa taille; d'après un de ses souliers envoyé de Vienne pour modèle, et qu'on se passait de main en main, la petitesse de son pied faisait l'admiration des courtisans. On ne disait mot de sa figure. « Pourvu, disait Napoléon, qu'elle ne ressemble pas à la princesse de Neufchâtel! » Un page rapporta de Vienne le portrait de Marie-Louise. Ce n'était qu'une mauvaise gravure d'après laquelle on ne croyait pas pouvoir juger. Enfin arriva le portrait en miniature longtemps attendu; Napoléon ne trouva pas Marie-Louise jolie. « Elle ressemble, dit-il dans une visite qu'il fit à Joséphine, au duc de Wurtzbourg; mais c'est la fille des Césars. » Ces mots sonores semblaient le consoler de tout le reste. Il attachait tant de prix à l'illustration de l'origine de cette princesse, et il avait une si haute idée de la dignité de son épouse, qu'il voulut lui donner pour grande maîtresse la reine de Naples; elle opposa son propre rang: « Si je le veux, dit-il, vous serez sa femme de chambre. » La famille entière prit parti pour elle, et jeta les hauts cris. Un page portait tous les jours pour porter à Marie-Louise une lettre de Napoléon. Il lui envoyait des faisans de sa chasse et les fleurs les plus rares. L'empressement des fonctionnaires et du peuple répondait à celui de l'empereur. Depuis qu'elle avait mis le pied sur le sol de la France, l'impératrice recueillait partout sur son passage les vœux, les hommages, les acclamations.

D'après ce qui avait été réglé et approuvé par l'empereur,

il allait au-devant d'elle entre Compiègne et Soissons; il la ramenait à Compiègne, où elle coucherait; et, pour suivre l'étiquette, il s'en irait à Paris. Le lendemain, l'impératrice viendrait à Saint-Cloud; où elle resterait avec la cour jusqu'au moment du mariage. L'empereur irait la voir tous les jours, et reviendrait coucher aux Tuileries.

Depuis le 20, l'empereur était à Compiègne; il en partit le 28, dans le plus simple incognito, avec le roi de Naples; courut au-devant de Marie-Louise; et, tandis que sa voiture relayait à la porte de Courcelles, se précipita dans la portière, l'ouvrit, et ordonna de marcher droit à Compiègne; où ils arrivèrent à dix heures, d'après le programme. L'empereur ne devait pas, jusqu'à la célébration civile et religieuse du mariage, coucher sous le même toit que l'impératrice; il passa encore par-dessus l'étiquette.

Les Autrichiens, en voyant le lendemain Marie-Louise, eurent de la peine à la reconnaître, tant ils lui trouvèrent d'aisance dans le maintien. Les courtisans rappelèrent que Henri IV avait agi de la même manière avec Marie de Médicis.

Le mariage civil fut célébré le 4<sup>er</sup> avril à Saint-Cloud. Le soir, dans le parc, il y eut des jeux de toute espèce, illumination, jeux des eaux. La pluie contraria la fête; et ajouta à la froideur de l'étiquette.

Le lendemain, entrée solennelle de l'empereur et de l'impératrice dans la capitale, et cérémonie religieuse du mariage. Il avait plu pendant toute la nuit. Au premier coup de canon qui annonça leur départ de Saint-Cloud, le soleil se montra, et lorsque le cortège arriva à l'arc de triomphe de l'Etoile, il brilla de tout son éclat. Les poètes citèrent à ce



sujet le distique connu de Virgile, dans lequel, rappelant l'orage de toute une nuit, et la sérénité du jour destiné à un grand spectacle, il présente l'empire céleste comme partagé entre Auguste et Jupiter. L'arc de triomphe de la barrière de l'Étoile avait été élevé, et figurait le monument tel qu'il devait être construit. Le préfet de la Seine y reçut et y complimenta leurs Majestés. Le cortège traversa les Champs-Élysées et le jardin des Tuileries au milieu d'une foule immense : il était magnifique. Le spectacle était imposant, mais, à côté de l'éclat resplendissant de la gloire militaire, on voyait des hérauts d'armes à blason, des pages à plumes, des carrosses armoriés. On mit pied à terre sous le vestibule, pour monter le grand escalier. Le cortège se reforma dans la galerie de Diane, et se rendit, par le musée, garni de quatre mille femmes parées et d'autant d'hommes, dans le salon d'Apollon, converti en chapelle.

Le cortège rentra dans le musée, et retourna au palais. L'empereur donnait la main à l'impératrice. Du balcon de la salle des maréchaux, ils se montrèrent au peuple. Tous les corps de la garde, infanterie et cavalerie, défilèrent ensuite sous leurs yeux.

A sept heures du soir, il y eut un banquet impérial dans la salle de spectacle disposée à cet effet. L'empereur et l'impératrice parurent une seconde fois au balcon de la chambre des maréchaux. Alors commença le concert où furent exécutés une cantate, paroles d'Arnault, musique de Méhul, le chœur d'*Iphigénie*. « Que de grâce ! que de majesté ! » Ensuite on tira un feu d'artifice répandu sur toute la longueur des Champs-Élysées. Les maisons, les palais, les monuments étaient couverts de l'illumination la plus riche et la plus éclatante. Les

Champs-Élysées étaient remplis de théâtres, de jeux, d'orchestres, de danses. Des vivres furent distribués au peuple. Ce n'est là qu'une esquisse pâle et imparfaite de ces fêtes à jamais remarquables par le goût, l'ordre et la magnificence. À l'aspect de l'empereur et de l'impératrice éclatèrent plusieurs fois des acclamations. Mais il y eut en général plus de curiosité et d'admiration que de joie et d'enthousiasme véritables.

Remise fut faite des frais et amendes aux condamnés correctionnellement, décharge de la contrainte par corps accordée à certains débiteurs du trésor, amnistie proclamée pour les déserteurs.

Le grand-maître de l'université, Fontanes, ordonna que les professeurs de rhétorique de tous les lycées prononceraient un discours latin, le même jour, sur le mariage; un prix d'une médaille d'or de la valeur de cent napoléons était décerné au meilleur de ces discours.

Dans tous les départements, le mariage de Napoléon fut aussi célébré par des fêtes, le *Moniteur* fut rempli à satiété de leurs détails.

Les poètes chantèrent cet heureux hyménée, et prédirent à la France les plus beaux jours; mais la France ne s'en laissait pas imposer par les épithalames, et ne partageait pas l'ivresse des courtisans. Les princesses autrichiennes ne lui avaient pas porté bonheur, et ses nombreuses victoires constataient qu'après l'Angleterre, l'Autriche avait été son ennemie la plus implacable. Cette alliance, jusqu'au nom d'un Rohan, aumônier de l'autrichienne, réveillaient de tristes présages, de fâcheux souvenirs; elle n'était pas populaire. La consternation régnait parmi les hommes de la révolution, en voyant sur le

trône une nièce de Marie-Antoinette; ceux de l'ancien régime se réjouissaient et soufflaient le vent de la contre-révolution (1). Les bruits les plus sinistres se répandirent à Paris, et dans les départements; il ne s'agissait rien moins que de reviser le le procès du roi et de la reine, de leur élever un monument expiatoire, de prendre le deuil à la cour, d'écarter des hautes fonctions les conventionnels qui en occupaient, d'envoyer Cambacérès dans le gouvernement de Rome, et Fouché dans celui d'Illyrie : c'était une satisfaction due à l'archiduchesse Marie-Louise, et le prélude d'une réaction qui ne s'arrêterait pas là. L'archi-chancelier et le ministre de la police témoignèrent leur inquiétude. Dès que le conseil privé se fut décidé pour une autrichienne, Fouché avait dit : « Je n'ai plus qu'à faire mon paquet. » S'il n'avait pas donné l'alarme, il est probable qu'il sut la propager. Ces craintes, bien ou mal fondées, agitaient les esprits, et causaient dans certaines classes, une sorte de malaise qui contrastait avec les fêtes publiques. Pour rassurer sur les intentions de l'empereur, on citait la nomination de la duchesse de Montebello, dame d'honneur de l'impératrice, du général Ordenner, gouverneur de Compiègne, à la place du comte de Montmorency, d'Alquier, ex-conventionnel, à l'ambassade de Suède, les cordons autrichiens donnés à Cambacérès et à Fouché. On répandit que l'empereur François avait écrit à son gendre, que l'archiduchesse sa fille n'avait pas les principes qu'on lui supposait; qu'il avait vu d'assez près les ennemis de la révolution et les émigrés, pour ne pas leur accorder d'estime, et pour les regarder comme les ennemis les plus dangereux de Napoléon;

1) C'est toujours M. Thibaudeau qui parle.

qu'il croyait devoir cette déclaration au nouveau lien qui unissait les souverains. Le sénateur Sémonville et le ministre Fouché attestèrent l'existence et le contenu de cette lettre.

Si la Russie n'avait pas fait une réponse dilatoire, on ne peut dire quel parti aurait pris Napoléon, mais les tergiversations de cette cour l'avaient laissé libre de se prononcer pour l'Autriche. L'empereur Alexandre n'en fut pas moins blessé; le mariage changeait toutes les positions. Si des liens politiques devaient en être la suite, ce ne pouvait être que contre la Russie. Il n'est donc pas douteux que dès ce moment, elle ne regardât son alliance avec la France comme rompue, et qu'elle ne se préparât à saisir la première occasion pour se montrer hostile.

On disait à la cour de Saint-Pétersbourg que c'était une infamie à l'Autriche d'avoir fait asseoir une archiduchesse sur un trône couvert du sang de Marie-Antoinette. Cependant le prince Kourakin remit le 11 avril, à Napoléon, des lettres de félicitation d'Alexandre. Toute la famille impériale russe assista à la fête donnée, le 23 mai, par Caulaincourt, à Saint-Pétersbourg, pour célébrer le mariage.

En Angleterre, la nation et le cabinet en furent stupéfaits; on criait que l'Autriche s'était déshonorée, qu'elle avait détruit la seule espérance que l'Europe pouvait encore conserver, de mettre un terme à l'insatiable ambition de Napoléon; qu'elle avait consacré la révolution, en s'alliant avec un empereur révolutionnaire.

A la cour d'Hartwell, on regarda le mariage comme la dernière des catastrophes. Le comte de Lille fit offrir des passeports, pour rentrer en France, à ceux de ses serviteurs qui en désireraient.

Et cependant ce mariage fut mortel pour l'empereur. »

J'ai vu les fêtes du mariage de l'empereur, *ces armes, ces soldats, cette nuit enflammée*. Je me rappelle que je répétais, dans les Champs-Élysées, sur la place Louis XV et aux Tuileries, ces vers d'Irène, en pensant à Marie-Louise :

On para mes chagrins de l'éclat des grandeurs ;  
Je montai sur le trône au faite du malheur.

Quand les chasseurs et les grenadiers de la garde à cheval qui précédaient la voiture de Napoléon traversèrent la foule, tous, avec un flambeau allumé et renversé dans leurs mains, on aurait pu assister aux noces de Proserpine et de Pluton.

Les illuminations étaient d'un effet magique. Qui aurait dit alors que tout cet éclat était près de la chute !

## CHAPITRE XXVIII.

Naissance du roi de Rome. — Affaires religieuses. — Récit de Thibaut.

Un an après son mariage avec Napoléon, Marie Louise mit au monde un bel enfant, qu'on appela le roi de Rome.

« Le 20 mars, dit M. Thibaut, les vœux et l'espoir de Napoléon furent remplis, Marie-Louise accoucha d'un enfant mâle. Cent et un coups de canon annoncèrent à la capitale la naissance du roi de Rome.

« Le 19, à sept heures du soir, Marie-Louise ressentit les premières douleurs. Dubois, l'accoucheur, vint, fort embarrassé, annoncer à Napoléon que l'enfant se présentait de côté, que l'accouchement serait difficile, et qu'il y aurait le plus grand danger pour sa vie. Il encouragea Dubois à procéder comme

pour l'accouchement d'une femme ordinaire, et lui recommanda surtout de sauver l'impératrice. Assisté de Corvisart, Bourdois et Ivan, il opéra en présence de vingt personnes de la maison, et sauva le fils et la mère.

« On suivit pas à pas, pour le cérémonial, l'*Almanach royal* de 1786.

« Le soir, la cérémonie de l'ondoiement du roi de Rome se fit avec une grande pompe par le cardinal Fesch, dans la chapelle des Tuileries. Le maréchal Moncey tenait la queue du manteau de l'enfant, porté par sa gouvernante. Lacépède et Marescalchi lui portèrent le grand cordon des ordres de la Légion-d'Honneur et de la Couronne de Fer.

« Le 21, Napoléon, sur son trône, reçut l'hommage des félicitations des grands corps de l'état.

« Il répondit au Sénat : « Tout ce que la France me témoigne dans cette circonstance va droit à mon cœur. Les grandes destinées de mon fils s'accompliront. Avec l'amour des Français, tout lui deviendra facile ! »

« Au conseil d'état : « J'ai ardemment désiré ce que la Providence vient de m'accorder. Mon fils vivra pour faire le bonheur et la gloire de la France. Nos enfants se dévoueront pour faire son bonheur et sa gloire. »

« Le Sénat, le conseil d'état et les autres corps se rendirent chez le roi de Rome. Il était dans un magnifique berceau en vermeil, figurant un vaisseau, armoiries de la ville de Paris, dont le corps municipal lui avait fait présent. Ils lui adressèrent des discours auxquels sa gouvernante répondit, et défilerent en lui faisant des révérences. Les théâtres disputèrent d'empressement à célébrer l'heureux événement. L'Opéra donna le *Berceau* d'*Achille*.

« Les évêques et les archevêques ne furent pas moins éloquents et pompeux dans les mandements qu'ils publièrent. Les départements firent étaler, comme Paris, leur allégresse. Toutes les cours de l'Europe, l'Angleterre exceptée, félicitèrent Napoléon ; les rois de Naples, d'Espagne et de Westphalie vinrent en personne.

« L'empereur répondit au Corps-Législatif : « J'ai été bien aise de vous voir près de moi dans cette circonstance si chère à mon cœur. Tous les vœux que vous formez pour l'avenir me sont très-agréables. Mon fils répondra à l'attente de la France ; il aura pour vos enfants les sentiments que je vous porte. Les Français n'oublieront jamais que leur bonheur et leur gloire sont attachés à la prospérité de ce trône, que j'ai élevé, consolidé et agrandi avec eux et par eux ; je désire que ceci soit entendu de tous les Français. Dans quelque position que la Providence et ma volonté les aient placés, le bien, l'amour de la France est leur premier devoir. »

« C'était, dit un écrivain contemporain, une opinion générale et certainement fondée, que l'Empire immense, mais mal cimenté de Napoléon, tomberait en pièces dès qu'il ne serait plus soutenu par la crainte et l'admiration de ses talents personnels. De là tant de prudence et de résignation opposée au désir général de secouer le joug de la France. On se courbait sous l'invincible génie et les inévitables destinées de Napoléon, mais on consolait les plus impatients en leur conseillant d'attendre sa mort pour tenter de venger leur liberté. La naissance du roi de Rome changea la situation.

Au milieu de ces triomphes de Napoléon apparaissait en Portugal et en Espagne son vainqueur futur. Le moment de la chute approchait.

C'est à l'époque du mariage que le peu d'établissements étrangers appartenant à la France furent pris par les Anglais. Cayenne, la Martinique, le Sénégal et Saint-Domingue furent occupés dans les Indes-Occidentales, tandis que lord Collingwood, avec des troupes fournies par la Suède, s'emparait des îles de Céphalonie, de Zante, d'Itaque et de Cenjo.

Les affaires d'Espagne allaient fort mal. Soult s'était déterminé à entrer en Portugal; il avait laissé Ney en Espagne avec des forces considérables. Soult défit le général La Romana, prit la ville de Chaves, et s'ouvrit un chemin vers Oporto. Mais c'est alors que le duc de Wellington, sir Arthur Wellesley prit le commandement des troupes portugaises et anglaises. Il traversa le Douro sur plusieurs points, et força Soult d'évacuer Oporto. L'Espagne paraissait soumise, et cependant elle enfantait sans cesse de nouveaux combattants.

Après la création de la commission ecclésiastique, Napoléon commença à se livrer à l'étude des matières théologiques. Il lut Bossuet et d'autres écrivains : « Je deviens théologien, disait-il en riant. »

Irrité de l'obstination de Pie VII, qui se refusait à tout accommodement, il eut un instant le projet de rétablir, par un sénatus-consulte, la pragmatique sanction, et de faire instituer, par le métropolitain, les évêques nommés. Enfin la commission lui remit, le 14 janvier, ses réponses aux questions qu'elle avait été chargée d'examiner. Voici l'analyse de cette longue consultation :

*Gouvernement de l'Eglise.* — 1<sup>o</sup> Est-il arbitraire ? Non ; il est circonscrit en matière de foi, par l'Écriture-Sainte, la tradition et les conciles ; par rapport au régime intérieur, par la discipline générale, approuvée et reçue dans l'Eglise.



2° Le pape peut-il, par des motifs d'affaires temporelles, refuser son intervention dans les affaires spirituelles? Non; si les affaires temporelles n'avaient par elles-mêmes aucun rapport nécessaire avec le spirituel, si elles n'empêchaient pas le souverain pontife de remplir librement, et avec indépendance, les fonctions du ministère apostolique.

3° Ne faudrait-il pas que le conseil particulier du pape fût composé de prélats de toutes les nations? D'après une décision du concile de Bâle, le sacré collège devait être composé de cardinaux pris dans tous les états ecclésiastiques, sans excéder le nombre de vingt-quatre; elle ne fut pas exécutée. Au concile de Trente, les orateurs du roi de France repoussèrent en vain la proposition adoptée par celui de Bâle; il fut seulement décidé que le pape prendrait des cardinaux de toutes les nations autant que cela pourrait se faire commodément, et selon qu'il les en trouverait dignes. On croyait devoir se borner à exprimer un vœu pour l'exécution d'une décision aussi modérée.

4° L'empereur ne réunissait-il pas sur sa tête les droits qui reposaient sur celles des rois de France, de Sardaigne, des ducs de Brabant, des autres souverains des Pays-Bas et des ducs de Toscane, pour la nomination des cardinaux ou toute autre prérogative? Oui.

*Questions particulières à la France.* — 1° L'empereur ou ses ministres avaient-ils porté atteinte au concordat? Le traité avait toujours été observé; du moins le pape ne pouvait se plaindre d'aucune contravention essentielle. Plusieurs des articles organiques, contre lesquels il avait réclamé, comme contraires à la doctrine et à la discipline de l'Eglise, n'étaient que des applications ou des conséquences des maximes et des

usages reçus dans l'Eglise gallicane, dont ni le chef de l'empire, ni le clergé de France, ne pouvaient se départir. A la vérité, les articles 4, 26 et 36 renfermaient des dispositions très-préjudiciables à la religion, si on les exécutait avec rigueur; on se flattait que l'empereur les révoquerait ou les modifierait.

2° L'état du clergé de France était-il en général amélioré ou empiré depuis que le concordat était en vigueur? Il était singulièrement amélioré; ne pas le reconnaître, ce serait vouloir se refuser à l'évidence.

3° Si le gouvernement français n'avait pas violé le concordat, le pape pouvait-il arbitrairement refuser l'institution aux archevêques et évêques nommés, et perdre la religion en France comme il l'avait perdue en Allemagne, qui, depuis dix ans, était sans évêques? Le droit d'institution, réservé au pape par le concordat, ne pouvait être arbitrairement exercé. Il était tenu d'accorder les bulles ou d'alléguer les motifs de son refus. Les principaux motifs, énoncés dans une lettre au cardinal légat du 28 août 1809, étaient les articles organiques du concordat, la réunion des Etats-Romains à l'empire, la captivité du chef de l'Eglise. Le pape avait accordé des bulles d'institutions longtemps après que les articles organiques avaient été mis en vigueur. L'occupation de Rome n'était pas une infraction au concordat par lequel l'empereur n'avait traité qu'avec le chef de l'Eglise.

C'était une affaire politique qui sortait de l'ordre des choses réglées par ce traité, une affaire purement temporelle, qui ne devait avoir aucune influence sur les affaires spirituelles, à moins qu'on ne voulût confondre ce que l'Evangile et toute la tradition des premiers siècles apprenaient à séparer. Quant au

motif résultant de l'état de captivité où se trouvait le chef de l'Eglise, il était impossible d'en contester la légitimité. Il ne pouvait agir seul ; il lui fallait l'avis de ses conseillers , et le laisser communiquer librement avec eux.

4° Que conviendrait-il de faire pour le bien de la religion , dans le cas où le pape refuserait d'exécuter le concordat, l'intention de l'empereur étant alors de le regarder comme abrogé ? Le concordat étant non une transaction personnelle entre l'empereur et le pape , mais un traité qui faisait partie du droit public de la France ; il était important d'en réclamer l'exécution , dans la supposition même où le pape persisterait à la refuser. A la vérité, le concordat resterait suspendu par le fait tant que le pape refuserait les bulles ; mais Napoléon conserverait tous les droits que lui assurait ce traité , et le temps ramènerait de doux moyens de le faire revivre et exécuter. Quant aux mesures par lesquelles on pourrait suppléer les bulles d'institution des évêques, elles ne pouvaient émaner que de l'Eglise. Il y avait lieu de convoquer un concile national, lequel pourrait déclarer que l'institution donnée conciliairement par le métropolitain , à l'égard de ses suffragants , ou le plus ancien d'entre eux à l'égard du métropolitain, tiendrait lieu de bulles pontificales , jusqu'à ce que le pape consentit à l'exécution du concordat.

*Eglises d'Allemagne et de Toscane.* — Après avoir rappelé l'état de trouble et d'anarchie où l'Eglise d'Allemagne avait été jetée par les actes de la diète de Ratisbonne de 1803, et les changements politiques survenus en 1805, les projets de concordat transmis à Rome et soumis à l'examen d'une congrégation, lorsque les Etats-Romains furent envahis, on ne voyait d'espoir pour le rétablissement de l'ordre que dans un

concert entre le souverain pontife et le protecteur de la confédération.

En Toscane, il en était autrement : les églises étaient régulièrement organisées, et administrées canoniquement. Si l'empereur pensait qu'il fût utile d'y faire une nouvelle circonscription, l'intervention du pape était nécessaire ; mais on pouvait attendre, pour s'occuper de cet objet, que les autres affaires ecclésiastiques fussent terminées.

*La bulle d'excommunication du 10 juin 1809.* — Cet acte était contraire à la charité chrétienne, ainsi qu'à l'indépendance et à l'honneur du trône ; quel parti prendre, pour que, dans les temps de troubles et de calamités, les papes ne se portassent à de tels excès du pouvoir.

Par des considérations tirées de ce que les motifs allégués dans la bulle n'étaient pas fondés ; de ce qu'il n'y avait pas péril pour la discipline et la foi, seul cas où les censures pussent être employées contre les souverains, on concluait que les censures et excommunications portées dans la bulle du 10 juin étaient nulles tant en la forme qu'au fond, et qu'elles ne pouvaient lier ni obliger la conscience. C'était à une assemblée du clergé de France, ou même à un concile national, à prononcer que les souverains sont indépendants pour tout ce qui regarde l'ordre politique et leurs droits temporels, non-seulement de la juridiction du pape, mais de l'autorité même de l'Eglise.

La réunion des Etats-Romains, prononcée seulement par le décret du 17 mai 1809, fut confirmée par le Sénat. Ils formaient deux départements, celui de Rome et celui de Trastimène. La ville de Rome était la seconde ville de l'empire. Le prince impérial portait le titre, et recevait les honneurs de roi

de Rome. Un prince du sang ou un grand dignitaire de l'empire y tenait la cour de l'empereur. Après avoir été couronné dans l'église de Notre-Dame de Paris, les empereurs étaient couronnés dans l'église de Saint-Pierre de Rome, ayant la dixième année de leur règne. Toute souveraineté étrangère était déclarée incompatible avec l'exercice de toute autorité spirituelle dans l'intérieur de l'empire. Lors de leur exaltation, les papes prêtaient le serment de ne jamais rien faire contre les quatre propositions de l'Eglise gallicane, arrêtées dans l'assemblée du clergé en 1662. Elles étaient déclarées communes à toutes les Eglises catholiques de l'empire: Il était préparé pour le pape des palais dans les différents lieux de l'empire où il voudrait résider. Il en aurait nécessairement un à Paris, un à Rome. Deux millions de revenu en biens ruraux, francs de toute imposition, et sis dans les différentes parties de l'empire, étaient assignés au pape. Les dépenses du sacré collège et de la propagande étaient déclarées impériales. Les bâtiments de l'archevêché, à Paris, furent déclarés palais du pape. Il y eut une petite opposition dans le Sénat: sur quatre-vingt-seize votants, il y en eut quatre-vingt-deux pour le sénatus-consulte et quatorze contre.

Le général Miollis fut nommé lieutenant du gouverneur-général de Rome, avec un traitement de 45,000 francs par mois, non compris ses traitements militaires.

L'édit de Louis XIV, sur la déclaration faite par le clergé de France de ses sentiments, touchant la puissance ecclésiastique, du mois de mars 1682, fut déclaré loi générale de l'empire.

Tandis qu'il voulait porter le dernier coup à la puissance temporelle du pape, l'empereur lui faisait quelques conces-

sions sous le rapport spirituel. La commission ecclésiastique avait émis le vœu que les articles 4, 26 et 36 de la loi organique du concordat fussent révoqués ou modifiés. En conséquence, il fut statué que les brefs de la pénitencerie, pour le for intérieur seulement, pourraient être exécutés sans aucune autorisation. La disposition de l'article 26, portant que les évêques ne pourraient ordonner aucun ecclésiastique, s'il ne justifiait d'une propriété produisant au moins un revenu annuel de 300 francs, et s'il n'avait atteint l'âge de vingt-cinq ans, fut rapportée. Les évêques furent autorisés à ordonner tout ecclésiastique âgé de vingt-deux ans accomplis, mais après qu'il aurait justifié du consentement de ses parents. La disposition de l'article 36, portant que des vicaires-généraux des diocèses vacants continueraient leurs fonctions, même après la mort de l'évêque, jusqu'à remplacement, fut aussi rapportée. Pendant les vacances des sièges, il serait pourvu, conformément aux lois canoniques, au gouvernement des diocèses. Les chapitres présenteraient au ministre des cultes les vicaires-généraux qu'ils éliraient, pour leur nomination être reconnue par l'empereur.

La partie du rapport de la commission ecclésiastique qui concernait les trois articles fut publiée dans le *Moniteur* pour expliquer les motifs du décret.

Dix-neuf évêques écrivirent au pape une lettre commune pour lui demander itérativement la confirmation de ceux qui avaient été nommés, déclarant que l'Eglise gallicane, par lui abandonnée, se trouverait dans la pénible nécessité de pouvoir elle-même à sa propre conservation. Le pape accorda les pouvoirs qu'il crut nécessaires au gouvernement de ces diocèses, et persista à refuser les bulles de confirmation.

Les cardinaux qui étaient encore à Rome, lors de l'enlèvement de Pie VII, en avaient été successivement éloignés; ils reçurent ensuite l'ordre de se rendre à Paris, excepté sept ou huit, qui, attendu leur âge ou leurs infirmités, obtinrent la permission de rester en Italie. Ils se trouvèrent réunis à Paris au nombre de vingt-huit. L'empereur leur assigna un traitement annuel de trente mille francs. Presque tous, et beaucoup qui n'en avaient pas besoin, l'acceptèrent et en jouirent jusqu'à la fin de l'empire. Malgré la captivité du pape, non-seulement ils venaient aux Tuileries les jours de réception et assistaient régulièrement les dimanches et fêtes à la messe impériale, mais ils faisaient assidument leur cour à l'archichancelier, au ministre des cultes; on en voyait dans les cercles de la capitale.

La première fois que Consalvi parut aux Tuileries, l'empereur, marchant droit à lui, lui dit : « Monsieur le cardinal, comme vous avez maigri ! » Le cardinal répondit qu'un intervalle de dix ans avait en effet dû le changer. L'empereur ajouta : « Si vous étiez resté à la tête des affaires, elles ne seraient pas où elles en sont. Vous avez de l'esprit, vous connaissez le monde; tout ceci ne serait pas arrivé, vous y auriez trouvé le remède. » Consalvi répliqua : « Votre Majesté est dans l'erreur, les affaires seraient exactement les mêmes; je n'y aurais rien pu changer. » L'empereur avait exigé que le cardinal fût éloigné des affaires.

Parmi les cardinaux, les uns tenaient pour la modération, les autres pour le plus absolu rigorisme. Cette division éclata au mariage de l'empereur : les cardinaux de l'étroite observance prétendaient qu'il n'était pas valablement délié de son union avec Joséphine, parce qu'il appartenait au pape seul

de prononcer sur la dissolution du mariage des souverains. Les modérés au contraire soutenaient qu'à l'égard des sacrements les princes étaient comme les autres fidèles, et n'avaient pas besoin de recourir à Rome. Ils eurent à ce sujet des conférences chez le cardinal Fesch. Le 34 mars, ils parurent tous à la cérémonie du mariage civil, à Saint-Cloud, excepté les cardinaux Caprara et Desping, qui étaient malades. On crut donc qu'ils s'étaient mis d'accord. Cependant treize d'entre eux ne parurent pas à Notre-Dame le jour de la cérémonie religieuse. « Ah ! les sots ! dit Napoléon d'un ton courroucé en remarquant leurs places vides. » Le lendemain, les cardinaux vinrent aux Tuileries pour la cérémonie des révérences. « Puisqu'ils ne trouvent pas mon mariage bon, dit l'empereur, je ne veux pas qu'ils se damnent en présentant leurs hommages à ma concubine. » Ils reçurent l'ordre de se retirer.

Ces cardinaux furent exilés dans différentes villes de l'intérieur, avec la défense de porter les marques extérieures de leur dignité, et l'ordre de ne plus se montrer qu'en noir. De là les dénominations de cardinaux noirs et de cardinaux rouges adoptés dans le public pour les distinguer. Le séquestre fut apposé sur leurs biens ; leur traitement fut réduit à deux cent cinquante francs par mois ; les cardinaux Brancadoro et Gabrielli furent les seuls qui acceptèrent le secours ; les autres vécurent de leurs moyens personnels ou de collectes faites pour eux. A Paris, des dames établirent une caisse dite des confesseurs de la foi. Consalvi rendit la tabatière garnie de diamants qu'il avait reçu du premier consul, lors de la conclusion du concordat.

Le cardinal Caprara mourut le 24 juin, à Paris ; on lui fit



des obsèques pompeuses, et on le porta processionnellement à l'église de Sainte-Geneviève, où il fut inhumé.

La grande majorité des habitants des départements des Bouches-du-Rhin était catholique. Napoléon ordonna qu'un commissaire s'y rendrait pour y préparer l'organisation des cultes, conformément aux lois de l'empire, pour être mise en activité le 1<sup>er</sup> août, après la publication préalable, 1<sup>o</sup> du sénatus-consulte de réunion du 17 février 1840, qui proclamait l'indépendance des droits du souverain de toute autorité spirituelle; 2<sup>o</sup> de l'édit de 1682, qui établissait les principes antiques et inviolables de l'Eglise gallicane contre toutes les prétentions de la cour de Rome, nées de la doctrine de Grégoire VII, aussi contraire à l'esprit de l'Evangile et de Jésus-Christ qu'à l'indépendance et à la dignité des nations et des souverains, et qui avait inondé le monde de sang.

Le clergé de la Belgique, très-remuant, comme le montre l'histoire de ce pays, se faisait remarquer par son esprit ultramontain. Dans une audience que l'empereur, pendant son voyage, donna aux prêtres du département de la Dyle, il les admonesta vigoureusement. Ils se retirèrent stupéfaits.

Le siège de Paris était toujours vacant depuis la mort du cardinal du Belloy, et par le refus du cardinal Fesch; l'empereur y nomma le cardinal Maury. Rien ne peut se comparer à l'émotion qu'il éprouva en prêtant serment. Il tremblait à ne pouvoir se soutenir: il n'était pourtant rien moins que timide; mais, disait-il, dans tout ce que l'empereur accordait, il avait tant de grâce et de majesté, qu'on se trouverait heureux dans ces moments-là de se faire tuer pour lui. Le choix n'était pas heureux. Le cardinal Maury était sans contredit dévoué à Napoléon, mais singulièrement déchu. Il annonça au pape sa

nomination et son installation dans le gouvernement du diocèse. Pie VII lui exprima par un bref tout son chagrin de ce qu'après avoir si courageusement et si éloquemment plaidé la cause de l'Eglise dans les temps les plus orageux de la révolution, il l'abandonnait alors qu'il était comblé de ses dignités et de ses bienfaits, et lié étroitement à elle par la religion du serment. Il ajoutait qu'il était inouï, dans les annales ecclésiastiques, qu'un prêtre nommé à un évêché eût pris le gouvernement du diocèse à la sollicitation du chapitre, avant d'avoir reçu l'institution canonique; il lui ordonnait de quitter sur-le-champ cette administration. Par un bref adressé à M. D'Astros, vicaire-général de Paris, le pape déclara nul tout ce que ferait le cardinal Maury en vertu des pouvoirs conférés par le chapitre.

L'évêque de Nancy, M. d'Osmond, fut nommé à l'archevêché de Florence. Avant de lui remettre les pouvoirs, le chapitre métropolitain et le vicaire capitulaire, *sede vacante*, consultèrent le pape. Il leur répondit que toute délégation de leur part serait nulle et invalide; la même décision fut rendue à l'égard de l'évêque du diocèse d'Asti, Dejean. C'est dans son bref relatif à l'évêque de Nancy, que le pape signalait, comme irrégulière et faite au mépris des droits du Saint-Siège, l'annulation du premier mariage de Napoléon par l'officialité diocésaine de Paris.

Les lois relatives à la suppression des couvents furent publiées et mises à exécution dans les départements de Rome et du Trasimène. Les chefs d'ordres furent amenés en France, dans la perspective que le pape y ferait son séjour. Les ordres monastiques furent aussi supprimés dans les départements de l'Arno, de la Méditerranée, de l'Ombrone et dans ceux de

Gênes, des Apennins, de Montenotte et des Alpes maritimes.

Dans le même temps, l'empereur conçut l'établissement de deux grands couvents, l'un dans l'intérieur de la France, l'autre au-delà des Alpes, pour les individus âgés de quarante ans au moins qui, las du fracas du monde, voudraient vivre dans la retraite. Ce projet éprouva une forte opposition au conseil d'état, et ne fut pas adopté.

L'organisation du clergé catholique fut maintenue en Hollande, et le ministre des cultes chargé de faire connaître les besoins des Eglises pour y être pourvu en cas d'insuffisance. Dans le Valais, rien ne fut innové; l'évêché de Sion, les paroisses, les maisons religieuses de femmes, furent conservés avec leurs biens et revenus (4). »

## CHAPITRE XXIX.

Symptômes de la fin de l'Empire.

On n'entendait parler à cette époque que de marchandises anglaises saisies et brûlées, et des licences impériales qu'on achetait à grand prix, et d'après lesquelles il était permis à quelques commerçants d'importer une certaine quantité de denrées coloniales, à condition qu'ils exporteraient pour une pareille valeur de marchandises françaises. Mais la demande de marchandises françaises était simulée. On prenait des livres dans tous les magasins de Paris, ils servaient de lest aux navires, souvent on les jetait à la mer. On appelait ces éditions *ad usum Delphini* ou *Delphinorum*.

Ce fut là une des causes de la démission de Louis comme

(1) M. Thibaudeau.

roi de Hollande. Louis ne put consentir à imposer à une nation neutre, la cessation d'un commerce lucratif que la France, puissance belligérante, continuait comme elle le voulait.

C'était un temps de folie. A chaque instant on ajoutait des départements à la France, et ces départements étaient des royaumes.

Après la Hollande, que Napoléon avait prise, avec ses vastes côtes et ses ports si fameux, il s'empara du Valais, pour se rendre maître absolu de la route du Simplon.

Il réunit à la France tout le littoral de la mer du Nord, qui comprenait les sources de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin, de l'Ems, du Weser et de l'Elbe, et il voulait réunir ces possessions maritimes à la France par un canal, qui aurait joint la mer Baltique à la Seine.

Une partie considérable du royaume de Westphalie et du grand duché de Berg, création de Napoléon, fut enveloppée dans cette prise de possession.

Le duché d'Oldembourg, qui appartenait à un beau-frère d'Alexandre, commença la mésintelligence entre les deux empereurs de Tilsitt. Sans se brouiller à cause de l'envahissement d'Oldembourg, Alexandre rendit, le 31 décembre, un ukase par lequel il permettait les exportations des marchandises anglaises à Archangel, à Saint-Petersbourg, à Riga, à Revel, et dans cinq ou six autres ports. Toutes les têtes étaient tellement tournées, qu'une proposition d'échange de prisonniers français ayant été faite, un commissaire français proposa que lord Wellington et son armée, dans les lignes de Torres-Vedras, seraient dans le calcul compris parmi les prisonniers.

Tout croulait déjà à cette époque, car l'étendue de territoire ne constitue pas la puissance. La guerre d'Espagne était une véritable plaie pour l'empire. Tous les soldats qui y entraient par Bayonne faisaient une croix sur le pont d'Irun, pour marquer qu'ils ne reviendraient plus. La France impériale s'étendait du nord-est au sud-ouest, depuis Travemonde, sur l'océan Baltique, jusqu'au pied des Pyrénées, et du nord-est au sud-est, depuis le port de Brest jusqu'à Terracine, sur les confins du territoire napolitain. On comptait alors quarante-deux millions de Français. Il faut ajouter à cet empire la Carniole, les provinces Illyriennes. C'est alors que Napoléon conçut l'expédition de Russie.

## CHAPITRE XXX.

### Guerre de Russie.

Pendant cinq ans, la paix s'était maintenue entre la France et la Russie; mais quand Alexandre apprit le mariage de Napoléon : « En ce cas, dit-il, sa première affaire sera de me repousser dans mes forêts. »

La réunion au duché de Varsovie, de toute la Gallicie occidentale, ainsi que de Cracovie et d'autres territoires séparés de l'Autriche, inquiéta la Russie, qui voyait là le rétablissement de la Pologne, véritable barrière entre la Russie et le monde civilisé. La cessation du commerce de l'Angleterre avec la Russie, par suite du système continental, était encore un grief.

Le moment pour faire la guerre paraissait favorable aux Russes, parce que la guerre avec l'Espagne occupait deux cent cinquante mille hommes des meilleures troupes françaises.

Fouché, retiré à son château de Ferrières, demanda une audience à Napoléon et exposa tous les inconvénients de la guerre de Russie : « Ce n'est pas une crise, répondit Napoléon, c'est simplement une guerre d'une nature toute politique. L'Espagne tombera quand j'aurai anéanti l'influence anglaise à Saint-Petersbourg. J'ai huit cent mille hommes, et pour quelqu'un qui possède une pareille armée, l'Europe n'est qu'une vieille prostituée qui doit obéir à ses volontés. Ne m'avez-vous pas dit vous-même qu'impossible n'était pas français? Je règle ma conduite plutôt sur l'opinion de mes armées que sur les sentiments de vos grands, qui sont devenus trop riches, et qui, tandis que vous affectez d'être inquiet pour moi, ne craignent que la confusion générale qui suivrait ma mort. Ne vous tourmentez pas, mais regardez la guerre de Russie comme une mesure sage que commandaient les véritables intérêts de la France et la tranquillité générale. Suis-je blâmable, si le haut degré de puissance que j'ai déjà acquis me force à prendre la dictature de l'univers? Ma destinée n'est pas encore accomplie; ma position actuelle n'est que l'ébauche d'un tableau qu'il faut que j'achève. Il ne doit y avoir qu'un code européen, universel, et qu'une cour d'appel. Il faut que la même monnaie, les mêmes poids et mesures, les mêmes lois, aient cours dans toute l'Europe. Je ne ferai qu'une nation de tous les Etats européens, et Paris sera la capitale du monde. A présent, vous ne me servez plus bien, parce que vous croyez mes affaires en danger; mais, avant un an, vous me servirez avec autant de zèle et d'ardeur qu'aux époques de Marengo et d'Austerlitz. Vous verrez bien d'autres choses que tout cela, c'est moi qui vous le dis. Adieu, monsieur le duc, ne faites pas le courtisan

disgracié, ne vous mêlez pas davantage de faire une critique captieuse des affaires publiques, et veuillez bien avoir quelque confiance dans votre empereur. »

Napoléon disait alors que sa fortune ne pouvait rester stationnaire, et que, si elle ne continuait pas à avancer, il fallait nécessairement qu'elle rétrogradât.

Le 9 mai 1812, Napoléon quitta Paris; l'ambassadeur de Russie reçut, deux jours après, ses passeports pour en partir.

Ce départ devait causer la mort d'un million d'hommes et la chute de son empire.

« Rien encore, dit un historien, n'avait transpiré sur tous les grands mouvements, à l'exception du fameux sénatus-consulte qui organisa l'empire en *cohortes*, *bans*, et *arrière-bans*. Ainsi, la patrie allait se trouver engagée dans la plus sanglante lutte qu'elle eût jamais soutenue : la moitié de l'Europe marchait contre l'autre sans que Napoléon eût daigné avertir le Sénat, ni que ce corps eût osé se faire rendre compte d'une guerre où la France allait épuiser son sang et ses trésors. »

M. de Talleyrand appela l'expédition de Russie le commencement de la fin.

L'espionnage dans Paris était devenu tel, qu'on n'osait échanger ses idées qu'en très-petit comité, et quand on était bien sûr des personnes devant qui on parlait.

Tout le monde officiel était fasciné. « L'empereur est à son commencement, » disait le général Sébastiani.

Un sénateur écrivait, dans une correspondance intime, le 17 juillet 1812 : « S'emparer des côtes, passer et border la Dwina, s'étendre jusqu'à la mer Noire, ouvrir des canaux,

séparer ainsi la Russie civilisée de la Russie barbare, et faire par les fleuves une île de l'Europe, telle serait à la fois la grande et sage mesure dans laquelle se renfermerait l'immense politique du maître du monde. »

« Pour atteindre la Russie, dit M. de Ségur, il fallait dépasser l'Autriche, traverser la Prusse et marcher entre la Suède et la Turquie : une alliance offensive avec ces quatre puissances était donc indispensable. L'Autriche était soumise à l'ascendant de Napoléon, et la Prusse à ses armes. ; il n'eut qu'à leur montrer son entreprise : l'Autriche s'y précipita d'elle-même ; il y poussa la Prusse.

« Le 14 mars, l'Autriche, qui se plaisait à voir aux prises les deux colosses du nord et de l'ouest, promet trente mille hommes à la France. Elle se fit garantir la possession de la Gallicie. Toutefois elle admit la possibilité à venir de la cession d'une partie de cette province au royaume de Pologne ; elle eût reçu en dédommagement les provinces illyriennes : l'article 6 du traité secret en fait foi.

« Ainsi, le succès de la guerre ne dépendait pas de la cession de la Gallicie et des ménagements qu'imposait la jalousie autrichienne pour cette possession. Napoléon aurait donc pu, dès son entrée à Wilna, proclamer ouvertement la libération de la Pologne, au lieu de tromper son attente, de l'étonner, de l'attédir par des paroles incertaines. »

## CHAPITRE XXXI.

Réflexions sur l'état de la France avant l'expédition de Russie.

M. Labaume, qui a écrit un ouvrage remarquable sur l'ex-



pédition de Russie , fait précéder son récit des réflexions qu'on va lire :

« Si l'on voulait chercher dans nos annales quelle a été l'époque la plus brillante pour notre gloire , on trouverait sans contredit que la France n'a jamais été plus puissante qu'après le traité de Tilsitt : alors l'Espagne , sous le nom d'alliée , était réellement une de nos provinces dont nous retirions des hommes , de l'argent et des vaisseaux. L'Italie , sagement gouvernée par un prince à la fois bon guerrier et habile administrateur , sujette et soumise aux mêmes lois que l'empire , jouissait d'une prospérité égale à la nôtre , et voyait avec orgueil que ses légions , transportées sur la Baltique , avaient fait preuve d'un courage éclatant pour procurer à la France une paix aussi glorieuse qu'utile. L'Allemagne , effrayée de notre agrandissement , ne pouvant plus s'opposer à nos succès , ne cherchait qu'à assurer son existence en adhérant à tous les grands changements qui renversaient la constitution germanique. L'Angleterre seule , constante ennemie d'une ambition si fatale à la sienne , ne voyait dans la prospérité de Napoléon qu'un sujet de crainte pour elle , et de terreur pour le continent ; jalouse d'avoir l'honneur de mettre un terme à cette ambition démesurée , elle représente à chacun des souverains du Nord l'intérêt qu'ils ont à arrêter les progrès rapides de notre excessive puissance. Vains efforts ! les souverains , agités par l'intérêt personnel , n'avaient pas encore assez d'expérience pour être convaincus qu'il fallait tous se réunir pour accabler le géant qui voulait tous les dévorer , lorsqu'au retour de Tilsitt , la passion d'envahir donna à Napoléon l'idée de susciter à l'Espagne une guerre injuste , qui devait un jour flétrir ses lauriers , et fournir à ses ennemis

l'occasion tant désirée de renverser un pouvoir si redoutable.

« Pendant que Napoléon s'efforçait vainement de chasser les Anglais de la Péninsule, où ils étaient descendus, un nouvel orage se formait en Allemagne : l'Autriche, qu'il avait tant de fois humiliée, ne pouvait s'accoutumer au joug honteux sous lequel l'avaient placée ses défaites. L'insurrection des Espagnols, et les nombreux armements de l'Angleterre, lui offrirent une occasion brillante pour courir de nouveau aux armes, recouvrer ses états perdus, et faire reprendre à sa politique cette prépondérance dont elle était si jalouse.

« La nouvelle guerre contre l'Autriche ne fut pour la France qu'un nouveau champ de triomphe ouvert à ses guerriers. Landshut, Eckmühl, Ratisbonne, par d'éclatants succès, préparèrent au bout de quatre mois la plus mémorable des victoires : les champs de Wagram virent se renouveler les prodiges d'Austerlitz, et assurèrent à la France la campagne la plus glorieuse.

« Le traité de Vienne, en nous donnant la paix, fit passer sous notre domination de riches provinces ; il agrandit le Wurtemberg, la Bavière, et sembla promettre à la Pologne son entier rétablissement.

« De tous les biens qu'accorda le destin à l'heureux Napoléon, son mariage fut sans contredit le plus prodigieux, puisqu'il assurait le sort d'un homme qui, sorti d'une classe privée, s'alliait à un puissant monarque ; mais, peu satisfait d'une prospérité si grande, il en fut ébloui, et volontairement en perdit tout le fruit, à force de vouloir fatiguer son génie et de chercher toujours à dépasser le terme de ses brillantes destinées : ainsi, faute de sagesse, ce qui semblait devoir cimenter sa puissance devint la cause de sa ruine.

« Cette époque dut être, sans contredit, la plus étonnante de toutes celles qui s'écoulèrent durant la vie de Napoléon. Quel homme pouvait alors passer des jours plus glorieux et plus tranquilles ! De simple citoyen, il s'était vu élever sur le premier trône du monde. Son règne n'avait été qu'une longue suite de victoires, et, pour comble de bonheur, un fils, objet du plus ardent de ses vœux, vint au monde pour lui succéder. Les peuples même, courbés sous sa domination, commençaient à s'y accoutumer, et semblaient vouloir assurer la couronne à sa race. Tous les princes étrangers soumis à sa puissance étaient ses vassaux, entretenaient ses troupes, et payaient tribut pour satisfaire à son luxe et à sa prodigalité. Enfin, tout lui obéissait. Il ne lui manquait rien pour être heureux ; rien, si l'on pouvait l'être sans l'amour de la justice ; mais, n'ayant jamais connu ces sentiments, il ne trouva jamais ni félicité ni repos. Livré à un esprit inquiet et aux chimères d'une ambition insatiable, il s'abandonna à ses passions tumultueuses ; et, pour les satisfaire, voulut ce qui ne pouvait pas être, et, méconnaissant les autres, il oublia tout, jusqu'à lui-même.

« Ainsi, tout semblait souscrire de bonne foi aux grands changements qu'avait opérés Napoléon ; et le vulgaire, dont les vues bornées pénètrent rarement l'âme ténébreuse des monarques ambitieux, crut que l'alliance surnaturelle de cet homme avec une archiduchesse comblerait ses désirs immodérés, et surtout que les douceurs de la paternité lui feraient connaître qu'un trône se cimente, non par de vaines conquêtes achetées à force de sang et de larmes, mais bien par de sages institutions, qui, en faisant chérir son gouvernement, en auraient assuré la durée : jamais aucun mortel ne réunit des

moyens plus faciles et plus sûrs pour réaliser le bonheur du monde.

« Il lui suffisait d'être juste et prudent. C'est en cela que la nation, fondant ses espérances, lui accorda cette confiance illimitée dont il abusa depuis si cruellement. Aussi la postérité balancera à décider si Napoléon a été plus coupable par le mal qu'il a commis que par le bien qu'il aurait pu faire, et auquel il n'a pas seulement songé.

« Dans ses rêves insensés, il dépasse de toutes parts les limites naturelles de la France; il lui forme des destinées chimériques, et va concevoir des craintes sur la Russie, sous prétexte que, voulant s'asseoir sur l'ancien trône de Constantinople, elle allait commander aux deux mers qui entourent l'Europe; il voulut alors faire le prophète, prédire à la France des malheurs éloignés; et détruire la génération présente pour le bonheur incertain des générations futures.

« Enivré de sa félicité, il croit que toutes les puissances lui portent envie; jugeant d'après lui-même, il pense que la Russie ne voit qu'avec une secrète jalousie l'union contractée entre le plus ancien et le plus nouveau des empires. Plein de cette idée, il poursuit son plan dévastateur; et voulant, disait-il, que sa dynastie fût dans peu la plus antique de l'Europe, il cherchait à consacrer son usurpation en détrônant des princes légitimes, pour donner leur couronne à ses frères qui, trop efféminés pour bien seconder sa tyrannie, ne brillaient autour de lui que comme de pâles satellites autour d'un astre malfaisant.

« Le traité de Tilsitt n'était qu'une trêve pour ceux à qui le caractère de Napoléon était connu; ils prédisaient une rupture prochaine, et voyaient, dans l'accroissement de l'un ou

de l'autre, la destruction future de l'édifice colossal que tous deux semblaient vouloir élever. Jadis l'éloignement qui les séparait devait aussi séparer leurs intérêts ; mais les conquêtes de la France l'ayant rendu voisine de la Russie , tout fit présager qu'il ne tarderait pas à s'élever entre ces deux puissances rivales une lutte terrible et dont le choc ébranlerait le monde. » Qu'il y a loin de ce tableau à celui de la guerre de Russie présenté par le même historien :

« On aurait peine à se figurer les difficultés qu'il m'a fallu surmonter pour consigner mes souvenirs. Réduit, comme tous mes compagnons d'armes, à lutter contre les derniers besoins , transi de froid, tourmenté par la faim, en proie à toute espèce de souffrances, incertain au lever de chaque soleil si je verrais les derniers rayons du soir, doutant le soir si je verrais un jour nouveau ; tous mes sentiments semblaient s'être concentrés dans le désir de vivre pour conserver la mémoire de ce que je voyais ; animé par cet indicible désir, toutes les nuits assis devant un mauvais feu, sous une température de vingt à vingt-deux degrés au-dessous de la glace , entouré de morts ou de mourants , je retraçais les événements de la journée. Le même couteau , qui m'avait servi à dépêcher du cheval, pour me nourrir, était employé à tailler des plumes de corbeau ; un peu de poudre à canon , délayée dans le creux de ma main avec de la neige fondue, me tenaient lieu d'encre et d'écritoire.

« J'ai composé cette narration sans haine et sans prévention, mais je ne tairai pas que, dans le récit de cette entreprise, l'une des plus déplorables que le génie de l'ambition ait conçue, j'ai eu cent fois à retenir mon indignation prête à s'échapper contre l'auteur de tant de maux. Cependant les égards

dus à sa grandeur passée, le souvenir des victoires mémorables dont je fus le témoin et dont je partageai les honneurs, m'ont imposé le devoir de ne parler de ce conquérant qu'avec réserve et modération.

« Ayant sans cesse devant les yeux le spectacle de cette foule de guerriers, misérablement exterminés dans de lointains déserts, je n'ai été soutenu que par l'idée de rendre hommage à leur constance, à un courage qui ne s'est jamais démenti, enfin à des exploits d'autant plus héroïques, qu'ils étaient perdus pour la patrie, et semblaient l'être pour la gloire. Heureux si j'ai pu prouver, par cette relation importante, qu'au milieu de tant de désastres nos braves ont toujours été dignes d'eux-mêmes, qu'ils n'ont point manqué à leur ancienne renommée, et que, toujours redoutables à l'ennemi, ils n'ont été vaincus que par les événements. »

## CHAPITRE XXXII.

Mouvement des armées. — Passage du Niémen.

L'armée française qui fut mise en mouvement contre les Russes, était composée de quatre cent soixante-dix mille hommes.

Les Russes, dirigés par Barclay de Tolly, se retirèrent devant Napoléon comme les Portugais, et laissèrent l'armée française manquer d'approvisionnements. On imita le duc de Wellington. On choisit d'avance une position pour s'arrêter et faire une halte semblable à celle de lord Wellington à Torres-Vedas.

Les trois masses énormes de la grande armée impériale, dit M. Labaume, marchèrent sur le Niémen, le roi de

Wesphalie sur Grodno, le vice-roi d'Italie sur Pilony, et Napoléon lui-même sur un point nommé Nagaraïski, à trois lieues au-delà de Kaworo. Lorsque la tête des colonnes de Napoléon arriva sur les bords du fleuve, qui coulait silencieusement à l'ombre d'immenses forêts du côté de la Russie, l'empereur s'étant avancé en personne pour en reconnaître les rives, son cheval broncha et lui fit perdre les arçons.

« Mauvais présage, s'écria une voix, un romain retournerait sur ses pas. » On ne put distinguer si c'était celle de l'empereur ou de quelqu'un de sa suite. On ne vit paraître sur la rive opposée qu'un seul cosaque, qui, s'adressant au premier parti qui traversa le fleuve, lui demanda ce qu'il venait faire en Russie. « Vous battre et prendre Wilna, » lui répondit-on. L'éclaireur se retira, et l'on n'en aperçut pas un second. Un orage épouvantable fut le premier signe donné aux Français dans ce pays sauvage; et, bientôt après, l'empereur apprit que les Russes battaient en retraite de toutes parts, et montraient évidemment l'intention d'évacuer la Lithuanie sans livrer une seule bataille. Napoléon fit avancer ses colonnes avec encore plus de promptitude que de coutume, désirant frapper un de ces coups formidables par lesquels il était habitué à anéantir son ennemi dès le début d'une campagne. Il en résulta un événement de plus mauvais augure que sa chute de cheval ou l'orage qui l'avait accueilli sur les bords du Niémen. La Wilia étant enflée par les pluies, et tous les ponts ayant été rompus, l'empereur, impatienté par cet obstacle, ordonna à un corps de cavalerie polonaise de passer cette rivière à la nage. Ces braves gens n'hésitèrent pas à s'y précipiter; mais, avant qu'ils en eussent atteint le mi-

lieu, le torrent irrésistible rompit leurs rangs ; ils furent entraînés par les eaux, et périrent jusqu'au dernier, sous les yeux de Napoléon, vers lequel quelques-uns, au moment même d'être engloutis, se tournèrent en criant : « Vive l'empereur ! »

Les spectateurs étaient immobiles d'horreur, mais le destin de cette poignée de braves semblait une anticipation du sort réservé à des centaines de mille hommes, qui, pleins de santé et d'espérance, étaient sur le point de braver des obstacles non moins terribles et non moins insurmontables que le torrent qui venait d'engloutir cette malheureuse avant-garde.

Le point que Napoléon avait choisi pour passer le Niémen était fort avantageux (1), Kowno étant dominé par une haute montagne située sur notre rive, qui plonge entièrement sur la rive opposée ; mais, lors même que cette position eût été moins heureuse pour nous, il n'entraînait pas dans le plan de campagne des Russes de s'opposer à nos premiers efforts. On raconte à ce sujet que l'empereur Alexandre avait pris toutes ses mesures pour disputer le passage du Niémen, et qu'au moment où l'attaque allait avoir lieu, le général Barclay de Tolly, se jetant aux genoux de son maître, le supplia de ne pas combattre contre une armée formidable, à laquelle rien ne pouvait résister, disant qu'il fallait laisser passer Napoléon comme un torrent, et réserver toutes leurs forces pour les employer lorsque les siennes commenceraient à s'affaiblir.

En arrivant à Wilna, chacun put lire la proclamation de l'empereur de Russie, lorsqu'il apprit que les troupes françaises avaient franchi le Niémen ; en la comparant à celle de

(1) Récit de M. Labaume.



Napoléon publiée à Welkowsky avec tant d'arrogance, on aura la parfaite connaissance du caractère des deux empereurs. Voici comment elle était conçue :

« Wilna, le 25 juin 1812.

« Depuis longtemps déjà nous avons remarqué, de la part de l'empereur des Français, des procédés hostiles envers la Russie; mais nous avons toujours espéré les éloigner par des moyens pacifiques et conciliants. Enfin, voyant le renouvellement continu d'offenses évidentes, malgré notre désir de conserver la tranquillité, nous avons été contraints de compléter et de rassembler nos armées. Cependant, nous nous flattons encore de parvenir à une réconciliation, en restant aux frontières de notre empire, sans violer l'état de paix, et seulement prêt à nous défendre. Tous ces moyens conciliants et pacifiques ne purent conserver le repos que nous désirions. L'empereur des Français, en attaquant subitement notre armée à Kowno, a le premier déclaré la guerre.

« Ainsi, voyant que rien ne peut le rendre accessible au désir de conserver la paix, il ne nous reste plus, en invoquant le Tout-Puissant, témoin et défenseur de la vérité, qu'à opposer nos forces aux forces de l'ennemi. Il ne m'est pas nécessaire de rappeler aux commandants, aux chefs de corps et aux soldats, leur devoir et leur bravoure; le sang des valeureux Slavons coule dans leurs veines. Guerriers! vous défendrez la religion, la patrie et la liberté! Je suis avec vous, Dieu est contre l'agresseur.

« Signé ALEXANDRE. »

Pendant que toute notre armée se concentrait autour de Wilna , le deuxième corps russe , commandé par le général Bagawout , effectuait sa retraite sur Dwina ; le prince Wittgenstein se retirait aussi sur Wilkomir , depuis que le duc de Reggio , en marchant sur Janow et Chatouï , l'avait forcé d'évacuer la Samogitie. Le 28 , la rencontre eut lieu tout près de Develtovo , et la cannonade s'engagea d'une manière assez vive ; mais l'ennemi ne conserva pas sa position , et , culbuté par nos troupes jusque dans la Dwina , il repassa le pont construit sur ce fleuve avec une si grande précipitation , qu'il n'eut pas le loisir de le brûler.

Les Russes étaient repoussés par-delà le fleuve , pendant que les 5<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> corps , aux ordres du prince Poniatowski et du roi de Westphalie , s'emparaient de Grodno. La lenteur que mit ce dernier à effectuer ses manœuvres permit à la deuxième armée de l'Ouest , commandée par le prince Bagration , de se retrancher dans de fortes positions , et de résister à toutes les attaques ; par l'heureux emploi des nombreux corps de cosaques conduits par l'hetman Platoff , il eût sans doute conservé longtemps les provinces qui lui avaient été confiées , si après l'évacuation de Wilna ce prince n'avait reçu l'ordre de venir se réunir au général Barclay de Tolly. Afin d'empêcher cette réunion , le prince d'Eckmülh fut détaché sur-le-champ de notre centre pour se porter sur la route de Minsk , et de là diriger les opérations du roi de Westphalie , dont l'empereur était très-mécontent ; mais Jérôme , ne voulant pas se soumettre à un ordre qui humiliait trop son amour-propre , demanda et obtint de retourner dans ses états.

Le 29 juin , le quatrième corps , resté jusqu'alors en observation derrière le Niémen , vit enfin le fleuve tant désiré. En

arrivant à Pily, lieu désigné pour le passage, nous trouvâmes le vice-roi, le duc d'Abrantès et tout l'état-major, qui, par un temps pluvieux, étaient occupés à faire construire un pont.

L'artillerie de la garde royale était en position sur le plateau de la rive opposée, précaution sage, mais inutile, car plusieurs reconnaissances faites par-delà le Niémen nous apprirent que de ce côté tout était dans la plus parfaite tranquillité.

Nous ne devions plus avoir d'inquiétude sur le succès du passage, puisqu'un aide-de-camp du vice-roi, envoyé en mission auprès de Napoléon, nous avait annoncé que nos troupes, après avoir traversé sans obstacle le défilé de Kowno, à Roumchicki, étaient arrivés à Lixmori sans combattre; que les Russes n'avaient même défendu que très-faiblement les positions qui sont entre Rouïkontoui et Wilna, et que, n'ayant surtout construit aucune redoute sur la hauteur qui est à deux lieues en avant de cette ville, l'empereur y avait fait son entrée le 28 du mois, se faisant précéder par les hulans polonais du 8<sup>e</sup> régiment.

Le lendemain, 30, les 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> divisions, commandées par les généraux Delzons et Broussier, effectuèrent paisiblement leur passage. Le jour suivant, 1<sup>er</sup> juillet, la garde royale, suivie de la division Pino, effectua le sien. Ainsi, toutes les troupes italiennes réunies passèrent le Niémen en présence de leur vice-roi; elles répondirent à cet honneur par des acclamations spontanées. Ce prince dut à son tour éprouver une satisfaction bien grande en voyant passer sur une terre ennemie les soldats qu'il avait créés, surtout en les voyant, à six cents lieues de leur patrie, observer le même

ordre et la même tenue que s'ils manœuvraient en face de son palais.

A peine eûmes-nous touché la rive opposée , qu'il nous sembla respirer un air nouveau. Cependant les chemins étaient aussi mauvais , les forêts aussi tristes et les villages encore plus déserts ; mais l'imagination , enflammée par l'esprit de conquête , voyait tout avec enchantement , et se nourrissait d'illusions , qui furent promptement dissipées.

En effet , notre séjour à Pilony , durant un temps pluvieux , fut marqué par des disgrâces si extraordinaires , que tout homme , sans être superstitieux , aurait pu le regarder comme le présage de nos misères futures. Dans cet affreux village , le vice-roi même était sans logement ; nous étions entassés sous de mauvais hangars où l'on éprouvait toutes les injures du temps. La rareté des vivres nous faisait pressentir quelles seraient un jour les horreurs de la faim ; la pluie , tombant par torrens , accablait les hommes et les chevaux , qui n'avaient pas d'abris ; les premiers résistèrent , mais la difficulté des chemins acheva d'anéantir les derniers. Aux environs de Pilony , on les voyait tomber par centaines ; enfin , sur la route , on ne trouvait plus que chevaux morts , et c'était au mois de juillet qu'on éprouvait le froid , la pluie et la disette. Tant de désastres étaient de triste augure pour l'avenir , et chacun commençait à s'en effrayer ; mais le soleil ayant reparu sur l'horizon , les nuages se dissipèrent , et dès ce moment la belle saison nous parut devoir être éternelle (1).

(1) M. Labrousse.

CHAPITRE XXXIII.

Entrée en Lithanie. — Les Polonais.

Les Polonais avaient déclaré le royaume tout entier libre, croyant que Napoléon voulait leur indépendance. Mais celui-ci ne leur donna que de vagues espérances, et parla de sa promesse à l'Autriche de lui garantir ses possessions polonaises. L'élan de la Pologne fut arrêté (1).

Napoléon resta à Wilna du 28 juin au 16 juillet. Cette halte est inexplicable. La lenteur des mouvements de Napoléon,

(1) A Głomir, chef-lieu de la Volhynie, on raconta que le ministre de la police russe avait été envoyé à Wilna pour savoir le motif de l'agression de l'empereur Napoléon, et protester selon les formes contre son entrée sur le territoire de Russie. On aura de la peine à croire aux sacrifices sans nombre que l'empereur Alexandre a faits pour conserver la paix. Et, en effet, loin que Napoléon pût accuser l'empereur Alexandre d'avoir manqué au traité de Tilsitt, l'on aurait pu bien plutôt lui reprocher une fidélité trop scrupuleuse à ce funeste traité; et c'était Alexandre qui eût été en droit de faire la guerre à Napoléon, comme y ayant manqué le premier. L'empereur de France se livra, dans sa conversation avec M. de Balasheff, ministre de la police, à ces inconcevables indiscretions, qu'on prendrait pour de l'abandon, si l'on ne savait pas qu'il lui convient d'augmenter la terreur qu'il inspire en se montrant au-dessus de tous les genres de calcul. « Croyez-vous, dit-il à M. de Balasheff, que je me soucie de ces jacobins de Polonais? » Et en effet on assure qu'il existe une lettre adressée, il y a quelques années, à M. de Romanoff par un des ministres de Napoléon, dans laquelle on propose de rayer de tous les actes européens le nom de Pologne et de Polonais. Quel malheur pour cette nation que l'empereur Alexandre n'ait pas pris le titre de roi de Pologne et associé la cause de ce peuple opprimé à celle de toutes les âmes généreuses. « Napoléon demanda à un de ses généraux, devant M. de Balasheff, s'il avait jamais été à Moscou, et ce que c'était que cette ville. — Le général dit qu'elle lui avait paru plutôt un grand village qu'une capitale. — Et combien y a-t-il d'églises, continua l'empereur? — Environ seize cents, lui répondit-on. — C'est inconcevable, reprit Napoléon, dans un temps où l'on n'est plus religieux. — Parson, Sire, dit M. de Balasheff, les Russes et les Espagnols le sont encore. » Admirable réponse, et qui devait présager, on devait l'espérer, que les Moscovites seraient les Castillans du Nord.

dans cette campagne, est attribuée, par M. de Ségur, à la maladie.

Les Russes firent une retraite régulière jusqu'au camp retranché de Drissa. Deux armées manœuvraient devant Napoléon, et empêcher leur jonction était un point de la plus haute importance. Barclay de Tolly marchait sur Witepsk, espérant se mettre en communication avec Bagration, à qui il avait envoyé ordre de descendre le Dniéper jusqu'à Orcha.

A cette époque, dit un historien, Napoléon dirigeait sur Witepsk toutes les forces qu'il avait en réserve, aussi désireux d'empêcher la jonction des deux armées russes que Barclay de Tolly l'était d'exécuter ce mouvement. Si Napoléon se fût mis en marche plus tôt, on ne peut douter que, partant de Wilna, il n'eût atteint la position contestée avant que Barclay eût pu y arriver en remontant la Dwina depuis Drissa. En quittant Wilna le 4, il aurait aisément atteint Witepsk le 20, et là il se serait trouvé avec une armée d'élite de cent vingt mille hommes, sans un ennemi en face de lui, placé entre deux armées dont chacune était poursuivie par des forces supérieures, et ayant leurs flancs et leurs communications à sa merci. Au lieu de cette position avantageuse, Napoléon trouva en front la grande armée russe dans une situation où il n'était pas facile de la forcer au combat, quoique des escarmouches vives et sanglantes eussent lieu entre la cavalerie des deux armées.

Bagration et Barclay de Tolly se joignirent à Smolensk le 22, sans avoir éprouvé aucune perte matérielle. Le résultat de ces manœuvres avait été un désappointement complet pour Napoléon.

Les généraux proposèrent à Napoléon de terminer la cam-

pagne de cette année à Witepsk , ce qu'il rejeta avec mépris. Napoléon avait dit dans une de ses proclamations : « La Russie est entraînée par son destin ; il faut que sa destinée s'accomplisse. Marchons , passons le Niémen ; » et c'étaient ses destinées à lui qui s'accomplissaient.

## CHAPITRE XXXIV.

### Bataille de la Moskowa.

« Depuis la prise de Smolensk , dit M. Labaume, Napoléon n'ignorait pas que la Russie, ayant conclu la paix avec les Turcs, aurait bientôt à sa disposition toute l'armée de Moldavie; malgré cette assurance, et contre l'avis de ses meilleurs généraux, il poursuivait toujours ses conquêtes sans s'inquiéter de l'avenir. Mais ce qui aurait dû lui faire concevoir que cette armée ne tarderait pas à l'attaquer, fut la nouvelle qu'il reçut à Ghiat de l'arrivée du général Kutusoff, vainqueur de la puissance ottomane, et venu du Danube pour prendre le commandement de l'armée russe, confié jusqu'alors au comte Barclay de Tolly.

« A peine arrivé, il annonça que bientôt on ne rétrograderait plus; et, dans la vue de sauver Moscou, dont nous n'étions qu'à quatre journées de marche, il choisit, entre Ghiat et Mojaïsk, une forte position où l'on pût livrer une de ces mémorables batailles dont les résultats décident souvent du sort des empires. »

Le 7 septembre, à six heures précises, un coup de canon tiré de la grande redoute française annonça que l'affaire était commencée.

Pendant plusieurs heures, mille pièces de canon vomirent

la mort dans les rangs des deux armées. A midi, les masses russes étaient enfoncées, deux redoutes étaient emportées. A droite, les Russes résistaient encore. Kutusoff attaqua le centre de l'armée française avec sa réserve et la garde impériale russe ; mais cette masse, foudroyée par quatre-vingts pièces de canon, fut ensuite dispersée par la cavalerie du roi de Naples et du général de Latour-Maubourg. A la nuit, l'ennemi était en pleine retraite sur tous les points.

Jamais bataille ne fut disputée plus vivement et ne coûta plus de monde. L'impétuosité de l'attaque des Français emporta enfin les redoutes ; mais les Russes se rallièrent sous la ligne même du feu de l'ennemi, et retournèrent au combat pour reprendre leurs retranchements. Des régiments de paysans, qui n'avaient jamais vu le feu jusqu'à ce jour, et qui n'avaient encore d'autre uniforme que leur casaque grise, se formèrent avec la fermeté des vétérans, firent le signe de la croix, et, ayant poussé leur cri national : « Que Dieu ait pitié de nous ! » se jetèrent dans le plus fort de la mêlée.

Il y eut quinze mille hommes tués du côté des Russes, et plus de trente mille blessés. Les Français perdirent dix mille hommes et eurent vingt mille blessés.

« A la Moskowa, dit Napoléon, retranchés d'une manière inexpugnable, les Russes me laissèrent battre cent trente mille hommes avec quatre-vingt-dix mille. Cette bataille est une de celles où l'on a déployé le plus de mérite et obtenu le moins de résultats. »

Le nombre des prisonniers faits aux Russes fut à peu près insignifiant. On a prétendu que si la garde impériale française, qui ne prit aucune part à cette grande action, eût été mise en ligne sur la fin de la bataille, les Russes n'auraient



pas sauvé un seul bataillon. Napoléon, contre l'avis de ses généraux, se refusa constamment à faire donner la réserve de son armée. Quoi qu'il en soit, le succès de cette journée fut dû principalement à la bravoure et au sangfroid du maréchal Ney; il reçut sur le champ de bataille le titre de prince de la Moskowa.

Il y eut encore un combat sous les murs de Mojaïsk. L'ennemi abandonna cette place après y avoir mis le feu. Cet horrible système de dévastation fut exécuté avec tant de barbarie que les incendiaires ne donnèrent pas même le temps de fuir aux habitants de Mojaïsk. La flamme avait dévoré leurs maisons de sapin avant qu'ils eussent pu en gagner la porte. « Nous avons trouvé, dit un témoin oculaire, les cadavres rôtis de plusieurs paysans moscovites sous les cendres de leurs chaumières embrasées. »

## CHAPITRE XXXV.

### Aspect de Moscou.

Le 14 septembre 1812, pendant que l'avant-garde des Russes évacuait Moscou, Napoléon arriva sur la hauteur appelée le Mont-du-Salut, parce que c'est là que les gens du pays s'agenouillent et font le signe de la croix, à la première vue de la cité sainte.

Moscou semblait aussi magnifique et aussi imposant que jamais, avec les cloches de ses trois cents églises et ses dômes de cuivre brillant au soleil, ses palais d'architecture orientale, entremêlés d'arbres et entourés de jardins, et son Kremlin, masse énorme de tours, de forme triangulaire, tenant le milieu entre un palais et un château-fort, qui s'élevait comme

une citadelle au-dessus de tout cet assemblage de bosquets et d'édifices. Mais pas une cheminée n'envoyait sa fumée dans les airs, pas un homme ne se montrait sur ses murailles ni aux portes<sup>(1)</sup>. Napoléon contempla un instant ce spectacle, s'attendant à voir arriver une députation pour se jeter à ses pieds et mettre leur fortune à sa disposition. Sa première exclamation fut : « La voilà enfin cette ville célèbre ! » et sa seconde : « il en était bien temps ! » Son armée, s'inquiétant moins du passé et de l'avenir, avait ses yeux fixés sur le but de tous ses souhaits; et le cri : « Moscou ! Moscou ! » passait de rang en rang.

Personne n'interrompit les réflexions de l'empereur, jusqu'à l'arrivée d'un messenger de Murat. Il avait poussé en avant jusque parmi les cosaques qui couvraient l'arrière-garde des Russes, et qui accordèrent volontiers un pourparler au roi de Naples, qu'ils reconnurent sur-le-champ, l'ayant vu si souvent briller aux premiers rangs de la cavalerie française. Le message qu'il envoyait à Napoléon annonçait que Miloradowitch menaçait de brûler la ville, si l'on ne laissait à son arrière-garde le temps de la traverser. C'était un ton de bravade; cependant Napoléon accorda l'armistice, pour sauver une ville où il ne se trouvait plus d'habitants pour l'en remercier.

Après avoir attendu deux heures, quelques français, qui s'étaient cachés pendant l'évacuation, lui apprirent l'étrange nouvelle qu'une population de deux cent mille âmes avait abandonné sa ville natale; c'était ce qui semblait incroyable, et Napoléon n'en ordonna pas moins qu'on lui amenât les boyards

(1) Walter-Scott.

et les fonctionnaires publics. Il ne put être convaincu de ce qui venait d'arriver que lorsqu'on fit paraître devant lui quelques individus, rebut de l'humanité, seuls êtres vivants qu'on eût pu trouver dans la ville. Enfin, quand il ne put plus douter que Moscou n'eût été complètement abandonné, il s'écria en souriant amèrement : « Les Russes apprendront bientôt à mieux connaître le prix de leur capitale. »

Le signal d'avancer fut alors donné aux troupes, et ses colonnes, frappées de surprise de la solitude et du silence qu'elles trouvaient partout, entrèrent au milieu de cet assemblage de huttes et de palais, où il semblait que la misère et l'indigence habitaient porte à porte avec la richesse et la profusion de l'Orient.

Enfin, le silence fut rompu par une décharge d'artillerie que quelques misérables fanatiques tirèrent du haut des murs du Kremlin sur les premières troupes françaises qui approchèrent du palais des czars. La plupart de ces énergumènes étaient ivres.

Tout-à-coup des flammes s'élèvent de plusieurs quartiers de la ville. La Bourse, le bazar et l'hôpital sont en feu. Les vainqueurs, dans les premiers moments parviennent à se rendre maîtres de l'incendie ; mais il éclate sur d'autres points, et il n'est plus possible d'en arrêter les progrès. Jamais, en dépit de la poésie, toutes les fictions de l'incendie de Troie n'égaleront la réalité de celui de Moscou. C'était littéralement un océan de feu. Le gouverneur de Moscou, en abandonnant la ville, y avait laissé, dit-on, plusieurs centaines de forçats avec l'effroyable mission d'y mettre le feu. Ces misérables n'ont que trop bien rempli le vœu de la politique ; l'incendie dura six jours ; neuf mille maisons et tous les édifices pu-

blics en devinrent la proie. Le Kremlin seul fut épargné.

« Quel spectacle ! quelle terrible leçon pour l'ambitieuse humanité ! Ces rues , ces places publiques où circulait naguère une foule empressée , sont maintenant désertes et silencieuses ; ces palais élevés à grands frais , et dont les colonnes élégantes attestaient les conquêtes de l'art , n'offrent plus que les ruines fumantes sur lesquelles errent , comme des ombres , quelques misérables moscovites qui n'ont pas fui , parce qu'ils n'avaient rien à perdre , rien à redouter. Ici de riches magasins présentaient au luxe opulent les diamants de Golconde , les fourrures de la Sibérie , les tissus de l'Inde , les parfums de l'Orient. Tout a disparu sous des monceaux de décombres , que fouilleront bientôt le besoin et la cupidité. Là des jardins symétriques réunissaient les plantes des deux mondes , que la science avait pu soustraire aux atteintes d'un climat rigoureux ; tous ces trésors d'une nature étrangère , que fournit la main de l'homme , ont été enfouis par un pied dévastateur... Et les temples , asiles révéérés où le chrétien venait chercher , dans la prière et le recueillement , la paix de l'âme et l'amour du bien , leur enceinte est métamorphosée en arsenal , les roues pesantes des canons brisent les parvis sacrés ; des cris de guerre frappent d'un profane concert ces voûtes vers lesquelles des chants pieux devaient s'élever. »

## CHAPITRE XXXVI.

### Incendie de Moscou.

Le roi de Naples pénétra dans la ville de Moscou à la tête de sa cavalerie , et s'empara du Kremlin. L'occupation de ce palais fortifié et celle de la magique tour d'Ivan , que la su-

perstition des Russes croyait imprenable, répandirent une terreur religieuse parmi les populations moscovites. Elles semblent ne plus douter de la destruction prochaine de l'empire des czars.

L'incendie de Moscou fut une combinaison du gouverneur, le comte Rostopschin. « Moscou, dit M. de Ségur, devait être la grande machine infernale dont l'explosion nocturne et subite dévorerait l'empereur et son armée. Si l'ennemi échappait à ce danger, du moins n'avait-il plus d'asile, plus de ressources, et l'horreur d'un si grand désastre, dont on l'accuserait, soulèverait toute la Russie.

« Tel fut le terrible plan de ce noble descendant de l'un des plus grands conquérants de l'Asie. Il fut conçu sans effort, mûri avec soin, exécuté sans hésitation.

« Désormais, son nom appartient à l'histoire. Toutefois, il n'eut que la plus grande part à l'honneur de ce grand sacrifice. Il était déjà commencé dès Smolensk; lui l'acheva. Cette résolution, comme tout ce qui est grand et entier, fut admirable; le motif, suffisant et justifié par le succès. Rostopschin voulut empêcher l'empereur de faire une paix honteuse, et mettre une barrière de feu entre Napoléon et les faiblesses de ses compatriotes, qui auraient pu se laisser séduire.

Le silence d'Alexandre laisse douter s'il approuva ou blâma cette grande détermination. La part qu'il eut dans cette catastrophe est encore un mystère pour les Russes; ils l'ignorent ou la taisent : effet du despotisme qui commande l'ignorance ou le silence (1). »

(1) L'abandon général des habitations, depuis Smolensk, coûta peu dans les campagnes. Les paysans voisins de la grande route gagnaient, par des voies latérales, d'autres villages de leurs seigneurs, où ils étaient recueillis. L'abandon de leurs

## CHAPITRE XXXVII.

Séjour à Moscou. — Départ.

Napoléon se proposait de lever en France une conscription de cent quarante mille hommes, et une de trente mille en Italie. Il s'occupait sans relâche des besoins de son armée, et de réparer ses pertes. L'estafette de Paris arrivait en dix-huit jours ; les courriers se succédaient avec régularité. Au Kremlin, on ne restait pas vingt-quatre heures sans recevoir des nouvelles de France. L'empereur expédiait les affaires et pourvoyait au gouvernement de l'empire. Il sortait tous les jours et passait des revues. *L'Histoire de Charles XII*, par Voltaire, était constamment sur son bureau, et même sur la table de nuit.

Au moment de livrer la bataille de la Moskowa, Napoléon avait reçu de mauvaises nouvelles d'Espagne ; c'était une complication fâcheuse. Les succès de la campagne de 1811 étaient en grande partie effacés. Wellington s'était rapproché de Ciudad-Rodrigo, avec son armée, et il en fit le siège. Après treize jours de résistance, la garnison se rendit à discrétion le 19 janvier ; elle était de mille sept cents hommes, commandés

cabanes, faites de troncs d'arbres couchés les uns sur les autres, qu'une hache suffit pour construire, et dont un banc, une table, une image, forment tout le mobilier, n'était guère un sacrifice pour ces serfs qui n'avaient rien à eux, qui ne s'appartenaient pas à eux-mêmes, et dont il fallait bien partout que leurs seigneurs eussent soin, puisqu'ils étaient leur propriété et qu'ils faisaient tout leur revenu. D'ailleurs, ces paysans emportaient tout avec eux, chariots, outils et quelques bestiaux ; mais à Moscou, tout était bien différent, et cependant l'abandon total de Moscou ne coûtait guère plus à obtenir que celui du moindre village.

( *Histoire de Napoléon* de M. de Ségur. )

par le général Barrié. Les Anglais y trouvèrent un arsenal bien fourni.

Wellington entreprit ensuite le siège de Badajoz. Cette place, quoique vaillamment défendue par le général Philippon et une garnison de quatre mille hommes, ne tint que vingt jours; elle se rendit le 6 avril.

Ces deux conquêtes importantes s'exécutèrent sans que les maréchaux Marmont et Soult y missent aucun obstacle.

Napoléon s'était flatté de signer la paix sur les ruines de Moscou; son attente fut trompée. Il fut frappé là d'un aveuglement inconcevable. Il resta trente-deux jours dans cette ville incendiée. Il n'y avait pas un sergent dans l'armée qui ne regardât ce séjour prolongé comme une grande faute. Le terrible système de guerre qu'Alexandre avait organisé contre les Français ne permettait plus de croire qu'après de si grands sacrifices, il demanderait la paix à une armée que les privations de toute espèce et la rigueur du climat devaient bientôt livrer à la fureur de ses Cosaques. Le général Lauriston, qui avait été chargé d'arrêter les préliminaires du traité, ne put pas même obtenir un sauf-conduit pour se rendre à Saint-Petersbourg. Les Russes violèrent l'armistice, et attaquèrent les soldats français dans leur cantonnements, au mépris d'une convention qui devait s'étendre sur toute la ligne occupée par les avant-postes des deux armées.

Napoléon donna enfin l'ordre de la retraite de l'armée sur la Pologne, il ne laissa à Moscou qu'une division de la jeune garde, sous les ordres du duc de Trévise, qu'il chargea de faire sauter l'ancien palais des Czars.

On y mit le feu à l'instant où le dernier rang de la colonne française en sortit. Les Français n'en étaient encore qu'à peu

de distance quand l'explosion eut lieu. Elle détruisit une partie considérable du Kremlin, et fit périr en même temps un grand nombre de misérables que la curiosité et la soif du pillage y avaient attirés, comme on l'avait prévu. Les troupes russes y entrèrent à la hâte, détruisirent les mines qui n'avaient pas encore joué, et éteignirent le feu qui avait pris aux bâtiments. Les paysans russes donnèrent alors une preuve manifeste de leur prévoyance patriotique. Nous avons parlé des besoins extrêmes qu'éprouvaient les Français dans cette ville désolée. Dès que le drapeau russe y fut arboré, dix-huit cents chariots chargés de pain arrivèrent de tous les environs le lendemain de la rentrée des troupes russes dans Moscou. Le pain et les moyens de transport avaient été secrètement préparés par ces paysans patriotes.

L'explosion terrible du Kremlin ébranla la terre comme un tremblement, et annonça à Napoléon, qui marchait alors contre Koutousoff, que ses ordres avaient été exécutés.

Trois routes conduisaient de Moscou à Kalouga. La route du milieu, ou la vieille route, était celle sur laquelle les Russes étaient campés dans leur grande position de Tàroutino, en front de laquelle était celle de Worodônôw, ou Ynkowô, où ils avaient si récemment défait Murat. Napoléon suivit cette route pendant une journée pour faire croire à Koutousoff qu'il avait dessein de l'attaquer en front; mais ce n'était qu'une feinte, car, le lendemain, il prit des chemins de traverse, tourna du côté de l'orient, et entra dans la nouvelle route de Kalouga, dans le dessein de la suivre jusqu'à ce qu'il fût au-delà du camp des Russes à Tàroutino, sur leur flanc droit; de là, revenant de la nouvelle route dans l'ancienne, il se serait emparé de Borowsk et de Malo-Yaroslavetz, villes



situées sur la même direction, au sud du Taroutino. Par ce moyen, il aurait tourné et évité la position russe, tandis que le principal corps d'armée se serait trouvé entre Koutousoff et Kalouga, et que les fertiles provinces du midi lui eussent été ouvertes pour approvisionner son armée.

## CHAPITRE XXXVIII.

### Combat de Malo-Yaroslavetz.

Le 23, l'empereur, avec son principal corps d'armée, arriva à Borowsk, et apprit que la division de Delzons, qui formait son avant-garde, avait occupé Malo-Yaroslavetz sans opposition. Jusque-là, tout semblait avoir réussi au gré des désirs de l'empereur.

Mais Koutousoff, dès qu'il eut appris le danger où il se trouvait d'être coupé de Kalouga, usa de représailles envers Napoléon, en employant contre lui sa propre manœuvre. Il détacha vers le sud deux généraux avec une forte division, pour prévenir les Français par une marche forcée, et occuper la position de Malo-Yaroslavetz, ou la reprendre, s'ils s'en étaient déjà emparés. Lui-même, levant son camp de Taroutino, il les suivit avec toute son armée, et marcha si rapidement qu'il devança l'armée française, gagna le sud de Malo-Yaroslavetz, et par conséquent se plaça de nouveau entre Napoléon et Kalouga.

Malo-Yaroslavetz offre une forte position. La ville est bâtie sur une pente rapide, entrecoupée de vallées, dont le fond est arrosé par la Louja. Au nord de cette rivière est une petite plaine couverte de quelques chaumières, et rattachée à la ville par un pont. C'était là que bivouaquait l'armée de Del-

zons, qui avait posté deux bataillons pour défendre la ville et surveiller les mouvements de l'ennemi. Vers quatre heures du matin, quand tout dormait, excepté quelques sentinelles qui faisaient leur service assez négligemment, les Russes se précipitèrent dans la ville, en poussant des cris épouvantables, en chassèrent les deux bataillons, et les forcèrent de descendre la hauteur, à passer la Louja, et à rejoindre leur corps d'armée. Le bruit des décharges d'artillerie attira l'attention du vice-roi le prince Eugène, qui, n'étant qu'à environ trois lieues de l'endroit où se passait l'action, y arriva vers le point du jour, et vit les soldats de Delzons faisant des efforts pour regagner la rive méridionale sur laquelle la ville est située. Encouragé par l'approche d'Eugène, Delzons se précipita sur le pont, repoussa les Russes, gagna le milieu de la ville, et y reçut un coup de feu qui le tua. Son frère, qui voulait relever le corps du général, partagea le même sort. Le général Guillemillot prit alors le commandement, et jeta un fort détachement de Français dans l'église, qui servit comme de citadelle pendant le reste de l'action. Les Russes firent une nouvelle charge, et repoussèrent Guillemillot jusqu'au pont. Mais il fut secouru par le prince Eugène, qui, après diverses tentatives moins sérieuses, fit avancer une division tout entière sur la ville.

Malo-Yaroslavetz fut alors repris par les Français; ce fut la dernière victoire de cette funeste campagne : mais, en poussant une reconnaissance un peu plus loin, on vit toute l'armée de Koutousoff dans la plaine qui était au-delà, montant à plus de cent mille hommes, déjà placée dans une bonne position, et la fortifiant encore par des retranchements. Des renforts tirés des rangs russes attaquèrent sur-le-champ

les Français, qui furent repoussés dans la ville, dont les maisons, construites en bois, étaient alors en flammes; et ils furent encore contraints d'évacuer Mala-Yaroslavetz. Les misérables ruines de cette place furent cinq fois prises et reprises. Enfin, Napoléon lui-même arriva avec le corps principal de la grande-armée, et il trouva les Français encore en possession de la ville disputée et de la colline. Mais par derrière était l'armée russe campée et retranchée, soutenue par un train d'artillerie très-nombreux; tout démontrait la nécessité d'une bataille pour la déloger de la position qu'elle avait prise et des retranchements dont elle s'était entourée.

Un conseil de guerre fut tenu au quartier-général de l'empereur; c'était la chaumière d'un pauvre tisserand, divisée par un paravent qui en formait la seule cloison. Là, il reçut et examina les rapports de ses généraux, écouta leurs avis, et apprit, à son grand chagrin, que Bessières et d'autres habiles officiers pensaient que la position occupée par Koutousoff était inattaquable. Il résolut d'en juger par ses propres yeux le lendemain; et, en attendant, il écouta négligemment les rapports qui l'informaient que les cosaques se glissaient dans les bois, et s'insinuaient entre lui et son avant-garde.

Au point du jour, Napoléon monta à cheval pour faire une reconnaissance, et en exécutant ce projet, il courut grand risque de perdre la vie ou la liberté. Le jour commençait à paraître quand, suivi de son état-major et de ses officiers d'ordonnance, il traversa la petite plaine située au nord de la Louja, pour gagner le pont. Tout-à-coup elle fut couverte de fuyards, derrière lesquels on voyait se mouvoir

quelques masses noires. D'abord on crut que les exclamations étaient celles de *Vive l'empereur !* Mais les cris et la rapidité de leur course firent bientôt reconnaître les cosaques. Ce sont les cosaques, s'écria Rapp en saisissant les rênes du cheval de l'empereur ; il faut que vous retourniez au camp. Napoléon s'y refusa ; il tira son épée ; ceux qui le suivaient en firent autant, et ils se placèrent sur un côté de la route. Le cheval de Rapp fut blessé et renversé par un de ces lanciers ; mais l'empereur et sa suite conservèrent leur liberté en maintenant leur terrain. Cette nuée de cosaques, plus empressés de faire du butin que des prisonniers, passa près d'eux à la distance de la longueur de leur lance, sans faire attention à la proie inappréciable dont ils pouvaient s'emparer, et ils coururent se jeter sur quelques chariots. L'arrivée de la cavalerie de la garde chassa de la plaine des ennemis toujours voltigeants, mais pleins d'audace et d'opiniâtreté, et Napoléon, ayant passé la rivière, monta sur une hauteur pour faire sa reconnaissance. Cependant ces cosaques montrèrent en se retirant autant de hardiesse qu'ils avaient montré d'impétuosité sauvage en arrivant. Ils s'arrêtaient entre les détachements de cavalerie française pour recharger leurs pistolets et leurs carabines, sachant parfaitement que s'ils étaient serrés de trop près, ils n'auraient qu'à toucher leurs chevaux du fouet attaché à leur bride, pour laisser bien loin derrière eux les coursiers épuisés de la garde impériale française.

Lorsqu'il eut atteint la plaine, Napoléon reconnut, sur la route de Kalouga, Koutousoff fortement campé avec plus de cent mille hommes ; et sur la droite, Platoff et six mille cosaques avec de l'artillerie. C'était à ce corps qu'appartenaient ces maraudeurs qu'il venait de rencontrer.

On tint un second conseil de guerre, dans lequel, après avoir entendu les opinions contradictoires de Murat, dont l'avis était d'attaquer Koutousoff, et de Davoust, qui regardait la position du général russe comme pouvant être défendue pied à pied, attendu qu'elle couvrait une longue suite de défilés, Napoléon se trouva obligé de décider entre ces deux chefs; et, avec un chagrin qui sembla quelques instants le priver de l'usage de ses sens, il donna l'ordre inusité d'une retraite. Napoléon s'était convaincu, par son expérience personnelle, combien, s'il marchait en avant, ses flancs seraient exposés aux attaques de l'hettmann et de ses cosaques, qui s'étaient montrés en grande force dans les environs de Medyn. D'autres nouvelles lui apprirent que son arrière-garde avait été attaquée par un autre corps de cosaques venant de Twer, et qui n'appartenaient pas à l'armée de Koutousoff, mais à une autre division russe sous les ordres de Winzingerode, qui s'avancait du nord pour se remettre en possession de Moscou. Cette circonstance prouvait que les communications des Français étaient à la merci de l'ennemi à l'ouest et au nord, en flanc et en arrière, et elle semble avoir déterminé l'empereur à donner enfin, et fort à contre-cœur, l'ordre de commencer une retraite pour regagner les frontières par Vereja et Wiazma, route par laquelle il était arrivé.

Il était fort rare que Napoléon renoncât à une résolution qu'il avait une fois prise, pour céder, soit à l'avis de ceux qui l'entouraient, soit à quelque combinaison de circonstances contraires à son projet. Si on lui adressait quelque objection tirée de la difficulté d'exécuter ses ordres, il y répliquait par la réponse évasive : « Ah ! on ne peut pas ! » Et le ton de sarcasme avec lequel il prononçait ces mots prouvait clairement

qu'il attribuait l'impossibilité prétendue à l'incapacité de l'officier qui alléguait ce motif. Il aurait mieux valu pour Napoléon, en bien des circonstances, qu'il eût réprimé cette opiniâtreté de caractère; et pourtant, dans l'occasion dont il s'agit, en cédant, avec une docilité qui ne lui était nullement habituelle, à l'avis de ses généraux, il effectua sa retraite à l'instant même où la grande armée russe faisait la sienne, et quittait une position que Davoust avait déclarée inattaquable. La raison de ce mouvement rétrograde, qui exposait les Russes aux risques les plus sérieux, et qui, si Napoléon en eût été informé, eût pu lui ouvrir l'entrée des provinces les plus fertiles et les moins dévastées de la Russie, fut, dit-on, la crainte que conçut Koutousoff, que les Français, par un mouvement sur leur flanc droit, ne tournassent l'armée russe par la route de Medyn. Pendant que Napoléon se retirait vers Borowsk et Vereia, route par laquelle il était venu, les Russes laissaient libre devant lui celle de Kalouga, qu'il avait voulu s'ouvrir en livrant en vain le combat de Malo-Yaroslavetz. Favorisés pourtant par leurs nombreux essaims de cavalerie légère, les Russes furent informés du mouvement rétrograde de Napoléon longtemps avant qu'il pût avoir une connaissance certaine du leur; et, en conséquence, ils manœuvrèrent sur leur gauche de manière à s'approcher de Wiazma et de Gjat, points par lesquels il fallait nécessairement que les Français passassent s'ils voulaient marcher sur Smolensk.

On remarqua que l'humeur de Napoléon s'était aigrie par le résultat de l'affaire de Malo-Yaroslavetz. Au fait, c'était une opération de la dernière importance, puisqu'elle forçait une armée disloquée et souffrante à faire sa retraite à travers un pays déjà dévasté tant par son premier passage que

par les Russes eux-mêmes; où les maisons avaient été brûlées, d'où les habitants avaient fui, et dont les routes avaient été coupées. Du moins la retraite par Kalouga se serait faite à travers un pays qui offrait des moyens de subsistance, ainsi que des abris (1).

## CHAPITRE XXXIX.

### Marche sur Smolensk.

On avait reçu des rapports tendant à confirmer l'opinion que l'armée russe était en mouvement sur Medyn, dans le dessein évident de couper l'armée française, ou du moins d'inquiéter son passage à Wiazma ou à Gjatz. Napoléon ordonna donc que l'armée s'avancât sans perdre de temps vers cette dernière ville. Elle marchait divisée en trois corps. Napoléon était avec le premier; le second était commandé par le prince Eugène, vice-roi d'Italie; le troisième, destiné à servir d'arrière-garde, était sous les ordres de Davoust, qui, par son amour de l'ordre et de la discipline militaire, réprimerait un peu, espérait-on, la licence et le désordre d'une telle retraite. Il fut décidé qu'il y aurait un intervalle d'une journée de marche entre les mouvements de ces trois corps, afin d'éviter la confusion et de faciliter les moyens de se procurer des subsistances, ce qui mettait un délai de deux jours, ou de trois tout au plus, entre les opérations du premier corps et celles de l'arrière-garde.

Napoléon, avec sa première division de la grande armée, arriva à Gjatz sans autres inconvénients que ceux qu'occa-

(1) *Vie de Napoléon.*

sionnèrent le mauvais état des routes et les besoins des soldats. De Gjat, il avança en deux marches jusqu'à Viasma, où il fit une halte, afin de donner au prince Eugène et au maréchal Davoust le temps d'arriver : ce dernier étant en arrière de cinq journées au lieu de trois seulement, comme on l'avait calculé. Le 1<sup>er</sup> novembre, l'empereur recommença sa pénible retraite, laissant cependant à Wiazma le corps de Ney pour renforcer et relever l'arrière-garde de Davoust, qu'il supposait devoir être épuisée par la fatigue. Il reprit avec sa vieille garde le chemin de Dorogobouje, ville vers laquelle il croyait que les Russes pouvaient bien se diriger pour le couper, et il était très-important de les prévenir.

Un autre ordre de Napoléon achève de prouver qu'il sentait le danger qui avait commencé à s'appesantir sur lui. Les dépouilles de Moscou, les anciennes armures, les canons et la grande croix d'Ivan, furent jetés dans le lac de Semelin, comme des trophées qu'il ne voulait pas rendre, et qu'il ne pouvait plus emporter. On fut aussi obligé alors de laisser en arrière une partie de l'artillerie, que les chevaux, manquant de fourrages, n'étaient plus en état de traîner.

L'empereur et l'avant garde de son armée avaient marché jusqu'alors sans rencontrer aucune opposition. Il n'en était pas de même des corps du centre et de l'arrière-garde. Ces deux divisions furent harcelées continuellement par des nuées de cosaques ayant avec eux une espèce d'artillerie légère, qui, montée sur des traîneaux, et accompagnant tous leurs mouvements, faisait pleuvoir les boulets sur les colonnes françaises, tandis que les charges de cette cavalerie irrégulière forçaient souvent les Français à faire halte



pour se former en ligne ou en bataillon carré afin de se défendre. Le passage des rivières dont on avait rompu les ponts ; les chevaux et les chariots renversés en descendant leurs rives escarpées, et les gués marécageux où les hommes et les chevaux tombaient d'épuisement, venaient encore ajouter à la confusion. Cependant les deux divisions n'ayant pas encore aperçu de troupes russes régulières, passèrent la nuit du 2 novembre dans une tranquillité trompeuse, à deux lieues de Wiazma, où Ney les attendait pour se joindre à elles.

Dans cette nuit fatale, Miloradowitch, que les Français avaient surnommé le Murat russe, arriva avec l'avant-garde des troupes régulières de Russie, soutenu par Platoff et plusieurs milliers de cosaques ; il était le précurseur de Koutousoff et de toute la grande armée russe.

Le vieux général russe, en apprenant que le plan de l'empereur était de se retirer par Gjatzen et Wiazma, donna sur-le-champ à sa propre retraite un mouvement sur la gauche, et arriva de Malo-Yaroslavetz par des routes de traverse. Les Russes atteignirent le lieu de l'action au lever de l'aurore, traversèrent la ligne de marche du prince Eugène, et isolèrent son avant-garde, pendant que les cosaques fondaient comme un tourbillon sur les traîneurs et les bagages de l'armée, les dispersaient sur la plaine à la pointe de leurs lances. Le vice-roi fut secouru par un régiment que Ney, quoique vivement pressé lui-même, lui envoya de Wiazma, et son arrière-garde fut dégagée par les efforts de Davoust, qui s'avança à la hâte. L'artillerie russe, supérieure en calibre à celle de France, et portant plus loin, manœuvra avec rapidité. Eugène et Davoust se défendirent avec bravoure ; ce-

pendant ils n'auraient pas été en état de maintenir leur terrain, si Koutousoff, comme on s'y attendait, se fût avancé en personne, ou s'il avait envoyé un fort détachement pour soutenir son avant-garde.

La bataille dura presque depuis sept heures du matin jusqu'au soir, et alors Eugène et Davoust traversèrent Viazma avec les restes de leurs divisions, poursuivis par les Russes presque mêlés dans leurs rangs, et dont l'armée entra dans cette ville au pas de charge, tambour battant et avec tous les signes d'une victoire. Les divisions françaises, après avoir passé la rivière qui, comme la ville, porte le nom de Wiazma, s'établirent à la faveur de l'obscurité sur la rive gauche. Cette journée, dit un historien, avait été désastreuse pour les armes des Français, quoique leur honneur n'eût reçu aucune tache. Ils avaient perdu environ quatre mille hommes; leurs régiments n'étaient plus que des bataillons, leurs bataillons des compagnies, leurs compagnies de faibles pelotons.

Pendant ce temps le vice-roi reçut de Napoléon l'ordre de quitter la route directe de Smolensk, qui était celle que devait suivre les corps de Davoust et de Ney, et de se porter vers le nord sur Dowkhowtchina et Poreczie, pour appuyer le maréchal Oudinot, qu'on savait alors serré de très-près par Wittgenstein. Obéissant à cet ordre, le vice-roi adopta la nouvelle direction qui lui était recommandée, et marcha sur Zasselie, poursuivi, surveillé et harcelé par son cortège ordinaire de Scythes. Il fut obligé de laisser derrière lui soixante-quatre pièces de canon, dont les ennemis qui le suivaient pas à pas s'emparèrent bientôt, ainsi que de trois mille traineurs.

Une immense nuée de cosaques ayant Platoff à leur tête,

accompagna dans tous ses mouvements le vice-roi et l'armée d'Italie. Quiconque s'écartait de la colonne était inévitablement leur proie. Eugène passa une nuit à Zassellie sans avoir éprouvé aucun échec considérable; mais en s'avancant jusqu'à Dowkhowtchina, les Français avaient à traverser le Wop, rivière que les pluies avaient enflée, et dont les rives étaient escarpées et rendues glissantes par les gelées. Le vice-roi y fit passer son infanterie avec la plus grande difficulté, mais il fut obligé d'abandonner aux cosaques vingt-trois pièces de canon et tout son bagage. Les malheureux Italiens, mouillés de la tête aux pieds, furent forcés de passer une misérable nuit au bivouac sur l'autre rive, et plusieurs y périrent; combien d'entr'eux, expirant si misérablement, durent se transporter par la pensée dans le doux climat de leur patrie! Le lendemain, la colonne, frissonnant de froid, à demi-nue, et toujours poursuivie, arriva à Dowkhowtchina, où l'on espérait trouver quelque soulagement; mais les Français y furent accueillis par une nouvelle nuée de cosaques, qui s'élancèrent de la ville avec de l'artillerie. C'était l'avant-garde des troupes qui avaient occupé Moscou, et qui se rendaient alors vers l'ouest, où leur service était plus nécessaire.

Malgré leur résistance, le prince Eugène s'ouvrit un chemin pour entrer dans la ville avec beaucoup de bravoure, et il s'y établit pour la nuit. Mais ayant perdu ses bagages et la plus grande partie de son artillerie, sa cavalerie étant entièrement détruite, il se trouva hors d'état de marcher sur Witepsk pour soutenir Oudinot, et quand même il aurait été en communication avec lui, il n'aurait pu lui être d'aucun secours. Dans cette situation désespérante, le vice-roi résolut de rejoindre la grande armée, et, dans ce dessein, il marcha

sur Wladimerowa, et se rendit de là à Smolensk, où, toujours harcelé par les cosaques, il arriva dans un état déplorable, le 13 novembre, ayant rejoint en route le maréchal Ney.

## CHAPITRE XL.

L'hiver de Russie. — Conspiration Malet. — Arrivée à Smolensk.

Le 6 novembre fut le commencement de ce terrible hiver de Russie, dont les Français n'avaient pas encore éprouvé les horreurs, quoique le temps eût été froid et menaçant. Le soleil ne se montra plus, et le brouillard noir et épais, suspendu sur la colonne en marche, se changea bientôt en un déluge de neige qui, tombant par gros flocons, glaçait et aveuglait en même temps les soldats. Toutefois, la marche continua, les soldats redoublant d'efforts, et tombant enfin dans les ravins qui leur étaient cachés par la neige. Ceux qui se conformaient à la discipline et qui gardaient leurs rangs avaient quelque chance d'être secourus; mais dans la masse des traîneurs chacun ne songeait qu'à sa propre conservation : les cœurs s'étaient endurcis et fermés à tout sentiment de compassion et de pitié. Un vent impétueux commençant à s'élever, fit voler en tourbillons, autour de la tête des soldats, la neige qui couvrait la terre comme celle qui tombait. Un grand nombre furent renversés de cette manière, et trouvèrent un tombeau dans la neige, sous laquelle ils restèrent ensevelis jusqu'à l'été suivant, où leurs restes déplorables reparurent au grand jour. En attendant, un grand nombre de petites élévations, des deux côtés de la route, révélaient le destin de ces infortunés.

Il n'y avait que le mot Smolensk, qui, répété de rang en rang, soutint le courage des soldats. Ils avaient appris à

répéter ce nom comme indiquant l'endroit où ils devaient retrouver l'abondance et le repos. Ils comptaient sur cette ville comme sur un dépôt d'approvisionnement de toute espèce, et principalement de ceux dont ils avaient été privés par tant de marches forcées, d'abord sur Wilna et ensuite sur Moscou. Dans cet espoir, ils continuèrent donc leur retraite avec un courage que même l'orage de neige ne put abattre. Ils comptaient aussi sur un renfort de trente mille hommes sous les ordres de Victor, qui attendait leur arrivée à Smolensk ; mais un concours de circonstances malheureuses avait rendu les services de cette division nécessaires ailleurs.

Dans la même fatale journée du 6 novembre, Napoléon reçut la nouvelle de deux événements de grande importance, trop bien en rapport avec les tempêtes qui l'entouraient. L'une était la singulière conspiration de Malet, si remarquable par le succès momentané qu'elle obtint, et par la manière également soudaine dont elle fut déjouée. Sa pensée se reporta naturellement vers Paris. D'une autre part, ses pensées furent appelées sur sa situation présente par la nouvelle fâcheuse que Wittgenstein avait pris l'offensive, battu Saint-Cyr, pris Polotsk et Witepsk, et reconquis toute la ligne de la Dwina. C'était un obstacle inattendu à sa retraite, et il s'efforça de l'écartier, en ordonnant à Victor de partir de Smolensk avec la division dont nous venons de parler, et de repousser sur-le-champ Wittgenstein au-delà de la Dwina, ne calculant peut-être pas avec assez d'exactitude si les forces que son maréchal commandait suffisaient pour accomplir cette mission.

D'autres nouvelles non moins affligeantes lui parvinrent d'ailleurs. Quatre demi-brigades de recrues étaient arrivées

de France à Smolensk. Baraguay-d'Hilliers, leur général, les avait envoyées vers Ellnia par ordre de Bonaparte, en les chargeant de balayer la route de Kalouga, par où il s'attendait alors que l'empereur arriverait à Smolensk. La route de Kalouga ayant été fermée à Napoléon, ces troupes, n'étant plus d'aucune utilité à Ellnia, auraient dû être rappelées à Smolensk; mais Baraguay-d'Hilliers n'avait aucun avis certain de ce changement de route. Il en résulta que les fameux partisans russes, Orloff-Denizoff, Davidoff, Seslavin et d'autres, surprirent ces soldats, encore novices, dans leurs cantonnements, et les firent prisonniers au nombre de plus de deux mille hommes. D'autres détachements français tombèrent, à la même époque, entre les mains des Russes.

Enfin, on aperçut ce Smolensk, depuis si longtemps désiré. A la vue de ses fortes murailles et de ses tours élevées, tous les traîneurs de l'armée, trois fois plus nombreux alors que ceux qui gardaient leurs rangs, se précipitèrent vers cette ville. Mais, au lieu de s'empresser à les y recevoir, leurs concitoyens, qui y étaient en garnison, leur en fermèrent les portes avec horreur, car leur état de confusion et de désordre, leurs longues barbes, leur malpropreté, leurs cris d'impatience, et surtout leur maigreur, leur air de famine et leur aspect féroce, les faisaient ressembler à des bandits plutôt qu'à des soldats. Enfin la garde impériale arriva : les portes lui furent ouvertes, et la foule entra à sa suite. On délivra des rations aux gardes et au petit nombre de soldats qui avaient marché avec ordre; mais parmi cette multitude de traîneurs qui ne pouvaient rendre aucun compte ni deux-mêmes ni de leurs régiments, et qui n'avaient avec eux aucun officier responsable, plusieurs périrent tandis qu'ils assiégeaient en

vain les portes des magasins. Telle fut la distribution des vivres qu'on s'était promise. Quant au refuge, il n'en existait point. Smolensks, comme nous l'avons déjà dit, avait été brûlé par les Russes, et les soldats n'avaient pour se couvrir la tête que de misérables hangars, appuyés sur les murs noirs qui subsistaient encore.

Le centre de l'armée, conduit par Davoust, qui avait laissé l'arrière-garde à Ney, continua à avancer de Wiazma à Dorogobouje; mais, en cet endroit, sa détresse fut portée à l'extrême, sous l'influence réunie du mauvais temps, de l'ennemi, et du découragement même de ces hommes, que la faim forçait à s'écarter de leurs drapeaux pour chercher en vain de quoi la satisfaire, et que leur faiblesse empêchait ensuite de joindre leurs rangs. Un grand nombre tombèrent entre les mains des paysans, qui tantôt les tuaient, tantôt les dépouillaient, et les chassaient entièrement nus sur la grande route.

L'arrière-garde, sous Ney, souffrit pourtant encore davantage; toutes les maisons avaient été brûlées avant le passage de ses troupes, et elles eurent d'autant plus à souffrir de la part des ennemis, que c'étaient les derniers Français sur lesquels ils pourraient assouvir leur vengeance. Cependant Ney continua à déployer une résolution et une fermeté rares; il fut attaqué au passage du Dniéper; et tout était peut-être perdu dans une scène générale de confusion; quand le maréchal, saisissant un mousquet pour encourager le peu de soldats qu'il put déterminer à tenir bon, réussit, contre l'espoir des Russes, et contre toutes les craintes du désespoir français, à faire passer une partie de son arrière-garde. Mais il perdit en cette funeste rencontre une grande partie de son artillerie, et

un nombre considérable de soldats. Ney approchait de Smolensk le 13 novembre, quand il vit tout-à-coup les hauteurs sur sa gauche se couvrir d'une foule de fuyards en désordre ; qu'une horde de cosaques poursuivait et massacrait à plaisir ; ayant réussi à repousser les cosaques, la première chose qu'il aperçut ensuite fut l'armée d'Italie, dont ces fuyards faisaient partie. Ce corps d'armée revenait de Dowkhowtchina pour se rendre à Smolensk, et il était harcelé continuellement par les cosaques. Le passage du Wop avait fait perdre aux soldats leurs bagages, le peu de provisions qu'ils avaient, leur artillerie et leur cavalerie ; ils gardaient pourtant leurs rangs avec assez de régularité ; et ce n'était que ceux qui s'en étaient écartés que les cosaques chassaient devant eux, faisaient prisonniers, blessaient ou tuaient.

Ces malheureux fuyards ne virent pas plus tôt l'armée de Ney, qu'ils coururent se ranger sous sa protection, et ils portèrent ainsi dans les rangs du maréchal la terreur à laquelle ils étaient en proie. Soldats et traîneurs, tous se précipitèrent vers le Dniéper, sur lequel était un pont qui fut bientôt encombré par le nombre de ceux qui voulaient y passer en même temps. Les Français firent une grande perte ; mais Eugène et l'infatigable Ney présentèrent enfin un front de défense, et repoussèrent les assaillants qui étaient revenus à la charge ; ils étaient si près de Smolensk, que Napoléon put leur envoyer des renforts et des rafraîchissements pendant l'action. Enfin Ney et le vice-roi se débarrassèrent des ennemis qui les poursuivaient, et entrèrent dans Smolensk, où Davoust avait déjà trouvé un refuge. L'armée de Napoléon était alors entièrement réunie ; il lui donna cinq jours pour consommer les provisions, qu'on pouvait trouver dans cette



ville, et pour se préparer aux terreur d'une nouvelle retraite; mais quoique ce délai fût indispensable, les mauvaises nouvelles qui continuaient d'arriver de toutes parts ne permettaient pas de prolonger cet intervalle de repos.

Tchitchakoff réussit, le 44 novembre; à occuper Minsk, conquête fort importante en ce moment, car cette ville contenait une très-grande partie des approvisionnements destinés aux besoins de la grande armée, ou, pour mieux dire, de ce qui en restait. Le comte Dambert, un des généraux de Tchitchakoff, marcha sur Borisoff, situé sur la Bérésina, précisément au point où il était probable que Napoléon voudrait en effectuer le passage. Le vaillant général polonais Dombrowski s'empressa de courir à la défense d'une place dont la perte devait compromettre particulièrement la sûreté de l'empereur. La bataille commença vers le point du jour, le 24 novembre; et, après un combat sérieux, Dambert s'empara de Borisoff. Cette défaite coûta à Dombrowski huit pièces de canon et deux mille cinq cents prisonniers. L'amiral Tchitchakoff établit dans cette ville son quartier-général conformément aux instructions du plan combiné des opérations ultérieures.

Tandis que Tchitchakoff s'avancait du côté de l'est, vers sa destination, Sacken, qu'il avait laissé en Volhinie, sentant l'importance du service dont l'amiral était chargé, faisait tous ses efforts pour concentrer sur lui-même toute l'attention de Schwartzenberg et de Regnier. Il réussit complètement dans ce projet hardi et généreux. Comme les forces des généraux autrichiens et français étaient séparées, Sacken marcha contre Regnier, que non-seulement il surprit, mais qu'il fut même sur le point de faire prisonnier. Rien n'aurait pu sauver Regnier, sans la promptitude avec laquelle Schwartzenberg vint

à son secours. Le général autrichien, amenant un renfort considérable, arriva presque à l'instant où sa présence aurait dû écraser Sacken, qui, ignorant que les Autrichiens fussent si près, avait engagé, le 15 novembre, une action sérieuse avec Hegnier près de Wolkowitz. Le général russe éprouva une grande perte, et fit sa retraite avec difficulté; cependant il concentra son armée, et continua à se retirer de point en point sur la position de Brzest, d'où il avait commencé à avancer. Ce fut ainsi que Sacken détourna l'attention de Schwartzenberg et de l'armée austro-saxonne sur les bords du Bug; quand elle aurait dû se fixer près des scènes décisives qui allaient se passer sur les rives de la Bérésina.

## CHAPITRE XLI.

### Départ de Smolensk.

Napoléon était, avec les malheureux restes de la grande armée, au milieu des ruines de la ville incendiée de Smolensk. La grande armée russe l'attendait en flanc pour attaquer ses colonnes à leur premier mouvement; et s'il échappait à l'ennemi par la fuite, toutes les villes de la Pologne qu'il avait en front, et où des approvisionnements avaient été placés pour ses troupes, étaient au pouvoir des Russes; enfin les deux grandes armées de Tchitchakoff et de Wittgenstein étaient en position sur la Bérésina pour intercepter sa marche. Enfermé entre ceux qui étaient à sa poursuite et ceux qui l'attendaient au passage pour le forcer à rebrousser chemin, dépourvu de cavalerie pour résister aux hordes de cosaques qui le harcelaient partout, n'ayant que peu d'artillerie à opposer à celle

des Russes, combien étaient douteuses pour lui toutes les chances de salut !

Dans les ruines de Smolensk, les faibles moyens qu'offrait cette ville pour la subsistance et l'approvisionnement de son armée étant presque entièrement épuisés, Napoléon eut alors à examiner sérieusement de quel côté il ferait une tentative pour s'échapper. Ayant appris la perte de Witepsk, ville par laquelle il était arrivé, et sachant que Wittgenstein était en possession de la ligne de la Dwina, il se décida naturellement à prendre la route de Wilna par Krasnoï, Borisoff et Minsk.

Il commença par réorganiser son armée, autant que les circonstances le permettaient. Elle était réduite à environ quarante mille hommes, avec un train d'artillerie et des bagages hors de toute proportion avec ce faible nombre, quoiqu'on eût déjà laissé en arrière une grande partie des bagages et trois cent cinquante pièces de canon. L'empereur divisa cette force en quatre corps, qui devaient partir de Smolensk à un jour d'intervalle l'un de l'autre. Il se mit lui-même à la tête du premier, composé de six mille hommes de sa garde et d'un nombre à peu près égal de soldats, restes de différents corps, qui furent amalgamés en bataillons, aussi bien qu'on pouvait le faire en un pareil moment. Cette division partit de Smolensk dans la soirée du 13 novembre et dans la matinée du 14.

La division du vice-roi Eugène, composée d'environ le même nombre d'hommes que celle de Napoléon, mais inférieure du reste, puisqu'il ne s'y trouvait aucun corps de la garde impériale, ne put être rassemblée qu'à une heure fort avancée de la soirée du 15. Les malheureux qui en faisaient

partie se mirent alors en marche, bercés des promesses d'une heureuse arrivée en Lithuanie, pays qu'un si petit nombre d'entre eux devaient revoir.

Le 16, Davoust, après avoir eu une discussion un peu vive avec Ney, qui aurait voulu accélérer son départ, partit avec un autre quart de la grande armée, environ dix mille hommes ou peut-être un peu plus.

Ney resta jusqu'au 17 novembre. Comme il était encore une fois chargé de la tâche périlleuse de couvrir la retraite, mission qu'il avait si admirablement remplie entre Wiazma et Smolensk, sa division avait été fortifiée d'environ quatre mille hommes de la garde impériale, en qui l'on pouvait mettre plus de confiance, même dans les circonstances les plus désespérées, parce qu'ils avaient été mieux nourris que les autres troupes, et qu'ils avaient à soutenir leur vieille réputation. Avant de sortir de la ville, les Français obéirent à l'ordre qu'ils avaient reçu de l'empereur, de faire sauter les tours dont Smolensk était environné pour qu'elles ne présentassent plus d'obstacles désormais, comme Napoléon s'exprima, à une armée française.

## CHAPITRE XLII.

### Bataille de Krasnoi.

Les Russes, ayant reçu de nombreux renforts, avaient pris l'offensive, dans le dessein de communiquer ensemble et d'agir de concert pour couper la retraite de la grande armée.

Sans aucun dessein de se départir de ses maximes de circonspection, Koutousoff commença à attaquer l'armée en re-

traite par un mouvement qui semblait indiquer un plan de manœuvres plus énergiques. Il mit ses troupes en marche vers Krasnoi, en suivant une ligne parallèle à celle que décrivait Napoléon, et s'avancant sur le flanc gauche des Français de manière à mettre à sa merci l'avant-garde de Napoléon, quand il jugerait à propos de l'attaquer. En même temps, il détacha plusieurs corps considérables pour opérer sur la marche de la colonne ennemie.

Miloradowitch, avec une avant-garde nombreuse, poussa en avant sur la grande route de Smolensk à Krasnoi. Napoléon y était déjà arrivé à la tête de sa division; mais Eugène, qui conduisait l'arrière-garde de la colonne, se trouva coupé; on le somma de mettre bas les armes, proposition que le vice-roi rejeta avec courage. A l'instant même, toutes les hauteurs des environs furent comme autant de volcans, faisant pleuvoir des torrents de feu sur les Français et les Italiens; ils maintinrent pourtant leur terrain avec une bravoure sans succès. Un grand nombre furent tués, d'autres faits prisonniers, et la division fut presque entièrement détruite.

Cependant le vice-roi continua à se défendre jusqu'à ce que la nuit, alliée du parti le plus faible, vint le protéger. Alors, à la tête de sa division, diminuée de moitié, il quitta la grande route, laissant ses feux allumés pour tromper l'ennemi, et gagnant la rase campagne, il effectua, après de grandes pertes et des fatigues inexprimables, sa jonction avec Napoléon à Krasnoi, où il arriva par une route détournée. *Le qui vive ?* d'une sentinelle pendant cette manœuvre délicate, aurait pu consommer la perte de toute la division : ce cri se fit entendre. On fut tiré de ce mauvais pas par la présence d'esprit d'un Polonais, qui répondit à la sentinelle en

russe, et lui imposa silence, en lui faisant croire que c'était le corps d'Owaroff, employé à une expédition secrète.

Enfin, le lendemain matin, 17 novembre, Eugène arriva au quartier-général de son beau-père, qui avait eu sur lui de grandes inquiétudes. Lorsque la division d'Eugène, après la perte qu'elle avait éprouvée, fut réunie à celle de l'empereur, le total de leurs troupes n'excédait pas quinze mille hommes. Cependant, après sa jonction avec Eugène, le génie actif de Napoléon, au milieu des circonstances si défavorables, déploya son ascendant. Dans la nuit du 15 au 16, il avait chargé le général Roguet, avec un détachement de la jeune garde, de déloger un détachement russe qui s'était approché trop près; et ayant ainsi appris aux chasseurs à respecter l'antre du lion, il prit la résolution audacieuse de rester à Krasnoi, en dépit de l'armée russe, jusqu'à ce que les détachements de Davoust et de Ney l'eussent rejoint. Quelles qu'eussent été ses raisons pour se séparer de ces divisions, il sentait alors la nécessité de réunir ses forces.

Koutousoff ne voulut consentir qu'à un engagement de loin avec l'artillerie. Le 17, au point du jour, Eugène, dont la bataille de la veille avait mis la division hors de service, fut chargé de s'avancer vers Liady (c'était la misérable étape sur laquelle devait marcher l'armée française), tandis que Napoléon, tirant son épée, se mit à la tête de six mille hommes de sa garde, suivi par Mortier, qui avait sous ses ordres cinq mille hommes, pour résister aux forces qu'il plairait à Koutousoff d'envoyer contre lui, quelle que pût être l'inégalité du nombre. Dans l'espèce de bataille qui suivit, les Russes montrèrent beaucoup de circonspection. Le nom de Napoléon protégeait presque seul son armée. Les Français souffrirent, à la

vérité, du feu de cent pièces d'artillerie auquel ils ne pouvaient pas répondre, et des charges de cavalerie qu'ils n'avaient pas le moyen de repousser ; mais, quoique les boulets fissent des vides dans leurs rangs, et que quelques-uns de leurs bataillons carrés fussent enfoncés par la cavalerie, rien ne put déterminer Koutousoff à hasarder une attaque sérieuse contre Napoléon.

La bataille, ou la canonnade de Krasnoi, se termina par l'arrivée de Davoust et de sa colonne, entourée et suivie par un corps nombreux de cosaques, dont il chercha à se dégager par une marche accélérée. Quand ils arrivèrent en vue de Krasnoi, la plupart des soldats, qui avaient été horriblement harassés depuis leur départ de Smolensk, quittèrent leurs rangs et coururent à travers champs pour échapper aux Russes et chercher un refuge dans la ville, dans les rues de laquelle leurs officiers parvinrent avec difficulté à les rallier. Ce fut dans ce misérable état que le troisième corps de l'armée (d'après la dernière division) rejoignit le corps principal. En demandant des nouvelles de Ney et de l'arrière-garde, Napoléon eut la mortification d'apprendre que le maréchal était probablement encore à Smolensk, ou que, s'il était en route, il devait être entouré de difficultés dont il était impossible qu'il se tirât.

Cependant Napoléon fut informé que les Russes déployaient plus de vigueur ; que le prince Galitzin était sur le point d'occuper Krasnoi, et que s'il ne marchait pas en toute diligence sur Liady, il était probable qu'il trouverait l'ennemi en possession de cette place. Dans cette conviction, ne pouvant être d'aucune utilité à Ney, il se mit à la tête de sa vieille garde pour marcher le plus promptement possible sur Liady, afin

de s'en rendre maître, et de s'assurer en même temps le passage du Dniéper, qui autrement aurait pu lui être fermé. Il chargea Davoust et Mortier de défendre Krasnoi jusqu'à la nuit, s'il était possible, et de profiter en suite de l'obscurité pour le suivre. La retraite de Napoléon sembla rompre le charme qui avait engourdi les Russes et ranimé les Français; une attaque très-vive fut dirigée contre la seconde et la troisième division, et Mortier et Davoust, après avoir beaucoup souffert, eurent beaucoup de peine à gagner Liady. Les Français laissèrent sur ce fatal champ de bataille quarante-cinq pièces de canon, plus de six mille prisonniers, un grand nombre de morts, et autant de blessés, qui furent nécessairement abandonnés à la merci des Russes. Pour compléter le désastre, la division de Ney, par suite de la marche des autres colonnes sur Liady, eut toute l'armée russe entre elle et Napoléon.

### CHAPITRE XLIII.

#### Retraite de Ney.

Le 17 novembre, Ney, à la tête du dernier corps de l'armée d'invasion, partit de Smolensk, ayant sous ses ordres sept à huit mille hommes en état de combattre, laissant derrière lui cinq mille malades et blessés, et suivi des traîneurs que le canon de Platoff, entré dans la ville à l'instant où Ney en était sorti, avait forcés à se remettre en marche. Ils avancèrent sans beaucoup de difficulté jusqu'à ce qu'ils arrivassent sur le champ de bataille de Krasnoi, où ils virent tous les restes d'une action sanglante, et des monceaux de cadavres. Les uniformes leur fit reconnaître le corps d'armée de Napoléon



dont ils avaient fait partie, quoiqu'ils ne trouvassent personne pour leur dire ce qu'étaient devenus ceux qui avaient survécu à cette affaire. Ils n'étaient pas encore bien loin de ce lieu fatal, quand ils approchèrent des bords de la Losmina, où l'ennemi avait fait à loisir ses préparatifs pour les recevoir. Miloradowitch s'y trouvait à la tête d'une force considérable, et un brouillard épais fit que la colonne de Ney parvint jusque sous les batteries des Russes, avant de savoir qu'elle eût aucun danger à courir.

Un officier russe s'avança seul et invita Ney à capituler : « Un maréchal de France ne se rend jamais, » répondit l'intrepide militaire. L'officier se retira, et les batteries russes commencèrent un feu de mitraille, à la distance seulement d'environ cent vingt-cinq toises. L'ébranlement de l'atmosphère dissipa le brouillard, et fit voir la malheureuse colonne française ayant en face un ravin protégé par les ennemis, et exposée de toutes parts au feu de leurs artilleurs, tandis que les hauteurs étaient couvertes de soldats russes postés pour soutenir les batteries. Bien loin de perdre courage dans une situation si dangereuse, les gardes de Napoléon, avec une rare intrépidité, se frayèrent un chemin à travers le ravin de la Losmina, et se jetèrent avec fureur sur les batteries russes ; ils furent à leur tour chargés à la baïonnette, et ceux qui avaient passé la rivière souffrirent cruellement. Quoique cette tentative eût échoué, Ney n'en persista pas moins à vouloir s'ouvrir un passage de vive force à travers ce corps ennemi de force supérieure qui lui était opposé en front. Les Français se précipitèrent de nouveau sur les batteries, perdant des rangs entiers, qui étaient remplis à l'instant par les camarades de ceux qui tombaient. Cette attaque n'eut pas plus de succès

que la première, et Ney, voyant que le destin général de sa colonne n'était plus douteux, chercha du moins à sauver quelques débris du naufrage. Ayant choisi environ quatre mille hommes d'élite, il se sépara du reste de sa division, se mit en marche à l'ombre de la nuit, et fit un mouvement en arrière comme s'il avait eu dessein de retourner à Smolensk. C'était, dans le fait, la seule route qui lui fût ouverte, mais il ne la suivit pas longtemps; car, dès qu'il eut atteint un ruisseau qui paraissait devoir se jeter dans le Dniéper, il en prit le cours pour guide, et arriva sans accident sur les bords de ce fleuve, près du village de Syrokovenia. Il y trouva un seul endroit où la surface de l'eau était complètement gelée, quoique la glace fût si mince qu'on l'entendait craquer sous les pieds des soldats.

Trois heures furent accordées pour donner aux traîneurs qui s'étaient écartés pendant cette marche nocturne le temps de se rallier en cet endroit, s'ils étaient assez heureux pour le trouver. Ney passa ces trois heures dans un profond sommeil, couché sur le bord du fleuve et enveloppé de son manteau. Lorsque les trois heures furent écoulées, le passage commença et se continua sans interruption, quoique le mouvement de la glace et le son effrayant qu'elle faisait entendre en se fendant fissent hésiter plus d'un soldat. Les chariots, dont quelques-uns, étaient chargés de malades et de blessés, tentèrent aussi le passage, mais la glace se rompit sous eux; le bruit qu'ils firent en s'engloutissant et les gémissements étouffés des malheureux noyés apprirent aux soldats le sort de leurs camarades. Les cosaques, suivant leur usage, parurent bientôt à l'arrière-garde, glanèrent quelques centaines de prisonniers, et s'emparèrent de l'artillerie et des bagages.

Ney avait ainsi placé le Dniéper entre lui et les corps réguliers de l'armée russe, par une retraite à laquelle il n'en est guère qu'on puisse comparer dans les fastes de la guerre; mais il n'était pas délivré des cosaques, qui étaient répandus sur toute la surface du pays, et qui s'assemblèrent bientôt autour des restes de sa colonne; avec leurs longues lances et leur artillerie légère, ces ennemis le mirent plus d'une fois dans un cruel embarras. Cependant le maréchal, à la tête d'une troupe réduite à quinze cents hommes, s'ouvrit un chemin les armes à la main jusqu'à Orsza, ville où Napoléon s'était rendu de Liady, après avoir passé le Dniéper. Ney y arriva le 20 novembre, et y trouva Eugène, Mortier et Davoust. L'empereur était alors de deux lieues en avance; Napoléon salua Ney en le nommant *le plus brave des braves*, titre qu'on ne pouvait lui contester; et il déclara qu'il aurait donné tous ses trésors pour être assuré de son existence. Ses camarades s'empressèrent de l'accueillir et de pourvoir à ses besoins; on était alors en Pologne, les vivres étaient moins rares, et l'on se trouvait en général plus à l'aise.

Toute la grande armée de Napoléon était alors réunie; mais cette armée, qui à Smolensk montait encore à quarante mille hommes, se composait à peine alors de douze mille méritant le nom de soldats et en conservant la discipline, tant la misère et le glaive avaient éclaircis les rangs de ces invincibles légions; il y avait peut-être en outre trente mille traîneurs de toute espèce, mais ils n'ajoutaient rien ou presque rien à la force de l'armée, ne servaient qu'à grossir le nombre, ne s'astreignaient à aucune règle de discipline, et pillaient le pays sans merci.

Dans cette redoutable crise, Napoléon eut encore la mortifi-

cation d'apprendre la prise de Minsk, et la retraite de Schwarzenberg pour couvrir Varsovie, ce qui naturellement le privait de tout espoir d'être secouru par les Autrichiens. Il apprit aussi que Victor et Oudinot s'étaient querellés sur la manière dont il convenait d'attaquer Wittgenstein, et qu'il en était résulté qu'on ne l'avait attaqué sur aucun point. Ce général était donc libre de menacer la gauche de la grande armée, si elle restait longtemps sur le Dniéper; tandis que Koutousoff pouvait reprendre, quand il le voudrait, son ancienne position sur la gauche de Napoléon, et que Tchitchakoff pouvait occuper la Bérésina sur son front. Dans l'amertume de son cœur, l'empereur s'écria : « Voilà ce qui arrive, quand on entasse fautes sur fautes ! »

## CHAPITRE XLIV.

### Passage de la Bérésina.

Comme il ne pouvait plus être question de Minsk, Borisoff fut le point vers lequel se dirigèrent les pensées de Napoléon. Il y avait en cette ville un pont sur la Bérésina, de trois cents toises de longueur, et dont il lui paraissait essentiel de se rendre maître pour pouvoir définitivement s'échapper de la Russie. Mais tandis qu'il réfléchissait sur le mouvement qu'il aurait à faire après avoir passé la Bérésina à Borisoff, une autre mauvaise nouvelle vint encore le surprendre. Cette ville et le pont qui lui était si nécessaire étaient entre les mains de l'ennemi. Borisoff était pris, et Dombrowski avait été défait sous ses murailles.

« Est-il donc écrit, dit-il en levant les yeux vers le ciel et

en frappant la terre de sa canne, est-il écrit que nous ne ferons plus que des fautes !

C'est à cette sombre époque que M. de Ségur rattache l'anecdote suivante : « Napoléon s'était couché et semblait sommeiller, tandis que ses fideles serviteurs, Duroc et Daru, assis dans sa chambre, s'entretenaient de leur situation critique. Ils parlaient à voix basse ; mais les mots *prisonnier d'Etat* frappèrent l'oreille de Napoléon, qui ne dormait pas.

— « Comment ! s'écria-t-il en se soulevant, croyez-vous qu'ils l'oseraient ? »

Daru, dans sa réponse, employa les expressions bien connues de l'empereur, *politique d'Etat*, en parlant comme d'une chose indépendante des lois publiques et de la morale.

« Mais la France, » dit l'empereur, à l'oreille de qui les mots politique d'Etat sonnaient alors moins agréablement que lorsqu'il y avait recours pour décider quelque grand mouvement qu'il méditait, « que dira la France ? »

— « Qui peut répondre à cette question, sire ? » continua Daru ; et il ajouta que son plus grand désir serait que l'empereur du moins pût atteindre la France, devrait-il traverser les airs, si la terre lui était fermée.

— « Ainsi donc il paraît que je vous embarrasse ? » dit l'empereur en souriant.

La réponse fut affirmative.

— « Et vous n'avez pas envie d'être prisonnier d'Etat ? » ajouta l'empereur, affectant de traiter ce sujet légèrement.

— « Il me suffirait d'être prisonnier de guerre, » répondit Daru.

Napoléon garda quelque temps le silence, et demanda ensuite si les rapports de ses ministres avaient été brûlés.

« Pas encore, » lui répondit-on.

— « Eh bien, allez les détruire, continua-t-il, car il faut convenir que nous sommes dans une position très-déplorable. »

Napoléon, en étudiant la carte pour y chercher l'endroit le plus convenable pour passer la Bérésina, approcha le doigt du pays des cosaques, et on l'entendit murmurer : « Ah ! Charles XII ! Pultawa ! » Mais ces exclamations, que lui arrachait la connaissance de sa position, étaient l'affaire du moment ; toutes ses résolutions étaient prises avec calme, avec fermeté, avec le sentiment intime de ce qu'il se devait à lui-même et de ce qu'il devait à ceux qui l'accompagnaient.

Il fut enfin décidé qu'en dépit de Tchitchakoff et de son armée, qui occupait la rive gauche, on tenterait le passage de la Bérésina au-dessus de Borisoff, à un endroit nommé *Studzianka*, où cette rivière n'a que cinquante-cinq toises de largeur et six pieds de profondeur. Il est vrai qu'il y a sur l'autre rive des hauteurs qui environnent un terrain marécageux, et qu'on devait s'attendre à les trouver fortement occupées : ceux qui hasarderaient le passage pouvaient donc compter qu'en arrivant sur l'autre bord ils seraient salués par un feu bien nourri partant de cette position. Enfin cette tentative dangereuse devait, suivant toutes les probabilités, se faire en face même de l'armée de Moldavie. Avec les dix à douze mille hommes en état de combattre qu'avait Napoléon, et deux ou trois fois pareil nombre de traîneurs en désordre, tenter de forcer un tel passage aurait été le comble de la démente.

Le premier éclair de meilleure fortune fut dû aux succès de Victor et d'Oudinot. Ils s'avançaient dans l'espoir de sau-

ver Borisoff, quand ils apprirent que Dombrowski avait été défait par Wittgenstein, et que les restes de son armée étaient dans les environs, poursuivis par les Russes victorieux. Oudinot rassembla sur-le-champ sous sa protection les Polonais épars, et marchant contre l'avant-garde des Russes, il les repoussa en leur faisant éprouver une perte considérable. Par suite de cet échec, Wittgenstein se trouva forcé d'abandonner Borisoff, et de mettre encore une fois la Bérésina entre lui et les Français. Mais en repassant cette rivière, il eut soin de détruire le pont de Borisoff, de sorte que cette ville, quoique entre les mains des Français, ne pouvait plus leur servir pour le passage; et quand l'empereur apprit cette nouvelle, il fut obligé de s'en tenir au plan de passer la Bérésina à Studzianka comme il pourrait. Cette tâche lui fut rendue plus facile par la perspective de voir son armée, éparse et affaiblie, renforcée par les troupes de Victor et d'Oudinot, qui étaient sur la même rive de cette fatale rivière, et qui pouvaient sur-le-champ faire leur jonction avec lui.

En attendant, et comme mesure préparatoire, l'empereur réduisit tous les officiers, même ceux du plus haut rang, à une seule voiture, et ordonna qu'on détruisît la moitié des chariots, afin de pouvoir employer tous les chevaux et les bœufs de trait au transport des caissons et des pièces d'artillerie. Il y a lieu de croire que ces ordres ne furent exécutés qu'imparfaitement. Un autre qui indique tous les besoins impérieux du moment était relatif aux officiers qui conservaient encore des chevaux. La cavalerie, commandée par Latour-Maubourg, avait été réduite, depuis le départ de Smolensk, de dix-huit cents hommes à cent cinquante. Pour remplir ce vide, environ cinq cents officiers, les seuls qui restassent

montés, formèrent un corps qu'on nomma *l'escadron sacré*, et qui fut de service près de la personne de l'empereur. Grouchy et Sébastiani eurent le commandement de ce corps, dans lequel les officiers servaient comme soldats, et des généraux de division comme capitaines. Mais il ne se passa pas longtemps avant que la fatigue et le manque de fourrages, qui ne respectent ni rang ni condition, eussent mis à pied la plus grande partie du bataillon sacré.

L'armée se trouvant ainsi un peu réorganisée, et ayant repris quelques forces, grâce à une meilleure nourriture et à la cessation de bivouacs depuis la bataille de Krasnoi, entra alors dans les immenses forêts de pins qui couvrent le cours de la Bérésina, pour mieux cacher à l'ennemi sa marche aventureuse. Elle se dirigeait vers Borisoff, quand de grands cris firent retentir les bois, et répandirent d'abord la confusion dans les rangs, en inspirant l'idée qu'ils étaient occasionnés par une attaque imprévue. Mais cette crainte se changea bientôt en joie, quand on vit qu'on était sur le point de se réunir à l'armée de Victor et d'Oudinot, forte de cinquante mille hommes, dans le meilleur état, et ne manquant de rien. Cependant quelle que fût la joie de la grande armée, elle fut à peine égale à la surprise de ces troupes qui arrivaient, quand elles reconnurent les restes de ces soldats innombrables qu'elles avaient laissés splendidement équipés, et qu'alors leur costume, leur air et leur marche auraient pu faire paraître pour des spectres sortis du tombeau. Ils défilèrent devant leurs camarades plus heureux, avec des visages effrayants; leurs uniformes étaient remplacés par des pelisses de femme, et par tous les haillons que chacun avait pu se procurer; leurs pieds étaient nus et ensanglantés, ou entourés de guenilles dégoû-



tantes au lieu de souliers. Toute discipline semblait avoir disparu : l'officier ne donnait plus d'ordres ; le soldat n'obéissait plus. Le sentiment d'un danger commun les retenait ensemble , et les portait seul à faire des efforts pour avancer ; une même fatigue faisait qu'ils se reposaient autour des mêmes feux ; mais du reste le peu de discipline qui leur restait était l'effet de l'instinct plutôt que du devoir , et, en beaucoup d'occasions , ils l'oubliaient complètement.

Cependant l'armée des deux maréchaux , quoique à peine revenue de son étonnement , joignit les rangs de la grande armée.

Du 15 au 19 décembre , les Russes s'étaient emparés de deux cent vingt-huit pièces d'artillerie , avaient fait vingt-six mille prisonniers , dont trois cents étaient officiers , sans parler de dix mille hommes tués dans diverses affaires ou morts de fatigue. Content de ces avantages , Koutousoff se rendit , à petites journées , à Kopyn , sur le Dniéper , sans traverser cette rivière , et sans chercher à seconder la défense de la Bérésina , en attaquant l'arrière-garde de l'ennemi.

Il est vrai que l'armée russe avait fait de grandes pertes. Elle n'avait alors , dit-on , pas moins de trente mille hommes malades ou blessés hors de service , quoique la plupart se soient rétablis ensuite. Il n'est pas moins vrai que les soldats russes souffrirent beaucoup du manque d'hôpitaux , car on n'en avait pas établi en quantité suffisante pour une lutte telle que celle qu'occasionna l'invasion de Napoléon.

Le danger n'étant pas pressant du côté de la grande armée de Russie , Napoléon n'avait à craindre que l'opposition de Tchitchakoff , dont l'armée , s'élevant à trente-cinq mille hommes , était postée sur les bords de la Bérésina pour empê-

cher le passage de Bonaparte partout où il voudrait le tenter.

Le jour même où Napoléon se préparait à passer la rivière à Studzianka , Tchitchakoff , au lieu de prendre garde à ce qui se passait sous Borizoff , non-seulement remonta la Bérésina avec toutes les forces qui étaient sous ses ordres immédiats , mais il ordonna même à la division de Tschaplitz , forte de six mille hommes , et qui surveillait précisément l'endroit où Napoléon avait dessein d'établir ses ponts , d'abandonner cette position , et de marcher à sa suite dans la même direction. C'était exactement l'ordre que Napoléon aurait dicté au général russe , si la chose eût été en son pouvoir.

## CHAPITRE XLV.

Les deux ponts de la Bérésina. — Encombrement. — Passage de l'armée.

Quand les Français arrivèrent à Studzianka , leur premier soin fut de préparer deux ponts , travail qui fut accompagné de beaucoup de dangers et de difficultés. Ils s'en occupèrent toute la nuit , s'attendant à être salués le matin par les batteries du détachement de Tschaplitz , qui garnissaient les hauteurs dont nous avons déjà parlé , sur la rive opposée. Les généraux français , et principalement Murat , regardaient le péril comme si imminent , qu'ils pressèrent Napoléon de se confier à la fidélité de quelques Polonais qui connaissaient le pays , et de les abandonner à leur destin , proposition que Napoléon rejeta comme indigne de lui. Les Français travaillèrent aux ponts pendant toute la nuit ; ils étaient encore peu avancés , et ils auraient pu facilement être détruits par l'artillerie des Russes. Mais quelle fut la joie et la surprise des Français , en voyant , aux premiers rayons du jour , que les

Russes étaient en pleine marche pour quitter leur position ! Profitant de leur départ , Napoléon fit passer la rivière à la nage par un corps de cavaliers dont chacun avait en croupe un voltigeur , et posa ainsi un pied de l'autre côté de cette barrière dangereuse. Une grande partie de l'armée de Victor avait descendu la rivière du côté de Studzianka , tandis que la dernière division occupait encore Borizoff , dont ce maréchal était en possession. C'était une arrière-garde pour protéger l'armée de Napoléon dans le moment critique du passage , contre l'interruption à laquelle on pouvait s'attendre de la part du corps de Wittgenstein.

Pendant les journées des 26 et 27 , Napoléon fit passer la Bérésina par une partie de ses troupes , celles d'Oudinot formant l'avant-garde. Ce maréchal y fut bientôt si bien établi , que Tschaplitz , reconnaissant son erreur , et ayant fait un mouvement rétrograde pour reprendre sa position importante à Studzianka , y vit les Français trop fortement postés sur la rive droite pour pouvoir trouver l'occasion qu'il avait perdue. Il s'arrêta donc à Stakhowa , et y attendit des renforts et des ordres. Pendant ce temps , le passage de la Bérésina se continuait , lentement à la vérité , car le nombre des traineurs et la quantité des bagages étaient immenses ; toutefois , à midi , Napoléon et ses gardes avaient traversé la rivière. Victor , dont la division formait l'arrière-garde de la grande armée , avait pris la place de la garde impériale sur la rive gauche , et Partouneau , qui formait l'arrière-garde de toute l'armée , partit de Borizoff , où il avait été laissé pour fixer sur ce point l'attention de l'ennemi. A peine était-il sorti de cette ville , qu'elle fut de nouveau entre les mains des Russes , Platoff y étant entré au même instant.

Marie Wittgenstein était en mouvement du côté de la rive gauche, avançant sur Victor, à mesure que celui-ci marchait vers Napoléon; s'étant jeté entre Stuzianka et Borizoff, dans une plaine nommée Stareï-Borizoff, il coupa la division de Partouneau du reste de l'armée française. Ce général se défendit vaillamment et chercha à se frayer un chemin les armes à la main à travers les ennemis qui lui étaient opposés. Enfin, l'hottmann Platoïf et le partisan russe Soslavin étant survenus, les Français se trouvèrent accablés par des forces supérieures, et mirent bas les armes après une résistance opiniâtre. Trois de leurs généraux, leur artillerie, et, suivant les rapports des Russes, environ sept mille hommes, tombèrent entre leurs mains; capture d'autant plus précieuse, que la plupart des prisonniers faisaient partie de la division de Victor, qui n'était ni épuisée ni en désordre, et qu'il s'y trouvait huit cents hommes de belle cavalerie en bon état.

Pour profiter de cet avantage, les Russes jetèrent un pont sur la Bérésina à Borizoff, et Tchitchakoff et Wittgenstein, s'étant mis en communication, résolurent de faire une attaque simultanée sur les deux rives. Dans ce dessein, l'amiral Tchitchakoff s'avança, le 28 novembre, vers Stakhowa, sur la rive droite, pour renforcer Tschaplitz, et attaquer la partie de l'armée française qui avait passé la Bérésina, tandis que Wittgenstein et Platoïf marchaient sur Studzianka pour écraser l'arrière-garde de l'empereur, qui, malgré tous les efforts de Napoléon et de ses généraux, n'avait pas encore pu effectuer le passage. Aussi, quoique favorisé par la fortune au point d'avoir trouvé un endroit pour traverser la rivière, et, par une chance heureuse, y jeter des ponts sans opposition, Napoléon, bien loin de se croire en sûreté, semblait voir les

dangers se multiplier autour de lui ; mais du côté de la Bérésina , qu'il occupait alors , c'est - à - dire sur la rive droite , sa présence d'esprit et la bravoure de ses soldats lui donnèrent une supériorité décidée ; et la lenteur , pour ne rien dire de plus , des mouvements de Tchitchakoff fut sa sauvegarde.

Tschaplitz , qui paraît avoir été un officier plein de courage et d'activité , commença l'attaque en avançant de Stakhowa ; mais il fut repoussé par les Français , qui étaient supérieurs en nombre , et il ne reçut aucun secours de l'amiral , quoiqu'il lui en eût fait demander plusieurs fois. De cette manière , les Français purent s'ouvrir un chemin vers un village nommé Brelewan , à travers de profonds marécages , en passant sur de longues chaussées , espèces de ponts construits de troncs de pins , où une attaque sérieuse aurait rendu leur marche impossible. Le moindre effort de la part de Tchitchakoff lui aurait suffi pour mettre le feu à ces ponts , et comme des combustibles étaient à portée , il n'aurait fallu , suivant l'expression de Ségur , que le feu de la pipe d'un cosaque pour les incendier. La destruction de ces ponts , enfermant les Français entre la rivière et les marécages , aurait rendu inutile le passage de la Bérésina ; mais le destin ne l'avait pas ainsi résolu , et les Français , commandés par Oudinot , conservèrent la liberté de faire un mouvement essentiel à leur sûreté. Pendant ce temps , la scène qui se passait sur la rive gauche était devenue la plus affreuse et la plus horrible que la guerre puisse présenter.

Sur les hauteurs de Studzianka , Victor , qui commandait l'arrière-garde des Français , formant peut-être huit ou dix mille hommes , était préparé à couvrir la retraite sur les ponts.

La droite de ce corps d'armée était appuyée sur la rivière; un ravin rempli de buissons en couvrait le front, mais l'aile gauche n'avait point d'appui; elle était *en l'air*, suivant l'expression militaire, et couverte par deux régiments de cavalerie. Derrière cette ligne défensive, des milliers de traîneurs étaient mêlés à ces gens qui marchent ordinairement à la suite des camps, et à ces malheureux qui, pour diverses raisons, ayant accompagné les Français depuis Moscou, avaient survécu aux horreurs de la marche. On voyait des femmes, des enfants, des vieillards, des domestiques dans cette multitude errante, sur les bords de cette fatale rivière.

Telle était la situation des choses près des ponts, quand Wittgenstein, après sa victoire sur Partouneau, s'avancant sur la rive gauche de la Bérésina, engagea un combat terrible avec l'arrière-garde commandée par Victor, et les boulets des Russes commencèrent à tomber au milieu de cette masse confuse et en désordre, que nous avons cherché à décrire. Ce fut alors que ce corps tout entier de traîneurs et de fugitifs se précipita en même temps vers les ponts avec l'avenglement du désespoir, tout sentiment de prudence ou d'humanité étant étouffé par l'instinct qui porte chaque être à songer à sa propre conservation. Cette horrible scène de désordre fut rendue encore plus affreuse par la violence désespérée de ceux qui, déterminés à se frayer un chemin à tout prix, renversaient et foulaient aux pieds tout ce qui s'opposait à leur passage. Les hommes faibles et sans secours se retiraient de la presse et s'asseyaient à l'écart pour attendre leur destin, ou, se mêlant dans la foule, étaient renversés dans la rivière, écrasés sous les roues des voitures, peut-être frappés de coups de sabre par leurs camarades, ou écrasés sous leurs pieds. Pendant tout

ce temps, l'action continuait avec fureur au milieu d'un ouragan terrible.

Vers midi les Français, quoique résistant encore courageusement, commencèrent à perdre du terrain; les Russes, arrivant successivement en force, réussirent à gagner le ravin, et les forcèrent à prendre position plus près des ponts. A peu près à la même heure, le grand pont, celui qui avait été construit pour l'artillerie et les voitures pesantes, se rompit; et la foule qui le franchissait fut précipitée dans l'eau. Un grand nombre de malheureux furent poussés dans la rivière glacée, d'autres s'y jetèrent volontairement, soit par désespoir, soit dans la faible espérance de gagner l'autre rive à la nage; et si quelques-uns y parvinrent, ils y périrent de froid et d'épuisement. Lorsque l'obscurité arriva, le maréchal Victor, avec le reste de ses soldats, dont le nombre était considérablement diminué, quitta le poste qu'il avait si vaillamment défendu, et passa la rivière à son tour. Pendant toute la nuit, le pont continua à être couvert d'une multitude confuse exposée au feu de l'artillerie des Russes, à qui le bruit qui accompagnait leur marche servait de point de mire, même dans l'obscurité. Au point du jour, le général Éblée mit le feu au pont; tout ce qui restait sur l'autre rive, y compris un grand nombre de prisonniers et une quantité considérable de canons et de bagages, tomba entre les mains des Russes. Le total de la perte des Français n'a jamais été exactement connu; mais le rapport des Russes, relativement aux corps recueillis et brûlés dès que le dégel le permit, porte à plus de trente-six mille le nombre de ceux que l'on trouva dans la Bérésina.

Lorsque l'armée de Bonaparte fut réunie de l'autre côté de la Bérésina, tous les signes d'une désorganisation complète

se déclarèrent. Le village de Brélowau, où elle fit halte la nuit qui suivit le passage, fut entièrement détruit pour faire servir les bois dont les maisons étaient construites à alimenter les feux du camp. Une partie considérable du quartier-général de Napoléon subit le même sort, et ce fut avec peine qu'on sauva son propre appartement.

Le 29 novembre, l'empereur quitta les rives de la Bérésina, à la tête d'une armée plus désorganisée que jamais; car bien peu de soldats du corps d'Oudinot, et à peine un seul de celui de Victor, qui survivaient encore, furent à l'épreuve de la contagion du désordre général. Tous les corps marchaient sans aucune disposition régulière, n'ayant plus d'avant-garde, de centre ni d'arrière-garde. Très-heureusement pour Napoléon; le duc de Bassano avait eu la précaution d'envoyer, vers les bords de la Bérésina, une division de Français commandée par le général Maison; cette division suffit pour former une arrière-garde; et protéger cette masse de fuyards en désordre et sans défense. Ils arrivèrent ainsi le 3 décembre à Malodetchno.

## CHAPITRE XLVI.

Départ de l'empereur pour Paris.

C'est là que Napoléon découvrit à ses principaux confidents sa résolution de quitter l'armée et de se rendre à Paris. La conspiration récente de Malet l'avait convaincu que sa présence y était nécessaire. Il était inutile qu'il restât avec une armée qui, sous le point de vue militaire, existait à peine encore. Il était près de la Prusse, dont les habitants, ses alliés malgré eux, allaient devenir probablement des ennemis mortels.



Ce parti étant pris, Napoléon ordonna que les préparatifs de son départ se fissent à Smorgoni. Son dessein était de rester à Malodeczno jusqu'à ce qu'il eût été rejoint par le général Maison et l'arrière-garde, encore à une journée de distance derrière le corps principal. Il attendit donc son arrivée. Maison se montra enfin, mais suivi de Tschaplitz et des Russes. Le froid était si excessif ( le thermomètre descendant de vingt degrés au-dessous de zéro ), qu'il n'y eut entre eux que des escarmouches.

Le 5 décembre, Napoléon était à Smorgoni, où il reçut un nouveau renfort qui arrivait fort à propos. C'était le général Loison. A la tête de la garnison de Wilna, il s'était avancé pour protéger sa retraite dans cette ville; ce secours fort heureux fournit une nouvelle arrière-garde pour remplacer la division Maison, que le froid et la fatigue avaient mise hors de service, comme tous ceux qu'elle avait protégés depuis les bords de la Bérésina jusqu'à Smorgoni. Loison reçut ordre de se charger à son tour de ce devoir périlleux, et par conséquent de rester, suivant l'usage, à une journée de distance des débris de ce qui fut la grande armée.

L'ordre de la marche sur Wilna ainsi disposé, Napoléon se détermina à partir. On avait préparé trois traîneaux, sur l'un desquels il devait se placer avec Caulaincourt, dont l'empereur avait dessein de prendre le nom, en voyageant incognito, quoique leur extérieur offrit une différence frappante: le duc de Vicence étant grand et maigre. Dans une audience générale, à laquelle étaient présents le roi de Naples, le vice-roi d'Italie, Berthier et les maréchaux, Napoléon annonça qu'il laissait Murat pour commander l'armée comme généralissime. Il promit de contenir les disposi-

tions hostiles des Autrichiens et des Prussiens, en se présentant à eux à la tête de la nation française et de douze cent mille hommes. Il dit qu'il avait ordonné à Ney de se rendre à Wilna, de réorganiser l'armée, et de frapper un coup capable d'ôter aux Russes l'envie d'avancer plus loin. Il fit alors des adieux affectueux à chacun de ses généraux l'un après l'autre, et il partit de Smorgoni à dix heures du soir.

Napoléon continua son voyage avec la plus grande célérité possible. A Sainte-Hélène, il a dit qu'il avait été sur le point d'être arrêté en Silésie. « Mais, ajouta-t-il, les Prussiens passèrent à délibérer le temps qu'ils auraient dû employer à agir. Ils se conduisirent comme les Saxons, dont Charles XII dit gaiement, en quittant Dresde : « Ils délibéreront aujourd'hui s'ils auraient dû me faire arrêter hier. »

Cependant Napoléon continuait à voyager avec secret et rapidité. Le 14 décembre, il était à Dresde, où il eut une longue conférence particulière avec le vieux roi dont la reconnaissance qu'il avait pour l'empereur, ne s'était pas refroidie par suite des revers que celui-ci avait éprouvés. Cette entrevue, bien différente de la précédente, eut lieu dans l'hôtel où Napoléon était descendu, et où Auguste alla le voir incognito. Napoléon arriva à Paris le 18, dans la soirée; cette ville était, depuis deux jours, dans une grande agitation causée par la réception du vingt-neuvième bulletin, dans lequel l'empereur levait le voile qui cachait les désastres de la guerre de Russie.

CHAPITRE XLVII.

Désastres de l'armée.

Le froid qui, pendant quelque temps, avait été supportable, augmenta le 6 décembre jusqu'à vingt-sept et vingt-huit degrés au-dessous de zéro. Les soldats tombaient et expiraient en silence; le sang de quelques-uns se portait vers la tête, faute de circulation, et leur sortait par les yeux et la bouche; et les malheureux, tombant sur la neige ensanglantée, trouvaient dans la mort la fin de leurs souffrances. La nuit, dans leurs bivouacs, les soldats approchaient leurs membres engourdis si près du feu, que, s'endormant dans cette position, leurs pieds étaient brûlés jusqu'aux os, tandis que la gelée attachait leurs cheveux à la terre. C'était dans cette situation que les cosaques les trouvaient souvent; et heureux ceux dont les ennemis terminaient la vie d'un coup de lance? Dans cette horrible retraite, vingt mille recrues avaient rejoint l'armée depuis qu'elle avait passé la Bérésina, où, en y comprenant les corps d'Oudinot et de Victor, elle montait à quatre-vingt mille hommes. Mais de ce nombre, la moitié périt entre la Bérésina et les murs de Wilna.

Tel était l'état dans lequel se trouvait l'armée quand elle arriva dans cette ville, où l'on avait fait d'immenses approvisionnements pour la recevoir. Les magasins étaient pleins; mais, comme à Smolensk, les administrateurs et commissaires, craignant pour leur responsabilité, n'osèrent fournir des vivres à une foule en désordre qui ne pouvait autoriser la distribution des rations, ni en donner un reçu régulier. Les malheureux affamés tombaient dans la rue à la porte des

magasins, y périssaient d'inanition, et maudissaient, en rendant le dernier soupir, l'exactitude malentendue qui refusait à des hommes mourant de faim le pain qui aurait pu leur sauver la vie. En d'autres endroits, les soldats désespérés enfoncèrent les portes des magasins de comestibles et de boissons, et pillèrent et dévastèrent tout ce qui s'y trouvait. Un grand nombre s'enivrèrent, tombèrent dans la rue, et y trouvèrent la fin de leur vie avant celle de leur ivresse. Les malades qui se rendirent dans les hôpitaux les virent encombrés non-seulement de mourants, mais de morts, dont on laissait les cadavres se geler ou se putréfier sur les escaliers et dans les corridors : tels étaient les soulagements que leur procurait Wilna, qui avait été le but de tant d'espérances.

Cependant, quelques habitants, émus par la pitié, par la crainte ou par la cupidité, car beaucoup de soldats avaient encore sur eux quelques restes du pillage de Moscou, se montrèrent disposés à leur donner un abri et de la nourriture.

Au moment où l'on fit des distributions publiques, tout-à-coup ce repas fut interrompu par le bruit d'une canonnade d'abord lointaine, mais se rapprochant de moment en moment, puis par des décharges de mousqueterie, enfin par le son des tambours battant un appel dans les rues de la ville. Mais c'était en vain qu'en donnait ainsi l'alarme; la garde impériale elle-même fut sourde à cet appel. Les soldats étaient las de la vie. Enfin les *hourras*, encore peu distincts, et le cri plus rapproché : *Les cosaques ! les cosaques !* qui, depuis quelque temps, était le signal le plus efficace pour les faire remettre en marche, les forcèrent à laisser leurs rafraîchissements et à se précipiter dans les rues. Ils y trouvèrent l'arrière-garde commandée par Loison ; quelque renforcée

par le corps de Bavarois sous les ordres de Wrède (cette troupe avait été laissée sur les frontières de la Volhynie), elle entra dans la ville avec tout le désordre qui suit une défaite : on apprit qu'elle avait été repoussée par Wittgenstein, Platoff, et d'autres partisans russes, qui l'avaient poursuivie jusqu'aux portes de la ville.

Entre les immenses magasins appartenant à l'armée française, il se trouvait à Wilna un dépôt considérable d'argent et de richesses qui y avait été formé lorsque l'armée avait marché sur Moscou, et particulièrement un trésor appartenant à Napoléon. La ville, quoique ouverte, aurait pu tenir jusqu'à ce qu'on eût brûlé les magasins et emmené les bagages; mais telle fut la confusion du moment, que les Russes s'ouvrirent l'entrée de Wilna d'un côté, tandis que les Français en sortaient de l'autre, dirigeant leur fuite sur Kowno, avec la partie la plus précieuse des bagages, ou du moins ce qui put être le plus tôt prêt à les suivre.

Cependant la colonne de fuyards était arrivée à une hauteur et à un défilé nommé Ponari. Là, les chariots s'embarrassèrent les uns les autres, et enfin un des fourgons chargés d'argent fut renversé et se brisa. Dès ce moment toute discipline disparut; et comme s'ils eussent voulu prévenir les Russes, les soldats français tombèrent eux-mêmes sur les bagages, brisèrent les fourgons et s'approprièrent ce qu'ils contenaient. Les cosaques arrivèrent en ce moment de désordre; mais à la vue d'un si riche butin ils oublièrent leur animosité, se mirent à piller conjointement avec les soldats français, et ne voulurent pas perdre de temps à se battre quand il semblait y avoir assez de richesses pour tout le monde. On dit que les soldats de la garde impériale donnèrent un rare exemple d'hon-

neur et de discipline. Le comte de Turenne ayant forcé les cosaques qui l'entouraient à reculer, distribua le trésor privé de Napoléon entre ses gardes, qui le restituèrent ensuite fidèlement.

Ce malheureux corps de soldats errants arriva enfin à Kowno, dernière ville de la Pologne russe : Ney cherchait seul à leur donner quelques ordres et quelques secours, tandis qu'à chaque instant ils l'abandonnaient et s'abandonnaient eux-mêmes. Il paraît qu'à Kowno il y avait encore environ mille hommes sous les armes, et peut-être vingt mille dans un état de désordre complet.

Ainsi se termina la mémorable expédition de Russie. La grande armée fut totalement anéantie, et les résultats suivants, donnés par Boutourlin, sont probablement exacts :

Morts sur le champ de bataille.	425,000
Morts de fatigue, de faim et des rigueurs du climat. . . . .	432,000
Prisonniers, y compris quarante-huit généraux, trois mille officiers, et plus de cent quatre-vingt-dix mille soldats. . . . .	493,000
<b>TOTAL. . . . .</b>	<b>450,000</b>

Le reste des troupes qui échappèrent à ce désastre, indépendamment des deux armées auxiliaires d'Autrichiens et de Prussiens, peut s'élever à environ quarante mille hommes, dont à peine dix mille étaient Français. Les Russes, malgré le soin qui fut pris de détruire tous ces trophées, s'emparèrent de soixante-quinze aigles, drapeaux ou étendards, et de plus de neuf cent pièces de canon.

Ce fut ainsi que le plus grand général de son siècle, à la tête d'une armée innombrable, en se précipitant sur son adversaire, en battant son armée, en détruisant sa capitale ou étant la cause de sa destruction, n'obtint pour résultat que la perte de presque toute son armée, et cette perte même, sans l'intervention d'une action générale, devint le prix forcé de son salut et de son retour dans ses Etats.

Le quatrième corps, l'armée d'Italie, ne comptait plus à Marienwerder que douze cents hommes, reste de cinquante-deux mille combattants, tous venus de l'Italie.

« Telles furent, dit un officier de l'armée du prince Eugène, les affreuses calamités qui dissipèrent une puissante armée, pour avoir témérairement entrepris la plus orgueilleuse et la plus inutile de toutes les expéditions. En ouvrant les annales de l'antiquité, on trouvera que, depuis Cambyse jusqu'à nous, jamais réunion d'hommes si formidable n'éprouva de plus effrayants revers. Ainsi s'accomplirent les fastueuses prophéties que Napoléon avait prononcées lors de l'ouverture de la campagne, avec cette différence ; que ce ne fut point la Russie mais bien lui qui, entraîné par la fatalité, fut frappé du coup inévitable de la Providence. »

L'Autriche abandonna Napoléon. Murat précipita sa retraite jusqu'à Posen ; il abandonna l'armée, et partit pour ses Etats. Le prince Eugène prit le commandement. Napoléon écrivit à la reine de Naples : « Votre mari est un fort brave homme sur le champ de bataille ; mais il est plus faible qu'une femme ou qu'un moine, quand il ne voit pas l'ennemi ; il n'a aucun courage moral. » Il écrivit à Murat lui-même à peu près dans les mêmes termes, et ajouta : « Je suppose que vous n'êtes pas de ceux qui pensent que le lion est mort. Si vous faisiez

ce calcul, il serait faux. Vous m'avez fait tout le mal que vous pouviez depuis mon départ de Wilna ; le titre de roi vous a tourné la tête. »

Les débris de la grande armée se rendirent à la hâte dans les forteresses occupées par les Français dans la Prusse, où ils avaient été distribués de la manière suivante :

Avant de quitter la grande armée, Murat jeta	
dans Thorn. . . . .	6,000 h.
Dans Modlin. . . . .	8,000
Dans Zamosk. . . . .	4,000
Dans Graudentz ( Prussien ). . . . .	6,000
Dans Dantzick. . . . .	30,000
	<hr/>
	54,000 h.
	<hr/>

Ce total de cinquante-quatre mille hommes était tout ce qui restait de ce que Napoléon continuait d'appeler la grande armée de Russie, quoique le tiers de ces soldats ne fussent jamais entrés dans ce pays, ayant été employés en Lithuanie ou en Volhinie, et ayant ainsi échappé aux horreurs de la retraite. Il régnait parmi eux beaucoup de maladies, et quelques-unes étaient même dangereuses. Cependant on en remplit les villes fortifiées, qu'on mit dans un état de défense jugé suffisant pour arrêter la marche des Russes. Cela serait, sans doute, arrivé dans toute autre guerre. Mais la Prusse n'attendait que l'arrivée des Russes pour se lever en masse, et pour encourager, par son exemple, l'insurrection générale de l'Allemagne. Les différentes forteresses furent en conséquence masquées par un certain nombre de soldats, et les troupes légères des Russes, s'avancant même au-delà de la



ligne de l'Oder, commencèrent à se montrer sur l'Elbe, et virent partout se joindre à eux les habitants du pays, qui, influencés par les doctrines du *Tugend-Bund* et enflammés de haine contre les Français, prirent les armes partout où ils virent paraître leurs libérateurs. Les Français reculèrent de toutes parts, et le prince Eugène, évacuant Berlin, se retira sur l'Elbe. On eût dit que les alliés étaient venus armés de mèches allumées, et que la terre était couverte de poudre à canon, tant les Allemands étaient prompts à prendre les armes, en entendant le *hourra* d'un corps de cosaques, ou même en voyant briller leurs lances (1).

## CHAPITRE XLVIII.

### Napoléon à Paris.

Napoléon arriva à Paris dans la nuit du 18 au 19 décembre (vingt-quatre heures après la publication du vingt-neuvième bulletin). Nous trouvons dans les souvenirs de M<sup>me</sup> Durand, une des premières femmes-de-chambre de Marie-Louise, le récit suivant : « Napoléon avait écrit à l'impératrice, mais sans lui annoncer son retour; il arriva sans être attendu; Marie-Louise, triste et souffrante depuis quelque temps, venait de se mettre au lit : la femme-de-chambre, qui couchait dans la pièce voisine, se disposait à en faire autant et à fermer toutes les portes, quand elle entendit plusieurs voix dans le salon qui précédait. Au même instant la porte s'ouvre, et elle voit entrer deux hommes couverts de grands manteaux fourrés. Elle se précipitait vers la porte qui conduit à la cham-

(1) *Vie de Napoléon.*

bre de l'impératrice pour en barrer l'entrée, quand un des deux ayant écarté son manteau, elle reconnut l'empereur. Un cri qu'elle jeta avertit l'impératrice qu'il se passait quelque chose d'extraordinaire dans la chambre voisine, et elle allait sauter hors de son lit, quand son mari la serra dans ses bras. »

Napoléon arrivé à Paris, ses partisans reprirent courage. On savait à quoi s'en tenir sur les démonstrations qui eurent lieu lors du complot de Malet, qui manifesta le peu d'attachement de la France pour le gouvernement impérial, les faibles moyens qui auraient suffi pour le renverser, et le peu d'intérêt qu'aurait excité une nouvelle révolution. Paris avait été un moment à Malet, qu'on se hâta de fusiller avec douze de ses complices (4).

(4) Malet, détenu depuis plusieurs années pour complicité dans les manœuvres républicaines, avait obtenu, en 1812, la permission de résider dans une maison de santé, où il se lia avec l'abbé Lafon. Ils conçoivent tous deux le projet de renverser le gouvernement impérial. L'abbé Lafon et Malet sortent de leur retraite pendant la nuit; ils se présentent aux casernes, annonçant la mort de Napoléon, font prendre les armes à la troupe, courent délivrer à la Force les généraux Guidal et Lahorie, partagent leurs forces en plusieurs divisions, et se dirigent : Lafon sur la préfecture de police, dont il s'empare, et Malet sur l'Etat-Major de la place, où il échoue et se fait arrêter après avoir inutilement tiré un coup de pistolet sur le général Hulia. Lahorie, pendant ce temps, s'était établi au ministère de la police, après avoir opéré l'arrestation du duc de Rovigo. Les autorités impériales, revenues de leur effroi depuis l'arrestation de Malet, reprennent les rênes de l'administration, et mettent en jugement les conspirateurs et leurs complices. Le 29, une commission militaire condamna à mort les généraux Malet, Lahorie, Guidal, Soulier, chef de bataillon, Stonhoumer, Borderieux et Piguere, capitaines; Fessart, Lefebvre, Rignier, Baumont, lieutenants; Rabbe, colonel; Ratteau, caporal; et Boccheampa, prisonnier d'état.

Dix prévenus ont été acquittés. D'après les ordres du grand juge, on a sursis à l'exécution de Rabbe et de Rattau. Les douze autres ont été fusillés. Le 24 décembre, Napoléon a commué la peine de mort de ces deux condamnés; Rabbe devait subir une prison perpétuelle. Les événements de 1814 les ont rendus à la liberté. L'abbé Lafon, arrêté deux fois dans la journée du 23 octobre, parvint enfin à se sauver, et, après avoir fait courir le bruit de sa mort, obtint, sous un autre nom,

Malet répondit au président, qui lui demandait s'il avait des complices : « Toute la France ; vous-même , si j'eusse réussi. »

On a dit qu'au premier bruit de la conspiration une réunion de sénateurs eut lieu pour aviser aux moyens à prendre ; qu'ils en donnèrent même avis à Fouché , qui habitait son château de Ferrières , et que ce fut alors qu'il fit cette réponse : « Je ne travaille pas en serre chaude. »

Napoléon , à son retour , ouvrit la séance du conseil d'état (1) par un très-long signe de croix , en disant : « Messieurs , il faut croire aux miracles !... Vous allez entendre le rapport de M. Réal. » L'exposé terminé , l'empereur s'étendit avec amertume sur le défaut , en France , d'habitude et d'éducation en fait de stabilité. « Triste reste de nos révolutions ! Au premier mot de ma mort , sur l'ordre d'un inconnu , des officiers mènent leurs régiments forcer les prisons , se saisir des premières autorités ! Un concierge enferme les ministres sous les guichets ! Un préfet de la capitale , à la voix de quelques soldats , se prête à faire arranger sa grande salle d'apparat pour je ne sais quelle assemblée de factieux ! Tandis que l'impératrice est là , le roi de Rome , mes ministres et tous les grands pouvoirs de l'Etat ! Un homme est-il donc tout ici ? Les institutions , les serments rien ? »

Un homme est-il donc tout ? Oui , comme le remarque un historien de l'empire , Napoléon était tout en France ; il l'avait

une place dans l'enseignement public. Ainsi , on vit un homme dont Napoléon avait proscrit la tête salarié par lui comme fonctionnaire , et braver impunément sa puissance et son courroux.

(1) Il avait dit au conseil d'état un jour : « Un caporal pourrait s'emparer du gouvernement dans un moment de crise. »

voulu. Les institutions ? Elles étaient illusoires ; elles n'avaient point de vie propre , elles ne fonctionnaient que par lui. Ainsi se développaient les funestes conséquences qu'avait laissé entrevoir la création de l'empire , création gigantesque qu'un souffle pensa renverser ! »

C'est de Molodeczno ( vingt-cinq lieues de Wilna et douze de Minsk ) qu'est daté ( le 3 décembre ) le vingt-neuvième bulletin de la grande armée , qui jeta tant de consternation en France. On peut dire que s'il avait été connu avant la conspiration de Malet , Malet aurait pu réussir. Il n'y a pas un français qui se rappelle cette terrible époque sans un sentiment profond de douleur et d'effroi , et ce bulletin ne contenait qu'une partie de la vérité.

L'Empire ne s'était pas encore trouvé dans une situation aussi grave ; chaque jour , elle devenait plus critique. « Napoléon , qu'on a peint comme affaibli de corps et d'esprit dans la campagne de Russie , dit M. Thibaudeau , ne déploya jamais plus d'activité physique et morale , de vigueur de tête et de force de pensée que depuis son retour. Les travaux multipliés du cabinet et ceux des nombreux conseils qu'il présidait se succédaient avec rapidité , le jour , la nuit et sans interruption. Il embrassait à la fois , dans ses méditations , au-dedans , les moyens de réparer les pertes des armées ; au-dehors , les affaires du Nord , celles d'Espagne , les dispositions de ses alliés , les chances ouvertes à la paix ou à la continuation de la guerre.

Les revers continuaient. La bataille de Salamanque avait amené l'abandon de Madrid et de la nouvelle Castille par le roi Joseph. Le général prussien Yorck abandonnait les Français.

CHAPITRE XLIX.

-Le pape à Fontainebleau. — Affaires religieuses. Récit du cardinal Pacca.

Le pape était à Fontainebleau. Il me paraît bon de faire connaître le récit du cardinal Pacca. Voici comment il raconte ce qui se passa entre Napoléon et le souverain pontife :

« Je rappellerai avec le plus de brièveté possible les événements qui se passèrent depuis le commencement du pontificat de Pie VII, tant pour le spirituel que pour le temporel, entre le gouvernement français et le Saint-Siège.

Napoléon Bonaparte n'a jamais été de l'avis de ces prétendus philosophes législateurs de l'Assemblée nationale, qui pensaient que pour faire prospérer la France et la rendre plus puissante il fallait la détacher de l'Eglise catholique romaine.

Napoléon était excité, comme le bruit en courut alors, par ses ministres et ses conseillers, à soustraire l'empire français à l'obéissance du pape, et à se déclarer lui-même chef de la religion, comme le firent dans le seizième siècle Henri VIII, roi d'Angleterre, et plusieurs autres souverains du nord, qui suivirent et encouragèrent la secte de Luther; cependant il rejeta cette proposition avec indignation, sentant bien que les circonstances n'étaient plus les mêmes, et qu'un souverain qui maintenant se déclarerait chef suprême de la religion dans ses Etats n'en obtiendrait pas l'effet qu'il s'en proposerait, et qu'au contraire son projet serait la ruine des peuples.

Napoléon ajoutait foi peut-être aux calomnies de quelques auteurs, ennemis de l'Eglise, qui ont écrit que Constantin et Clovis embrassèrent le christianisme dans le but politique de se faire des partisans parmi le plus grand nombre des chré-

tiens de leur temps. Plus fin et plus adroit que ses conseillers, il vit quel secours son ambition et ses projets gigantesques pouvaient trouver dans la faveur de tant de Français bons catholiques, qui soupiraient après le moment fortuné de voir les églises rouvertes, les autels relevés, et la France réconciliée avec l'Eglise romaine. Il résolut donc, à peine devenu premier consul, de commencer ce grand ouvrage ; il ne pouvait trouver de circonstances plus favorables pour entrer en négociation avec le Saint-Siège. Après les persécutions violentes excitées par les Assemblées constituante et législative, la Convention nationale avait poussé ses horribles excès jusqu'à abolir tout culte religieux en France ; et quand Napoléon prit les rênes du gouvernement, sous le titre de premier consul, il n'y avait plus d'églises ni de temples ouverts au culte public des chrétiens. Les évêques légitimes et la plus grande partie des prêtres erraient en pays étrangers, ou se tenaient cachés en France, et assistaient secrètement les bons catholiques restés fidèles à la religion de leurs pères. Dans de telles circonstances, tous les actes de Napoléon en faveur de la religion et du Saint-Siège devaient tourner à sa gloire et à son honneur ; il était sûr que Rome et le pape prêteraient l'oreille à ses demandes et à ses réclamations, et qu'il pourrait obtenir de grandes concessions. Ses premières tentatives à ce sujet lui réussirent assez heureusement, et le concordat de l'année 1801, dans lequel il obtint tout ce qu'il voulut, lui ouvrit, ou au moins lui facilita beaucoup le chemin du trône. Lorsqu'il fut empereur, il désira que Pie VII se transportât à Paris pour la cérémonie solennelle de son couronnement, et le pape, au commencement de l'hiver de 1804, partit de Rome, fit le voyage plutôt en courrier qu'en prince et en souverain

pontife, et se trouva à Paris le 2 décembre, jour fixé pour cette grande solennité. Mais Napoléon, après avoir obtenu la réconciliation de la France avec l'Eglise romaine, après s'être fait couronner solennellement, voulait encore exécuter un autre projet qu'il avait jusqu'alors tenu caché; c'était de s'emparer des domaines du Saint-Siège, et de transporter la résidence des papes en France, pour les avoir sous sa dépendance, comme furent pendant quelques siècles les patriarches de Constantinople sous les empereurs grecs, et afin de s'en servir comme d'instruments pour les projets d'innovation politiques et religieuses qu'il roulait dans sa tête. Dès ce moment, il ne cessa d'accabler le pape de nouvelles prétentions et de nouvelles demandes, espérant trouver dans ses refus un prétexte de rompre avec Rome. Enfin, il laissa tomber le masque, et en termes clairs il manifesta ses desseins sur la personne du pape, sur Rome et sur les domaines temporels de l'Eglise.

Dans une lettre datée de Paris, 13 février 1806, il déclara au Saint-Père que l'Italie devait être entièrement soumise à ses lois; qu'il respecterait l'indépendance de l'Eglise, à condition que le pape aurait pour lui, dans les choses temporelles, les mêmes égards qu'il avait pour le pape dans les choses spirituelles. Il voulait encore que les ennemis de la France fussent considérés aussi comme ennemis du pape; car si Sa Sainteté était souveraine de Rome, lui il en était l'empereur.

Cette lettre de Napoléon détrompa enfin Pie VII, qui jusqu'à ce jour s'était toujours flatté d'obtenir par ses concessions journalières de grandes choses de l'empereur; et ce fut alors que dans diverses congrégations générales, rassemblant autour de lui le sacré collège, et suivant ses avis, il mit un

terme à la condescendance dont il avait usé jusqu'à ce jour, et entra dans cette époque de son pontificat qui lui acquit tant de gloire. Napoléon, quelque temps après, exécuta le projet de se rendre maître de Rome et des Etats de l'Eglise, et il fit occuper la capitale par un corps de troupes sous les ordres du général Miollis, le 2 février 1808, laissant pour le moment le gouvernement civil et l'administration des finances aux ministres pontificaux et aux tribunaux ordinaires. Le pape, enfermé sur le mont Cavallo, dans une captivité volontaire, protesta solennellement contre tous les actes de juridiction qui émanaient de temps en temps du gouvernement français. Enfin, le 20 juin 1805, jour mémorable, et par le changement du gouvernement, et par la publication de l'anathème, Napoléon, par un décret public signé à Vienne le 17 mai, commit le sacrilège de réunir Rome et le reste des Etats pontificaux à l'empire français.

Dès-lors, Napoléon commença à mettre à exécution le dessein qu'il avait formé pour obtenir de Pie VII tout ce qu'il désirait. Il est à propos de savoir que l'empereur avait toujours été persuadé que Grégoire-Barnabé Chiaramonti était un homme de peu de talent, peu versé dans les sciences, et d'un caractère très-faible et très-timide, de sorte que toutes les actions dans lesquelles il avait montré du courage, de la vigilance et de la fermeté, avaient toujours été attribuées non à lui-même, mais à ses ministres. Ce fut d'après cette opinion qu'il dirigea la conquête qu'il crut devoir tenir avec le pape pour vaincre enfin son opposition, et le forcer à seconder toutes ses vues et tous ses desseins; il détacha de lui tous ses ministres et tous ses conseillers et les personnes de confiance auxquelles il pouvait avoir recours, et le relégua à Savonne, pour l'assiéger de



ses prières, de ses promesses et de ses menaces. Mais il trouva une résistance plus grande qu'il ne s'y attendait pour n'avoir pas bien connu les qualités morales et le caractère du pape. Moi qui ai eu l'honneur d'être près de lui comme ministre, en 1809 et 1815, années remplies de tant d'événements en partie tristes et funestes, en partie honorables et glorieux, au milieu d'affaires très-difficiles dans lesquelles l'homme est obligé de mettre à découvert ses facultés et sa manière de penser, j'ai pu étudier et connaître à fond son véritable caractère. Pie VII n'était pas un homme de peu de talent ni d'un caractère faible et pusillanime ; il avait au contraire un esprit prompt et actif, et était versé dans les sciences sacrées. De plus, il était doué de ce bon sens qui fait voir les choses sous leur véritable point de vue, et en fait reconnaître toutes les difficultés : il était exempt, comme chacun sait, des grandes passions de l'ambition et de l'intérêt, et de cet attachement pour les choses de ce monde qui a terni la réputation de plusieurs souverains pontifes.

Les premières idées qui se présentaient à l'esprit de Pie VII dans la conduite des affaires, et ses premières résolutions étaient toujours dictées par un bon sens exquis et par un jugement fin, et plutôt au ciel qu'elles eussent toujours reçu leur effet ; mais, si un de ses ministres ou quelque autre personne considérable lui faisaient des objections et lui proposait un autre parti, le bon Pie VII abandonnait souvent son avis et suivait les conseils d'autrui, qui, la plupart du temps, n'étaient pas meilleurs. Les malveillants attribuaient cette qualité à la faiblesse de son caractère et à un excessif laisser-aller ; d'autres l'imputent à une opinion trop désavantageuse de lui-même et à une trop grande défiance de ses lumières et de

son talent, reconnaissant par-là sa modestie et son humilité.

Transporté à Savonne et entouré de personnes attachées à son service, qui ne s'étaient jamais occupées d'affaires politiques ou ecclésiastiques, il se trouva abandonné à lui-même, et ce fut alors qu'on vit clairement tout le bien qu'on pouvait attendre de lui, si, au lieu de suivre presque toujours les conseils d'autrui dans la décision des affaires, il s'était borné à ses propres idées et à ses premières résolutions.

A peine était-il arrivé dans cette ville, qu'il reçut de tous côtés des lettres des cardinaux et des évêques qui le suppliaient de confirmer l'institution canonique aux ecclésiastiques nommés par l'empereur à différentes églises vacantes de France et d'Italie.

Napoléon faisait tous ses efforts pour faire croire au monde qu'il n'avait l'intention de faire aucun changement dans les affaires de l'Eglise, et que, même depuis l'usurpation des Etats ecclésiastiques et l'expulsion violente du pape, les relations et les liens qui existaient entre lui et le chef suprême de l'Eglise romaine n'avaient pas cessé; mais les lettres des cardinaux et des évêques adressées à Pie VII n'étant pas accompagnées des instances de personnes présentes auxquelles il avait coutume de ne pas résister ne produisirent aucun effet; de sorte que Pie VII resta ferme dans la résolution qu'il avait prise de ne plus admettre les nominations aux églises de France et d'Italie, si on ne lui donnait auparavant satisfaction pour les violences sans nombre et les outrages qu'il avait reçus dans l'occupation de Rome, dans la dispersion du sacré collège, et dans l'expulsion sacrilège de sa personne; il répondit avec une dignité et une fermeté vraiment apostoliques aux

instances qui lui furent faites par différents personnages.

La fermeté que montra le Saint-Père dans ses réponses au cardinal Caprara et aux autres évêques, et dans ses entrevues avec le préfet du département, embarrassa l'empereur, qui croyait tout obtenir du pape, une fois séparé de ses ministres et de ses conseillers. Il chercha alors à se former un parti parmi les cardinaux qu'il avait réunis à Paris, et à s'en servir pour venir à bout du pape et le faire condescendre à ses volontés ; mais cette nouvelle tentative ne lui réussit pas ; il résolut donc de former un conseil composé de cardinaux, d'évêques et d'autres ecclésiastiques, pour leur proposer diverses questions et entendre leur avis.

Outre la grande et principale affaire de la confirmation des évêques, Napoléon songeait aussi à arranger les affaires générales de l'Eglise, désirant toutefois que les déterminations qu'on prendrait, non-seulement ne s'opposassent pas à ses desseins, mais servissent à l'exécution de ses vastes projets. Il comprenait bien qu'il ne pouvait laisser longtemps l'Eglise dans un état voisin de l'anarchie, sans aucun centre d'unité. Puisqu'on avait interrompu la libre communication des fidèles avec le chef suprême de l'Eglise, et privé de ces tribunaux existant à Rome, auxquels on a recours de toutes les parties du monde dans les matières ecclésiastiques, il prévoyait également que, tôt ou tard, il lui faudrait, malgré lui, rendre à Rome son évêque particulier, ou dans la personne de Pie VII ou dans celle de son successeur, et replacer dans cette ville le juge pontifical. Mais tout cela, selon ses idées, devait s'accomplir sans qu'il abandonnât les domaines ecclésiastiques qu'il avait usurpés, ainsi que la souveraineté de Rome, à laquelle il voulait que le pape lui-même et le sacré collège renonçassent de

bonne volonté, en se soumettant à toutes les conditions qu'il prescrivait.

Il voulait aussi prévenir, pour l'avenir, dans les matières de discipline, les controverses entre les évêques de son empire, au nombre desquels il comptait le pape. Pour préparer les voies à l'exécution de ses projets, il forma, le 16 novembre 1809, ce conseil ecclésiastique qui était composé du cardinal Fesch, président; du cardinal Maury, de l'archevêque de Tours, des évêques de Nantes, de Trèves, d'Evreux et de Nevers, de M. Emery, supérieur de Saint-Sulpice à Paris, et du père Fontanes, général des Barnabites, qui se retira après les premières réunions, et n'assista plus au conseil.

Dans ce conseil qui tint ses séances dans la maison du cardinal Fesch, l'empereur fit proposer plusieurs questions concernant l'Eglise universelle, le concordat, l'Eglise gallicane et les Eglises de Toscane et d'Allemagne. Quelque temps après, c'est-à-dire dans les premiers jours de janvier 1810, le conseil ecclésiastique envoya ses réponses aux questions proposées par l'empereur.

J'indiquerai seulement quelques-unes des questions proposées qui dévoilent clairement les desseins de Napoléon et servent pour l'intelligence des choses qui suivent. « Il est hors de doute que, depuis quelque temps, la cour de Rome est réduite à un petit nombre de familles; que les affaires de l'Eglise y sont examinées et dirigées par un petit nombre de prélats et de théologiens nés dans de petits villages des environs de Rome, qui ne sont pas en état de bien connaître les grands intérêts de l'Eglise universelle, et de les juger convenablement. Dans cet état de choses, ne conviendrait-il pas que le consis-

toire; on conseil privé du pape, fût composé de prélats de toutes les nations pour éclairer Sa Sainteté? En supposant que l'on reconnaisse qu'il n'est pas nécessaire de faire des changements dans la constitution actuelle du Saint-Siège, l'empereur ne réunit-il pas dans sa personne les droits dont jouissaient jadis les rois de France, les ducs de Brabant, les rois de Sardaigne, les ducs de Toscane, dans la nomination des cardinaux et autres prérogatives? »

Le conseil ecclésiastique répondit à cette question qu'il était d'avis qu'il ne pouvait y avoir lieu à la convocation d'un concile; qu'en outre un concile national n'avait pas autorité suffisante pour former des réglemens et des canons. On ajoutait, pour adoucir un peu la rigueur de cette réponse, que l'empereur pouvait exiger du pape le droit de nommer les cardinaux et les autres prérogatives dont jouissaient auparavant les souverains des royaumes et des pays réunis à l'empire français. La plus importante des questions proposées roulait sur le refus du pape de confirmer les nominations des évêques.

« Le gouvernement français, y était-il dit, n'ayant pas manqué à l'observation du concordat, si le pape refuse d'exécuter les conventions et intentions de l'empereur, en pareil cas que convient-il de faire pour le bien de la religion? » Le conseil ecclésiastique, après avoir exposé les différentes règles suivies par l'Eglise depuis plusieurs siècles dans l'élection et la confirmation des évêques, déclara que le conseil n'étant composé que d'un petit nombre de prélats, n'avait pas l'autorité nécessaire pour discuter une question si importante, et proposa la réunion d'un concile national de tous les évêques de l'empire français, dans le but d'examiner cet objet et de fournir les moyens de remédier aux maux qu'occasionnait le

refus des bulles pontificales. L'empereur ne fut pas satisfait de cette réponse, parce qu'on ne lui disait pas clairement, comme il le désirait, que le concile national pouvait donner une décision et fournir un autre mode d'institution canonique, à défaut de celle du pape. Il fit alors mander M. Duvoisin, évêque de Nantes, qui jouissait de sa faveur, et il lui dit que la réponse du conseil lui semblait incomplète, et il dicta à l'évêque même une note qu'il le pria de communiquer aux autres membres du conseil. Il cherchait à prouver que, le concordat de 1804 étant aboli, l'Eglise gallicane pouvait substituer à la confirmation, que refusait le pape, d'autres moyens d'institution canonique.

C'était certainement une scène curieuse, de voir un jeune militaire, élevé au milieu des armes et des champs de bataille, dicter à un évêque des règles sur la discipline ecclésiastique et sur le gouvernement de l'Eglise. Alors le conseil crut devoir donner une réponse plus satisfaisante à l'empereur : il renouvela d'abord son avis de convoquer un concile national de tous les évêques de l'empire ; puis il déclara que si le pape persistait dans la résolution de ne pas accorder les bulles à ceux qui étaient nommés aux sièges épiscopaux, vu l'impossibilité de recourir pour le moment à un concile œcuménique, et pour prévenir les maux graves et imminents dont était menacée l'Eglise de France, on pouvait, avec l'autorité du concile, substituer à la confirmation pontificale l'institution canonique donnée par le métropolitain aux évêques, ses suffragants, et que cette institution serait donnée au métropolitain par le plus ancien évêque de la province, jusqu'à ce que le pape ou ses successeurs prissent la résolution d'exécuter le concordat.

Parmi les questions soumises à l'examen du conseil, se trouvait aussi la suivante : La bulle d'excommunication du 10 juin 1809 étant contraire, non-seulement à la charité chrétienne, mais encore à l'indépendance et à l'honneur du trône, quel parti doit-on prendre pour que, dans d'autres temps de troubles et de malheurs, les papes s'abstiennent d'en venir à de tels excès de pouvoir ? La réponse du conseil ecclésiastique à cette question, qui se trouve dans un extrait de l'ouvrage intitulé : *Fragments relatifs à l'Histoire ecclésiastique des premières années du dix-neuvième siècle*, et dans d'autres ouvrages, est tellement remplie de fausses assertions et de propositions téméraires et schismatiques, que je ne puis me persuader qu'elle ait été donnée en ces termes par les cardinaux et prélats qui composaient ce conseil.

Dans une des réponses données par le conseil ecclésiastique à l'empereur, il s'éleva une discussion sur les articles organiques ajoutés au concordat, et solennellement désapprouvés par le pape, ainsi que dans le consistoire du 26 mai 1802, et dans plusieurs remontrances faites par le Saint-Père à l'époque de son séjour à Paris en 1805. Malgré les désapprobations connues du pontife, ces prélats prétendaient justifier en termes généraux une partie de ces articles, comme conséquence de la liberté et des principes de l'Eglise gallicane, et demandèrent seulement à l'empereur la révocation de quelques-uns de ces articles, entre autres de celui qui était ainsi conçu : « Les vicaires généraux des sièges vacants continueront leurs fonctions, même après la mort de l'évêque, tant que durera la vacance. » Ils firent observer, et avec raison, que cet article était contraire aux dispositions des sacrés canons, et particulièrement à celles du concile de Trente,

qui établissent qu'immédiatement après la mort de l'évêque la juridiction épiscopale est dévolue de droit au chapitre de la cathédrale, à qui il appartient de nommer le vicaire-général qui doit gouverner le diocèse durant la vacance du siège.

Napoléon ayant reçu ces réponses, ne prit pour lors aucune résolution, et laissa ceux-ci agir eux-mêmes près du pape pour lui faire renoncer au parti qu'il avait pris de ne pas donner l'institution canonique aux évêques qui avaient été nommés par l'empereur.

De tous les moyens que les papes avaient jadis en leur pouvoir pour ramener à l'obéissance les gouvernements ou les nations indociles, un seul reste à leur disposition dans le cours ordinaire des choses, c'est le droit d'institution canonique. C'est en suspendant cette institution, lorsque de graves raisons l'exigent, que le siège apostolique manifeste sa juste indignation, et fait pour ainsi dire une sainte violence aux gouvernements qu'il veut arrêter dans leurs entreprises sacrilèges. Je n'ai pas besoin de justifier l'exercice de ce droit; il me suffit d'avoir fait remarquer que c'est comme le dernier fil qui tient les gouvernements et les nations unis au centre de l'unité catholique; voilà ce qui explique les attaques des écrivains vendus au pouvoir laïque contre cette prérogative du Saint-Siège, et les efforts qu'on ne cesse de faire pour l'en dépouiller. On a vu des gouvernements en mésintelligence avec le Saint-Siège s'efforcer d'éluder les mesures énergiques des papes en insinuant, ou plutôt en ordonnant aux chapitres cathédraux de conférer leurs pouvoirs, pendant la vacance du siège, aux évêques nommés, qui devenaient ainsi, au mépris du siège apostolique, les administrateurs des diocèses, avant d'avoir reçu l'institution pontificale. Cette marche fut



adoptée par l'empereur. J'ai entendu Maury se vanter, à Fontainebleau, d'avoir lui-même conseillé cette mesure. L'empereur nomma, en effet, à plusieurs sièges vacants, réserva celui de Paris à Maury, pour prix de ses bons conseils; et, par l'organe du ministre des cultes, il engagea les chapitres à choisir pour grands-vicaires les évêques nommés; ce qui fut généralement exécuté. A la nouvelle de l'intrusion des évêques dans les sièges vacants, le pape, justement alarmé des dangers qui menaçaient la discipline ecclésiastique, l'autorité du Saint-Siège, et le salut des âmes, s'efforça, autant qu'il le pouvait de réparer le mal et d'en arrêter les progrès. Il écrivit trois brefs vers la fin de 1810, l'un au cardinal Maury, l'autre à l'archidiacre de l'église métropolitaine de Florence, et le troisième à l'abbé d'Astros, vicaire capitulaire de la métropole de Paris; il déclarait hautement, dans ses brefs, que la prétendue institution des évêques nommés par le pouvoir laïque, avant la confirmation pontificale, était contraire aux lois de l'Eglise et à la discipline en vigueur, destructive de l'autorité du Saint-Siège et des principes de la mission légitime des évêques.

Napoléon, irrité, en vint à des mesures de rigueur contre le pape et tous ceux qu'il soupçonnait d'avoir pris part à la rédaction et à la promulgation de ces brefs. Il ne fut plus permis d'approcher du pape.

L'empereur annonça l'ouverture d'un concile national, et envoya une députation à Savone pour proposer au pape de retourner à Rome en prêtant le serment d'obéissance présenté aux évêques, ou de siéger à Avignon avec les honneurs dûs à un souverain, et une pension de deux millions de francs. La députation envoyée au pape fit consentir le pape à signer une note que demandait Napoléon.

« Tel fut, ajoute le cardinal Pacca, le premier pas rétrograde que fit Pie VII depuis son enlèvement, et dont tous les autres ne furent que la conséquence. Les députés eurent à peine pris congé, que le pape, sentant la gravité de la promesse qu'on lui avait arrachée par surprise, tomba dans la plus profonde affliction, *et in se reversus flevit amarè*. Son aide-camérier Hilaire Palmieri, qui dormait dans une pièce contiguë à celle où reposait le pape, me raconta, à Fontainebleau, que le Saint-Père ne put fermer l'œil de toute la nuit suivante; qu'il jetait de profonds soupirs, et s'accusait lui-même à haute voix dans les termes du plus vif repentir. Le lendemain, il demanda, de bonne heure, si les députés étaient encore à Savone, et, sur la réponse qu'ils étaient partis, il tomba dans l'abattement le plus profond. Les évêques, à leur retour en France, rendirent compte au gouvernement de leur mission; mais on garda pour le moment le silence sur les concessions faites par le pape. Le 17 juin eut lieu à Paris l'ouverture solennelle du concile national. Le ministre des cultes, après avoir déclaré que le concordat n'existait plus, proposa au concile d'indiquer un nouveau mode de conférer l'institution canonique aux évêques nommés; mais la commission chargée de l'examen de cette proposition, malgré les intrigues et les artifices des prélats vendus à la cour, répondit que le concile national était incompétent pour changer un point de discipline universelle confirmé par les conciles œcuméniques. On proposa aussi un projet de décret relatif à la nouvelle clause que le pape s'était engagé d'ajouter au concordat de 1801; il était ainsi conçu : « Six mois après la nomination faite par l'empereur, le pape donnera l'institution canonique; les six mois expirés, le métropolitain se trouvera investi par la concession

même faite par le pape , et devra procéder à l'institution canonique et à la consécration. » L'assemblée , qui doutait de l'authenticité d'une promesse qui n'offrait d'autre garantie que la parole des trois prélats , refuse d'approuver ce projet tel qu'il était conçu. A cette nouvelle , Napoléon , dans un accès de colère , dissout le comité , et fait enfermer au donjon de Vincennes les trois vénérables évêques de Tournay , de Troyes et de Gand , qui s'étaient montrés les plus ardents défenseurs des prérogatives du Saint-Siège.

Napoléon s'adressa alors aux évêques un à un , et quand il les eut ainsi circonvenus , il réunit de nouveau le concile , et lui fit signer un décret conforme à l'acte arraché à Pie VII ; cinq cardinaux furent joints aux évêques chargés de présenter ce décret au pape.

« Le cardinal Roverella trompa , dit le cardinal Pacca , ou plutôt trahit la confiance de Pie VII , et arracha à ce pontife les concessions qui lui arrachèrent plus tard tant de larmes. Pie VII finit par succomber aux instances dont on l'assiégeait , il consentit à l'expédition des bulles des évêques nommés , et approuva et confirma , par un bref , le décret du concile. Si je n'avais lu moi-même la minute de ce bref parmi les papiers que le pape me remit , je n'aurais jamais pu croire à son existence. » C'est alors qu'on fit venir le pape de Savone à Fontainebleau (1).

(1) « C'est le 20 juin que le pape arriva prisonnier et presque mourant à Fontainebleau , et que , le 22 du même mois , Napoléon , enivré d'une prospérité merveilleuse de quinze années , fit passer le Niémen à ses troupes , et envahit le territoire russe , préludant ainsi à cette guerre , qui lui devint si fatale , qui le précipita du trône , et lui fit perdre , en peu de mois , le fruit de tant de victoires et de triomphes. Il n'entre pas dans mon sujet de raconter cette expédition , à jamais mémorable , des troupes françaises en Russie , en 1812. Ce ne fut pas la main des hommes , mais la

Il y avait cinq mois que le pape était détenu à Fontainebleau, lorsque Napoléon revint de son expédition de Russie. Il sentit combien lui serait favorable une réconciliation vraie ou du moins apparente avec le Saint-Siège. Il profita du re-

main toute-puissante de Dieu, qui détruisit une des armées les plus belles et les plus aguerries dont l'histoire fasse mention.

Je dois maintenant ajouter une anecdote qui sera sans doute accueillie avec mépris et railleries par nos penseurs modérés, mais que je soumetts aux âmes pieuses qui, dans les événements de ce monde, voient et reconnaissent toujours l'œuvre d'une main supérieure et invisible qui gouverne les choses d'ici-bas. Dans une lettre écrite par l'empereur Napoléon au prince Eugène, vice-roi d'Italie, lettre où il se plaint de Pie VII, qui ne voulait pas acquiescer à ses demandes, on lisait ces paroles remarquables : « Ignore-t-il combien les temps sont changés ? Me prend-il pour un Louis-le-Débonnaire ? Ou croit-il que ses excommunications feront tomber les armes des mains de mes soldats ? » Après que la bulle d'excommunication eut été fulminée par Pie VII, Napoléon, dans les discours qu'il tenait au cardinal Caprara, lui dit plusieurs fois, en plaisantant, que, puisque l'excommunication ne faisait pas tomber les armes des mains de ses soldats, il s'en moquait. Mais Dieu permit que ce fait arriva réellement. Je fus surpris de lire, dans l'*Histoire de Napoléon* et de la grande armée, en 1812, écrite par le comte de Ségur, qui fut un des témoins oculaires de cette grande catastrophe, que les armes des soldats paraissaient d'un poids insupportable à leurs bras engourdis. Dans leurs chutes fréquentes, elles s'échappaient de leurs mains, elles se brisaient et se perdaient dans la neige. Le même fait se trouve rapporté dans le vingtième volume chapitre 3 des *Mémoires*, pour servir à l'*Histoire de France* sous le gouvernement de Napoléon par M. de Salgues. « Le soldat ne put tenir ses armes ; elles s'échappaient des mains des plus braves. » Et au chapitre 7, page 164 : « Les armes tombaient des bras glacés qui les portaient. » Nos penseurs modérés diront que ce furent la neige et la glace qui firent tomber les armes des mains des soldats. Mais d'où venaient ces fléaux ? L'Écriture-Sainte nous l'apprend dans le psaume 148 : *Hic glacies et spiritus procellarum faciunt verbum ejus*.

La nouvelle de cette catastrophe extraordinaire pénétra aussitôt dans notre prison entre la fin de 1812 et le commencement de 1813 ; un rayon d'espérance commença à luire pour les prisonniers de Fenestrelle et pour quelques-uns de nous, à qui il avait semblé quelquefois voir écrit sur la porte du fort ce vers terrible du Dante :

Lasciate ogni speranza voi ch' intrate.

Nous commençâmes à concevoir l'idée flatteuse d'un moins triste avenir. Je ne me serais jamais flatté pourtant que le jour de ma délivrance fût si proche.

nouvellement de l'année 1813, pour envoyer à Fontainebleau un chambellan complimenter Pie VII, et lui demander des nouvelles de sa santé. Le pape envoya le cardinal Joseph Doria à l'empereur, et les négociations furent reprises. M. Duvoisin les conduisit, et quand on vit le pape chancelant et près de succomber, l'empereur arriva tout-à-coup dans la soirée du 19 janvier à Fontainebleau, accompagné de Marie-Louise.

Napoléon courut vers le pape, le serra dans ses bras, lui donna un baiser et le combla de marques d'amitié. Les conférences entre le pape et l'empereur durèrent plusieurs jours.

« Pie VII m'a donné à entendre, dit le cardinal Pacca, que Napoléon lui avait parlé avec hauteur et mépris, jusqu'à le traiter d'ignorant en matières ecclésiastiques. Ce fut dans la soirée du 25 janvier que tout fut consommé.

« Pendant ce temps de séjour de l'empereur à Fontainebleau, le pape cacha soigneusement l'amertume de sa douleur; mais à peine l'empereur fut-il parti, qu'il tomba dans une profonde mélancolie; et lorsqu'à la suite de ses entretiens avec les cardinaux noirs (1), et particulièrement avec le cardinal de Pietro, il eut envisagé les conséquences funestes que pourraient avoir ses concessions, son âme fut brisée de repentir et de douleur. Il se crut même indigne de célébrer le saint sacrifice, et ce ne

(1) Les Parisiens qui, même dans les choses les plus sérieuses et au milieu des plus tristes événements, trouvent encore des sujets de plaisanterie, firent alors à ce sujet ce qu'ils appellent un calembourg, c'est-à-dire un jeu de mots. Ils avaient remarqué, sur les visages des cardinaux, la désapprobation, la honte même, à la vue des articles signés par le pape. Faisant donc allusion à la permission que l'empereur avait alors accordée aux cardinaux, surnommés les noirs, de reprendre les insignes rouges du cardinalat, ils disaient : « Le pape a conclu, avec l'empereur, un concordat qui a fait rougir les cardinaux. »

fut que quelque temps après qu'il put se décider, sur les instances d'un pieux et savant cardinal, à s'approcher de nouveau de l'autel. Il ne dissimula pas même aux autres cardinaux et aux évêques français le motif de la privation qu'il s'était imposée. Ce fut alors que Napoléon, dans la crainte que le pape ne révoquât ses concessions, viola sa parole, publia les articles du concordat, et les fit communiquer solennellement au Sénat par son archi-chancelier Cambacérès. »

Le pape pria les cardinaux présents, à Fontainebleau, de lui remettre par écrit leurs sentiments sur le concordat. Les uns demandèrent la reprise des négociations, les autres une rétractation prompte et entière de ce concordat. Le pape se décida à la révocation, et écrivit à l'empereur pour lui en faire part.

L'empereur fit publier alors le concordat de Fontainebleau comme loi de l'Empire.

Napoléon ne poussa pas plus loin cette affaire, en mettant le pape à même de donner l'institution canonique aux évêques présentés.

« Il ne crut pas le moment favorable, dit le cardinal Pacca, il craignait d'allumer un incendie dans les Eglises de son empire. Il se contenta de préparer les voies à l'accomplissement de ses projets au retour de la campagne qu'il allait ouvrir contre les alliés. Les désastres de cette expédition détruisirent tous ses plans avec sa puissance, et c'est ainsi que s'anéantit ce déplorable concordat qui menaçait l'Eglise de nouveaux malheurs, de nouvelles persécutions. »

Le pape protesta contre les décrets impériaux. Napoléon se montra très-irrité. Il eut l'idée de se rendre le suprême arbitre de ce qu'il appelait son Eglise, comme Henri VIII. « Imi-

ter Henri VIII, lui dit M. de Talleyrand, c'est déroger; Votre Majesté nous a habitués à de plus grands parallèles. » « Sire, lui dit M. de Narbonne, il n'y a pas assez de religion en France pour en faire deux »







## NOTES.

### NAPOLEON PEINT PAR UN HISTORIEN ANGLAIS.

L'extérieur de Napoléon n'avait rien d'imposant au premier coup-d'œil ; sa taille n'était que de cinq pieds six pouces d'Angleterre ( Environ cinq pieds de France ). Malgré dans la jeunesse , il avait pris de l'embonpoint avec l'âge ; d'une constitution en apparence plus délicate que robuste , personne ne savait mieux que lui supporter les privations et la fatigue. Il n'avait pas bonne grâce à cheval , et il ne maniait pas son coursier avec cette aisance qui distingue l'écuyer accompli ; aussi paraissait-il à son désavantage , lorsqu'on le voyait à côté d'un cavalier tel que Murat ; mais il ne craignait rien , se tenait ferme sur la selle , aimait un galop rapide , et était en état de continuer cet exercice plus longtemps que la plupart des autres hommes. Nous avons déjà vu combien la qualité des aliments lui était indifférente , et comment il savait supporter la faim. Un morceau à manger et un flacon de vin suspendus à l'arçon de la selle , suffisaient , dans ses premières campagnes , à sa nourriture de plusieurs jours. Pendant les dernières guerres , il allait le plus souvent en voiture , non pas , comme on l'a fait entendre , par suite de quelque indisposition particulière , mais parce qu'il ressentait dans un corps si constamment en exercice , les effets prématurés de l'âge.

Il n'est presque personne à qui la figure de Napoléon ne soit familière , d'après les descriptions qu'on en a faites et les portraits qu'on en trouve partout. Ses cheveux étaient d'un brun foncé , et la manière dont ils étaient arrangés prouvait qu'il faisait peu d'attention à sa toilette. La forme de sa figure était plus carrée qu'elle ne l'est d'ordinaire dans l'espèce humaine. Ses yeux étaient gris et pleins d'expression ; les prunelles assez grandes , et les sourcils peu marqués. Le front et le haut de la figure avaient quelque chose de ferme et d'imposant ; il avait le nez et la bouche parfaitement faits ; sa lèvre supérieure était très-courte ; ses dents n'étaient pas belles , mais il les

montrait peu en parlant. Son sourire était d'une douceur peu commune, et l'on dit même irrésistible. Il avait le teint olive clair, mais du reste pas de couleurs. Le caractère dominant de sa figure était une expression de gravité, même de mélancolie, mais sans aucune trace de sévérité ni de rudesse. Après sa mort, l'air tout à la fois noble et calme qui resta empreint sur tous ses traits leur donna une beauté remarquable, et fit l'admiration de tous ceux qui purent le voir.

Tel était Napoléon à l'extérieur; son caractère personnel, considéré dans la vie privée, n'avait rien que d'aimable, excepté pourtant dans un seul cas; c'était lorsqu'il recevait ou qu'il croyait avoir reçu quelque outrage : alors, surtout si cet outrage lui était personnel, il était emporté et vindicatif; cependant il était facile, même à ses ennemis, de l'apaiser, pourvu qu'ils s'abandonnassent à sa merci; mais il n'avait pas cette sorte de générosité qui respecte le courage d'un brave et loyal adversaire. D'un autre côté, personne ne récompensait plus libéralement les services de ses amis. Il était bon époux, bon parent, et, toutes les fois que la raison d'état n'intervenait pas, excellent frère. Le général Gourgaud, dont les récits ne sont pas toujours à l'avantage de Napoléon, dit que c'était le meilleur des maîtres, cherchant à être utile à tous ses serviteurs, toutes les fois qu'il en trouvait l'occasion; faisant beaucoup valoir les qualités qu'ils pouvaient avoir, et leur en attribuant même quelquefois qu'ils n'avaient point.

Il avait de la douceur, et même quelque chose de plus tendre encore dans le caractère. Il était vivement affecté lorsqu'il parcourait à cheval les champs de bataille que son ambition avait jonchés de morts et de mourants; et non-seulement il éprouvait le désir de secourir les victimes, donnant à cet effet des ordres qui trop souvent n'étaient pas et ne pouvaient pas être exécutés, mais il paraissait même sentir l'influence de cette espèce de sympathie plus vive qu'on appelle sensibilité. Il racontait lui-même une circonstance qui indique que son âme était susceptible d'émotions. En traversant un champ de bataille en Italie avec quelques-uns de ses généraux, il vit un chien abandonné, étendu sur le corps de son maître. Dès qu'il les aperçut, le pauvre animal s'avança vers eux, puis retourna près du cadavre, en poussant des cris douloureux, comme pour demander du secours. « Soit disposition du moment, dit l'empereur, soit le lieu, l'heure, le temps, l'acte en lui-même, ou je ne sais quoi, toujours est-il vrai que jamais rien sur aucun champ de bataille ne me causa une impression pareille. Je m'arrêtai involontairement à contempler ce spectacle. Cet homme, me disais-je, a peut-être des amis, et il gît ici abandonné de tous, excepté de son chien ! Ce que c'est que l'homme ! et quel n'est pas le mystère de ses impressions ! J'avais sans émotion ordonné des batailles qui devaient décider du sort de l'armée; j'avais vu d'un oeil sec exécuter des mouvements qui amenaient la perte d'un grand nombre d'entre nous, et ici je me sentais ému, j'étais remué par les cris et la douleur d'un chien ! Ce qu'il y a de bien certain, c'est qu'en ce moment j'eusse été plus traitable pour un ennemi suppliant; je concevais mieux Achille rendant le corps d'Hector aux larmes de Priam. » Cette anecdote montre tout à la fois que l'âme de Napoléon était susceptible de sentiments humains, mais qu'il savait les faire fléchir devant les préceptes rigoureux du stoïcisme militaire. Il avait coutume de dire, dans son langage expres-

sif, que le cœur d'un politique devait être dans sa tête; mais quelquefois il se surprit lui-même dans des sentiments plus doux.

Calculateur par nature et par habitude, Napoléon aimait l'ordre, et par conséquent les mœurs, qui en sont le plus sûr garant. Les libelles du temps ont raconté quelques histoires scandaleuses pour prouver le contraire, mais rien n'autorise à croire ces assertions. Napoléon se respectait trop lui-même et connaissait trop bien le prix de l'opinion publique pour se plonger de gaieté de cœur dans la débauche.

À considérer ses inclinations naturelles, on peut donc présumer que si Napoléon fût resté dans les limites obscures de la vie privée, et que les passions ou l'esprit de vengeance ne lui eussent point offert de trop fortes tentations sur sa route, il aurait été regardé généralement comme un homme dont on devait, sous tous les rapports, désirer l'amitié, et dont il fallait craindre d'encourir la haine.

Mais l'occasion que lui offrirent les circonstances, l'activité de ses grands talents militaires et politiques l'élevèrent avec une célérité sans exemple à une grande puissance, sphère dangereuse où il trouva des tentations plus grandes encore.

Les conséquences de la révolution, quelque funestes qu'elles fussent d'ailleurs pour les familles privées, créèrent des armées telles que l'Europe n'en avait jamais vues, et telles, il faut l'espérer, qu'elle n'en reverra jamais. Il n'y avait plus de sûreté, d'honneur ou même d'existence dans aucune autre profession que dans celle des armes; aussi devint-elle l'asile de tout ce qu'il y avait de meilleur et de plus brave dans la jeunesse de France; de sorte que l'armée ne se recruta plus, comme chez la plupart des peuples, de gens pauvres et sans aveu et de l'écume de la nation, mais elle fut tirée en quelque sorte du corps et du sein même de l'état, et se composa de l'élite de la France, sous le rapport de la force, des qualités morales et de l'élévation de l'esprit. Avec de pareils hommes, les généraux de la République remportèrent de grandes et nombreuses victoires, mais sans pouvoir en tirer tous les résultats qu'elles devaient produire; ce qui provenait en grande partie de la dépendance dans laquelle ils étaient des chefs de la République à Paris, dépendance expliquée par la nécessité où ils se trouvaient d'avoir recours à eux pour la solde et pour l'entretien de leurs armées. Du moment que Napoléon eut franchi les Alpes, il intervertit cet ordre de choses, et non-seulement il fit défrayer l'armée par les pays conquis, au moyen d'impôts et de confiscations, mais même il les fit contribuer aux charges de l'Etat. Ainsi la guerre, qui jusqu'alors avait été un fardeau pour la République, devint entre ses mains une source de revenus; tandis que le jeune général, venant au secours du gouvernement auquel ses prédécesseurs étaient à charge, put s'assurer l'indépendance, qui fut le premier but de son ambition, et correspondre avec le Directoire presque sur le pied de l'égalité. Ainsi ses talents comme militaire et sa position comme général victorieux l'élevèrent bientôt de l'égalité à la prééminence.

Ses talents n'embrassaient pas moins le plan général d'une campagne que les dispositions de détail d'un combat. Dans chacune de ces deux grandes branches de la guerre, Napoléon n'était pas simplement l'élève des maîtres de l'art les plus célèbres, il perfectionnait, il innovait, il inventait.

Dans la stratégie, il appliqua sur une échelle plus étendue les principes de Frédéric

de Prusse ; il y gagnait une capitale ou un royaume, lorsque Frédéric aurait pris une ville ou une province. Son système était de concentrer la plus grande partie possible de ses forces sur le point le plus faible de la position des ennemis, de paralyser ainsi les deux tiers de leur armée, tandis qu'il taillait en pièces l'autre tiers, et alors de décider la victoire en détruisant le reste en détail. Dans ce but, il apprenait aux généraux à diviser leur corps d'armée pendant la marche, afin que les mouvements fussent plus rapides et les approvisionnements plus faciles, puis à les réunir au moment du combat, sur le point où l'attaque étant moins prévue, la résistance serait plus faible. Pour la même raison, il fut le premier à débarrasser l'armée de toute espèce de bagages qui n'étaient pas strictement nécessaires ; il suppléa au manque de magasins par des contributions levées en masse sur le pays ou sur les particuliers, d'après un système régulier de maraude, et supprima l'usage des tentes, bivouaquant avec ses soldats, lorsqu'il ne se trouvait pas de hameau dans les environs, et qu'on n'avait pas le temps de construire une cabanne. Son système était désastreux en ce qu'il multipliait les morts prodigieusement, puisque souvent même il se dispensait d'établir des hôpitaux militaires ; mais quoique Moreau appelât Napoléon un conquérant à raison de dix mille hommes par jour, du moins ce sacrifice répondit pendant longtemps au but dans lequel il était fait. Les ennemis qui étaient restés dans leurs vastes retranchements, se portant les uns d'un côté, les autres d'un autre, à la nouvelle que différentes colonnes approchaient par divers chemins, étaient surpris et taillés en pièces par les forces combinées de l'armée française, qui avait opéré sa jonction au moment et dans l'endroit où on s'y attendait le moins. Ce ne fut qu'en acquérant l'art d'effectuer leur retraite avec la même promptitude qu'ils étaient attaqués que les alliés apprirent à déjouer les colonnes mobiles de Napoléon.

Napoléon n'avait pas des idées moins neuves en fait de tactique qu'en fait de stratégie. Ses manœuvres sur le champ de bataille avaient la promptitude et la vivacité de l'éclair. Au moment même où il engageait le combat, de même que dans les apprêts qu'il avait faits pour l'amener, son système était d'amuser l'ennemi sur plusieurs points, tandis qu'il tombait sur un seul à l'improviste avec la plus grande partie de ses forces. Cette ligne qu'il venait de rompre, cette position qu'il venait de tourner, il y pensait depuis le commencement de l'action ; mais il avait d'abord caché son plan sous une foule de démonstrations, et il n'en avait tenté l'exécution que lorsque les forces morales et physiques de l'ennemi étaient épuisées par la longueur du combat. C'était alors qu'il faisait avancer sa garde, qui, brûlant d'impatience et s'indignant de rester oisive, attendait depuis longtemps le signal, et qui, s'élançant comme le chien de chasse dont on brise le lien, avait la tâche glorieuse, et glorieusement remplie, de décider la victoire. On peut ajouter encore, comme un trait distinctif de sa tactique, qu'il préférait ranger son armée par colonnes plutôt que par lignes ; peut-être parce qu'il pouvait compter sur la valeur intrépide des officiers français qui dirigeaient les colonnes.

Napoléon avait su se concilier l'affection des soldats en leur distribuant fréquemment des honneurs et des récompenses, en parlant familièrement à chacun d'eux, et

en veillant à ce qu'ils ne manquassent de rien. Si l'on considère en outre l'autorité absolue et indépendante qu'il avait eu l'adresse de s'arroger, on ne s'étonnera pas que les troupes se soient montrées prêtes à soutenir leur général dans la révolution du 18 brumaire, et à se placer à la tête des affaires. La plus grande partie de la nation était alors vraiment fatiguée de la forme toujours vacillante et incertaine du gouvernement, et des variations continuelles qu'elle avait éprouvées, depuis les folles visions des girondins et la férocité brutale et sanglante des jacobins, jusqu'à la versatilité sordide et la lâche indécision du Directoire. Le peuple en général désirait un nouvel ordre de choses, une forme de gouvernement fixe, moins libre peut-être, mais plus durable et plus propre à garantir le respect des propriétés et la liberté individuelle qu'aucune de celles qui s'étaient succédées depuis la chute de la monarchie. Un autre général, également victorieux, mais d'un caractère plus timide, ou d'une conscience plus étroite que Napoléon, aurait peut-être tenté de rétablir les Bourbons; mais Napoléon prévint les difficultés sans nombre qui se présenteraient si l'on essayait de concilier le rappel des émigrés avec la garantie de la vente des biens nationaux, et il conclut que les partis qui déchiraient la France se confondraient plus aisément sous l'autorité d'un homme qui était en grande partie étranger à tous.

Arrivé au pouvoir suprême, à cette hauteur qui trouble et éblouit tant de têtes, Napoléon parut occuper la place pour laquelle il était né et à laquelle ses talents supérieurs et la brillante carrière de succès qu'il avait parcourue lui donnaient, dans tous les cas, un droit irrécusable. Il se mit donc à examiner avec calme et sagesse les moyens de donner de la stabilité à sa puissance, de détruire l'esprit républicain, et d'établir une monarchie, dont il se proposait d'être le chef. Essayer de faire revivre, en faveur d'un officier de fortune, une forme de gouvernement qui avait été rejetée avec des acclamations universelles par ce qui semblait être la voix de la nation, aurait paru à la plupart des hommes un acte de désespoir. Les partisans de la république étaient des hommes d'Etat supérieurs, accoutumés aussi à gouverner la turbulente démocratie et à organiser ces intrigues qui avaient renversé le trône et l'autel, et il n'était guère présumable que de pareils hommes, ne fût-ce que par une sorte de pudeur, pussent souffrir qu'un jeune général, dont les victoires ne pouvaient faire oublier l'âge, vînt avec son épée les traces de leurs dix années de travaux.

Mais Napoléon les connaissait et se connaissait lui-même; il eut la confiance infinie que ceux qui avaient été associés à la puissance par suite des révolutions antérieures s'abaisseraient désormais à n'être que les instruments de son élévation et les agents secondaires de son autorité, contents de recevoir une part du butin telle que celle que le lion jette au chacal.

À chaque nouveau pas qu'il faisait vers le pouvoir, il montrait ses titres aux Français, c'est-à-dire un génie supérieur, attesté par les succès les plus signalés; et il mit sur sa tête la couronne de France en adoptant cette fière devise : *Deiur dignissimo*. Personne n'était tenté de lui contester la validité de ses titres; jusque-là aucune de ses actions n'y avait donné droit. Brillante de gloire au-dehors, l'administration était, à peu d'exceptions près, libérale et modérée au-dedans. L'horrible assassinat du duc d'Enghien était l'acte d'une vengeance sauvage; mais, en général, les pre-

miers pas de Napoléon furent marqués par des actions dignes des plus grands éloges. La bataille de Marengo avec ses grands résultats, la fureur des discordes civiles apaisée, la réconciliation avec l'Eglise de Rome, le rappel des émigrés et la révision entière de la jurisprudence nationale, à laquelle il donna une nouvelle vie, étaient des événements de nature à flatter l'imagination, et même à gagner les affections du peuple.

Mais, avec une adresse qui lui était particulière, Napoléon sut, tout en abolissant la République, faire en quelque sorte entrer de force à son service ces principes démocratiques qui avaient donné lieu à la révolution, et grâce auxquels on avait espéré établir un état républicain. Sa sagacité n'avait pas manqué d'observer que l'opposition générale à l'ancien gouvernement provenait moins d'aucun sentiment hostile pour l'autorité royale en elle-même que d'une répugnance ou plutôt d'une aversion prononcée pour les privilèges accordés par elle aux nobles et au clergé, qui avaient seuls le droit de remplir les premières places dans toutes les professions, et qui barraient ainsi le chemin à tous les autres, quelque supériorité de mérite qu'ils pussent avoir. Lorsque Napoléon établit donc sa nouvelle forme de gouvernement monarchique, il considéra avec raison qu'il n'était pas lié, comme les souverains héréditaires, par aucune obligation résultant d'anciens usages, mais qu'étant lui-même le fondateur de la puissance qu'il exerçait, il était libre de l'organiser comme il le jugerait convenable. En même temps il s'était élevé si facilement au trône par l'ascendant redonné de son génie, qu'il n'avait pas eu besoin d'y être porté par un parti; par conséquent, n'étant restreint par aucun engagement extérieur, ni par la nécessité de récompenser d'anciens partisans ou d'en acquérir de nouveaux, il avait le rare avantage de pouvoir agir avec une liberté entière et illimitée.

Après avoir atteint l'apogée de la puissance humaine, il songea donc, avec autant de sagesse que de prudence, à établir les fondements de son trône sur ce principe démocratique qui lui avait ouvert à lui-même la carrière : c'était de laisser la route des honneurs, dans toutes les branches du gouvernement, ouverte au mérite, sans qu'il eût besoin d'être appuyé d'aucun autre titre. Telle était la clé secrète de la politique de Napoléon; et il sut si bien s'en servir, à l'aide du tact exquis avec lequel il savait juger les hommes et de la bonté naturelle qui le caractérisait, lorsqu'il était de sang froid, que jamais, dans toutes les vicissitudes de sa fortune, il ne laissa échapper une occasion de se concilier la multitude et de lui plaire, en sachant à propos distinguer et récompenser le talent. Il le disait lui-même continuellement; c'était par là qu'il croyait mériter, et qu'il méritait en effet les plus grands éloges. Nous n'hésitons pas à le répéter : ce fut en ouvrant ainsi une libre carrière aux talents de tout genre qu'il jeta les fondements les plus solides de sa puissance et de sa gloire. Malheureusement, sa prédilection pour le mérite et son empressement à le récompenser n'avaient point exclusivement pour base un zèle patriotique pour le bien de son pays, bien moins encore un désir purement bienveillant de récompenser ce qui était digne d'éloges, mais un principe d'égoïsme en politique, auquel il faut rapporter une grande partie de ses succès, comme de ses infortunes et presque tous ses crimes politiques.

Nous avons cité ailleurs le portrait que Lucien fit de son frère, sans doute dans un moment d'humeur, mais qui nous a été confirmé par presque toutes les personnes qui ont approché de Napoléon, et que nous avons eu l'occasion d'interroger : « Sa conduite, dit son frère, n'est réglée que par sa politique, et sa politique n'est fondée que sur l'égoïsme. » Jamais peut-être aucun homme, sauf les restrictions dont il va être parlé, n'eut à un pareil point ce principe d'égoïsme qui est si commun dans l'espèce humaine. Il fut implanté dans son cœur par la nature et entretenu par l'éducation moitié monastique, moitié militaire, qui le sépara de si bonne heure de la société; le sentiment intime de ses talents, qui lui révélait qu'il n'était pas à sa place parmi les hommes ordinaires, au milieu desquels le sort l'avait placé, donna de nouveaux développements à ce principe, qui devint en quelque sorte une habitude invétérée, par suite de l'isolement où il se trouva dès son premier pas dans la vie, sans ami, sans protecteur. Les éloges, l'avancement qu'il recevait, étaient accordés à son génie, et non à sa personne; et celui qui sentait au fond de son cœur qu'il s'était frayé lui-même le chemin n'était guère lié par la reconnaissance à ceux qui ne lui avaient fait place que parce qu'ils n'avaient pas osé l'arrêter. Son ambition était une modification de l'égoïsme, sublime sans doute dans tous ses effets et ses résultats, mais qui, soumise au creuset d'une sévère analyse, ne donnait guère que de l'égoïsme pour produit.

Nos lecteurs ne doivent pas supposer cependant que ce défaut eût dans Napoléon ce caractère vil et méprisable qui, dans la vie privée, n'enfante d'ordinaire qu'avare, que fraude et qu'oppression, ou qui, sous des traits plus doux, borne les efforts de l'égoïste aux entreprises qui peuvent tourner à son avantage personnel, et ferme son cœur à tout sentiment de patriotisme ou de bienveillance générale. Non, l'égoïsme et l'amour-propre de Napoléon étaient d'une nature beaucoup plus noble et plus élevée, quoique la source en fût la même.

Pour nous faire encore mieux comprendre, nous ajouterons que Napoléon aimait la France, parce que la France était son bien. Il faisait tout pour elle, parce que l'avantage revenait à son empereur, soit qu'elle reçût de nouvelles institutions, ou qu'elle s'enrichît de nouvelles provinces. Il représentait, comme il s'en vantait lui-même, le peuple en même temps que le monarque de France; il réunissait dans sa personne ses libertés, sa gloire, sa grandeur, et toutes ses actions devaient avoir pour but d'illustrer tout à la fois l'empire et l'empereur. Cependant le souverain et l'état pouvaient être, et finirent en effet par être séparés; et après cette séparation, le caractère essentiellement personnel de Bonaparte sut trouver de l'amusement et de l'intérêt sur le petit théâtre de l'île d'Elbe, où son génie se vit alors concentré.

Il est superflu d'examiner à quel degré ce soin assidu, et nous devons ajouter éclairé, qu'il prenait de ses intérêts, facilita l'élévation rapide de Bonaparte. Nous voyons tous les jours des hommes, qui n'ont que des talents très-ordinaires, s'appliquant exclusivement et sans relâche à atteindre le but qu'ils se proposent, sans être jamais distraits par la séduction du plaisir, l'attrait de l'indolence ou d'autres empêchements, finir par réussir à force de persévérance. Si maintenant nous nous représentons l'immense génie de Napoléon, animé par une vivacité d'imagination sans

harnes et une tenacité invincible dans ses despoins, marchant d'un pas ferme, sans dévier, sans s'arrêter à l'accomplissement de son projet, qui n'était rien moins que de conquérir le monde, nous ne serons pas surpris de la hauteur prodigieuse à laquelle il s'éleva,

Mais l'égoïsme qui guidait toutes ses actions, soumis toujours à l'exercice de son excellent jugement et à la conservation de son influence sur l'esprit public, tout en aversant en grande partie la sanction de ses diverses entreprises, finit par lui faire beaucoup plus de mal que de bien, en ce qu'il lui suggéra ses projets les plus désespérés, et fut la source de ses actions les plus inexorables.

Les politiques modernes avoueraient qu'après avoir substitué le régime impérial au gouvernement républicain, il était nécessaire que le premier magistrat prit et déployât une autorité ferme et rigoureuse pour rétablir l'ordre intérieur et maintenir l'état de choses existant, seul moyen de prévenir le retour de continuels révolutions. Si Napoléon en fût resté là, sa conduite eût été à l'abri de tout reproche. Mais ses principes d'égoïsme ne furent satisfaits que lorsqu'il eut détruit jusqu'au moindre vestige de ces institutions libres, acquises aux prix de tant de sang et de tant de larmes, et qu'il eut réduit la France, sauf l'influence invincible de l'opinion publique, à l'état de Constantinople ou d'Alger. C'était un mérite d'avoir relevé la trépas; il était naturel que celui qui l'avait relevé y montât lui-même, puisque, en la cédant aux Bourbons, il aurait trahi ceux des mains desquels il acceptait le pouvoir; mais dépouiller ses sujets des privilèges auxquels ils avaient droit en leur qualité d'hommes libres, c'était commettre un parricide. La nation perdit, par ses empiétements successifs, ce que l'ancien gouvernement lui avait laissé de liberté. Franchises politiques, intérêts individuels, propriétés des communes, éducation, sciences, morale, le gouvernement envahit tout... La France était une immense armée, sous l'autorité absolue d'un commandant militaire, qui n'était soumis à aucun contrôle, à aucune responsabilité. Dans cette nation, si récemment agitée par les assemblées nocturnes de milliers de clubs politiques, aucune classe de citoyens, dans quelque circonstance que ce pût être, n'avait le droit de se réunir pour manifester ses opinions. Il ne restait au peuple, ni dans les mœurs ni dans les lois, aucun moyen de relever les fautes ou de résister aux abus de l'administration. La France ressemblait au cadavre politique de Constantinople, moins l'insubordination des pachas, la sourde résistance des ulémas et les fréquentes et tumultueuses révoltes des janissaires.

Tandis que Napoléon renversait successivement toutes les barrières des libertés publiques, tandis qu'il bâtissait de nouvelles prisons d'état et qu'il établissait une haute police, remplissant la France d'espions et de geôliers, tandis qu'il accaparait la presse exclusivement, sa politique et tout à la fois son égoïsme lui firent entreprendre ces immenses travaux publics, plus ou moins utiles, suivant l'occasion, mais qui devaient rester comme des monuments de la splendeur de son règne. Le nom que lui donnaient les classes ouvrières, l'entrepreneur général, n'était nullement mal appliqué; mais combien ces sortes d'entreprises réussissent-elles mieux, lorsqu'elles sont exécutées par l'adresse et l'industrie de ceux qui cherchent à utiliser ainsi leurs capitaux, que lorsque le double d'argent est employé d'après la volonté arbitraire d'un



despote ! Cependant, il eût encore été à désirer que des ponts, des routes, des ports et des édifices publics eussent été les seules compensations offertes aux Français par Napoléon, pour les libertés qu'il leur enlevait. Mais, pour payer tous les souvenirs pénibles et humiliants, il les fit boire et lut lui-même avec eux dans la coupe éphémère et funeste de la gloire militaire et de la domination universelle. Mettre tout l'univers aux pieds de la France, tandis que la France, la nation des camps, ne serait elle-même que la première des esclaves de son empereur, était le projet gigantesque auquel il travaillait avec une ardeur infatigable. C'était la pierre de Sisyphe qu'il roulait au sommet du rocher, à une telle hauteur, qu'elle retomba soudain et l'écrasa sous sa chute.

Les principaux plans de cette immense entreprise furent ceux qu'il accomplit lorsque son esprit d'ambition était dans toute sa force, et personne n'eût, même dans ses conseils, combattre les résolutions qu'il avait adoptées. Si le succès eût couronné moins constamment ses armes, peut-être se serait-il arrêté et eût-il préféré la gloire d'assurer à un seul royaume une existence libre et heureuse, fruit d'une douce paix, à un vain orgueil de subjuguier toute l'Europe. Mais le bonheur constant qui a signalé toutes les entreprises de Napoléon, même dans les circonstances les plus délicates, ainsi que la confiance aveugle qu'il avait en son étoile, conspirèrent à le harceler de l'idée qu'il n'était pas comme le commun des hommes, et l'engagèrent à hasarder les plus folles entreprises, comme s'il cédait moins à l'impulsion de la raison qu'à l'assurance qu'il avait intérieurement de réussir. Lorsqu'enfin la fortune changea, on dit qu'après de grands revers il montrait souvent un accablement profond ; c'est ce qui lui fit désertier quatre fois son armée, lorsqu'il trouva sa position embarrassante, comme s'il n'avait plus de confiance en son génie, ou qu'il se crût abandonné de son étoile. Les mêmes inégalités, à en croire le général Gourgaud, se faisaient remarquer dans sa conversation. Il y avait des moments où il parlait comme un Dieu, et d'autres où il s'exprimait comme le mortel le plus ordinaire.

C'est encore à l'égoïsme de Napoléon que nous pouvons attribuer le système suivi de déception qui signalait sa politique publique, et même, lorsqu'il parlait de sujets qui lui étaient personnels, sa conversation particulière.

Profitant de sa position, il avait si complètement asservi la presse, que la France ne savait rien que par les bulletins de Napoléon. Il ne fut question de la bataille de Trafalgar que plusieurs mois après qu'elle avait eu lieu, et alors la vérité fut tout-à-fait désignée : le voile qui couvrait les événements qui intéressaient le plus le peuple était si épais, que le soir même où se donna la bataille de Montmartre, le *Monteur*, principal organe des nouvelles publiques, ne contenait qu'une discussion sur la nosographie et un article sur un drame de la *chaste Suzanne*. De cacher la vérité, à fabriquer un mensonge, il n'y a qu'un pas ; et, comme l'éditeur du journal, obligé de donner des nouvelles tous les jours, Napoléon se rendit si célèbre sous ce double rapport, que « mentir comme un bulletin » devint une expression proverbiale, qui se conserva sans doute longtemps dans la langue française, et qui fait d'autant plus de honte à Napoléon, qu'on sait que c'était presque toujours lui qui écrivait ces documents officiels.

Ce plan même de déception, ce système de tenir la nation dans une ignorance complète ou de la tromper par des mensonges, prouvait un certain respect pour l'opinion publique. Les hommes aiment les ténèbres, lorsque leurs actions sont coupables. Napoléon n'aurait pas osé mettre sous les yeux du public la relation nue et fidèle de sa conduite envers l'Espagne, de cette guerre déloyale et perfide, violation la plus insigne du droit des gens et de la foi des traités. Il n'aurait pas aimé davantage à soutenir, devant le tribunal de l'opinion, son système continental, adopté dans une profonde ignorance des maximes de l'économie politique, et dont les conséquences furent d'abord de causer une détresse générale, et ensuite de soulever tout le continent contre le joug de la France. Il n'est pas non plus à présumer que si le public avait pu émettre d'avance son opinion sur l'issue probable de la campagne de Russie, cette téméraire entreprise eût jamais eu lieu. En étouffant partout la voix des hommes sages et prudents, des patriotes éclairés et des politiques habiles, et en n'écoutant que les conseillers qui étaient les échos de ses volontés, Napoléon, comme le roi Léar, « tuait son médecin, et nourrissait son mal des honoraires qu'il eût donnés au docteur. »

Un amour-propre aussi irritable que celui de Napoléon devait surtout redouter l'arme du ridicule; aussi les sarcasmes des journaux anglais et les caricatures des boutiques de Londres furent les aiguillons secrets qui l'excitèrent, en grande partie à rompre la paix d'Amiens. On interdit au Français, né malin, l'usage de la satire, qui, libre et indépendante du temps de la République, n'était, même sous la monarchie, punie que de quelques jours de prison à la Bastille. Pendant qu'il était consul, Napoléon apprit qu'un opéra-comique à peu près dans le genre de la farce anglaise de *High Life below stairs*, avait été composé par M. Dupaty, et qu'on venait de le représenter. On prétendait que, dans cette pièce insolente, trois laquais singeaient les manières et même le costume des trois consuls, mais que lui surtout n'était pas épargné. Il dit qu'il fallait vérifier les habits, et que, si leur similitude avec les costumes consulaires était reconnue, on en revêtirait les acteurs en place de Grève, et on les ferait déchirer sur eux par la main du bourreau. Il ordonna en même temps que l'auteur fût envoyé à Saint-Domingue, et mis, comme réquisitionnaire, à la disposition du général en chef. La sentence ne reçut pas son exécution, parce que l'offense n'avait pas eu lieu, ou du moins n'avait pas été portée aussi loin qu'on l'avait cru dans le premier moment; mais l'intention seule suffit pour montrer comment Napoléon entendait la liberté de la scène, et quel eût été le sort de l'auteur du *Beggar's opera*, s'il eût écrit pour l'opéra comique français.

Mais ni les lumières de la raison ni les conseils de la prudence ne pouvaient rien sur cette ambition personnelle qui faisait désirer à Napoléon que l'administration du monde entier dépendît, non pas d'une manière éloignée, mais directement et immédiatement, de sa seule volonté. Lorsqu'il distribuait des royaumes à ses frères, il était bien entendu qu'ils devaient se conformer en tout à la ligne de politique qu'il leur tracerait; en un mot, il semblait ne créer des états indépendants que dans l'intention de les reprendre. Il détrôna son frère Louis, pour avoir refusé de se prêter aux mesures oppressives qu'au nom de la France il imposait à la Hollande; et il eut

l'idée de retirer Joseph d'Espagne, quand il vit de quel beau royaume il l'avait déclaré roi. En proie à ce désir insatiable et extravagant d'administrer en personne tous les états dont il faisait la conquête, les caprices de sa grande âme ressemblaient assez à ceux de l'enfant gâté qui n'est pas content qu'il ne tienne dans ses mains l'objet que son œil a convoité. Un système basé sur une ambition aussi désordonnée portait dans son excès même le principe de sa ruine. Le coureur qui ne s'arrête jamais pour prendre du repos doit finir nécessairement par tomber de fatigue. Si Napoléon eût réussi en Espagne et en Russie, il ne se serait pas arrêté qu'il n'eût trouvé ailleurs les désastres de Baylen et de Moscou.

Les conséquences des agressions incalculables de Napoléon furent des massacres, des incendies, des calamités de toute espèce, toutes provenant de l'ambition d'un seul homme, qui, ne donnant jamais le moindre signe de repentir des maux qu'il avait causés, semblait au contraire les justifier et s'en faire gloire.

Son système de gouvernement était complètement faux ; il comprenait l'esclavage de la France, et tendait à la conquête du monde ; mais la France reçut beaucoup en échange du riche joyau qu'il lui déroba. Napoléon lui donna un gouvernement régulier, des écoles, des institutions, des cours de justice et un code de lois. En Italie, son administration ne fut ni moins glorieuse ni moins utile. Les heureux effets qui résultèrent pour les autres pays de son règne et de son caractère commencent aussi à se faire sentir, quoique assurément ils ne soient pas de la nature de ceux qu'il voulait produire. Ses invasions ont apaisé les discordes qui existaient dans plusieurs états entre les gouvernants et les gouvernés ; elles leur ont appris à se réunir contre l'ennemi, ont contribué à relâcher les liens de la féodalité, à éclairer tout à la fois le prince et les sujets, et ont amené un grand nombre de résultats admirables, qui, pour s'être développés lentement et sans secousses, n'en seront ni moins durables ni moins utiles.

#### GUERRE DE RUSSIE. — LE MARÉCHAL NEY.

Voici une nouvelle scène du combat qui s'ouvre depuis Krasnoï jusqu'au passage de la Bérézina. Les Russes avaient intercepté la retraite sur cette ville. Il fallut des efforts inouïs et de grands sacrifices pour les en déloger. Le Corps d'Italie, qui revenait de cette expédition où il avait été arrêté sur le Vop, fut forcé de vaincre cet obstacle, d'une nature encore plus formidable ; il y réussit, et s'y sacrifia presque tout entier. Kutusof crut devoir annoncer, sous le nom d'une grande victoire, un combat qui ne remplissait pas son objet, puisque la route de Krasnoï redevenait ouverte à la retraite. Une autre partie de son armée agissait encore contre notre arrière-garde, commandée par le maréchal Ney. La position de ce corps semblait désespérée depuis que Napoléon avait été forcé de quitter Smolensk, sans maintenir ses communications avec son arrière-garde.

Les alarmes étaient devenues encore plus pressantes depuis le combat meurtrier

de Krasnod; qui avait fait disparaître presque tout un corps de la grande armée, celui du prince Eugène. C'était avec l'accent le plus douloureux qu'au milieu de tant de pertes générales, officiers et soldats, se disaient : « Voilà donc notre intrépide Ney abandonné, et nous-mêmes nous le sommés, et nous ne marchons plus sous la protection de cette vaillante arrière-garde. »

C'était à qui célébrerait et pleurerait d'avance le héros de la campagne de Russie et de tant d'autres, couronnées d'un plus heureux succès. Il n'est point empereur, mais il a conquis un autre titre, celui de brave des braves. Il n'y a pas de péril plus fort que son âme; mais que lui reste-t-il pour faire face à une armée de quatre-vingt mille hommes, qui le cernent sur tous les points? Six mille seulement. Encore s'ils étaient tous Français; mais on y compte des Illyriens, étrangers à nos mœurs, même à notre civilisation; des Allemands, des Wurtembergeois, dont la fidélité peut paraître suspecte. Personne ne craignit que Ney se rendît, mais sa mort laissait un grand deuil, et enlevait le dernier espoir de l'armée. L'empereur était encore plus travaillé de cette sollicitude : le nom de Ney lui revenait sans cesse à la bouche; il semblait calculer tout ce qu'il pourrait faire à la place de ce général, et à coup sûr il n'aurait pas mieux fait.

J'ai dit que le maréchal Ney, pour veiller au salut commun et prévenir, dans son arrière-garde, la contagion du désordre et de l'indiscipline, se battait tous les jours avec un héroïsme que ses pertes ne pouvaient ralentir. Le départ de Smolensk avait été plus prompt qu'il ne l'avait prévu, d'après les instructions mêmes de l'empereur. Ses chagrins s'accrurent encore, lorsqu'en sortant lui-même de cette triste ville il vit, sur tous les points de la route, une multitude de Français débandés et traîneurs, des bagages, des caissons et des canons même, qu'on abandonnait à l'ennemi sans avoir eu la précaution de les enclouer. Son indignation égalait sa douleur. Un tel exemple devenait pernicieux pour son corps, qui, de six mille combattants, était déjà réduit à trois ou quatre mille.

Ce fut dans une situation aussi désespérée qu'il reçut un message de Kutusof, apporté par un général russe. Les termes en étaient flatteurs; on y rendait hommage à la défense héroïque de cette arrière-garde; mais pourquoi s'opiniâtrait-elle à une perte complète et certaine? « Ce sont quatre-vingt mille hommes qui vous poursuivent, sans compter encore ceux qui vous attendent plus loin sur la Bérézina, le Niémen et la Vistule. L'honneur, l'humanité, le respect pour le courage me commandent de vous donner tous les moyens de vous convaincre. Vous pouvez envoyer tel de vos aides-de-camp, de vos généraux, pour venir nous compter dans nos rangs. » Kutusof promettait une capitulation digne des braves auxquels elle était proposée. A ce mot de capitulation, Ney éprouva la même rage qu'eût éprouvée Napoléon. Il restait la nécessité de maintenir les siens dans la confiance intrépide qu'ils lui avait montrée. Voilà ce qui explique la dureté de sa réponse et le procédé dont il usa envers le général moscovite : « Vous n'êtes pas, lui dit-il, un parlementaire. Est-ce à un corps d'armée française, est-ce à un maréchal de l'Empire qu'on peut proposer de se rendre en rase campagne? Je vous arrête, ajouta-t-il. » Et en effet il le retint, pendant vingt jours, à son quartier-général.

Il faut juger de cet acte par l'extrémité où était réduit le maréchal et par la fermeté de l'honneur. Le maréchal usa de sa ressource ordinaire, celle de multiplier les combats et de les pousser jusqu'avant dans la nuit. Mais c'étaient de nouvelles pertes ajoutées à celles qui l'avaient déjà tant affaibli. L'ennemi semblait déconcerté d'une telle constance, et mollissait dans ses attaques à mesure que s'accroissait sa supériorité numérique. Ce qui restait de l'arrière-garde, se voyant coupé de toute communication, allait céder, et déjà on parlait de se rendre; quelques soldats avaient jeté leurs armes.

Le maréchal, furieux, accourt dans les rangs, qui se désordonnent. On le voit avec admiration mettre dans le fourreau son épée de général pour prendre un fusil de grenadier : « Je veux la mort plutôt que l'infamie, s'écrie-t-il, je viens en camarade combattre dans vos rangs; c'est avec le fusil que je me suis élevé au grade de maréchal, je le reprends avec joie. Que je combatte sous l'épaulette du grenadier ou sous celle de général, qu'importe, lorsqu'il s'agit de sauver la grande armée d'une destruction entière. Qui de nous oserait revoir la patrie, s'il avait abandonné l'empereur? Eh! pourquoi ne pourrions-nous pas encore vaincre une armée qui ne sait plus combattre qu'à la manière de ces vils cosaques? Ne reconnaissez-vous pas ce champ de bataille où nous avons vaincu ce même Koutousoff? »

On ajoute qu'après ces paroles le général, redevenu grenadier, entonna d'une voix forte le refrain d'une chanson martiale et républicaine :

#### Voilons au salut de l'Empire.

Jamais un vers ne fut cité plus à propos et dans une occasion plus digne de l'histoire.

L'effet de son chant fut tel, que trois ou quatre mille hommes soutinrent encore le combat contre quatre-vingt mille, qui s'avancèrent avec circonspection. La victoire était impossible; et, ce qu'il y eût de merveilleux, c'est que la retraite fut encore permise à deux mille hommes qui survivaient à ce combat désespéré. Le nouveau Léonidas, plus heureux que le premier, put dire à ses soldats; et on fut obéi : « Reprenons le chemin de Smolensk. » C'était chercher son salut dans le gouffre d'où l'on s'était échappé. Ce débris d'arrière-garde suivit avec étonnement, mais sans murmure, l'ordre du général. On longeait la rive du Dnieper. La rigueur du froid s'était adoucie; un dégel incertain lui avait succédé. Ney avait conçu l'espérance de traverser le fleuve, lorsqu'il avait vu sa surface gelée. Mais les variations de la température y laissent des intervalles dangereux. Y trouver des endroits praticables était fort difficile dans une telle saison. Les deux mille combattants étaient obscurcis dans leur marche par un nombre presque égal de blessés, de traîneurs; ils l'étaient encore plus par les bagages, qui portaient les effets et tout ce qui pouvait rester de fortune, d'aisance, et surtout de dernières ressources, soit à ses officiers, soit à ses soldats, soit surtout aux familles fugitives de Moscou, qui, harassées d'une marche difficile, restaient souvent à la dérive de l'armée. On contemplait, avec une alternative

continuelle d'espérance ou de désespoir, le cours du fleuve, qui un moment solidifié par la glace, n'offrait plus ensuite que des glaçons épars.

Le maréchal ne laissait pas pénétrer ses desseins; il observait tout avec calme et avec le coup-d'œil le plus exercé. Le 19, il prend un parti décisif, celui de passer le fleuve. Des hommes intrépides se dévouent pour en faire l'essai. Ici la glace est continue, mais qui peut répondre de son épaisseur, de sa solidité? Là, elle se divise en une multitude de glaçons, sur lesquels il faudra tenter des sauts intrépides, chaque instant en change l'aspect, fait naître ou emporte l'espoir du salut. Un cri de joie s'élève lorsque l'on a vu d'abord un, puis plusieurs soldats paraître sur l'autre rive. On tâche de ne pas voir ceux qui, moins heureux, sautent de glaçons en glaçons, et surtout de ceux qui tombent dans le gouffre. On a vu tant de fois la mort, qu'elle ne cause plus de frisson, et que, pour quelques-uns, elle ne paraît plus que le terme d'un supplice prolongé.

L'intrépidité du maréchal passe dans tous les cœurs; il préside à tout avec calme, contient le désordre, et chasse l'épouvante. Enfin il a passé avec tout ce qui lui reste de guerriers propres encore au combat. Mais ici s'offre, avec un redoublement d'horreur, la scène de désolation qui venait d'avoir lieu sur les rives du Vop. Un passage si périlleux est impossible à des blessés, à des femmes, à des enfants, à des vieillards, devenus des compagnons embarrassants et déplorables d'une si longue et si fatale retraite. Les bagages qui emportent le fruit de leurs travaux, le dernier espoir de leur existence, ne peuvent être transportés sur des glaçons perfides. Il faut donc les laisser en proie à ces cosaques, dont eux-mêmes ils auront tout à l'heure à subir la brutalité et la fureur homicide. Un tableau aussi déchirant va se présenter à nous sur les rives de la Bérézina. Le cœur de tout français, que dis-je? le cœur de tout homme s'épouvante de cette progression de désastres. On craint d'être vaincu dans sa pitié, ce tendre et généreux ressort du lien social.

Aussi je vais passer rapidement à un autre tableau fait pour relever l'âme, c'est-à-dire la jonction des restes de l'arrière-garde avec ceux de la grande armée. Le maréchal se trouvait maintenant défendu contre les quatre-vingt mille hommes de Kutusof par ce même fleuve qui lui avait causé tant de sollicitude et de si douloureux sacrifices. C'était le désespoir seul qui avait pu permettre de le franchir à cette poignée de héros.

Une armée qui, victorieuse par sa position beaucoup plus que par les armes, reculait maintenant devant l'épreuve la plus légère et souvent même devant le danger le plus chimérique, devait se trouver arrêtée devant cette glace mobile qui ne pourrait jamais supporter le poids de quatre-vingt mille combattants, de leurs canons et de leurs pesants chariots.

Heureux d'être débarrassé d'une telle poursuite, Ney n'avait plus à rencontrer que des troupes cosaques éparses sur ce territoire nouveau que la guerre n'avait pas encore désolé. Les vivres devenaient plus faciles à ce petit nombre de combattants; on pouvait, au lieu d'un bivouac glacial, se reposer dans des maisons et réchauffer, près de bons poêles, ses membres engourdis. Pendant le jour, on s'amusait de faciles victoires remportées sur des troupes ou des pelotons de cosaques, étonnés d'être

poursuivis à leur tour. Mais des corps d'ennemis plus nombreux et plus redoutables pouvaient s'interposer entre les deux armées, qui tendaient à se rejoindre.

Plus on avançait, plus le danger devenait prochain. N'avait-on pas à craindre de tomber dans les rangs du corps d'armée de Wittgenstein? Après deux jours de marche, des signes, que ne pouvaient méconnaître des guerriers si exercés, annonçaient l'approche d'une armée. On était si brouillé avec l'espérance, qu'on ne songeait plus qu'à une armée ennemie, et qu'on se disposait à mourir dans un dernier combat, lorsque l'on reconnaît une armée française. Ce n'est point une illusion, ce n'est pas un piège, on a répondu en français au qui vive des vedettes. Des cris de vive l'empereur! s'élançant des deux parts. D'un côté, on annonce le prince Eugène, et de l'autre le maréchal Ney, les deux noms les plus illustres dans cette retraite. Mais Eugène se garderait bien de se comparer à celui qui vient de mettre un tel sceau à sa gloire. On a cru la perte du maréchal si certaine, que son apparition offre à l'armée quelque chose de merveilleux; car la force morale a ses prodiges, et l'on peut y connaître l'influence divine d'où peut venir en effet cette fermeté dans le devoir, pour laquelle il n'existe plus d'obstacle ni de limite! Quand un homme grandit à ce point, nous semblons tous grandir. Voilà ce qu'éprouvèrent ces guerriers réunis, lorsque le maréchal raconta, comme la chose la plus simple, la manière dont il avait échappé à quatre-vingt mille hommes en les bravant toujours, et les battant quelquefois. On paie un tribut douloureux aux braves qu'on a perdus; on s'étonne et l'on gémit de leur survivre en si petit nombre. Mais ces nouveaux titres de gloire, que l'on vient d'ajouter à tant d'autres, ces victoires gigantesques remportées par les débris informes d'une grande armée sur les quatre-vingt mille russes qui avaient paru avec honneur dans les champs d'Austerlitz, d'Eylau, de Friedland, et enfin de la Moskowa, montraient l'honneur, non-seulement intact, mais encore aggrandi, mais brillant d'un éclat que l'héroïsme des Grecs et des Romains était loin d'avoir surpassé. C'étaient des victoires remportées sur la nature même et sur cet hiver moscovite dont la seule pensée fait venir le frisson au voyageur armé contre lui de toutes les précautions de l'aisance et du luxe. Eh bien! c'étaient des fantassins surchargés de leurs armes, des cavaliers démontés, privés de leurs bagages, dont les vêtements informes, criblés par les glaçons et les balles, tombaient en lambeaux, dont les pieds souvent étaient nus; c'étaient enfin des Français accoutumés à entrer dans des capitales dont les magasins et les trésors tombaient à leur disposition; c'étaient eux qui avaient soutenu, depuis trente six jours, ces combats de toutes les heures contre leurs ennemis et contre les éléments. En sortiraient-ils vainqueurs jusqu'à la fin? peu d'entre eux osaient s'en flatter; ils n'étaient pas même à moitié du désert glacial qui leur restait à traverser, et qui ne leur était déjà que trop connu par la famine. Ces bons et fiers soldats qui, au milieu de telles épreuves, n'avaient jamais poussé un cri de défection, jouissaient dans leur conscience et s'entretenaient entre eux d'un nouveau genre de gloire, qui serait à peine célébré dans leur propre patrie, puisqu'ils revenaient pour la première fois sans trophée et sans conquête. Saurait-on assez les glorifier de leur pauvreté même? Tout ce qu'ils demandaient au ciel, et ce qu'ils n'espéraient plus obtenir, c'était un beau champ de bataille. Ils appelaient les

boulets et les balles qui, après leurs fatigues, leur rendaient toujours des forces surnaturelles.

Ce qui leur faisait horreur, c'était de mourir d'inanition auprès de ces sapins, de ces bouleaux qui se trouvaient plantés là comme pour marquer leur sépulture. Un camarade ou leur capitaine s'approchait-il d'eux pour leur rendre de derniers soins, ils leur remettaient leur montre, ce qu'ils pouvaient avoir d'argent, pour être rendus à leur famille, et le nom de leur mère était le dernier qui errait sur leur bouche. Hélas ! le temps n'était pas encore venu où l'on ne pourrait plus s'arrêter aux plaintes des mourants.

Voici une lueur d'espérance et de joie qui se présente pour ce reste d'armée. La nouvelle a fait tressaillir l'empereur d'un plaisir encore plus grand que celui de ses dernières victoires. « J'aurais donné, dit-il, trois cent millions de mon trésor pour le salut de Ney. » Il sentait combien l'abandon d'un tel homme pèserait sur sa gloire. Dans son bulletin, il célébra la retraite du maréchal dans des termes dignes d'un homme qui, comblé de gloire, en est le plus juste appréciateur, mais cette admiration fut beaucoup plus exaltée et plus profonde, lorsque l'historien Ségur publia, douze ans après, ce magnifique épisode de la campagne de Moscou. Après l'avoir lu, chacun s'accordait à dire : « Si cette relation eût été connue lors du procès du maréchal Ney, en 1815, jamais ni les juges ni le roi n'eussent osé livrer aux balles des soldats français le sauveur de notre gloire et celui qui avait entassé le plus de couronnes civiques sur sa tête. »

FIN DU SIXIÈME VOLUME DE LA 2<sup>e</sup> SÉRIE.



# TABLE

## DES MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME.

AVANT-PROPOS.		I
PRÉFAGE.		XIII
LE CONSULAT.		I
Chap. 1 <sup>er</sup> .	— Considérations préliminaires.	ib.
II.	— Mouvement de l'opinion. — La constitution consulaire.	4
III.	— Des listes de proscription. — Premier décret.	10
IV.	— Mesures de modération. — Pacification de la Vendée.	15
V.	— Conférences sur les conditions du gouvernement consulaire. — Etablissement de ce gouvernement.	16
VI.	— Consuls définitifs. — Ministres du consulat.	26
VII.	— Ouvertures pour la paix. — Continuation de la guerre.	30
VIII.	— Seconde campagne de Bonaparte en Italie.	35

Chap. IX.	— Bonaparte quitte Paris. — Passage du Saint-Bernard.	37
X.	— Situation de Mélas.	43
XI.	— Prise de Milan. — Bataille de Marengo.	48
XII.	— Bonaparte part de Milan pour revenir à Paris. — Concordat.	61
XIII.	— La paix.	69
XIV.	— Paix d'Amiens.	72
XV.	— Expédition de Saint-Domingue. — Cérémonie à Notre-Dame pour le Concordat. — Le Consulat prolongé pour dix ans, puis à vie.	99
XVI.	— Discussion au conseil d'état. — Affaire suisse.	104
XVII.	— Rapports entre M. de Lafayette et le premier consul.	110
XVIII.	— Rapport de Bonaparte avec Louis XVIII. — Récit de Bourienne.	128
XIX.	— Suite de la rupture de la paix d'Amiens.	146
XX.	— Projet de descente en Angleterre. — Réflexions d'un écrivain anglais.	148
XXI.	— Mouvement à l'intérieur et à l'extérieur contre le premier consul.	153
XXII.	— Mort du duc d'Enghien. — Récit d'un officier du prince.	158
XXIII.	— Effet de la mort du duc d'Enghien. — Récit de M <sup>re</sup> de Staël.	170
XXIV.	— Mort de Pichegru.	177
XXV.	— Procès de Moreau. — Récit d'un témoin oculaire.	180
XXVI.	— Bonaparte marche ouvertement à l'Empire.	184

<b>TABLE.</b>		<b>477</b>
<b>Chap. XXVII.</b>	<b>— Bonaparte déclaré empereur et couronné.</b>	<b>190</b>
<b>L'EMPIRE.</b>		<b>195</b>
<b>Chap. I<sup>er</sup>.</b>	<b>— Le couronnement.</b>	<b>ib.</b>
<b>II.</b>	<b>— Fin de la république cisalpine.</b>	<b>205</b>
<b>III.</b>	<b>— Reflexions de M. de Lafayette.</b>	<b>208</b>
<b>IV.</b>	<b>— Coalition. — Récit d'un témoin des événements.</b>	<b>215</b>
<b>V.</b>	<b>— Prise d'Ulm et de Vienne.</b>	<b>220</b>
<b>VI.</b>	<b>— Bataille d'Austerlitz.</b>	<b>225</b>
<b>VII.</b>	<b>— Traité de Presbourg. — Naples. — Confédération du Rhin.</b>	<b>250</b>
<b>VIII.</b>	<b>— Mort de Pitt.</b>	<b>252</b>
<b>IX.</b>	<b>— Bataille de Trafalgar racontée par un Anglais</b>	<b>255</b>
<b>X.</b>	<b>— La Prusse.</b>	<b>245</b>
<b>XI.</b>	<b>— Bataille d'Iéna.</b>	<b>252</b>
<b>XII.</b>	<b>— La Pologne.</b>	<b>256</b>
<b>XIII.</b>	<b>— Eylau. — Attitude de l'Autriche. — Prise de Dantzick.</b>	<b>262</b>
<b>XIV.</b>	<b>— Nouveaux préparatifs des deux côtés.</b>	<b>267</b>
<b>XV.</b>	<b>— Bataille de Friedland.</b>	<b>269</b>
<b>XVI.</b>	<b>— Tilsitt. — Entrevue.</b>	<b>272</b>
<b>XVII.</b>	<b>— Retour de Napoléon à Paris.</b>	<b>283</b>
<b>XVIII.</b>	<b>— Affaires d'Espagne. — Récit de M. de Bourienne.</b>	<b>287</b>
<b>XIX.</b>	<b>— Départ précipité de Napoléon pour la France. — Guerre avec l'Autriche.</b>	<b>294</b>
<b>XX.</b>	<b>— Bataille d'Eckmühl. — Prise de Ratisbonne.</b>	<b>297</b>
<b>XXI.</b>	<b>— Marche de Napoléon sur Vienne. — Prise de Vienne.</b>	<b>301</b>

Chap. XXII.	— L'île de Lobau.	505
XXIII.	— Bataille d'Essling.	507
XXIV.	— Bataille de Wagram.	512
XXV.	— Descente des Anglais à Walcheren, — Enlèvement du Pape.	518
XXVI.	— Tentative d'assassinat sur Napoléon. — Paix avec l'Autriche.	525
XXVII.	— Mariage de Marie-Louise.	526
XXVIII.	— Naissance du roi de Rome. — Affaires religieuses. — Récit de Thiébeau- deau.	545
XXIX.	— Symptômes de la fin de l'Empire.	557
XXX.	— Guerre de Russie.	559
XXXI.	— Reflexions sur l'état de la France avant l'expédition de Russie.	562
XXXII.	— Mouvement des armées. — Passage du Niémen.	568
XXXIII.	— Entrée en Lithuanie. — Les Polonais.	575
XXXIV.	— Bataille de la Moskowa.	577
XXXV.	— Aspect de Moscou.	579
XXXVI.	— Incendie de Moscou.	582
XXXVII.	— Séjour à Moscou. — Départ.	584
XXXVIII.	— Combat de Malo-Yaroslavitz.	587
XXXIX.	— Marche sur Smolensk.	593
XL.	— L'hiver de Russie. — Conspiration Ma- let. — Arrivée à Smolensk.	598
XLI.	— Départ de Smolensk.	404
XLII.	— Bataille de Brasnoi.	486
XLIII.	— Retraite de Ney.	410
XLIV.	— Passage de la Bérésina.	414
XLV.	— Les deux ponts de la Bérésina. — En- combrement. — Passage de l'armée.	420

<b>TABLE.</b>		<b>479</b>
<b>Chap. XLVI.</b>	<b>— Départ de l'empereur pour Paris.</b>	<b>426</b>
<b>XLVII.</b>	<b>— Désastres de l'armée.</b>	<b>429</b>
<b>XLVIII.</b>	<b>— Napoléon à Paris.</b>	<b>433</b>
<b>XLIX.</b>	<b>— Le pape à Fontainebleau. — Affaires religieuses. — Récit du cardinal Pacca.</b>	<b>439</b>
<b>Notes.</b>		<b>459</b>

**FIN DE LA TABLE DU SIXIÈME VOLUME DE LA 2<sup>e</sup> SÉRIE.**

SWNT.













